

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 105

Décembre 1993

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- **UN COMITÉ DE L'ONU DÉNONCE
«LA PRATIQUE SYSTÉMATIQUE DE LA TORTURE» EN TURQUIE**
 - **L'ARMÉE TURQUE COMPTERAIT 250 000 DÉSERTEURS**
 - **LA FRANCE INTERDIT DES ASSOCIATIONS RÉPUTÉES
PROCHES DU PKK**
 - **AINSI QUE...**
 - **TÉMOIGNAGE : LES IMMIGRÉS DE LA GUERRE KURDE**
 - **CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
 - **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**
-

LE Comité des Nations Unies contre la torture, présidé par M. Joseph Voyame, ancien chef de l'Office fédéral helvétique de la Justice, dans un rapport rendu public le 21 novembre, accuse les autorités turques de tolérer une *«pratique systématique de la torture, en particulier par les organes dépendant du ministère de l'Intérieur»*.

Le comité est un organe de surveillance et d'enquête mis en place par la *Convention des Nations Unies contre la torture* dont la Turquie est

Un comité de l'ONU dénonce «la pratique systématique de la torture» en Turquie

signataire. Ses procédures sont généralement discrètes. Il intervient auprès des gouvernements en leur présentant des «recommandations» dans l'espoir d'obtenir des améliorations sur les pratiques contraires à la convention. Devant le caractère massif et systématique des violations commises par la Turquie, le Comité a, pour la première fois de son histoire,

décidé de dénoncer publiquement la Turquie et d'inviter Ankara à prendre des mesures énergiques et efficaces pour mettre fin à ces actes dégradants.

L'abondance des témoignages sur les tortures pratiquées par les organes de sécurité turcs avait conduit le Comité à engager, il y a trois ans, une enquête.

Le gouvernement turc, après avoir dans un premier temps refusé d'y collaborer, a dû finalement y consentir. En juin dernier une délégation du Comité composée de son président Voyame et de M. Alexis Dipanda Monelle, président de la Cour Suprême du Cameroun, s'est rendue sur place. Les deux enquêteurs, accompagnés d'un médecin, ont eu des entretiens à Ankara et à Diyarbakir avec une soixantaine de détenus. Malgré des demandes insistantes, le ministre turc de l'Intérieur a refusé d'ouvrir aux enquêteurs certains de ses locaux, désignés par des témoins comme des centres de torture. Les résultats de l'enquête ne laissent place à aucun doute: «*la pratique de la torture en Turquie est un système*». Estimant que les habituelles recommandations confidentielles resteraient sans effet pratique, en particulier pour toutes les arrestations liées à des procédures devant les Cours de Sûreté de l'Etat, le Comité a finalement choisi de rendre public un «*compte-rendu succinct*» de ses travaux.

Dans ses recommandations, le Comité demande notamment: «*la destruction immédiate*» de ce qu'en Turquie on nomme les «*sarcophages*»; des cellules d'isolement sans éclairage mesurant 80 cm sur 60 dans lesquelles le détenu ne peut vivre que debout ou accroupi; *l'abandon lde 'usage du bandeau sur les yeux pendant les interrogatoires; la possibilité pour les avocats de pénétrer dans les lieux de détention et la création d'un système d'assurance judiciaire gratuite.*

La multiplication d'assassinats de militants kurdes et d'exécutions extrajudiciaires, la destruction des villages et villes avaient, ces dernières années, laissé au second plan la question de la torture en Turquie. Depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, la

torture continue cependant d'être pratiquée systématiquement, d'une manière routinière, dans les commissariats et prisons de Turquie, en particulier dans les provinces kurdes soumises à la loi martiale.

L'armée turque compterait 250 000 déserteurs

SELON le ministre turc de la Défense, cité par le quotidien *Turkish Daily News* (TDN) du 17 décembre 1994, la Turquie compte actuellement au moins 250.000 déserteurs. Ceux-ci, en majorité, sont des Kurdes mais il y a aussi un nombre de plus en plus croissant de jeunes Turcs qui refusent de faire le service militaire obligatoire au moment où l'armée turque mène une guerre sanglante dans le Kurdistan. Deux journalistes de télévision essayant de traiter ce sujet ont été arrêtés après la diffusion d'un court reportage avec certains déserteurs. Ils doivent comparaître devant une cour martiale pour «*incitation à la désertion*».

Un porte-parole de l'état-major général, le colonel Dogu Silahçioğlu, cité par l'agence turque Anatolie, a promis une «*punition exemplaire*» aux déserteurs: «*Ils vivront avec cette disgrâce le restant de leur vie*» a-t-il ajouté. Cependant, la presse turque

révèle chaque jour les noms de certains de ces «*déserteurs appartenant aux milieux influents ou aisés*». Parmi eux, un certain Serdar, le propre fils du chef d'état-major des armées, le général Gures. Grâce à une inscription de convenue dans un conservatoire d'Istanbul ce jeune homme protégé échappe aux rigueurs du service militaire tandis que son général de père appelle à longueur de journées les jeunes Turcs à aller «*servir le pays*» et «*le sauver du séparatisme terroriste*». Un officiel cité par le TDN constate avec philosophie: «*les soldats qui vont dans la région sont les enfants des pauvres et des classes moyennes, principalement originaires des régions de la mer Noire*». Des Lazes enrégimentés pour aller casser du Kurde pour la plus grande gloire de la nation turque! Cependant cette «*chaire à canon*» ne suffisant plus et les désertions se multipliant, l'état-major turc s'oriente vers une prolongation d'office de la durée du service militaire.

La France interdit des associations réputées proches du PKK

A la demande du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, le gouvernement français a décidé, le 30 novembre, en conseil des ministres la dissolution de deux associations kurdes réputées proches du Parti des travailleurs du Kurdistan. Il s'agit du Comité du Kurdistan et de la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (Yekkom) ainsi que des sept associations qu'elles regroupent.

La dissolution a été décidée sur la base de la loi du 10 janvier 1936 relative aux «groupes de combat et milices privées». Les décrets de dissolution imputent à ces associations kurdes des «manifestions armées dans la rue, leur forme et leur organisation militaire» présentant le «caractère de groupe de combat ou de milices privées», ainsi que leur participation «sur le territoire français ou à partir de ce territoire, à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger».

Selon M. Pasqua «ces associations sont les façades légales du PKK qui, en France comme dans d'autres pays d'Europe, se livre à des actions de caractère terroriste ou délictuel qu'il n'est pas possible de tolérer sur notre sol». Le ministre a cité, à l'appui de son argumentaire, des jets d'engins incendiaires, le 29 octobre contre la Banque du Bosphore à Paris et à Londres, puis le 4 novembre contre

le consulat de Turquie à Strasbourg. Il a aussi évoqué la prise d'otages du consulat de Turquie, le 9 août à Marseille, «plusieurs assassinats sous forme de règlements de compte en France entre 1987 et 1992» ainsi que «l'enlèvement de quatre touristes français en Turquie, commenté de Paris par un porte-parole du mouvement».

M. Pasqua a enfin affirmé que «l'immense majorité des soixante mille Kurdes vivant en France n'aspirent qu'à s'intégrer à la communauté française» et qu'il n'était pas question d'interdire les «multiples associations kurdes qui ont un objet culturel» et que les mesures prises «ne sont en aucune façon dirigées contre le peuple kurde».

La décision française intervient après les rafles policières opérées le 18 novembre dans plusieurs départements français dans les milieux kurdes réputés proches du PKK. Une vingtaine de Kurdes parmi les 111 arrêtés lors de ces rafles sont toujours détenus en attente de jugement. Elle semble avoir été prise de concert avec les autorités allemandes qui avaient, elles, interdit le 26 novembre une trentaine d'organismes et associations kurdes considérés comme proches du PKK. Ankara n'a pas tardé à faire connaître sa «satisfaction» et à se féliciter ostensiblement de ces «victoires diplomatiques». Enfonçant le clou, la Turquie a demandé avec insistance à la Belgique, à la Suisse aux Pays-Bas et à la

Grande Bretagne d'emboîter le pas à Bonn et à Paris. Elle réclame des «mesures conjointes et efficaces de tous les pays européens dans la lutte contre le PKK». Le 6 décembre, le gouvernement suisse a décidé une série de «mesures de surveillance du PKK» tout en refusant d'interdire cette organisation. La Suisse estime, comme la Belgique et les Pays-Bas, qu'une interdiction, et donc un passage à la clandestinité, rendront plus difficile la surveillance du PKK, a expliqué le ministre de la police Arnold Koller.

En France, à l'appel d'une vingtaine d'associations syndicales et partis politiques, environ 4 000 personnes ont manifesté à Paris pour demander la libération des Kurdes arrêtés. Les manifestants ont défilé aux cris de «à bas le régime fasciste turc !» et dénoncé les décisions gouvernementales arrêtées «sous le prétexte de la chasse aux terroristes». SOS-Racisme a qualifié les dissolutions «d'actes graves portant atteinte à la liberté d'expression» et s'est inquiété «du risque de dérive qui réside dans la confusion entre la sécurité nécessaire du territoire et la politique diplomatique de la France à l'égard de la Turquie». Alain Krivine, pour la LCR a déclaré que «MM. Balladur et Pasqua bafouent le droit le plus élémentaire d'hommes et de femmes qui ont dû fuir les exactions du régime d'Ankara». Par ailleurs, au cours d'une conférence de presse donnée à Paris le 10 décembre, trois des avocats des Kurdes poursuivis ont dénoncé «le bas commerce qui s'est instauré entre la France et la Turquie» qui a permis de dissoudre des associations kurdes «pour des motifs aberrants et délirants» et d'incarcérer des personnes «dont le dossier est complètement vide». Me de Felice a pré-

cisé qu'un recours a été formé devant le Conseil d'Etat «contre le décret scélérat» de dissolution. «Rien ne nous arrêtera, ni le silence de la presse, ni l'indifférence de l'opinion publi-

que (...). C'en est fini du jeu des bonnes manières diplomatiques. Notre combat est politique, nous défendrons le peuple kurde jusqu'au bout» ont déclaré les avocats.

donne une version différente de celle de l'armée. Celle-ci l'accuse d'être un organe du PKK et de «collaborer avec des organisations terroristes». Cette position est également publiquement défendue par le président Demirel (cf. TDN du 24 décembre, p.125). La justice turque se mobilise de ce fait pour faire taire rapidement cette voix qui dérange.

Le quotidien kurde *Özgür Gündem* menacé d'interdiction

DANS une vaste opération menée simultanément dans plusieurs villes, la police turque, agissant à la demande des Cours de Sûreté de l'Etat est intervenue les 10 et 12 décembre dans les locaux du quotidien nationaliste kurde. A Istanbul, 110 personnes, principalement des journalistes et des ouvriers de l'imprimerie, ont été arrêtées et le matériel saccagé. M. Yasar Kaya, directeur de ce quotidien, évalue les dommages à «plusieurs milliards de liras turques» et déclare que l'on n'avait jamais vu une opération aussi sauvage contre un organe de presse en Turquie. Les bureaux d'Izmir, d'Adana, de Mersin et de Batman d'*Özgür Gündem* ont également été saccagés par la police qui procéda à de nombreuses arrestations. A la suite de ces rafles intervenues juste la veille du Congrès du DEP et considérées comme une pression ultime contre les délégués de ce parti, le quotidien kurde n'a pu paraître pendant plusieurs jours. Déjà, en novembre, la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul avait, à deux reprises, décidé de la suspension pour 15 jours d'*Özgür Gündem*. 10 journalistes de ce quotidien ont été assassinés par des forces para-militaires turques et sa diffusion est régulièrement entravée par la police. Le 24 décembre, la Cour de Sû-

reté de l'Etat d'Istanbul a prononcé deux nouvelles condamnations contre ce journal en vertu de la loi dite anti-terreur: *Özgür Gündem* devra cesser de paraître durant deux mois au total et son éditeur est condamné à 4 ans de prison et à l'équivalent de 80 000 F d'amende. La Cour a relâché dix-sept des dix-neuf journalistes placés en garde à vue lors de la rafle des 10 et 12 décembre. Les journalistes ont déclaré avoir été torturés lors de leur détention. Le 26 décembre, la «Super-préfecture» de Diyarbakir a annoncé l'arrestation de quatre correspondants d'*Özgür Gündem* à Elazig accusés de posséder «des documents, de la correspondance et des publications interdites».

Özgür Gündem est le seul quotidien qui sur les événements du Kurdistan

La Fédération internationale des journalistes, Reporters sans frontière, l'Association turque de journalistes contemporains, l'Association turque des journalistes, le Conseil de la presse de Turquie, l'Association turque des droits de l'homme et des personnalités turques comme Fikri Saglar, ministre de la Culture, Deniz Baykal, président du Parti Républicain du Peuple (CHP), Sadun Aren, président du Parti de l'Unité Socialiste (SBP) et les députés du DEP ont dénoncé ces attaques caractérisées et intolérables contre la liberté de la presse et d'opinion.

Cependant, en ces matières, l'armée a toujours le dernier mot en Turquie et la fermeture d'*Özgür Gündem*, qui est devenue la bête noire des militaires, n'est plus qu'une question de temps.

Ainsi que...

• **PROLONGATION DE SIX MOIS DU MANDAT DE LA FORCE DE PROTECTION DES KURDES D'IRAK.** Le Parlement turc a voté le 28 décembre la reconduction pour six mois de la présence en Turquie, à la base d'Incirlik, de la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak,

dans le cadre de la phase 2 de l'opération «Provide Comfort». Le mandat de cette force — américaine, française et britannique — qui a pour mission de surveiller la zone d'exclusion aérienne au nord du 36^{ème} parallèle devait arriver à échéance le 31 décembre. Le gouvernement fédéré

du Kurdistan irakien a accueilli «avec satisfaction» cette reconduction pour six mois en réitérant toutefois sa demande d'un mandat de deux ans. «*Cette extension est la bienvenue, mais deux ans auraient constitué un meilleur mandat pour notre peuple qui s'efforce de reconstruire son économie*» a déclaré à l'A.F.P. le ministre kurde des Affaires militaires, Cabbar Ferman. Chaque prolongation de ce mandat fait l'objet de débats houleux au Parlement turc et donne lieu à des marchandages entre Ankara et les capitales occidentales concernées.

• **LE CONGRÈS DU DEP.** En prévision des élections municipales du 27 mars, le Parti de la Démocratie (DEP), pro-kurde, a réuni les 11 et 12 décembre à Ankara un Congrès extraordinaire pour définir sa stratégie et re-

nouveler ses instances dirigeantes. Le Congrès a réuni dans le Palais des Sports d'Ankara environ 15 000 délégués et invités. Il s'est déroulé dans un climat de modération. Représenté par 17 députés au Parlement turc, le DEP a réaffirmé «*sa volonté de défendre pacifiquement les droits du peuple kurde, la reconnaissance de son identité, ses droits culturels et politiques*». Il s'est prononcé une nouvelle fois contre la violence et pour une solution politique et démocratique du problème kurde. A l'issue du congrès, M.Hatip Dicle, 38 ans, député de Diyarbakir, a été élu à la présidence du DEP. Les députés du DEP sont tous menacés de levée de leur immunité parlementaire. Le parti lui-même fait l'objet d'une procédure devant la Cour constitutionnelle visant à l'interdire pour «*activités séparatistes*».

bande, tu fumes ? «Diyarbakir : C'est des journées entières au café. Le thé provient aussi de la contrebande. La vie elle-même est de la contrebande, des choses secrètes ont lieu dans les impasses de la ville. Le voile, *Posu*, c'est l'honneur, il voile le désespoir, la misère et désormais il est «*politique*».

Là-bas, c'est Diyarbakir ! On vit dans les rues étroites, les cafés sont des cachots. Les boulevards sont occupés par l'Etat. Les rues et les boulevards sont les deux faces de Diyarbakir. L'une trahit l'autre à chaque occasion. L'État se promène sur les boulevards, tandis que l'ex-habitant d'Amed (NdT. ancien nom de Diyarbakir) se promène dans les ruelles.

En hiver, il y a de la boue jusqu'aux genoux. Le tout-à-l'égout à ciel ouvert en dégage des odeurs pestilentielles. Un minibus arrive à Baglar, chargé de ballots de matelas et de couvertures. Celui qui arrive, est un nouvel habitant de Diyarbakir, un immigré de plus. Le minibus se vide tranquillement. Les visages sont sans expression. Les enfants ne courent pas autour du minibus. Tout le monde sait d'où vient le minibus. Pas besoin d'un long discours, il suffit de lui souhaiter la bienvenue : «*serçawan*».

A LA RECHERCHE DE PAIN RASSIS

La Porte des Ethnies de Diyarbakir est devenue désormais la Porte des Migrations. La population de la ville compte actuellement 1,5 million d'habitants, trois ans auparavant il y avait juste 380.000 habitants. Ceux qui viennent de Lice, de Sirnak, de Kulp, de Cizre mêlent l'inconnue de l'avenir à la fatalité du présent. Des milliers de gens, affluent vers Diyarbakir des

TÉMOIGNAGE :

*Les immigrés de la guerre kurde**

Le poûls de la guerre bât à Diyarbakir. . .

Une population de 1,5 million d'habitants. . .

L'Etat provoque l'exode. . .

Dans chaque ville,

il y a un Kurdistan. . .

Psychose de l'impasse politique :

en finir avec ça par n'importe quel moyen. . .

«*Pour le moment*» ils vivent à Diyarbakir. Ceux de Cizre, de Kulp, de Silvan. . ., vivent à Baglar et Fatihpasa, des bidonvilles en nylon, une pièce pour 8 personnes et avec le risque d'être assassiné au petit matin. Ceux qui se retrouvent à Diyarbakir, sont chômeurs, haineux et sans solutions. Derrière eux, ils ont laissé leurs mai-

sons détruites, et les «*terres de leurs pères*». Ils ont rassemblé des chaises de bois, pour installer leur café qui se remplit tôt le matin et ne se vide qu'avec le coucher du soleil.

Ils roulent leurs cigarettes avec du tabac de contrebande et demandent : «*je roule de la contre-*

* (Paru dans l'hebdomadaire turc *Gerçek* du 25 décembre 1993)

nombreux villages détruits, des campements d'où ils ont été chassés à coups de crosse et s'entassent dans la ville dont ils avaient coutume de dire qu'ils y régleraient leurs derniers comptes.

Au fur et à mesure que l'attente dans le café se prolonge, les établis des colporteurs se multiplient. Les établis où l'on expose des cigarettes, du tabac et du thé provenant de la contrebande ne permettent que de ramener du pain le soir à la maison. Le nombre de colporteurs dépasse 100.000 à Diyarbakir selon la municipalité. Une personne sur 15 travaille comme colporteur au coin d'un boulevard.

Cette ville qui ne supporte pas l'incertitude, capitule face au chômage, à la faim, au désespoir. Les villageois kurdes qui ont supporté toutes sortes de violences durant des années, recherchent du pain rassis vendu 2 000 livres (= 0,60 FF) au marché. Ceux qui ont survécu malgré tout pendant que les soldats, les «protecteurs» de village et les unités spéciales de l'armée tuaient les deux animaux qui représentaient tout ce qu'ils possédaient, disparaissent dans les rues boueuses et jonchées par les ordures de Diyarbakir. Les immigrés involontaires calculent comment ils peuvent aller *«plus loin à l'Ouest»*. Ils apprennent le marchandage devant leurs établis et rêvent des gains avec lesquels ils paieront leur voyage ; ils rêvent d'Adana, d'Izmir, de Mersin et d'Antep. Celui-là disait de son avenir *«si je trouve un travail, le reste sera facile»*.

Hamo Dayi traîne son pied cassé lorsqu'il a fui le service militaire sur les boulevards de Diyarbakir. Il dit rapi-

dement sans lever la tête *«il faut de l'argent pour le pain»*.

Diyarbakir exprime qu'on ne peut pas mener une politique cohérente en faisant souffrir les hommes. Au fur et à mesure que l'on s'aperçoit que les problèmes demeurent l'idée de *«solution»* est remplacée par *«vivement que ça se termine»* (...).

L'exode est non seulement un problème politique mais aussi une paralysie. Les infrastructures insuffisantes de la ville ne fonctionnent plus depuis l'afflux massif des nouveaux arrivants.

Des familles de 30 personnes qui survivent dans une pièce sont une réalité de l'immigration. Une autre réalité : la production agricole est sur le point de s'arrêter, surtout la production de coton et de tabac, car tous ces gens qui s'entassent à Diyarbakir sont des paysans privés de leurs terres.

Selon la Chambre de commerce et d'industrie de Diyarbakir, la production agricole de la plus grande partie des provinces de Cizre, Silvan, Dicle, Kulp, Hazro et Mardin s'est complètement arrêtée et celle de Bismil s'est beaucoup réduite. L'élevage qui constitue une ressource fondamentale est touchée de plein fouet par l'exode vers les villes. La laiterie principale de la ville, qui appartient à l'Etablissement de l'industrie de lait, fonctionne à 45% de sa capacité. On en est à faire venir du lait de la Ferme d'Etat de Ceylanpinar, située à 300km de Diyarbakir. D'autre part le combinat de viande étatique, qui appartient à l'Etablissement de viande et de poisson ne peut fonctionner qu'à 30% de sa capacité.

Une autre réalité, à Diyarbakir, c'est

l'augmentation de l'immigration interne vers l'Ouest, surtout vers Izmir, Adana et Istanbul (...). En un an 16% de la population de Diyarbakir a émigré vers l'Ouest.

LE PLAN FATAL

L'Etat applique systématiquement son plan à Amed, à Botan et à Dersim. C'est le plan de *«dépeuplement»* dont on parle depuis des années. C'est-à-dire le plan de l'exode. Selon le rapport fait l'année dernière par l'Association des Droits de l'Homme de Diyarbakir, 600 unités d'habitations étaient évacuées par la force. L'Association a ainsi inscrit une note en bas de la liste : *«la liste, des noms des villages et des hameaux a été dressée dans les difficiles conditions que connaît notre association. Le nombre des villages évacués est supérieur à ce chiffre»*.

Le plan de l'Etat vise à priver le PKK de tout soutien populaire en dépeuplant villages et hameaux. Le centre de la ville de Batman est entouré de plusieurs cercles concentriques d'immigrés. Les villages et les hameaux ciblés et évacués sont considérés comme des centres *«favorables au P.K.K.»* Autrement dit l'Etat oblige celui qui est supposé soutenir le P.K.K. à s'exiler.

Il s'agit alors d'une nouvelle période où l'Etat s'enfoncé dans la non-solution au problème kurde : l'Etat provoque ainsi sans le vouloir l'intensification de la guerre en ville et crée les conditions nécessaires à la formation de milices et à la guérilla au centre même des villes.

Cette situation ne se limite pas seulement aux villes kurdes. Les immigrés

vont aussi vers les villes de l'Ouest, surtout à Istanbul, Izmir, Adana, Mersin situées loin des provinces kurdes. Les villes de l'Ouest deviennent progressivement le champ de bataille entre Kurdes et Turcs.

L'ÉTAT EST DANS L'IMPASSE

Les sociologues spécialisés affirment que désormais dans chaque ville, il y a un Kurdistan. Cette immigration est totalement différente de celle dont, on parlait durant des années, provoquée par les conditions économiques ; cette nouvelle immigration est politique dans toute sa dimension. L'air résigné qu'affichaient les pauvres Kurdes pendant les années d'immigration économique a disparu, car il s'agit désormais des Kurdes arrachés à leur terre par la force ! Felât Cemiloglu, président de la Chambre d'industrie et de commerce de Diyarbakir a récemment déclaré : *«L'État a annoncé que tous les paysans kurdes sont des terroristes. Aujourd'hui ces paysans s'installent chez ceux qui les traitaient de terroristes ! Ils s'installent à Çankaya (quartier des ministères à Ankara), dans leur bidonville en nylon. Si la dénomination de terroriste donnée par l'Etat à ces hommes est correcte le terrorisme s'installera alors à Çankaya».*

Il est évident que la dénomination donnée par l'Etat n'est pas correcte et aujourd'hui il n'est pas difficile de voir certaines conséquences de sa politique sans issue. En conséquence de la terreur d'Etat, les paysans pauvres non seulement s'installent à Çankaya où se trouve la résidence du chef de l'Etat mais ils entrent aussi rapidement en contact avec les ouvriers et ils rejoignent les autres forces d'opposition sociale au régime.

La poudrière pourrait prendre feu à tout moment.

ADANA, QUATRIÈME VILLE DU PAYS, CONNAÎT DEPUIS QUELQUES MOIS UN AFFLU MASSIF D'IMMIGRÉS KURDES

Ces immigrés proviennent surtout des provinces de Mardin, de Siirt, de Hakkari, de Mus et d'Urfa. Ils survivent dans la détresse parce qu'ils ne trouvent ni logement, ni emploi... Celui qui ne trouve pas de logement, s'installe chez des proches parents. Souvent trois familles habitent ensemble. Les immigrés travaillent comme colporteurs, transporteurs avec une charrette tractée par un cheval ou comme journaliers. Les garçons ramassent soit des vieux papiers ou du nylon dans la rue, soit des morceaux de métal dans décharges. Les filles travaillent comme femmes de ménage.

A Adana, il y a de grands quartiers kurdes comme Daglioglu, Gülbahçesi, Anadolu, Hürriyet, Denizli et Yenibey. La répression dans ces quartiers augmente ou diminue en fonction des événements du Kurdistan. Dans ces quartiers, on place en garde à vue des centaines, voire des milliers de gens alors que dans les autres quartiers de la ville on n'applique pas cette mesure. Par

exemple, il y a quelques mois, deux mille personnes ont été placées en garde à vue lors des opérations qui ont suivi l'assassinat de deux policiers dans les quartiers kurdes. Ces quartiers sont complètement isolés pendant les jours «critiques».

Lors des opérations dans les quartiers kurdes, la police utilise non seulement des armes usuelles comme le revolver et la matraque mais aussi des engins qu'on utilise rarement ailleurs : des bâtons dont l'extrémité est cloutée, des barres de fer, des fusils à plomb, des bombes lacrymogènes... Les objets précieux et l'argent «se perdent» dans les maisons pillées lors des opérations de sécurité. Les mariages qui ont lieu dans ces quartiers sont considérés comme des fêtes célébrées pour le P.K.K. et la police ne manque pas d'y faire une descente.

Depuis que le P.K.K. a saboté les transformateurs d'électricité, presque tous les Kurdes d'Adana reçoivent une facture d'électricité fixe de 300.000 TL. (liras turques). C'est-à-dire que celui qui habite un F3 paye la même somme que celui qui habite un F1. Le traitement spécifique des Kurdes par l'Etat se manifeste ainsi dans les moindres détails de la vie quotidienne, cela au cœur même des métropoles turques.

Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie

Selon des sources officielles turques citées par le quotidien *Turkish Daily News* du 27 décembre 1993, au cours de 11 premiers mois de 1993 il y a eu 3901 incidents liés aux actions du PKK

contre 1920 pendant toute l'année 1992. Du 1er janvier au 30 novembre 1993, 1249 civils ont trouvé la mort au cours de ces «incidents», contre 618 en 1992. Pendant la même pé-

riode, 676 membres des forces de sécurité turques (soldats, gendarmes, policiers, protecteurs de village) ont été tués contre 634. Les mêmes sources évaluent à 1552 morts et 121 blessés les pertes du PKK en 1993, contre 1228 morts et 52 blessés en 1992. Cependant, le nombre de «terroristes» arrêtés par les forces turques en 1993 serait de 7640, contre 7908 en 1992. Le nombre de civils blessés est de 1389 en 1993, contre 853 en 1992. Pendant les 11 premiers mois de 1993, les forces turques auraient saisi 3028 fusils, 1221 canons, 2164 bombes et 463 378 balles. En 1992, elles affirmaient avoir confisqué 3109 fusils, 1290 canons, 2368 bombes et 352 959 balles. La conclusion de ce bilan contredit la thèse officielle régulièrement assénée selon laquelle l'armée aurait pratiquement terminé d'écraser le PKK car ces chiffres indiquent le redoublement des activités de celui-ci en 1993. La victoire militaire «définitive» reste plus que jamais un «mirage».

2 décembre

A **Batman**, deux frères, M.Nuri et Selahattin Özdemir et Talip Topsuz ont été tués par des inconnus en pleine rue. A **Bingöl**, Mehmet Korkutata a été fusillé chez lui par 3 personnes qui se sont présentées comme policiers pour qu'on leur ouvre la porte.

3 décembre

A **Batman**, Ahmet Karabulut, ancien responsable du HEP a été assassiné par des inconnus. A **Eruh**, dans la province de Siirt, 2 soldats turcs tués et 9 autres blessés dans des accrochages avec les militants du PKK.

9 décembre

A **Iğdır**, dans une attaque des membres de la contre-guérilla un jeune de 15, Isa Koçabas a été tué. A **Diyarbakir**, dans 3 attaques différentes il y eu au total 2 tués et 5 blessés par des inconnus.

10 décembre

A **Siverek**, dans la région d'Urfa, suite aux accrochages entre militants du PKK et les protecteurs de village une militante blessée a été entraînée par les gardiens du village dans un minibus, la militante s'est suicidée en causant un accident qui a coûté aussi la vie de 3 protecteurs de village.

13 décembre

A **Sırnak**, au village Silip après un contrôle d'identité, 5 jeunes (Mahmut Çevik 17 ans, Seyhmus Çevik 15 ans, Resit Direkçi 16 ans et deux autres non identifiés), ont été emmenés par les soldats turcs dehors de leurs village et fusillés.

16 décembre

A **Diyarbakir**, menacé à plusieurs reprises, Kemal Ekinci, vendeur de journal *Özgür Gündem*, a été tué par des inconnus. A **Kurtalan**, dans la province de Batman, sur son refus de devenir protecteur de village, M. Sait Elmas a été fusillé par des membres de la contre-guérilla turques chez lui. A **Elazığ** et à **Siirt**, suite aux explosions des mines au passage de minibus au total 5 personnes ont été tuées et 9 autres blessées.

19 décembre

A **Diyarbakir**, un imam, Mehmet Elçiçek a été tué par des inconnus.

20 décembre

A **Tatvan**, 6 membres de la contre-

guérilla turque ont été tués suite aux accrochages avec les militants du PKK et les unités turques sur la route Van-Tatvan. A **Çınar**, Nazime Ekinci, mère de 3 enfants a été torturée et blessée par balle chez elle par des forces turques. A **Sason** (dans la province de Batman), dans une attaque des militants du PKK, contre un poste de gendarmerie, 9 soldats turcs ont été tués.

23 décembre

A **Batman**, Salih Bozcu (27 ans), chauffeur de taxi, a été tué le matin en sortant de chez lui par des inconnus.

27 décembre

A **Cizre**, 2 personnes arrêtées depuis 15 jours, ont trouvé la mort suite aux tortures effectuées au commissariat, les corps de Nazif Mete (35 ans) et M. Selamettin (20 ans) ont été rendu par la municipalité à leur famille.

28 décembre

A **Bismil**, dans une attaque à la grenade par des inconnus Fevzi Öncel (55 ans) et sa femme Sakine (50 ans) ont été tués chez eux. Sadık Kortak a été tués devant les logements de police par des inconnus, ses proches indiquent qu'il était suivi par la police depuis plusieurs jours. A **Cizre**, suite aux pikonnages de soldats turcs contre le village (Damlica), 3 personnes ont été tuées sous les décombres de leurs maisons et 4 autres blessées.

29 décembre

A **Diyarbakir**, dans le quartier de Bağlar, suite a une attaque des membres de la contre-guérilla turque, Ayhan,, Dogan (22ans) et Mehmet Akçamlı (25 ans) ont été tués sur le coup. Un caporal du 7ème régiment de Diyarbakir a été tué par un in-

connu qui a téléphoné aux journaux en revendiquant l'assassinat au nom de ERNK (branche armée du PKK).

30 décembre

A Deregeçit (dans la province de Mardin), dans une attaque menée par les militants du PKK contre le poste de gendarmerie 12 soldats turcs ont été tués selon les autorités turques. **A Kocaköy** (dans la province de Diyarbakir), plusieurs soldats turcs seraient morts dans une embuscade de militants du PKK. **A Diyarbakir**, une

explosion de bombe, dans la cantine de l'Université Dicle, a fait 22 blessés dont 3 grièvement. Dans la même ville un enseignant de lycée religieux a été tué par des inconnus. **A Hakkari**, Zeki Yalçın a été retrouvé mort après être enlevé de chez lui, par 4 personnes se présentant comme des policiers. **A Van**, Ahmet Acar a été tué par un homme armé non identifié. **A Batman**, Sıraç Cengiz a été tué en plein jour par des membres de la contre-guérilla turque.

(A.F.P., 1^{er} décembre; *Le Monde*, 2 décembre 1993), p.5,22.

L'ALLEMAGNE A MIS SÉVÈREMENT EN GARDE LE PKK CONTRE TOUTE ATTAQUE CONTRE SES INTÉRÊTS, alors que des actions de soutien aux séparatistes kurdes se poursuivaient dans le pays. (A.F.P., 1^{er} décembre 1993), p.6.

UN COMITÉ DE SOUTIEN S'EST MIS EN PLACE À SAINT-MARTIN-LE-VINOUX (Isère), à l'appel de la CGT, en faveur d'un des Kurdes mis en examen à Paris à l'issue d'une opération de police le 18 novembre. (A.F.P., 1^{er} décembre 1993), p.6.

En bref, la revue de presse

«LA FRANCE ENTRE DANS LA GUERRE SALE DE LA TURQUIE». L'arrestation en France de 85 Kurdes en début de matinée du 18 novembre, a été condamnée par les membres des communautés kurdes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et un peu partout en Europe. (*Dialogue du Moyen-Orient*, Décembre 1993), p.1.

KURDES: MALGRÉ L'ÉMOTION CONSÉCUTIVE À LA GUERRE DU GOLFE, LE PROBLÈME KURDE EST RETOMBÉ DANS L'OUBLI jusqu'à ce que les récents attentats anti-turcs obligent les gouvernements occidentaux à se pencher sur cette question non résolue de l'histoire. (*Croissance-Le Monde en développement*, Décembre 1993), p.2.

MA VIE DE KURDE, Autobiographie d'un écrivain et homme politique kurde, «*Ma vie de Kurde*», écrite par Nouredine Zaza en 1982 et rééditée par Labor et Fides (Genève) en 1993. (*Peuple Breton*, Décembre 1993), p.2.

LE RAISIN DE NOËL: CE CHASSELAS

QUI NOUS VIENDE DU KURDISTAN. On dit que Soliman le Magnifique, sultan ottoman, donna un jour à son allié François Ier, quelques pieds de vignes originaires du Kurdistan. Le roi les fit repiquer dans le jardin du château. En 1730, François Charmeux, un habitant de Thomery, fut séduit par la chair juteuse et parfumée de ces raisins cultivés de manière originale contre un mur exposé au soleil. (*Notre Temps*, Décembre 1993), p.2.

CLINTON: PAS DE TRÊVE DANS LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. — L'AVIATION TURQUE FRAPPE LE NORD DE L'IRAK. — 11 villageois ont disparu dans le Sud-Est. — Ils auraient été arrêtés près de Kulp le 8 octobre. — LE PKK ORDONNE LA FERMETURE DES ÉCOLES. (*Turkish Daily News*, 1^{er} décembre 1993), p.3-5.

LA TURQUIE A APPELÉ LES PAYS EUROPÉENS À «PRENDRE DES MESURES CONJOINTES ET EFFICACES» CONTRE LE PKK. — LA TURQUIE PLAIDE POUR UNE CONCERTATION EUROPÉENNE CONTRE LE PKK.

DEUX ORGANISATIONS KURDES INTERDITES EN FRANCE. (*International Herald Tribune*, 1^{er} décembre 1993), p.6.

NOUVEAUX RAIDS AÉRIENS TURCS DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Gamk*, 1^{er} décembre 1993), p.7.

LE GOUVERNEMENT (FRANÇAIS) DISSOUT DEUX ASSOCIATIONS KURDES. «Ces façades légales du PKK» se livreraient «à des actions de caractère terroriste ou délictuel». — LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DISSOUT DES ASSOCIATIONS KURDES. — Charles Pasqua a défendu cette mesure au cours d'une conférence de presse. Pour lui, les organisations concernées servent de «façade légale au PKK». — Déclaration de la CGT: Solidaire d'un peuple en lutte. — Les avocats dénoncent une «opération politique». — KURDES: PASQUA MAINTIEN LA PRESSION. (*Libération; L'Humanité*, 1^{er} décembre 1993), p.7,8.

L'«APPROCHE DIFFÉRENTE» DE

BONN À L'ÉGARD DE L'IRAN SUSCITE LA COLÈRE DES ÉTAT-UNIS. (*International Herald Tribune*, 2 décembre 1993), p.10.

UN MESSAGE FERME AUX ACTIVISTES KURDES. Les organisations visées «sont des façades du PKK», a déclaré Charles Pasqua. (*Le Figaro*, 1^{er} décembre 1993), p.10.

GENÈVE/CONCERT: Asie-Mineure et Kurdistan. Chants traditionnels kurdes et anatoliens, salle Patino à Genève... la musique du cœur. (*Le Dauphiné Libéré*, 1^{er} décembre 1993), p.11.

L'ARMÉE TURQUE RÉÉVALUE DES PROJETS DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE. — Ministre de l'intérieur, Mentese: «En Turquie il n'y a pas de problème kurde mais le terrorisme». — ÇILLER DEMANDE À LA GRANDE-BRETAGNE D'INTERDIRE ACTIVITÉS SÉPARATISTES. — Le Scotland Yard commence à enquêter sur le PKK. — Ankara dément la reprise prochaine du commerce frontalier avec l'Irak. — Accord historique avec la Syrie. — Le message de Saddam à Çiller. (*Turkish Daily News*, 2 décembre 1993), p.12-14.

L'EUROPE DE L'OUEST PREND DES MESURES CONTRE LES MILITANTS KURDES. (*Turkish Probe*, 2 décembre 1993), p.15-16.

DOSSIER SPÉCIAL: UNE FOIS DE PLUS, L'OPÉRATION AU NORD DE L'IRAK... (*Turkish Probe*, 2 décembre 1993), p.17-19.

LA SEMAINE EN PERSPECTIVE. (*Turkish Probe*, 2 décembre 1993), p.20.

LE MEURTRE DE LA PLACE NEUVE EST POLITIQUE. Tué en pleine rue, le mois dernier à Genève, un Kurde a été victime d'un crime politique. (*Courrier*, 2 décembre 1993), p.21.

TROIS À QUATRE MILLES PERSONNES ONT MANIFESTÉ DE LA PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À LA PLACE DE BASTILLE, POUR CLAMER LA LIBÉRATION DES KURDES ARRÊTÉS EN FRANCE. (*A.F.P.*, 2 décembre 1993), p.21.

PARUTION DES DEUX DÉCRETS DANS LE JOURNAL OFFICIEL, PORTANT DISSOLUTION du Comité du Kurdistan, de la Fédération des associations culturelles et des travailleurs patriotes du Kurdistan, *Yekkom Kurdistan* et des sept associations que cette dernière regroupe. — Après les coups de filet policiers dans les milieux kurdes et islamistes en France : DEUX ORGANISATIONS RÉPUTÉES PROCHES DU PKK SONT DISSOUTES PAR DÉCRET. — Le message des opérations «Chrysanthème» et «Rouge-Rose» Avec les rafles de novembre, le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, lance un avertissement aux mouvements clandestins installés dans l'Hexagone. (*A.F.P.*, 3 décembre; *Le Monde*, 2 décembre 1993), p.22, 26-27.

TURQUIE: L'AVIATION BOMBARDE DES CAMPS KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Le Monde*, 2 décembre 1993), p.22.

AVEC LE PEUPLE KURDE CE SOIR À PARIS. — Après la rafle du 18 novembre dernier et la récente décision du gouvernement Balladur d'interdire deux associations kurdes, une vingtaine d'organisations appellent à un rassemblement ce jeudi à 18 h 30

place de la République. — Mobilisation dans les Deux-Sèvres. — ROJINE TOUJOURS ASSIGNÉE À RÉSIDENCE. (*L'Humanité*, 2 décembre 1993), p.23-24.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 2 décembre 1993), p.24.

LUTTE ANTI-TERRORISTE ET GESTION SÉCURITAIRE. — Les mystères de la rafle anti-Kurdes. — L'arrestation et la mise en examen de dizaines de membres du PKK ne reposent sur aucun élément concret permettant d'identifier une quelconque menace terroriste. (*Nouvel Observateur*, 2 décembre 1993), p.26.

L'OFFENSIVE TOUS AZIMUTS D'ANKARA. Des militaires s'opposent sur la stratégie de lutte anti-kurde. (*La Croix*, 3 décembre 1993), p.28.

STRASBOURG: GRÈVE DE LA FAIM. Une douzaine de Kurdes de Turquie observent une grève de la faim à Strasbourg depuis samedi pour protester contre la dissolution d'associations kurdes en France. (*L'Alsace*, 7 décembre 1993), p.28.

SADDAM HUSSEIN, PRIX NOBEL ? Suffit-il que le temps passe pour qu'un dictateur devienne respectable ? Depuis peu, en Europe, les lobbies pro-Saddam Hussein refont surface. Le temps est venu — nous chuchote-t-on — de «tourner la page» et de «normaliser» les relations avec Bagdad. (*Le Figaro*, 2 décembre 1993), p.29.

L'OCCUPATION DE L'ASSOCIATION KURDE À HAMBURG-HARBURG S'EST TERMINÉ PACIFIQUEMENT. (*L'Alsace*, 4 décembre 1993), p.29.

LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME SONT AUSSI RÉPRIMÉS. Hier à Genève, deux Turcs ont témoigné sur les arrestations arbitraires, les meurtres ou la torture organisés par le nouveau gouvernement turc. (*Le Courrier*, 3 décembre 1993), p.30.

LA TURQUIE & L'IRAN SONT D'ACCORD SUR LA TERREUR. — Les responsables turcs et américains discutent de l'interdiction du PKK en Europe. (*Turkish Daily News*, 3 décembre 1993), p.31.

DE LA TURQUIE À L'ALLEMAGNE ET À LA FRANCE : SAINTE-ALLIANCE CONTRE LES KURDES. — Une semaine après la rafle spectaculaire opérée par Pasqua dans les milieux kurdes en France, une opération similaire s'est déroulée en Allemagne. — LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LES RAFLES DE KURDES. (*Lutte Ouvrière*, 3 décembre; *Liberté de Morbihan*, 4 décembre 1993), p.32-33.

GRÈCE-CEE : UNE PRÉSIDENTE À RISQUES. (*Le Point*, 4 décembre 1993), p.33.

OPÉRATIONS ANTI-KURDES. Gesticulation publicitaire sécuritaire et gages donnés au gouvernement turc, l'opération menée par Charles Pasqua obéit à des motivations intérieures et extérieures. (*Vendredi*, 3 décembre 1993), p.34.

UN VILLAGE CHRÉTIEN AU KURDISTAN IRAKIEN. (*La Croix du Midi*, 3 décembre 1993), p.35.

L'ÉTAT DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. — Bagdad invite la Turquie à engager des contacts directs

sur le terrorisme. — LES CHRÉTIENS DE TURQUIE CHASSÉS DE LEUR RÉGION ANCESTRALE. — Les militaires démentent avoir empêché une solution pacifique au problème kurde. — DÉGRADATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. — DEP: Est-il possible de museler des millions de Kurdes ? — ASSOCIATIONS DES DROITS DE L'HOMME. — Fondation des droits de l'homme. — Que sont les droits de l'homme ? (*Turkish Daily News*, 4 décembre 1993), p.36-40.

UNE DOUZAINES DE KURDES DE TURQUIE OBSERVENT UNE GRÈVE DE LA FAIM À STRASBOURG depuis samedi pour protester contre la dissolution d'associations kurdes en France. (*A.F.P.*, 6 décembre 1993), p.41.

LE GOUVERNEMENT SUISSE A DÉCIDÉ LUNDI UNE SÉRIE DE MESURES DE SURVEILLANCE du PKK séparatiste en lutte armée contre le gouvernement turc. (*A.F.P.*, 6 décembre 1993), p.41.

INSURRECTIONS: DU BANDITISME À LA GUERRE CIVILE. (*Time*, 6 décembre 1993), p.42-45.

SUITE AU COUP DE FILET ANTI PKK. — Un Kurde lyonnais assigné à résidence. Un comité de soutien a rencontré le préfet de police, afin de protester contre cette décision. (*Tribune*, 6 décembre 1993), p.46.

MADAME THATCHER TÉMOIGNE DANS L'AFFAIRE DE VENTE D'ARME À L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 7 décembre 1993), p.46.

BERNE SERRE LA VIS AU PKK MAIS

NE L'INTERDIT PAS. Contrairement à l'Allemagne et à la France, la Suisse ne condamne pas les activistes kurdes à la clandestinité. (*24 Heures*, 7 décembre 1993), p.47.

LE PRÉSIDENT DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE (DEP, pro-kurde), M.Yasar Kaya, a été mis en liberté mardi par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara après une période de trois mois de détention pour «séparatisme» et quatre jours avant le congrès général de ce parti, qui se tient dimanche à Ankara, a-t-on appris de sources judiciaires. (*A.F.P.*, 7 décembre 1993), p.47.

UNE CINQUANTAINES DE KURDES OBSERVENT DEPUIS QUARANTE-HUIT HEURES À MARSEILLE une grève de la faim pour dénoncer «le massacre quotidien de populations civiles au Kurdistan, aussi bien en Turquie qu'en Irak, a-t-on constaté mardi sur place. — APPEL DE DÉTRESSE DES KURDES DE MARSEILLE. (*A.F.P.*, 7 décembre; *La Marseillaise*, 8 décembre 1993), p.48, 52.

KURDES: LES NOUVEAUX BOUCS ÉMISSAIRES. — ONZE KURDES EN GRÈVE DE LA FAIM À STRASBOURG. (*Options au Cœur du Social*, 6 décembre; *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 7 décembre 1993), p.48.

NEUF ASSOCIATIONS DONT LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME (FIDH), la CIMADE, Fondation France-Libertés tiennent une conférence de presse, le 9 décembre à l'occasion «du lancement d'une campagne de soutien aux droits du peuple kurde». — CAMPAGNE EN FRANCE POUR LE RESPECT DES DROITS DU PEUPLE KURDE.

(A.F.P., 7 décembre; A.F.P., 9 décembre 1993), p.48, 52.

KURDES: LETTRE À MON ÉVÊQUE. «J'apprend que la police a chassé les Kurdes de Notre-Dame.. Si cela n'en est pas une, dites-moi, Père, ce qu'est une profanation ? Ce soir, j'ai honte... mais j'ai beaucoup plus honte que ce matin à cause de l'Évangile que l'on va lire dimanche dans le même Notre-Dame. Que penser ? Que croire de tous ces beaux textes ? J'ai honte et j'ai mal. — **EXPULSÉS DE NOTRE-DAME. - ET LES KURDES D'IRAK.** (*Témoignage Chrétien*, 4 décembre 1993), p.49.

LICE, VILLE KURDE INTERDITE. — ON A VOULU TENIR L'OPINION PUBLIQUE DANS L'IGNORANCE DE CE QUI S'EST PASSÉ DANS LA VILLE KURDE DE LICE. Point de vue sur l'attitude du pouvoir turc face à la destruction par l'armée de cette ville, par *Ismail Besikçi*. Ismail Besikçi, sociologue turc, emprisonné dans la petite ville d'Iskilip depuis le 13 novembre, risque 115 années de prison pour une quarantaine de délits d'opinion. Il a déjà passé plus de douze ans dans les prisons turques sous les régimes militaires pour «atteinte à l'unité nationale» et «insulte à la mémoire de Mustafa Kemal». (*Libération*, 7 décembre 1993), p.49-50.

LE PROJET DE LOI CONTRE LE TERRORISME, UN POINT DE DÉSACCORDS ENTRE LES PARTIS DE LA COALITION. — Les salaires des officiers au sud-est augmentent de 70 %. — **LA POLICE FRAPPE LE PKK À ANKARA ET À ISTANBUL.** — Aucun résultat à l'issue des rencontres turco-américaines. La position américaine sur l'oléoduc irako-turc reste ferme.

(*Turkish Daily News*, 7 décembre 1993), p.50-51.

ERKAN: ENVIRON 100 TERRORISTES ON ÉTÉ «NEUTRALISÉS» AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS. — La Cour constitutionnelle examine le cas du DEP. — Un officier syrien de haut rang annonce des mesures contre le PKK. (*Turkish Daily News*, 8 décembre 1993), p.53.

CINQ CENT SOIXANTE-QUINZE FEMMES ONT ÉTÉ TUÉES au Kurdistan irakien depuis 1991 au titre des lois sur la «moralité privée» a affirmé mardi à Erbil un porte-parole de l'Union indépendante des Femmes du Kurdistan. (A.F.P., 8 décembre 1993), p.53.

MENACES D'EXPULSION DES HABITANTS D'UN VILLAGE CHRÉTIEN ET DE DESTRUCTION DU VILLAGE. — **APPEL DES CHRÉTIENS DU KURDISTAN IRAKIEN** (*Action Urgente d'Amnesty International*, 8 décembre 1993), p.54.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 9 décembre 1993), p.55.

THACHTER AFFIRME NE PAS AVOIR ÉTÉ INFORMÉE DES VENTES D'ARMES À L'IRAK. — Iran: Normalisation des relations signifie qu'il n'y aurait plus d'assassinat à l'étranger. (*International Herald Tribune*, 9 décembre 1993), p.56.

WASHINGTON ACCORDE UN DON DE \$1.1 MILLIARD À ANKARA. — Les négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Turquie ont commencé. — **LE «CHEF RADICAL» DU PKK SEMDIN SAKIK, PEUT BIEN**

ÊTRE À BEYROUTH. — (*Turkish Daily News*, 9 décembre 1993), p.57-59.

INQUIÉTITUDES POUR LE PEUPLE KURDE. — Des amis du peuple kurde trouvent la démonstration de Pasqua et de sa police curieusement tapageuse. — **PAS D'AMALGAME, MONSIEUR PASQUA !.** (*L'Humanité*, 9 décembre 1993), p.59.

LES TROIS AVOCATS DES KURDES RÉCEMMENT INCARCÉRÉS EN FRANCE ont dénoncé «le bas commerce qui s'est instauré entre la France et la Turquie» qui a permis de dissoudre des associations kurdes «pour des motifs aberrants et délirants» et d'incarcérer des personnes «dont le dossier est complètement vide». (A.F.P., 10 décembre 1993), p.60.

LE QUOTIDIEN TURC PRO-KURDE ÖZGÜR GÜNDEMA ÉTÉ «SUSPENDU DE PUBLICATION POUR UNE PÉRIODE INDÉTERMINÉE» et quelque «120 de ses collaborateurs ont été placés en garde à vue» après la perquisition de son siège à Istanbul par la police. — **JOURNAL MUSELÉ EN TURQUIE.** — (A.F.P.; *L'Humanité*, 11 décembre 1993), p.61, 62.

KURDES: CAMPAGNE. — SOS PEUPLE KURDE. — DEUXIÈME SEMAINE DE GRÈVE DE LA FAIM. — MRAP: Soutien aux Kurdes. — CAMPAGNE EN FAVEUR DU PEUPLE KURDE. (*Midi Littoral*, 10 décembre; *La Croix*; *L'Alsace* 11 décembre; *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 12 décembre; *L'Humanité*; *Est-Républicain*, 13 décembre 1993), p.62, 64, 74.

TANSU ÇILLER CONSOLIDE SON

POUVOIR AU MOMENT OÙ ANKARA EST MIS AU PILORI. Un comité de l'ONU, présidé par le Suisse Joseph Voyame, dénonce la «pratique systématique» de la torture en Turquie. Mme Çiller, qui fulmine contre le «terrorisme kurde», est confirmée comme Premier ministre. — VINGT MILLE KURDES À BONN. (*Le Nouveau Quotidien*, 22 novembre 1993), p.63.

TURQUIE: ARRESTATIONS DANS LES MILIEUX PROCHES DES KURDES. (*Le Monde*, 12 décembre 1993), p.64.

LE COUVRE-FEU INSTAURÉ SAMEDI À CIZRE APRÈS DES INCIDENTS ENTRE REBELLES KURDES ET FORCES DE L'ORDRE QUI AVAIENT FAIT QUATRE MORTS DANS LA NUIT DE VENDREDI À SAMEDI À ÉTÉ LEVÉ LE DIMANCHE. (*A.F.P.*, 12 décembre 1993), p.64.

QUI DIRIGE LE PKK ?—LE PKK PEUT SE RADICALISER DAVANTAGE APRÈS SES REVERS EN EUROPE. A. Öcalan et son «cercle interne» de trois homes peuvent opter pour plus de violence. — SOUTENIR LA PRESSION, INTENSIFIER, LA GUERRE. — LA TURQUIE DEMANDE À BARZANI DE CONTRÔLER LE PKK. — KAYA: DEP n'est pas le PKK. Les députés grecs au congrès du DEP soutiennent la 'lutte' kurde. — LA POLICE ATTAQUE LE QUOTIDIEN ÖZGÜR GÜNDEM, PLUS DE 100 JOURNALISTES ARRÊTÉS. (*Turkish Daily News*, 13 décembre 1993), p.65-71.

UNE EXPLOSION FAISANT UN MORT ET SIX BLESSÉS GRAVES A DÉVASTÉ LUNDI L'UNIQUE CENTRE MÉDICAL D'APPAREILLAGE POUR LES 5.000 AMPUTÉS, VICTIMES DES MINES ANTI-PERSONNEL, À SOULEY-

MANIEH AU KURDISTAN IRAKIEN. — Handicap International : Un centre d'appareillage détruit au Kurdistan. (*A.F.P.*, 13 décembre 1993), p.71, 77.

QUARANTE-DEUX PERSONNES, DONT 24 REBELLES KURDES, CINQ SOLDATS ET DEUX MILICIENS PRO-GOUVERNEMENTAUX AVEC LEUR FAMILLE, ONT ÉTÉ TUÉES DANS LA NUIT DE DIMANCHE À LUNDI DANS DES ATTAQUES DE SÉPARATISTES KURDES. (*A.F.P.*, 13 décembre 1993), p.71.

AMNESTY INTERNATIONAL CRAINT QUE LE PERSONNEL D'ÖZGÜR GÜNDEM (PLUS DE 30 PERSONNES) NE SOIENT INTERROGÉS SOUS LA TORTURE. ILS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS LORS D'OPÉRATIONS DE POLICE À L'ÉCHELON NATIONAL CONTRE LE QUOTIDIEN PRO-KURDE. (*Action Urgente d'Amnesty International*, 13 décembre 1993), p.72-73.

LES SERVICES SECRETS OCCIDENTAUX REDOUTENT UNE PRISE EN MAIN PAR LES MILITAIRES DE LA SITUATION POLITIQUE EN TURQUIE, où le pouvoir politique a déclaré une guerre sans quartier aux Kurdes pour détourner l'attention des problèmes quotidiens. (*La Lettre d'Expansion*, 13 décembre 1993), p.74.

CINQUANTE REBELLES KURDES ONT ÉTÉ TUÉS AU COURS D'UNE OPÉRATION DE L'AVIATION TURQUE, LUNDI DANS LE NORD IRAKIEN, ET UN DÉPÔT DE MUNITIONS DE REBELLES A ÉTÉ DÉTRUIT, a annoncé, mardi à Ankara le Premier ministre turc, Mme. Tansu Çiller. (*A.F.P.*, 14 décembre 1993), p.74.

LE DEP ENTRE DANS UNE NOU-

VELLE ÈRE AVEC SON NOUVEAU DIRIGEANT DICLE. — Özgür Gündem reparaitra aujourd'hui. — AUJOURD'HUI ÖZGÜR GÜNDEM, DEMAIN LES AUTRES. — 42 personnes ont été tuées dans la violence au Sud-Est. (*Turkish Daily News*, 14 décembre 1993), p.75-77.

COMITÉ DE SOUTIEN: MOBILISÉS POUR ROJIN ET CONTRE LE GOUVERNEMENT. (*Le Courrier*, 14 décembre 1993), p.78.

DEP, UNE MISSION ÉCHOUÉE. — ANKARA EN COLÈRE APRÈS LES REMARQUES DES DÉPUTÉS GRECS. L'Ambassadeur grec explique que ceux-ci sont venus sur une invitation privée et non comme des représentants de l'Assemblée grecque. — DEUX JOURNALISTES DE LA T.V. ARRÊTÉS À ISTANBUL. — 50 Kurdes commencent une grève de la faim à Londres. (*Turkish Daily News*, 15 décembre 1993), p.79-80.

PEN AMERICAN CENTER proteste contre l'arrestation des journalistes et collaborateurs du quotidien pro-kurde Özgür Gündem. (*Pen American Center*, 15 décembre 1993), p.81-83.

DES COMBATS ONT OPPOSÉ DEUX FORMATIONS KURDES RIVALES DURANT QUATRE JOURS DANS LE NORD DE L'IRAK SOUS CONTRÔLE KURDE, FAISANT AU MOINS TROIS TUÉS ET PLUSIEURS BLESSÉS. (*A.F.P.*, 15 décembre 1993), p.83.

LES KURDES SONT VICTIMES DE PLUSIEURS CONFLITS RÉGIONAUX. Alors que l'aviation turque bombarde par intermittence depuis la fin novembre, des cibles dans le Kurdistan ira-

kien, deux attentats, qui pourraient avoir été commis à l'instigation du régime de Bagdad, ont visé lundi 13 décembre, des locaux d'organisations humanitaires, à Souleimaniyeh, faisant plusieurs victimes. (*Le Monde*, 15 décembre 1993), p.84.

TURQUIE: HASSANA, VILLAGE CHRÉTIEN, N'EXISTE PLUS. (*ARM*, 15 décembre 1993), p.84.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES DÉFEND LE QUOTIDIEN PRO-KURDE ÖZGÜR GÜNDEM. — LE FLAMBEAU KURDE D'«ÖZGÜR GÜNDEM». (*A.F.P.*, 15 décembre 1993), p.85, 86.

LE PKK N'EST PAS INTERDIT... MAIS BERNE CARESSE LA TURQUIE. (*24 Heures*, 15 décembre 1993), p.85.

LE KURDISTAN EN BUS ET EN AUTO-STOP. Lors d'une conférence à la cantine, Yvan Tellier a présenté ses diapositives et livré ses impressions sur le peuple kurde. Témoignage... (*Ouest-France*, 15 décembre 1993), p.86.

DES GENEVOIS SE MOBILISENT POUR DÉFENDRE LES KURDES. Des Genevois lancent un appel pour faire pression sur l'Etat turc afin qu'il respecte les droits de l'homme. (*Le Courrier*, 16 décembre 1993), p.86.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 16 décembre 1993), p.87.

LE TERRORISME DU PKK ABOUTIT AU RENFORCEMENT DU MHP. Selon Türkes, le MHP a 10% de l'électorat, le nombre d'associations affiliées dépasse les 800. — LE NOUVEAU PRÉDISSENT DU DEP DÉCIDE DE RESTER

SILENCIEUX ET D'ÉVITER DES DÉMISSIONS DANS SON PARTI. — Une bombe blesse au moins 10 personnes à Adana. — La police arrête des politiciens kurdes à Istanbul. — Ankara accuse le rapport de *Helsinki Watch* de déformer la réalité. (*Turkish Daily News*, 16 décembre 1993), p.88-92.

LE PREMIER MINISTRE LIBANAIS, TAFIC HARIRI, EST ARRIVÉ JEUDI À ANKARA pour une visite officielle de quatre jours en Turquie consacrée au renforcement des relations économiques ainsi qu'à des entretiens sur la sécurité axés sur le problème des rebelles kurdes de Turquie réfugiés au Liban. (*A.F.P.*, 16 décembre 1993), p.92.

CONTE-ENQUÊTE SUR UNE INTOX. Sous couvert d'une opération antiterroriste, la communauté kurde réfugiée en France a été victime d'un vaste coup de filet policier. Au-delà de l'impact médiatique ne s'agit-il pas en réalité d'un échange de services entre gouvernements français et turc ? Retour sur un scénario prémédité. — OBJECTIF DES SERVICES D'ANKARA: Éliminer la résistance kurde dans le monde. — Les quelques feuillets de la DST ne pouvaient suffire à déclencher une telle opération. — La France et la Turquie viennent de signer un important marché d'armement. — COMPRENDRE LE PROBLÈME KURDE: Les Kurdes luttent pour exister en tant qu'Etat indépendant. Un combat engagé dès la fin de la Première Guerre mondiale. — Les forces du Mouvement national kurde. (*L'Humanité Dimanche* n°196, 22 décembre 1993), p.93-98.

«LA LEVÉE DE L'EMBARGO PROVOQUERA UN DURCISSEMENT DU RÉ-

GIME». Patiemment, le régime irakien se rapproche des gouvernements occidentaux. Peut-il se targuer d'un changement dans sa politique de répression à l'égard de sa propre population ? Interview: Pierre Martin, Spécialiste de l'Irak. (*La Croix*, 16 décembre 1993), p.99.

TURQUIE: LE PRINCIPAL PARTI PRO-KURDE RADICALISE SA POSITION. Hatip Dicle a été élu, dimanche 12 décembre, président du Parti démocratique (DEP, pro-kurde). L'élection de M. Dicle, qui figure parmi les plus radicaux des députés kurdes au Parlement turc - il est l'un des dix-sept élus contre lesquels une procédure de levée d'immunité parlementaire est en cours - marque un durcissement de la politique du DEP, le principal parti pro-kurde de Turquie. (*Le Monde*, 16 décembre 1993), p.100.

KURDES: UNE ENTREVUE. — Les Kurdes existent, parlons-en ! — PROTESTATION: Une réaction de maires. — LA GRÈVE DE LA FAIM CONTINUE. — Faire pression sur Ankara. (*Les Dernières Nouvelles d'Alsace; Le Républicain; La Montagne*; 16 décembre 1993), p.100-101.

IRAK-FRANCE: DES RETROUVAILLES SOUS ROCHE ? Surveillance de l'industrie militaire. — Tester le terrain. (*Le Quotidien de Paris*, 17 décembre 1993), p.102.

DESERTION DE L'ARMÉE A LA MANIÈRE TURQUE. Le problème est de savoir pourquoi Serdar Güres, fils du chef d'état-major des armées ou tout autre enfant peut jouir d'une telle immunité alors que les autres n'ayant pas de parents influents doivent se battre et mourir pour leur patrie. et

pourquoi ceux qui parlent de courage et d'héroïsme peuvent tolérer cela... — **AFFRONTEMENT ENTRE KURDES IRAKIENS.** (*Turkish Daily News*, 17 décembre, 1993), p.103-104.

LE CHEF DU PKK AURAIT ÉTÉ ARRÊTÉ EN SYRIE. Abdullah Öcalan, qui dirige la rébellion kurde contre l'Etat turc, serait détenu à Damas sur ordre d'Assad. (*Libération*, 17 décembre, 1993), p.104.

LES COLLÈGUES S'INQUIÈTENT POUR LA VIE DE L'ÉDITEUR D'ÖZGÜR GÜNDEM. Les 46 employés du journal en garde à vue ont peut-être été torturés. — **LE MESSAGE DE HARRIRI À ANKARA:** Les activités terroristes seront inspectées. — La Turquie et le Liban renforcent leurs relations. (*Turkish Daily News*, 18 décembre; *Le Monde*, 20 décembre 1993), p.105-106, 114.

PLUS DE 2.000 KURDES VENUS DE TOUTE L'ALLEMAGNE ONT MANIFESTÉ à Cassel, malgré l'interdiction de la municipalité et ont bloqué des autoroutes. (*A.F.P.*, 18 décembre, 1993), p.106.

OPÉRATION CONTRE LES ACTIVISTES KURDES. — Danses contre l'indifférence... — Une centaine de ressortissants kurdes se sont rassemblés à Lyon hier. Pour redire leur détresse et demander la libération de leurs compatriotes interpellés récemment. En musique. (*La Manche Libre; Le Progrès*, 19 décembre, 1993), p.106-107.

«**EN TURQUIE, J'AI PEUR, PLUS ENCORE QU'AVANT LE COUP D'ÉTAT DE 1971**» Yachar Kemal est un très grand écrivain contemporain qui ne

supporte plus le sort réservé aux Kurdes dans son pays. Il le crie, quitte à risquer encore la prison et peut-être sa notoriété. «*Nous vivons en Turquie une sorte de fascisme latent*». (*24 Heures*, 18-19 décembre 1993), p.108-109.

LE CHEF DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAK (PKK) Massoud Bazani a affirmé que le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) avait transféré sa base de la Plaine libanaise de la Bekaa vers le nord de l'Irak. — **UNE BASE DES SÉPARATISTES KURDES DE TURQUIE A ÉTÉ TRANSFÉRÉE DANS LE NORD DU PAYS.** (*A.F.P.*, 19 décembre; *Turkish Daily News*, 20 décembre; *Le Monde*, 21 décembre 1993), p.110, 111, 118.

PRÈS DE 200 REBELLES KURDES DE TURQUIE ONT ÉTÉ MIS HORS COMBAT LORS D'UNE OPÉRATION AÉRIENNE TURQUE DANS LA RÉGION DE MAZI-ZHORI dans le nord irakien à 25km au sud de la localité de Çukurca, a-t-on annoncé officiellement en Turquie. — **ATTAQUE TURQUE AU KURDISTAN.** — Une raid aérien contre des Kurdes du Nord irakien. (*A.F.P.*, 19 décembre; *L'Humanité; World Fax News; L'Indépendant*, 20 décembre; 1993), p.110, 114, 118.

LES MANIFESTANTS KURDES BLOQUENT LA CIRCULATION DANS UNE VILLE ALLEMANDE. — Les jets turcs attaquent une convoie du PKK. (*Turkish Daily News*, 20 décembre, 1993), p.111.

LES ÉTATS-UNIS DURCISSENT LEUR POSITION SUR L'EMBARGO DE L'ONU SUR LE PÉTROLE IRAKIEN.

(*International Herald Tribune*, 20 décembre, 1993), p.112.

MULHOUSE: L'ENQUÊTE S'ANNONCE DIFFICILE ALORS QUE LE PROPRIÉTAIRE SOUPÇONNE LES SÉPARATISTES KURDES. — L'INCENDIE DE MULHOUSE N'ÉTAIT PAS ACCIDENTEL. (*A.F.P.*, 20 décembre; *Le Parisien; Le Figaro*, 21 décembre 1993), p.113, 119.

AFFRONTEMENT INTER-KURDE DANS LE NORD DE L'IRAK: 10 morts ou blessés. (*A.F.P.*, 20 décembre, 1993), p.114.

LA DIRECTION COMMUNE DES KURDES IRAKIENS PRÉPARE DES MESURES SÉVÈRES CONTRE LE PKK. — Rapport: Les compagnies occidentales du pétrole en négociations avec l'Irak. — Ministre de la Défense Gölhan: Le PKK sera anéanti d'ici l'été. (*Turkish Daily News*, 21 décembre, 1993), p.115-116.

LES TURCS RECONNAISSENT QUE LE CONFLIT KURDE EST UNE GUERRE. La rébellion kurde s'intensifie et l'armée ne peut pas exercer un contrôle réel des montagnes-fortresses du PKK. (*Liberté*, 21 décembre, 1993), p.117.

BONN: LES AVOCATS DU PKK ET DES 35 AUTRES ORGANISATIONS KURDES QUI ONT ÉTÉ INTERDITES LE 26 NOVEMBRE EN ALLEMAGNE ONT ANNONCÉ à Bonn leur intention de déposer une plainte devant la Cour administrative fédérale pour faire annuler les interdictions. (*A.F.P.*, 21 décembre, 1993), p.117.

ANKARA: 29 EMPLOYÉS DU JOURNAL PRO-KURDE ÖZGÜR GÜNDEM

TOUJOURS «EN GARDE À VUE». (A.F.P., 21 décembre, 1993), p.11.

AIDE AUX AGRICULTEURS DU KURDISTAN. (*Presse de la Manche* 23 décembre, 1993), p.118.

TURQUIE: LA GUERRE DIPLOMATIQUE. — OFFENSIVE CONTRE LES SÉPARATISTES KURDES. Après l'interdiction du PKK en France et en Allemagne, Ankara espère le soutien de Téhéran. (*Le Figaro*, 21 décembre, 1993), p.119.

LE JOURNALISTE ALLEMAND STEFAN WALFDBERG, CONDAMNÉ À UNE PEINE DE PRISON en Turquie pour «coopération» avec le PKK, a été grâcié par le président Süleyman Demirel. (A.F.P., 23 décembre, 1993), p.120.

LE GOUVERNEMENT TURC S'EST DÉCLARÉ JEUDI EN FAVEUR DE LA RECONDUCTION, POUR UNE PÉRIODE DE SIX MOIS, DU STATIONNEMENT EN TURQUIE de la force multinationale chargée de la protection des Kurdes d'Irak. (A.F.P., 23 décembre, 1993), p.120.

LA GUERRE CONTRE LES SÉPARATISTES KURDES DEVIENT L'AFFAIRE DE TOUS LES TURCS. — Çiller annonce des «actions conjointes» avec l'Irak contre le terrorisme. — Karayalçın refuse de rencontrer le vice-président iranien. (*Turkish Daily News*, 22 décembre, 1993), p.121-122.

HAUT-RHIN: LE PKK SOUPÇONNÉ DE FLAMMES MEURTRIÈRES. Un racket kurde pourrait être à l'origine de la mort de six personnes il y a un mois à Mulhouse. (*Libération*, 22 décembre, 1993), p.122.

MEURTRE DE KURDES IRANIENS: La justice allemande a demandé à la France de lui laisser auditionner un témoin dans l'affaire de l'assassinat à Paris de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, afin d'éclaircir les circonstances du meurtre en 1992 à Berlin de quatre dirigeants kurdes iraniens. (A.F.P., 22 décembre, 1993), p.123.

AU MOINS 22 TUÉS LORS D'AFFRONTMENTS INTER-KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. — AU MOINS 22 MORTS DANS DES COMBATS ENTRE KURDES D'IRAK. — AU MOINS 18 MORTS DANS DES AFFRONTMENTS ENTRE LES KURDES IRAKIENS. (A.F.P., 22 décembre; *Libération*; *Turkish Daily News*, 25 décembre 1993), p.123, 128, 129.

IL A DISPARU, IL Y A DIX ANS. Jabbar Rashid Shifki appartenait au clan kurde Barzani. Il vivait avec sa famille dans un complexe de réimplantation au nord de l'Irak, où on les avait obligés à se réinstaller dans les années 70, après les avoir chassés de leur région. (*Peuple Libre*, 23 décembre, 1993), p.124.

LA TURQUIE ET L'IRAN SE DISENT DÉCIDÉS À «ANÉANTIR LE TERRORISME SÉPARATISTE» KURDE. La visite à Ankara du premier vice-président iranien. (*Le Monde*, 22 décembre, 1993), p.124.

WASHINGTON, LONDRES ET PARIS DEMANDENT DES EXPLICATIONS À BAGDAD, à la suite de tirs contre une patrouille dans le Kurdistan. (A.F.P., 23 décembre; *Le Monde*, 25 décembre, 1993), p.124, 127.

LA CRISE DANS LE DEP APRÈS LES

DÉMISSIONS. — LES ETATS-UNIS CHERCHENT L'APPUI POUR L'EMBARGO SUR LE PÉTROLE IRAKIEN. — La Syrie jouerait la carte américaine dans l'affaire du PKK. — La Turquie et l'Irak signent un accord pour élargir leurs échanges économiques. (*Turkish Daily News*, 23 décembre, 1993), p.125-127.

LES MEMBRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ SONT DIVISÉS SUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO PÉTROLIER IMPOSÉ À BAGDAD. (*Le Monde*, 23 décembre, 1993), p.128.

TURQUIE: ARRESTATION ET INCULPATION DE DEUX RESPONSABLES D'UN QUOTIDIEN PRO-KURDE *Özgür Gündem*. (*Le Monde*, 25 décembre 1993), p.128.

LE PRÉSIDENT TURC, M. SÜLEYMAN DEMIREL DIT QU'ÖZGÜR GÜNDEM EST LE PKK. (*Turkish Daily News*, 24 décembre, 1993), p.129.

LA PAIX AU MOYENT-ORIENT EST LA CLEF DE LA RIVALITÉ TURCO-SYRIENNE. (*Turkish Probe*, 25 novembre, 1993), p.130.

TURQUIE: DÉPUTÉS ET JOURNALISTES KURDES SOUS LA MENACE. — Quatre élus du Parti de la Démocratie risquent la peine de mort. Un journal d'Istanbul est suspendu. Leur crime est de dénoncer la répression et de prôner une solution politique. (*L'Humanité*, 25 décembre, 1993), p.131.

ENVIRON 2.000 PERSONNES ONT PARTICIPÉ, LE JOUR DE NOËL, À UNE MANIFESTATION EN FAVEUR DU «PEUPLE KURDE» SOUS UN CHÂTEAU À IVRY-SUR-SEINE AVEC LE

SOUTIEN DE LA MUNICIPALITÉ COMMUNISTE. — Manifestation en faveur des Kurdes dans le Val-de-Marne. (A.F.P., 25 décembre; *La Marseillaise*, 26 décembre 1993), p.132, 132.

133 REBELLES KURDES ONT ÉTÉ TUÉS LORS D'OPÉRATIONS DES FORCES DE L'ORDRE EFFECTUÉES DEPUIS LE DÉBUT DU MOIS DE DÉCEMBRE, DANS L'EST ET LE SUD-EST DE LA TURQUIE, A INDIQUÉ DIMANCHE LE MINISTRE TURC DE L'INTÉRIEUR, NAHIT MENTESE. (A.F.P., 26 décembre, 1993), p.132.

QUATRE CORRESPONDANTS DU QUOTIDIEN PRO-KURDE ÖZGÜR GÜNDEM ONT ÉTÉ ARRÊTÉS À ELAZIG, APRÈS LA SAISIE AU BUREAU LOCAL DU JOURNAL DE DOCUMENTS CONCERNANT LE PKK. (A.F.P., 26 décembre, 1993), p.133.

«A MIDI, LE RESTAURANT EST RÉSERVÉ AUX SDF». A la porte du restaurant, rue Bressigny, une pancarte pour le moins originale: «Réservé aux SDF»... Samedi 25 décembre, un restaurateur angevin d'origine kurde invitait les «sans domicile fixe» dans son établissement pour le repas de midi. «Pour faire un petit plaisir au Bon Dieu». (*Le Courrier de l'Ouest*, 27 décembre, 1993), p.133.

LES ACTIVITÉS DU PKK SE SONT MULTIPLIÉES PAR DEUX CETTE ANNÉE. — Selon *Aydınlık* les Etats de la région attaqueront le mouvement kurde au mois de janvier. — Çiller: 400 trillions de livres allouées à l'armée pour 1994. (*Turkish Daily News*, 27 décembre, 1993), p.134.

ONZE REBELLES KURDES ONT ÉTÉ

TUÉES ET UNE TRENTAINE D'AUTRES ARRÊTÉS DIMANCHE DANS DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE TURQUE DANS L'EST ET LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P., 27 décembre, 1993), p.135.

SONT-ILS EN TRAIN D'AIDER L'IRAK A SE Doter DU NUCLÉAIRE ? (*International Herald Tribune*, 28 décembre, 1993), p.135.

LA FORCE DE L'ISLAM AUGMENTE DANS LA TURQUIE OFFICIELLEMENT LAÏQUE. — Selon les Kurdes irakiens le chef d'état-major islamiste serait torturé. (*Turkish Daily News*, 28 décembre, 1993), p.136.

M. BARZANI REND LA LIGUE ISLAMIQUE KURDE RESPONSABLE DES AFFRONTLEMENTS INTER-KURDES. — Au moins 31 morts et 134 blessés dans des affrontements inter-kurdes au Kurdistan irakien. — AU MOINS 72 MORTS DANS LES COMBATS INTER-KURDES EN IRAK. — DES AFFRONTLEMENTS ENTRE KURDES ONT FAIT DES DIZAINES DE MORTS. — (A.F.P., 28 décembre; A.F.P., 29 décembre; *Le Monde*; *Libération*, 30 décembre 1993), p.137, 140, 148.

UN QUOTIDIEN NATIONALISTE KURDE EST DE NOUVEAU CONDAMNÉ. (*Le Monde*, 28 décembre 1993), p.137.

LE PARLEMENT TURC A VOTÉ MARDI LA RECONDUCTION DE LA PRÉSENCE EN TURQUIE de la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak depuis la base turco-américaine d'Incirlik. — LE GOUVERNEMENT KURDE SATISFAIT DE LA RECONDUCTION DU MANDAT DE LA FORCE ALLIÉE DE PROTECTION.

(A.F.P., 28 décembre; A.F.P.; *Libération*; *Le Figaro*; *Turkish Daily News*, 29 décembre 1993), p.138, 140, 143.

TURQUIE: QUATRE CORRESPONDANTS DU QUOTIDIEN KURDE ÖZGÜR GÜNDEM ONT ÉTÉ ARRÊTÉS À ELAZIG. — Arrestation de quatre collaborateurs du quotidien pro-kurde *Özgür Gündem*. (*L'Humanité*, 27 décembre; A.F.P.; 29 décembre 1993), p.138, 140.

MISSION HUMANITAIRE: LA VIE COMME PASSION. Marie-Madeleine Girodias, infirmière à l'hôpital d'Aubagne est retournée six semaines au Kurdistan avec «Médecins du Monde». Témoignages de visions d'un autre temps, où la misère côtoie la mort et où la vie semble un merveilleux message d'amour... (*Le Provençal*, 28 décembre 1993), p.139-140.

4 PERSONNES BLESSÉS DANS UN ATTENTAT À LA BOMBE REVENDIQUÉE PAR LE PKK. (A.F.P., 29 décembre 1993), p.142.

AU MOINS 22 TUÉS, DONT 12 SOLDATS, DEPUIS MARDI DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (A.F.P., 29 décembre 1993), p.142.

LE DÉPUTÉ DU PARTI AU POUVOIR ÖZTÜRK: LE PKK ENGAGÉ DANS DES EXPORTATIONS FICTIVES. — Le Parti kurde demande un cessez-le-feu durant la période électorale. — LES MILITANTS KURDES MENACENT LES TOURISES EN TURQUIE. — La Turquie n'est pas en mesure de confirmer la nouvelle de l'assassinat d'Öcalan. (*Turkish Daily News*, 29 décembre 1993), p.143-145.

AIGREURS GRÉCO-TURQUES. (*Le*

Monde, 29 décembre 1993), p.145.

15 SOLDATS TUÉS, 22 CIVILS BLESSÉS. — 25 députés forment une coalition refusant de participer au vote sur la force de protection. — LE DEP S'OPPOSE AU CHANGEMENT DE LA LOI ÉLECTORALE. — L'Irak du nord serait calme après les affrontements. — ANKARA SE PRÉPARE À APPROFONDIR SES LIENS AVEC BAGDAD. (*Turkish Daily News*, 30 décembre 1993), p.146-148.

LES KURDES SE BATTENT MAINTENANT SUR DEUX FRONTS DISTINCTS. (*24 Heures*, 30 décembre 1993), p.149.

AGRICULTEURS DU KURDISTAN: «ILS ONT BESOIN D'AIDE !». Serge Méhoudin, qui s'occupe de l'Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan (Irak), lance un véritable cri d'alarme, «ils n'ont plus rien et ils ont réellement besoin d'aide». (*L'Agriculteur Normand*, 30 décembre 1993), p.149.

CINÉMA: LA SALLE DU SCALA FAIT (RE)DÉCOUVRIR LE PREMIER FILM KURDE DE L'HISTOIRE. Alors que le peuple kurde affronte une nouvelle offensive, le Scala propose «Mem et Zin» d'Ûmit Elcit, une œuvre qui a déjà été projetée lors du Festival des films du Sud. (*L Courrier*, 31 décembre 1993), p.150-151.

LE PREMIER MINISTRE ÇILLER À DIYARBAKIR POUR LE NOUVEL AN. — Selon le député du DEP Aydar, les soldats auraient tué 2 villageois. — LE PKK CIBLE UNE FOIS DE PLUS LA

PRESSE. (*Turkish Daily News*, 31 décembre 1993), p.151-152.

TURQUIE: ATTENTAT KURDE CONTRE LES LOCAUX DU PARTI DU PREMIER MINISTRE. (*Le Monde*, 31 décembre 1993), p.152.

LE PREMIER MINISTRE TURC, MME TANSU ÇILLER, A AFFIRMÉ QUE LE PKK SERAIT ANÉANTI EN 1994. (*A.F.P.*, 31 décembre 1993), p.152.

MANIFESTATION À MULHOUSE APRÈS L'INCENDIE AYANT FAIT SIX MORTS PARMIS LA COMMUNAUTÉ TURQUE. (*A.F.P.*, 31 décembre 1993), p.153.

LES KURDES DANS LA LIGNE DE MIRE. (*L'Hédo de l'Actualité Sociale*, 31 décembre 1993), p.153.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 30 décembre 1993), p.154.

L'ADMINISTRATION KURDE IRAKIENNE CONDAMNE LES BOMBARDEMENTS TURCS CONTRE LES VILLAGES KURDES IRAKIENS. — Deux ministres kurdes enquêtent sur les événements de Suleymanieh. (*Al Hayat*, 16 décembre 1993.), p.155.

BARZANI AFFIRME QU'IL NE SOUHAITE PAS un changement de régime à Bagdad si l'alternatif n'est pas démocratique. Barzani à *Al-Hayat* : «Le Kurdistan irakien n'est pas Somali. Nous résisterons au fouteurs de troubles et au PKK». (*Al Hayat*, 19 décembre 1993.), p.155-156.

A LA SUITE D'UN SCHISME DANS LES

RENDS DU BARZANI, un combat inter-kurde fait 5 morts et 65 blessés à Suleymanieh. (*Al-Awsat*, 15 décembre 1993.), p.157.

TALABANIA AL-HAYAT: La protection occidentale et les gardiens de la révolution iranienne infiltrent au Kurdistan. — Le pétrole irakien est trafiqué par des grandes quantités au Pakistan et en Iran. (*Al Hayat*, 16 décembre 1993.), p.157.

TALABANI: CONTACTES AVEC BAGDAD, C'EST DES RUMEURS. Mais il n'est pas permis de se suicider pour ce débarrasser de Saddam. (*Al Hayat*, 16 décembre 1993.), p.-158159.

LES RELATIONS ALLEMANDES AVEC LE PKK. — Bonn a perdu une carte politique avec laquelle elle faisait pression sur la Turquie. (*Al Hayat*, 16 décembre 1993.), p.-162163.

KURDISTAN IRAKIEN : LES IRAKIENS DU SUD ET CEUX DU CENTRE SONT DES RÉFUGIES POLITIQUES AU NORD. (*Asbarq al-Awsat*, 15 décembre 1993.), p.168.

TÉHÉRAN ET BAGDAD SONT ACCUSÉS D'ENCOURAGER LES ÉVÉNEMENTS A SOULEYMANIEH. — Barzani: «A. Ocalan a transféré ses camps de Bekaa au Nord de l'Irak». — Le président Libanais, Hariri: «Ocalan n'est plus désiré et on le mettra en dehors du Liban». — Le vice-président iranien est à Ankara pour discuter de la coopération sur le plac de sécurité. — Barzani et Talabani déclarent une direction commune de leur parti. (*Al Hayat*, 19 décembre 1993.), p.169.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

'La France entre dans la guerre sale de la Turquie'

L'arrestation en France de 85 Kurdes en début de matinée du 18 novembre, a été condamnée par les membres des communautés kurdes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et un peu partout en Europe.

La grande majorité des Kurdes résidant en Europe sont des réfugiés politiques ayant demandé l'asile pour échapper à la guerre génocide de la Turquie contre les Kurdes du nord-ouest du Kurdistan. Les leaders du gouvernement et de l'armée turcs ont fait ouvertement part de leur politique de déplacement forcé de centaines de milliers de Kurdes de leurs habitations dans la montagne, afin de tenter d'isoler les guérillas du PKK (Parti Travailleiste du Kurdistan). Seul au cours des deux années précédentes, quelques dix-mille villageois kurdes ont été forcés de fuir leurs maisons par les troupes turques et de chercher refuge chez leurs amis ou parents des villes du Kurdistan.

Ceux qui osent se récrier contre la politique de l'Etat turc au Kurdistan, que ce soient des représentants élus du peuple, des journalistes, des enseignants ou des défenseurs des droits de l'homme, sont les cibles de commandos de la mort financés par l'Etat. Ces commandos de la mort ont déjà causé la mort de quatorze journalistes depuis février 1992. Des enfants de pas plus de douze ans qui distribuent des exemplaires du quotidien prokurde, *Özgür Gündem*, ont été attaqués au couteau de boucher. L'un d'eux fut tué à bout portant devant sa mère.

Pour les familles et les amis des réfugiés kurdes vivant en France, la mort, la torture, la détention et l'évacuation forcée aux mains des forces de l'Etat turc, sont une réalité quotidienne. Face au silence de la presse occidentale et au soutien

politique, militaire et économique apporté à la Turquie par les états européens, beaucoup de Kurdes ont protesté. La réaction des autorités françaises et allemandes ont été de criminaliser ces gens espérant ainsi éviter d'autres protestations.

L'image de réfugiés kurdes que l'on emmène de force, certains pieds nus malgré le temps hivernal, est bien la preuve que la France, tout comme l'Allemagne, ne se contente plus maintenant de fournir des armes contre le peuple du Kurdistan mais qu'elle se charge également de faire le sale boulot de la Turquie.

Des communiqués parus dans le *Turkish Daily News*, suggèrent que la Turquie aurait envoyé 100 agents spéciaux en Europe pour mener des attaques contre les dirigeants du PKK et pour livrer une campagne dont le but est de discréditer le mouvement. Les arrestations en France suggèrent que certains états européens sont prêts à entrer en connivence avec le terrorisme de l'Etat turc à l'étranger.

La résolution de la question kurde ne réside pas dans les attaques militaires, la répression, l'arrestation en masse et les assassinats. Le peuple kurde demande la reconnaissance de son identité nationale et a à maintes reprises exprimé son désir d'une résolution pacifique du conflit actuel. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne serviraient mieux les intérêts de la paix s'elles faisaient pression sur le gouvernement turc pour qu'il ouvre le dialogue avec le peuple kurde et qu'il mette fin à sa politique de tuerie en masse et de destruction au Kurdistan.

Centre d'Information du Kurdistan, Londres

Croissance le Monde en Développement
Décembre 1993

dans le monde

Malgré l'émotion consécutive à la guerre du Golfe, le problème kurde (voir *Croissance* n° 363) est retombé dans l'oubli jusqu'à ce que les récents attentats anti-turcs obligent les gouvernements occidentaux à se pencher sur cette

question non résolue de l'histoire. Aujourd'hui, les associations françaises ont décidé de lancer une campagne d'information et de

KURDES

pression en faveur du peuple kurde, saisissant l'occasion des actuelles ventes d'armes à la Turquie. Le consortium franco-allemand Eurocopter est en effet en train de conclure un contrat de vente de 20 hélicoptères Super Puma à la Turquie (garanti à 100 % par la Coface), alors qu'il est clair que ces hélicoptères seront en premier lieu utilisés pour combattre la guérilla kurde. Le chancelier Kohl a toutefois

exigé de la Turquie que soit appliquée une clause de non-utilisation des armes d'origine allemande contre la population civile, avec menace d'embargo sur les armes pour l'armée turque. Pour contourner cette restriction, la France envisage de construire seule ces 20 hélicoptères qui doivent être livrés à partir de 1995. La plateforme des associations françaises, sous l'égide d'AGIR ICI, demande que la France s'aligne sur les exigences allemandes ; si la Turquie refuse de s'y soumettre, le gouvernement français devra suspendre la livraison de ses hélicoptères, comme il l'a déjà fait par le passé pour des contrats chiliens ou sud-africains. Le gouvernement actuel saura-t-il prendre une telle décision politique ? (AGIR ICI, 14, passage Dubail, 75010 Paris. Tél. (1) 40.35.07.00). A.S.B



Bernstein/Gamma

Ma vie de Kurde

Autobiographie d'un écrivain et homme politique Kurde, "Ma vie de Kurde", écrite par Noureddine Zaza en 1982, et rééditée par Labor et Fides (Genève) en 1993, évoque à travers la vie d'un écrivain et homme politique Kurde, l'ensemble des coups portés à ce peuple écartelé entre différents états, à partir des années 1920 jusqu'à 1988 (mort de l'auteur à Lausanne).

La précision du témoignage, l'accumulation de faits et le talent de l'auteur rendent concrète la pénible expérience des militants et de tout un peuple, victimes des provocations des mesures discriminatoires, des arrestations, des tortures, des emprisonnements prolongés. L'évocation chaleureuse de la solidarité et de l'hospitalité Kurde vient tempérer la tristesse du récit. Elle explique à la fois la constance de l'auteur et le maintien du combat actuel des Kurdes malgré la puissance de leurs ennemis.

Je terminais la lecture de ce livre très vivant et attachant quand le gouvernement français a déclenché son opération médiatique anti-Kurde... même si le PKK n'est pas un club d'enfants de cœur, le très chrétien Balladur exige-t-il que les Kurdes se laissent massacrer sans s'organiser?... Oui, sans doute, comme le montre ce passage qui évoque la vie de l'auteur en 1928 !...

Nous étions dans un pays libre. Ici, on ne nous poursuivait pas, on ne nous torturait pas comme en Turquie. Ce serait la belle vie, pensais-je, nous y vivrions enfin en sécurité.

En fait, la réalité n'était pas aussi absolue. Dès qu'ils étaient arrivés à Alep, mon frère et ses amis s'étaient empressés de demander aux Français à bénéficier du refuge politique. Ils ne doutaient pas que la France allait nous accueillir à bras ouverts et nous offrir toutes sortes de facilités pour nous installer en Syrie. La puissance mandataire, dont le haut commissariat siégeait à Beyrouth, allait peut-être même nous aider à continuer la lutte pour la libération du peuple Kurde...

Or, la politique française à l'égard des Kurdes variait selon l'état des relations que la France entretenait avec la Turquie, nous l'ignorions... Et, une semaine après les démarches entreprises, la réponse arrivait, invraisemblable et terrifiante : le haut-commissariat rejetait notre demande d'asile et manifestait sa détermination de nous livrer aux Turcs, car, "pour le renforcement des bonnes relations entre les deux États", Ankara exigeait notre extradition.

"Ma vie de Kurde", 125 F, Labor et Fides, 1 rue Beauregard, CH 1204 Genève.

Notre Temps - Décembre 1993

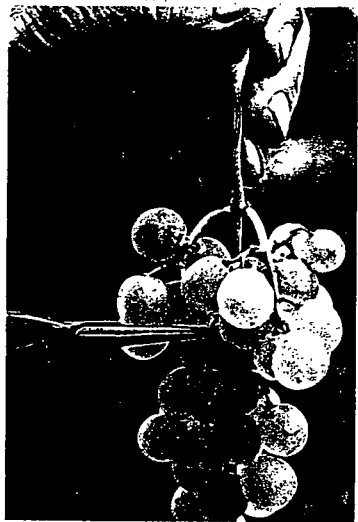


PHOTO GERARD BUIHADPOSSIOS

Le raisin de Noël

Derrière le grand portail de fer du clos Pomone, à Thomery, se cachent trente ares de bonheur. Trente ares de fruits aux chairs fondantes ou craquantes, que dore la chaude lumière de l'automne. Trente ares de succulence, d'ivresse pour les papilles. Sûr que dans ce petit arpent, le bon Dieu doit venir s'y réfugier quand les hommes se font trop désespérants. Mais c'est un secret que seul connaît Louis Perfezou, l'homme qui veille sur ce coin de paradis.

LE CADEAU DU SULTAN AU ROI DE FRANCE

Quarante années dans les postes et télécommunications ne lui ont pas fait oublier ses racines paysannes. Son enfance finistérienne fut placée sous le double signe du blé noir et de la pomme à cidre, sa retraite se déroule sous celui de la vigne. Et pas n'importe laquelle. Louis Perfezou règne sur le dernier carré du prestigieux chasselas de Fontainebleau. Au total, une cinquantaine de pieds qui racontent une vieille histoire, celle des fameux raisins de Noël.

On dit ici que Soliman le Magnifique, sultan otto-

man, donna un jour à son allié François I^{er} quelques pieds de vignes originaires du Kurdistan. Le roi les fit repiquer dans le jardin du château. En 1730, François Charmeux, un habitant de Thomery, fut séduit par la chair juteuse et parfumée de ces raisins cultivés de manière originale contre un mur exposé au soleil. Il décida de transposer le procédé à quelques kilomètres de là, sur les coteaux de By, qu'encerclent une boucle de la Seine. C'est ainsi que les alentours de la bourgade se couvrirent peu à peu de murs garnis de raisins. Un incroyable labyrinthe qui, déployé, aurait atteint la respectable longueur de 350 km. Mais la fortune de Thomery ne naquit que quelque temps plus tard, du hasard autant que de la fantaisie. En 1848, un Thomeryon constitua, par simple amusement, un bouquet de grappes dont les tiges baignaient dans l'eau d'un vase. Stupéfaction : oubliés plusieurs semaines dans une pièce fermée, les raisins avaient gardé toute leur fraîcheur. Le procédé de conservation dit « à rafles vertes » était né. Il permettait de commercialiser le raisin hors saison, de Noël à Pâques.

Wednesday, December 1, 1993

turkish daily news

Clinton: No letup in sanctions against Iraq

Says he believes Iraqi President Saddam Hussein remains committed to rebuilding his weapons of mass destruction, especially nuclear weapons

Reuters

WASHINGTON- U.S. President Bill Clinton has said it is extremely important to maintain current United Nations sanctions against Iraq until it has a track record of compliance on scrapping its weapons-building potential.

Clinton, in a report to Congress on the sanctions, said he believed Iraqi President Saddam Hussein remained committed to rebuilding his weapons of mass destruction, especially nuclear weapons, despite Iraq's acceptance last Friday of long-term monitoring of its weapons program.

Such monitoring, required under the 1991 Gulf War

cease-fire agreements, is one of the conditions for the early lifting of an oil embargo that was imposed on Iraq along with other sanctions after its August 1990 invasion of Kuwait.

Clinton said his administration also believed that Saddam "is most likely continuing to conceal weapons-related activities from the U.N.

"It is therefore extremely important that the international community maintain current sanctions and continue its efforts to establish the long-term monitoring regime required by U.N. Security Council Resolution 715. "Although Iraq has said that it is ready to comply with that resolution, it still must take significant steps, including the provision of new data about the suppliers of its WMD (weapons of mass destruction) program," Clinton wrote. Rolf Ekeus, chairman of the U.N.

Special Commission in charge of scrapping Iraq's deadliest weapons, has told Iraq that it must establish a clear record of compliance before he can report favorably to the Security Council.

"We strongly support this approach," the president said. His remarks were contained in a report he must send to congressional leaders every 60 days on efforts to obtain Iraqi compliance with U.N. resolutions.

Clinton also faulted Iraq for its continued refusal to sell \$1.6 billion in oil, a step authorized by the Security Council.

The United Nations would let the



U.S. President Bill Clinton

proceeds be used to buy food, medicine and supplies for essential civilian needs, subject to U.N. monitoring of sales and the equitable distribution of humanitarian supplies, including to rebel areas.

"Iraqi authorities bear full responsibility for any suffering in Iraq that results from their refusal to implement" such oil sales, Clinton said.

Earlier in the day, the U.S. Ambassador to the United Nations, Madeleine Albright, told reporters: "We have said the same thing over and over again. We're looking for a sustained pattern of" compliance by Iraq.

Albright and other permanent members of the council, Britain, France, China and Russia, were briefed by Ekeus Monday.

France has said it would agree eventually to lifting the embargo if UNSCOM, as Ekeus's commission is known, deems it had completed its work. China is known to have a similar position.

Britain and Russia are more cautious but envoys said they recognized that Iraq's formal acceptance of the long-term monitoring constituted progress.

"The Americans are being tougher than anyone else," said one envoy at the council briefing.

"One has to recognize the monitoring was a positive step as we have been asking for it, so let them get on with implementing it," he added. "One cannot always say that whatever the Iraqis do is wrong."

Jets hit northern Iraq

- *France expands crackdown on PKK, the organization threatens Germany*
- *Çiller says no civilians harmed during bombing of 'PKK camps'*
- *Iraqi Kurds say two villages hit, three dead, 6 children injured*
- *KDP claims victims had links with international aid agencies*

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish warplanes carried out a five-hour strike on nine separate targets in northern Iraq, Prime Minister Tansu Çiller said on Tuesday.

Çiller said the targets of the air raids were camps of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and that no civilians were harmed.

Iraqi Kurdish officials claimed, however, that the "indiscriminate" attacks targeted two villages in the Barzan area and left three civilians killed and six children wounded. A statement issued from Çiller's press office said there were neither civilian settlements nor northern Iraqis within at least four kilometers of the targets. "Northern Iraqi officials were informed of the operation on time," it said.

"The operation started at 10:30 a.m. local time and ended at 3:30 p.m. Nine targets in the areas of Mezi, Keryaderi, Sinji and Shivi were hit, and a total of 16 sorties were carried out," it added. According to the statement, the operation was carried out in a 400 square-kilometer (10 x 40) area.

Çiller said, "The tents and shelters where the terrorists were hiding have been destroyed. Neither a single Iraqi soldier nor any settlements belonging to Iraqi citizens have been harmed." The operation zone was reportedly the border area, north of the 36th parallel, where Iraq has no control.

Although the prime minister said the operation was carried out only after Iraq was informed, a spokesperson for the Iraqi embassy in Ankara said they had received no information on the raids.

Contrary to the government report, a strongly worded statement issued by the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) said that Turkish warplanes had bombed on Monday two Kurdish villages in the Barzan region inside Iraqi Kurdistan.

"The latest air raid killed three civilians, and wounded six children in the villages of Hiezen and Siena. These villages are located nearly 40 kilometers deep inside northern Iraq. The villagers are new Iraqi-Kurdish returnees who have been assisted in their return

to their native home by international aid agencies," it said.

It added, "There have been indiscriminate Turkish air raids and shellings of innocent Kurdish civilians in the border region. There are serious doubts that all these attacks have been carried out by Turkey in error. There is no PKK presence or base in the targeted area."

The KDP also condemned the raids and called on the Turkish government "to compensate victims of the last air attack and end its cross-border attacks on Kurdish civilians."

Anti-PKK operations in Europe

The operations against PKK activities in Europe continued on Tuesday as the 12 countries of the European Union failed to reach a consensus on the issue.

France on Tuesday banned two Kurdish groups, expanding the crackdown in which activists, involved in a separatist campaign against Turkey, have been charged with terrorist activities. Officials in France ordered the dissolution of the Kurdistan Committee and the Federation of Cultural Associations and Patriotic Workers of Kurdistan, said government spokesman Nicolas Sarkozy.

Sarkozy called the two organizations "spinoff groups" of the PKK which is fighting a 9-year-old guerrilla war for an independent Kurdish state in southeastern Turkey, in which more than 11,000 people have been killed so far.

Interior Minister Charles Pasqua, known for his tough tactics against crime and illegal immigration, had urged the action and was backed by the Cabinet of conservative Premier Edouard Balladur during its weekly meeting Tuesday, Sarkozy said. The French government's decision came a week after Germany, often a haven for political groups in exile, outlawed the Kurdistan Workers' Party or PKK.

Germany and German interests in Turkey were threatened by the PKK on Tuesday for "backing Ankara against the PKK." Holding a press conference in the German city of Cologne, Cengiz Dereli, the spokesman of the outlawed Kurdistan Committee said that Germany's decision was a "political mistake."

Meanwhile, groups of people occupied two associations in Nurnberg and Ingolstadt

in Germany, which were closed down by the German government because of their involvement in PKK activities. The pro-PKK demonstrators said that they would blow up the building if police intervened. The police fired into the air twice to disperse the crowd, but failed to prohibit the occupation in Nurnberg.

The possibility of a joint EU policy on legal moves against the PKK was discussed in two-days of talks in Brussels, ending Tuesday.

The 12 failed to come up with a joint strategy because of different approaches on the issue. Turkey's historical rival Greece reportedly stood against banning the activities of the PKK with this being a move which might benefit Turkey, its ally in NATO.

German Interior Minister Manfred Kanther revealed that only Greece had opposed placing the PKK on the EU's list of terrorist organizations.

Turkish Prime Minister Tansu Çiller reportedly had a telephone conversation with German Chancellor Helmut Kohl on Monday evening and evaluated the recent situation as regards cooperation against terrorism and other political matters. Belgian Interior Minister Louis Tobback said that his country did not criticize Germany's decision to outlaw the PKK, but the level of activities of the organization in Belgium had not yet reached the level experienced in Germany.

Belgian intelligence units, quoted by Anatolia news agency, accused Tobback on the other hand of ignoring the threat coming from the PKK, blocking their operations against the PKK. The Europe headquarters of the ERNK, the so-called political front of the PKK which was banned in Germany, is in Brussels.

Following Germany's move, ERNK's spokesman Kani Yilmaz once again threatened European tourists going to Turkey next year.

Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin, who is in Rome for the meeting of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) and met with his West European counterparts briefly on Tuesday, said that European countries are working on a plan to take joint action on the prohibition of terrorist activities in Europe.

Çetin said he also talked with his Bulgari-

an counterpart Stanislav Daskalov Monday night and warned him against the possibility of PKK militants trying to find shelter in Eastern European countries and particularly in Bulgaria, after the blows in Western Europe.

Meanwhile, Bulgarian Deputy Foreign Minister Dimitri Ikonov arrived in Turkey on Monday for political consultations with his counterpart Bilgin Unan of the Turkish Foreign Ministry. Bringing a message from the Bulgarian President Jelu Jeleu to Turkish President Suleyman Demirel, Ikonov said his country was ready to cooperate with Turkey on "every kind of terrorism."

PKK orders closure of schools

Turkish Daily News

DIYARBAKIR/ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on Tuesday ordered the closure of all "educational institutions" in the southeast region, warning that it would place "violators of the ban" among its targets.

In a statement it issued in Diyarbakir, the PKK Armed Provincial Command said the decision was taken in protest of official policies.

It accused Turkish educational ins-

titutions of spreading state propaganda and said that to mark the anniversary of its struggle, the organization would now place violators of its ban among "revolutionary targets."

Under this new ban, school buildings, teachers and even students will become targets for the organization. Over 11,000 people, including hundreds of innocent women and children, have been killed in the past nine years of the PKK's armed campaign for self-rule in the region.

11 villagers are missing in southeast

The villagers are said to have been taken into gendarmerie custody on Oct. 8 near Kulp, Diyarbakir

Turkish Daily News

ANKARA- A group of villagers have been reportedly missing for nearly two months in southeast Turkey, following a security operation in early October in Diyarbakir province, one of the relatives of the 12 missing villagers said on Tuesday.

Mirza Akdeniz, whose father is among the missing, told the Turkish Daily News that he could not get any information on the whereabouts of the missing people, despite his contacts with the Regional Governor's Office in Diyarbakir, various members of Parliament and several ministers in Ankara.

Having lived in the Inkaya village of Kulp township of Diyarbakir in southeast Turkey, Akdeniz told his story to TDN as follows:

"We had taken our animals to 'Sen' meadow near our village. Helicopters came.

We thought there was going to be an operation against PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) militants. "I took the animals to Kulp to save them from possible stray bullets on Oct. 7. Two days later my mother came to Kulp from the village.

I asked her where my father was. She told me that the soldiers had burned down our house and several other houses in the village and had taken away my father along with ten other villagers."

Akdeniz said his 65-year-old father Mehmet Salih Akdeniz had been the headman of the village for the last 22

years and had very good relations with the local military and civilian officials.

"Maj. Sırrı Susut and Maj. Sabri Segmen will attest to the fact that my father was very helpful to Turkish security forces when they were in need," Akdeniz said. "Despite that, I received no help from officials in my efforts to find the whereabouts of my father and others."

Akdeniz gave the list of other missing people as follows: Mehmet Serif Avar, Hasan Avar, Nusretin Yerlikaya, Celil Aydoğdu, Turan Demir, Abdo Yamak, Celil Şimsek, Şahin Atalay, Recep Tutuş, Ümit Taş. Akdeniz says he is afraid to return to his village and, instead, is staying in Diyarbakir for the time being.

He added that he was worried about his father's life and is waiting for an explanation from officials.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0305 4 I 0157 TUR /AFP-EX73

Turquie-Kurdes

Ankara appelle l'Europe à prendre des "mesures conjointes et efficaces" contre le PKK

ANKARA, 1er déc (AFP) — La Turquie a appelé mercredi les pays européens à "prendre des mesures conjointes et efficaces" contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Des mesures prises par des pays séparément "ne sont pas suffisantes pour la lutte contre le terrorisme", a déclaré le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Ferhat Ataman, estimant que "des mesures conjointes et efficaces devront être prises par tous les pays en suivant l'exemple de l'Allemagne et de la France contre le PKK".

Ce nouvel appel du gouvernement d'Ankara aux pays européens intervient après l'interdiction, vendredi, par le gouvernement allemand du PKK et de 34 organisations parallèles en Allemagne et la décision prise mardi par les autorités françaises de dissoudre deux associations kurdes en France.

CE/bm/but

AFP 011513 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRA0473 4 I 0207 RFA /AFP-GR88

Allemagne-Kurdes

L'Allemagne met en garde le PKK contre des actions violentes

BERLIN, 1er déc (AFP) — L'Allemagne a mis sévèrement en garde mercredi le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) contre toute attaque contre ses intérêts, alors que des actions de soutien aux séparatistes kurdes se poursuivaient dans le pays.

"L'emploi de la violence contre des Allemands, ici ou à l'étranger, ne sera pas acceptée", a prévenu le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther lors d'une conférence de presse à Berlin. "Nous répondrons durement à toute forme de violence de la part du PKK", a-t-il ajouté.

Vendredi, le PKK avait affirmé depuis Paris que son interdiction en Allemagne le même jour allait provoquer "la colère du peuple kurde" contre "l'Allemagne et les intérêts allemands".

M. Kanther a souligné que la police allemande pouvait décider à tout moment d'effectuer à nouveau des perquisitions dans les locaux d'associations kurdes en Allemagne, comme cela a été le cas vendredi.

Plusieurs dizaines de Kurdes ont continué mercredi à occuper divers centres culturels ou maisons d'édition kurdes interdits par les autorités allemandes, à Dusseldorf (ouest), Brême (nord), Fribourg (sud), Stuttgart (sud) et Ulm (sud).

y1f/mb/mfo

AFP 011826 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRA0501 4 GI 0141 FRA /AFP-GW84

France-Kurdes

Création d'un comité de soutien en faveur d'un des Kurdes mis en examen à Paris.

GRENOBLE, 1er déc (AFP) — Un comité de soutien s'est mis en place à Saint-Martin-le-Vinoux (Isère), à l'appel de la CGT, en faveur d'un des Kurdes mis en examen à Paris à l'issue d'une opération de police le 18 novembre, a-t-on appris mercredi auprès du syndicat.

Youssef Celik, 52 ans, résidant à Saint-Martin-le-Vinoux, près de Grenoble, et syndiqué à la CGT, est "un militant kurde et non un terroriste. Pourquoi est-il détenu pour une activité menée au grand jour?", s'est demandé Monique Bureau, secrétaire de l'Union départementale de la CGT.

Le comité de soutien, créé mardi soir, regroupe notamment le MRAP, le PCF, la LCR, les Refondateurs communistes, l'union locale de la CFDT et la Ligue des droits de l'Homme en Iran.

ajb/jpb/ms

AFP 011850 DEC 93

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, DECEMBER 1, 1993

2 Kurdish Groups Banned in France

PARIS (Reuters) — France, in a joint crackdown with Germany, banned two Kurdish groups on Tuesday that it said were front organizations for the separatist Kurdish Workers Party.

Interior Minister Charles Pasqua said the government had dissolved the Kurdistan Committee and the Federation of Kurdistan Cultural Associations and Patriotic Workers. He said the groups were the legal front of the Kurdish Workers Party "which in France, as in other European countries, carries out terrorist or criminal actions which we cannot tolerate on our territory."

Nouveaux raids aériens turcs dans le nord de l'Irak

Forte de l'appui de l'Occident dans la guerre qu'elle mène contre le PKK, la Turquie a relancé l'offensive contre les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak. L'aviation turque a ainsi bombardé lundi des régions du nord de l'Irak à la frontière turque dans une série de raids contre des rebelles kurdes de Turquie qui "s'apprêtaient à des actions" sur le territoire turc, ont indiqué des sources militaires à Ankara. En Irak, des habitants du village kurde de Hisan, non loin de la frontière turque, ont confirmé ces informations, en précisant que les opérations militaires turques avaient fait des victimes parmi les civils kurdes de la région; deux personnes auraient été tuées et treize autres blessées lors du bombardement de leur village, qui n'abritait pas de base du PKK, par quatre avions et des hélicoptères turcs.

Hormis ces "bavures", qu'il ont d'ailleurs démenties, les militaires turcs n'ont pu communiquer aucun bilan d'éventuelles victimes dans les rangs du PKK. Les raids de lundi visaient 9 objectifs dans les zones de Mezi, Karyaderi, Sinji et Shivi, en territoire irakien, qui auraient tous été détruits selon eux. Les opérations se seraient poursuivies pendant cinq heures pendant lesquelles les avions turcs ont fait 16 sorties contre les rebelles du PKK. Démentant les informations selon lesquelles des civils kurdes irakiens auraient été touchés par ces raids, les militaires ont précisé qu'aucune localité civile ne se trouve à moins de 4 km des objectifs bombardés et que les dirigeants kurdes ont été informés à l'avance des opérations de l'aviation.

Après avoir obtenu le consensus de l'Occident, et particulièrement de l'Allemagne, sur le PKK, au nom de la lutte "anti-terroriste", les autorités d'Ankara se sont lancées dans une vaste offensive diplomatique afin de convaincre les voisins de la Turquie, la Syrie, l'Iran et le Kurdistan irakien, de coopérer contre le PKK, ou du moins de ne pas servir de base arrière pour les rebelles kurdes. Ankara avait ainsi appelé début novembre les Kurdes d'Irak à respecter leurs engage-

gamk - 1^{er} décembre 1993

ments donnés à l'issue d'une opération d'envergure de l'armée turque dans le nord irakien contre le PKK en automne, sur la présence du PKK dans le nord de l'Irak, sous contrôle des Kurdes irakiens. La Turquie avait exigé que ces mesures soient "prises par les forces qui tiennent le nord de l'Irak sous leur contrôle afin le PKK de s'y réinstaller". Le "gouvernement kurde irakien avait pour sa part démenti l'existence de bases du PKK dans le nord de l'Irak.

Libération - 1^{er} décembre 1993

SECURITE

Le gouvernement dissout deux associations kurdes

« Ces façades légales du PKK » se livreraient à des actions de caractère terroriste ou délictuel ».

Deux semaines après la rafle touchant les membres présumés en France du Parti des travailleurs du Kurdistan, ce mardi, Charles Pasqua a voulu à sa manière boucler le dossier policier de l'affaire. A sa demande, le Conseil des ministres d'hier matin a dissous par décret deux importantes associations présentées par le ministre de l'Intérieur comme « des façades légales du PKK qui, en France comme dans d'autres pays d'Europe, se livrent à des actions de caractère terroriste ou délictuel ». Il s'agit du Comité du Kurdistan et de la Fédération des associations culturelles et des travailleurs patriotes du Kurdistan en France, Yekkom-Kurdistan, ainsi que de sept comités appartenant à cette dernière, qui rentreraient sous les coups de la loi de janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées.

Dans une conférence de presse tenue hier après-midi, et sans rentrer dans les détails des charges retenues contre les deux associations (mais énumérant plusieurs actes commis contre des intérêts turcs en France et attribués au PKK), Charles Pasqua a défini pour l'avenir les limites des activités qui seront permises aux 60 000 Kurdes résidant sur le territoire. « L'immense majorité d'entre eux n'aspirent qu'à s'intégrer à la communauté française, et c'est aussi notre vœu. De multiples associations kurdes existent qui ont un objet culturel. Il n'est pas question de les interdire. » Charles

Pasqua a refusé tout lien entre les décisions françaises et les interdictions « anti-PKK » annoncées vendredi par les autorités allemandes. Il a déclaré que le sujet avait été abordé lundi, lors d'une rencontre à huis clos entre ministres de l'Intérieur européens, où l'on s'est penché entre autres sur « les menaces de terrorisme » et où le ministre français a « proposé à bref délai un programme opérationnel ».

Cinq avocats des 24 Kurdes mis en examen après la rafle du 18 novembre ont manifesté hier leur étonnement en apprenant l'interdiction des deux associations. « On est passé d'un délit de solidarité à un délit d'opinion », s'est exclamé M^e Stéphane Maugendre. Avec ses collègues, Daniel Jacoby, Christine Martineau, William Boudon, Christophe Voituriez, ils ont voulu exprimer leur désarroi devant une affaire judiciaire où, selon eux, « il n'y a rien individuellement dans les dossiers qui justifie l'incrimination d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

Ezzat Dere, responsable du Comité du Kurdistan à Paris, s'est insurgé contre la dissolution d'associations qui n'auraient jamais mené « des activités qui violent la Constitution et la loi françaises ». Cette décision ne serait qu'« un ordre du gouvernement turc aux gouvernements européens ». Les deux associations devraient se pourvoir devant le tribunal administratif. N. A.

Le gouvernement français interdit des associations kurdes

Charles Pasqua a défendu cette mesure au cours d'une conférence de presse. Pour lui, les organisations concernées servent de « façade légale au PKK » (Parti des travailleurs du Kurdistan).

LE Conseil des ministres a décidé mercredi, à la demande du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, de dissoudre deux associations kurdes, le Comité du Kurdistan et la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan, ainsi que les sept associations qu'elles regroupent.

Charles Pasqua n'était pas vraiment en verve hier quand il s'est agit pour lui de répondre aux questions des journalistes. Il a commencé sa conférence de presse par un exposé liminaire dans lequel il rappelait la réunion, lundi à Bruxelles, des ministres de la Justice des Douze. « Depuis la mise en œuvre de Maastricht, le Conseil des affaires intérieures gère tout ce qui a trait au droit d'asile et à l'emi-

gration, ainsi que la coopération policière et judiciaire ». « Les Douze sont tous d'accord pour établir à l'avenir un lien entre les accords d'association avec les pays tiers et la réintégration par ces mêmes pays des émigrés en situation irrégulière. Ils sont d'accord également pour accentuer leur coopération contre les menaces de terrorisme et un programme opérationnel en ce sens leur sera soumis avant janvier. »

Le décor était planté et c'est encore une fois Maastricht qui sert de toile de fond à la décision annoncée qu'il a explicitée en ces termes : « J'ai demandé la dissolution des organisations qui servent de façade légale au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, une organisation illégale qui se livre à des activités terroristes en France et à l'étranger. Le ministre a affirmé qu'une telle décision n'était pas dirigée contre le peuple kurde et a jugé bon d'exprimer « sa sympathie » face aux « souffrances de ce peuple ». « Mais, a-t-il ajouté, nous n'avons pas à prendre parti dans les conflits qui l'opposent aux différents Etats concernés. »

Quand « l'Humanité » a demandé à Charles Pasqua ce qu'il pensait du bombardement du Kurdistan par l'armée turque (voir en page 28), compte tenu de la sympathie dont il venait

de faire état, il a répondu : « C'est un drame, mais je le répète je n'ai pas à me prononcer sur les affaires intérieures des pays concernés. » A propos d'éventuelles preuves sur les liens qui existaient entre les associations interdites et le PKK, le ministre a botté en touche : « C'est l'affaire de la justice. » Même chose pour la question que nous lui avons posée sur l'origine des fuites qui ont conduit un rapport des renseignements généraux français dans les colonnes d'un journal turc : « Je ne suis pas au courant, je ne lis pas la presse turque ». « Mais nous n'avons pas à tolérer sur notre sol des actions dirigées contre le gouvernement turc. »

L'essentiel était dit. Le ministre a tout de même tenté de se justifier en énumérant les « actions violentes » reprochées aux associations interdites : occupation d'un consulat turc à Marseille en août, d'un bureau des Turkish Air Lines à Strasbourg en juin, cocktail Molotov contre la Banque du Bosphore en octobre. Il y a ajouté la fabrication de faux papiers, des extorsions de fonds et des règlements de compte remontant à 1987.

Comme on lui faisait remarquer que tout cela n'était pas très neuf, il a répondu : « C'est vrai, mais moi je le suis, neuf!



Les manifestations de ressortissants kurdes se multiplient en Allemagne.

Je vous fais remarquer qu'il y a en France une nouvelle majorité qui souhaite qu'on n'accepte aucune zone d'ombre sur le territoire. » Et il a ajouté qu'aucune « association ayant des activités

délictueuses ne serait tolérée. Même si elle ne faisait pas d'actions chez nous mais en faisant dans d'autres pays ».

FRANCOISE GERMAIN-ROBIN

Indignation

Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme a fait hier soir la déclaration suivante : « La dissolution de deux associations kurdes décidée par le gouvernement français — après les mesures semblables prises par les autorités allemandes — suscite une vive indignation chez toutes celles et ceux qui sont attachés au respect des libertés et aux principes démocratiques qui font d'un pays un Etat de droit. »

Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme condamne ces décisions prises pour des raisons inavouables, au premier rang desquelles les ventes d'armes et la fructueuse coopération militaire avec le régime d'Ankara, alors que ce dernier même une sanglante répression contre le peuple kurde, auquel nous réaffirons toute notre solidarité. Le gouvernement français doit revenir sur ces décisions. »

● Azad Dere, responsable du comité du Kurdistan, a déclaré : « Cela fait suite à la réunion des ministres de la Justice et de l'Intérieur des Douze. Cela répond à une demande du gouvernement turc, l'Allemagne a répondu d'abord, puis la France. Nous faisons appel à la justice et aux organisations démocratiques pour qu'elles s'élèvent contre ce geste qui va à l'encontre de la Constitution française car nous n'avons rien fait d'illégal. »

Les avocats dénoncent une « opération politique »

NOS clients étaient poursuivis pour délit de solidarité, maintenant, on peut carrément parler de délit d'opinion. » C'est M^r Mangin qui parle. Il vient d'apprendre que le Conseil des ministres a décidé d'interdire le Comité du Kurdistan et les vingt-trois associations kurdes regroupées dans la Fédération des associations culturelles des travailleurs du Kurdistan. La nouvelle est tombée au beau milieu de la conférence de presse donnée hier par les avocats des vingt-quatre Kurdes mis en examen après la rafle policière de la semaine dernière. Vingt sont incarcérés, deux font l'objet d'un arrêté d'expulsion, dont une, Rojine Ayaz, est assignée à résidence dans les Deux-Sèvres.

D'entrée de jeu, M^r Jacoby, président de la Fédération internationale des ligues de droit de l'homme, donnait le ton : « Nous sommes en présence d'une affaire politico-juridique. Une fois de plus, le pouvoir se sert de la justice pour réaliser une opération politique. » Selon lui, la principale raison de la rafle est à chercher dans le fait que la France est aujourd'hui le premier exportateur vers la

Turquie. « Il y a trois semaines, le ministre de la Défense, M. Léotard, a réalisé un fructueux contrat de vente d'armes à Ankara. Dans cette affaire, la France était en concurrence avec d'autres pays. La rafle des Kurdes a été la cerise sur le gâteau. »

M^r Jacoby s'indigne du « cynisme » de la France, qui commence « avec la Turquie ce qu'elle a fait autrefois avec l'Irak de Saddam Hussein ». Il dénonce les méthodes utilisées : « Des journalistes avaient été prévenus avant l'opération. Le journal turc « Hurriyat » du 20 novembre publiait des extraits du rapport de la DST qui avait servi de base à toute l'opération. Un rapport qualifié d'ultra-secret, qui annonçait que le PKK s'appropriait à assasiner un diplomate turc et à enlever un journaliste en France. Le 27 novembre, le même journal annonçait que la France allait remettre six membres du PKK à la Turquie et publiait leurs noms. On a aussi photocopié des « preuves » qu'on a remises à certains journaux : « France-Soir » a ainsi publié une facture censée prouver qu'il y avait eu un racket, mais

c'était en réalité une note de blanchisserie. »

A son tour, M^r Martineau révèle que des documents concernant des personnes protégées par la Convention de Genève sur les réfugiés ont été livrés à la police turque et souligne la gravité d'une telle violation. M^r Voituriez insiste sur le fait que les dossiers sont vides. Le seul chef d'inculpation qu'on ait trouvé est « association de malfaiteurs pour collecte de fonds au bénéfice d'une organisation terroriste ». Mais, s'indignent les avocats, au regard des atrocités commises par l'armée turque au Kurdistan et qui n'ont fait que s'aggraver ces derniers temps, n'est-il pas naturel que la communauté kurde de France manifeste sa solidarité en versant aux collectes ? « On vient de créer le délit de solidarité ! », s'exclame M^r Mangin.

En conclusion, M^r Jacoby se déclare consterné par la décision du Conseil des ministres : « Tout cela est triste pour l'avenir des libertés en France. Mais nous ne laisserons pas faire. Et nous espérons que les magistrats nous suivront et refuseront de servir de bras à une telle opération politique. » F. G.-R.

Déclaration de la CGT Solidaire d'un peuple en lutte

La CGT a fait hier la déclaration suivante : « Le gouvernement de Turquie a obtenu des Etats européens un soutien dans sa répression violente contre le peuple kurde. En effet, après que le ministre de l'Intérieur eut organisé une vaste opération de contrôles et d'arrestations parmi les dirigeants et les sympathisants des associations kurdes en France, le gouvernement de la RFA a interdit 35 organisations associatives et culturelles kurdes en Allemagne sous prétexte de soutien et de participation à des actes terroristes. Hier, le gouvernement français annonçait l'interdiction de deux associations kurdes. La coïncidence de ces mesures de répression, la satisfaction exprimée suite à celles-ci par le gouvernement d'Ankara témoignent d'un accord politique qui fait des Etats européens les complices des souffrances et des massacres des populations kurdes, en contrepartie d'échanges commerciaux, notamment d'armes. Cette situation intervient à l'heure où la cause du peuple kurde retient l'attention et la sympathie d'une fraction importante de l'opinion publique, grâce à l'action militante et opiniâtre des réfugiés et immigrés kurdes ainsi que de leurs associations. La CGT, qui condamne tout acte terroriste et agit pour le règlement des conflits par les négociations, ne saurait faire l'amalgame entre ceux qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits, y compris celui de l'autodétermination, et ceux qui prônent la violence pour la violence. De même, elle ne saurait se taire lorsque sans aucune preuve on accuse de terrorisme des personnalités et des associations. L'Histoire nous l'enseigne et l'actualité la plus récente en donne encore la

preuve : un peuple qui lutte pour sa culture, son identité, pour sa terre, doit être entendu. La CGT entend manifester sa solidarité totale aux dirigeants et militants kurdes vivant en France ainsi qu'à leurs familles. Elle exige du gouvernement français qu'il libère les militants encore détenus, suspende toute mesure d'expulsion, rappelle Ankara au respect des droits de l'homme et favorise l'ouverture de véritables négociations, seules mesures pouvant arrêter la violence de part et d'autre. Pleinement partie prenante de l'appel de nombreuses associations au rassemblement du jeudi 2 décembre à 18 h 30, place de la République à Paris, la CGT invite ses organisations à sensibiliser les salariés et à faire exprimer massivement la solidarité en participant à ce rassemblement. »

Bonn's 'Different Approach' on Iran Draws U.S. Anger

By Elaine Sciolino
New York Times Service

BRUSSELS — The United States is locked in a bitter dispute with Germany over Bonn's determination to boost its economic and political ties with Iran and thwart Washington's campaign to isolate the Tehran regime, senior State Department officials said Wednesday.

Both countries insist that ties between the two countries are exceptionally strong, and that President Bill Clinton and President Helmut Kohl have a close relationship. But the Iran issue is a major irritant, and Secretary of State Warren M. Christopher voiced his displeasure to Foreign Minister Klaus Kinkel during a meeting in Rome on Tuesday, the officials said.

With much fanfare at his first meeting with European Community foreign ministers in Luxembourg in June, Mr. Christopher announced an American-led initiative to squeeze Iran's economy and halt the sale of sophisticated technology that could be used for military purposes. The ministers agreed to study the matter, but most expressed little enthusiasm.

At a press conference during a meeting at the European Community headquarters in Brussels on Wednesday, Mr. Christopher said he "had a good discussion of the situation." Without naming any country, he essentially acknowledged that the initiative has thus far failed.

Mr. Christopher added, "The United States continues to believe Iran is an outlaw nation resisting the Middle East peace process as well as being involved in terrorist actions in many countries around the world."

Of other European communities, only Britain has wholeheartedly embraced the American initiative, while Germany, France, Italy and Japan have traditionally voiced the strongest objections to any curb on their trade with Iran.

In recent months, Germany has begun to negotiate the restructuring of Iran's \$5 billion in short-term debt to German financial organs, a step that would substantially help Iran's troubled economy.

Germany has obstructed attempts to limit Western trade and investment with Tehran until it curbs its weapons buildup and ends its support for terrorism, and has pushed in international meetings for less pressure on Iran.

What has most infuriated Washington is that senior Iranian officials have recently made official visits to Germany. When the head of Iran's intelligence and security services, Ali Fallahian Khuzestani, visited Bonn in September, he met not only with German officials, but also with officials at Siemens AG, which had been building a nuclear reactor in Busheir during the regime of Shah Mohammed Reza Pahlavi.

The visit prompted Mr. Christopher to make a sharp protest in a meeting shortly afterward with Mr. Kinkel.

The Germans, however, see it differently. "The American position is not fair," said one senior German official involved in shaping the Iran policy. "The Americans are saying, 'These are the bad guys and be finished with them.' We are saying, 'These are the outcasts and isn't it better to have a dialogue with them.' We have a certain difference of approach based on practicality."

The official added that it was because of a "special relationship" with Iran that Germany was able to act as a mediator to win the release of American hostages from Iran in 1980. And he insisted that Germany has "the toughest legislation in all the world" to prevent the spread of militarily useful equipment.

Part of the problem with Mr. Christopher's initiative is that the United States itself does not ban all sales to Iran's military establishment. According to U.S. intelligence reports, Iran has circumvented loopholes in American laws by buying, through European middlemen, American-made equipment that have potential military uses, Pentagon officials said.

Le Figaro — 1^{er} décembre 1993

Un message ferme aux activistes kurdes

Les organisations visées « sont des façades du PKK », a déclaré Charles Pasqua.

Charles Pasqua a demandé et obtenu hier du conseil des ministres la dissolution de deux associations kurdes en France. Il s'agit du Comité du Kurdistan et de la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (« Yekkom Kurdistan »).

Ces associations dissoutes « sont les façades légales du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui se livre à des actions de caractère terroriste ou délictueux qu'il n'est pas possible de tolérer sur notre sol », a expliqué un peu plus tard Charles Pasqua, soulignant que ces décisions « ne sont en aucune façon dirigées contre le peuple kurde » dont « chacun sait les souffrances et les difficultés ». « La réalité du PKK, c'est aussi une pression constante pour extorquer des fonds à la communauté kurde. »

« Paradis social »

De son côté, le responsable du Comité du Kurdistan à Paris, Ezzat Dere, a affirmé que la décision de la France répondait à un « ordre du gouvernement turc aux gouvernements européens ». M. Dere estime que les deux associations visées n'avaient « jamais exercé des activités qui violent la constitution et la loi françaises » et qu'elles examinaient la possibilité de « présenter un recours ».

Charles Pasqua a par ailleurs déclaré hier dans un entretien publié par l'hebdomadaire gouvernemental algérien *Algérie actualité*, que « le gouvernement français tout entier souhaite faire passer auprès des peuples du Maghreb le message suivant : la France n'a plus les moyens d'être une terre d'immigration ». Il a ajouté que la France allait « renforcer ses moyens de maîtrise de l'immigration » et que cette action allait prendre « des formes diverses ».

« Les immigrés en situation irrégulière ne bénéficieront plus des formes d'action sociale qui faisaient parfois de la France une sorte de « paradis

social ». Le regroupement familial sera mieux contrôlé et exclura toute forme de polygamie et les reconduites à la frontière seront plus efficaces », a souligné le ministre. « La France luttera contre le travail clandestin en démantelant à la base les réseaux et les filières qui amènent les travailleurs clandestins en France et en frappant très lourdement les employeurs responsables (...). Tout cela serait inutile si la France ne cherchait pas également à coopérer au développement de pays en difficulté (...) de l'autre côté de la Méditerranée », a-t-il poursuivi.

Il a cependant admis précisé qu'il « faut lutter contre un amalgame déplorable qui peut se former (...) dans l'esprit de certains de nos concitoyens, je veux parler de l'amalgame entre les personnes d'origine maghrébine et la délinquance ». Répondant à une question sur les intégristes en France, M. Pasqua a indiqué qu'« un dispositif visant à contrôler les organisations intégristes et extrémistes » avait été mis en place et qu'il avait « clairement mis en garde les intégristes musulmans contre toute forme d'actions qui s'apparenteraient au terrorisme ou qui viseraient à déstabiliser des pays avec lesquels nous entretenons des relations suivies d'Etat à Etat ». « La stabilité de ces pays à laquelle la France peut concourir (...) est un facteur déterminant, plus particulièrement en Algérie (...). Notre intérêt est de construire un partenariat et d'éviter ainsi le scénario catastrophe ».

Evouant enfin les problèmes de l'islam en France, Charles Pasqua a indiqué que le principe de la laïcité et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ne lui permet pas, même en sa qualité de ministre des Cultes, de « s'immiscer dans l'organisation de l'islam en France ». « En revanche (...) j'appelle de mes vœux la formation d'imams qui soient au fait de la vie nationale et qui, au-delà de l'enseignement de la religion, comprennent la société française, les principes laïcs et républicains, la France en définitive ». (AFP.)

Asie Mineure et Kurdistan

Chants traditionnels kurdes et anatoliens, salle Patino à Genève... la musique du cœur

Appelons un saz... un saz et les musiciens, des poètes. C'est en tout cas le premier compliment qui nous vient à l'esprit en suivant les arabesques de ce luth à manche long qu'est le saz, instrument roi des bardes de Turquie et de Kurdistan. Les ateliers d'ethnomusicologie nous ont permis de le savourer à deux reprises, au fil de traditions populaires l'autre soir, salle Patino à Genève. Une première partie consacrée (le mot n'est pas trop fort) aux troubadours du plateau anatolien. Ozan Firat (chant et saz), Mahmut Demir (kementché, cura, saz) font montre d'un grand professionnalisme qui ne dérange en rien l'atmosphère nostalgique du répertoire chanté. L'errance et l'amour sont des thèmes constants chez les Alévis de Turquie.

La voix de l'interprète est admirablement placée avec des étirements de circonstance.

Bel échange sonore avec le partenaire, maître du kementché.

Superbe glissando de la vièle à pique au léger battu de doigts (on croirait entendre une flûte sahélienne) faisant vibrer les harmoniques avec volupté.

Chant des profonds.

« Quand je suis sur la route, je ne me retourne pas, je vais tout droit. »

Seconde partie du spectacle réservée aux Kurdes d'Iran.



Chansons d'amour, chanson des fleurs

Shaala Alam (longs cheveux, robe en lamé, voix soft) et ses deux accompagnants (saz et ney) font le tour du répertoire populaire Kurde Iranien. Chanson d'amour, chanson des fleurs.

Traditionnel mélancolique, habituel dans cette culture de feu perpétuellement blackboulée par le sort. Parfois la salle reprend le refrain. Une berceuse démarre comme un alap de Bharata Natyam. Connota-

tion mystique et plongée dans la vie sociale avec clin d'œil aux anciennes épopées de chevaliers sans pleurs et... sans reproches.

J.-P. GANDEBEUF ■

LE QUOTIDIEN DE PARIS- 1^{ER} DÉCEMBRE 1993

Kurdes : Pasqua maintient la pression

Passé d'armes à distance, hier, entre le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, et les avocats des Kurdes du PKK mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

Charles Pasqua a été le premier à ouvrir les hostilités en annonçant en Conseil des ministres la dissolution de deux associations kurdes, « le Comité du Kurdistan » et « Yekkom Kurdistan », la fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France. « Ces organisations, qui sont impliquées dans un certain nombre d'actes délictueux, expliquait Nicolas Sarkozy, le porte-parole du gouvernement, à la sortie du Conseil, étaient des émanations du PKK. Il s'agit d'empêcher que de telles organisations puissent agir sur notre territoire. »

De leur côté, les avocats des Kurdes rongeaient leur frein en attendant que les journalistes viennent les voir à leur tour pour une conférence de presse prévue de longue date. Le moment venu, très remonté, maître Bourdon n'a pas mâché ses mots. « Il y a détournement de procédure, rageait-il, la rafle a eu lieu dans des conditions indignes. Les journalistes étaient prévenus à l'avance, et il y a eu un battage publicitaire sur cette opération avant, pendant et après. »

« Elle répond d'ailleurs à une volonté claire de Paris et de Bonn de faire assaut de complaisance vis-à-vis d'Ankara, poursuivait-il. Dans le dossier, il n'y a pas l'ombre d'une preuve qu'ils aient été mêlés au terrorisme... »

Trois heures plus tard, de son ministère, place Beauvau, Charles

Pasqua enfonce le clou, toujours sur la dissolution des associations. « Ce sont les façades légales du Parti des travailleurs du Kurdistan, explique-t-il encore, qui se livrent à des actions de caractère terroriste ou délictueux qu'il n'est pas possible de tolérer sur notre sol. » « Ces décisions, remarque-t-il cependant, en aucune façon ne sont dirigées contre le peuple kurde dont chacun sait les souffrances et les difficultés. »

Cette dernière remarque arrache un sourire à William Bourdon. « Il est temps qu'il le dise, ironise-t-il. Mais après tout, c'est normal, le ministre des Affaires étrangères allemand a dit la même chose il y a quarante-huit heures. Il s'aligne sur Bonn. »

« La réalité du PKK, poursuit Charles Pasqua, c'est aussi une

pression constante accompagnée d'utilisations de moyens qui confinent à la terreur pour extorquer des fonds à la communauté kurde. » « Il y a des éléments, consent à reconnaître en écho maître Bourdon, qui attestent d'un réseau de solidarité grâce à un système de collecte. Mais les Kurdes mis en examen ne le sont pas pour racket... » Ce qui n'empêche pas le ministre de l'Intérieur de dénoncer « la création de véritables bases logistiques de soutien aux activités internationales du PKK qui se manifestent par l'organisation de mouvements d'immigration clandestine, la confection de faux documents d'identité ou des enrôlements forcés dans des actes de violence. »

« On n'est pas obligé d'être d'accord avec l'idéologie et les méthodes du PKK, remarque à son tour William Bourdon, mais la cause kurde est une cause juste. » Ce que d'ailleurs personne, sauf les Turcs, ne conteste. Tout le problème est finalement de savoir si la cause justifie les moyens.

Jean-Marie QUEMENER

Turkish army reevaluates defense industry projects

10 SSM projects will be categorized according to their priority

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's Office of the Chief of Staff is to reevaluate 10 defense industry projects which have been launched by the Defense Ministry, officials said on Wednesday.

Sources, who asked not to be named, told TDN that the Military will prioritize the projects according to the modernization needs of the Turkish Armed Forces and available budget funds. The projects were initiated and have so far been managed by the Undersecretariat for the Defense Industry (SSM) of the Defense Ministry. Officials say the SSM will again be given responsibility for the projects, once the Military has decided on a list of priorities.

The projects under reevaluation are as follows:

■ Multi launcher rocket system (MLRS) project: 12 MLRS vehicles and their rockets were purchased direct from U.S. Loral-Vought between 1989 and 1992. Negotiations are under way for the joint production of 24 more systems and their rockets in Turkey. The estimated cost of the project is \$1 billion.

■ Low altitude air defense project: Bids were received from three competitors for the \$1.5 bil-

lion project. French-German Euromissile RO-LAND-III system, Swiss Oerlikon-Buehrle ADATS system and French Thompson-CSF Crotale NG system are rivals in the bidding.

■ F-4 and F-5 modernization projects: This envisages structural and avionics modernization of 60 F-5 and 54 F-4 fighter planes already in the Turkish Air Force inventory. Tenders for the F-5 modernization program were invited earlier in 1993. The estimated cost of the two projects is \$600 million.

■ Mine hunting vessel project: The project, estimated at \$500 million, involves joint and in-country production of six mine hunting vessels for the Turkish Navy. German Luerssen Werft, German Abeking & Rasmussen, French Sofma-DCN, Italian Intermarine and British Vosper Thornycroft have presented their bids for the project.

■ 35 mm antiaircraft gun fire control system project: This \$400 million project envisages joint and in-country production of 97 fire-control systems for the 35 mm antiaircraft guns currently under production in Turkey. Swiss Oerlikon-Contrares with Skyguard, British Racal with Eagle and Dutch Signaal with Flycatcher are competing

for the project.

■ Coast guard boat project: Only Turkish companies have been invited to bid for the \$200 million project which envisages in-country production of fourteen 180-220 ton and ten 70-100 ton coast guard boats.

■ Navy helicopter procurement project: Negotiations are under way with French Eurocopter which produces the AB-532 Navy Cougar and with American Sikorsky which produces the SH-60 Sea Hawk for the direct procurement of 4 navy helicopters. The estimated cost of the project is \$110 million.

■ Radar approach control (RAPCON) project: The project involves direct procurement of three RAPCON for the Turkish Air Force, at an estimated cost of \$45 million.

■ Flying tanker project: This \$30 million project concerns direct procurement of three tanker planes.

■ Advanced technology industry park and international airport project: A master plan for the establishment of a facility for the production and marketing of technologies in the fields of electronics, aeronautics and defense, on a 13 square kilometer site at Pendik, Kurtköy near Istanbul. The project also suggests the construction of an international airport near the technology park.

Interior Minister Menteşe:

No Kurdish problem but terrorism in Turkey

Says an ethnic group is killing the babies, the young and the old of that same ethnic group

Turkish Daily News

ANKARA- Interior Minister Nahit Menteşe said Wednesday that there was no Kurdish problem or ethnic problem but a problem of terrorism in Turkey.

"An ethnic group is killing the babies, the young and the old of that same ethnic group.

Their aim is to intimidate our citizens, to divide and destroy our country. All our citizens have the same rights that I have in Turkey," Menteşe said. Menteşe was speaking at a ceremony where 58 district governors were presented with certificates for attending a special course.

He continued that all the ethnic groups in Turkey have equal rights. Referring to Prime Minister Tansu Ciller's earlier meetings with President Bill Clinton and German Chancellor Helmut Kohl, Menteşe said Çiller had convinced them that terrorism was not a Kurdish matter.

He said both Germany and France had taken brave decisions in banning

the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) organization. Menteşe noted that the state was struggling against terrorism by separating innocent people from terrorists. For that reason, he said, the state has a difficult job. "Otherwise the security forces could resolve the matter within a day. However, terrorists do not care. They just raid a tea house and open fire on people regardless of whether they are infants, young or old.

These are all innocent people who have no dispute with the terrorists," Menteşe said.

Although the state aimed to take terrorists alive, Menteşe said, this was not possible, because when called on by the security forces to surrender, the terrorists responded by opening fire.

Menteşe emphasized that no group would be able to divide Turkey, a country where all ethnic groups had contributed to the delineation of borders. In a separate development on Wednesday, the former chairman of the Turkish Industrialists' and Busi-



Interior Minister Nahit Menteşe

nessmen's Association (TUSIAD) said that the Southeast problem did not only consist of terrorism. Boyner said that if Turkey wanted to play in the same league with the Western countries, it should not adopt a policy based on striking the region to solve the matter.

Çiller says Britain to ban separatists

Scotland Yard starts investigating PKK

■ PKK asks Greece for political support during EU term presidency ■ French interior minister justifies clampdown on PKK groups

TDN with wire dispatches

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller said on Wednesday that Britain would soon impose a ban on the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Speaking at the True Path Party (DYP) General Executive Board (GİK) meeting, Çiller said that following similar bans on the PKK by Germany and France, other European countries would soon outlaw the PKK.

Çiller disclosed that she had received a message from British Prime Minister John Major on the issue, adding that the ban would be enforced in Britain in the near future.

"Our shuttle diplomacy will soon yield affirmative results," Çiller said.

Meanwhile, in the wake of parallel action by France and Germany banning the PKK, the organization has asked Greece for political support during its European Union term presidency starting on Jan. 1, 1994.

An article by Cemil Aslan in the Greek daily *Simera* alleged Wednesday that all Greek political parties were agreed on extending political support to the Kurdish cause.

Aslan, who identified himself as an official from the ERNK (the PKK's Popular Liberation Front) representative office in Greece, qualified Germany's ban and its subsequent demand for other European Union members to follow suit as a new inimical act targeting Kurdish people.

Pasqua justifies PKK clampdown

Following France's ban on two Kurdish groups named the Kurdistan Committee and the Federation of Kurdistan Cultural Associations and Patriotic Workers, French Interior Minister Charles Pasqua told a news meeting Tuesday that they were legal front organizations for the separatist PKK "which in France as in other European countries carry out terrorist or criminal actions which we cannot tolerate on our territory." He said the move, following the arrests earlier this month of 101 Kurds in a nationwide swoop on suspected supporters of the PKK, was imposed in parallel with

a crackdown in Germany. "We had the same problems, and we carried out an operation against PKK supporters before Germany did the same... It was a joint action by our police forces," Pasqua said. Germany last Friday banned the PKK which is fighting a separatist war for an independent state in southeastern Turkey, and the Cologne-based Kurdistan Committee.

Some of the Kurds under investigation in France, 24 of whom were charged with terrorist conspiracy, had extorted money from Kurdish businesses in France, Pasqua said.

Pasqua added that France's move was not directed against Kurdish people.

"We do not intend to emerge as sides to the conflicts between Kurds and the governments of the countries that they inhabit," he said.

Saying at least 60,000 Kurds lived in France and that the French felt sympathetic towards them, Pasqua disclosed that his government did not intend to take action against Kurdish associations that truly engaged in cultural activities. "Yet such sympathy must not blind us," he added, "the victims of such terrorist activity are more often than not the Kurds themselves."

The interior minister said attempts to reorganize the two organizations would be punishable by prison terms ranging from six months to two years, extradition, and the seizure of property.

A similar statement was made on Wednesday by German Interior Ministry Undersecretary Eduard Littner at a Bonn meeting with visiting Turkish Parliament Deputy Speaker Mustafa Kalemli. "Even if they dare reemerge under different names, we'll carry on our struggle against them," Littner told Kalemli. Meanwhile, a spokesman for the Kurdistan Committee, a mouthpiece for the PKK in France, denied his group was a front for the PKK.

"We have no direct links with the PKK. The fact is that the PKK exists wherever there are Kurdish people," Azad Dere said, "We simply tell people about the repression that is going on in Turkey."

"The French government, like the German government, is trying to please the Turkish govern-

ment. The ban is against the French constitution," Dere said.

London police probe alleged Turkish extortion

In another development, London police is reported to be investigating allegations of extortion and blackmail by the PKK and Dev-Sol (Revolutionary Left), an outlawed leftist organization with operational links to the PKK, Scotland Yard said on Tuesday.

A special unit was set up earlier this month to this effect after a spate of complaints from Londoners of Turkish or Kurdish origin that "terrorist" groups were blackmailing them, a spokesman said. Seven men of Turkish or Kurdish origin had been arrested and charged with offences related to alleged extortion or blackmail in the past two months, he said. He could give no details as the men were awaiting trial.

"I can confirm that there is a special unit for victims of alleged extortion and/or blackmail in Turkish and Kurdish communities," he said. The unit was operating in Stoke Newington, north London, which has a large Turkish community. Police have set up a hot line telephone number for victims. BBC television reported Tuesday night that police were investigating up to 30 allegations of extortion in London's Turkish/Kurdish community.

The PKK and Dev-Sol have been linked to recent bombings in London of Turkish targets, including banks and airline offices.

Belgian *Le Soir*

In an analysis of France's ban on the PKK-linked organization, the Belgian daily *Le Soir* said Kurds settled in France were themselves responsible for what has happened.

"Kurdish-origin terrorists in Europe paved the way for what was destined to happen, by attacking Turkish interests throughout Europe," it said.

The paper added that representatives of the Belgium-based Kurdistan Committee had come to accept that acts of violence directed towards Turkish representative offices were the result of a mistaken policy.

Ankara denies border trade with Iraq to be revived soon

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara on Wednesday denied press reports claiming it was about to revive lucrative border trade between Turkey and northern Iraq.

Turkish Foreign Ministry Spokesman Ferhat Ataman said during the ministry's weekly press briefing that no decision had been made regarding the resumption of cheap Iraqi oil imports by Turkish trucks.

Iraq has agreed to abide by U.N. Security Council Resolution 715 on the long-term control of weapons of mass destruction, Ataman explained, which has opened up discussions regarding the possibility of Iraq resuming its oil exports.

"However, this depends entirely on Iraq's compliance with Resolution 715. U.N. officials

have to see the extent to which Iraq does comply with the resolution," Ataman said, adding that this could take as long as six months.

Ataman added meanwhile, that compliance with Resolution 715 did not mean that the entire embargo on Iraq would be lifted.

"This depends on other prerequisites such as Iraqi recognition of the Kuwaiti border, and the return of Kuwaiti war prisoners," the spokesman said.

Turkish aid to northern Iraq

Meanwhile, Ataman said on Nov. 10, total Turkish aid to northern Iraq stood at 5,181 tons, of which 1,587 tons have already been distributed. He said that 2,386 tons of food aid had been sent to the town of Erbil, of which 597 tons have

been distributed to some 64,000 people, while 1,906 tons of aid have left for Süleymaniye. Of this, 658 tons have been distributed to some 89,000 people.

Meanwhile, 41,000 people in the region of Dohuk have received 339 tons of the 888 tons earmarked for the region.

Aid to Azerbaijan

Turkey has continued sending aid to the two refugee camps in Azerbaijan, Ataman said. A third consignment of goods is to leave for the region today.

Turkish aid to the camps includes 20,000 blankets, 2,300 tents, 3,500 water tankers, 200 water purifiers and unspecified quantities of clothing and medicine.



Historic agreement with Syria

HÜRRİYET said that a secret protocol was signed between Turkey and Syria in Ankara on Nov.20. With this historic agreement, Syria admitted for the first time that the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) is a terrorist organization. The protocol was signed by Turkish Security Director General Mehmet Ağar and Syrian Interior Minister Gen. Badr Al Hassan, who heads the country's secret services. If it gets implemented, Syria will not harbor the PKK on its soil anymore and return PKK leader Abdullah "Apo" Öcalan to Turkey immediately if he is caught.



Saddam's message to Çiller

CUMHURİYET said that Iraqi leader Saddam Hussein has assured Prime Minister Tansu Çiller that the Iraqi government forces would not attack the Kurdish population in the northern part of the country if the Turkey-based Poised Hammer Force (officially known as Provide Comfort) leaves. Saddam's message is in the vein of: "The Kirkuk-Yumurtalik pipeline (closed since the Gulf War) must be reopened. The Poised Hammer force, which contributes to the establishment of a Kurdish state in northern Iraq, must go. Iraq has fulfilled most of the conditions put forth to have the United Nations embargo lifted. The embargo is damaging Turkey too. Let us start bilateral talks. A Kurdish state to be established in northern Iraq would be a threat to the national security of both Turkey and Iraq. let us conclude an agreement and move together on this issue."

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

FRA0111 4 I 0203 BEL /AFP-PW15
 Allemagne-Kurdes

La police obtient l'évacuation sans violence d'un centre culturel kurde

HAMBOURG (Allemagne), 3 déc (AFP) — Une soixantaine de Kurdes qui occupaient depuis jeudi soir un centre culturel kurde à Hambourg malgré une interdiction policière ont accepté d'évacuer les lieux dans la nuit, à l'issue d'une longue négociation, a-t-on appris vendredi de source policière.

Des représentants du SPD (Parti social-démocrate), des Verts et de l'église ont participé à la négociation aux côtés des policiers, précise-t-on de même source.

Jeudi soir, des affrontements entre militants kurdes et policiers avaient suivi une manifestation pro-kurde qui avait rassemblé dans le calme environ 2.000 personnes. A l'issue de ces échauffourées, environ 70 personnes ont été interpellées, tandis que 62 manifestants parvenaient à occuper le centre culturel.

De nombreux centres culturels kurdes ont été occupés depuis près d'une semaine, pour protester contre l'interdiction en Allemagne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKKK, séparatiste). Cette mesure a été prise par les autorités allemandes à la suite de la multiplication des violences de Kurdes de Turquie sur le territoire allemand.

mlm/vdr/br
 AFP 030759 DEC 93

Western Europe Moves on Militant Kurds

Murat Yetkin

In a long-awaited move by Ankara, the German government outlawed the Kurdistan Workers' Party (PKK) on Nov. 25 in Germany and banned legal institutions in that country which have been affiliated to that organization.

The institutions which were declared illegal by German Interior Minister Manfred Kanther were 35 associations and companies across Germany, including the National Liberation Front of Kurdistan (ERNK), the Kurdistan Committee, a Kurdish cultural and political federation and the radical Kurdish news agency Kurd-Ha. The decision came after a two-day meeting of the interior ministers of the 16 states in Germany.

Ankara was actually tipped off in advance about German Foreign Minister Klaus Kinkel's decision. On Nov. 24, Kinkel called Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin and said the ban would be enforced the next day. He proposed that since the British Foreign Minister Douglas Hurd was visiting Germany, they could hold a tripartite meeting with Turkey on a broad range of matters, including security. The next morning he called Çetin again and said that from 6 a.m. German police had started to implement the ban.

Well over 100 measures are being adopted throughout the regional states to seize the assets of the banned organizations, including searches of clubs, businesses and homes and the seizure of the contents of post office boxes and bank accounts, as Interior Minister Kanther said in a statement after the decision's announcement.

"The PKK has been banned because it uses violence as a means to reach its goals," he said. "Foreign extremism must be fought with determination. Germany must not become a battlefield for foreign terrorists."

The PKK actions which forced Kinkel to use the expression "the glass is full and overflowing" were a series of attacks by the Kurdish militants against Turkish consulate buildings and companies in Europe, and in Germany earlier in November. One demonstration caused the death of a Turk.

When these events were added to the usual claims of extortion, money laundering and even drug trafficking by the PKK, it was in the German interest to ban the PKK as well.

France had taken harsh measures a week before against the PKK militants in four of its cities and opened court cases against 21 militants, accusing of them involvement in activities on behalf of a "terrorist organization," meaning the PKK. France re-

newed its clampdown on the PKK on Nov. 30, and banned two more Kurdish associations, accusing them of "illegal" activities in connection with the PKK. French Interior Minister Charles Pasqua's words on the move were much the same as those of Kanther. France was not going to allow itself to be turned into a battleground for radical groups.

With 400,000 Turkish citizens within its borders, more than 50,000 of them of Kurdish origin, France has been one of the main bases of the PKK in Europe.

But Germany, with 1.8 million Turkish citizens, more than 400,000 of them being of Kurdish origin, has been the core of the PKK's network in Europe and a major source of finance and recruits for its nine-year-old armed campaign against Turkey for an independent Kurdish state. More than 11,000 people have been killed in that campaign so far in east and southeast Turkey. Turkey has been telling Germany and other allies in NATO that the PKK aims to carve out a portion of its territory, the integrity of which has been guaranteed by the Western alliance. The response used to be quite discouraging for Ankara. In 1991-92 Germany suspended its military assistance to Turkey, saying that some of it was being used to suppress the Kurdish insurgency, not to protect borders.

To be frank, that attitude changed when Germany's former Foreign Minister Hans Dietrich Genscher resigned from his post in May 1992 and was replaced by Kinkel.

This change in attitude can be summarized in general terms as allowing Turkey to get closer and treating it as a member of the (European) family, instead of pushing it away and antagonizing its public and government.

If Europe needs a strong and united Turkey as a buffer zone between itself and a region of territorial disputes, political instabilities, autocratic regimes and radicalism of every kind, it should help Turkey to solve its major problems.

Confirming the rationale behind that policy, the Turkish people, media and the government warmly welcomed the move by Germany in outlawing the PKK.

Many people knew that Bonn's blow to the organization would not have a significant impact on the 5,000-strong network of militants in the country in practical terms. Working professionally, they have already transferred a major part of their bank accounts to individuals, and secured their computer records and top-secret documents, though perhaps

they did not expect such a large-scale operation.

The real blow to the PKK was the show of political will by two major Western European countries against them.

Similar actions are now expected by both Ankara and by Bonn and Paris from other European capitals. We can include London to that list. The British government has not outlawed the PKK yet, but British officials said that Scotland Yard is preparing a special plan to prohibit the "illegal" activities of its affiliated organizations.

A security-summit of the interior and justice ministers of the 12 European Union countries has served as a very good example of the pressure which has started to be put on those countries not taking a strong stand against the extensions of the armed dissident groups, and those who think that the best way to prevent their attacks is to be on good terms with them. (Despite the fact that Europe has seen the result of this attitude in France. Because of the Armenian community there, French authorities turned a blind eye toward the armed activities of the illegal group ASALA against Turkish targets from the mid-1970s onwards, until the groups' bombs started to claim the lives of French people in mid-1980s.)

Belgium, for example, was strongly criticized by Spain for sheltering two militants of the secessionist Basque organization ETA. It was again Belgium which was reluctant to outlaw the PKK, saying that PKK activity in that country had not reached the level seen in Germany.

The headquarters of the ERNK, whose branch in Germany was banned, was in Brussels, and its spokesman Kani Yilmaz had threatened European -- including Belgian -- tourists that it may cost them their lives if they travelled to Turkey next summer, in a Brussels press conference a day before the summit.

Greece's attitude was the most typical and exemplary. German Interior Minister Kanther revealed after the summit that it was only Greece which had opposed including the PKK on the EU's list of "terrorist organizations." Perhaps Turkey's allies in Athens plan to use this double edged sword as their latest weapon to weaken Turkey.

West European capitals started to give a message to Turkey by taking strong measures against the PKK, hints of which were contained in the statement by Kinkel after Bonn's decision to outlaw the PKK. He said the German move on the PKK did not mean that Germany was no longer interested in the state of human rights of people of Kurdish origin in Turkey.

Listening to the words of Ankara, European capitals started to discriminate between the

PKK, that means political violence, and the Kurdish problem.

Now their message to Ankara is: we'll help you in solving the PKK problem.

And you have to try means other than military ones to solve the Kurdish problem. This seems essential for Europe's security and stability as well, if it is considered that the commercial borders of Europe will include southeastern borders of Turkey when the country adopts the customs union with the EU in 1995.

The cost or perhaps the gift to Turkey of the European contribution to solving the PKK problem seems to be convincing Ankara of the need for a political solution to the Kurdish problem, which will possibly be a key factor in Turkey's political integration with the EU. ■



PROTESTING THE BAN- The German government's decision to outlaw the PKK outraged Kurdish militants who occupied the banned associations, displayed their flag and shouted chants condemning the move. A PKK spokesman in Cologne denounced the decision as a "grave political mistake" and threatened German interests because of their backing of Turkey. The photo shows a Kurdish militant shouting slogans next to a PKK flag.

Reuter Wirephoto

Special Dossier: Operation North Iraq, Once Again...

Ismet G. Imset

As European countries one after another cracked down on the PKK, Turkey launched a new cross-border operation into northern Iraq reportedly to destroy camps used by this organization for military attacks.

Prime Minister Tansu Çiller on Tuesday gave information of the attack in an uncommon way, in a speech to her True Path Party (DYP) parliamentary group, and not to the public. Somewhat overjoyed by her over-promoted role in the Euro-crackdown, Çiller entered the group meeting where the Iraqi operation was her new trump card. According to her, Turkish planes had swooped down on nine separatist bases in northern Iraq and in 16 sorties had destroyed them.

Both her report to the group and a press statement issued later in the day by the prime ministry stressed that helicopters had been used for surveillance purposes and absolutely no damage was inflicted on civilians.

The written statement said the Nov.29 air raid was conducted in an area of 400 square kilometers running 40 kilometers wide and 10 kilometers inside Iraqi territory. "The closest civilian was four kilometers from the targets," it read.

On the Kurdish side of the border, however, the argument was different.

In a written statement, Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) claimed on Tuesday that the planes had actually hit two villages in chairman Barzani's hometown of Barzan and that three people were killed. There was also the claim that six children had been injured.

Despite this allegation and a strongly worded condemnation of "indiscriminate Turkish attacks on Kurdish villages," there was no outcry or great fuss over the incident. The attack had taken place a day before a crucial meeting in which the Turks and Kurds were laying down plans on how to deal with the PKK in the future.

The Kurds say Turkey is seeking every opportunity now to blame them for the activities of the PKK whereas this organization is already out of the border region.

Until October 1992, when Turkish troops moved into northern Iraq to assist an Iraqi Kurdish crackdown on the PKK, this separatist movement had about a dozen camps on the Iraqi side of the border which it used both for training and cross-border attacks on Turkey.

The situation today, though, is very much different.

Why Zaleh?: Indeed, only about a year ago the much publicized operation launched against the PKK in Kurdish-controlled north Iraq aimed at cleansing the region from terrorists, ended with an official statement that around 4,000 militants had been made "ineffective." Turkey argued

then that hundreds had been killed. The Iraqi Kurds said later that the death toll was lower than 200 but about 2,000 PKK fighters had surrendered.

It was then that Turkish gendarmerie officials reportedly asked Iraqi Kurdish leaders to secretly give them the surrendered militants. But the request was turned down on the grounds that there were too many innocent people among the PKK, including women and children, who had fled to the mountains. In the words of one senior Kurdish official, "Kurds could not just kill Kurds who were running away from death."

Thus, despite protests from Ankara, and even from within the Iraqi Kurdish movement, Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jafal Talabani arranged for the militants to be moved southward, where they could not conduct any attacks on Turkey. Last week, Turkish Probe travelled to the region and asked both Barzani and Talabani the reasons for this decision. Also, along with two other Turkish journalists, this reporter attempted to enter the Zaleh camp -- where the PKK was resettled.

As far as the Kurdish government was concerned, their agreement with the PKK last year was for all fighters of this organization to surrender. In return, they were resettled on condition that they also surrender their weapons, never again conduct attacks on Turkey over Iraq, and turn to political activities only in Kurdish territory.

According to Barzani, though, even this was a great mistake. As great as choosing Zaleh to shelter the militants. For, whatever plans the Kurds had made, the PKK had its own plans which it put into practice.

"They never did respect the agreement and violated it from the first day," Barzani says now, overtly sorry that he ever trusted the PKK. "They are not worth being trusted." In his own words, the choice of Zaleh was also very wrong because it gave the PKK the opportunity to move into Turkey -- even if not over Iraq -- and create new problems for the Iraqi Kurds.

Zaleh, an area immediately on Iraq's border with Iran, is about 250 kilometers from the Turkish border and in a very rugged mountainous territory. But it is a main crossing point between the two countries which has, since last year, given the PKK a natural corridor into Turkey. From here, most of the militants controlled by Osman (Ferhat) Öcalan, have crossed into Iran. From Iran, they have either gone upwards to Armenia, where the PKK now has training camps, or back into Turkey. Talabani insists that there are still some 1,000 militants in the camp and that in practice it is under Iraqi Kurdish control. He also says he does not know how the PKK got weapons, if any, since they were disarmed.

In reality, the PKK was never disarmed. After surrendering, they were packed up in special buses, taken to Irbil

where they were placed into a special guest hotel run by the PUK, and then transferred to the border.

Also, contrary to what Talabani says, what can be observed is that the Iraqi Kurds are not in complete control in Zaleh. For months over, using this new corridor crossing from Iranian territory, the PKK has infiltrated into Turkey and the Kurdish leaders are now having trouble in explaining why it came to this.

Barzani says it was a mistake, since after going to Zaleh the PKK got open Iranian backing and "there is no way to control it."

When asked why the Iraqi Kurds did not just get rid of the PKK problem from the very beginning, or why this organization was not completely destroyed, Talabani's answer is more complicated:

"We could not destroy them," he says. "When they were in Hakurk (the area where the borders of Iran, Turkey and Iraq meet) they had Iranian support. Iran gives them arms and ammunition.

They were able to go there and return. If we had tried to destroy the PKK, it could have fought with us for years and years. A second reason is that the Kurdish public opinion does not accept fighting the Kurds. The PKK enjoys strong mass support and is a big organization. The third reason is that the PKK was able to block the road from Diyarbakır to Iraqi Kurdistan, to cut all links between Iraqi Kurdistan and Turkey." To be more clear, the PKK had literally frightened the Iraqi Kurds.

PKK in Iraq: As Barzani explains, the PKK's existence in northern Iraq started immediately after the 1990 Iraqi campaign against the Kurds. Once the area was evacuated by hundreds of thousands of civilians frightened by Baghdad's advancing forces, the PKK moved in.

In this period, Turkish Probe has documentation showing close contact between the Iraqi intelligence, Mohabarat, and the PKK. During the war with Kuwait, the PKK was also collecting intelligence on Turkish and U.S. military activities for the Saddam regime.

After 1991, though, the Iraqi Kurds started to resettle and this led to a repopulation of the border region. This disturbed the PKK, which tried to resist and maintain its control in certain areas, and developments, as well as escalated tension with the Kurds, led to the 1992 operation.

Both Barzani and Talabani now argue that there is no serious PKK presence in the border zone, but for small groups of 20 to 60 fighters which use mainly the snow-covered paths to reach Turkey. On Nov. 15, the Kurds launched another operation but ended up without finding anything. A film they took shows two Turkish officers also saying the PKK is nowhere to be seen. The only serious presence of the PKK, in the sense of having an established base, is in Zaleh.

There, the militants are in control and have literally declared the area a military zone. Even the PUK enters this border crossing point with permission from the PKK, which is armed, training and insistent. It is refusing to move. And, the Iraqi Kurds are now well aware that if nothing can be done about this organization, they may have to suffer dearly for their lifeline, Turkey, is getting more and more impatient.

Provide Comfort: Obviously a crucial link in the whole issue is the multinational task force based in Incirlik, Turkey, to protect the Kurds, and many regional officials believe that if part of Turkey's concern over the PKK pres-

ence in Iraq is sincere, another part is exaggerating it for political purposes. Talabani argues that Prime Minister Tansu Çiller and other politicians may be using the issue for domestic political consumption -- turning attention abroad at a time Turkey's own campaign on terrorism is yielding little results.

But both leaders believe, observing the debate in Turkey, and claims that Operation Provide Comfort is also supporting the PKK, that the coalition forces should not be used as a instrument of blackmail against the Kurds.

"What I really deny is the blackmailing of Kurds using this Incirlik base as a tool, as a strict over our heads" Talabani says. Barzani believes the extension of the mandate of the multinational task forces is crucial for the Iraqi Kurds. Talabani also carefully recalls what the late President Turgut Özal had said. "That there are other ways for the allied forces to protect the Kurdish people, and that if Turkey failed to participate it would lose its influence over this force as well as its participation in dealing with events in northern Iraq."

He thus concludes that whatever the debate, it is in the interest of the Turkish government to extend the mandate for Provide Comfort.

Talabani also implies that the recent attention focusing on PKK activities in northern Iraq may be part of the plot against these forces -- noting that for ten months there was not a single attack over Iraq on Turkey, but suddenly when the mandate issue came on Turkey's agenda, the PKK issue surfaced at the same time.

As for Barzani, he strongly argues against claims that the multinational task forces dubbed "Hammer Force" by the Turkish public, has led to a vacuum of authority in the region, and that this vacuum is serving the PKK. "Such claims are lies," he says, recalling that Turkish officers are continuously observing the activities of this force and that nothing could be done without Turkey knowing it.

But it is clear that whatever attitude they take, both are worried that the PKK issue could affect the future of this force as well as future aid to be given to Iraqi Kurdistan.

More Problems: About 3.5 million people in northern Iraq are now preparing to meet a harsh winter under the protection of the multinational task force, and already with enough on their minds without having to think of the PKK.

Despite Saddam's self-styled embargo on the north and the United Nations Security Council sanctions on the whole of the country, there is serious reconstruction activity in the Kurdish controlled areas.

Following the money crisis this year, with Saddam's withdrawal of 25 dinar notes from the market, economic problems have doubled. Inflation on principle foodstuffs alone is enough to make the masses worry.

Still, this region, which has suffered much from war, is now pulling itself together step by step. And, within this resurrection, there is a great amount of Turkish influence which Ankara could turn to its advantage in the near future. Kurdish television stations are continuously showing Turkish films and news programs, radios are casting Turkish music, the streets are full of Turkish cassettes, and the cinemas are screening Turkish movies (even if they are soft porn movies) It is as if the whole region is in hunger for Turkish culture, and this alone stands as proof that the Kurds are not natural enemies of the Turks, as some racist circles have recently started to argue. They are natural friends.

Moreover, Turkey is the life line of this region. From its

economy to electricity, television to daily foodstuffs, Iraqi Kurdistan depends more and more on Turkey, and the Kurdish leaders are therefore worried about what is going on in Ankara. They have too many internal problems but are aware that as long as Turkey cannot solve her own problems, they are bound to share the Turkish burden as well.

Thus, it can also be observed that both Talabani and Barzani express their concerns openly now, even to the extent of criticising Turkish policy which, they say, is leading to a growing regional crisis by strengthening the PKK.

Turkish Policy: In order to improve their own ailing economy and to survive, if need be, without Baghdad, the Iraqi Kurds need Turkey but a Turkey which will not bring them further problems.

Thus, despite their ethnic sympathies for the Turkish-Kurdish people, and even their "understanding" of the position of the PKK, they are against this organization. Both the PUK and KDP accept that its terrorist methods cannot be approved of. What angers their leaders is that the PKK has come to a level which it does not deserve to be at.

Talabani says without any reservation that he condemns terrorism in all forms and cannot accept any activity directed at innocent civilians. "Everyone knows that we have always criticized the killing of women and children in the villages, the burning of villages, the destroying of villages and houses," he says.

According to this leader, "the PKK is claiming to be a Marxist-Leninist organization, but in fact it is a nationalist organization... not well experienced. Most of their leaders are immature, and some of them are extremists."

As for Barzani, his criticism of the PKK appears to be stronger. "Our party and our government are totally against PKK terrorism," he says, noting also that this organization has extensive support from Baghdad, Iran, Syria and Armenia. Despite their differences in criticising the PKK, though, both leaders agree that Turkey can only solve its problem with the Kurds through peaceful dialogue with legitimate representatives -- which can only be achieved by allowing political alternatives to the PKK on the legal platform.

Talabani here, is strong in his criticism. According to him, "the Turkish hard-liners are the best friends of the Kurdish hard-liners... They are helping each other very much; they are exchanging assistance by encouraging people to go to either side. Turkish hard-liners are always strengthening the PKK. Look at the PKK and you will see it is stronger than last year. This is because of the acts of the Turkish hard-liners." "The best solution is to give rights through peaceful and democratic means. To try to end it with military methods is not a solution. Just the opposite -- it helps the PKK. But to seek a solution through peace and democracy along with military measures is also good," is what Barzani says.

Their mutual belief is that the main reason behind the strengthening of the PKK, is the lack of a political or peaceful solution to the problems of the Kurds in Turkey. "And the PKK is using this, using the nationalist feelings of Kurds to show that it is the defender and protector of Kurdish rights and demands," Talabani concludes.

Neither believe in claims from senior officials in Ankara that the PKK problem can be overcome this year or the next with the current policies, and both reflect their peoples' criticism as well, of hardline policies which are inflicting harm on Kurdish civilians in the Southeast.

Barzani's remark that "the Kurds cannot be liquidated

through war. Nowhere, neither in Iraq, nor in Iran, or Turkey, and that the Kurds cannot achieve anything through terrorist methods," seems to sum up their views.

Working on a Solution: Aware one way or another that the PKK is a mutual problem, the Iraqi Kurds are now working on a solution in their own way. Part of this is based on strengthening their presence along the border area. Although he does not say it openly, Barzani implies that an operation in Zaleh is also imminent. The Kurds may actually get rid of the PKK there -- which would only mean that the separatists will use Iran instead.

There are about 50 fixed border stations in the border zone with Turkey, and these are run jointly by PUK and peshmergas. But the Kurdish complaint is that their army, some 4,000 men, is not enough to control everywhere.

They even argue now that if there is infiltration, this is from Turkey into Iraqi Kurdistan and not vice versa. In other words, if Turkey cannot secure its own border with 180 thousand men, how can the Kurds, with their own problems, do it with only 4,000?

Still, it appears that under the current circumstances they are doing their best and whatever differences may be sensed in their approach to the PKK, both the PUK and KDP want to get rid of this problem.

Barzani has lost all hope of forcing the PKK to pull its act together and has suffered more than anyone else from this organization's activities. Always, during cross border incursions by Turkey, his territory was the target. And always he has been a primary target for the PKK.

Only last week, the regional Kurdistan government issued a strongly worded condemnation of the PKK, after militants of this organization attacked a peshmerge base in Basiya village in Argush district and killed three Iraqi Kurds and took 12 others as prisoners.

Kurdish public opinion is also heavily against the PKK, but always with a touch of sympathy, owing mainly to Turkey's military based policies put into effect in the Southeast. With or without Ankara's press blackout, and the auto-control of the Istanbul press, the Kurds in the region know what is going on and often, during conversations, draw similarities to what happened in Iraq as well.

The most commonly heard remark in that part of the region is: "Look, see what Baghdad did to us and see the result..." In this way, despite their strong feelings against the PKK, many Kurdish officials are approaching the issue in a cautious way.

Thus, they also fear that persistent Turkish operations on northern Iraq will weaken their hand even further, especially when damage is done to civilians and/or civilian settlements.

The Kurds, hate the "carrot and stick treatment," if it can be called that. And they do not believe that civilian losses in such operations are the result of mistakes. The general belief is that these aim at taming them and the warning is that such policies have always backfired.

Northern Iraq needs Turkey to survive and it needs Turkey more than ever. What the Kurds ask now is more understanding from Ankara, better cooperation in the fields of economy and security, and a breath.

The concern is that any preemptive move by Turkey would line the people behind the PKK and make it even more difficult for this organization to be tackled with. And indications are strong that soon, in the coming days, the Kurds themselves will be taking dramatic action against this organization. For they do not want Operation North Iraq, once again... ■

Turkish Probe December 2, 1993

17

The Week in Perspective

NOV. 23 U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali announces his plans to resume intensive contacts aimed at building confidence between the two Cypriot communities after the Turkish Cypriot elections scheduled for Dec. 12. In a written report to the Security Council, he also recommends a further six-month renewal of the 1,200-member U.N. Peacekeeping Force in Cyprus (UNFICYP) when its current mandate expires on Dec. 15.

NOV. 24 The PKK attacked an Iraqi Kurdish base in northern Iraq, killing three people and capturing 12 others, an Iraqi Kurdish envoy to Ankara says. About 150 Turkish Kurds on Nov. 18 attacked the base at Baziyah village in El-gush district, less than 5 kilometers (3 miles) from the Turkish border, says envoy Safeen Dizayee.

NOV. 25 Greek Energy and Trade Minister Costas Simitis says Athens disapproves of a project aiming to create an electricity network between Europe and Turkey. Simitis adds his government does not wish to see the network link and will not endorse a project that will connect Turkish and Italian electricity networks via Greek territory.

NOV. 26 German authorities outlaw the PKK in Germany. Bonn's decision is immediately followed by raids on homes and businesses belonging to the organization. PKK assets are seized and its subsidiary organizations are banned in the raids which come as a concentrated effort to stop attacks on Turkish establishments in Europe.

■ Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Mus Deputy Muzaffer Demir files a complaint against a Kurdish tribal leader from the Southeast region who has spoken Kurdish -- despite an official ban on it -- on a TV program aired on state TV.

NOV. 27 In Cologne, several thousand Kurds take part in a rally marking the 15th anniversary of the founding of the PKK. Speakers call on Germany to lift the ban imposed on Friday, three weeks after spectacular attacks on Turkish offices across Germany and Western Europe blamed on the PKK. Other Kurdish protests are held in Stuttgart, Mannheim and Leverkusen against the ban.

NOV. 28 An opinion poll conducted by the TDN among 298 deputies in the 450-seat Parliament reveals that 77.18 percent of those polled do not believe votes will represent free will in the local elections of March 1994 and that

74.83 percent demand elections be held in March 1994 as previously announced.

■ Prime Minister Tansu Çiller reshuffles her Cabinet, changing five ministers of her own True Path Party (DYP). She replaces Rifat Serdaroğlu with Kazım Dinç as health minister and names four new ministers of state, Ali Şevki Erek, Mehmet Ali Yılmaz, Abdülbaki Ataç and Nurhan Tekinel. They replace Mehmet Gazioğlu, Güneş Müftüoğlu, Mustafa Çiloğlu and Ahmet Şanal.

■ Turkish troops shell suspected PKK bases on Mount Ararat. Security forces, meanwhile, kill nine PKK insurgents in clashes in Diyarbakir.

■ Greek Foreign Ministry official, Theodoros Pangalos, accuses Germany, England and Turkey of forming a joint policy for the Balkans describing it as contrary to European Union solidarity.

■ Heavy snowfall blankets much of eastern Turkey, cutting off more than 3,000 villages. Roads are clogged with deep snow and flights from the eastern city of Van are canceled.

NOV. 29 Prime Minister Tansu Çiller unveils a tax package that will cut rates for low-income workers and impose a luxury tax on jewelry, furs and other items.

■ Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk leaves for Ukraine saying he will alert Black Sea Economic Cooperation (BSEC) nations of a possible PKK infiltration into these countries following the banning of the organization in Europe.

NOV. 30 Turkish warplanes have carried out a five-hour strike on nine separate targets in northern Iraq, Prime Minister Tansu Çiller discloses. Çiller says the targets of the air raids were PKK camps and that no civilians were harmed. Iraqi Kurdish officials claim that the attacks targeted two villages and left three civilians killed and six children wounded.

■ France bans two Kurdish groups, widening its crackdown in which activists have been charged with terrorist activity in a separatist campaign against Turkey.

■ Turkish and Iranian security officials begin talks in Ankara on securing their border against drugs, arms smugglers and PKK terrorists.

■ The PKK orders the closure of all "educational institutions" in the Southeast, warning that it would place "violators of the ban" among its targets.

■ An Istanbul court orders the release of six Manchester United soccer fans who had been jailed for nearly a month on charges of ransacking a hotel.

COURRIER - 2 DÉCEMBRE 1993

REVENDEICATION

Le meurtre de la place Neuve est politique

Tué en pleine rue, le mois dernier à Genève, un Kurde a été victime d'un crime politique.

Le ressortissant kurde abattu le 6 novembre en plein jour à Genève a bien été victime d'un crime politique. Le meurtre a été «revendiqué» par un mouvement politique turc illégal, le TKP-ML-Harekati, de tendance marxiste-léniniste. L'information parue hier dans le quotidien «Le Matin» a été partiellement confirmée par le

juge d'instruction Jean-Pierre Trembley, en charge du dossier.

Interrogé par l'ATS, le juge Trembley a précisé qu'il avait obtenu le document - en fait, un tract - par le biais des autorités allemandes. Il circulait clandestinement dans les milieux kurdes en Allemagne. Par ailleurs, il s'agit plutôt d'un avertissement que d'une revendication, a souligné le magistrat genevois. Le texte relate en effet la mort à Genève du Kurde et en use pour «avertir» ceux qui seraient tentés de «trahir» du sort qui les attend. Le défunt aurait été ainsi exécuté par un autre membre du TKP pour avoir «trahi» l'organisation dans laquelle il militait en travaillant pour le compte de l'Etat turc, rapporte le journal vaudois. Le Kurde avait été tué de plusieurs balles dans le dos en plein après-midi à la place Neuve. Son meurtrier l'avait poursuivi avant de l'abattre sous les regards effarés des passants. Le tueur n'a toujours pas été retrouvé. **ATS**

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Press

FRA0546 4 GI 0257 FRA /AFP-NZ40

France-Kurdes

3.000 à 4.000 personnes manifestent à Paris pour la libération des Kurdes emprisonnés

PARIS, 2 Déc (AFP) - Trois à 4.000 personnes ont manifesté jeudi en début de soirée, de la place de la République à la place de la Bastille, pour réclamer la libération des Kurdes arrêtés en France le 18 novembre, a-t-on constaté sur place.

La manifestation, à laquelle avait appelé une vingtaine d'organisations syndicales et partis politiques dont le PCF, la CGT, le MRAP, SOS Racisme, la LCR et Yekkom-Kurdistan s'est dispersée dans le calme peu avant 20H00.

Les manifestants, pour la plupart d'origine kurde, ont défilé aux cris de "à bas le régime fasciste" et "viva PKK", le Parti des travailleurs du Kurdistan, en rébellion contre Ankara.

Lundi dernier, une précédente manifestation, à l'appel de Yekkom, avait été interdite par la préfecture de police et 150 personnes avaient été interpellées place de la République.

Mardi, le gouvernement français avait adopté de nouvelles mesures à l'encontre des militants kurdes, en dissolvant deux associations kurdes en France qui émanaient, selon le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les organisations visées étaient le Comité Kurdistan et la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France, Yekkom-Kurdistan, ainsi que les sept associations que cette dernière regroupe.

Des membres de l'association Yekkom-Kurdistan participaient à la manifestation de jeudi soir.

PB/jg/ft

AFP 022005 DEC 93

FRA0152 4 GI 0188 FRA /AFP-QF90

France-kurdes

Parution des décrets de dissolution du Comité du Kurdistan et de Yekkom Kurdistan

PARIS, 3 déc (AFP) — Les deux décrets portant dissolution du Comité du Kurdistan, de la Fédération des associations culturelles et des travailleurs patriotes du Kurdistan Yekkom Kurdistan et des sept associations que cette dernière regroupe, sont publiés dans le Journal Officiel de vendredi.

Les deux organisations "provoquent à des manifestations armées dans la rue par les saccages, dégradations de locaux et jets d'engins explosifs auxquels elles se livrent" indiquent les décrets.

Elles "présentent le caractère de groupes de combat ou de milices privées en raison de la formation paramilitaire dans des camps d'entraînements, de l'obéissance et de la discipline auxquelles leurs membres sont soumis, de l'intention séditeuse qui les caractérise, qui les rendent aptes à des actions de commando".

Les décrets précisent aussi que le Comité du Kurdistan "se livre sur le territoire français ou à partir de ce territoire à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger".

SZB/jmg

AFP 030946 DEC 93

Le Monde - 2 décembre 1993

TURQUIE

L'aviation bombarde
des camps kurdes
dans le nord de l'Irak

L'aviation turque a bombardé des régions du nord de l'Irak à la frontière turque dans une série de raids contre des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui « s'apprêtaient à des actions » sur le territoire turc, ont indiqué, mardi 30 novembre, des sources militaires à Ankara. Les avions ont effectué seize sorties, a-t-on indiqué de même source. Aucune localité civile ne se situe à moins de 4 km des objectifs bombardés et les dirigeants kurdes d'Irak ont été informés à l'avance, selon les militaires. En Irak, des habitants du village kurde de Hisan, à la frontière turque, ont déclaré que deux personnes avaient été tuées et treize autres blessées lors d'un bombardement de l'aviation turque lundi sur un village qui n'abritait pas de base du PKK.

Par ailleurs, le ministre grec des affaires européennes, Théodoros Pangalos, a déclaré mardi qu'il n'était pas « prêt à conseiller » aux Kurdes de mettre fin à leur actions. M. Pangalos a déploré l'usage par les Kurdes du PKK de la violence pour « régler leurs problèmes et pour réclamer leurs droits ». Mais, a-t-il ajouté, « ont-ils un moyen pacifique pour exercer leurs droits contre leurs tyrans ? ». — (AFP.)

Le Monde - 2 décembre 1993

TURQUIE : Ankara plaide pour une concertation européenne contre le PKK. — La Turquie a appelé, mercredi 1^{er} décembre, les pays européens à « prendre des mesures conjointes et efficaces » contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Des décisions prises séparément par des pays « ne sont pas suffisantes pour la lutte contre le terrorisme », a déclaré le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, Ferhat Ataman, estimant que « des mesures conjointes et efficaces devront être prises par tous les pays en suivant l'exemple de l'Allemagne et de la France contre le PKK ». Ce nouvel appel du gouvernement d'Ankara aux pays européens intervient après l'interdiction, vendredi, par le gouvernement allemand du PKK et de trente-quatre organisations parallèles et la décision prise, mardi, par les autorités françaises de dissoudre deux associations kurdes en France. — (AFP.)



La guerre de l'Etat turc contre le peuple kurde : des massacres répétés depuis des années.

Avec le peuple kurde ce soir à Paris

Après la rafle du 18 novembre dernier et la récente décision du gouvernement Balladur d'interdire deux associations kurdes, une vingtaine d'organisations appellent à un rassemblement ce jeudi à 18 h 30, place de la République.

A l'appel d'une vingtaine d'associations, syndicats et partis politiques, dont le PCF, une manifestation de

solidarité avec le peuple kurde se déroulera ce jeudi à 18 h 30, place de la République à Paris. Cette initiative, décidée il y a deux semaines afin de « protester contre les arrestations arbitraires » opérées dans les milieux kurdes le 18 novembre dernier, prend une dimension nouvelle après la décision du gouvernement d'interdire, mercredi, deux associations kurdes.

Quelques jours après cette rafle, le représentant du Comité du Kurdistan, Azad Dere, avait déclaré que celle-ci « répondait à une demande du gouvernement turc ». « Ce que nous attendons du gouvernement fran-

çais, avait-il ajouté, c'est, au lieu d'encourager les massacres au Kurdistan, qu'il favorise une solution politique. » Cet appel n'a pas été entendu par Matignon qui a donc décidé — sans réaction de l'Elysée — d'interdire le Comité du Kurdistan et la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan (ainsi que les sept associations qu'elles regroupent).

D'habitude plus volubile, Charles Pasqua ne s'est pas laissé aller à quelques bavardages, mardi après-midi, lors de sa conférence de presse où il a annoncé et justifié cette décision

aparavant avalisée par le Conseil des ministres. Même gêné aux entournures, le message du ministre de l'Intérieur aura été on ne peut plus clair : « Aucune association ayant des activités délictueuses ne sera tolérée, même si elle ne fait pas d'actions chez nous mais en fait dans d'autres pays. » Et Charles Pasqua d'ajouter en guise d'avertissement : « Il y a une nouvelle majorité en France qui souhaite que l'on n'accepte aucune zone d'ombre sur le territoire. » Qu'importe alors, dans ces conditions, la liste — vraiment peu convaincante — des griefs de l'Etat français à l'encontre des deux associations kurdes...

Si la politique du gouvernement Balladur en matière de « sécurité intérieure » peut légitimement inquiéter tous les démocrates, à Ankara — où l'on si connaît en matière d'ordre —, on applaudit des deux mains. La réaction du gouvernement turc ne s'est d'ailleurs pas fait attendre : « La possibilité d'une coopération internationale contre le PKK existe maintenant. Quand nous disions jadis que le PKK était un mouvement terroriste, l'Occident nous contraît en évoquant les droits de l'homme. Il semblerait maintenant qu'il soit convaincu », a déclaré, dès mardi soir, un porte-parole du gouvernement turc.

Tellement « convaincu » qu'aucun commentaire, à Paris comme à Bonn, n'a été fait sur le bombardement de villages kurdes au nord de l'Irak par l'aviation d'Ankara. Après l'Allemagne vendredi dernier, qui a interdit, outre le PKK, 35 associations kurdes, la France vient donc — au nom de Maastricht, s'il vous plaît, et sans états d'âme — d'apporter sa pierre à la guerre sans merci que livre, depuis des décennies, l'Etat turc au peuple kurde.

Mobilisation dans les Deux-Sèvres

UN comité de soutien à Rojine Ayaz vient d'être créé dans les Deux-Sèvres. Il a publié l'appel suivant :

« Par décision du ministère de l'Intérieur, Rojine Ayaz est sous le coup d'un arrêté d'expulsion du territoire français. Actuellement arrachée à sa famille, elle subit une assignation à résidence à Saint-Pardoux dans les Deux-Sèvres. Le gouvernement français n'a rien à reprocher à cette jeune fille de

dix-neuf ans, elle n'est ni intégriste ni terroriste et n'a participé à aucun racket. Toute expulsion, notamment en Turquie, équivaldrait pour elle à un arrêt de mort. Tant qu'elle n'est pas libre en France, elle est en danger. C'est pourquoi le comité de soutien à Rojine Ayaz exige de M. le ministre de l'Intérieur, sous couvert de M. le préfet des Deux-Sèvres, de procéder à sa libération immédiate et à sa réintégration dans ses

droits antérieurs liés à sa carte de séjour en France. »

Cet appel a reçu le soutien du PCF, des Verts, de la FSU, de la CGT et des personnalités suivantes : Bernard Bellec, maire PS de Niort; Claude Juin, maire PS de Bessine, conseiller général, membre du conseil départemental du PS; Guy Vincent, adjoint PCF au maire de Niort; Robert Léon, adjoint PCF au maire de Niort et président de l'ADECRC; Mar-

cel Brelay, maire PCF d'Epanne; Marcel Eon, conseiller municipal PCF de Mauzé; Francis Vacker, secrétaire de la fédération du PCF; Jean-Claude Sureau, secrétaire départemental de la CGT; Daniel Fasanino et la section du PCF de Gâtines; Marie-Claude Raoul; Jean-Claude Morisson; Dr Fasanino-Royer; M. et M^{me} Warszawski; Nadia Vacker; Elisabeth Didier; Jean-Pierre Gélot; Marc Guittou.

Opinion

**Bons
et mauvais
Kurdes**

D Pasqua vient de découvrir de nouveaux réseaux terroristes : les associations de toutes natures regroupant des Kurdes réfugiés en France. Ces organisations agissent publiquement depuis des années et les autorités ne peuvent ignorer leur existence. S'il s'agissait véritablement de repaires de terroristes, cela signifierait que les services qui renseignent Pasqua et ses prédécesseurs sont complètement aveugles. En fait, il est clair que la répression qui frappe les Kurdes, en France comme en Allemagne, résulte de la conclusion d'un accord avec les représentants du gouvernement turc, à la suite de la tournée que ceux-ci viennent d'effectuer en Europe. Quelle est exactement la nature du marché passé avec Ankara ? A quel prix les Kurdes ont-ils été vendus ? Les a-t-on échangés contre quelques milliards de commandes de matériel militaire ou s'agit-il seulement d'obtenir les

bonnes grâces d'un Etat jouant un rôle régional important ? Nous le saurons peut-être plus tard. Quoi qu'il en soit, chacun peut constater qu'il y a les bons et les mauvais Kurdes. Les bons Kurdes, à qui l'on a parachuté quelques tonnes de vivres devant les caméras de télévision, quand Saddam Hussein les massacrait à l'aide d'engins fabriqués d'ailleurs pour une bonne part en France. Les mauvais Kurdes, qui osent réclamer la possibilité de disposer d'eux-mêmes face à l'un des Etats qui la leur refusent depuis quelques générations. La différence, c'est que cet Etat, la Turquie, connu pour des méthodes terroristes qui valent celles de Saddam Hussein, se trouve être l'allié du moment du gouvernement français. La revendication des Kurdes est légitime et force est de constater que l'organisation qui mène ce combat, le Parti des travailleurs kurdes, qu'on partage ses positions ou non, paraît avoir de fortes assises dans la population. Ce peuple a droit à notre solidarité, face à la répression féroce qu'il subit en Turquie comme face aux complices français des tortionnaires d'Ankara.

Gérard Delteil
Ecrivain

La réaction grecque

Le ministre grec aux Affaires européennes, Théodoros Pangalos, a déclaré mardi qu'il n'était pas « près de conseiller » aux Kurdes de mettre fin à leurs actions. Poursuivant actuellement une tournée de préparation de la présidence grecque de l'Union européenne, il a déploré l'usage par les Kurdes du PKK de la violence pour « régler leurs problèmes et pour réclamer leurs droits ». Cependant, a-t-il ajouté, « ont-ils un autre débouché ? Ont-ils un moyen pacifique pour exercer leurs

droits contre leurs tyrans ? » « S'ils n'ont pas une telle possibilité, que pouvons-nous, nous autres Européens, leur conseiller ? Est-ce la soumission, la solution idéale pour eux ? », s'est exclamé Théodoros Pangalos. Le ministre grec avait violemment critiqué, jeudi dernier, l'Allemagne pour « ses rêves pangermaniques » ainsi que la Turquie, qu'il avait accusée de « trainer ses bottes ensanglantées sur les tapis européens ».

**Rojine toujours assignée
à résidence**

R OJINE AYAZ, jeune femme kurde de dix-neuf ans, fait partie de ces militants ou sympathisants d'associations kurdes arrêtés lors de la rafle du 18 novembre dernier, organisée par le gouvernement français. Elle a été conduite, les menottes aux poignets, au siège des Renseignements généraux, où elle a subi pendant près de deux jours un interrogatoire. Les pressions psychologiques ne sont évidemment pas absentes. On l'a accusée d'être une terroriste et d'avoir organisé des rackets.

Nous avons rencontré Rojine dans le petit hôtel de Saint-Pardoux (Deux-Sèvres) où elle est assignée à résidence. Elle

nous avait dit ses craintes et ses espoirs (voir « l'Humanité » du 25 novembre). Aujourd'hui, dans sa résidence forcée, Rojine n'est pas seule. Une campagne de solidarité s'est développée autour d'elle. Tous les jours, elle reçoit des visites et la presse lui est apportée.

A ce jour, les autorités françaises n'ont fourni aucune preuve qui puisse corroborer leurs accusations. Alors, pourquoi le ministre de l'Intérieur menace toujours d'expulser Rojine ? Le ministère prétexte le secret de l'instruction mais aucune charge n'a été retenue contre elle et aucune mise en examen n'a été effectuée.

CHRISTOPHE DECROIX



Rojine Ayaz, jeune Kurde de dix-neuf ans assignée à résidence dans les Deux-Sèvres.

● ANKARA. La Cour constitutionnelle turque a décidé, mardi soir, à l'unanimité, la dissolution du Parti socialiste de Turquie (PST), son programme étant jugé contraire à la loi sur les partis politiques et à la Constitution. C'est le douzième parti dissous par la Haute Cour pour des raisons similaires.

Human Rights Diary

The trial of Yurt publishing house owner Ünsal Öztürk, who published outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan's book "12th September Fascism and the PKK rebellion" in November 1992, ended at the Ankara State Security Court (DGM). Öztürk has been sentenced to one year in prison and fined TL 100 million. Öztürk insists the decision is unjust. "I have been sentenced as if I were the book's writer," he said.

(Newspapers, Nov. 24)

Education authorities paid homage to 70 teachers killed by the PKK in nine years of a violent separatist campaign. "It is inhuman to kill teachers who carry not arms but books and the light of knowledge," Mustafa Gazalci, head of a teachers union, said. PKK militants have targeted teachers who are seen as perpetuating Turkish cultural dominance. No Kurdish is taught at schools as Turkish is the official language. PKK terrorists have killed at least 40 primary school teachers in remote villages and hamlets of the region this year including at least 10 female teachers. They have torched scores of schoolhouses and more than 1,500 institutions in the Southeast remain closed for fear of attack.

(Newspapers, Nov. 25)

The DGM ordered the closure of the pro-PKK daily Özgür Gündem for 15 days and sentenced its former editor Işık Yurtçu to two years in prison for publishing PKK views. This is the second court order in four days against the newspaper. On Monday the court ordered the newspaper to be closed for 15 days for publishing an interview with PKK leader Abdullah Öcalan. On Thursday the court also imposed fines on Yurtçu and the newspaper's imprisoned publisher, Yaşar Kaya. The court has brought more than 70 charges against the newspaper since it began publishing in April 1992. Six reporters from Özgür Gündem have been killed under mysterious circumstances. Four of its editors are already in jail. Publisher Kaya, who is head of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), was sentenced to two years in prison for making pro-separatist speeches. (Newspapers, Nov. 26)

Fifteen pro-Kurdish DEP members, including DEP Ankara provincial administrators, have been taken into custody by security forces in Ankara, a DEP statement said. (Newspapers, Nov. 27)

Nine British trade unionists briefly detained in southeast Turkey returned home accusing the Turkish authorities of persecuting the region's Kurdish community. The nine say they were held by military officials Friday with another British trade unionist, a French national and a Dane. The group had traveled to the

Kurdish village of Birik to investigate reports that the military and police were torching the village and murdering the villagers. They said a group of soldiers surrounded them and "marched us out of the village and into a field. We thought we were going to be shot."

(Newspapers, Nov. 29)

The Ankara State Security Court (DGM) sentenced playwright Numan Baktas to 20 months imprisonment and fined him TL 208 million for the publication of "Canon for Rebellion and Rejuvenation," a book that relates the 1982 experiences of PKK convicts in a Diyarbakir prison. The court ruled that Baktas was guilty of spreading subversive Kurdish propaganda.

(Cumhuriyet, Nov. 29)

Sabiha Doğan, mother of Selma Doğan -- a high school student killed alongside Erol Yalçın, an alleged leftist militant, last Friday in a police raid in Istanbul -- claimed that her daughter was not a terrorist and that police were lying. "My daughter was neither a militant nor a member of any organization. "Police killed her as she was hiding behind an armchair," she said. Selma's brother Can alleged that police tortured him, forcing him to sign documents that said his sister was a terrorist.

(Cumhuriyet, Nov. 29)

Adnan Işık, 30, a worker at the Diyarbakir distribution office of the pro-PKK Özgür Gündem daily, was gunned down by unidentified gunmen.

(Cumhuriyet, Nov. 29)

An Istanbul court released six Manchester United soccer fans, saying they were free to leave the country. Their passports were returned. The court took four hours to reach its decision to allow the six to return home, but did not drop the charges against them. The judge adjourned the case until Dec. 8. The six, charged with damaging property and drunken and disorderly behaviour, were arrested before their team's European Cup tie against Istanbul's Galatasaray on Nov. 10.

(Newspapers, Dec. 1)

A statement by the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) said that Turkish warplanes indiscriminately bombed on Monday two Kurdish villages in the Barzan region inside Iraqi Kurdistan. "The latest air raid killed three civilians and wounded six children in the villages of Hiezen and Siena. These villages are located nearly 40 kilometers inside northern Iraq.

(Newspapers, Dec. 1)

LUTTE ANTITERRORISTE ET GESTICULATION SÉCURITAIRE

Les mystères de la rafle anti-Kurdes

L'arrestation et la mise en examen de dizaines de membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan ne reposent sur aucun élément concret permettant d'identifier une quelconque menace terroriste

Après avoir réclamé et obtenu – avec l'aval du président de la République – une réforme de la Constitution qui lui a permis d'introduire dans la loi sur l'immigration un amendement limitant le droit d'asile, Charles Pasqua est-il aujourd'hui en train d'entreprendre une réforme sauvage du Code pénal ? On pourrait le croire au vu des conditions dans lesquelles ont été mis en examen 24 des quelque 100 Kurdes interpellés lors de la rafle du 18 novembre. Sur quoi repose le chef d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » retenu contre les Kurdes incarcérés ou placés sous contrôle judiciaire par les juges d'instruction Laurence Le Vert et Roger Le Loire ? Sur la découverte, selon les policiers, de documents du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), de listes de noms, de carnets à souche, de sommes d'argent et d'« éléments pouvant avoir un rapport avec les différents attentats au cocktail Molotov qui ont visé, ces dernières semaines, la Banque du Bosphore à Paris ». Quels « éléments » ? Mystère. On sait seulement

qu'aucune arme, aucun explosif, aucun , détonateur n'a été saisi par les enquêteurs. Tout se passe, en fait, comme si le ministère de l'Intérieur était en train d'introduire, sournoisement, sinon dans le droit français, du moins dans la pratique policière, la notion de « terrorisme virtuel », c'est-à-dire le délit d'opinion.

Tous les spécialistes de la question kurde le savent, le PKK n'est pas un club de pacifistes. Il vient d'être interdit en Allemagne. Il recommande et pratique, en Turquie, la lutte armée au nom du combat pour l'indépendance. Créé dans la clandestinité en 1979, le PKK, dont l'idéologie s'inspire d'un paléo-marxisme-lénisme plutôt rigide, est passé à l'action directe au début des années 80, à la suite de l'interdiction de la langue kurde en Turquie. Ses représailles contre les villageois du sud-est du pays, accusés de collaboration avec l'armée turque, sont dénoncées chaque année par le rapport d'Amnesty International. Tout comme sont dénoncées les exactions de l'armée turque dans sa lutte contre les séparatistes kurdes : tor-

ture systématique des détenus, disparitions, exécutions sommaires, bombardement et destruction des villages réputés séparatistes. Et cela alors qu'Ankara est candidat à l'entrée dans l'Union européenne.

Le droit à l'indépendance des Kurdes – aujourd'hui au nombre de 25 millions, répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et les républiques du Caucase – a pourtant été reconnu, en 1920, par le traité de Sévres. Et « les droits du peuple kurde » ont été rappelés, le 12 juin 1992 par le Parlement européen. Les deux principaux dirigeants des Kurdes d'Irak, Massoud Barzani et Jalal Talabani, ont été reçus en août 1992 puis en juillet 1993 par François Mitterrand, qui leur a affirmé que « les Kurdes pouvaient compter sur la France ». Jalal Talabani a même reçu une lettre d'Alain Juppé confirmant le soutien de la France à la cause kurde. Jusqu'à présent, les Kurdes ont répondu à ce soutien en se gardant de tout acte de terrorisme en territoire français. Mais ces faits, comme les engagements solennels des dirigeants français pèsent de peu de poids face aux gesticulations sécuritaires de Charles Pasqua. Surtout lorsque Paris est en concurrence avec Washington pour vendre des Airbus, des canons et vingt hélicoptères Cougar à Ankara.

René Däckmann

Le Monde • Jeudi 2 décembre 1993

Après les coups de filet policiers dans les milieux kurdes et islamistes en France

■ **DISSOLUTION.** Le gouvernement a annoncé, mardi 30 novembre en conseil des ministres, la dissolution de deux organisations kurdes en France, présentées par le ministre de l'intérieur comme les « façades légales du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ». La dissolution du Comité du Kurdistan et de la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (Yekkom) intervient après l'interdiction du PKK décidée le 26 novembre en Allemagne.

■ **STRATÉGIE POLICIÈRE.** Les deux décrets de dissolution pris en conseil des ministres font suite à l'opération policière du 18 novembre qui s'était soldée par l'incarcération de vingt sympathisants kurdes du PKK en France. Après la rafle du même type opérée dans les milieux islamistes, début novembre, le gouvernement envoie un avertissement aux groupes clandestins installés dans l'Hexagone.

■ **RÉACTIONS.** Tandis qu'Ankara faisait connaître sa « satisfaction », plusieurs partis et associations se sont indignés en France de la décision des autorités françaises.

Deux organisations réputées proches du PKK sont dissoutes par décret

Le conseil des ministres a annoncé, mardi 30 novembre, la dissolution de deux organisations kurdes réputées proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à la demande du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua. Il s'agit du Comité du Kurdistan et de la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (Yekkom Kurdistan), ainsi que des sept associations qu'elles regroupent.

Pris sur la base de la loi du 10 janvier 1936 relative aux « groupes de combat et milices privées », les deux décrets de dissolution ont imputé à ces associations des « manifestations armées dans la rue », « leur forme et leur organisation militaire » présentant le « caractère de groupes de combat ou de milices privées », ainsi que leur participation « sur le territoire français ou à partir de ce territoire, à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger ». Un rapport d'une dizaine de pages, détaillant les faits

reprochés dans le cadre de la loi de 1936, avait été remis au président de la République.

« Ces associations sont les façades légales du PKK qui, en France comme dans d'autres pays d'Europe, se livre à des actions de caractère terroriste ou délictuel, qu'il n'est pas possible de tolérer sur notre sol », a commenté M. Pasqua après le conseil. Le ministre a cité des jets d'engins incendiaires, le 29 octobre contre la Banque du Bosphore, à Paris et à Londres, puis le 4 novembre contre le consulat de Turquie à Strasbourg. Il a rappelé la prise d'otages du consulat de Turquie, le 9 août à Marseille, « plusieurs assassinats sous forme de règlements de compte en France » entre 1987 et 1992, ainsi que « l'enlèvement de quatre touristes français en Turquie, commenté de Paris par un porte-parole du mouvement ».

Précisant que « l'immense majorité » des soixante mille Kurdes vivant en France n'aspirent qu'à s'intégrer à la communauté française, et qu'il

n'était pas question d'interdire les « multiples associations kurdes qui ont un objet culturel », il a affirmé que les mesures prises « ne sont en aucune façon dirigées contre le peuple kurde ».

Le MRAP a aussitôt dénoncé des décisions arrêtées « sous le prétexte de la chasse aux terroristes » et a appelé à une manifestation, jeudi soir 2 décembre, de la République à la Bastille. SOS-Racisme a qualifié les dissolutions d'« actes graves portant atteinte à la liberté d'expression » et s'est inquiété « du risque de dérive qui réside dans la confusion entre la sécurité nécessaire du territoire et la politique diplomatique de la France à l'égard de la Turquie ». Evoquant une « forfaiture », Alain Krivine a déclaré, pour la LCR, que « MM. Balladur et Pasqua (...) basent le droit le plus élémentaire d'hommes et de femmes qui ont dû fuir les exactions du régime d'Ankara ».

E. In.

Le message des opérations « Chrysanthème » et « Rouge-Rose »

Avec les rafles de novembre, le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, lance un avertissement aux mouvements clandestins installés dans l'Hexagone

Les noms de code policier des coups de filet réalisés contre les islamistes algériens, puis contre les Kurdes de Turquie, étaient d'inspiration florale : l'opération « Chrysanthème » visant les islamistes, le 9 novembre, avait été suivie par l'opération « Rouge-Rose », le 18 novembre, contre les milieux kurdes. Adressé aux mouvements clandestins installés en France, le message de Charles Pasqua à l'issue de ces opérations met en avant des considérations policières, même si les motivations gouvernementales sont politiques et les arrière-pensées diplomatiques.

Évaluées à l'aune policière, les rafles de novembre ont pourtant donné des résultats contrastés. L'action dirigée contre les sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a conduit à l'incarcération de vingt Kurdes qui ont été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et « extorsion de fonds ». Presque tous appartenaient à l'une des deux associations dissoutes, commentent-on du côté des enquêteurs : le Comité du Kurdistan et le Yekkom leur servaient de paravent ; le premier, comme interface entre le PKK et les milieux politico-médiatiques ; le second, pour faire fonctionner un vaste réseau d'extorsion de fonds prélevant l'« impôt révolutionnaire » au profit du PKK, de gré ou de force, dans la communauté kurde.

La moisson de documents similaires saisis lors des perquisitions opérées dans une trentaine de départements – des listes de noms de Kurdes, commerçants ou particuliers relativement aisés, avec des sommes d'argent et des dates en face de chaque nom, ainsi que des récépissés de versement et des talons de chèques – a renforcé cette conviction, précise-t-on de même source.

A Montpellier, une liste portant cinquante-deux noms kurdes a ainsi été découverte. Au niveau central, dans l'appartement parisien de l'un des responsables associatifs les plus influents de la communauté kurde, un document manuscrit récapitulant les sommes

recueillies dans l'Hexagone de janvier à septembre – 5 millions de francs à Paris et 2,2 millions en province – a été découvert. Des virements de fonds entre la France et des associations kurdes en Europe, notamment en Allemagne, ont été relevés. Il restera à obtenir les témoignages des « victimes » d'extorsions de fonds, opérées avec ou sans menaces physiques. Les Kurdes soumis au racket s'y refusent généralement, comme l'attestent les instructions judiciaires engagées, à Rouen, à Strasbourg ou à Paris, contre d'autres militants kurdes. Enfin, des documents du PKK ont été trouvés chez la plupart des Kurdes écroués, ainsi que – chez certains d'entre eux – des échanges de correspondance avec des chefs historiques de ce parti.

Réseaux embryonnaires

L'opération « Chrysanthème » s'était soldée par un bilan moins éloquent. Les informations collectées lors des perquisitions ont certes permis aux services de renseignement – la Direction de la surveillance du territoire (DST) et les Renseignements généraux (RG) – de préciser leur connaissance des milieux favorables au FIS. Il s'agissait en particulier de sonder l'importance prise, en leur sein, par ceux qui seraient étroitement liés aux « militaires » du mouvement.

Des éléments concrets – télécopies ou courriers – prouvant le rôle de courroie de transmission joué par la Fraternité algérienne en France (FAF) auprès des instances dirigeantes du FIS à l'étranger ont bien été réunis. Mais trois personnes seulement ont été écrouées, et huit assignées à résidence. Conclusion : les réseaux proches du FIS n'existent guère qu'à l'état embryonnaire dans l'Hexagone. Seule la découverte de composants électroniques pouvant permettre le déclenchement d'explosifs à distance, dans un appartement d'Orléans, a pu donner un début de

consistance à l'hypothèse d'une aide logistique au noyau « militaire » des Algériens. Tout cela explique que la FAF n'a pas été dissoute, pour l'heure, même si ses principaux acteurs sont désormais sous haute surveillance policière.

S'appuyant sur ces deux opérations policières au bilan nuancé, M. Pasqua a surtout voulu adresser un « message » aux groupes clandestins installés dans l'Hexagone. Si le ministre ne les a pas cités, on peut considérer que le coup de semonce s'adressait notamment aux Basques d'ETA, aux Moudjahidins du peuple iraniens, aux Tamouls sri-lankais et aux Sikhs indiens : « La France n'acceptera pas, quelles que soient les motivations ou les idéologies, que soit installée sur son sol une quelconque organisation qui ne respecterait pas les lois de la République ou qui se livrerait à des activités de nature terroriste ou délictuelle, a asséné M. Pasqua, mardi 30 novembre. Elle n'acceptera pas que des organisations puissent entreprendre, à partir de son sol national, des actions terroristes ou délictuelles contre d'autres Etats. »

Politiquement, Charles Pasqua fait le pari d'un soutien populaire à une stratégie de fermeté contre les étrangers qui ne respectaient pas – la police le savait depuis des années – les lois républicaines. Au risque, bien sûr, de raviver les réflexes xénophobes de ceux qui sont prompts aux amalgames communautaires. Le ministre prend pourtant soin de justifier son action contre le PKK en soulignant « la pression constante accompagnée d'utilisation de moyens qui confinent à la terreur pour extorquer des fonds à la communauté kurde [qui a] le droit de vivre en liberté et en sécurité sur notre territoire, sous la protection de nos lois ». M. Pasqua parie aussi sur la démobilisation d'une gauche française, qui pouvait difficilement manifester de la sympathie pour des islamistes partisans du FIS, mais pourrait se montrer plus solidaire avec les opprimés du Kurdistan. Il a donc précisé que les dissolutions n'étaient « en aucune façon dirigées contre le peuple

kurde », dont « chacun sait les souffrances et les difficultés ».

Prise quatre jours après l'interdiction du PKK et de ses satellites en Allemagne, la décision française n'en apparaît pas moins comme le fruit de la campagne diplomatique lancée par la Turquie en Europe (le Monde daté 28-29 novembre). Réunion lundi 29 novembre à Bruxelles, les ministres de la police des Douze ont d'ailleurs évoqué les affaires de terrorisme en Europe, lors d'une séance à huis clos du conseil des affaires intérieures. Paris « n'a pas l'intention de prendre parti dans les conflits qui peuvent opposer un certain nombre de mouvements kurdes aux gouvernements des Etats qui sont concernés », a indiqué M. Pasqua, au moment où l'aviation turque bombardait des positions kurdes en Turquie et en Irak.

Cette fermeté gouvernementale risque en tout cas d'aviver les menaces terroristes contre des ressortissants ou des intérêts français. Du côté islamiste, les risques d'attentats sont d'abord évidents sur le territoire algérien. Du côté kurde, les spécialistes français de la lutte antiterroriste ont observé avec inquiétude la simultanéité des attentats commis ces derniers mois – en France et en Angleterre, en Suisse et au Danemark – contre des intérêts turcs (des locaux consulaires ou des agences bancaires) ; cette capacité d'actions à caractère militaire inquiète d'autant plus qu'elle émane de militants formés à la dure loi du marxisme-léninisme de guerre. Or, les menaces du PKK ont déjà été exprimées après l'interdiction prononcée en Allemagne : sa branche politique – le Front de libération nationale du Kurdistan – avait alors annoncé que « l'Allemagne et les intérêts allemands [allaient] attirer la colère du peuple kurde », dans un communiqué diffusé vendredi 26 novembre à Paris par le Comité du Kurdistan. Si des menaces devaient viser la France, elles ne passeraient plus par le truchement de cette organisation, puisque le Comité du Kurdistan est à présent dissous.

ERICH INCIYAN

La Croix — 3 décembre 1993

Turquie

L'offensive tous azimuts d'Ankara

Des militaires s'opposent sur la stratégie de lutte anti-kurde

ISTANBUL
CORRESPONDANCE
PARTICULIÈRE

Nouvelle marque de l'offensive menée par Ankara contre la guérilla autonomiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'armée turque a bombardé mardi des positions du PKK au nord de l'Irak. Neuf camps rebelles auraient été visés. Les leaders kurdes irakiens, Djalal Talabani et Massoud Barzani, qui contrôlent le Nord irakien au détriment de Bagdad, et qui mènent une politique plutôt conciliante à l'égard de la Turquie, ont cette fois critiqué l'opération, rappelant que de telles attaques avaient tué de nombreux civils, dans le passé.

Ankara semble aujourd'hui faire feu de tout bois dans sa lutte contre la guérilla. Sur le plan diplomatique, le premier ministre Tansu Ciller a enregistré avec satisfaction l'interdiction du PKK en Allemagne, le 26 novembre, et celle du Comité du Kurdistan en France, le 30 novembre. À l'intérieur, elle recevait la semaine dernière les chefs des douze principales familles kurdes du sud-est du pays, souvent opposés au PKK marxisant qui tente de détruire les structures « féodales » de la société traditionnelle.

Trois morts suspects

Ces chefs de clan, clé de voûte du système de milices villageoises antiguérilla installé par l'ancien premier ministre Turgut Özal en 1986, ont réclamé plus d'argent, des armes lourdes, et un libre accès au com-

merce frontalier. Ils revendiquent ainsi un rôle dans l'État qui leur avait été confisqué lors de l'établissement de la République en 1923.

L'offensive d'Ankara est aussi militaire. L'armée a affirmé qu'elle ne se permettrait pas de pause hivernale, pour ne pas laisser au PKK le temps de récupérer. Le gouvernement a en outre décidé d'envoyer courant décembre dans le Sud-Est environ 2000 hommes des « forces spéciales », ces unités civiles de lutte anti-guérilla. Un premier contingent de 2000 personnes est déjà sur place. Ces forces devraient être portées à 7000 en mars puis 10000 durant l'été 1994. Un millier de ces volontaires, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas 24 ans, sont à l'heure actuelle entraînés près d'Izmir par un officier à la retraite.

Ce rôle accru des civils provoque toutefois de vives tensions au sein de l'armée. Melih Aktas, spécialiste des questions de terrorisme et enseignant à l'université Gazi d'Ankara, pense qu'il y a un lien entre trois morts récentes et suspects d'officiers : l'assassinat en octobre de Cem Ersever, capitaine de gendarmerie à la retraite et qui avait organisé les services de renseignement dans le Sud-Est ; le décès dans un accident d'avion du général Esret Bitlis, commandant général de la gendarmerie en Turquie en janvier dernier ; et la mort par « balle accidentelle », selon les mots du président de la République Süleiman Demirel, du général de brigade Bahtiyar Aydin en octobre, dans la ville de Lice. Les trois hommes étaient connus pour être des partisans d'une solution dure et entièrement militaire. Aucun communiqué de condoléances ne fut publié par l'armée après la mort de Cem Ersever, un assassinat re-

vendiqué certes par le PKK mais aussi par des mystérieuses

« Brigades de vengeance ».

Claude ORTACQ



Soldats turcs. L'armée ne se permettra pas de pause hivernale dans sa lutte contre les Kurdes. (Photo, Hurriyet/AFP.)

Strasbourg: grève de la faim

Une douzaine de Kurdes de Turquie observent une grève de la faim à Strasbourg depuis samedi pour protester contre la dissolution d'associations kurdes en France, ont annoncé lundi des responsables de l'Association des travailleurs du Kurdistan, une des organisations dissoutes. Deux décrets ont été publiés vendredi au Journal officiel portant sur la dissolution du Comité du Kurdistan, de la Fédération des associations culturelles du Kurdistan et des sept associations regroupées par cette même fédération. Les grévistes de la faim entendent protester contre la dissolution de leur association « qui existe pacifi-

quement depuis 1983 à Strasbourg et est en relation constante avec les institutions sociales et administratives de la région », a déclaré à la presse Huseyin Elmali, représentant de l'association et membre de la Commission consultative des étrangers de la ville de Strasbourg. Les militants kurdes demandent également la libération immédiate des 20 Kurdes actuellement détenus en France après la rafle opérée le 18 novembre dans toute la France.

L'Alsace compte environ 7000 Kurdes sur une population estimée en France à près de 80 000.

L'Alsace - 7 décembre 1993

Saddam Hussein, Prix Nobel ?

Suffit-il que le temps passe pour qu'un dictateur devienne respectable ?

Depuis peu, en Europe, les lobbies pro-Saddam Hussein refont surface. Le temps est venu — nous chuchote-t-on — de « tourner la page » et de « normaliser » les relations avec Bag-

PAR PATRICK WAJSMAN

dad. Cette campagne coïncide, on s'en serait douté, avec une vigoureuse offensive diplomatique irakienne destinée à obtenir la levée de l'embargo pétrolier décrété par l'ONU en 1990.

Sans doute est-ce candeur de ma part, mais je ne vois pas très bien pourquoi il est à ce point vital de « tourner la page » ; ni pourquoi il serait plus urgent d'aider Saddam que les Bosniaques ! Mais passons...

Cette complaisance irakophile est d'autant plus choquante qu'elle se manifeste au moment même où l'ONU publie les résultats d'une enquête accablante pour le dictateur irakien. Le rapporteur spécial auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, Max Van der Stoep, vient en effet de dénoncer les pratiques barbares auxquelles se livrent les troupes de Saddam Hussein contre les habitants du sud de l'Irak : pilonnage de civils à l'artillerie lourde ; destruction de plus de 200 villages ; transferts de populations ; assèchement systématique des marais afin de vider la zone de toute présence humaine...

Bref, pour mettre en coupe réglée un territoire qui est devenu le symbole de l'insoumission à son pouvoir tyrannique, Saddam n'hésite pas à transformer en désert une région qui abrite les héritiers de l'une des plus anciennes civilisations de la planète.

Ajoutez à cela la reprise des exécutions de masse dans plusieurs prisons de Bagdad, la manipulation de la distribution des vivres et des médica-

ments (tout pour les « gentils », rien pour les opposants...), les arrestations arbitraires, la découverte de charniers, et vous aurez un panorama assez fidèle des « progrès » accomplis par le nouveau Nabuchodonosor sur la voie de la démocratie...

Le passé de Saddam Hussein n'est pas beaucoup plus brillant. En l'espace de quelques années — et avec des résultats variables, il est vrai —, ce parfait gentleman a attaqué l'Irak ; annexé le Koweït ; déclaré la guerre sainte à l'Arabie Saoudite ; pris des milliers d'Occidentaux innocents en otages ; massacré les Kurdes à l'arme chimique ; expédié des Scud sur un pays (Israël) qui ne l'affrontait pas ; mis en place, en Irak, un système policier digne de la Russie stalinienne ; fomenté un complot contre la vie de George Bush ; et entretenu généreusement les « stars » du terrorisme international. Pourquoi diable faudrait-il tendre une perche à cet homme-là ?

Et pourtant, de plus en plus nombreuses sont les voix qui s'élèvent aujourd'hui pour plaider la cause de Saddam sous le prétexte qu'il a finalement consenti à accepter (ou feint d'accepter) un mécanisme de contrôle, par l'ONU, du désarmement irakien. Nous vivons, décidément, dans un monde étrange — un monde où la moindre concession cosmétique d'un Milosevic, d'un Kadhafi ou d'un Saddam Hussein est célébrée avec plus d'empressement que la résistance héroïque de ceux qu'ils oppriment.

Mais, après tout, il n'est pas interdit de répondre...

Si l'on vous dit qu'il ne sert à rien d'humilier plus longtemps Saddam et de le transformer en « martyr », répondez que le refrain est connu. A la veille de la guerre du Golfe, on nous le fre-

donnait déjà. Si l'on avait suivi ce généreux conseil, à l'époque, la soldatesque de Saddam, au moment où j'écris ces lignes, camperait sur les rives du détroit d'Ormuz. Quant aux dirigeants irakiens, ils posséderaient probablement l'arme atomique...

Confort ou liberté ?

Si l'on vous dit que, faute de revenus pétroliers, le peuple irakien subit les pires souffrances, répondez : 1°) que la levée des sanctions accroîtrait la marge de manœuvre de Saddam et lui donnerait les moyens d'écraser, plus durement encore, tous ceux qui lui résistent ; 2°) que ce n'est pas au moment où les sanctions révèlent leur efficacité (ce que prouve l'actuelle offensive diplomatique de Bagdad) qu'il faut les supprimer.

Si l'on vous dit que Saddam Hussein a au moins le mérite de « maintenir une certaine « stabilité » en Irak, répondez qu'un ordre stable ne peut être durablement bâti sur l'injustice. L'Est européen, sous la botte du Kremlin, a été « stable » ; puis il s'est révolté : viendrait-il à l'idée de quiconque de verser des pleurs sur cette stabilité perdue ?

Si l'on vous dit qu'il est injuste de pratiquer une politique du « deux poids, deux mesures » (sanctionner Saddam tout en épargnant tel autre despote agressif), répondez que la remarque est parfaitement fondée ; mais ajoutez aussitôt que la bonne attitude consisterait à châtier tous les coupables... et non aucun ! L'ennui, c'est que les procureurs du « deux poids, deux mesures » proposent, généralement, de fermer les yeux sur toutes les agressions et toutes les injustices. Celles de Saddam Hussein comme celles

de ses confrères en barbare.

Si l'on vous dit que le vrai péril régional, en cette fin d'année 1993, est l'Irak et que seul un Irak « réhabilité », réintégré dans la communauté internationale, pourrait endiguer cette nouvelle menace, répondez :

— que vous ne sous-estimez pas l'effort gigantesque de réarmement qu'accomplissent les mollahs iraniens dans le domaine conventionnel et nucléaire ;

— mais que, pour constituer un contrepoids valable à l'Irak, il faudrait que l'Irak redevienne une superpuissance militaire. Or si un tel retour en force se produisait, il y a fort à parier que Saddam n'attendrait pas longtemps avant de prendre sa revanche sur les monarchies pétrolières du Golfe. On se retrouverait au point de départ ! La seule bonne politique est donc celle de la « double opposition » : à Téhéran et à Bagdad.

Si l'on vous dit, enfin, que l'Irak n'est pas un champ de betteraves et que « le business a ses raisons que le cœur ne doit pas connaître », répondez par cette belle phrase de Somerset Maugham : « *Toute nation qui place quoi que ce soit au-dessus de la liberté perdra la liberté ; et toute nation qui place le confort et l'argent au-dessus de la liberté perdra aussi le confort et l'argent.* »

Que l'on se rassure : je ne me fais point d'illusions et sais parfaitement que, dans un futur assez proche, l'embargo qui pèse sur l'Irak sera levé. Moyennant une ou deux concessions en trompe-l'œil, Saddam Hussein redeviendra progressivement fréquentable, voire respectable. On le prendra de nouveau en photo, tapotant la joue des petites filles à la sortie des écoles ou faisant la leçon aux démocraties depuis la tribune de l'ONU. La boucle sera bouclée. **P. W.**

BESETZUNG VON KURDENVEREIN IN HAMBURG-HARBURG FRIEDLICH BEEENDET

Eine Besetzungsaktion kurdischer Demonstranten im Gebäude des kurdischen Kulturvereins im Hamburger Stadtteil Harburg ist in der Nacht zum Freitag friedlich beendet worden. Wie ein Polizeisprecher mitteilte, räumten die 62 Besetzer nach intensiven Verhandlungen mit Vertretern der SPD, der Grünen/GAL, der Kirche und der Polizei schließlich bis gegen 2 Uhr das Gebäude. Sie begaben sich in einen nahegelegenen kirchlichen Versammlungsraum. Die Kurden waren laut Polizei am Donnerstagabend in das Gebäude eingedrungen, nachdem zuvor eine pro-kurdische Demonstration in der Hamburger Innenstadt von der Polizei aufgelöst worden war. An der Demonstration gegen das Verbot der Arbeiterpartei Kurdistans

(PKK) in Deutschland hatten sich den Angaben zufolge etwa 2000 Menschen beteiligt.

Nach der Demonstration versammelten sich rund hundert Personen vor dem Gebäude des Kulturvereins in Harburg. Die Polizei versuchte nach eigenen Angaben mit Schlagstock-Einsatz, die Besetzung zu verhindern, mußte sich aber schließlich zurückziehen. Bei den Auseinandersetzungen hätten die Demonstranten die Polizei mit Steinen, Ästen und Knüppeln angegriffen. Eine Polizistin sei verletzt ins Krankenhaus eingeliefert worden. Rund siebzig Personen seien im Verlauf der Konfrontationen festgenommen worden.

Der kurdische Kulturverein in Hamburg-Harburg war bereits nach dem Verbot der PKK am Freitag vorübergehend besetzt worden. Auch diese Besetzung hatte friedlich geendet.

Le Courrier - 3 décembre 1993

SOLIDARITÉ**Les défenseurs des droits de l'homme sont aussi réprimés****Hier à Genève, deux Turcs ont témoigné sur les arrestations arbitraires, les meurtres ou la torture organisés par le nouveau Gouvernement turc.**

Fin 1991, le nouveau Gouvernement turc s'était engagé à combattre les violations des droits de l'homme. Il semblerait pourtant que depuis deux ans la police turque aurait intensifié sa répression et s'en prendrait également aux défenseurs des droits de l'homme. Hier à Genève, deux responsables de l'Association des droits de l'homme de Turquie (IHD) sont venus apporter de nouveaux témoignages sur les méthodes de la police turque. Akin Birdal, président de l'IHD et Ercan Kanar, vice-président de la même association et président de sa section d'Istanbul, étaient en effet invités par la Ligue suisse des droits de l'homme, Amnesty International, le Centre Europétiens-monde (CETIM) et l'Association pour la prévention de la torture.

Akin Birdal dresse un macabre bilan des activités du nouveau Gouvernement. Ainsi, 17 personnes auraient disparu en garde à vue, plus de 250 seraient mortes lors d'arrestations et 29 pendant la répression de manifestations pacifiques. Selon lui, la torture est quotidiennement utilisée et 22 personnes en sont mortes. La presse est également dans le collimateur des autorités puisque 13 journalistes et 4 distributeurs de journaux auraient été assassinés. Quant au total des condamnations prononcées contre les journalistes, il se monterait à une peine de 222 ans de prison.

Les membres d'associations de défense des droits de l'homme ne sont pas à l'abri de cette répression. Tout récemment d'ailleurs, la section de l'IHD d'Istanbul s'est vue poursuivie en justice par le procureur de la région. Son crime était d'avoir organisé une réunion sur le thème de la question

kurde. Cette section risque donc de devoir fermer ses portes le 7 décembre, date du verdict. «Au cours des deux dernières années, 40 sections de l'IHD ont été fermées, raconte Ercan Kanar. Pourtant, elles s'étaient créées conformément aux lois et avaient des activités culturelles.» Depuis plusieurs années, l'IHD a subi d'innombrables procès, cinq de ses dirigeants ont été assassinés et 10 de ses avocats sont en prison. Quant au quotidien, il est com-

posé de perquisitions sans mandats, d'interdictions multiples ou d'arrestations arbitraires.

NOUVELLES LOIS

Un paquet de lois censé favoriser la lutte contre le terrorisme, qui devra être voté par le Parlement la semaine prochaine, menace encore plus durement l'avenir des défenseurs des droits de l'homme. Ercan Kanar explique que ces lois n'ont pas été concoctées par des juristes, mais par des généraux. Et si elles entrent en vigueur, «les journaux qui écrivent contre le Gouvernement seront interdits pendant une année. Les personnes qui dénoncent les violations des droits de l'homme à l'étranger auront une peine de 3 à 6 ans à leur retour en Turquie. Et les pouvoirs extraordinaires accordés au gouverneur de la province kurde seront étendus à tous les gouverneurs.»

LE PROBLÈME KURDE

Les deux présidents de l'IHD n'oublient pas de rappeler le problème kurde (eux-mêmes ne sont pas de cette nation). «Depuis dix ans, il n'y a pas de reconnaissance de ce peuple, qui ne jouit d'aucun droit démocratique. Les Kurdes se mobilisent donc pour leurs droits et le Gouvernement répond par la répression», explique Akin Birdal. Florian Rochat, membre du CETIM, rappelle que ce peuple subit une violente offensive depuis le printemps, «avec l'accord de l'Occident qui voit dans la Turquie de nouveaux marchés. Ce qui se passe en France et en Allemagne contre les mouvements kurdes est très grave. Ce sont les associations du tiers-monde qui sont visées, dans le but d'atomiser l'immigration.»

DENIS INKEI



La répression s'abat également sur les responsables de droits de l'homme. AP.

Turkey & Iran agree on terror

The sides agree to send observers to each others' 'search and destroy' operations

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey and Iran on Thursday finished security talks in Ankara by concluding a memorandum of understanding laying down the guidelines for cooperation against terrorism by both countries.

The memorandum is said to be specifically aimed at the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on the Turkish side and the activities of the Democratic Kurdistan Party of Iran on the Iranian side.

A highlight of the accord is said to be the agreement by the sides to send observers to follow each others' "search and destroy" operations against terrorist bases.

Security talks between Turkey and Iran began in Ankara on Tuesday. The talks were headed on the Turkish side by the deputy undersecretary for the Ministry of the Interior, Rıza Akdemir, and on the Iranian side by the director general for security affairs at the Ministry of the Interior, Gölüm Huseyin Bolandiyani.

The memorandum of understanding with Iran was said to be similar to the one signed on Nov. 20 between Turkey and Syria after talks headed by Mehmet Ağar, the director for security, and Maj. General Badr Al-Hassan, the head of the security desk at the Syrian Ministry for the Interior.

Participating in an early morning talk show on Turkish television on Thursday, Ağar said Ankara's main concentration point at the moment in operating these memoranda was the return of arrested terrorists to Turkey.

Ağar said that in concluding the memoranda the three countries emphasized "their good neighborly, brotherly, and historic ties."

"We have agreed with both countries on the need for their taking serious steps in the fight against terrorism. They also endorsed in writing our expectations. Under the memoranda

experts will be able to go and come without any conditions and all channels of communications will remain open," Ağar said. He indicated that as a result of the protocols that had been concluded, the three countries had also committed themselves to not harboring terrorists against each other.

Ağar added that they received information from time to time which indicated that the leader of the PKK, Abdullah Öcalan, as well as other members of the organization resided in Syria. "(Syria) has told us that if they catch the leader of the terrorist organization or other of its members they will return them to us. The messages they have given us are also in the same direction. But we are still cautious, and will particularly wait to see the steps concerning the returning (of terrorists to Turkey)," Ağar said.

During his interview on television, Mehmet Ağar also said that while the operations against the PKK in Turkey continued, Ankara's diplomatic initiatives on this score would continue as well.

"The steps taken at home and abroad have hastened the demise of the organization," Ağar said.

Sources close to the security talks between Turkey and Iran said that the memorandum of understanding between the two countries foresees the prevention by both countries of groups operating in their territory to the detriment of the other side. It also foresees the exchange of information on the activities of these groups.

The much speculated about "joint operation" between Turkey and Iran against PKK bases in Iran was not one of the subjects discussed, according to these sources.

But they indicated that the sides agreed to set up a mechanism of observers for both sides. According to this, if one side can finger terrorist activities against itself in the other country, the "host" country will move against these activities in the presence of observers from the other country.

Analysts recall that Turkey had concluded similar accords with Iran and Syria in the past but that these had proved to have produced few results. They add, therefore, that there is reason to be sceptical this time also.

Sources close to the talks with Iran, however, argued that they sensed "a new determination" on the Iranian side for cooperating with Turkey in this area.

Turkish-US officials assess PKK ban in Europe

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish and U.S. officials meeting in Washington to prepare for a joint economic council meeting next week, also assessed separatist terrorist violence in Turkey and the recent European move to halt the activities of such groups, Prime Minister Tansu Çiller's foreign affairs advisor, Volkan Vural, told reporters in Washington Thursday.

"The U.S. has made efforts to eradicate foreign support for the separatist organization. We welcome these efforts," Vural said in reference to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which was banned in Germany last week.

He said that U.S. national security officials had also been briefed on Greece's apparent policy of support to the PKK, and had been asked to ensure that certain lobby groups in the United States should not support the organization.

Asked to comment on whether it was the United States which "triggered" Germany into banning the PKK, Vural said: "I do not think so. But the fact that from the start the Clinton administration has branded the organization as terrorist has served as an example to other countries.

"The separatist organization had come to the

point where it was openly violating public order in the European countries," he added.

Vural said that talks with U.S. officials had also concentrated on the now idle Kerkük-Yumurtalık oil pipeline between Turkey and Iraq.

"We were told by U.S. officials that they have been working on our proposals. I believe the U.S. stance on the issue will become clear next week."

Vural added, however, that negotiations on the issue involved not only the United States, but also Iraq, and said developments concerning the reopening of the pipeline were encouraging. The Turkish delegation headed by Vural comprises Treasury and Trade deputy undersecretary, Osman Unsal, and Turkish state-run pipeline company deputy head, Fatih Ocal.

Lutte Ouvrière - 3 décembre 1993

De la Turquie à l'Allemagne et à la France

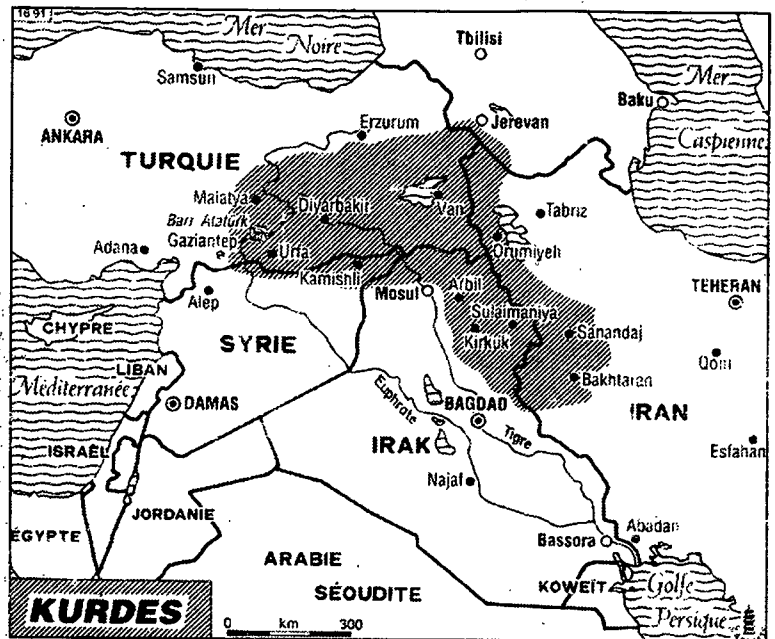
SAINTE-ALLIANCE CONTRE LES KURDES

Evidemment le Premier ministre turc, Mme Tansu Çiller, a exprimé sa satisfaction puisque c'est bien pour faire un geste envers la Turquie que l'Allemagne, comme la France, s'en est prise au PKK, en guerre depuis 1984 avec l'armée turque. Ce sont les deux pays dont les intérêts économiques en Turquie sont les plus importants qui ont cédé aux pressions du gouvernement Çiller. D'ailleurs le porte-parole du ministère des Affaires étrangères français a immédiatement réagi aux mesures prises par le gouvernement allemand, en précisant que le PKK n'avait pas en France d'existence légale ; une façon de s'excuser pour le fait que le gouvernement français n'ait pas été aussi loin que le gouvernement allemand. Le premier à avoir ignominieusement accédé aux exigences du gouvernement turc se voyait soudain doublé par le zèle du second ! Chacun rivalise pour défendre ses industriels et ses contrats sur le dos du peuple kurde.

Ce peuple de 25 millions d'habitants n'en finit pas d'être l'otage et des grandes puissances et des Etats entre lesquels il est écartelé. La moitié des Kurdes (13 millions) vivent aujourd'hui dans l'Est et le Sud-Est de la Turquie, les régions les plus sous-développées de ce pays, dans lesquelles ils forment la majorité de la population mais où le gouvernement turc

ne leur reconnaît pratiquement aucun droit. Le reste des Kurdes est partagé entre l'Iran (6 millions), l'Irak (4 millions), la Syrie (1 million). La Syrie et l'Iran utilisent les organisations kurdes présentes sur leur sol comme moyens de pression possibles pour régler leurs différends respectifs avec la Turquie. Quant à la Turquie, alors même qu'elle combat les Kurdes sur son propre territoire, elle soutient les Kurdes d'Irak et leurs organisations contre le gouvernement irakien, à condition qu'ils luttent contre le PKK turc, mais avec la perspective de les laisser tomber dès que des relations commerciales avantageuses reprendront avec l'Irak.

La Turquie n'est certes pas seule à jouer ce jeu sinistre :



□ Une semaine après la rafle spectaculaire opérée par Pasqua dans les milieux kurdes en France, une opération similaire s'est déroulée en Allemagne, en même temps que le gouvernement allemand annonçait sa décision d'interdire le PKK (le Parti des Travailleurs du Kurdistan) ainsi que 35 associations qui lui seraient liées. Plus de 150 locaux d'associations ont été perquisitionnés et la police a saisi du matériel d'imprimerie et de propagande. Le centre culturel kurde de Berlin a été fermé.

les Kurdes d'Irak ont encore droit à la sollicitude hypocrite des grandes puissances, qui font mine de vouloir les protéger tant que la tension avec le régime de Saddam Hussein persiste. Mais demain ils pourront être à nouveau victimes d'un retournement d'alliances comme les différentes fractions du peuple kurde l'ont si souvent été dans le passé.

Ces mêmes grandes puissances laissent en tout cas aujourd'hui toute latitude au gouvernement turc pour réprimer les Kurdes chez lui. Les gouvernements français et allemand en rajoutent même en s'en prenant eux-mêmes aux émigrés kurdes de Turquie sur leur propre territoire.

Les affaires de gros sous,

les contrats juteux, les profits des capitalistes passent bien avant les droits des peuples. Ce n'est pas nouveau, mais pour son malheur le peuple kurde en est plus particulièrement victime que d'autres et ce sans interruption depuis bientôt trois quarts de siècle.

Alors, les déclarations du ministre des Affaires étrangères allemand, qui dit entendre poursuivre avec la Turquie "le dialogue sur le respect des droits de l'homme", ou la demande de Danièle Mitterrand d'envoyer d'urgence des observateurs de l'ONU dans l'Est de la Turquie, sont un comble d'hypocrisie à l'usage de leurs opinions publiques intérieures, et ne relèvent sûrement pas d'un quelconque intérêt pour le sort du peuple kurde.

Dominique CHABLIS

Liberté du Morbihan - 4 décembre 1993

La Ligue communiste révolutionnaire contre les rafles de Kurdes

LORIENT.— Les rafles organisées dans les milieux kurdes constituaient un nouveau pas franchi dans la politique anti-immigrés et anti-réfugiés du gouvernement. Maintenant c'est l'interdiction de deux associations kurdes en France dont le comité kurdistan qui existe depuis 1985 dans tous les pays d'Europe. La section du Morbihan de la Ligue communiste révolutionnaire proteste contre « ces arrestations et interdictions arbitraires qui transforment chaque réfugié kurde, ayant fui le régime d'Ankara, en suspect à priori », s'indigne de « la soumission ainsi manifestée aux exigences de l'état turc qui bafoue depuis des décennies les droits légitimes du peuple kurde » et appelle à « la solidarité avec le peuple kurde et tous ceux qui défendent la démocratie et la justice en Turquie ».

tions et interdictions arbitraires qui transforment chaque réfugié kurde, ayant fui le régime d'Ankara, en suspect à priori », s'indigne de « la soumission ainsi manifestée aux exigences de l'état turc qui bafoue depuis des décennies les droits légitimes du peuple kurde » et appelle à « la solidarité avec le peuple kurde et tous ceux qui défendent la démocratie et la justice en Turquie ».

GRÈCE-CEE : UNE PRÉSIDENTE À RISQUES

a présidence grecque, à partir du 1^{er} janvier, promet de mettre de l'ambiance au sein de l'Union européenne. Les déclarations tonitruantes et déplacées de Theodoros Pangalos, ministre grec des Affaires européennes et grognard du gouvernement Papandréou, donnent déjà des frissons à ses partenaires. Première victime : l'Allemagne, coupable de vouloir nouer des relations diplomatiques avec la Macédoine, sur laquelle la Grèce estime avoir une marque déposée. « C'est un géant avec une force bestiale et une cervelle d'enfant » (sic), estime Pangalos, qui dénonce la politique de Bonn en Europe

comme « le renouveau du rêve pangermanique ». Chacun a droit aux compliments du bouillant ministre : de la Bosnie, « nation inexistante », jusqu'à la France, avec son « racisme antiarabe », en passant par la « décomposition italienne ». Mais c'est la Turquie, « l'ennemi héréditaire », qui subit la plus violente diatribe pour venir « traîner ses bottes ensanglantées sur les tapis européens », tandis que les Kurdes du PKK sont implicitement encouragés à poursuivre la guerre contre Ankara. Le *no comment* des chancelleries cache mal une réelle inquiétude. Seule l'Allemagne a exprimé sa « vive contrariété ». Ingo Friedrich,

vice-président de la CSU (la branche bavaroise des chrétiens-démocrates de Helmut Kohl), suggère une initiative pour empêcher la Grèce de prendre la présidence des Douze au 1^{er} janvier, soulignant qu'elle n'est « pas mûre actuellement » pour une telle responsabilité.

Theodoros Pangalos



opérations anti-Kurdes

Gesticulation publicitaire sécuritaire et gages donnés au gouvernement turc, l'opération menée par Charles Pasqua obéit à des motivations intérieures et extérieures.

Le dernier "best seller" d'Alain Minc développe une comparaison entre le monde d'aujourd'hui et le Moyen Age. Comparaison n'est pas raison, ont dit nombre de médiévistes, tel Jacques Le Goff, qui reprochent à l'auteur du "Nouveau Moyen Age" sa vision stéréotypée de cette période. Ceux qui acceptent néanmoins cet exercice intellectuel font remarquer que la situation de la majorité des individus a beaucoup évolué, et en bien, dans beaucoup de domaines, et notamment les libertés. Ce sentiment, une population au moins ne doit pas le partager. En se réfugiant dans quelques cathédrales (dont Notre-Dame de Paris), les Kurdes qui, avec femmes et enfants, entendaient protester contre l'opération de Charles Pasqua contre le PKK ne s'attendaient pas à en être expulsés aussi rapidement et brutalement. La tradition médiévale du droit d'asile des autorités ecclésiastiques à laquelle ils se référaient n'a certes plus cours. Mais cette expulsion des églises prend un certain relief au moment où le droit d'asile est hypocritement mis en cause par la majorité actuelle. A l'apogée de l'asile religieux, au XIIe siècle, même les blasphémateurs étaient protégés dans les lieux sacrés. Le déclin du droit d'asile religieux avait coïncidé avec une plus grande protection des autorités publiques. Notre époque se signifierait-elle par un déclin convergent de la notion d'asile ?

AMALGAME DEVASTATEUR

La concordance entre le débat constitutionnel sur le droit d'asile, les législations visant les étrangers et les opérations spectaculaires de Charles Pasqua ne peuvent être pure coïncidence. Il est vrai, qu'il s'agisse des militants du FIS, des Kurdes ou des truands marseillais, que le mode d'intervention du ministre de l'Intérieur est le plus souvent gesticulatoire et publicitaire. Mais cet amalgame risque d'être dévastateur auprès de l'opinion, appelée à mettre dans le même sac truands et terroristes de tout poil. Les militants du PKK sont loin d'être des enfants de chœur. Ce parti marxiste pur et dur a assassiné des instituteurs turcs et vient par la voix de son secrétaire général, Kani Yilmaz, de mettre en garde les touristes dont la seule présence en Turquie est assimilée

à un soutien à Ankara. Charles Pasqua n'a pourtant pas toujours eu cette intransigeance à l'égard du PKK. Au moment où quatre Français étaient retenus par les Kurdes de Turquie, le ministre de l'Intérieur n'avait rien trouvé à redire à la conférence de presse publique que le PKK avait tenue à Paris. Sur les vingt-quatre militants mis en examen, dont seize ont été incarcérés, un grand nombre sont des réfugiés politiques qui ont bénéficié du droit d'asile, certains depuis seize ans.

LOGIQUE INFERNALE

"L'activité du PKK en France n'est pas nouvelle. Pourquoi avoir attendu si longtemps ?, note un de leurs défenseurs, Me Daniel Jacoby. Le chef d'accusation retenu contre eux, association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, est lourd. Mais il n'y a rien de ce que j'ai pu voir dans le dossier qui le justifie : ni armes, ni munitions, ni cibles, ni objectif, ni plan. On a parlé également de racket, mais il faut le prouver." Evoquant les "opérations extrêmement dures poursuivies par les autorités turques qui n'épargnent pas les populations civiles", l'avocat parle de "gages donnés au gouvernement turc". Il est vrai que la visite de François Léotard en Turquie a porté ses fruits : un contrat signé le 8 octobre de 253 millions de dollars comprenant vingt hélicoptères. Le gouvernement turc paraît avoir bien monnayé un soutien dans sa lutte contre le séparatisme kurde. "Les pays européens doivent déclarer illégal le PKK", affirmait Ankara, le 24 novembre, à la veille de son interdiction en Allemagne et de la dissolution de deux associations kurdes en France. La situation particulièrement préoccupante dans le sud-est de la Turquie a motivé la demande de Danielle Mitterrand de désignation par l'Union européenne "de toute urgence" d'un médiateur. Sur le terrain, une

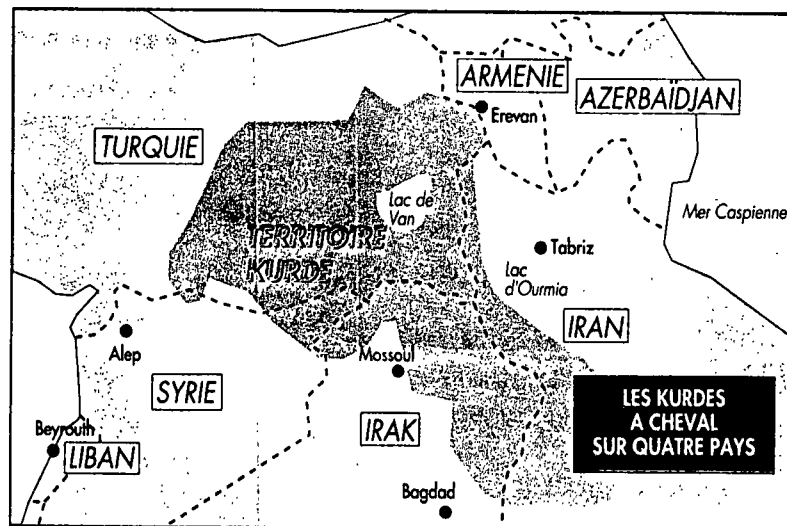
◆ MASCARADE ◆

La manière dont l'Assemblée a répondu par le biais de la commission spéciale puis de la conférence des présidents, à la demande des juges de Béthune de lever l'immunité parlementaire de Bernard Tapie apparaît bien suspecte. Quand on sait que, hors session, les députés ne bénéficient pas de cette immunité, on a du mal à admettre que l'urgence et la volonté de ne pas entraver le cours de la justice, évoqués par la commission ad hoc de l'Assemblée, puisse justifier une telle décision. Comme l'a fait remarquer Michel Rocard, et d'autres hommes politiques qui ne sont pas de gauche, comme Raymond Barre, faire voter cette levée moins de quinze jours avant la fin de la session, relève de la mascarade. Alors que l'affaire Testut est strictement privée, la méthode utilisée donne prise à l'accusation de procès politique et de préjugement. L'embarras est visible sur tous les bancs et, du coup, c'est la procédure de l'immunité qui est mise en cause. Le président de l'Assemblée nationale lui-même s'est interrogé. L'immunité parlementaire créée sous la Troisième République, le 23 juin 1889, pour protéger la parole des représentants du peuple, et reprise par les républiques successives est-elle toujours adaptée à notre société ? Ces immunités à éclipse qui ne fonctionnent que pendant les sessions ont-elles encore un sens, alors que la scène médiatique a tendance de plus en plus à supplanter la scène parlementaire ? Entre ceux qui voudraient voir supprimer totalement l'immunité, distinguer entre affaires politiques et affaires privées, la rendre plus effective ou la maintenir telle quelle, le débat est ouvert.

B.C.

logique infernale est en place et les voix modérées ont de plus en plus de mal à se faire entendre. A l'heure des pourparlers OLP-Israël, au moment où un dialogue semble s'amorcer entre le gouvernement britannique et l'IRA, une solution exclusivement militaire doit-elle être donnée à la revendication kurde ? Et les gouvernements européens contribuent-ils à la résolution de la question avec les opérations qu'ils ont menées ? On peut sérieusement en douter.

Bernard Chaouat



Un village chrétien au Kurdistan irakien

Amis lecteurs, acceptez de vous laisser dépayser avec moi. Procurez-vous ou empruntez auprès d'un ami le livre dont je vais vous parler, car je voudrais vous donner envie de le lire. Son auteur s'appelle Ephrem-Isa Yousif. Son titre : "Parfums d'enfance à Sanate". Avec un sous-titre qui le précise : "Un village chrétien au Kurdistan irakien". Il vient de paraître (Paris, Editions l'Harmattan). Soyez sûrs qu'il vous passionnera.

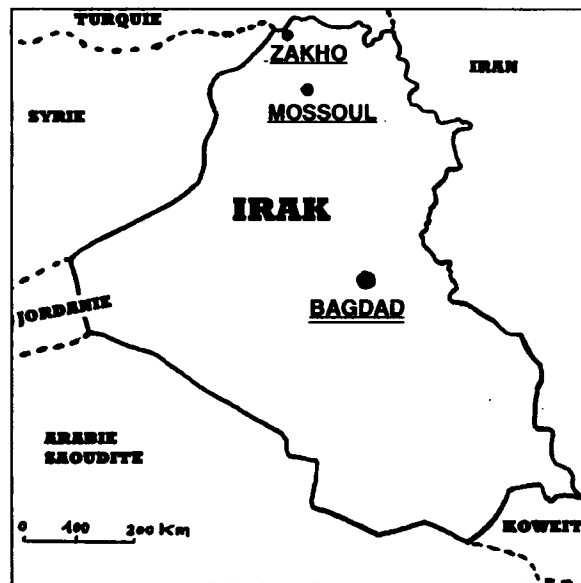
Ce sont les souvenirs d'enfance de l'auteur, de sa naissance en 1944 jusqu'en septembre 1956, date à laquelle il a été envoyé à Mossoul par ses parents. Le livre nous transporte magiquement dans ce Kurdistan irakien que, par la suite, une oppression dictatoriale insensée a rendu tristement célèbre.

Les parents d'Ephrem-Isa s'étaient mariés très jeunes. Son père, Youssef, n'avait que vingt ans au moment du mariage. Et sa mère, Ouarina, seulement dix-sept ans. Suivant la coutume, leur mariage avait été arrangé par leurs familles respectives.

Ils étaient relativement aisés. Youssef avait acquis plusieurs champs, où il cultivait du blé, des fruits et des légumes. Il possédait une cinquantaine de chèvres dans la montagne, ainsi que des brebis. Il était chef caravanier. Trois fois par semaine, il se rendait à la petite ville de Zakho, situé à neuf heures de marche, où il achetait des marchandises pour son village. D'abord, avec l'âne Kendo. Puis, avec le mulet Ferdo, qui devait devenir un grand ami de l'enfant.

Le village de Sanate, vieux de trois siècles, s'accrochait aux flancs arides de la montagne Zenara. Des toits en terrasses faits de terre crue mélangée avec de la paille. Des ruelles étroites et tortueuses, pleines de boue en automne. Des boeufs, des ânes, des brebis y déambulaient librement. Au centre de la localité, s'élevait le clocher de l'église, dédiée à la Sainte-Vierge. Cent-cinquante familles y vivaient. C'étaient des chrétiens.

Ils appartenaient à dix "tribus" (ou grandes familles différentes), qui ne vivaient pas nécessairement des relations toujours harmonieuses. Ephrem-Isa appartenait à la tribu Bi-Issac. Tous



les Sanatiens parlaient la langue aranéenne, dont ils étaient fiers de rappeler qu'elle avait été parlée par Jésus. Ils appartenaient à l'Eglise Assyro-chaldéenne, qui est l'une des branches catholiques de rite oriental. Ils étaient de race sémitique, alors que les Kurdes, très majoritaires dans cette région, sont des Indo-Européens. C'est seulement à l'âge de six ans, lorsqu'il entra à l'école, que l'enfant entendit parler arabe et commença à l'apprendre.

Les saisons et les drames

Bien des souvenirs d'enfance d'Ephrem-Isa sont savoureux. Notamment ceux qui concernent les saisons. En été, combien il aimait vagabonder dans la montagne ! En automne, il y avait la confection du bourghoul, une sorte de semoule qui constituait le plat principal du village. L'hiver était rude, avec de grands froids et beaucoup de neige, pour la joie des enfants, qui aimaient s'y ébattre. Nombre de coutumes égayaient la vie villageoise : par exemple, la cueillette de la manne (mais ouïl nous sommes proches de la Bible) ou la fête des jeunes au mois d'avril. Qu'on lise aussi le mariage de Sarah ! L'enfant pouvait être espiègle à l'occasion, comme le montre l'amusante histoire de vengeance qu'il avait combinée avec un cousin à l'égard d'une femme qu'ils considéraient comme arrogante.

Qu'on n' imagine pas, toutefois, une vie idyllique ! La femme demeu-

rait la principale victime de grandes injustices. Comme le montre, par exemple, la douloureuse histoire de Hanny, mariée contre son gré par ses parents à un veuf quadragénaire qui, une nuit, la défigura sauvagement. Encore plus, celle de Nano Kore, une jeune fille aveugle de naissance, violée par l'instituteur, chez qui elle avait été placée comme femme de ménage, puis assassinée à l'instigation de ses frères. On ne peut pas tout évoquer en quelques lignes. Il faut lire le livre.

Sauver un patrimoine culturel

Le dernier chapitre raconte le départ d'Ephrem-Isa pour Mossoul, pour y entreprendre ses études secondaires. Quel dépaysement pour l'enfant ! A Zakho, il aperçoit pour la première fois une automobile. Chez ses tantes à Mossoul, il découvre l'électricité. Il est impressionné par la grande ville de deux cent mille habitants. Mais l'air pur de la montagne lui manquait. En fin de journée, quand sonnaient les cloches, il suppliait le vent du soir de lui porter par bouffées le parfum fruité des roses de Sanate.

Ephrem-Isa Yousif réside maintenant en France. Prêtre et universitaire, il est spécialiste de langue, de littérature et de philosophie arabes. S'il a écrit ce livre, c'est, comme il me l'a dit, pour sauver un patrimoine culturel. Son village de Sanate a été détruit par la dictature de Bagdad, en même temps que deux cents autres villages chrétiens du Kurdistan oriental. Grâce à lui - par-delà le crime - il revit dans notre esprit et dans notre cœur.

René COSTE
Professeur honoraire à l'Institut
Catholique de Toulouse

N.B. : Nous devons nous contenter de signaler trois autres livres, tous trois intéressants : "Qui est mon prochain ?" (Mise en colloque de la fondation Jean Rodhain), Paris, Desclée de Brouwer, 1993 ; "Face au chômage, changer le travail" (une publication de la Commission sociale de l'épiscopat), Paris, Centurion, 1993 ; Marie-Dominique Philippe, "De l'amour" (spiritualité), Paris, Mame, 1993.

State of human rights in Turkey

By Hüsnü Öndül

Secretary-General Human Rights Association

Turkey faces a question of democracy. This is the fundamental question. Turkey has grappled with the question of democracy for over 200 years. Despite its being a giant step forward, the republic has not managed to democratize itself. Today, the judicial, executive, and administrative apparatus of the Turkish republic operates within limits drawn by the fascist administration of the Sept. 12 coup. The Constitution of 1982, the press law, laws on public meetings and demonstrations, associations, labor unions, collective bargaining and strikes, and political parties are all products of the Sept. 12, 1980 coup.

Regulations in such laws are bound up with basic freedoms. Just as those who authored such laws lack legality, so the content of those laws is anti-democratic. Such a legal framework indicates the anti-democratic character of the republic. To us, the problem is a question of the existence of a democratic republic.

It is a question of the granting, protection, and improvement of human rights. Regulations banning the right to elect and be elected, democratic participation in the government of the country, freedoms of thought, speech, and belief, the right to organize public demonstrations, to establish labor unions, political parties, and associations must be abolished. What we need is "total change."

The debate on and the subsequent creation of a constitution is the key to and a condition for the solution of problems related to democracy and human rights. We want a land of freedom, not one of bans. We want a transition from a semi-military democracy to a fully democratic republic.

Journalists and authors are threatened with prison terms. Quite a large number of them are already in prison. Associations, political parties are being banned. Political party leaders, their deputies are being imprisoned because of their political beliefs. Parliamentary immunity of certain deputies is being annulled. In gross violation of the U.N. principles

banning arbitrary and illegal mass executions, 91 people have been killed in the period between 1992 and 1993 in Istanbul and Ankara only. The public names such killings as "executions without trials." The torture of political prisoners continues as a widespread practice.

Kurdish question

A Kurdish question exists in Turkey. It is the most vital part of the question of democracy. It is not a question of terrorism. Politicians, whose policy decisions have to comply with those of the National Security Council (MGK), keep claiming that democracy exists in Turkey together with all requisite principles and institutions. Yet they also assert that democratic reforms — especially those concerning the Kurdish question — can only be implemented after terrorism is wiped out.

In our opinion, the question of democracy will not have been solved in Turkey when emergency rule and the system of employing state-paid village guards are abolished. It goes without saying that such an initiative will be an affirmative development. We believe that the democratic rights and freedoms of Turks do not clash with those of Kurds.

Whenever a Kurdish package is brought onto the agenda, economic and social problems, the use of Kurdish, Kurdish curricula and culture emerge as issues to be tackled. Such demands are justified.

Besides, the freedom of our own people, forced to live under the yoke of martial law and emergency rule since 1978, has always been bridled with a number of prohibitive laws such as the Assurance of Peace (Takrir-i Sükun) law of 1925, the law of 1927 on inspectorship, the law of 1934 on Tunceli province, and the law No. 2932 banning the use of Kurdish which was abolished only in 1991. But such extraordinary laws were not enforced while democracy was reigning in other parts of the country. The 35 years between 1923 and 1993 were under emergency rule or martial law.

Those born in 1978 and 1979 were born in a place ruled by martial law and are still living under extraordinary circumstances. In 1993 alone, 800 PKK members and 1,000 security personnel died. In the same period, the PKK killed 200 civilians, security forces killed 596 civilians and counter-guerrillas killed 496 people. In the past three years 857 villages have been evacuated.

The war in the Southeast denies people their most fundamental right — the right to live. We demand an end to the war. We demand basic human freedoms, a democratic, peaceful solution. We oppose acts of terrorism against children, women, teachers, villagers, and the press, in line with Article 3 of the Geneva Convention.

Democracy is the solution to the Kurdish problem. The package to be announced is one of democratic reform. If this is done, Kurds will come together as one with Turks. We need a restructuring, a transition from coup constitutions to democratic ones. All rights as defined by international agreements must be granted in Turkey as well. That is the way the restructuring must be. We believe that the will to coexist on the part of both the Turk and the Kurd is very strong. The granting of democratic freedoms and rights must be the basis of this.

Baghdad calls on Ankara to enter direct talks on terror

Iranian and Turkish officials conclude security meetings in Ankara

Turkish Daily News

ANKARA- Iraq has called on Turkey to enter into direct talks with Baghdad to settle the common problem of terrorism. Iraqi Ambassador to Turkey Rafi Daham Al Tikriti, speaking to the Anatolia news agency on Friday, said that high-level talks between the two countries should start without any further delay to solve rising terrorism in both countries.

"The reason behind escalating terrorism in the south of Turkey and the north of Iraq, is the fact that Turkish-Iraqi relations have been frozen since the Gulf War," the ambassador said. "It is necessary for high-level officials from both countries to come together to exchange views. Economic problems in both the countries are on the rise, terrorism is escalating and the Kurdish problem is becoming very confused," he added. He said his country also regarded developments in northern Iraq as "terrorism" and called for

Turkey and the international community to adopt a stance against events unfolding there. Iraq has kept the channels of communication with Iraqi Kurdish leaders Jalal Talabani and Masoud Barzani open, Al Tikriti said. "We will talk with them, but there should be no outside interference."

The ambassador also said that Baghdad would back every move made against terrorism, adding his assurances that Iraq was in full support of Turkey's security.

Meanwhile, Iranian Interior Ministry security official Ulan Huseyin Bolandiyan, who completed contacts in Ankara Friday, repeated assurances that Tehran would not allow any terrorist activities directed towards Turkey to take place on Iranian soil.

"The Islamic Republic of Iran can never ever become a place of refuge for terrorists," Bolandiyan told reporters before his departure at Ankara airport. Recalling a protocol on security cooperation signed between An-

kara and Tehran, Bolandiyan informed that the two sides had now agreed to enter the implementation phase.

The two countries agreed to prevent groups operating in their territory to the detriment of the other side, and to exchange information on the activities of these groups.

The sides also agreed that when it is a question of organizing an operation against terrorist groups, a group of observers of at least three members will be invited from the other country, Bolandiyan also explained.

He said he had given Turkish officials information documenting Iranian Kurdistan Democrat Party cooperation with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). In return, he added, that members of the Iranian opposition group Mujahedin Khalq had been arrested by Turkish authorities.

"Our joint borders will once again become borders of friendship and brotherhood," Bolandiyan went on to say.

Turkey's Christians drift from ancestral homes

By Aliza Marcus

Reuters

KOSRALI- Turkey's Christians, unnerved by a Kurdish guerrilla war on their doorsteps, are rapidly abandoning their ancestral homes in the southeast. "A hundred years ago, the region was filled with Christians, Armenians, Syrians, Catholics, every type," said Father Tomas Bektas, the priest in this Syrian Orthodox village.

"Now, anyone who has the opportunity leaves. In one or two years, the whole village will be empty."

In the mountains behind his house, a few tottering stones are all that remain of an old church. A cave marks the entrance to a centuries-old monastery, now blocked by a rock fall. Soon Kosrali seems destined to become one more jumble of derelict buildings, symbolising the glories and despairs of Christian communities rooted in this region since Christ's time. Only 3,000 Christians still inhabit the southeast, home to most of the 250,000 who lived in Turkey just after World War One. They are drifting away, partly for economic reasons but also for fear of anti-Christian sentiment and the guerrilla conflict.

"Our life here is very difficult. We have no security to live freely as Christians," said one man from the Midyat region, who like most Christians interviewed, asked not to be named. Church sources in Istanbul said Syrian Christian schools closed after the 1923 creation of the Turkish republic because community leaders accepted the legal status of Turks. Unlike the Jews and Armenians, they received no special protection for rights such as private education under the 1923 Treaty of Lausanne's provisions for non-Moslem minorities. Syrian Christian children attend state schools and can only get religious teaching informally at weekends from village priests and the nuns and monks in a few surviving monasteries. The Syrian Christians here -- 10,000 more live in western Turkey -- said they often had trouble receiving publications from abroad in Syriac Aramaic, the language spoken by Jesus Christ, or registering Christian names for their children.

"Even if we can give the names, we face discrimination and trouble in us-

ing them in schools, the army and elsewhere," said a Christian teacher from the Mardin area.

Monks said it was so hard to obtain the government permits required for renovations to churches and monasteries that only basic repairs were done, often in secret, to keep them standing. Syrian Christians said the separatist conflict waged by the Kurdistan Workers Party (PKK) for more than nine years, at a cost of more than 7,000 lives, had aggravated their plight. They said community members had been arrested and tortured by security forces battling the PKK. Some had been murdered. While almost no Christians have joined the PKK, government charges that Armenians are fighting for the Kurdish guerrillas have put all Christians under suspicion, residents said. "Here, there is only the military in control, there are no freedoms or human rights. You can't be a Christian, you can't be a Kurd, you can only be a Turk," said a 24-year-old engineer from near Midyat, who plans to emigrate to Europe soon. Christians are al-

so at the mercy of the rebels, who demand food or threaten people who transport supplies for the army.

The guerrillas, generally intolerant of alcohol, were blamed for the killing of a winemaker in Dereici village, near Mardin, six months ago. That prompted most Christian villages to abandon their tradition of wine production, a monk said.

Syrian Orthodox Christians here said their community had been a target

for the Ottomans who virtually wiped out the Armenian presence in Turkey during World War One.

"For the Moslems here, a Christian was a Christian -- Armenian or Syrian, both were killed," said the Mardin teacher. Syrian Christians said the worst attacks stopped after 1923, but the community continued to feel excluded from official posts in the state sector and beleaguered in its Moslem surroundings. As the Christians' sense

of security and freedom dwindled, the seat of the Patriarch moved to Syria in 1933 after 700 years in Mardin.

"This used to be the centre of the community," said the Mardin teacher. "Our churches date back to the first century after Christ, and even before that our forefathers were here." During the time of the Ottoman Empire, our bishops were respected, our people loved," he said. "But now, in the time of democracy, we have no rights."

Military denies obstructing solution to Kurdish problem

Military determined to wipe out PKK, says DEP is PKK's representative, pleased with West's ban on PKK

Turkish Daily News

ANKARA- Arguing it does not constitute a barrier to a political solution to the Kurdish problem, the Turkish military is determined to put an end to separatist Kurdish terrorism before winter ends without harming democracy, the fundamentalist daily Zaman wrote on Friday.

"The military thinks no different than us regarding the dissemination of freedoms and rights. They do not suffer from any taboos on the use of the Kurdish language and support the principle of the freedom of the individual to speak their minds freely," Fehmi Koru, Zaman's chief columnist wrote. A top-brass military official at the Turkish Chief of Staff Headquarters told Zaman, however, that the Armed Forces are determined to finish off the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) by winter's end, wrote Koru.

"Yet we are going to do so without pursuing policies injurious to the democratic regime," Koru quoted the military official as saying.

"The PKK is a terrorist organization, pure and simple. Hence, it shall be liquidated. No recognition of this terrorist organization or of those acting on its behalf is possible," said the official," Koru wrote.

The Zaman columnist reported that the Turkish military did not regard the deputies of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) as representatives of the nation.

"We have never looked upon them as deputies. They are the deputies of the PKK -- because they ran in the elections after the PKK ordered them to. Their presence in Parliament harms the influence of the Turkish Parliament. We wish they were people that aim to really do something about Kurds. Yet they are not," Koru quoted the Turkish military official as saying. Referring to the ongoing clashes between security forces and the PKK, the Turkish military official said an "irregular war" was the case in the Southeast, adding that PKK members could never be called "guerrillas."

"They are simply terrorists resorting to guerrilla tactics," he argued.

"We are fighting against terrorists remaining within boundaries drawn by democratic principles. Article 49 of the Turkish Penal Code qualifies armed bandits as enemies. They attack civilians and our soldiers. The same article entitles us to self-defense as well," he maintained.

The topnotch official, Koru added, said the Gulf War of 1991 had led to a strengthening of the PKK, with the organization filling up the power vacuum that emerged in northern Iraq and intensifying its attacks on Turkish targets afterwards. Touching on Operation Provide Comfort -- dubbed Poised Hammer in Turkey -- the military official said it had its advantages and disadvantages.

"For as long as it maintains its presence, the

probability of a Kurdish state will increase. Talabani and Barzani [northern Iraqi Kurdish leaders] are taking advantage of the current power vacuum. Yet if Poised Hammer is withdrawn, Saddam will have moved up to our very border. He does not like Turkey and will certainly back the PKK in that case. Then we will be bereaved of the right to launch operations into northern Iraq whenever we want to," he told Koru.

Referring to parallel action by Germany and France to ban the PKK, the military official said the Armed Forces were pleased with the move.

"But if those banned in Germany infiltrate Belgium, for instance, the recent bans will mean nothing. Those countries, too, ought to ban the PKK. The role played by Prime Minister Tansu Çiller is considerable indeed. Yet the Westerners' conduct raises some doubts as well. We are wondering if they'll ask for concessions," he added.

He said the military was baffled by the phrase "political solution."

"Aren't democratic rights the same for everyone? We, of course, hope for the improvement of democratic rights for all the people living in Turkey. We, of course, want restrictions lifted en bloc all over Turkey. The Turkish Armed forces has been throughout its history, a reformist and progressive organization. We think we know better than anyone else the benefits of democratization," he said.

He added the military was for a discussion of curricula in another language than Turkish and of the free use of another language by its native speakers.

"But to delimit such issues as the problem of one single region is a mistaken approach. We will not erect a barrier before the democratization of the country," the top-brass official affirmed.

Ongoing pain of human rights in Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- The state of human rights in Turkey has been one of the main issues on the country's agenda, especially in its relations with Europe, since the military coup d'etat in 1980.

After the coup, the appalling state of human rights in Turkey isolated the country from many European institutions. Between 1980 and 1983, around 600,000 people in the country were taken into police custody in relation with the political violence during the late 1970s. Most of them were reportedly mistreated or tortured during their questioning in police and gendarmerie stations.

The international human rights monitoring group, Amnesty International (AI), claimed that 230 people were tortured to death while under custody after the coup. (The Turkish government in 1989 accepted that some 130 people might have died because of torture. Thirty-four court cases were opened against interrogator policemen.)

As a result of mass trials in military courts, many people were sentenced to death and long prison terms. Fifty-three of the death penalties had been executed by 1983.

That year elections were held in Turkey with certain military restrictions, and the civilian Motherland Party (ANAP) government and its majority in Parliament suspended the executions.

But human rights violations did not stop in Turkey. In the meantime, Turkey has signed a number of

international conventions on prevention of torture and mistreatment of prisoners and detainees, though its not possible to say that Turkish security personnel have fully complied with the principles stated by those conventions and ratified by the government.

For example, according to recent reports, eight people have died under police or gendarmerie custody since the beginning of 1993.

A ninth person reportedly died after being released, reportedly because of the torture he was subjected to while in custody.

The violations of human rights in Turkey caused human rights activists to get together and institutionalize.

The Human Rights Association (IHD), which was established in 1986, was the first society to reveal the violations systematically and promote the principles of human rights. Then came the Human Rights Foundation (IHV) in 1990 with a rather specialized cause: the rehabilitation of victims of torture and documentation of human rights violations. Since they were established, these two institutions have been contributing to the betterment of the state of human rights in Turkey with their works and criticism, thus contributing to the strengthening of democracy in the country.

TDN opens its pages to the secretaries-general of both organizations as guest writers on the current human rights situation in Turkey, towards a more open and civil society.

DEP: Is it possible to stop millions of Kurds?

By Emre Gökalp

Turkish Daily News

ANKARA- The Kurdish-based Democracy Party (DEP), which is on the verge of closure, believes it is possible to stop the party, but asks, "Is it possible to stop millions of Kurds?" Remzi Kartal, Van deputy and spokesman for the party, said Friday that Turkey would not and could not solve its problems, including the Kurdish problem, as long as the chief of staff in Ankara, the emergency rule region governor in Diyarbakır and tribal leaders as representatives of the Kurdish people in the Southeast continued to determine the policies of Turkey. Kartal, in a telephone interview with *Turkish Daily News*, said that the state was denying the DEP, which sought solutions to the current problems of Turkey, especially the Kurdish issue, by democratic means and without damaging Turkey's integrity, its right to exist.

The office of the chief prosecutor of the High Appeals Court filed

a case Thursday at the Constitutional Court demanding the closure of the Democracy Party.

An announcement from the prosecutor's office said that it had indicted the DEP on charges of violating the Preamble and Articles 2, 3, 14 and 69 of the Constitution and Articles 78 and 181 of the Political Parties' Law.

"The current militarist administration has darkened the future of Turkey. All responsible people and institutions should react to this decision on the closure of the DEP for the sake of Turkey's future," Kartal added.

At least 54 activists and politicians affiliated to the DEP which has 17 deputies in Parliament, including a member of Parliament from Mardin, Mehmet Sincar, have been shot by unidentified assassins over the past two years.

DEP Chairman Yaşar Kaya who has been arrested for "spreading separatist propaganda and publishing leaflets of a terrorist organiza-

tion (the PKK)" is still in jail.

The closure of the DEP, Kartal went on to say, is the worst thing that can happen for Turkey. "It is possible to close down the DEP,

but is it possible to stop millions of Kurds. What will they do to stop these people."

Chief of General Staff General Doğan Güreş told the pro-Islamic daily *Zaman* on Friday that the members of Parliament representing the DEP were not the representatives of the people, but the representatives of the PKK.

"Because they have entered into the elections on the orders of the PKK, their existence in Parliament has been decreasing the effectiveness of Parliament," the paper quoted Güreş as saying. Meanwhile, a press release from the DEP on the closure of the party said that the DEP is a party which has appeared to fill an existing political gap in the country.

"If the party is closed down, there will be new formations instead," it added. "Such political decisions will not solve the problems of the country."

If the DEP is closed down by the Constitutional Court, the parliamentary immunities of a total of 17 DEP deputies will be lifted, and they will be tried by a state security court (DGM). The prosecution is demanding an investigation into their separatist activities, and the death sentence may be given if they are found guilty.

Earlier last month, Prime Minister Tansu Çiller said that she was in favor of lifting the immunity of some of the DEP deputies, opening the way for trials which could put them on death row.

Human Rights Foundation

The Human Rights Foundation of Turkey (IHV-standing for İnsan Hakları Vakfı) is a nongovernmental organization which was established in 1990 by 32 people.

Working on the principle of individual projects, the IHV has two main fields of activity.

IHV gives priority to the rehabilitation of victims of torture.

The foundation has set up three torture rehabilitation centers in Ankara, Istanbul and Izmir.

So far hundreds of people have been affected by torture they were subjected to while in police and gendarmerie custody.

Funding of the physical and psychological treatment of torture victims is provided for through donations and support to the individual projects by national and international nongovernmental institutions and individuals. IHV's second field of activity is the systematic documentation of human rights abuses in Turkey.

The IHV documentation center prints daily, weekly and yearly reports on the violations of human rights in Turkey. Subscriptions to these reports provide additional funds to the foundation to be used again in documentation activities. The subscription address is: Menekşe 2 Sokak, 16/6-7, 06640, Kızılay, Ankara.

Human Rights Association

The Human Rights Association (IHD-standing for İnsan Hakları Derneği) was established on July 17, 1986, by 98 people, including academics, authors, jurists, engineers, architects, journalists and some relatives of prisoners.

There were two prior initiatives to establish a human rights association in Turkey in 1946 and 1962, but they did not last very long.

The establishment of the third one came at a time when Turkish society needed to question and heal the wounds created by the — then, partially — continuing martial law administration and particularly by the decisions of the military courts. That situation might explain why the IHD has grown so quickly to defend human rights in Turkey.

It has 57 branch offices and more than 22,000 members throughout the country.

So far, the IHD's efforts have not been costless. Many of its members have been prosecuted by courts because of statements they made on the state of human rights. Some IHD executives, especially those in the Kurdish secessionism struck southeast Turkey, have been killed. The murder cases are still unsolved.

Eighteen branch offices of the association in the East and Southeast have been closed for the time being, mainly because of threats received by the members.

The association was recently awarded ECU 100,000 by the European Union as a contribution to its activities toward a better standard of human rights.

What are human rights?

In Turkey, the main question is: What are human rights? Now even officials are talking about human rights. The issue is even being mentioned on television. The Turkish government has signed almost every accord in Europe and in the United Nations about human rights. However, the question of human rights must be something different than the human rights mentioned so frequently by officials.

Today, if you very clearly state that the Kurdish problem in Turkey must be solved by political and democratic means, you may be considered a traitor. If you give some facts about the violations of security forces in the Southeast, you may be accused of taking sides with the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party).

What happens to Kurdish people who leave their towns and villages in the Southeast and move to the Western and Southern parts of Turkey? What kind of relations do they have with the Turkish communities there?

Are they confronted with hostile feelings, can they find jobs easily and can they fit into the society with some minor problems which have nothing to do with resentment of the Kurds?

These observations and questions concern some of the toughest human rights problems in Turkey, and what is more devastating is the fact that no one is doing anything officially to resolve such problems which may in the future lead to new violations and problems like the one in former Yugoslavia.

Everybody talks about human rights in Turkey, but the concrete human rights problems continue due to lack of democratic leg-

islature and the carelessness and unwillingness of the government and all official circles.

There is a failure on all levels to search for democratic solutions.

Villages are burned, towns are evacuated, demonstrating groups are fired upon, people are killed during house raids and murdered by unidentified individuals, people are still dying while in detention and disappearances are still taking place.

Officials, however, are talking about human rights more than ever.

Systematic torture and murder are still on the top of the list of human rights violations in Turkey. What is more, these drastic violations are verified by the official reports of the Council of Europe and also by the United Nations.

There are all kinds of attacks on journalists, on the freedom of expression and conscience, on human rights organizations and on democratic mass organizations and even on political parties.

Whenever the PKK terrorist activities intensify, officials are ready with the most undemocratic retaliation plans and undemocratic recommendations of new laws or amendments to bring back the implementation of capital punishment and more severe punishments as we see even today.

However, in spite of these grim facts, deaths, murders, misery and sadness, there is a tremendous attempt by the democratic-minded in Turkey to stop all of these violations.

Whether this democratic attempt will succeed or not largely rests on the joint and universal efforts of the human rights movement throughout the world.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRA0447 4 GI 0251 FRA /AFP-KA46

France-Kurdes

Une douzaine de Kurdes en grève de la faim à Strasbourg

STRASBOURG, 6 déc (AFP) - Une douzaine de Kurdes de Turquie observent une grève de la faim à Strasbourg depuis samedi pour protester contre la dissolution d'associations kurdes en France, ont annoncé lundi des responsables de l'Association kurdes travailleurs du Kurdistan, une des organisations dissoutes.

Deux décrets ont été publiés vendredi au Journal officiel portant sur la dissolution du Comité du Kurdistan, de la Fédération des associations culturelles du Kurdistan et des sept associations regroupées par cette même fédération.

Les grévistes de la faim entendent protester contre la dissolution de leur association "qui existe pacifiquement depuis 1983 à Strasbourg et est en relation constante avec les institutions sociales et administratives de la région", a déclaré à la presse Huseyin Elmali, représentant de l'association et membre de la Commission consultative des étrangers de la ville de Strasbourg.

Les militants kurdes demandent également la libération immédiate des 20 Kurdes actuellement détenus en France après la rafle opérée le 18 novembre dans toute la France.

Pour Huseyin Elmali, lui-même arrêté puis relâché, "ces arrestations fortement médiatisées ne sont qu'une opération de marketing pour que la France vende tranquillement ses armes au régime turc qui s'en sert contre les Kurdes".

L'Alsace compte environ 7.000 Kurdes sur une population estimée en France

à près de 80.000.

lh/dbe/sp

AFP 061829 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRA0298 4 I 0187 SUI /AFP-IJ27

Suisse-Kurdes

Pas d'interdiction du PKK en Suisse, mais surveillance accrue

BERNE, 6 déc (AFP) - Le gouvernement suisse a décidé lundi une série de mesures de surveillance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste en lutte armée contre le gouvernement turc), mais ne veut pas interdire cette organisation.

Alors que l'Allemagne et la France viennent d'interdire le PKK et ses organisations annexes, la Suisse estime, comme la Belgique et les Pays-Bas, qu'une interdiction, et donc un passage à la clandestinité, rendrait plus difficile la surveillance du PKK, a expliqué le ministre de la police Arnold Koller.

Cependant les cadres identifiés du PKK se verront refuser l'entrée en Suisse et les contrôles d'identité et de port d'armes seront renforcés dans toute la Confédération.

L'activité du PKK, mouvement très structuré qui est accusé de recourir au chantage pour extorquer des fonds, constitue "un sérieux danger" pour la Suisse, a déclaré M. Koller. Le ministre a rappelé qu'en juin, un manifestant kurde avait été tué par un coup de feu tiré depuis l'ambassade de Turquie à Berne.

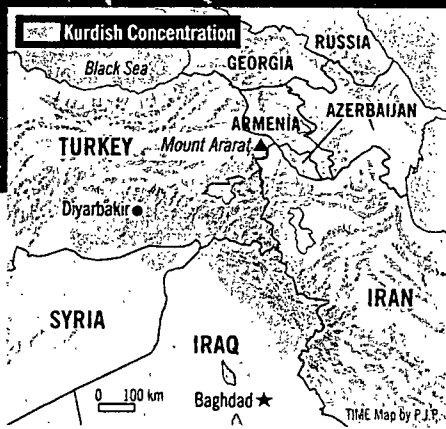
jms/ms

AFP 061519 DEC 93

■ INSURGENCIES

FROM BANDITRY TO CIVIL

Kurdish dreams of statehood fuel a bloody uprising and trigger a backlash in Turkey



By FREDERICK PAINTON

*If only there were harmony among us,
If we were to obey a single one of us,
He would reduce our vassalage under
Turks, Arabs and Persians, all of them.
We would perfect religion, our state,
And would educate ourselves in learning
and wisdom.*

—AHMED KHANE
17TH CENTURY KURDISH POET

THE WISTFUL LAMENT FOR A QUARRELsome mountain people rings as true today as it did 400 years ago. It is as if the Kurds—like France's Bourbons—have remembered everything but learned nothing from their long, bitter history. Ever divided among themselves by blood feuds and clan rivalries, they still feel oppressed by the rulers—Turk, Arab, Persian—whose kingdoms, empires and governments have claimed the Kurds' allegiance. Where they live is known as the Land of Insolence, a spine of mountains that curls through southeastern Turkey into Syria, Iraq, Iran and parts of Armenia. This is the Kurds' fortress home—a forbidding country of jagged peaks and deep valleys that nourishes dreams of independence born of a

legendary past 3,000 years ago. Down the centuries the Kurds have rebelled against all their rulers. In just the past 70 years they have risen against the Turks 16 times, only to be ultimately crushed; similarly, they have sought to throw off Iraqi and Iranian rule, only to meet the same fate.

This time, though, is different. What began as a scattershot armed insurgency nine years ago in Turkey's mountainous southeast corner is approaching the dimensions of a full-blown war that in the past 12 months has spread from 10 to 20 provinces. It is the longest-running Kurdish rebellion, the most successful and the bloodiest in Turkish history.

The number of combatants and civilians killed on both sides so far is officially put at 11,000 and climbing at an average of



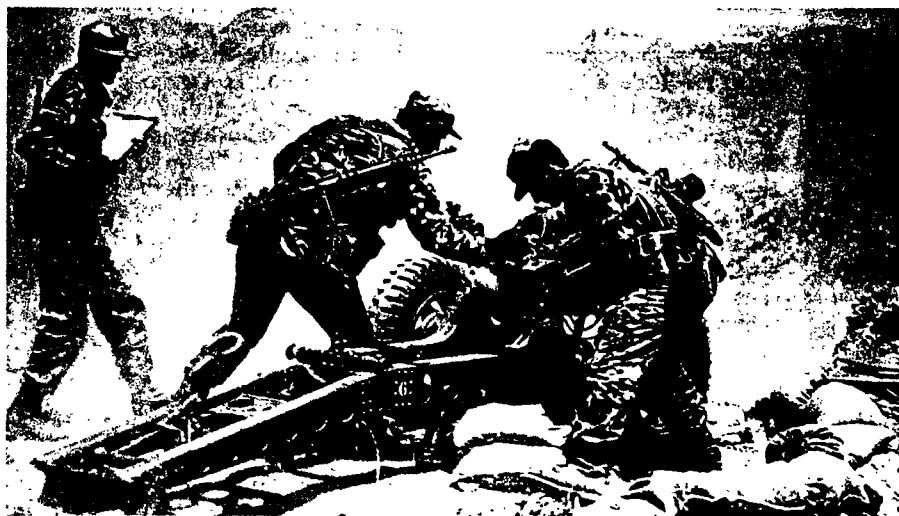
PATRICK O'DONNELL—SIPA

30 deaths a day. At the heavily guarded Turkish base in Diyarbakir, the capital of the embattled southeast, the scene is reminiscent of Danang at the height of the Vietnam conflict. Half a million refugees from the fighting, including perhaps thousands of underground Kurdish agents, are crowded into the city. Huey and Black Hawk assault helicopters and Cobra gunships line the runway next to rows of F-4 fighter-bombers that are flying day and night strikes against Kurdish guerrilla strongholds in the mountains. Around 200,000 troops are deployed in the surrounding region—regular army units as well as special antiguerrilla forces and village guards. Currently 10,000 special troopers are engaged in an offensive designed to root the rebels out of their hideouts by the end of December.

This is a dirty war, with bloody ambushes and punitive search-and-destroy missions—and the civilian population trapped in between. At night the guerrillas are in control of many roads; during the day they throw up surprise roadblocks, stopping civilian and military vehicles and often shooting the occupants.

While some analysts still describe the conflict as “a limited civil war,” the limits are clearly expanding. With increasing desperation the rebels are trying to drive Turkish authority from the heart of the southeast. Politicians and journalists are threatened with death if caught in the area. The Kurdish extremists have banned alcohol, smoking and Turkish newspapers. Oil companies, including Mobil, have been forced to shut down operations and pull out. As symbols of Turkish “imperialism,” schoolteachers have been special targets: 47 have been killed so far this year in a campaign that also burned down 500 schools and forced 3,060 to close. Over the

P.K.K. GUERRILLAS in the Zagros Mountains: The current insurrection is the most ferocious ever; below, Turkish artillery firing on rebel positions



AP/WIDE WORLD

past three months, the insurgents have killed more than 200 Kurdish women and children in acts of pure terrorism aimed to ensure that no one cooperates with the Turks.

ILNUR CEVIK, THE EDITOR OF ANKARA'S English-language *Turkish Daily News*, pronounces the Kurdish guerrilla movement “a serious threat to the Turkish state.” Prime Minister Tansu Ciller, 47, in office for only five months, this month admitted that “facing us is a terrorist movement that has been turned into a spreading militia movement. Its purpose is not to bring democracy and welfare to the people but to split the country. They kill whoever crosses their path, whether it's Turk, Kurd, man, woman or child. They are trying to prevent March municipal elections. But we will not let them.”

The threat is serious in military terms—and insidious in its slow polarization of Turkish society. The risk is not that the government will crumble under the guerrillas' assault, but that the steady escalation of the conflict could in the end derail democracy. That possibility is deeply troubling to Turks as well as to their NATO allies and potential European Community partners who see Turkey as an anchor of stability and secularism in a strategic area wracked by ethnic conflict and political and religious tension. To the north, in the Caucasus, war flickers in three now independent former Soviet republics—Georgia, Armenia and Azerbaijan—and Russian military power seeks to reassert itself. To the south and east, old enmities smolder among Syria, Iraq and Iran. Above all, there is increasing evidence that Armenia has joined Iran, Iraq, Syria and Greece in giving secret support to the Kurdish guerrillas. For the first time this month a Turkish Prime Minister publicly accused the country's neighbors of helping the insurgents. Warned Ciller: “We are making it clear to these people that if they are friends, they must show their friendship. If they aren't, we will do what is necessary.” What is necessary, it was explained, will range from diplomatic pressures to military strikes into these countries to reach rebel bases and insurgency leaders operating there.

For decades governments in Ankara dismissed unrest in the remote Kurdish mountain strongholds as banditry. The Kurds were considered a deprived, backward and tradition-bound people. Use of their language and Kurdish-language newspapers were outlawed, as were most other expressions of their distinct culture. Officially Turks referred to Kurds as “mountain Turks” and expected them to assimilate. Those who did were accepted as Turks, and many rose to prominent positions.

The dismissive approach to Kurdish grievances began to change in the mid-'80s when unrest flared into a concerted terror campaign conducted by the Kurdish Workers' Party (P.K.K.), a militant Marxist group dedicated to wresting Kurdish autonomy from Ankara. In the years since then, the P.K.K. has emerged, by most measures, as the most lethal terrorist-guerrilla organization in the world.

In its ruthless disregard for human life, the party is similar to Peru's Maoist Shining Path movement today and Cambodia's Khmer Rouge of the '70s. The first victims of P.K.K. terror were not Turks but Kurds, thousands of countryfolk—men, women and children—who were executed because village leaders had hesitated to throw in their lot with the P.K.K.

While some Kurds turned to the guerrillas out of fear, others joined their ranks in reaction against the Turkish military's bloody reprisals, including the bombing or partial destruction and sometimes evacuation of Kurdish mountain hamlets suspected of giving aid to the P.K.K. Support also derived from the fact that the P.K.K.'s campaign put the Kurdish question on the front pages and made it Turkey's most compelling issue.

When the P.K.K. launched its first major offensive from bases in Syria in 1984, it had a few hundred ill-equipped irregulars un-

der its command. Today the P.K.K. claims to have a hardcore force of 5,000 highly trained guerrillas operating inside Turkey, backed by as many as 150,000 militiamen plus an estimated 2 million sympathizers among the 12 million Kurds in Turkey's population of 57 million people.

The P.K.K. can count on a multimillion-dollar income that buys it relatively sophisticated weaponry, including high-tech communications gear, and a network of agents and supporters in the Middle East and Europe. Much of the money is raised through so-called contributions—in some cases plain extortion—from the estimated 1.5 million Kurds working in Europe and from Kurd-owned businesses that are forced to pay a "revolutionary tax." Millions of dollars more come from the drug trade, where the P.K.K. is thought to control 30% to 40% of the flow of heroin from Afghanistan, Iran and Lebanon through Turkey to Europe.

If the Kurdish insurgency is recognized as the biggest challenge facing the Turkish government, one man can be held chiefly responsible. He is Abdullah ("Apo") Ocalan, a 44-year-old revolutionary born of a landless family in the heart of what is now the embattled Kurdish country. Ocalan is described by one journalist who met him repeatedly as "having the compassion of a cobra."

From his headquarters in Damascus, Ocalan is said to wield uncontested authority over the P.K.K. Last March he declared "a unilateral ceasefire" and called on Ankara to open a public discussion of Kurdish rights. The government responded by limiting military operations, but the truce ended abruptly on May 24 with a massacre that enraged the Turkish army. P.K.K. commandos attacked a bus in the southeast and executed the 33 unarmed army recruits aboard by shooting each in the face. According to Unal Erkan, the supergovernor of Diyarbakir, Ocalan switched tactics because his P.K.K. forces were suffering heavy losses and he needed to show his strength.

Three weeks after breaking his own truce, Ocalan vowed at a press conference "the most ferocious" campaign against the Turks and, in a demonstration of the P.K.K.'s



MASTERMIND ABDULLAH OCALAN: Known as Apo, he is said to have "the compassion of a cobra"

range and power, ordered his guerrillas to attack targets in 28 European cities, specifically Turkish government and tourism offices and banks in Germany, Switzerland, Britain and France. The blaze of violence last July, accompanied by shouts of "Kurdistan lives!" caught the attention of the world.

This month the French government rounded up hundreds of Kurds suspected of being

members of the P.K.K.; last week, Germany outlawed the P.K.K. on its soil.

Fittingly enough, the name Ocalan means revenge in Kurdish. The guerrilla leader got the name in memory of his father who, Ocalan claims, was killed in an uprising against the Turks in 1925. A brilliant student, Ocalan won a scholarship to the prestigious faculty of political science in Ankara, the training center for Turkey's top civil servants. He quickly sought out the underground world of left-wing student radicals, especially young uprooted Kurds like himself, peasant youth who knew poverty and oppression and wanted action rather than political theory. Ocalan and about a dozen followers founded the P.K.K. on Nov. 27, 1978. Their avowed goal: to carve a Marxist-Leninist Kurdish state out of Iraq, Iran, Armenia, Syria and Turkey. But Ocalan could reach only temporary and uneasy alliances with Iraq's 4.1 million Kurds and Iran's 5.5 million. Those chieftains distrust him and his brutal methods.

THOSE WHO KNOW HIM well doubt that an independent Kurdistan is Ocalan's real aim. Turkish journalist Mehmet Ali Birand, who has met him many times, says Ocalan "is an arrogant man. He loves himself. He calls the Kurds a silly, feuding people. You can't pin him down on whether he wants a Kurdish state." Birand quotes the P.K.K. leader as saying, "Why should I ask for an independent Kurdish state? They will give us the most arid part of the country, and then we will have to get passports to travel to western Turkey. The Turks will make life very difficult for us."

Instead of independence, Ocalan told the press in Lebanon recently, "we want a Turkish state in disarray. We want another

BODIES OF SLAIN INSURGENTS: The death toll stands at 11,000 and is climbing by 30 a day



er military coup, we want an end to democracy in Turkey. Then we will win." It is difficult to see how Kurds, as members of a minority, could possibly benefit from a breakdown of law and order in Turkey. Already some Kurds have been fired or refused jobs by Turkish employers. Tensions between the two communities are rising. Foreseeing an intensification of the fighting in the southeast this winter, Turkish journalist Ismet Imset asks, "What is going to be the reaction of the

At the same time, most experts and diplomatic observers agree that there cannot be a purely military solution. While Ankara's latest policy calls for stepped-up military pressure against the P.K.K., it also envisages generous economic aid to the depressed southeastern region and calls for cultural rights for Kurds, with the aim of winning "hearts and minds."

As Ciller explains, "The most important problem is to separate the terrorist

there are grounds for prudent optimism. Evidence is mounting that the Kurds are becoming increasingly war-weary, disinclined to support, much less sacrifice for, the P.K.K. Last week 12 Kurdish tribal leaders representing a million of their compatriots met in Ankara with Ciller and asked for heavier weapons with which to defend their villages against the P.K.K.

Then there are Kurds like Isiklar, whose courage and common sense give



A KURDISH REFUGEE CAMP ON THE TURKEY-IRAQ BORDER: Iran, Iraq, Syria, Greece and Armenia have been accused of helping the rebels

West if all this finally leads to a straight Kurd-Turk fight all over the country?"

While that prospect is unimaginable to most Turks, the situation is precarious. Summing up a widespread view, Birand says he does not believe in a quick solution. "We have a long and bloody struggle ahead of us," he says, "more dead and wounded, just to see which side will blink first. Don't forget, the Turkish army has its reputation to think of, above all. If it doesn't succeed in crushing the P.K.K., the failure will make it look bad." According to Kurdish intellectuals and parliamentarians, it is the military, rather than government or parliament, that is making policy toward the Kurdish insurgency these days.

from the civilian. That is the start." In any case, as former Kurdish parliamentary Deputy Fehmi Isiklar asks, "Whom can the government talk to," without a party in parliament that represents the Kurds? Says a leading Turkish businessman: "There is no way this government, as any previous government, can make concessions to the Kurds until the fighting stops. Any government that does so faces defeat at the polls." Like her predecessors, Ciller initially hinted at granting cultural autonomy to the Kurds, but with elections coming up in March and conservative President Suleyman Demirel leaning on her to desist, Ciller has backed off.

Although the winter will be grim,

reason for hope. He sees progress. "Already the Turks admit that Kurds now exist," he says, "that we actually are a separate race of people. I want Turkish public opinion to bring the bloodshed to an end. I believe in the Turkish state. There is some good in it and some bad. But we are trying to democratize it."

The problem, of course, is not with Isiklar and Kurds like him, but with Ocalan and his followers. As long as they determine the course of the struggle and as long as Ankara feels it cannot offer concessions, peace will be a long way off.

—Reported by Mehmet Ali Kislali/Ankara, Naomi Morris/Berlin and James Wilde/Siirt

SUITE AU COUP DE FILET ANTI PKK

Un Kurde lyonnais assigné à résidence

Un comité de soutien a rencontré le préfet de police, afin de protester contre cette décision

Près de quinze jours après la vaste opération de police dirigée contre les membres présumés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), le porte-parole de la communauté kurde de Rhône-Alpes s'est vu notifier un arrêté d'assignation à résidence dans un village proche de Tours.

Mustapha Kisa avait été interpellé le 18 novembre dernier, avec plusieurs de ses coreligionnaires. Après quelques heures de garde à vue, il avait été libéré et aucune pour-

suite judiciaire n'avait été entreprise contre lui.

Finalement, et alors qu'il se rendait à Paris, mercredi, il a été arrêté par les gendarmes sur l'autoroute A-6. Au cours de ce simple contrôle de routine, les militaires lui ont notifié son assignation à résidence sur décision du ministère de l'Intérieur en date du 30 novembre. Mustapha Kisa a aussitôt été invité à suivre les forces de l'ordre qui l'ont immédiatement conduit à Sainte-Maure-de-Touraine, petit village de la

région de Tours.

Par ailleurs, et toujours sur décision du ministère de l'Intérieur, Mustapha Kisa fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière, assorti d'un sursi à exécution, mais applicable à tout moment.

Vendredi après-midi, une délégation composée de représentants de SOS Racisme, du Centre culturel œcuménique de Villeurbanne, de la CIMADE, du CRARDA, du MRAP et de Résistance Verte a rencontré Marcel Leclerc, préfet adjoint à

la sécurité.

Au cours de l'entretien, ce comité a fait part de sa vive protestation à l'égard des deux décisions ministérielles. « Mustapha Kisa n'est pas un terroriste, soulignait Jean Vincent de SOS Racisme. D'ailleurs l'abandon de toute poursuite judiciaire est la preuve que rien n'a été retenu contre lui. Ces arrêtés ne nous semblent pas fondés et les avocats de Mustapha entreprendront de former des recours contre ces décisions ».

En attendant, le jeune homme est tenu de « pointer » chaque jour au commissariat de Sainte-Maure-de-Touraine, mais il reste libre de rencontrer ses proches.

Depuis le coup de filet du 18 novembre, Mustapha Kisa est le deuxième Kurde assigné à résidence. Une jeune femme avait fait l'objet d'une décision similaire. Elle est actuellement tenue de rester dans un petit village des Pyrénées.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, DECEMBER 7, 1993

Thatcher to Testify In Iraqi Sales Probe

By Richard Stevenson

New York Times Service

LONDON — With the inquiry into Britain's sales of arms-making equipment to Iraq shifting its sights to high-ranking government ministers, former Prime Minister Margaret Thatcher will face public questioning Wednesday for the first time about her role in the matter, officials said Monday.

Lady Thatcher, who headed the government until November 1990, nearly four months after President Saddam Hussein's forces invaded Kuwait, will be asked whether she misled Parliament in 1989 by stating that there had been no change in the government's stated policy barring the export to Iraq of technology that could be used in weapons production, officials involved in the inquiry said.

The former prime minister is to testify to the quasi-judicial inquiry,

which is headed by Lord Justice Scott, a High Court judge. Lord Justice Scott, who was appointed last year by Prime Minister John Major, is to issue a public report next spring, but has no power to make or recommend criminal charges. None of the testimony to his inquiry can be used in any criminal case.

Mr. Major, who served in a number of positions in the Thatcher government, is scheduled to appear before the inquiry next month and to face questions about what he knew of the exports of machine tools and other high-tech equipment to Iraq. Several other senior ministers, including the defense secretary, Malcolm Rifkind, and the chancellor of the Exchequer, Kenneth Clarke, also will appear.

The story that has unfolded so

far in seven months of public hearings is one featuring both the drama of spycraft and the banality of bureaucratic feuds and bungling.

At its heart was a tug-of-war within the British government during the mid-1980s over how far to go in allowing sales of sophisticated machinery and other equipment by British companies eager to do business with Iraq.

Much of the questioning has centered on a decision made by government ministers in 1988 to interpret more loosely the guidelines that had been adopted in 1985 barring the sale to Iraq of any equipment that might have military purposes. Following the change, which apparently came in the wake of the cease-fire in the war between Iraq and Iran, government ministers approved a number of sales to Iraq, including the export of machine tools that British intelligence had concluded might be used to make artillery shells.

But according to testimony from a number of witnesses, there was often little coordination among various arms of the government on the issue. The officials responsible for applying the government's poli-

cy to day-to-day decision-making often were distracted or only dimly aware of repeated warnings by intelligence agencies of the possible military uses of the technology being sold to Baghdad.

Throughout the inquiry, British trade officials have testified that they were primarily concerned about not causing British industry to miss out on opportunities to sell.

Anthony Steadman, a former chief of the Department of Trade and Industry's export-licensing unit, told the Scott inquiry last week that he had ignored or failed to read intelligence reports and bypassed normal procedures in approving machine-tool exports to Iraq in 1989.

"Things would just get scanned when perhaps more attention should have been paid to them," Mr. Steadman testified.

Mr. Steadman's boss, Eric Beston, the head of the Department of Trade and Industry's export control branch from 1985 to 1990, testified last month that he was often more concerned with the export of antiques and "other large expensive things owned by rich and powerful people" than with technology.

Berne serre la vis au PKK mais ne l'interdit pas

Contrairement à l'Allemagne et à la France, la Suisse ne condamne pas les activistes kurdes à la clandestinité.

En guerre ouverte contre le Gouvernement turc, le Parti des travailleurs kurdes (PKK) donne fort à faire aux polices européennes. On ne compte plus les attentats et les règlements de compte qui lui sont imputés d'un bout à l'autre du continent. Au point que l'Allemagne a décidé, il y a dix jours, d'interdire ce mouvement. La France a suivi peu après. La Suisse, elle, a décidé de ne pas imiter ses grands voisins. «L'interdiction du PKK serait une mesure contre-productive», a déclaré hier Arnold Koller. Le Conseil fédéral a en revanche décidé de renforcer les mesures de surveillance policière.

Dans son rapport sur l'extrémisme du 16 mars 1992, le Conseil fédéral ne mâchait déjà pas ses mots à l'encontre du PKK qu'il décrit comme un Parti communiste d'inspiration stalinienne accusé de soutirer des fonds à des Turcs vivant en Suisse. «Une bonne douzaine d'assassinats

commis dans toute l'Europe est imputée au PKK», relevait-il. «On soupçonne également le PKK de soutenir depuis la Suisse sa lutte armée en Turquie.»

Le 24 juin dernier, les militants kurdes mettaient le feu aux poudres en organisant de violentes manifestations dans une douzaine de villes européennes, dont Berne et Zurich. Résultat: un manifestant kurde tué par les services de sécurité de l'ambassade de Turquie à Berne. Le 19 août, la Suisse était à nouveau impliquée dans le conflit kurdo-turc suite à l'enlèvement par les rebelles kurdes de deux touristes suisses, relâchés un mois plus tard. Début novembre enfin, la Suisse était touchée par une vague d'attentats contre des intérêts turcs.

Comme la Belgique et la Hollande

Jusqu'ici, le Conseil fédéral s'était borné à interdire le port

d'armes aux ressortissants turcs. L'interdiction du PKK par l'Allemagne et la France l'a contraint à réévaluer sa position. Arnold Koller a cependant constaté, dans le cadre de la Conférence des ministres européens de la Justice et de l'Intérieur qui s'est tenue la semaine passée à Bruxelles, que ses collègues étaient loin d'avoir une position unanime. C'est pourquoi, à l'instar de la Belgique et de la Hollande, la Suisse a renoncé à une mesure d'interdiction qui, d'une part, ne correspond pas à sa tradition et, d'autre part, ne ferait que rendre la surveillance plus difficile en renvoyant le PKK à la clandestinité.

Le Conseil fédéral estime cependant que les activités du PKK et de ses satellites constituent un authentique danger pour la sécurité intérieure de la Suisse. Malgré toute la compréhension que

l'on peut avoir pour les revendications du peuple kurde, affirme-t-il, il n'est pas admissible que le conflit kurdo-turc soit exporté en Suisse.

Conséquence: la Suisse interdira leur entrée aux cadres identifiés du PKK, confisquera le matériel de propagande incitant à la violence et appliquera fermement la mesure d'interdiction du port d'armes. Par ailleurs, les cantons devront intensifier la recherche d'informations sur les organisations kurdes prêtes à recourir à la violence. Quant à la police fédérale, elle va intensifier la coopération avec les services de la Confédération, des cantons et de l'étranger et en coordonner les opérations dans l'ensemble du pays. Si ces mesures ne suffisent pas à calmer le jeu, l'étape suivante sera l'interdiction du PKK, avertit Arnold Koller.

Berne / **Christiane Imsand** □

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0503 4 I 0164 TUR /AFP-Q018

Turquie-Kurdes

Mise en liberté du président du Parti pro-kurde de la démocratie

ANKARA, 7 déc (AFP) — Le président du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde), M. Yasar Kaya, a été mis en liberté mardi par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara après une période de trois mois de détention pour "séparatisme" et quatre jours avant le congrès général du parti dimanche à Ankara, a-t-on appris de sources judiciaires.

M. Kaya avait été arrêté le 16 septembre à Ankara, inculpé pour des propos jugés "séparatistes" et susceptibles de "nuire à l'intégrité de l'Etat turc", lors du congrès du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, en août en Irak du nord.

Lors de l'audience de mardi, le président du DEP a rejeté les propos qui lui ont été attribués dans une allocution prononcée lors du congrès de PDK à Erbil. Il a affirmé que le texte de son allocution "n'avait rien à voir avec l'intégrité indivisible" de l'Etat turc, selon les mêmes sources.

CE/mfr/ft

AFP 071837 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0505 4 GI 0108 FRA /AFP-0043

Kurdes-grève

Grève de la faim d'une cinquantaine de Kurdes à Marseille

MARSEILLE, 7 déc (AFP) — Une cinquantaine de Kurdes observent depuis quarante-huit heures à Marseille une grève de la faim pour dénoncer "le massacre quotidien de populations civiles au Kurdistan", aussi bien en Turquie qu'en Irak, a-t-on constaté mardi sur place.

Les grévistes de la faim, rassemblés dans le local de l'Association culturelle kurde, dans le centre-ville, protestent également contre la dissolution, le 30 novembre, de l'association "Yekkom-Kurdistan" à laquelle ils étaient affiliés.

Ils ont reçu le soutien de la CFDT, la CIMADE et le MRAP.

CR/gbo/bmk

AFP 071839 DEC 93

Options au Cœur du Social — 6 décembre 1993

KURDES

Les nouveaux boucs émissaires

A la demande de Charles Pasqua, le gouvernement a décidé, le 30 octobre, de dissoudre deux associations kurdes, le Comité du Kurdistan et la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan. Selon les avocats des Kurdes arrêtés, les dossiers sont entièrement vides. Deux pourtant font l'objet d'un arrêté d'expulsion. En d'autres termes, renvoyés à une répression certaine dont le gouvernement français prend la responsabilité. Exhibés

dans les camps de réfugiés d'Irak à l'issue de la guerre du Golfe, les Kurdes, lorsqu'ils fuient la répression turque, n'ont plus les faveurs du gouvernement français visiblement soucieux d'entretenir de bonnes relations avec Ankara. Il est vrai que, à défaut du marché d'armement perdu en 1991 à Bagdad, celui d'Ankara est en bonne santé. La Cgt a condamné ces mesures et s'est jointe, à l'appel de nombreuses associations, à une manifestation le 2 décembre à Paris. I.A.

Dernières Nouvelles d'Alsace — 7 décembre 1993

Strasbourg

Onze Kurdes en grève de la faim

Onze membres de l'Association des travailleurs du Kurdistan à Strasbourg ont entamé depuis samedi une grève de la faim afin de dénoncer la dissolution d'associations kurdes en France, dont la leur. Celle-ci est intervenue par décret du 2 décembre et publié le lendemain au journal officiel.

Le texte leur reproche notamment de se livrer « à une propagande active pour le Parti des travailleurs du Kurdistan... (et) à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France qu'à l'étranger. »

« Nos activités sont claires et légales », assure Huseyin Elmali, représentant de l'association dissoute et membre de la Commission consultative des étrangers de la ville de Strasbourg, qui dénonce « la politique générale qui est menée derrière tout cela par la France. » Et notamment les ventes d'armes de la France à la Turquie.

A travers ce mouvement, le groupe espère également obtenir la libération des 20 Kurdes encore emprisonnés en France suite aux interpellations du 18 novembre sur l'ensemble du territoire.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0673 4 N 0106 FRA /AFP-RW16

France-Kurdes

Note aux rédactions

Conférence de presse de neuf associations

PARIS, 7 déc (AFP) — Neuf associations dont la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), la CIMADE (comité oecuménique d'entraide), la Fondation France-Libertés tiendront une conférence de presse, jeudi 9 décembre, à l'occasion "du lancement d'une campagne de soutien aux droits du peuple kurde".

Cette conférence de presse se tiendra dans les locaux de la CIMADE à 11h, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris, en présence de la secrétaire générale de la CIMADE, Geneviève Jacques, et du président de la FIDH, Daniel Kacoby.

SZB/mst

AFP 072245 DEC 93

KURDES Lettre à mon évêque

« Je reviens du ministère de l'Intérieur où je suis allé plaider la cause d'un jeune résistant Kurde que j'ai connu à la prison et qui va être livré par la France aux Turcs. J'ai dit ma honte aujourd'hui d'être français.

J'apprends ce soir (20 nov.) que la police a chassé les Kurdes de Notre-Dame... Si cela n'en est pas une, dites-moi, Père, ce qu'est une profanation ?

Ce soir, j'ai honte... mais j'ai beaucoup plus honte que ce matin à cause de l'Évangile que l'on va lire dimanche dans le même lieu. Que penser ? Que croire de tous ces beaux textes ? J'ai honte et j'ai mal. Très mal. Il fallait que je vous le dise pour essayer de mieux dormir. »

Dominique Frigaux
Aumônier de Prison (Val d'Oise)

Expulsés de Notre-Dame

« Le dimanche 21 novembre ce passage de l'Évangile selon St Matthieu a été lu « *J'étais étranger et vous m'avez accueilli* ».

Le vendredi 19 des Kurdes réfugiés dans la cathédrale de Paris ont été expulsés par des CRS à la demande du clergé de Notre-Dame.

Qu'en pensez-vous Monseigneur Lustiger ?

En ce qui nous concerne nous sommes profondément troublés. »

Gabrielle et René Logeay
(Membres de l'aumônerie de
l'hôpital de Pontoise et de la
Maison d'arrêt du Val d'Oise)

Et les Kurdes d'Irak ?

« Suite au dossier très intéressant
sur les Kurdes dans « TC » du 13

novembre, je souhaite apporter quelques précisions en tant que présidente de l'Association « Les Amis du Peuple Kurde » et auteur de « Questions sur le Moyen-Orient, le Kurdistan » 1992, édition Prospective 21.

En France, l'arrestation massive de Kurdes de Turquie braque les projecteurs sur une communauté déjà fortement éprouvée par la guerre civile qui règne dans la partie kurde de Turquie où un peuple de 15 à 20 millions d'individus (et non 7 millions) endure les pires sévices de la part de l'armée turque qui incendie, bombarde et déporte les populations de villages et villes, la dernière en date étant Lice dans la province de Diyarbakir.

Quant aux Kurdes d'Irak, ils souffrent d'un double embargo, celui des alliés dans la guerre du Golfe de 1991 contre l'Irak et celui du gouvernement irakien contre la partie kurde qui, suite à des élections, s'est dotée d'un gouvernement

d'Union nationale au printemps 1992. Tout se passe comme si ce gouvernement, au regard des alliés, n'existait pas. La situation des Kurdes d'Irak est donc liée à la protection des alliés tant que celle-ci s'exercera et, en ce cas, le terme « d'autonomie » est lui-même sans fondement réel.

Pour ce qui est des Kurdes iraniens (les plus nombreux après ceux de Turquie), après les élections dans le Kurdistan d'Irak, un camp de peshmergas iraniens retranché en zone libre kurde irakienne a été bombardé par l'Iran sans protestations de la part des grandes puissances. Des attentats commis par les services secrets iraniens sont perpétrés en Europe, ainsi les assassinats à Berlin de trois leaders du PDKI (Parti démocratique kurde d'Irak) dont le secrétaire général de ce parti, M. Sharafkandi. »

Michelle Meyer
Strasbourg (Bas-Rhin)

Libération — 7 décembre 1993

Lice, ville kurde interdite

PAR ISMAIL BESIKCI *

Ismail Besikci, emprisonné dans la petite ville d'Iskilip depuis le 13 novembre, risque 115 années de prison pour une quarantaine de délits d'opinion. Il a déjà passé plus de douze ans dans les prisons turques sous les régimes militaires pour « atteinte à l'unité nationale » et « insulte à la mémoire de Mustafa Kemal ».

Les opérations lancées le 22 octobre à Lice (ville kurde de Turquie) par l'Etat turc ont le mérite de mieux faire comprendre le système de souveraineté turc. Ces opérations initiées au prétexte que « les terroristes ont tué un général » ont duré cinq à six jours. Dès le début de ces opérations, l'accès à Lice a été interdit, toutes les lignes téléphoniques coupées, la ville a été complètement isolée des bourgades et villages des alentours.

La méthode avait déjà été utilisée à Simak, Çukurca, Varto, Kulp, Yüksekova, Dogubeyazit, etc. (villes kurdes totalement ou partiellement détruites par l'armée turque depuis 1992). Les forces étatiques interdisent l'accès à ces agglomérations, et en deux ou trois jours d'opérations les incendient et les détruisent. Des armes de guerre comme des chars, des canons, des obus, des hélicoptères sont utilisées avec une grande efficacité. Les forces de sécurité présentent toujours ce genre d'opérations comme « des affrontements avec le PKK ». (...)

Dans la mort du général Bahtiyar Aydin, deux points méritent réflexion et analyse. Le premier est que dès l'annonce

de cette mort, le PKK a publié un communiqué affirmant : « Nous n'avons pas tué le général et aucune unité de guérilla n'est rentrée à Lice le 22 octobre selon Cemil Bayik, l'un des commandants de l'ARGK (Armée de libération nationale du Kurdistan, branche militaire du PKK), c'est l'Etat qui a tué le général. Le deuxième point est la déclaration faite par le président de la République, Suleyman Demirel, le 22 octobre à la télévision nationale. Demirel affirme que le général Bahtiyar Aydin a été tué par une balle accidentelle. La presse turque n'a fait aucune investigation sur ces déclarations; elle les a même soigneusement écartées, ignorées. Même le président de la République, qui apporte pourtant un soutien ferme à la terreur de l'Etat, a par sa déclaration pris le soin de ne pas établir de lien entre les opérations de Lice et la mort du général.

En analysant l'escalade de la terreur d'Etat à Lice, il faudrait aussi retenir le fait qu'au cours de ces jours les parlementaires n'ont pas été autorisés à entrer dans Lice. Pendant les opérations, le président général du Parti républicain du peuple (CHP, opposition du centre-gauche), Deniz Baykal se trouvait à Diyarbakir (capitale kurde située à environ 70 km de la ville de Lice). Le 23 octobre, la délégation du CHP se met en route pour Lice. Elle veut mener sa propre enquête sur ce qui s'est passé. Elle est accompagnée de journalistes. A 25 km de Lice, la délégation est arrêtée par les forces de sécurité qui lui indiquent que l'accès à la ville

est interdit. Une discussion s'engage alors entre la délégation et les responsables militaires. Ces derniers finissent par consentir à laisser passer Deniz Baykal et les parlementaires de son parti, à condition que les journalistes ne les accompagnent pas. (...) Mais à 7 ou 8 km de Lice, l'autobus de la délégation est à nouveau arrêté. Les militaires refusent à la délégation du CHP l'autorisation d'entrer à Lice. Le président général du CHP, Deniz Baykal, déclare à ce sujet: «Le ministre a donné des ordres, mais les sous-officiers et les gendarmes nous ont dit qu'ils ne nous laisseraient pas y aller. Malheureusement, la parole du gouvernement n'a pas cours là-bas... il a dû se passer des choses qu'ils ne souhaitaient pas que l'on voie...» (Salah, 24 octobre 1993).

Une semaine après l'escalade de la terreur à Lice, le Premier ministre Tansu Çiller a voulu se rendre sur place pour voir elle-même ce qui s'y est passé. Les milieux influents n'ont pas autorisé le Premier ministre à se rendre à Lice pour s'informer directement sur les événements. «Le président de la République rend visite à Kars (NDT, ville kurde située à environ 400 km au nord de Lice), si vous voulez, vous pouvez l'y accompagner», lui a-t-on dit. On a indiqué au Premier ministre qu'elle pourrait se rendre à Lice dans 15 à 20 jours (Hümyet 30 octobre 1993).

Le fait que le Premier ministre n'ait pas été autorisée à se rendre à Lice apparaît comme un troisième élément important dans l'analyse des événements de Lice et de la terreur d'Etat. Si une délégation du CHP incluant des parlementaires n'a pas été autorisée à aller à Lice, si le Premier ministre est empêchée de s'y rendre, il est évident que des choses effroyables, dont on ne veut pas à qu'elles soient vues, s'y sont produites. Les forces de l'Etat ont utilisé des armes lourdes comme des chars et des canons, des bombardiers, des hélicoptères, des blindés, des panzers pour détruire et brûler Lice. Les commerces ont été pillés, les biens, l'argent et les bijoux des habitants confisqués. Les maisons ont été incendiées, les provisions alimentaires détruites. Le nombre de morts dépasse très largement les chiffres officiels. En interdisant l'accès à Lice, en coupant les communications téléphoniques, en empêchant les journalistes et les parlementaires de s'y rendre, on a voulu tenir l'opinion publique dans l'ignorance de ce qui s'est passé. S'il s'était agi d'une attaque du PKK contre des familles des protecteurs de village (la milice pro-gouvernementale), au lieu d'interdire l'accès, on aurait spécialement convoqué les journalistes, on les aurait conduits chez les victimes pour qu'ils les photographient, recueillent leur témoignage.

Tout cela a un rapport étroit avec le système de souveraineté turc. Dans la politique turque, les partis politiques, le

gouvernement, l'Assemblée nationale ne pèsent d'aucun poids. Cela est tout à fait clair sur la question du Kurdistan. Dans l'appréhension de la question kurde, dans la définition des politiques visant à trouver des solutions à cette question, la plus importante force est le Conseil national de sécurité (qui réunit autour du président de la République, le Premier ministre, les ministres de la Défense et des Affaires

On a voulu tenir l'opinion publique dans l'ignorance de ce qui s'est passé dans la ville kurde de Lice. Ce point de vue sur l'attitude du pouvoir turc face à la destruction par l'armée de la ville est paru dans le quotidien «Ozgür Gündem» du 19 novembre. Le lendemain le journal était suspendu pour une période de quinze jours.

étrangères et les principaux chefs de l'armée). Face au poids déterminant du Conseil national de sécurité, les partis politiques, le gouvernement, l'Assemblée nationale n'ont aucun poids réel. Cela signifie que les institutions issues du suffrage populaire ne pèsent guère face aux organismes nommés. (...)

Lorsque le Premier ministre Tansu Çiller évoque la télévision en kurde ou les cours de kurde optionnels, le leader de l'Anap (NDT, Parti de la mère patrie, principale formation de l'opposition), Mesut Yilmaz, dans sa réaction à ces propositions, montre d'une façon claire quel est le centre qui détermine et oriente la politique turque. Mesut Yilmaz demande au Premier ministre: «Avez-vous discuté de cette opinion, de cette proposition au Conseil national de sécurité?»

Les propositions du Premier ministre sur «la télévision kurde» et «les cours optionnels de kurde» ont rencontré une vive réaction de la part du Conseil national de sécurité et de la presse servant de porte-voix aux vues du Conseil. Le Premier ministre a dû retirer ses propositions. Sa proposition de «modèle basque» (NDT, pour résoudre le problème kurde en Turquie) a subi le même sort. Les soldats refusent d'appliquer les ordres d'un ministre d'Etat. Le Premier ministre ne possède pas assez de volonté politique pour se rendre à Lice quand elle veut. Il serait important d'observer l'attitude que va adopter désormais le Premier ministre. (...)

* Sociologue turc.

Anti-terror draft in bottleneck over secularism

Coalition decides to play low-key in bid to avoid crisis

Turkish Daily News

ANKARA- The government's bid to introduce a highly controversial law to combat terrorism and take new measures against terrorist propaganda is stuck in a bottleneck due to disagreement between the two coalition parties.

The conservative True Path Party (DYP) of Prime Minister Tansu Çiller amended the final draft, dropping all reference to activities and propaganda against secularism. This action led to a serious confrontation with the junior partner Social Democrat People's Party (SHP).

During the weekend, SHP Chairman Murat Karayalçın made a statement in which he said the

"secularism crisis" had come to a crucial point and warned that "the government is being lost." His remarks, highlighted by the mass circulation daily Hürriyet, triggered a flurry of telephone calls between the two leaders during which Karayalçın and Çiller decided to suppress any future statements on the issue.

Karayalçın had said on Saturday that a recent memorandum prepared and signed by 80 DYP deputies clearly illustrated their views. "There is very little time ahead of us," he said, "if nothing is done, we will have to go our separate ways." His reference was to a letter issued by the conservative parliamentarians demanding for the draft

to be approved by Parliament as it had been passed by a sub-commission. The latest version does not contain any article regarding propaganda and activities against secularism.

This point was stressed once again over the weekend by DYP Deputy Chairman Esat Kiratlıoğlu, who said his party would defend the country against crimes committed both against secularism and Islam. Political sources said the statement was an indirect message to the country's military which is getting impatient over the delay in this vital, yet controversial, draft.

On Sunday, following the Hürriyet report on Karayalçın's statement, the SHP chairman and Çiller reportedly had two telephone conversations during which they decided to suspend the debate temporarily.

According to regulations, Parliament budgetary talks must be completed without any interruption. With the talks beginning this Wednesday, neither of the leaders are expected to make controversial statements on the draft until the talks are over, to avoid overshadowing the budgetary debate.

The new anti-terror law proposes heavy fines and imprisonment for those propagating on behalf of terrorists and supporting terrorist movements. The original text was amended several times before being passed by the Justice Commission but the most serious change was in the articles concerning anti-secularism. The Turkish Constitution rules that the country is a secular state -- a principle item which has for years been challenged by pro-Islamic activists and politicians.

Observers say that if the debate continues, the anti-terror bill, which is much in demand by the country's security organizations, will be delayed further.

70% wage increase for troops in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- An increase of 70 percent has been made to the wages of military personnel deployed in the emergency rule region and neighboring provinces.

According to a draft bill approved by Parliament on December 2, as of December 15 regular sergeants and corporals deployed in the emergency rule region will receive TL 10.8 and 10.65 million respectively, the Anatolia news agency said.

As for commando sergeants and corporals in special crack teams deployed in the troubled southeastern and eastern provinces, they will receive, respectively, monthly wages of TL 15.4 and 15.3 million.

The Office of the Turkish Chief of Staff is continuing to recruit candidates for positions as non-commissioned officers, Anatolia added.

Police bust PKK in the cities of Ankara and Istanbul

33 suspects caught along with explosives

Turkish Daily News

ANKARA- Police in the cities of Istanbul and Ankara have busted two networks of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), catching 33 suspects along with their explosives and uniforms, the Anatolia news agency reported on Monday. Anatolia said 28 people were caught in Istanbul while preparing for activities to mark the anniversary of the PKK and that a search conducted in safe houses had resulted in the seizure of nine grenades, nine sticks of dynamite and 2.5 meters of time fuse. According to a statement issued by the Istanbul police directorate, the suspects were also in possession of

winter clothing for PKK rural militants. The supplies were hidden in nine sacks and included false ID cards, backpacks and wireless equipment. The suspects were involved in various activities including the bombing of a bank and the killing of a PKK repentant, the statement said. In another development, metropolitan police in Ankara announced they had caught five suspects who had arrived in the city to carry out a series of attacks and to collect money for the organization.

Police said the suspects had been followed for some time and had been caught in possession of two guns, ammunition, organizational bills and some notes on the PKK's targets. The suspects provided information on five underground depots in the Diyarbakir province. All were destroyed, the police said.

No concrete results in Turco-American talks

Firm American stand on Iraqi-Turkish oil pipeline remains unchanged

By Murat Yetkin

Turkish Daily News

ANKARA- No concrete agreement was reached in the official, high-level talks between the United States and Turkey held in Washington last week, official sources said on Monday. Government sources, who asked not to be named, told TDN that in the three-day talks held between Nov. 30 and Dec. 2, the Turkish delegation failed to change the firm American stand on the limited removal of economic sanctions on Iraq in order to compensate Turkish losses because of the Gulf War.

The talks were a follow-up to the contacts made by Prime Minister Tansu Çiller during her visit to the United States from Oct. 14-19, 1993.

"But the Turkish-American dialogue on that will continue," one source said. "Not to have any concrete success in the short run is not discouraging for us."

Ankara says it abides by the U.N. embargo on Iraq, in which it played a key role in 1990 by closing down the

Iraqi-Turkish oil pipeline following Iraq's invasion of Kuwait. But Ankara also says that a limited and controlled removal of the embargo will help Turkey to compensate its losses, which government officials put as more than \$10 billion.

Sources said that there were no concrete achievements regarding Turkish demands from the United States in the field of defense as well.

The Turkish government had asked the United States for more defense systems, including early warning systems, flying tankers, updated frigates, antitank planes and assault helicopters during Çiller's meeting with U.S. President Bill Clinton and other American officials. Sources said that American officials preferred the issues to be discussed at the High Level Defense Group (HLDG) talks which are expected to be held in Ankara in January 1994. The U.S. government had al-

ready promised 50 A-10 antitank war planes and 28 Cobra assault helicopters to Turkey under the southern flank amendment program of the North Atlantic Treaty Organization (NATO) at the end of the HLDG talks in October 1992. The delivery of these items has not started yet.

Turkish government sources underline that the only field of possible concrete achievement in the short run in Turkish-U.S. relations is the sphere of economics and trade.

The first of the high-level Turkish-American Economic Commission talks will be held in Ankara on Dec. 8-9 (See story on page 2). Sources say that there is a chance for Ankara to generate some "fresh" money again in order to compensate some of its losses from the Gulf War. But sources point to the Turkish government's attitude on intellectual property rights, for which it has been under pressure both from the United States and from Europe for sometime. The Undersecretary for Treasury and Foreign Trade Osman Ünsal will co-chair the talks.

Ünsal was in the delegation which held high-level talks with the U.S. administration last week in Washington, together with Çiller's chief advisor, Volkan Vural.

FRA0451 4 I 0192 FRA /AFP-FV21

France-Kurdes

Campagne en France pour le respect des droits du peuple kurde

PARIS, 9 déc (AFP) — Neuf associations françaises ont lancé jeudi à Paris une campagne d'opinion pour le respect des droits du peuple kurde, demandant au gouvernement français de ne pas sacrifier le sort de ces populations disséminées à travers l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie "au nom d'intérêts géo-stratégiques".

Elles ont notamment réclamé l'introduction d'une "clause de non utilisation contre la population civile" dans le contrat signé en octobre dernier pour la livraison à la Turquie de 20 hélicoptères français Super Puma à partir de 1995.

"Si cette clause est refusée par les autorités turques, alors la France devrait s'interdire de livrer ces hélicoptères", ont affirmé leurs représentants au cours d'une conférence de presse présidée par Geneviève Jacques, secrétaire-général de la CIMADE, et Me Daniel Jacoby, président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), soulignant que les combats en Turquie ont fait plus de 10.000 morts ces dernières années.

mj/mc

AFP 091823 DEC 93

La Marseillaise — 8 décembre 1993

L'APPEL DE DETRESSE DES KURDES DE MARSEILLE

Une cinquantaine de Kurdes résidant et travaillant à Marseille et sa région ont entamé une grève de la faim le 5 décembre pour protester contre la décision du ministère de l'intérieur de dissoudre leur association.

Mardi dernier, trois officiers de police sont venus leur signifier qu'un décret gouvernemental prononçait la dissolution de leur association et qu'ils devaient donc fermer le

siège. Demandant le texte de l'Arrêté, les membres de l'association ont été invités à s'adresser au ministère de l'intérieur.

Ils sont 40 000 à avoir trouvé refuge en France. Ils ont fui le génocide de leur peuple organisé par l'Etat Turc. Un grand nombre d'entre eux ont obtenu le statut de réfugié politique. Les ressortissants Kurdes ont créé une vingtaine d'associations culturelles, sportives et sociales afin de préserver leur identité tout en s'adaptant au mieux dans les structures de la vie en France.

Or, le 18 novembre dernier, la police a perquisitionné des maisons Kurdes, des associations, des commerces sur ordre de Charles Pasqua. 20 Kurdes étaient arrêtés. Le 30 novembre dernier, le ministre de l'intérieur annonçait qu'il allait supprimer l'association YEK-KOM Kurdistan (fédération des travailleurs du Kurdistan).

On ne peut s'empêcher de rapprocher cette démarche de notre ministère de l'intérieur du besoin exprimé récemment par le gouvernement Turc de moderniser son armée pour mener sa guerre

contre le peuple Kurde. Elle ne peut manquer d'apparaître comme un soutien politique ouvert de la France au génocide du peuple Kurde entrepris par le l'Etat Turc.

Aujourd'hui, les Kurdes en appellent à tous les démocrates, à tous les défenseurs des droits de l'homme, leur grève de la faim dépasse le cadre de la défense de leur droit à une association. Elle vise aussi à lancer un véritable appel de détresse face à une situation grave pour eux et pour leur peuple. Une situation qui a tendance à s'aggraver de jour en jour.

R.M.

Erkan: About 1000 terrorists 'neutralized' in past 3 months

Four dead, one policeman injured in terrorist incidents

Turkish Daily News

ANKARA- Ünal Erkan, emergency rule governor for the troubled Southeast, announced Monday that approximately 1000 terrorists of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had been "neutralized" in the past three months.

He added, "2900 people who aided and abetted terrorists have been arrested and imprisoned."

Erkan said foreigners led about 100 groups of

the terrorist organization in rural areas in the Southeast. "The terrorist organization has killed 1,300 innocent people in the first 11 months of the year. But they are not going to get anywhere. It is impossible to defeat the state," he said at public rallies in the Lice and Kulp towns of Diyarbakır province.

A policeman was slightly injured late Monday night in an incident in Istanbul's Bayrampaşa dis-

turkish daily news

Wednesday, December 8, 1993

trict. Anatolia news agency reported Tuesday that three suspects had opened fire on a police patrol during a search operation.

"Police officer Ömer Taşdiken was slightly wounded in the incident. Police are searching for the three," Anatolia said. In two separate attacks on civilians in the southeastern province of Diyarbakır Tuesday, Sedat Akıncı and Osman Şener were gunned down by unidentified assailants. Three people were injured in the incidents.

In another incident in the eastern province of Mus, Ferit Gülçin was killed by three assailants Tuesday.

In the southern province of Adana, Durmuş Yaprak was killed by unidentified assailants. Yaprak, who lost control of his car, hit seven elementary school students. They were taken to various city hospitals, Anatolia reported Tuesday.

Court to look into merits of DEP case

Turkish Daily News

ANKARA- The Constitutional Court has completed its preliminary examination in respect of the lawsuit which calls for the closure of the Democracy Party (DEP). The office of the chief prosecutor of the High Appeals Court filed a case at the Constitutional Court last Thursday demanding the closure of the DEP.

It indicted the DEP on charges of violating the

Preamble and Articles 2, 3, 14 and 69 of the Constitution and Articles 78 and 81 of the Political Parties' Law dealing with acts against the indivisible integrity of the country and the nation.

The court will now start to look into the merits of the case.

For this reason, the court will ask the DEP administrators to present their defense petition upon receipt of the indictment.

High level Syrian official signals clampdown on PKK

Turkish Daily News

ANKARA- A high level Syrian official signalled on Monday that Damascus had clamped down on the Kurdistan Workers' Party (PKK) and would curb all activities of this outlawed organization in its territories.

Turkish Prime Minister Tansu Çiller confirmed the promise, and said she had received the message that the PKK would in no way be allowed to remain within Syrian borders.

Appearing Monday night on the popular Show TV debate program Crossfire, the Syrian state minister in charge of security affairs, Naser Kaddur, for the first time acknowledged the presence of the PKK in Syrian territory but said everything had been done to block its activities. "The stability and sovereignty of Turkey is very important both for Syria and the region. Because of this, no group

pursuing terrorism against Turkey or creating unrest will ever have a place on Syrian soil again," Kaddur said.

He went to the extent of accepting that PKK leader Abdullah Ocalan may have visited Syria as well.

The state minister's statement had immediate impact back in Ankara where Çiller was quoted by a Turkish newspaper as saying that she had received the same promise in the form of a message. Deputy Prime Minister Murat Karayalçın said, on the other hand, that Ankara was pleased with Syria's attitude on the PKK. Karayalçın also guaranteed that Syria would have no problem with regard to water and said, "We will give Syria the water it requires."

Lebanese Connection:

Despite these developments, the Ana-

tolia news agency reported on Tuesday that "the ball is now in Lebanon's court," and that the situation of the PKK in the Lebanese Bekaa valley was also going to be discussed.

On Crossfire, Kaddur denied that Syria had the Bekaa valley under its control and insisted he be asked questions only on the situation in Syria.

On Dec. 16, Lebanese Prime Minister Refik Hariri will be arriving in Ankara on a two day official visit during which the issue is to be raised by the Turkish side.

Ankara is expected to ask for less tolerance and more action towards the PKK and for the continued prevention of this organization's presence in Lebanese soil.

Intelligence sources said PKK leader Öcalan was recently asked to leave his headquarters in the town of Kardaha in Latakia and had moved into the Bekaa valley.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

Irak-Kurdistan

Près de six cents femmes tuées depuis deux ans pour atteinte à la "moralité privée" dans le Kurdistan d'Irak

ERBIL (Irak), 8 déc (AFP) — Cinq cent soixante-quinze femmes ont été tuées au Kurdistan irakien depuis 1991 au titre des lois sur la "moralité privée" a affirmé mardi à Erbil (nord de l'Irak) un porte-parole de l'Union indépendante des Femmes du Kurdistan.

Ces 575 femmes ont été tuées par leur mari ou d'autres membres de leur famille au nom des lois irakiennes sur la "moralité privée", qui sont restées en vigueur au Kurdistan en dépit de l'autonomie de fait dont jouit cette région depuis le retrait des forces irakiennes en 1991, ont précisé des membres de l'union.

Ce chiffre ne concerne que le gouvernorat d'Erbil, ont-ils souligné en ajoutant qu'en 1992 et 1993, 263 femmes étaient décédées à l'hôpital central d'Erbil des conséquences de ces "mauvais traitements" familiaux.

Reprochant au gouvernement régional kurde de ne pas transmettre ces affaires à la justice, le porte-parole de l'Union s'est déclaré convaincu que le chiffre de cas de décès non-déclarés devaient être "bien supérieur".

Fondée au printemps 1993, l'Union indépendante des Femmes du Kurdistan est représentée dans cinq villes du Kurdistan, Erbil, Souleimanieh, Ranya, Halabja et Qalaa Diza.

Amnesty  **international**
SECTION FRANÇAISE

SERVICE DES ACTIONS URGENTES
66, RUE PARGAMINIÈRES
31000 TOULOUSE
TÉLÉPHONE : 61 23 53 73
TÉLÉCOPIE : 61 23 53 90

*Action
urgente*

EXTERNE

SF 93 U 1075
EUR 44/118/93

AVERTISSEMENT : "Amnesty International défend des individus, sans prendre position sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

ACTION COMPLEMENTAIRE SUR AU 405/93 (EUR 44/106/93 du 16 novembre 1993)

MENACES D'EXPULSION DES HABITANTS D'UN VILLAGE CHRETIEN ET DE DESTRUCTION DU VILLAGE

TURQUIE: Le village d'Hassana (en turc : Kösrall köyü)

Londres, le 8 décembre 1993

Amnesty International a reçu des informations indiquant que les villageois d'Hassana ont été forcés de quitter le village. Ceux qui sont partis avant la date limite du 20 novembre ont pu emporter avec eux quelques-uns de leurs effets personnels, alors que ceux qui voulaient rester, mais qui ont dû partir le jour où expirait l'ultimatum, n'ont rien pu emporter. Selon certaines sources d'information, les fenêtres et les portes de leurs maisons ont été brisées par les forces de sécurité, les rendant inhabitables et exposées aux aléas climatiques.

Les autorités n'ont offert aux villageois, 31 familles regroupant 199 personnes, aucun endroit ni aucune installation de remplacement.

De plus, avant l'ultimatum, la télévision turque a diffusé une fausse information indiquant que les villageois d'Hassana étaient des Arméniens liés aux rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK).

ACTION RECOMMANDEE : télégramme/télex/télécopie/aérogramme/lettre par avion :

- exprimez votre inquiétude devant les expulsions de villageois dans divers lieux de la région sous état d'urgence, expulsions menées de manière officieuse et arbitraire, assorties de menaces, d'actes d'intimidation, de mauvais traitements et de destruction de bétail, de nourriture et de bien;
- exprimez paticulièrement votre inquiétude devant l'expulsion des villageois d'Hassana, le 20 novembre 1993;
- demandez instamment que toutes les personnes forcées par les forces de sécurité de quitter leurs domiciles dans la région placée sous état d'urgence, reçoivent des compensations pour la perte de leurs biens et soient relogées.

APPELS A:

1/(Ministre de l'Intérieur)
Mr Nahit Mentese
İçişleri Bakanligi
06644 Ankara, TURQUIE
Télégrammes: İçişleri Bakanligi,
Ankara, TURQUIE
Fax: 90 312 418 1795

2/(Vice-Premier Ministre)
Deputy Prime Minister Mr Murat
Karayalçın
Office of the Prime Minister
Basbakanlik
06573 Ankara, TURQUIE
Télégrammes : Deputy Prime Minister,
Ankara, TURQUIE
Télex : 44061/44062/44063 bbmt tr
Fax : (90) 312 417 0476
(90) 312 230 8896

Human Rights Diary

The Contemporary Jurists' Association (CGD) denounces the detention of 11 lawyers in Istanbul and the southeastern province of Diyarbakır. At a press conference in Ankara, CGD Chairman Şenal Sarıhan discloses that security forces have detained 10 lawyers in Diyarbakır and one in Istanbul.

(Cumhuriyet, Dec. 2)

The office of the chief prosecutor of the High Appeals Court files a case at the Constitutional Court demanding the closure of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). An announcement from the prosecutor's office says that it has indicted the DEP on charges of violating the Preamble and Articles 2, 3, 14 and 69 of the Constitution and Articles 78 and 181 of the Political Parties' Law, all of which ban subversive activity against the state.

(Newspapers, Dec. 3)

Kemal Sahir Gürel and Elif Sumru Gürel, members of a leftist Turkish band named "Grup Yorum" are each sentenced to one year and eight months imprisonment and each fined TL 42 million. The İzmir State Security Court (DGM) prosecuted the two for attempting to spread verbal propaganda aiming to destroy the territorial integrity of the country.

(Cumhuriyet, Dec. 3)

Turgut Kazan, chairman of the Istanbul Bar Association, says the controversial anti-terrorism bill drafted by the coalition partners will lead to "state terrorism." Speaking at a press conference in Istanbul, Kazan said Article 5 of the draft aimed to suppress the fundamental freedom of speech. In another development, Ercan Demir, chairman of the İzmir CHD, demands the immediate withdrawal of the anti-terrorism draft bill, alleging it violates democratic principles.

(Cumhuriyet, Dec. 3)

Socialist Unity Party (SBP) Chairman Sadun Aren alleges that the government has left no room for a solution to the Kurdish issue. In a written press statement, Aren says his party expected the government to take concrete steps towards the solution of the issue in the wake of the German and French bans on the PKK, but that the exact opposite had so far been done.

(Cumhuriyet, Dec. 4)

The Istanbul Human Rights Association (IHD) protests what it calls the "extrajudicial killing" of Selma Doğan and Erol Yalçın in a house raid by

the Istanbul police late last month. At a press conference attended by the family of Doğan, the IHD says the house advertized by police as a safe house belonging to the outlawed Revolutionary Left (Dev-Sol) had indeed been the home of the Doğan family for seven years.

(Cumhuriyet, Dec. 4)

The Istanbul DGM starts a criminal investigation against Professor Doğu Ergil, a lecturer of political science at Ankara University, for his written remarks published in the 121 issue of the weekly Aktüel magazine. The indictment reads that Ergil attempted to spread printed propaganda aiming to destroy the territorial integrity of the country.

(Cumhuriyet, Dec. 4)

Turkish authorities have driven 200 Christians from a village in southeast Turkey, residents say. State-paid village guards detained and tortured seven Christian shepherds in the same area, using molten plastic to brand one of their victims with a cross, the residents add. They say 32 Syriac Christian families, the entire 200-strong population of Hassana village, in Mardin province, were forced to leave their homes last month. "An order came through Silopi security headquarters last month, telling them to evacuate Hassana by Nov. 20," a Syriac Christian in the nearby town of Midyat says. "It happened because a local tribal leader said on television that it was an Armenian village," he adds.

(Newspapers, Dec. 4)

Mustafa Ekmekçi, president of the Contemporary Journalists' Association (CGD), maintains that demands by state security courts to shut down political parties indicate a grave threat to democracy in Turkey. At an Ankara press meeting, Ekmekçi says such demands are reminiscent of the era following military coups. Where political parties can be forced to shut down, there is no such thing as the freedom of speech or of the press, he argues.

(Cumhuriyet, Dec. 6)

In two separate attacks on civilians in the southeastern province of Diyarbakır, Sedat Akıncı and Osman Şener are gunned down by unidentified assailants. Three people are injured in the incidents. In another incident in the eastern province of Mus, Ferit Gülçin is killed by three assailants. In the southern province of Adana, Durmuş Yaprak is killed by unidentified assailants. Yaprak, losing control of his car, hits seven elementary school students.

(Newspapers, Dec. 8)



Simon Kreiem/Reuters

Lady Thatcher leaving the inquiry after her testimony Wednesday. She parried polite but pointed questions from Lord Justice Scott.

Thatcher Tells Inquiry She Wasn't Informed of Sensitive Sales to Iraq

By Richard W. Stevenson
New York Times Service

LONDON — Former Prime Minister Margaret Thatcher said Wednesday she had been unaware that junior ministers relaxed a prohibition on sales of militarily sensitive goods to Iraq in 1988, allowing President Saddam Hussein's regime to buy British weapons-making equipment in the years before the Gulf War.

Testifying for the first time in an official inquiry into the sales, Lady Thatcher said she wished she had been kept informed of the change. She said, however, that she viewed the shift even now as technical, limited in effect and not a fundamental policy change that required her approval or public disclosure.

Lady Thatcher, who led the Conservative government until November 1990, four months after the Iraqi invasion of Kuwait, said in response to questions at the inquiry that she had not knowingly misled Parliament when she told the House of Commons in 1989 that guidelines on weapons sales to Iraq formulated in late 1984 had not been changed.

"This particular answer given was what I believed to be correct," she said.

Asked whether Parliament should have been informed of the change, Lady Thatcher, who frequently referred to her tenure in office in the present tense, replied:

"I would not like to answer that question without considering it with my ministers."

Lady Thatcher spent most of the day parrying polite but pointed questions from Lord Justice Scott, the High Court judge who is leading the inquiry, and his chief assistant, Presley Baxendale.

The inquiry is to issue a public report next year, but has no power to bring criminal charges, and witnesses have been granted a near-

blanket immunity from prosecution.

Occasionally turning combative, the former prime minister repeatedly turned aside suggestions that the policy shift outlined in government documents and previous testimony to the inquiry amounted to a major change in the way Britain dealt with requests by its manufacturers to export "dual use" equipment to Iraq.

Such equipment, including machine tools, has civilian uses but can also be employed in the production of weaponry.

Under the 1984 guidelines, Britain effectively prohibited sales of weaponry and dual-use machinery to both Iran and Iraq, which were at war at the time.

After the cease-fire between those two countries in 1988, Britain began responding to requests from its exporters by allowing the sale of dual-use equipment to Iraq, although the Thatcher government did not publicly disclose the change.

"It seems to me abundantly clear that when they proposed these changes they viewed it as a change of circumstances rather than a change of policy," Lady Thatcher said.

The inquiry was set up by Prime Minister John Major last year following the collapse of a criminal case against the top executives of Matrix Churchill, an Iraqi-owned, British-based company that was selling machine tools to Iraq in the late 1980s.

The executives had been charged with violating export laws, but the charges were dropped after government officials acknowledged they had known that the equipment might be used for military purposes.

Lady Thatcher said that she had not been consulted about the granting of export licenses to Matrix Churchill.

Iran: Normal Relations Should Mean No More Murders Abroad

By Mansour Farhang

BENNINGTON, Vermont — President Bill Clinton's meeting with Salman Rushdie last month inspires me to tell of my own experience with Iranian terrorism.

On June 10, an FBI agent came to my house to inform me that I was on a hit list of the Islamic Republic of Iran. He revealed that the list had been passed on by "a friendly country" and that U.S. authorities judged it serious enough to warrant his visit. He added that only three of the 200 people on the list lived in America.

After regaining my balance, I asked him to elaborate on the source and credibility of his information. He replied that he did not know anything else. He expressed sympathy but could not offer any advice or protection. He gave me his telephone number and encouraged me to call him if I had anything to report.

Since then, I have been able to live without excessive concern for safety. I may be in danger, but I believe I still feel more secure in my environment than the paranoid guardians of the Islamic Republic do in theirs.

That Tehran's theocrats have the

audacity to arrange the assassination of Iranian dissidents abroad is not news, but the existence of a list of targets that includes someone like me was a complete surprise. The idea that I could be perceived as a threat to Iran was beyond my imagination, for I am a naturalized American citizen and have no affiliation with any exile or expatriate group.

I work with a number of human rights organizations, but my 30-year involvement in that cause has never been limited to Iran.

I abhor political violence, even against a violent state like Iran, and

when I analyze the character and policies of the Islamic regime, I try to do so in a nonbelligerent fashion.

Government officials in Tehran must be aware of these facts, because I periodically appear as a commentator on the Persian-language programs of the BBC and the Voice of America.

But clearly, the hit list has little to do with the political weight of its targets. Iran's campaign of terror abroad is intended to demonstrate that the ruling clerics are not afraid of Western governments and can eliminate their critics wherever they live.

Since the founding of the Islamic

Republic in 1979, 59 exiled Iranian dissidents have been assassinated: 10 in France, nine in Pakistan, eight in Turkey, seven in Germany, seven in Austria, six in Iraq, three in England, two each in Switzerland and Italy, and one each in Sweden, Cyprus, the United States, the Philippines and Dubai.

In addition, Hitoshi Igarashi, the Japanese translator of Mr. Rushdie's book "The Satanic Verses," was killed in Tokyo in July 1991. Ettore

So far, the regime has committed murder abroad with impunity.

Capriolo, the Italian translator, was wounded in a stabbing in Milan the same month. Last month the book's Norwegian publisher, William Nygaard, was shot and wounded outside his home in Oslo. In France, Germany and Switzerland, court cases are pending against Iranian agents accused of killing other Iranians.

The "friendly country" that passed on the hit list to the FBI, I later learned, was Germany. The list was also given to French and British security services, because many of those named on it live in those countries.

The document was found by police investigators in the home of an Iranian employee of the Islamic Republic's embassy in Bonn. He had been arrested as a suspect in the Septem-

ber 1992 machine-gunning of four Iranian Kurds in Berlin.

The only dissident assassinated in the United States was Ali Akbar Tatabai, a former press attaché of the Iranian Embassy in Washington. He was shot to death in July 1980 at the front door of his house in Maryland by a man posing as a mail carrier.

The police investigation revealed that the suspect was David Belfield, also known as Daoud Salahuddin, a convert to Islam who was an employee of the Iran interest section at the Algerian Embassy in Washington. He fled to Canada, then flew to Iran and has been living there ever since. He was indicted in America and a warrant was issued for his arrest.

In 1986, after the Iran-contra revelations, the Reagan administration concocted the notion of a moderate faction in the Iranian regime to justify its secret arms sales to Ayatollah Ruhollah Khomeini. To keep that fiction alive, a number of American dreamers among the ranks of journalists and foreign affairs experts chose to attribute Iran's international terrorism, including the assassinations, to rogue elements in the regime.

Evidence suggests that Iran's terrorism abroad, like its despotism and anti-Americanism at home, emanates from the highest level of the regime. Tehran's theocrats seem to be frozen in the belief, inherited from Ayatollah Khomeini, that their survival depends on remaining intransigent to-

ward the West. All elements of the regime are united in this view.

Emerging internal disputes on economic priorities might some day lead to conflict or diversity on foreign and domestic policies, but such a development is not yet on the horizon.

The CIA believes that President Hashemi Rafsanjani and the spiritual leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, personally approve every target and plan of assassination abroad. This was the case when Ayatollah Khomeini was at the helm.

So far, the regime has committed murder abroad with impunity. The death threat against Mr. Rushdie is the most publicized example of how Iran treats dissent, but he has at least received a worldwide hearing for his plight. His Iranian counterparts have to suffer or die in anonymity.

Repeated appeals to the United Nations secretary-general to question Iran about the assassination of dissidents abroad remain unanswered.

European countries do not yet see that they have an interest in confronting Iran's criminal acts on their soil. Maintaining access to Iran's oil and consumer markets seems to supersede any other concern.

In 1991, President François Mitterrand accepted an invitation to visit Iran even though by that time seven Iranian dissidents had been killed in France. It was only the undisputed connection of Mr. Bakhtiar's assassins to the government of Iran that

outraged the public and forced the president to cancel his trip.

The American position toward the assassination campaign has been discouraging. The State Department has yet to ask Iran publicly why it has given refuge to Mr. Belfield.

The Reagan administration's exchange of arms for hostages with Ayatollah Khomeini produced such cynicism among Tehran's ruling clerics that they hardly take Washington's pronouncements seriously. For further evidence that they do not need to, consider the estimated \$1 billion in U.S. exports to Iran this year, in spite of a long-standing trade embargo.

The recent warnings by President Bill Clinton and Secretary of State Warren Christopher that Iran would be held responsible for its sponsorship of terrorism are promising. At the moment, however, one can only hope that the administration will reject the cynical practices of its Republican predecessors and initiate a more principled policy toward the Islamic Republic.

To be sure, re-establishment of normal diplomatic and economic relations ought to be the goal of the new policy. But rapprochement would be unconscionable without an unconditional termination of Iran's support for terrorism.

The writer, professor of politics at Bennington College, is on the advisory board of Middle East Watch. He contributed this comment to The New York Times.

Thursday, December 9, 1993

turkish daily news

Washington grants \$1.1 billion to Ankara

US and Turkey trade talks open

Washington presses further for prevention of Turkish violations of intellectual property rights

Turkish Daily News

ANKARA- Crucial trade talks between the United States and Turkey within the framework of the Joint Economic Commission (JEC) opened yesterday in Ankara.

In his speech at the opening of the talks, U.S. Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs Stephen Oxman said that Turkey successfully maintains its key role with its liberal economic structure and secular democracy.

Oxman noted that Turkey's economic achievements are remarkable by any criterion and that a strengthening of the economic relations between Turkey and the United States were of great significance.

"Businessmen from both sides should get together and explore new business opportunities."

In a welcome speech, Acting Treasury Undersecretary Osman Ünsal said that the JEC will be a major instrument to give a boost to the bilateral trade relations between the two countries.

He stressed that Turkey was strong enough to overcome all economic problems that it faces at the moment.

"The Turkish economy offers great opportunities. Major projects could be handled jointly in the Middle East as well as in Central Asia," Ünsal said.

After the opening ceremony, a comprehensive JEC session was held with the participation of high ranking officials from both countries.

There is a long list of items on the agenda of the JEC, which was scheduled after Turkish Prime Minister Tansu Çiller's state visit to Washington last October.

The issues to be given top priority during the Ankara round of talks are the Iraqi-Turkish oil pipeline, intellectual property rights, investments, projects, financial cooperation and trade.

The U.S. delegation will demand from their Turkish counterparts urgent legal action to stop the Turkish violations of intel-

lectual property rights, a major source of complaints from U.S. firms over the past years.

There are reports that such violations cost a total of \$62 million to U.S. firms during 1992: The U.S. Trade Bureau has recently launched an investigation against Turkey on the grounds that Ankara was tolerating the violations of international patent and intellectual property rights.

Washington threatens to exclude Turkish export products from the Generalized List of Preferences, a list of commodities allowed to enter the United States exempt from customs taxes and duties.

The U.S. delegation will prepare a report on patent right practices in Turkey and will submit it to U.S. President Bill Clinton in May.

The final decision will be made by Clinton. Turkey may lose its preferential trade privileges from the United States if Washington finds it guilty of violating patent and

intellectual property rights.

The 15-member U.S. delegation to Turkey has representatives from several U.S. departments and agencies, including the Department of State, the Export-Import Bank, the Agency for International Development, the Department of Commerce, the Trade Development Agency, the Office of the U.S. Trade Representative, the Office of Intellectual Property and Competition, the Overseas Private Investment Corporation, the Environmental Protection Agency and, the Treasury Department.

A press release from the United States Information Service said Wednesday that Oxman and Ünsal will sign two U.S. Trade and Development Agency grant agreements, valued at more than \$1.1 billion, at the conclusion of the JEC. The signing ceremony will take place today (Thursday).

Compensation sought for Manchester fans

Reuter
LONDON- Four British members of parliament intend to keep pressing for compensation for Manchester United soccer fans who say they were mistreated in Turkey, despite being rebuffed on Tuesday by a foreign office minister.

Tom Pendry, the opposition Labour Party MP who led the delegation, said the lawmakers were not satisfied by the answers of junior minister Mark Lennox-Boyd and were pressing for a meeting soon with Foreign Secretary Douglas Hurd. "We felt the meeting with the

junior minister was not satisfactory," Pendry, Labour's sports spokesman, told Reuters.

"The Foreign Office is not pursuing with full vigour the case for compensation and an apology."

The deputation included a former Conservative sports minister, David Mellor.

More than 200 Manchester United fans say they were mistreated by police after a brawl in Ankara on the eve of a European Cup tie of November 10 with the Turkish champions Galatasaray. Six supporters were jailed for three weeks on charges of

drunken behaviour and damaging property.

They were freed by a Turkish court last week and deported.

A solicitor representing four of the fans has said the Turkish government should pay 500,000 pounds (\$750,000) in compensation to cover the expenses, damages and legal costs of all the supporters who were jailed and deported.

Hurd has asked the Turkish ambassador in Britain to clarify the claims of police mistreatment, but a Foreign Office spokesman said any legal action was up to the fans themselves.

PKK's 'radical leader' Şemdin Sakık may be in Beirut

Security official says senior PKK leader is missing

By Ismet G. İmset

Turkish Daily News

ANKARA- A senior security official said on Wednesday that a high-ranking member of the Kurdistan Workers' Party (PKK) Central Committee has been missing for over three weeks and is suspected to have gone to Beirut.

The officer, who asked not to be identified, told the Turkish Daily News that Şemdin Sakık, the PKK's commander for the Greater Diyarbakır (Amed) region, may have been wounded during a recent clash.

He said the PKK executive, a brother of Democracy Party (DEP) Deputy Sırrı Sakık, was in charge of all armed activities in the Diyarbakır, Bismil, Çınar, Çermik, Çungus, Ergani, Hani, Hazro, Dicle, Lice, Silvan, Kulp, Bingöl (Genç and Solhan) and the Elazığ (Maden-Palu) areas.

For the past three weeks, he said, no news has been heard from Sakık. "He does not even talk on the wireless system, and we have concrete intelligence that a committee is currently running the Amed region," he said.

An official at the police directorate said, meanwhile, that there was a possibility that Sakık may have died of bullet wounds.

There were recent reports in the Turkish press that this commander had a falling-out with PKK leader Abdullah Öcalan and may have been placed under detention or that he had been severely wounded during a clash with government troops. Sakık, last month, was last heard of in an interview published in the pro-PKK daily Özgür Gündem, repeating his support to Öcalan. It was not clear whether he was under pressure or not. The PKK's so-called "Amed Command" has been a trouble point for the organization over the past months with Sakık's group adopting a highly radical trend and going to the extent of staging attacks on unarmed people as well.

Security officials say the PKK in Amed consists of about 1,000 militants in total and is controlled by 15 leading militants. Among them is Aysel Çürükkaya, nom de

guerre Medya, who is the wife of PKK defector Selim Çürükkaya.

Selim appeared in Germany about two months ago and said he was prepared to defect and provide information to the press on outlawed activities of the organization. He was known mainly for his role in PKK drug trafficking to Europe. Later, however, he disappeared, and the last which was heard of him was that he had been kidnapped by the organization and taken to Lebanon. Other PKK executives in the Amed region have been identified as military commander Aziz, assistant military commander Reşat Oruç (Cemil), Executive Board member Ahmet Dizin (Adnan), Political Commissar Mansur, temporary executive board members Halit İnan (Aslan), Suphi Karakaş (Sorej), Ömer Hayri Konar (Ferhat), İrfan Perwane (Remzi) and Mehmet Selki (Kana). Of these, İnan, Karakaş, Mansur, Konar, Dizin and Çürükkaya are identified as armed unit commanders.

Turkish businessman admits 4 million dollars in bribes

The Associated Press

ATLANTA-A Turkish businessman said he authorized more than dlr\$ 4 million in bribes to the former manager of the Atlanta office of Banca Nazionale del Lavoro.

The testimony by Şefik Engin Bora Tuesday in the sentencing hearing for Christopher Drogoul undercuts Drogoul's claim that he was a pawn of the Italian and U.S. governments when he granted Iraq dlr\$ 5.5 billion in illegal loans from BNL, Italy's big state-owned bank.

The hearing is expected to conclude with Drogoul's sentencing later this week. Bora said he authorized the more than dlr\$ 4 million in bribes to Drogoul to get him to make loans that were extremely unfavorable for the bank.

Iraq used the money to buy equipment from the Turkish companies that Bora ran.

Bora said Drogoul received a 15 percent kickback on each of the Iraq loans Bora arranged.

The kickbacks were paid to a European bank account, Bora said.

But after the FBI uncovered the unauthorized Iraqi loans in August 1989, Bora said he ordered the kickback funds returned to his company to remove all evidence of bribery.

Bora said he then ordered payments of dlr\$ 750,000 to Drogoul's father, Pierre Drogoul, from the kickback funds, in part to cover his son's legal expenses. Under cross-examination, Bora conceded he had signed falsified documents to

have Drogoul's funds transferred back to his control.

Drogoul was originally charged with 347 counts of bank fraud for allegedly orchestrating dlr\$ 5.5 billion in illegal loans to Iraq.

The loans helped finance Iraq's weapons building before the Persian Gulf War.

Drogoul has maintained he never

made the loans to Iraq to reap personal gain and that officials from his bank and the U.S. government-aware of what he was doing.

They deny it. Drogoul pleaded guilty once before but withdrew the plea during a sentencing hearing last year, when his attorneys accused the U.S. and Italian governments of "the mother of all

cover-ups."

He now has pleaded guilty to one count of wire fraud and two counts of lying to federal bank regulators.

Defense attorneys have asked that Drogoul be sentenced to the 20 months he already has spent in prison. Prosecutors are asking for a sentence of 6 1/2 years.

L'HUMANITÉ - 9 décembre 1993

Courrier des lecteurs

Des amis du peuple kurde trouvent la démonstration de Pasqua et de sa police curieusement tapageuse.

Inquiétudes pour le peuple kurde

Présidente de l'association « Les amis du peuple kurde », notre association se montre très inquiète à l'égard de la « raffe » opérée sur tout le territoire français à l'encontre de ressortissants kurdes de Turquie et sur ses conséquences éventuelles.

De telles arrestations massives désignent à l'opinion publique toute une communauté comme s'il fallait craindre sa présence sur le territoire français, alors qu'un silence pesant règne sur les villages kurdes incendiés et sur les villes détruites par l'armée turque, sur les tortures et les assassinats pratiqués couramment par la contre-guérilla au service de l'Etat turc.

Pourquoi ce silence sur un tel

génocide? Tout citoyen français attaché aux valeurs démocratiques est en droit d'attendre que son gouvernement dénonce la politique turque inhumaine, source de toutes les rébellions. Il est choquant que l'accord de ventes d'armes françaises passé avec la Turquie encourage celle-ci à poursuivre son massacre.

Tant qu'aucune preuve d'actions terroristes de la part de Kurdes arrêtés ne peut être produite, la justice française se doit de les libérer et le droit d'asile doit leur être appliqué, c'est leur accorder « le droit de vivre » (...).

Michelle Meyer
67000 Strasbourg

Criminel

Lamentable, dites-vous, le coup de filet antikurde de Pasqua? Moi, je dis criminel, car beaucoup de Français — sauf, peut-être, au ministère de l'Intérieur? — savent ou devinent que ces gens sont persécutés chez eux.

Ignoble, à mon avis, l'attitude des évêques qui ont fait appel aux CRS pour déloger des Kurdes réfugiés dans leur église à Paris et à Strasbourg.

Je croyais l'église lieu d'accueil privilégié...

Jacques Salmon
77000 Melun

Pas d'amalgame, monsieur Pasqua!

Il ne faut pas risquer d'entretenir une confusion sur le droit d'asile politique ainsi que sur la nature de la lutte des Kurdes et des intégristes du FIS (...).

Le ministre de l'Intérieur prétend que « la France est en train de devenir la base arrière du terrorisme ». Cela reste à prouver. De toute façon, une question est posée : depuis des années, qui accorde le droit d'asile politique à des responsables du FIS et d'autres mouvements intégristes, sinon les gouvernements successifs?

En juillet 1992, « l'Humanité » dénonçait ces complaisances. Le 7 janvier 1993, un article démontrait aussi que les représentants du FIS s'armaient en région parisienne (dans le département de M. Pasqua). Les événements douloureux d'Algérie ont conduit le ministre de l'Intérieur à assigner à résidence certains responsables du FIS, mais ils n'ont pas été expulsés vers l'Algérie.

Tout autre est l'attitude du pouvoir à l'égard des militants kurdes, ceux du PKK en particulier, pourtant reconnus comme d'authentiques réfugiés politiques. Certains sont expulsés et livrés au gouvernement turc, ils sont promis à la torture ou à la mort.

A l'est de la Turquie, le peuple kurde se bat pour sa survie et sa terre. Aux offres de négociations, le gouvernement turc répond par le massacre de la population. Les Kurdes sont persécutés en Turquie, en Iran, en Irak; pour se défendre, ont-ils le choix des armes? Le combat des Kurdes n'a donc rien de comparable aux actes terroristes des intégristes du FIS qui entendent imposer leur ordre obscurantiste à l'Algérie. L'immigration étant un sujet extrêmement sensible, soyons donc circonspect pour en traiter. Le gouvernement de cohabitation Balladur se sert de l'immigration pour manipuler l'opinion. Avec la révision de la Constitution, M. Pasqua s'est encore livré à une opération politicienne pour créer l'amalgame entre droit d'asile politique et immigration.

Guy Poussy
94 Champigny-sur-Marne

Solidaire

J'apporte mon soutien et ma solidarité avec le peuple kurde dans l'appel dont le PCF est signataire. A Hérouville-Saint-Clair, un Hérouvillais kurde a été inquiété par la police. J'ai téléphoné le soir même chez lui, sa femme m'a appris qu'il avait été libéré. Celle-ci connaît mon adresse pour une éventuelle solidarité...

Maurice Morineau
14 Caen

L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI
9 décembre 1993

Du côté d'ANKARA

En publiant l'interview du Premier ministre turc le 25 novembre, l'Ed'n'a pas rappelé à Mme Ciller la résolution du Parlement européen du 18 juin 1987,

qui pose les conditions suivantes à l'examen de la candidature de la Turquie à la CEE: la reconnaissance par le gouvernement turc du génocide commis contre le peuple arménien par le gouvernement Jeunes-Turcs; l'évacuation des troupes d'occupation turques à Chypre; l'application des normes du droit international dans les différends

entre la Turquie et la Grèce; la reconnaissance du fait kurde; l'établissement d'une démocratie parlementaire et le respect des libertés individuelles et collectives, notamment religieuses. Depuis six ans, seul le rétablissement de la démocratie parlementaire a été réalisé.

Jacques Monnat, Orléans

FRFR

FRA0269 4 GI 0424 FRA /AFP-KD53

Justice-Kurdes

Les avocats des Kurdes incarcérés dénoncent "le bas-commerce" entre la France et la Turquie

PARIS, 10 déc (AFP) - Les trois avocats des Kurdes récemment incarcérés en France ont dénoncé vendredi "le bas commerce qui s'est instauré entre la France et la Turquie" qui a permis de dissoudre des associations kurdes "pour des motifs aberrants et délirants" et d'incarcérer des personnes "dont le dossier est complètement vide".

Au cours d'une conférence de presse à Paris, en présence de 35 Kurdes qui ont entamé le 4 décembre une grève de la faim, Me Jean-Jacques de Felice, Me Gilbert Collard et Me Mourad Dussedik ont noté la concomitance des actions répressives en Allemagne et en France contre les Kurdes afin de les "empêcher de manifester leur solidarité sous quelque forme que ce soit" à leurs compatriotes.

Pour Me Dussedik, il est "ahurissant de voir le gouvernement français au nom de la raison d'Etat mettre en place une répression par anticipation", citant les attendus du décret du 2 décembre qui dissout 8 associations, au motif qu'elles "se livrent sur notre territoire à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger".

"Mais où, quand, comment?", s'est exclamé Me Collard, les Kurdes que nous représentons "ne dérangent personne, ils n'ont jamais fait parler d'eux ni sur le plan politique, ni sur celui du droit commun".

A propos des 17 personnes encore incarcérées sur les 21 détenues depuis la "rafle" du 18 novembre (4 ont été mises en liberté dont trois jeudi soir), Me Collard comme Me Dussedik ont fait remarquer que l'instruction "en cours est une parodie de justice et un alibi pour recueillir un maximum de renseignements sur la communauté kurde en France et les transmettre au gouvernement turc".

Me Dussedik a expliqué que l'OTAN et ses membres "n'avaient rien à refuser à la Turquie" car ils comptent sur ce pays pour "endiguer la montée du

panislamisme et de l'intégrisme religieux".

Me de Felice a précisé qu'un recours a été formé devant le Conseil d'Etat "contre le décret scélérat" de dissolution, ainsi que des recours devant le tribunal administratif contre les deux arrêtés d'assignation à résidence visant des Kurdes à Lyon et à Orléans.

"Rien ne nous arrêtera, ni le silence de la presse, ni l'indifférence de l'opinion publique", a encore souligné Me Dussedik, tandis que Me Collard notait: "c'en est fini du jeu des bonnes manières diplomatiques. Notre combat est politique, nous défendrons le peuple kurde jusqu'au bout".

dy/bmk

AFP 101348 DEC 93

La Dépêche Evreux - 10 décembre 1993

● Dans une motion d'urgence, les Verts de Haute-Normandie nous rappellent que « c'est la guerre [...] dans le sud-est de la Turquie », à la suite du « refus obstiné du pouvoir turc de reconnaître les droits légitimes du peuple kurde ». Ils « dénoncent la vente d'armes de la France à la Turquie qui favorise l'escalade de la violence [...], condamnent l'opération de police menée à grand tapage le 18 novembre et qui contribue à entretenir l'amalgame, neuf jours après celle menée dans les milieux intégristes algériens, entre étranger et terroriste et entraîne le retour de Kurdes en Turquie où ils sont jetés en prison et lui demandent au contraire d'œuvrer à l'avènement d'une solution négociée en Turquie plutôt que de mener une politique qui ne peut que renforcer dans chaque camp les extrémistes ».

Chronique d'UBU II

Curée des Kurdes

Ubu - Surmené que je suis, Palotin ! C'est moi maintenant qui règle tous les problèmes du monde. Et d'abord, ces minorités nationales qui veulent être maîtres chez elles, comme si je l'étais, moi, maître chez moi, avec Mère Ubu qui n'arrête pas de me contrarier ! Il y a les Irlandais d'Irlande du Nord qui veulent pas être les Palestiniens de l'Angleterre, et les Palestiniens de Palestine qui veulent pas être les Kurdes d'Israël, et les Kurdes du Kurdistan qui non contents de pas vouloir être Iraniens (ce qui nous faisaient encore plaisir avant-hier), ni Irakiens (ce qui nous ravissait encore hier), ne veulent pas non plus être Turcs, ce qui est insupportable, vu que la Turquie est un grand pays ami, donc civilisé, à prèu-

ve qu'il est membre de l'OTAN et qu'il devrait demain être le premier membre asiatique de l'Europe de Massetrique. Du coup, j'ai donc dû décider qu'il fallait : Une, faire le front commun avec Saddam et les ayatollahs ; deusse, déclarer tous les Kurdes immigrés en Europe : terroristes, salaupiauts, bons à persécuter ; troisiso, les renvoyer se faire tuer chez eux...

Palotin - Ca sera pas un petit peu génocide ?

Ubu - Bah ! Ces gens-là ont l'habitude. Ah ! et puis, après, arrête de prononcer ce mot de génocide dont l'usage est maintenant sous brevet de la « Trêve de Dieu » et réservé à l'avortement qui risque de nous priver d'un tas de bons chrétiens, chômeurs et sidaques. Déjà que les défenseurs de ces pêcheurs du sida me persécutent parce qu'ils veulent pas payer l'AZT de la Wellcome Foundation (où j'ai de gros intérêts) à son prix de monopole, qui va me rapporter un gros milliard d'ici peu, le progrès de la maladie aidant grâce à la noble lutte contre les capotes (du coup, je devrai partager le milliard avec mon ca-pote - hi ! hi ! hi ! - Jean-Paul

6da). Sais-tu pas que ces gauchistes, ennemis du juste profit, osent prétendre que l'AZT d'Acotex coûte 25 % moins cher et que les casseurs de prix proposent même de reverser une part de leurs bénéfices pour la recherche. Vivement partout la protection américaine des brevets que Rouge a osé attaquer ! Je suis visé : mes gènes, à moi, sont sous brevet. Alors, si n'importe qui peut me les prendre et me cloner... Comme s'il y avait déjà pas assez d'Ubu dans le monde !

Palotin - Justement, je venais t'implorer de venir au secours d'Ubu-Médecin.

Ubu - Tu vois bien qu'il faut que je m'occupe de tout. Dis lui qu'il se rende, à condition d'avoir une prison façon Escobar, avec téléphones, ordinateurs, télécopieurs, des matons du SAC, toutes portes ouvertes, droit d'assassiner les traîtres qui se faufileiraient jusqu'à lui, etc. etc. Il faut exiger dans ce pays autant de démocratie qu'en Colombie, que diable !

Questions aux lecteurs : Est-ce que je devrais pas démissionner de mon poste d'ubucrétaire ?

Michel Lequenne.

ROUGE - 9 décembre 1993

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

ECDF106 3 F 0290 TUR /AFP-QF74

Eco.-Media.-Soct.

Turquie: suspension du quotidien pro-kurde Ozgur Gundem

ANKARA, 11 déc (AFP) - Le quotidien turc pro-kurde Ozgur Gundem a été "suspendu de publication pour une période indéterminée" et quelque "120 de ses collaborateurs ont été placés en garde à vue" après la perquisition de son siège à Istanbul par la police, a affirmé, samedi, le bureau d'Ankara du journal.

La police, qui a affirmé agir "conformément à une décision" de la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul (CSEI), a investi le siège de Ozgur Gundem, dans la partie européenne d'Istanbul, et conduit, vendredi soir, à la préfecture de police les 120 journalistes et employés présents dans les locaux au moment de la perquisition, selon le bureau du quotidien à Ankara, qui a précisé qu'aucune des personnes placées en garde à vue n'avait été remise en liberté samedi après-midi.

Neuf journalistes d'Ozdur Gundem ont été tués depuis mai 1992, date de sa première parution, a affirmé un communiqué du quotidien à Ankara. La publication du journal avait été interrompue, en janvier 1993, en raison de "difficultés économiques et de distribution", pour être reprise en avril 1993.

A deux reprises en novembre, Ozgur Gundem a été interdit de publication, pendant 15 jours, par le CSEI pour "propagande séparatiste", mesures qui n'avaient pas été suivies d'effet.

Plus de 170 procès ont été intentés contre le journal, dont plus de 200 numéros ont été saisis par décision de la CSEI. M. Yasar Kaya, propriétaire de Ozgur Gundem et président du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dont le congrès extraordinaire aura lieu dimanche à Ankara, a été remis en liberté mardi, après près de trois mois de détention pour propos "séparatistes".

ce/mt/gv

AFP 111513 DEC 93

Midi Littoral - 10 décembre 1993

Journal muselé en Turquie

La police turque a effectué vendredi soir une descente au journal « Ozgür Günden » à Istanbul et à Diyarbakir. Tous les journalistes ont été arrêtés et placés en garde à vue. Les communications ont été coupées et la parution du journal a été suspendu. « Ozgür Günden » était le seul journal turc légal à publier des informations sur la répression perpétrée par Ankara contre la population du Kurdistan de Turquie. Plusieurs de ses journalistes ont déjà été soit arrêtés, soit assassinés par des escadrons de la mort. Encouragé par ses amis européens, le régime d'Ankara viole une fois de plus les conventions internationales sur les droits de l'homme et sur celui à l'information.

L'Humanité - 11 décembre 1993

Kurdes: campagne

Neuf associations françaises ont lancé hier à Paris une campagne d'opinion pour le respect des droits du peuple kurde, demandant au gouvernement français de ne pas sacrifier le sort de ces populations disséminées à travers l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie "au nom d'intérêts géo-stratégiques". Elles ont notamment réclamé l'introduction d'une "clause de non utilisation contre la population civile" dans le contrat signé en octobre dernier pour la livraison à la Turquie de 20 hélicoptères français Super Puma.

Strasbourg

Kurdes : 2^e semaine de grève

Une vingtaine de Kurdes de Strasbourg, membre de l'ex-association des travailleurs patriotes du Kurdistan, ont entamé hier leur seconde semaine de grève de la faim.

En grève depuis le 4 décembre, ils entendent manifester contre l'interdiction de leur association —décidée par décret le 2 décembre dernier pour « *des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France...* »— et souhaitent également que les vingt Kurdes actuellement incarcérés après l'opération de police du 18 novembre derniers soient libérés.

Cette opération de police avait été déclenchée après une série d'attentats aux cocktails Molotov commis partout en Europe et notamment à Strasbourg le 4 novembre.

Les Kurdes de Strasbourg ont pour l'heure reçu le soutien d'une quinzaine d'associations et de partis, dont la Ligue des Droits de l'Homme, les Parti Communiste Français et les Verts. Une délégation de Kurdes et de membres de ces associations a demandé à être reçue la semaine prochaine par le Préfet de Région.

Les Dernières Nouvelles d'Alsace - 12 décembre 1993

PERSPECTIVES

SOS peuple kurde

■ « Le temps est venu de manifester une solidarité collective avec le peuple kurde et d'œuvrer pour que se crée un processus de négociation entre ce peuple et les États sur le territoire desquels il vit. » C'est ainsi que Geneviève Jacques, secrétaire générale de l'organisme œcuménique d'entraide la Cimade, a annoncé, jeudi 9 décembre, à Paris, le lancement d'une campagne originale en faveur de la reconnaissance des droits des Kurdes.

Cette campagne est une « première » dans le monde occidental. Elle est animée par une dizaine d'associations, dont la Cimade, mais aussi la Fédération internationale des droits de l'homme, la Fondation France Libertés, Agir ici, Agir ensemble pour les droits de l'homme, Maison du monde, Peuples solidaires, Terre des hommes... Cela faisait longtemps qu'autant d'institutions humanitaires ne s'étaient retrouvées pour un même but.

Ces organisations ont choisi une méthode offensive et pragmatique. Elles ont décidé d'agir inlassablement pour que les États concernés par la question

kurde (Irak, Iran, Turquie et Syrie) soient acculés à tenter de la résoudre pacifiquement plutôt que de choisir la répression brutale. Leur objectif est de favoriser la création de groupes de pression capables de faire avancer la cause kurde. Elles ont commencé à démarcher les députés français pour que ceux-ci constituent un groupe d'amitié France Peuple kurde. Et elles demandent à l'ONU de nommer un rapporteur qui aura une mission d'observation sur le terrain.

Pour les associations, le contrat par lequel, en octobre, Paris s'est engagé à livrer à Ankara 20 hélicoptères militaires super-Puma est scélérat. Jacques Picard, de Maison du monde, précise : « Le gouvernement français doit introduire une clause de non-utilisation contre la population civile. S'il n'obtient pas cette concession, il doit dénoncer le contrat. »

Une pierre dans le jardin du gouvernement Balladur, qui doit aussi assumer la détention, depuis fin novembre, d'une vingtaine de militants kurdes.

Antoine FOUCHET

La Croix- 11 décembre 1993

Tansu Çiller consolide son pouvoir au moment où Ankara est mis au pilori

Un comité de l'ONU, présidé par le Suisse Joseph Voyame, dénonce la «pratique systématique» de la torture en Turquie. Mme Çiller, qui fulmine contre le «terrorisme kurde», est confirmée comme premier ministre.

ALAIN CAMPIOTTI

Tansu Çiller, le premier ministre de Turquie qui a été confirmée samedi à la tête du parti de la Juste voie — et par conséquent dans ses fonctions gouvernementales — ne lira pas avec plaisir le texte que le Suisse Joseph Voyame vient de rendre public: en tant que président du Comité des Nations Unies contre la torture, l'ancien chef de l'Office fédéral de la justice accuse les autorités turques — et c'est la première fois qu'un Etat est de cette façon mis au pilori — de tolérer une «pratique systématique» de la torture, en particulier par les organes dépendant du Ministère de l'intérieur.

Le comité Voyame attend du gouvernement de Tansu Çiller «des mesures énergiques et efficaces» pour mettre fin à ces actes dégradants, mais on sent bien qu'il n'a pas la conviction d'être rapidement entendu: la publication de son texte accusateur semble le démontrer. Il faut dire que Mme Çiller a accueilli samedi sa réélection par des paroles dures sur sa détermination «à arrêter l'escalade du terrorisme», ce qui vise naturellement les combattants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK): les méthodes de lutte, particulièrement impitoyables, employées contre eux par l'armée turque, dans les provinces du sud-est sous état d'urgence, ne vont pas changer de sitôt.

Le comité que préside Joseph Voyame — et que le Suisse va d'ailleurs quitter — est un organe de surveillance et d'enquête mis en place par la Convention des Nations Unies contre la torture, dont la Turquie est signataire. Dans son travail, il utilise en principe (comme d'autres institutions de même nature) des procédures discrètes, intervenant sans publicité auprès des gouverne-

ments sous la forme de recommandations, avec l'espoir d'obtenir la correction de pratiques contraires à la convention. Mais parfois, cette discrétion ne suffit pas; elle ne suffisait en particulier pas, ont estimé Voyame et les autres membres du comité, dans le cas de la Turquie.

Les témoignages sur les tortures pratiquées par les organes de sécurité turcs étaient si nombreux et si cohérents que le comité a décidé, il y a trois ans, d'entamer une procédure à laquelle la gouvernance d'Ankara, dans un premier temps, a refusé de collaborer. Après la défaite du Parti de la mère patrie de Turgut Ozal, et l'arrivée au pouvoir d'une coalition comportant la gauche populiste social-démocrate, Ankara a montré plus de souplesse, acceptant finalement qu'une mission d'enquête se rende en Turquie, en juin de l'an passé.

La délégation était composée de Joseph Voyame lui-même, et du président de la Cour suprême du Cameroun, Alexis Dipanda Mouelle. Les deux hommes ont eu des entretiens à Ankara et à Diyarbakir, principale ville de la région kurde, et ils ont pu rencontrer en tête à tête, en se faisant accompagner d'un médecin, une bonne soixantaine de détenus. La quantité et la qualité des témoignages recueillis (même compte tenu du fait que des prisonniers peuvent avoir un intérêt politique à se dire torturés) étaient telles que les deux enquêteurs onusiens n'ont plus eu aucun doute: la pratique de la torture en Turquie est un système. Certains locaux dépendant du Ministère de l'intérieur leur avaient été en outre interdits.

Avec de telles conclusions, le comité a estimé que des recommandations confidentielles adressées à Ankara ne seraient pas suffisantes. Il a donc annoncé

son intention de rendre public un «compte rendu succinct» de ses travaux, une mesure que le gouvernement turc a jugée injustifiée au printemps dernier. Le comité a finalement passé aux actes, estimant sans doute que les intentions affichées à Ankara, et certaines mesures annoncées (révision de dispositions pénales) restaient sans effet pratique, en particulier pour toutes les arrestations liées à des procédures devant les cours de sûreté de l'Etat.

*En Turquie,
la pratique
de la torture
est un système*

Joseph Voyame et ses collègues avaient ainsi demandé que les enquêteurs abandonnent l'usage du bandeau sur les yeux pendant les interrogatoires; ils demandaient aussi que soit créé un système d'assistance judiciaire gratuite, et que les avocats puissent pénétrer dans les lieux de détention. Ils n'ont obtenu que des réponses insuffisantes, ou pas de réponse du tout. Le comité avait aussi demandé la «destruction immédiate» de ce qu'en Turquie on nomme les «sarcophages»: des cellules d'isolement sans éclairage, qui mesurent 80 centimètres sur 60, dans lesquelles le détenu ne peut vivre que debout ou accroupi. □

Vingt mille Kurdes à Bonn

Plus de vingt mille Kurdes ont manifesté samedi à Bonn pour protester contre les perquisitions qui ont visé les associations proches du PKK, à la suite d'assauts menés au début du mois contre des intérêts turcs en Allemagne. La manifestation visait aussi à protester contre la menace d'interdiction qui pèse sur le PKK. Des manifestations similaires, mais bien plus modestes, ont également eu lieu à Strasbourg et à

Paris, après l'opération policière menée jeudi dernier dans toute la France contre les militants kurdes.

A Ankara, le Parti de la démocratie (DEP), proche du PKK, a demandé à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) la création d'un comité permanent sur la situation des Kurdes de Turquie «au seuil d'un génocide et d'une déportation», dit ce parti.

LNQ

Réforme — 11 décembre 1993

◇ Appel des chrétiens du Kurdistan irakien

Des dirigeants assyriens d'Irak sont inquiets du déclin de leurs communautés dans le Kurdistan irakien – des communautés installées depuis 5000 ans dans la région et chrétiennes dès l'aube du christianisme. Quelque trois millions d'Assyriens (Eglise orientale rattachée à Rome) ont déjà émigré en Europe, Etats-Unis, Canada et Australie. Selon un prêtre assyrien, nombre de villes et villages naguère chrétiens à 90 % ne le sont plus qu'à 30 %. Avant la guerre du Golfe, les chrétiens d'Irak étaient en butte à une politique d'arabisation à outrance, les autorités cherchant à éradiquer leur culture et leur langue (ils parlent encore l'araméen). Depuis la guerre, la pression vient des Kurdes qui reprochent aux chrétiens de ne pas s'être opposés vigoureusement à Saddam Hussein. Ils investissent les villages traditionnellement chrétiens du Kurdistan et la kurdisation remplace désormais l'arabisation ! Les dirigeants chrétiens du Kurdistan appellent à l'Occident, qui a aidé les Kurdes menacés par Saddam, mais n'aide pas les chrétiens menacés par les Kurdes : « *Au lieu d'aider les chrétiens à émigrer, l'Occident devrait les aider ici, afin qu'ils n'aient pas de raisons de partir.* »

SPP-Informations

L'Alsace — 11 décembre 1993

MRAP : soutien aux Kurdes

L'interpellation de Kurdes en France et l'interdiction de leurs associations culturelles inquiète le comité local du MRAP (mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples). Réuni lundi, le MRAP de Belfort a dénoncé ces pratiques qui « *ne peuvent que renforcer un climat de méfiance à l'égard des étrangers* ». Demandant à ce qu'ils soient libérés et que leurs droits associatifs soient reconnus, le MRAP réaffirme « *son soutien au peuple kurde qui ne fait que lutter pour ses droits légitimes essentiels, face à une Turquie des plus répressives.* »

Le Monde — 12 décembre 1993

TURQUIE

Arrestations dans les milieux proches des Kurdes

La police turque a investi, dans la soirée du vendredi 10 décembre, le siège du quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem* à Istanbul. Elle a procédé à une perquisition, appréhendé et placé en garde à vue une quarantaine de collaborateurs du journal, a-t-on appris de bonnes sources. Récemment, *Ozgur Gundem* avait à deux reprises été suspendu durant quinze jours pour « *propagande* » en faveur du « *séparatisme* » dans des articles jugés « *susceptibles de porter atteinte au caractère indivisible de la nation et de l'Etat turcs* ».

D'autre part, la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) « *dénonce fermement l'arrestation de seize avocats inscrits au barreau de Diyarbakir* », la principale ville du Sud-Est anatolien à majorité kurde. La FIDH affirme que « *le seul reproche fait à ces avocats est d'être Kurdes* ». – (AFP)

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

FRA0294 4 I 0208 TUR /AFP-UN53

Turquie-Kurdes

Levée du couvre-feu à Cizre (sud-est de la Turquie)

ANKARA, 12 déc (AFP) – Le couvre-feu instauré samedi à Cizre (sud-est, frontière syro-irakienne) après des incidents entre rebelles kurdes et forces de l'ordre qui avaient fait quatre morts dans la nuit de vendredi à samedi, a été levé dimanche, a rapporté l'agence turque Anatolie.

Des rebelles kurdes de Turquie ont ouvert le feu avec des armes lourdes sur les bâtiments publics et d'autres habitations dans le centre-ville depuis les hauteurs entourant la ville, tuant 2 civils dans une maison touchée par un obus, avait indiqué l'agence citant des autorités de la super-préfecture de Diyarbakir.

Par ailleurs, 2 policiers avaient été tués dans l'explosion de leur véhicule blindé sur une mine "déposée par les terroristes" alors qu'il se dirigeait vers les lieux des incidents, toujours selon la même source.

Les autorités locales avaient décrété un couvre-feu samedi matin pour retrouver les assaillants qu'elles ont affirmé être des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en rébellion armée contre Ankara depuis août 1984.

Aucune information n'avait pu être obtenue dimanche de sources indépendantes sur ces incidents.

YM/php/ft

AFP 121651 DEC 93

Monday, December 13, 1993

TDN Exclusive**Who runs the PKK?*****PKK to get more vicious following Euro-crackdown*****Abdullah Öcalan and 'inner circle' of three turn to more violence***Turkish Daily News*

ANKARA- The expected blow has been delivered. Some argue it is the diplomatic victory of Ankara. Others say European patience has run out. Whatever the case, the results are clear: the thunderstorm which started in France is now spreading throughout Europe. Now, albeit slowly, even countries in the Middle East are changing their attitudes. The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) no longer enjoys the immunity which, for 14 years, has strengthened it to the point where it has become one of the most vicious and expansive guerilla organizations in the region. One question on everyone's mind now is the effect this latest blow will have on the activities of the organization as well as on its internal balance of power. It appears that the future of the PKK and what it will do lies in this question.

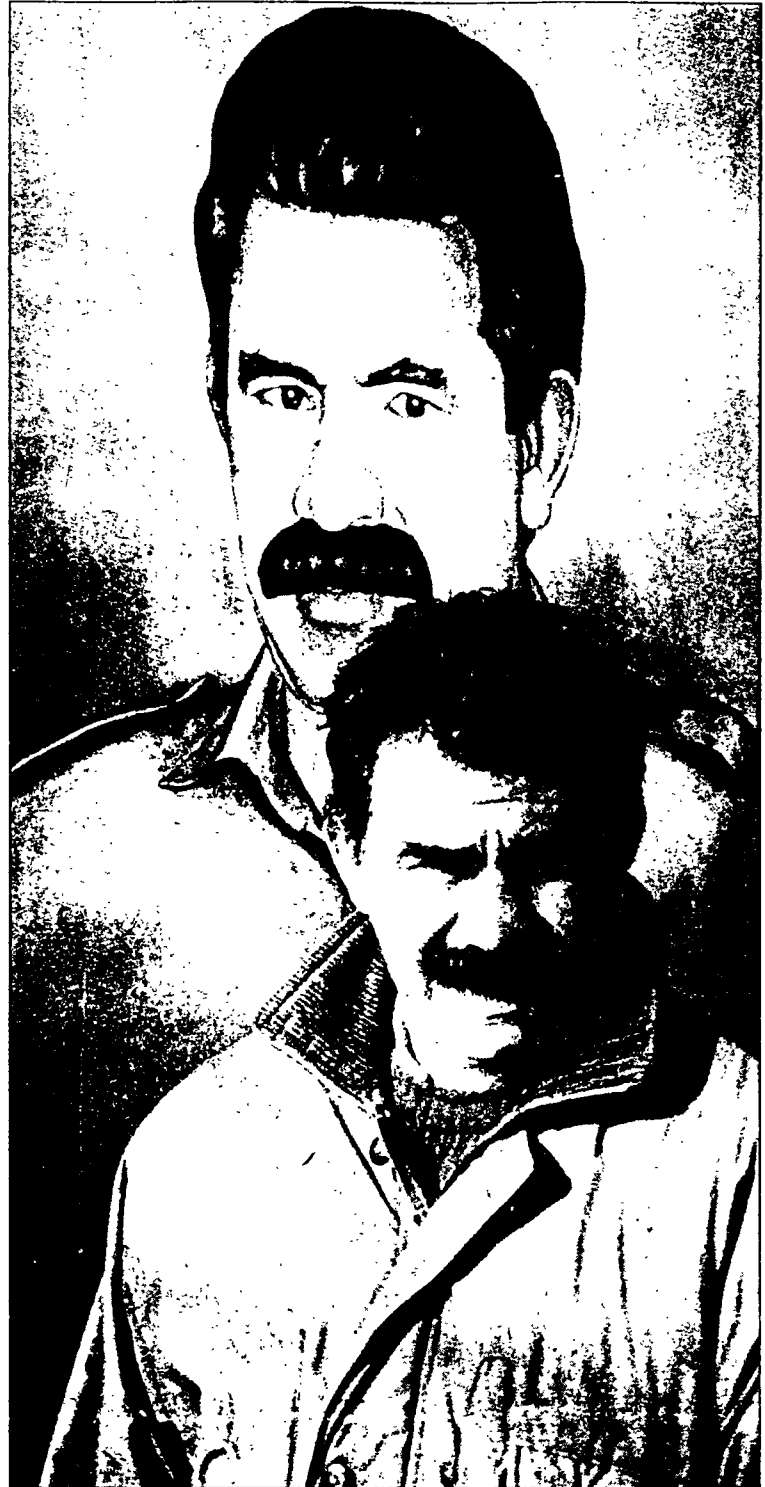
The key to an answer is obviously Abdullah Öcalan. The notorious PKK leader has since 1979 maintained his sole control over the movement, playing God. For 14 years, he was the unquestioned leader of the organization, the "Se-

rok" as the Kurds refer to a president, or the Secretary General, in the classic Marxist-Leninist organizational structure.

He was everything for the PKK. Its founder, its leader and often -- when confronted with internal opposition-- its executioner.

Thus, what happens to the PKK much depends on what happens to Öcalan and how much control he continues to have over the organization. Currently, with the Euro-operation still underway, it appears that odds are against his one-man rule, that he is rapidly losing control, and that the three most senior leaders of the organization, all close friends of his, are taking over. Öcalan himself appears to approve of the turn to violence in the Southeast and is now turning the organization into a death machine.

Turkish Daily News editor İsmet G.İmset looked into the current developments in the PKK and assessed the power circles which rule the organization as well as what may be expected in the near future.

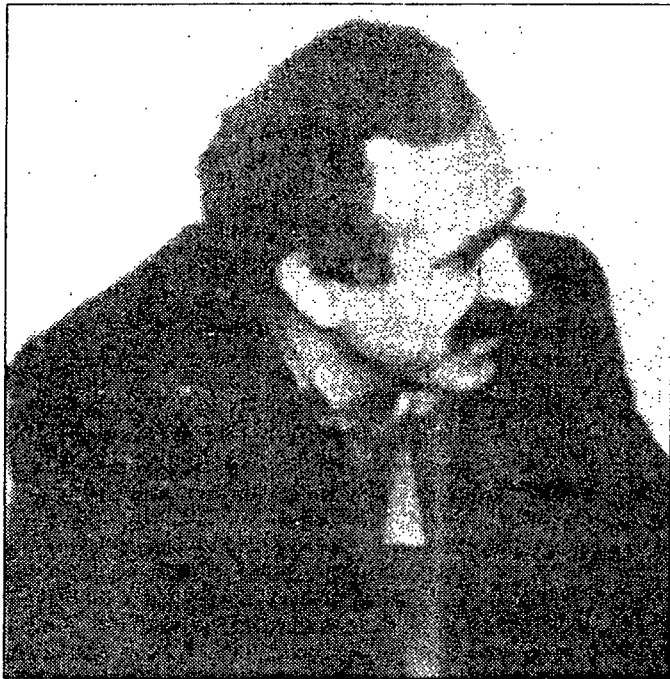


JUST ANOTHER MIDEAST DESPOT? Abdullah Öcalan poses in front of his portrait in reflection of his confidence about sole control over the PKK. Now, however, there are reports that his control is being overruled by other commanders along with the expansion of the PKK.

TDN Exclusive:

PKK to get more vicious

Öcalan and 'inner circle' of three turn to more violence as



SELİM ÇURUKKAYA: Nom de guerre "Tilki (Fox) Selim" is now missing. Formerly PKK commander in charge of all of Europe, he is said to have pocketed large sums of money out of drug deals. He defected from the organization and just when contacting the Turkish press to talk, disappeared. Reports are that he has been abducted and taken to Lebanon by the PKK for questioning.



CEMİL BAYIK: The closest person to Öcalan within the whole of the PKK is undoubtedly Cemil Bayik, nom de guerre Cuma (Friday). Bayik was formerly in charge of all PKK activities in and from Iraq and Iran. A PKK Central Committee member, Bayik is among the founders of the organization and has been together with Öcalan since the mid 1980s. Currently, he too is based in Syria and Lebanon, but holds the title of Military Council commander.

By Ismet G. imset
Turkish Daily News

ANKARA- Recent operations launched against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in Europe have delivered a serious blow to the financial resources of this organization but will unavoidably strengthen the say of radical leaders on its chairman Abdullah Öcalan. In the coming period, the PKK is expected to fall more and more under the influence of hard liners.

Currently, three people other than Öcalan appear to have a dominant influence on organizational policies and two of them are based in Europe.

Öcalan's right hand man is identified as Cemil Bayik. Faysal Dumlayici, who is known by the code name of Kani Yilmaz, is in charge of all European activities. And the organization's

spokesman for Europe is Ali Sapan.

Since May 1979, when he fled from Turkey to nearby Syria and then moved on to Lebanon, Öcalan has appeared on the scene of violence as the sole leader of the PKK. He has a reputation for intolerance to any opposition and has reportedly so far ordered the execution of over 25 of his comrades -- on the grounds that they were conspiring against his leadership.

Over the years, his most widely heard argument is that there is a U.S.-backed plan to solve Turkey's Kurdish problem with a PKK without him as the leader.

In the past two months, Öcalan has referred frequently to what he brands as "attempts to create a new leadership," and has warned his followers not to fall in line with such "plots." But

Öcalan's sole control over the organization appears now to be no more than a window display which he believes and others tolerate.

According to observers who follow the organization's activities closely, Öcalan has distanced himself from Turkish and regional realities mainly as a result of living out of the area for the past 14 years.

Based in Syria and Lebanon during this period, Öcalan has ended up not only losing his contact with realities but also running the risks involved in taking decisions based only on the second hand information which is provided to him.

Meanwhile, over the past 14 years, the PKK has expanded both its numbers and its zones of action, with the influence on the organization of its grassroots and field commanders increas-

ing as well.

One claim is now that Öcalan no longer fully controls his organization but that the organization is controlling him, and that the movement is currently devouring its leader. Security officials believe it is impossible for Öcalan alone, living in a self-imposed exile in the Middle East, to be in a position to organize activities from Europe to Australia and from America to the Middle East.

Here, the crucial question fits into the picture: Who are the closest to Öcalan and what kind of influence do they have on him?

The Inner Circle:

Cemil Bayik:

The closest person to Öcalan within the whole of the PKK is undoubtedly Cemil Bayik, nom

following Euro-crackdown

PKK feels pressure growing

de guerre Cuma (Friday). Bayık was formerly in charge of all PKK activities in and from Iraq and Iran.

During the 1992 joint Turkish-Iraqi Kurdish crackdown on the PKK in northern Iraq, he had a back injury and was withdrawn to Damascus where -- with the assistance of Syrian officials -- he was operated on and treated.

Bayık, a PKK Central Committee member, is among the founders of the organization, and has been together with Öcalan since the mid 1980s. Currently, he too is based in Syria and the Syrian-controlled territories of Lebanon, but holds the title of Military Council commander.

Every piece of information heading to Öcalan goes via Bayık, and every "order" from

Öcalan also goes through him. He is the one person, other than Öcalan's Syrian origin personal aide, "Hamit", who sees the PKK leader on a daily basis. He is always with and close to Öcalan.

When the PKK declared its unilateral cease-fire last March, Bayık was among the first to contest it saying that the decision was untimely. When a PKK unit spoiled the cease-fire through a preemptive massacre in Bingöl, Bayık was the first to hear the news and relay it to his leader. Though Öcalan was misinformed that the 35 unarmed soldiers who were disembarked from a bus and killed were victims of a clash with a local PKK unit.

All PKK regional commanders are attached to Bayık as part of the so-called Kurdistan Peo-

ples' Liberation Army (ARGK), and he is directly responsible for the organization's armed attacks. Bayık, who now heads some 10,000 militants in the whole of the region, often passes on orders using a sophisticated wireless set, which can reach out into the depths of Turkish territory, or by using a normal telephone with code words. After the orders are passed, carrying them out is up to the regional commanders.

Rıza Altun:

Most of the time, a second person, Rıza Altun, is placed in charge of the technical aspect of communications. If Bayık is at a distance from the wireless set -- if for instance it is in Lebanon but the commander himself is in Syria -- orders are relayed through Altun.

Bayık systematically denies he is a PKK hard-liner, but both Iraqi Kurdish leaders and security officials in Ankara challenge this denial. For them, Bayık is a

leading hard-liner within the organization.

Altun, who has spent seven out of his nine years in prison trapped in a dark confinement cell, is also a hard-liner and is less inclined to deny it. He was reportedly tortured for over a year while under detention in Diyarbakır in the 1980s, and, after his release from prison last year along with Mustafa Karasu, was taken out of the country by the organization. In return for his "commendable resistance" while in jail, Altun was named as a Central Committee member, a position he currently holds.

Şemdin Sakık:

Another crucial link that Bayık has is his direct relationship with the PKK's regional commander in charge of the Amed, or greater Diyarbakır region, Şemdin Sakık. The massacre of off-duty soldiers in Bingöl last May, which ended the cease-fire, was carried out by a unit attached to Sakık, who is di-



KANI YILMAZ: The next closest person to Öcalan after Bayık is Kani Yılmaz, a Central Committee member of the organization who is now portrayed as the European representative of the PKK's Peoples' Liberation Front (ERNK). Despite the title he uses in Europe, apparently designed to allow him to stay there without legal tangles, Yılmaz is actually Öcalan's "political advisor," a person very close to the PKK leader who has much influence and say on major policy issues.



ALI SAPAN: Along with Akif Hasan, Sapan is part of the superstructure in Europe and despite his legal title as "ERNK spokesman" he is a known member of the Central Committee. He too has great influence on Öcalan and is expected to have further say on organizational affairs in the future. He is said to be the third key name in the inner circle which is really controlling the PKK. He has a major role in PKK propaganda activities as well.

rectly responsible to Bayık.

Sakık was the first commander within Turkish territory to challenge Öcalan's decision for peace earlier this year, and even before the Bingöl massacre -- which Öcalan said later was a mistake -- it was known that his units would be the ones to violate the truce.

Later, Sakık made several attempts at denying his differences with the PKK leader, but in each case there was an escalation of PKK violence, specifically in his region of responsibility.

Last month, Turkish newspapers claimed Sakık and Öcalan had finally fallen out with each other and that Sakık had been withdrawn from duty.

There were various reports about him. That he was severely wounded, that he was suffering from kidney disease and/or that he had been detained by the PKK for questioning.

Senior security officials told the TDN last week that Sakık had not been heard of for the past month and that the so-called "Amed Region" was now being controlled by a temporary committee. The last that was heard of Sakık, they said, was that he had travelled to Lebanon.

Kani Yılmaz:

The next closest person to Öcalan after Bayık is Kani Yılmaz, a Central Committee member of the organization who is now portrayed as the European representative of the PKK's Peoples' Liberation Front (ERNK).

Despite the title he uses in Europe, apparently designed to allow him to stay there without legal tangles, Yılmaz is actually Öcalan's "political advisor," a person very close to the PKK leader who has much influence and say on major policy issues.

Yılmaz, based in Belgium, travels to other European countries and is in constant touch with Öcalan. More important, however, is the role he plays on the financial side. He is also trusted with the duty of taking care of the PKK's financial resources in Europe. But Yılmaz has never been cut off from the Middle East region either.

European Link:

The PKK has for years been getting stronger on the European platform, both expanding its influence among Turkish Kurds

there and using this influence to provide new recruits and financial income for the organization.

With the money it obtains from this "field," the organization is continuing its armed struggle in Turkey which, since 1984, has claimed more than 11,000 lives on both sides.

The greatest source of income for the organization, on the other hand, are voluntary donations, the extortion of money and narcotics trafficking.

Until this date, many PKK commanders in Europe have fled the organization, taking with them a substantial amount of dirty money. But the resources are so great that the damage has been next to nothing.

The greatest source of income of all is clearly the traffic in drugs, which is highly profitable. According to intelligence sources, the PKK has changed its position since the Gulf War and, while smuggling drugs only before it, has started to take over market sales as well -- in a bid to increase its profits.

The general belief among security officials in Ankara is that the recent operation launched by the Bonn government aims not only to curb terrorism but is mainly to prevent the organization's drug operations. The clampdown appears now to have ended the careers of various PKK leaders as well. Mustafa Karasu, placed in charge of Germany and of propaganda activities after coming out of jail with Altun, has not been heard of for some time.

Selim Çürükkaya, nom de guerre "Tilki (Fox) Selim," is also missing. Formerly PKK commander in charge of all of Europe, he is said to have pocketed large sums of money out of drug deals. He defected from the organization and just when contacting the Turkish press to talk, disappeared. Reports are that he has been abducted and taken to Lebanon by the PKK for questioning.

Ali Sapan:

Along with Akif Hasan, Ali Sapan is part of the superstructure in Europe and despite his legal title of "ERNK spokesman," he is a known member of the Central Committee. He too has great influence on Öcalan and is expected to have a further say in organizational affairs in the future.

He is said to be the third key name in the inner circle which is really controlling the PKK.

Osman Öcalan:

As for Öcalan's younger brother Osman, his star seems to have been falling for some time. Following the 1992 operation in northern Iraq, he was criticised by the organization both for arguing with his brother and "taking a too moderate approach." He is not much favoured by Bayık and others, although he maintains his current position in charge of PKK affairs in northern Iraq and Iran. The organization's Tehran links also go through him but he is currently "behind the front."

Violence:

The recent developments in Europe have been a blow to the organization and, even if its financial sources have not been fully destroyed, it is evident that there will be problems. All observers say the operation is to limit the organization's income. No one can put a definite figure on their losses for the time being.

According to French security sources though, the PKK's target for 1993 was to collect as much as 15 million marks, only through donations and extortion, by the end of the year. But even they draw attention to the fact that the major portion of PKK finance comes out of Germany and that the real income is made through the drugs trade. Soem claim that the organization's an-

nual income from all sources was as high as 400 million dollars. At least 80 percent of this came from the West. It is also known that the daily expense of one militant, at times of hot conflict (or clashing), is as high as 2 million lira. Observers believe now that the effect of the European operations will mostly be felt by the organization next year.

In the coming period, though, it is evident that the importance and influence of the Bayık, Yılmaz and Sapan trio will be on the increase whether or not Öcalan approves. The limitation of European funds is expected to make the PKK leader even more vulnerable to pressure from those who hold the money sources in their hands. He will need more and more funds in the coming months.

Both Turkish and western intelligence circles now believe that the European operation, followed by the beginning of a change in attitude towards the PKK in the Middle East, will create new problems for the organization.

The PKK will soon be feeling the pressure and seeking ways out of it. As this occurs, the influence of radical views on the organization will also increase. Öcalan is already open to such policies and expected to readily approve of a new wave of violence.

Thus, 1994 is to be a crucial year for the separatist organization. A year in which Turkey will witness more violence and bloodshed...

Turkey asks Barzani to control PKK

Reuters

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller has asked Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani to control separatist militants for an independent state in southeast Turkey, Anatolian news agency reported on Friday.

Çiller asked Barzani, head of the Kurdish Democratic Party (KDP), "to control separatists and terrorists in the region", it said. The KDP cooperated with Turkey last year in a drive against the Kurdistan Workers Party (PKK) separatists.

Turkey said last week its airforces attacked PKK bases in northern Iraq. The KDP said the Turkish planes hit newly resettled Kurdish villages.

Kaya: DEP isn't PKK

Greek deputies at convention back Kurdish 'struggle'

Turkish Daily News

ANKARA- Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) former chairman Yaşar Kaya said on Sunday that his party was neither an organ of, nor a deputy for, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Addressing the first extraordinary convention of the party, during which a new executive board and chairman were to be elected, Kaya noted that the PKK had opted for armed struggle whereas his party had chosen to carry out its struggle along democratic lines.

"To confuse the two would be political blindness," he said. Deputies of Greek political parties, who attended the convention as guests, said they backed the Kurdish struggle, alleging that "Greek public opinion was with the Kurds." Security was tight at the convention. Delegates and party members were admitted into Atatürk Sports Pavilion, which had been temporarily converted into a convention hall, only after police searched them for weapons. Huge paintings of Kaya and murdered DEP deputy Mehmet Sincar decorated the hall. The Turkish flag was hung side by side with the DEP banner. A placard read, "First the municipalities, then the government." The crowd at the convention hall were asked to shout no slogans other than those determined by the party beforehand. The national anthem was not sung. A minute's silence was observed for the "martyrs." The crowd, meanwhile, shouted "Biji Kurdistan," meaning "Long live Kurdistan!"

The candidates, Adiyaman deputy Mehmet Kilinc, Diyarbakır deputy Hatip Dicle, and the party's Secretary General İbrahim Aksoy, entered the convention hall hand in hand. Later on DEP leader Yaşar Kaya entered the hall, accompanied by Diyarbakır deputy Leyla Zana.

"A military solution is no solution"

Addressing the convention, Kaya said they were representatives, elected by the will of the people. "They cannot force us out of here even with guns," he said, adding that they were the "real owners of the country, having lived on the land for six thousand years."

"You are the members of a party whose language, funerals, identity are all banned. You are the members of a party that they want annihilated. But it won't be possible to destroy us. The DEP believes that the Kurdish question can be solved through a political solution based on the brotherhood and equality of the two peoples. While no other party had a solution offer, we had our own prescription. Now they're following in our steps. Yet the Kurdish question has been in existence for 70 years and has caught unawares those that denied its existence for all this time," he said.

Kaya said armed attacks, formerly on People's Labor Party (HEP) members, and now on DEP members, were continuing, adding that none of the perpetrators, including the murderers of Mehmet Sincar, had as yet been caught.

"The Kurdish question is not one of backwardness or terrorism. It is one of identity and has taken on dimensions that cannot be sidelined any more. If a military solution and a policy of denial were the panacea, the question would have been solved long ago.

But it has become clear that a holocaust is no solution. Now the PKK has been put forward as an excuse to ignore the problem. We're not separatists, we're unionists. We want to contribute to the integrity of this country with our identity," Kaya maintained.

"We're no organ of the PKK"

The DEP chairman said that just as the DEP was no organ of the PKK, so the PKK was no part of the DEP. He said the PKK was a "party" with its army and national front. "As for the DEP," he said, "it is a party that considers the Kurdish question the greatest barrier to democratization; a democratic party with its own organization and program."

"We want to solve the Kurdish question with the territorial integrity of the country intact. Therefore we're being tried by the State Security Court (DGM)," he argued.

"The PKK has been waging armed struggle. But the DEP is striving for a democratic solution. The PKK doesn't need this. And we're no organ nor a deputy of the PKK. The two are different parties. To confuse the two would be political blindness. We demand total equality, and we're ready to sacrifice our lives for it. We're sick and tired of 70 years of pressure and exile. There's no use in forcing us to adopt other measures. What we've been doing has nothing to do with armed terrorist activity," he said.

"We're the champion of a democracy without exceptions," Kaya added.

"The Kurdish question is not contingent on the PKK"

Kaya said that for a solution to be found to the Kurdish question the issue must be debated. "Yet such debate is not possible under the anti-terrorism law. You just cannot debate the issue without the participation of Kurds. The debate is between Turkish journalists and writers. When we join the debate, it's considered a crime," he claimed.

Kaya argued that to create the impression that Kurds rebelled against the state although they were given all democratic rights was mistaken.

"The PKK is a result of the Kurdish question remaining unsolved for 70 years. And yet the question is not contingent on the PKK, either. Such distortion of the truth must be stopped," he said.

He claimed that threats to lift the parliamentary immunity of DEP deputies were hanging like the sword of Damocles over their heads.

"But we're only trying to effect a democratic solution to the Kurdish problem," he added.

Kaya listed their suggestions for the solution of the problem as follows:

"First we demand the constitutional recognition of the Kurdish identity. That includes Kurdish broadcasts and curricula. Second, the people of the region must be freed from pressure.

Emergency rule must be lifted, the system of employing state-paid village guards must be abolished. The counter-guerrilla and special teams must be withdrawn, torched villages must be rebuilt. Lastly, an amnesty must be decreed.

Kurdish politicians in exile must be allowed to return to Turkey and set up their own political parties. But claims that Kurds are guilty of subversion are put forward to deny them such rights.

We want to contribute to peace. So we want dialogue to start. But it shouldn't be forgotten that peace is not possible without Kurds being granted their rights."

"Backyard neighbors..."

Kaya said an unacknowledged war was raging in the Southeast, adding that they regarded all those killed in action as their "own children."

He demanded another cease-fire in order to let people live in peace.

"Means must be sought for another cease-fire. We're backyard neighbors with both the PKK and the state. When these two powers start fighting, bombs fall on us. That's why we want peace. And we'll side with whoever takes the first step towards peace," he added.

Kaya said they wanted the local elections of March 1994 held under peaceful conditions.

"We want the real candidates of our people to get elected. To ensure voters' safety, we'll do whatever is required of us," he said.

"The solution is freedom, democracy, and the brotherhood of peoples," he concluded.

"Greek deputies on the pulpit"

Following Kaya's speech, the presence was announced of a Greek delegation comprised of deputies of PASOK, the New Democracy Party, and the Political Spring Party at the convention hall. Later on, PASOK deputy Kostas Batulas was called on to deliver a speech.

Batulas started his speech by wishing success, on behalf of the Greek Parliament, to "the heroic struggle of the Kurdish people, the DEP convention and the Kurdish people." Claiming that all international institutions demanded the right of self-determination accorded to nations, he said human rights must also be protected, adding "May God help you." Eleni Leonditis, representative of the International Struggle for the Rights and Freedoms of Peoples, said her organization supported the "holy struggle of the Kurdish people for self-determination."

"Today Kurds are living under the sword of war and violence. Kurdish villages remind one of war-torn areas. Innocent people are being killed, tortured. We receive such information every day. Therefore we're going to start a campaign for political and financial support for the Kurdish people. Let it be known that Greek public opinion is with the Kurds. My friends, we know that your struggle is for the rights of your people. Your cadres are being murdered, we know that, too. We respect and admire the Kurdish people's struggle, and extend our support for its continuance," Leonditis added.

Following speeches by the Greek guests, DEP deputies and delegates took the floor.

DEP deputy Zübeyir Aydar claimed that the case lodged against the DEP at the Constitutional Court was an attempt to prevent the DEP from entering the local elections.

"If the DEP is barred from the elections, they will not be true elections. And those elected cannot run the country," he alleged.

Meanwhile, a group started shouting "Kurdistan shall be a grave for Fascism." They were later silenced by the members of the party council.

The crowd started shouting "Martyrs don't die" when the presence at the convention hall of Cihan Sincar, wife of murdered DEP deputy Mehmet Sincar was announced.

Later on, a children's choir, the eldest only 9 and 10 years old, sang Kurdish songs. They wore bandannas painted in yellow, red, and green, the colors of the PKK.

Police bust daily *Özgür Gündem*

■ Police raid offices, detain over 100 staffers

■ Minister Sağlar condemns 'violation of press freedom'

Turkish Daily News

ANKARA- Police acting under orders from State Security Courts this weekend launched Turkey's strongest crackdown ever on a Turkish newspaper and raided offices of the pro-Kurdish *Özgür Gündem* daily in various cities.

The operation started on Friday with a raid on the Istanbul headquarters of the newspaper, during which 110 people, mostly journalists and printing house workers, were detained. A statement from the court claimed it was linking into claims that *Özgür Gündem* executives were members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and some had even gone through guerilla training.

Özgür Gündem offices in Izmir, Adana, Mersin and Batman provinces were raided on Saturday.

The newspaper's owner, Yaşar Kaya, said on Sunday he would demand compensation for what he called "billions of liras of losses" and pointed out that such an operation had not even been witnessed in Franco's Spain or Hitler's Germany.

"They are trying to silence the press in Turkey," he said. "But I will make them pay for this. I will teach them a lesson. If democracy is to be saved this way in Turkey, I want them to open fire on me as well." Kaya said he would apply to the courts for compensation and described the operation as "a fiasco." *Özgür Gündem* could not be printed in full on Saturday except for an eight-page paper distributed only in the southern provinces of Adana and Mersin. This was before the Adana office was raided. The newspaper did not appear on Sunday. Asked to comment on the recent operation, Interior Minister Nahit Menteşe said the police had merely complied with an order from the Istanbul State Security Court (DGM) but refused to elaborate.

In a written statement, the Istanbul DGM said two handguns, gas masks, identity cards of soldiers killed by the PKK, PKK vouchers worth TL 400 million, documents con-

taining PKK propaganda, and medical aid supplies had been seized.

Kaya claimed a day later that the search had achieved nothing. The DGM statement also claimed that PKK members captured by security forces had testified that the newspaper's employees maintained an organic connection with the PKK.

Police on Sunday exhibited two unlicensed guns, six bullets and 400 million lira worth of bills bearing the stamp of the PKK's popular front, ERNK. They also showed journalists a variety of backpacks, sleeping bags and documentation which they said proved the paper had links with the organization.

Reaction:

Meanwhile, there has been strong reaction against the operation. The International Federation of Journalists (IFJ) issued a strongly-worded condemnation on Saturday.

"The Turkish government appears to have no respect for its own laws," said IFJ General Secretary Aidan White.

"Justification for the ban of *Özgür Gündem* has not been made public and no authorities in the government responded to requests by journalists for information about the ban on the paper," White added.

Özgür Gündem had been regularly harassed by the Turkish authorities, the IFJ said, adding that 10 journalists working for the paper had been killed and many more detained. The IFJ said it saw the banning of the Turkish newspaper as part of a general increase in attacks on freedom of expression by all sides in the Kurdish conflict.

"Violations have included the killing of journalists, newspaper vendors and media workers and the expulsion of media from the southeast of the country," the IFJ said.

Culture Minister Fikri Sağlar said, on the other hand, that

he was against all action aiming to suppress the freedom of the press. "What has happened to Özgür Gündem could happen to any other paper," he added.

People's Republican Party (CHP) leader Deniz Baykal, Democratic Left Party (DSP) Chairman Bülent Ecevit, Socialist Union Party (SBP) leader Sadun Aren and DEP deputies have also denounced the banning of Özgür Gündem.

Meanwhile, Mustafa Ekmekçi, president of the Contemporary Journalists' Association (CGD), and Necmi Tanyolaç, president of the Turkish Association of Journalists, both said the move was unacceptable. Turkey's Press Council Chairman Oktay Ekşi sent a message to the DGM expressing similar views.

"We demand the immediate release of the detainees," Ek-

mekçi said.

"We call upon all constitutional institutions to respect the freedom of the press," Tanyolaç said.

Turkey's Human Rights Association (IHD), the CGD Istanbul office, Çukurova Journalists' Association and a large number of leftist or pro-Kurdish magazines have all denounced the action. The newspaper, seen as a mouthpiece for the PKK, has been banned several times.

Last month, the Istanbul DGM twice ordered closure of Özgür Gündem for 15 days for publishing an interview with PKK leader Abdullah Öcalan and other items considered sympathetic to the Kurdish insurgency. Özgür Gündem continued publishing pending a decision by the appeals court.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0566 4 I 0184 FRA /AFP-DO36

France-Irak

Explosion dans un centre médical au Kurdistan Irakien: 1 mort, 6 blessés, selon Handicap International

LYON, 13 déc (AFP) — Une explosion faisant un mort et six blessés graves a dévasté lundi à 10H00 l'unique centre médical d'appareillage pour les 5.000 amputés, victimes des mines anti-personnel, à Souleymanié au Kurdistan Irakien, affirme lundi soir un communiqué de l'association humanitaire Handicap International.

"Une charge de 10 à 20 kg d'explosifs, placée à l'intérieur du centre, a totalement détruit les locaux", ajoute l'association, dont le siège est à Lyon.

"Ce centre, financé par ECHO (Office humanitaire de la communauté européenne), permettait à Handicap International de produire des prothèses et des appareils orthopédiques en grand nombre pour les 5.000 victimes des mines anti-personnel", précise le communiqué.

En outre, annonce l'association humanitaire, "les bureaux à Souleymanié de l'ONG (Organisation non gouvernementale) australienne CARE ont été la cible lundi matin d'un attentat similaire, blessant grièvement deux employés locaux".

cc/dl/jl

AFP 132017 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0179 4 I 0208 TUR /AFP-XY60

Turquie-Kurdes

Affrontements en Anatolie : 42 morts

ANKARA, 13 déc (AFP) — Quarante-deux personnes, dont 24 rebelles kurdes, cinq soldats et deux miliciens pro-gouvernementaux avec leur famille, ont été tuées dans la nuit de dimanche à lundi dans des attaques de séparatistes, a-t-on appris de sources officielles.

L'attaque à l'aube d'un groupe de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) contre le poste frontalier turco-irakien de Uzumlu dans la région de Hakkari (sud-est), a été repoussée par les soldats qui ont tués 24 assaillants, selon l'agence de presse Anatolie. Un officier, un sous-officier et trois soldats ont été tués lors de l'attaque.

D'autres rebelles ont attaqué les maisons de deux miliciens pro-gouvernementaux dans le village d'Agaçkonak dans la province de Adiyaman. Les deux hommes ont été abattus ainsi que les membres de leur famille, y compris les enfants.

Il s'agit des événements les plus sanglants depuis le début du mois, note-t-on. Le bilan des victimes des affrontements entre forces de l'ordre et rebelles kurdes depuis août 1984 s'élève ainsi à au moins 10.555 morts dont 74 (15 civils, 10 membres des forces de l'ordre et 49 rebelles) depuis le 1er décembre.

YM/PHT/br

AFP 131152 DEC 93

Amnesty International
SECTION FRANÇAISE

SERVICE DES ACTIONS URGENTES
66, RUE PARGAMINIÈRES
31000 TOULOUSE
TÉLÉPHONE : 61 23 53 73
TÉLÉCOPIE : 61 23 53 90

Action urgente

EXTERNE

SF 93 U 1088
EUR 44/120/93

AVERTISSEMENT : "Amnesty International défend des individus, sans prendre position sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

EXTRA 105/93

POUR INFORMER
CRAINTE DE TORTURE

TURQUIE :

Personnel du journal *Özgür Gündem* :

à Istanbul : Gürbetelli Ersöz, rédactrice-en-chef; Fahri Ferda Cetin, rédacteur; Gülten Kisanak, rédactrice de l'information; journalistes : Müslüm Yücel, Mahmut Dogan, Fehrat Tuga Yurdusev Özsökmenler et Nursel Polat (f); Dogan Güzel, dessinateur; deux administrateurs : Ali Rıza Halls et Mehmet Balamır; Düzgün Deniz, directeur des archives Faysal Daglı, directeur du bureau des recherches; Mucahır Kuas, comptable; Hüseyin Solgun; Mehtap Gürbüz, sous-rédacteur Ali Seyhan, cuisinier; Semsettin Ecevit, chauffeur

à Diyarbakır : Hasan Özgün, représentant pour Diyarbakır; journalistes : Sıraç Koç, Necmiye Aslan (f), Mehmet Sah Yıldız, Nuray Tekdag (f) et Bitan Onen;

à Izmir : Sezal Karakoç, représentant pour Izmir; Rıza Zingal, rédacteur de l'information; quatre journalistes : Serdar Cayçoğlu, Namık Alkan, Emin Ünay et Ciller Yesil; Leyla Akgül secrétaire; et 29 autres personnes;

à Adana : Hacı Cetinkaya, représentant pour Adana; quatre journalistes : Sükrü Kaplan, İhsan Kurt, Aslan Saraç et Beyhan Günyell;

à Elazığ : Cengiz Tas, représentant pour Elazığ; journalistes : Menaf Avci et Yalçın Sevinç et deux autres personnes;

à Batman : Salih Dinç

à Mardin : Rezzan Günes (f)

à Van : au moins cinq personnes

à Antep : deux personnes

Londres, le 13 décembre 1993

Amnesty International craint que les personnes mentionnées ne soient interrogées sous la torture. Elles ont été arrêtées lors d'opérations de police à l'échelon national contre le journal pro-kurde *Özgür Gündem*.

Plus de 150 personnes travaillant pour le journal ont été arrêtées lors de ces opérations qui ont débuté à Diyarbakır le 9 décembre et ont culminé au cours par une descente au bureau principal du journal à Istanbul, le 10 décembre, journée des droits de l'homme, au cours de laquelle environ 110 personnes ont été arrêtées et du matériel, comprenant des archives et des disquettes informatiques, confisqué. Dans la matinée de ce même jour, le journal avait publié sur sa première page des extraits de la Déclaration Universelle des droits de l'homme des Nations-Unies. Quelque 200 policiers auraient investi le bureau principal, fouillé 24 heures durant les locaux et contrôlé le système informatique, arrêtant tous ceux qui se trouvaient présents et les emmenant au commissariat d'Istanbul. Dans la soirée du 11 décembre, tous sauf 18 ont été libérés.

Selon une déclaration émanant des services du procureur de la Cour de sûreté de l'Etat, des revolvers, des balles, des masques à gaz et quelques documents relatifs au Parti des travailleurs kurdes (PKK), en conflit armé avec le gouvernement, ont été retrouvés lors de l'opération. Un des avocats du journal a plus tard

confirmé que deux revolvers, 25 masques à gaz et deux sacs de couchage avaient été découverts dans le bâtiment. Il a déclaré qu'Ali Riza Halis avait reconnu être le possesseur des revolvers et que les masques à gaz devaient être envoyés dans les locaux du journal à Diyarbakir, car celui se trouvant au sous-sol, on craignait l'éventualité d'un sabotage.

Le samedi 11 décembre, les locaux du journal à Izmir, Adana, Elazig, Batman, Mardin, Antep et Van ont été fouillés et leurs correspondants et le personnel arrêtés. Personne ne se trouvait dans les locaux de Mardin lorsque la police s'y est rendue, mais un membre du personnel, Rezzan Günes a été arrêtée lorsque la police a investi son domicile. On ignore si certains de ces détenus ont été libérés. Ceux qui sont détenus à Diyarbakir, Batman, Mardin et Van peuvent l'être jusqu'à 30 jours, selon la législation d'état d'urgence en vigueur dans ces provinces.

INFORMATIONS GENERALES

Özgür Gündem est le seul quotidien kurde en Turquie. Il est né en mai 1992 et c'est le seul journal qui a constamment fait état des violations des droits de l'homme dans les provinces placées sous l'état d'urgence. La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul a cherché à clore définitivement le journal en l'accusant de propagande séparatiste et de soutien envers le Parti des travailleurs kurdes (PKK) hors-la-loi. Depuis les 18 mois de son existence, neuf de ses journalistes et onze personnes distribuant et vendant le journal ont été assassinées dans des circonstances qui demeurent non éclaircies. Nombre de ses correspondants et rédacteurs ont été arrêtés et torturés.

ACTION RECOMMANDEE : télégramme/télex/télocopie/aérogramme/lettre par avion :

- exprimez votre inquiétude devant l'opération policière, menée dans toute la Turquie, contre le journal *Özgür Gündem*;
- demandez des garanties pour que les correspondants et le personnel qui sont toujours en détention ne soient pas torturés ou maltraités;
- demandez à être informé des charges retenues contre ces personnes et des preuves qui les ont motivées.

APPELS A:

1/ (Premier Ministre)
Prime Minister Mrs Tansu Ciller
Office of the Prime Minister
Basbakanlik
06573 Ankara, TURQUIE
Télégrammes : Prime Minister, Ankara
TURQUIE
Télex : 44061/44062/44063 bbmt tr
42099 basb tr
42875 bbk tr
Fax : (90) 44 17 04 76
(90) 42 30 88 96

2/ (Ministre de l'Intérieur)
Mr Nahit Mentese
İçişleri Bakanligi
Ankara, TURQUIE
Télégrammes : Interior Minister,
Ankara, TURQUIE
Fax : 90 312 428 4346

3/ (Ministre de la Justice)
Mr. Seyfi Oktay
Ministry of Justice
Adalet Bakanligi
06659 Ankara, TURQUIE
Télégrammes : Adalet Bakanligi,
Ankara, TURQUIE
Fax : (90) 312 425 40 66

COPIES A:

Ambassade de Turquie dans votre pays:

Pour la France, 16 avenue de Lamballe 75016 PARIS

SVP, PRIERE D'INTERVENIR IMMEDIATEMENT. SI VOUS RECEVIEZ CET APPEL AVEC RETARD, NE PLUS INTERVENIR APRES LE 8 JANVIER 1994 . MERCI.

EST RÉPUBLICAIN — 13 DÉCEMBRE 1993

Libération de Nourétine Erol : le CAFAR poursuit la lutte

Le CAFAR, après la libération des Kurdes emprisonnés suite à la récente rafle communiqué : « *Nourétine Erol a été libéré, c'est un premier succès, conséquence de la mobilisation de ces dernières semaines. Mais cette liberté est provisoire et d'autres Kurdes sont encore emprisonnés pour délit d'opinion.* »

La politique de Pasqua vise à insécuriser la population étrangère, à rassurer l'extrême-droite, c'est une atteinte aux libertés démocratiques. Le CAFAR continuera résolument à lutter contre cette politique discriminatoire et exige la libération de tous les prisonniers d'opinion.

LA LETTRE D'EXPANSION - 13 DÉCEMBRE 1993

LES SERVICES SECRETS occidentaux redoutent une prise en main par les militaires de la situation politique en Turquie, où le pouvoir politique a déclaré une guerre sans quartier aux Kurdes pour détourner l'attention des problèmes quotidiens.

Campagne en faveur du peuple kurde

L'HUMANITÉ

13 DÉCEMBRE 1993

« **L**ES Kurdes existent, parlons-en ! » C'est le titre de la campagne d'information lancée la semaine dernière au siège de la CIMADE à Paris par neuf organisations non gouvernementales (1). Une campagne prévue depuis plus de six mois, comme devait le préciser Geneviève Jacques, secrétaire générale de la CIMADE, et dont la date de lancement tombe par hasard en pleine actualité, après la rafle anti-kurde du 18 novembre en France, l'interdiction de deux associations et la grève de la faim menée par plusieurs dizaines de Kurdes dans plusieurs villes de France pour la libération de leurs 20 camarades emprisonnés.

Il s'agit de faire connaître le peuple kurde dans toutes ses composantes et de sensibiliser l'opinion publique à une situation qui, note Geneviève Jacques, « s'est aggravée ces derniers mois dans les quatre pays, Syrie, Irak, Iran et Turquie, où ce peuple est dispersé ».

Daniel Jacoby, président de la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme, dé-

taille la situation des Kurdes dans chacun de ces pays — négation de l'identité kurde en Syrie, tentative de génocide en Irak et en Iran (dont l'aviation bombarde depuis des mois le Kurdistan d'Irak). Il rappelle que les services spéciaux iraniens assassinent en toute impunité, depuis des années, les dirigeants du PDKI en Europe. « Mais, ajoute-t-il, la situation la plus préoccupante est aujourd'hui celle du Kurdistan de Turquie où, sous prétexte de lutte contre le PKK, le gouvernement utilise les grands moyens contre le peuple kurde. Or, la Turquie bénéficie de complaisances occidentales inacceptables pour des raisons économiques. » Il cite un appel de l'association Avocats sans frontières après l'arrestation, le 13 novembre, de 16 avocats des barreaux de Diyarbakir et d'Istanbul défendant des Kurdes. Depuis, ils sont au secret malgré les interventions du président des barreaux de Turquie.

Jacques Picard, de Maison du monde, donne des détails sur la campagne : « Nos principaux objectifs sont la création d'un

groupe d'études concernant la question kurde à l'Assemblée nationale et l'envoi d'un observateur des Nations unies au Kurdistan de Turquie. Nous voulons aussi qu'une clause soit ajoutée à la vente d'hélicoptères Cougar (2) par Paris, pour interdire leur utilisation contre la population civile. » Lui aussi s'indigne de la « complaisance » dont bénéficie le régime d'Ankara auprès des capitales occidentales, qu'il explique par les contrats de vente d'armes passés avec la France et l'Allemagne. Il cite à ce propos l'interview de Jean-François Biguet publiée par le journal turc « Milliyet ». Le PDG d'Eurocopter s'y « félicite de l'interdiction du PKK en France », ajoutant que « les firmes françaises espèrent, après cela, bénéficier en Turquie d'un climat encore plus favorable ».

F. GERMAIN-ROBIN

(1) CIMADE, FIDH, France-Libertés, Agir ici, Peuples solidaires, Terres des hommes, Agir ensemble, Comité national de solidarité aux Kurdes.

(2) Version antiguerrilla du Super-Puma.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

FRA0236 4 I 0238 TUR /AFP-GP23

Turquie-Kurdes

50 rebelles kurdes tués dans le nord irakien, selon Mme Ciller

ANKARA, 14 déc (AFP) — Cinquante rebelles kurdes ont été tués au cours d'une opération de l'aviation turque, lundi dans le nord irakien, et un dépôt de munitions des rebelles a été détruit, a annoncé, mardi à Ankara, le premier ministre turc, Mme Tansu Ciller.

Des avions de combat turcs ont effectué 16 sorties contre 4 objectifs des maquisards kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en territoire irakien, au sud des localités turques de Cukurca et Uzumlu, tout près de la frontière avec l'Irak, a indiqué Mme Ciller.

Ce bilan porte à 105 le nombre de morts depuis samedi, en Turquie et dans le nord de l'Irak, faits par les attaques rebelles et les opérations de l'armée turque, selon une compilation de l'AFP effectuée à partir de chiffres fournis par les autorités.

La lutte contre les rebelles du PKK et les opérations transfrontalières se poursuivront, a précisé Mme Ciller, devant le groupe parlementaire de son Parti de la Juste Voie (PJV, droite traditionnelle).

Mme Ciller a exprimé son "espoir" et sa "conviction" que la Syrie et l'Iran "prendront également une série de mesures contre le PKK comme l'ont fait nos amis" en Europe, allusion à l'interdiction du PKK et de ses organisations satellites en Allemagne et à la dissolution de deux organisations kurdes en France en novembre.

CE/jcc

AFP 141250 DEC 93

Democracy Party enters new era under Dicle's leadership DEP is expected to follow a pro-PKK policy with Dicle's election as new party chairman

TDN Parliament Bureau

ANKARA- The Democracy Party (DEP), which advocates pro-Kurdish policies, has entered a new era with Diyarbakır Deputy Hatip Dicle's election as party chairman during the first extraordinary convention on Sunday.

According to political circles, the DEP will be oriented to more radical policies during Dicle's leadership and some party members may resign. İbrahim Aksoy, who was the leadership candidate of the group called the Freedom Path, his colleagues, and also the deputies Mahmut Alınak, Muzaffer Demir and Mehmet Emin Sever reportedly plan to resign from DEP.

Dicle was finally elected party chairman during the third round of the voting, in which he obtained 212 of the votes cast. The party is now subject of a closure case at the Constitutional Court. The DEP has a total of 497 delegates from 18 provinces. In the first round of the voting, 373 delegates cast their votes. Dicle failed to obtain an absolute majority in the first two rounds. The total votes received by his rivals, namely, Adıyaman Deputy Mahmut Kılınc and former DEP secretary general İbrahim Aksoy did not match the count for Dicle. While Kılınc withdrew from candidacy in the second round of the voting, Aksoy continued to run in the third round.

During the emergency convention, Dicle represented the radical group. Kılınc received the support of the Kurdish groups other than the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and Aksoy was backed by the Freedom Path group.

Contrary to the previous (now defunct) People's Labor Party (HEP) conventions, the participants were not allowed to chant pro-PKK slogans. It was the first time that the Turkish flag was raised in the convention hall. The board which chaired the convention requested party members not to chant the slogan, "Kurdistan will serve as the cemetery of fascism," which was from time to time chanted both in Turkish and Kurdish. It warned the members that such slogans damaged the party and urged them not to chant slogans other than those determined by the party administration.

But, in contrast with the moderate atmosphere reigning at the convention, Dicle used expressions in his speech that praised the PKK. He claimed that the PKK was not a terrorist organization but a political party.

"Since democratic channels are closed in Turkey, PKK is a party which has chosen violence instead of political struggle. It also has a military organization," Dicle said.

Dicle continued that for the solution of the matter, a cease-fire should be declared between the state and the PKK forces.

Pointing out that the PKK's military force could serve as a local defense unit until a true peace was restored, Dicle said that the people should be asked whether they wanted to be separate from Turkey or not, in a referendum. He said he and his colleagues would favor the idea of living in unity. But he also said that no one should consider a solution without the PKK, and his words were greeted with applause from the people present in the convention hall. While former DEP chairman Yasar Kaya was trying to draw a line between his colleagues and the PKK, due to the lawsuit filed at the Constitutional Court -- where the DEP's closure is demanded -- and while in general a moderate atmosphere dominated the proceedings, Dicle's speech gave a completely different picture. His speech was interpreted to mean that he wanted the DEP closed down.

Criticizing Dicle's words, Mahmut Kılınc told TDN that if such radical moves continued, the party would

shrink. He stated that although Dicle had been elected as DEP chairman, he did not expect that there would be a significant change in the party's line. He noted that the DEP Party Assembly would also be influential in deciding on policies.

Kılınc said that he advocated a line based on the solution of the Kurdish matter through equity of the two peoples within a unified Turkey and that he was for the continuation of that policy by the DEP. For that reason, Kılınc said he did not plan to resign from the party and that he and his colleagues would try to convince Alınak, Demir and Sever also not to resign. He pointed out that Aksoy's candidacy had prevented his own victory in the election.

Initiatives for Aksoy's withdrawal, in favor of Kılınc, had not been successful. Some party members argued that the Freedom Path group which supported Aksoy insisted on Aksoy's candidacy in order to create an excuse for resigning from the party. While DEP Muş Deputy Mehmet Emin Sever did not participate in the convention, Alınak and Demire did attend for a short period.

Sever said he did not have connections with the party for a while and that he was angry with his colleagues, but that he had not yet reached a decision about resigning. He said his decision was not linked with whether someone else was pro-PKK. Assessing the convention, Sever said it was normal that the Turkish flag fly in the convention hall. He said it should have been there from the outset. He said that the PKK was an organization which emerged from within Kurdish society but that it applied terrorist methods, raided villages and killed children and that he was against all such actions. He said he and his colleagues were also opposed to the undemocratic methods of the state and that they saw such practises in the region all the time.

If the Constitutional Court ordered DEP's closure, 17 deputies will automatically lose their parliamentary immunities. In that case, the deputies who serve at the party administration would be banned from politics for a period of 10 years.

Nine deputies, namely Ahmet Türk, Leyla Zana,



Hatip Dicle

Orhan Doğan, Ali Yieit, Sırrı Sakık, Sedat Yurttas, Selim Saddak, Remzi Kartal and Zübeyir Aydar, took their places among the members of the Party Assembly who were elected in the convention. Some deputies argue that they should resign before the Constitutional Court makes its ruling, and should found a new party. However Dicle opposes this. Kılınc also believes that it will be wrong to resign from the party at this stage.

However some deputies have reportedly presented their resignations to the party before the filing of the case at the Constitutional Court, and have postponed the announcement until after the convention. If these deputies can prove that they presented their petitions before the case was filed, they will not lose their immunity.

The Chairman of the Social Democrat People's Party (SHP) and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın said on Monday that he was saddened by statements on Sunday by Greek Parliamentarians attending the DEP convention.

Referring to a speech delivered at the congress by a Greek deputy from the ruling Panhellenic Party (PASOK), Karayalçın said that this violated not just the requirements of good neighborliness but also of international modes of behaviour. Responding to the speech of DEP deputy Hatip Dicle during the congress Karayalçın said that he found this to be wrong and unfair.

Dicle had referred to the PKK as a political party even if it was outlawed. Karayalçın who was addressing members of his party's central executive board said that the PKK was not a political party but a bloodthirsty terrorist organization.

Dicle, Sakik testify at subcommittee

On Monday, the parliamentary subcommittee, which was set up by the Joint Parliamentary Constitutional and Justice Commission to look into the files asking removal of some deputies' immunities, heard the testimonies of newly elected DEP Chairman Hatip Dicle and DEP Muş Deputy Sırrı Sakık, who are accused of committing crimes against the indivisibility of the state.

During his testimony at the committee, Dicle repeated everything he had said about the PKK during the DEP convention. He said all the ethnic groups in Turkey should be given their minority rights and that they should be allowed to determine their own destiny.

Sakık claimed that the state applied harsh methods in the region and that his village was burnt by state forces. He said he and his colleagues did not have ties with the PKK. The committee report will first be discussed at the joint commission and then its decision will be voted on by the parliamentary general assembly.

Özgür Gündem out today

Diyarbakır office raided on Monday

All executives of daily are under custody

Turkish Daily News

ANKARA- The pro-Kurdish daily, Özgür Gündem, is in print today despite the operations that continue to target the newspaper's offices.

An executive of the paper said that 88 out of the 107 people who were detained on Friday during a police raid on the Istanbul headquarters of Özgür Gündem had been released.

Nineteen Özgür Gündem employees, including the newspaper's general coordinator Gurbetelli Ersöz, her assistant Ferda Çetin, publications coordinator Mehmet Oğuz, editor Hüseyin Solgun and news editor Gülten Kışnak are still in custody. Sources said their detention was expected to last for ten days.

A total of 21 more Özgür Gündem staff in other parts of the country are also being interrogated.

On Monday police raided the Diyarbakır office of the newspaper and seized various organizational communiques and documents, including donation forms used by branch organizations of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

During Friday's raid on the Istanbul center of Özgür Gündem, police said they had confiscated two unlicensed guns and a number of documents and gas masks. Computer discs were also seized in Diyarbakır, the po-

lice said.

Prominent Turkish writers such as Yaşar Kemal, author of the internationally famous book "Mehmet My Hawk," are supporting the paper during the crisis. Employees have set up a temporary committee to supervise editorial work until all of the editors are set free.

Following Friday's operation in Istanbul, the State Security Court issued a statement in which it said that handguns, gas masks, identity cards of soldiers killed by the PKK, PKK vouchers worth TL 400 million, documents containing PKK propaganda and medical supplies, had been seized.

The DGM statement also claimed that captured PKK members had testified that the newspaper's executive maintained an organic connection with the PKK.

The Istanbul operation, during which all copies of the paper were also seized, was followed by raids on newspaper offices in several other cities.

Özgür Gündem was not published for the past three days aside from a dummy copy of eight pages on Saturday, distributed only in the southern provinces of Adana and Mersin.

The newspaper did not appear on Sunday but was visited by many press activists and deputies who were concerned that the amount of pressure could increase.

Today Özgür Gündem, tomorrow others

İlnur Çevik

EDITORIAL

of the clandestine Kurdistan Workers' Party (PKK).

The paper is generally regarded as the mouthpiece of the PKK and thus its reports and views are seen as the voice of a terrorist organization and its journalistic qualities are always questioned. In other words, nobody reads it for its news quality but to find out what the PKK is up to. The fact that the journalists working on this paper allow themselves to be exploited in such a fashion is rather sorrowful but that is their problem.

It is also no secret that the paper is a source of intelligence for the Turkish security which can monitor the actions of the PKK with relative ease.

The readership of the paper is rather

limited and its circulation is a mere 30,000.

So why raid Özgür Gündem and bar its publication in such a fashion? Can't we live with such a radical paper and see what the other side is up to?

Another important issue is the way the authorities have moved against Özgür Gündem in a country where we boast about the existence of basic freedoms.

The raid against the newspaper headquarters on Friday was a rather confused affair. Revelations that police confiscated two unregistered guns, gas masks and an array of PKK vouchers hardly constitute a major crime. Journalists and printing staff were detained which is,



Is there anybody in Turkey who does not know that daily Özgür Gündem supports extremist Kurds and has been promoting separatism, radicalism and even violence?

It is rather unfortunate that Özgür Gündem has been entertaining very radical views practically parallel to those

to say the least, a grave error. There were claims that the government did not know about the raid and that it was done under the orders of the State Security Court prosecutor.

This incident has set a very ugly precedent on what could happen to the press in Turkey in the future. Today, they may raid the Özgür Gündem offices on the pretext of "combatting terrorism" but

tomorrow they may well raid other newspaper offices and establishments on others pretexts, with little regard for the rule of law. The fact that authorities can act this way in a "free and vocal" country will no doubt raise serious questions about the democracy that Suleyman Demirel tried to establish in Turkey and how he has failed, with the country still remaining a semi-democracy.

42 people killed in Southeast violence

Cross-border operation continues Turkish delegation in northern Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- At least 42 people were killed in southeast Turkey this weekend during attacks staged by militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Turkey has launched a limited cross-border operation into northern Iraq where it is pursuing the terrorists.

The Anatolia news agency said on Monday that government troops killed 24 members of the PKK who raided a military post near Çukurca, a town in Hakkari province close to Turkey's border with Iraq.

In a separate incident, 13 civilians were shot dead when PKK gunmen raided a village in Adiyaman province, the agency said. Anatolia said the PKK attempted to raid the Üzümlü military outpost, a frequent target of the organization, and that 17 gunmen were killed in a clash with troops holding the post.

Seven others were killed when Turkish troops crossed into northern Iraq to catch the terrorists. Two officers and three soldiers were also killed in the incident.

Anatolia later reported Turkish Air Force planes had attacked a band of some 40 to 50 militants inside northern Iraq. The agency said none of the terrorists escaped the raid. Anatolia also reported Turkish planes destroyed a PKK am-

munitions dump inside northern Iraq.

Quoting provincial authorities, Anatolia said that a group of militants killed 13 peasants in a separate raid on the homes of two village guards in Ağaçonak village in Adiyaman province. It said a group of militants entered the homes of the two village guards and gunned down the occupants, including women and children, and set the houses on fire.

Meanwhile, regional sources told the Turkish Daily News that a Turkish Foreign Ministry delegation is visiting Kurdish-controlled northern Iraq and will be holding meetings with Iraqi Kurdish leaders Masoud Barzani and Jalal Talabani.

They reported that two ministry officials were currently traveling in the region, both to look into claims of alleged Iraqi Kurdish support for Turkey's separatist Kurds and to deliver a message to Barzani.

Prime Minister Tansu Çiller, in a verbal message to the Kurdistan Democratic Party (KDP) leader, has asked for Iraqi Kurds to take stronger action against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and to prevent it from using their territories.

The delegation is to return to Turkey this week, sources said. More than 11,000 people have been killed in Turkey since the PKK began fighting for an independent Kurdish homeland in the Southeast in 1984.

Since then, the organization has been using northern Iraqi territory to launch attacks on Turkish targets.

Lyon-Matin - 14 décembre 1993

HANDICAP INTERNATIONAL

Un centre d'appareillage détruit au Kurdistan

Un mort et six blessés

Lundi matin, une charge d'explosif a totalement détruit le centre d'appareillage de Handicap International à Sulaymaniyyah au Kurdistan irakien. L'explosion aurait fait au moins un mort et six blessés graves parmi les patients et le personnel kurde. Ce centre, financé par

ECHO (Office humanitaire de la communauté européenne) permettait à Handicap International de produire des prothèses et des appareils orthopédiques en grand nombre pour les victimes de mines anti-personnel. En 18 mois, 1 500 amputés avaient déjà été appareillés.

Lundi matin toujours, les bureaux de l'ONG australienne CARE ont été la cible d'un attentat similaire, blessant grièvement deux employés locaux. « Bien qu'aucun membre des ONG ou des Nations Unies n'ait été touché, indique Handicap International dans un communiqué, de tels actes d'agression suppose une préparation soignée et ne laissent guère de doute sur la signification du choix de cibles médicales ».

Comité de soutien

Mobilisés pour Rojin et contre le gouvernement



Associations et partis politiques se mobilisent pour Rojin Ayaz. La jeune Kurde, assignée à résidence à Saint-Pardoux, n'a pas été expulsée du territoire mais reste écartée de sa famille. Samedi, à la Maison de la vie associative à Niort, le comité de soutien a fait le point sur les initiatives prises en sa faveur.

NIORT. - Francis Vacker, permanent du Parti communiste en Deux-Sèvres, résume la situation : « Rojin Ayaz a été soustraite à sa famille le 18 novembre. Elle a passé la journée du 18 et une bonne partie du 19 novembre à la préfecture de

police avant d'être placée en résidence surveillée à Saint-Pardoux... Depuis, nous nous efforçons de créer autour d'elle un mouvement de solidarité ».

Samedi, une trentaine de personnes avaient répondu à l'appel du comité de soutien.

Celui-ci réunit principalement des élus et sympathisants de mouvements de gauche et des écologistes.

« Nous devons surtout empêcher qu'elle soit expulsée en Turquie » ont dit plusieurs participants. Un point sur lequel le comité semble avoir été rassuré : « Vendredi, le MRAP et SOS Racisme ont rencontré le chef de cabinet de Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur » indique Francis Vacker. Le chef de cabinet écarterait l'expulsion : « Pas question de la renvoyer en Turquie où elle

serait immédiatement exécutée » aurait déclaré le bras droit du ministre.

Rafles

Le droit est rappelé : « Pourquoi maintenir en résidence surveillée une personne à qui la justice ne reproche rien et qui n'est même pas en situation irrégulière ». S'agit-il d'un clin d'œil à la Turquie qui achète des hélicoptères à la France ? S'interroge le comité.

Encore un petit pas et c'est le gouvernement dans son ensemble qui est diabolisé : « Le gouvernement est porteur d'une idéologie raciste. Il y a aujourd'hui une volonté de chasser tout ce qui a un faciès un peu coloré. Le gouvernement donne raison aux amis de Le Pen » estime Jean-Claude Sureau, secrétaire général de la CGT.

Quant à Robert Léon, adjoint communiste au maire de Niort, il parle de « rafles » envers la communauté kurde installée en France.

Il y a l'action politique. Il y a aussi l'aide humaine que l'on peut apporter à Rojin Ayaz, fait remarquer Jean Colon, des Verts. Ce dernier est favorable à une action de tous les jours auprès de la jeune Kurde afin de l'aider à supporter cet isolement forcé avec sa famille.

« Nous sommes allés la voir à Saint-Pardoux ; nous l'avons sortie de l'hôtel pour la promener dans la circonscription de Parthenay où elle est libre de circuler. Etre assigné à résidence c'est tout de même mieux que d'être emprisonné à Fleury-Mérogis ! » souligne le responsable des Verts.

B.M.



Associations et mouvements politiques de gauche mobilisent en faveur de la jeune Kurde. Non sans en profiter pour montrer du doigt le « vilain gouvernement de droite »...

LE COURRIER
DE LOUEST

14 décembre 1993

İSMET G. İMSET / BEING VOCAL

DEP, a failing mission

The arrow has left the bow — as the old Turkish saying goes. Hatip Dicle, one of the most radical parliamentarians of the Democracy Party (DEP) group, was named the party's new chairman in Sunday's general convention. The party is thus on a countdown for closure and its members and parliamentarians are preparing "to return to the people." The meaning of this must be sought in the question of where the support of the Kurdish people in southeast Turkey really lies.

All indications now are that Dicle has a specific mission and is doing the best he can to distance the party from a majority of the Turks. Some say he is trying to have the party closed down to justify the existence of an illegal Kurdish movement in Turkey: the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). PKK leader Abdullah Öcalan believes that by March 1994 he will have amassed 30,000 fighters in the Southeast, where he will attempt to set up temporary liberated zones.

He and his inner circles also believe that the DEP has outlived its "mission" and that the party no longer has a place in Parliament. As far as the PKK is concerned, the DEP is not as important as before — and does not have a chance to surviving. During its history the DEP has changed its name three times and has witnessed several changes in leadership. First it was the HEP, the Peoples' Labor Party. Then came OZDEP, Freedoms and Democracy Party. DEP is its latest form and will be closed down like its predecessors.

From the very beginning, the idea behind DEP was to form a legal political movement with parliamentary representation — one which would attempt to take over certain ministerial seats and defuse the tension between the Turkish and Kurdish people. In its simplest aspect, it was to be a bridge between the communities, explain to the Turks what the Kurds were up against and to the Kurds how the Turks were thinking.

But, even in Parliament, it was under heavy pressure from the very beginning. DEP deputies, who agreed to enter Parliament under Turkish laws, suddenly turned out against the parliamentary oath. They entered the building not with the red-and-white colors of the Turkish flag but with yellow-green-red handkerchiefs sticking out of their jacket pockets, representing the traditional colors of the Kurds. As of that day, the deputies have been harassed in every way. At times, they were physically attacked and thrown off the bench by their Turkish counterparts.

Mostly they were met with the protests of the majority of the 450-seat parliament with deputies, including the then prime minister Suleyman Demirel, banging their fists on their desk tops like school children. We know of times when DEP deputies were not even allowed to mention the existence of Kurdish and Turkish brotherhood, or attacked simply for saying that those who join the PKK have their reasons for doing so.

At least 50 DEP affiliated activists have so far been killed in Turkey by death squads. The most recent murder was that of par-

liamentarian Mehmet Sincar, which brought down the number of DEP seats in Parliament to 17.

Meanwhile, nationwide reaction to the DEP has been increasing. Leyla Zana, also said to have close links with the PKK, was once threatened with death by an officer in the Southeast, and barely escaped an assassination attempt after the killing of Sincar. Recently, she was portrayed on state television as someone who had "sold Turkey down the river."

On Monday night, a Turkish special forces member whose identity was withheld, appeared on the television and told the whole nation that DEP deputies such as Orhan Doğan were among their targets. He also said 104 parliamentarians, a majority of them from the Southeast, were regarded as traitors. Last week, a senior police officer in charge of anti-terrorist operations told me that the main mistake Turkey had made since the 1970s was to allow people of "Southeast origin" to enter the state apparatus.

According to him, Turgut Özal was "the greatest traitor" since he had a Kurdish grandmother. Former Interior Minister İsmet Sezgin could not be trusted since he too was allegedly of Kurdish background. And former Gendarmerie commander Gen. Eşref Bitlis "deserved to die" since he was Kurdish as well and could not be expected to do anything against the PKK!

Racism is on the rise everywhere, and specifically in the state apparatus, which takes major policy decisions and has a great deal of influence on what will happen in the future. Many Turks believe the DEP is an extension of the PKK. Frequently heard is the slogan, "We don't want the PKK in Parliament." The slogan which is spreading throughout the Anatolian peninsula is, "Death to the Kurds" — any Kurds. The attitude of the DEP, and most specifically its continuous refusal to condemn PKK attacks directed at civilian and unarmed personnel, has disturbed many.

Now that Dicle is heading the party, it is evident that this alienation

will deepen in the coming days.

Already he has started off by making pro-PKK statements and has made his own position clear.

The Constitutional Court, which has initiated a case against the DEP, is expected to close the party down in the coming months. Thus, as the radicals take over DEP, they are also attempting to give the party an improved image, an image of a party that also cares for Turkish interests.

But with Dicle at the head of the party, even this is questionable. The suspicion now is that this image may also be intentional — that, knowing of the upcoming closure, the DEP is creating such an image so it can say in the future that it has done everything and tried every legal method but has got nothing in return. Such an argument would only be to justify an armed struggle in Turkey. For, whatever the PKK says, in reality the DEP has not accomplished, but failed in, its true mission.

"Racism is on the rise everywhere, and specifically in the state apparatus, which takes major policy decisions and has a great deal of influence on what will happen in the future. Many Turks believe the DEP is an extension of the PKK. Frequently heard is the slogan, "We don't want the PKK in Parliament." The slogan which is spreading throughout the Anatolian peninsula is, "Death to the Kurds" — any Kurds. The attitude of the DEP, and most specifically its continuous refusal to condemn PKK attacks directed at civilian and unarmed personnel, has disturbed many"

Ankara raps Greek deputies' remarks

Greek Ambassador Alexander Philon claims that the deputies came on a private invitation and not as representatives of the Greek Parliament

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

ANKARA- Turkey summoned the Greek Ambassador Alexander Philon to the Foreign Ministry Tuesday to express Ankara's growing dissatisfaction with the remarks made by the Greek deputies who have expressed support for the "Kurdish cause."

The move signals a new intensity in the cold winds blowing between the two countries after Andreas Papandreu's PASOK party came to power in Greece. Turkish diplomatic circles call the attitude of Greece since then "provocative and downright hostile," but add that Ankara will refrain from "overreacting" to Greek attempts.

Turkish Foreign Ministry Deputy Undersecretary Tugay Uluçevik, who has conferred with Philon three times in as many weeks, reportedly told him of Ankara's dissatisfaction with the remarks made by Greek deputies attending last weekend's convention of the pro-Kurdish Democracy Party.

The Greek delegation, which included three deputies from PASOK, addressed the convention and expressed support for the "legal rights of the Kurd-

ish people." The remarks, which particularly angered Ankara were made by PASOK's Crete deputy, who noted that Athens must support the rights of the Kurds. The ambassador, on the other hand, noted that the Greek delegation had come "on a private invitation and not as the representatives of the Greek Parliament."

The TDN has also learned that the Greek Embassy had advised the deputies against attending the congress, saying Ankara was "particularly sensitive" on the issue and the Greek attitude. However, Turkish diplomats say the excuse that the parliamentarians acted on their behalf is not "particularly convincing" in view of previous remarks made by Greek officials, including ministers and government spokesmen.

The sourness over the DEP delegation comes as the cold winds blowing between the two capitals after the PASOK administration came to power are at their strongest. Ankara had first reacted to the "common defense strategy" declared by Greece and the Greek Cypriot administration, which regards Greek Cyprus as an essential part of the Greek defense.

The remarks caused Philon's visit -- due to Philon's own request-- to the Turkish Foreign Ministry, where he was told by Uluçevik that such remarks were not "encouraging" for relations between the new administration and Turkey.

Only a week later, Greek European Affairs Minister Theodore Pangolos targeted attacks against Turkey and Foreign Minister Hikmet Çetin. In a more serious vein, the Greek minister expressed support for the Kurdish struggle against "the tyrant, Turkey." Meanwhile, Greek government spokesman Evangelos Venizelos noted that Athens had no intention

of banning the PKK and that what other countries, such as Germany did, "was their own business."

The recent rush of harsh statements and ambassadors' visits to the Foreign Ministry of the host country signal difficult times ahead in relations. Turkish diplomats claim that the PASOK government has removed some of the top officials in the Greek Foreign Ministry, who were known for their positive attitude towards Turkey.

The dissatisfaction of official circles was also reflected in the Turkish media. Mass circulation *Hürriyet*, for example, titled its report on Greek participation at the DEP convention: "Terrorist Greek."

Two television journalists arrested in Istanbul

TDN with Wire Dispatches

ISTANBUL- The Turkish authorities have arrested two television journalists on charges of broadcasting material that encouraged Turks to evade military service.

Erhan Akyıldız, 46, a news producer, and Ali Tefvik Berber, 34, a journalist, were called into Istanbul police headquarters on Tuesday for questioning, one of their colleagues told Reuters.

Colonel Çetin Akkaya, prosecutor

in the office of the Armed Forces Chief of Staff, said he had ordered their arrest. The controversy surrounding the broadcast is in part due to the recent statement of Chief of Staff authorities that there were 400,000 draft dodgers.

Both men work at the Istanbul-based television station HBB and last week they broadcast a TV program on draft dodgers and deserters from the army. "The program discouraged Turks from doing their

military service," Akkaya told Reuters. He said the two men would be tried by a military court and could each face a prison sentence of between two months and two years if found guilty. Several of the people interviewed in the program were members of an anti-war group and said they would never serve in the army. Military service is compulsory in Turkey.

A Turkish army spokesman last week lashed out at people who

evade the draft at a time when the armed forces are fighting Kurdish separatist guerrillas in the Southeast. "Many are fighting to protect the unity of the country," Colonel Dogu Silahçioğlu said. "There are also those who want to avoid this sacred duty and the nation will not forgive them." Defense Ministry officials said a quarter of a million men of military age have failed to show up for annual military service registration checks, an offence.

Fifty Kurds start hunger strike in London

Reuters

LONDON- Fifty Kurds started a hunger strike at a community centre in London on Monday demanding that Turkey ends what they called "its campaign of genocide and depopulation in Kurdistan." The 50 protesters, on an "unlimited" hunger strike, expect hundreds more people to join them at the Kurdish and Turkish Community Centre in north London, a statement faxed to Reuters said.

It reported that the action was also in protest against bans on the Kurdish people's right to organize themselves in European countries, particularly Germany and France.

"Kurdish people were forced to come to this country because they supported the national liberation struggle being led by the PKK (rebel group)," the statement said. "We will continue to support the struggle wherever we are."

The hunger strikers also want an end to arms sales by European nations to Turkey, and demand the British government send a delegation to Kurdistan to assess the situation there.

PEN American Center

568 Broadway, New York, New York 10012
(212) 334-1660/Cables: Acinterpen New York / Fax: (212) 334-2181

President
Louis Begley

Vice Presidents
Russell Banks
Maureen Howard
Walter Mosley
Victor Navasky
Lionel Tiger

Honorary Vice President
Salman Rushdie

Treasurer
Elaine Markson

Secretary
Naomi Bliven

Executive Board
Ken Auletta
Paul Berman
Sara Blackburn
Magda Bogin
Patricia Bosworth
Robert Caro
Amy Clampitt
Jayne Cortez
Arthur C. Danto
Barbaralee Diamondstein
E.L. Doctorow
Frances FitzGerald
Samuel G. Freedman
Marilyn French
Sanford Friedman
Betty Fussell
Henry Louis Gates, Jr.
Paula Giddings
Allen Ginsberg
Peter Glassgold
Jewelle Gomez
Joy Harjo
Eva Hoffman
Gerald Howard
Robert Hughes
John Irving
Susan Isaacs
Edmund Keeley
William Kennedy
Lucy Komisar
Steven Kroll
Martha Weinman Lear
Rika Lesser
Eileen Lottman
Norman Mailer
Robert Massie
Pamela McCorduck
Louise Meriwether
Arthur Miller
Mary Morris
Sidney Offit
Hannah Pakula
Ellen Pail
Kathrin Perutz
Emily Prager
Charles Rembar
Ninotchka Rosca
Edward W. Said
Faith Sale
Kirkpatrick Sale
Simon Schama
Harvey Shapiro
Susan R. Shreve
Mona Simpson
Ted Solotaroff
Susan Sontag
Robert Stone
Gay Talese
Amy Tan
Meredith Tax
Calvin Trillin
Martin Tucker
Frederic Tuten
LuAnn Walther
Wendy Wasserstein
John Edgar Wideman
Leon Wieseltier
Victoria Wilson
Hilma Woltzer

General Counsel
Leon Friedman

Advisor/Freedom to Write
Floyd Abrams

Executive Director
Karen Kennerly

PEN American Center, a non-profit incorporation,
is an affiliate of International PEN an association of writers
- poets, playwrights, essayists, editors, novelists -
with centers in Europe, Asia, Africa,
Australia and the Americas

December 15, 1993

Prime Minister Tansu Ciller
Basbakanlik
06573 Ankara, Turkey
Fax: 011-90-312-417-04-76
011-90-312-230-88-96

President Süleyman Demirel
Office of the President
Devlet Bakanligi
06100 Ankara, Turkey
Fax: 011-90-312-417-0476
011-90-312-230-8896

Your Excellencies:

On behalf of the 2600 writers who are members of PEN American Center, we write to protest the raid on the Istanbul office of the newspaper *Özgür Gündem*, the raid on the newspaper's affiliate offices, and the continued harassment of its employees.

According to our reports, some two-hundred police officers raided the Istanbul offices of *Özgür Gündem* on December 10, detaining a hundred and twenty-two people, including top-level administrators. Most of those arrested have since been released, but to PEN's knowledge, the following eleven reporters and seven staff members from the Istanbul office are still in prison: Gurbetelli Ersöz, Ferda Çetin, Ali Rıza Halis, Gültan Kışanak, Müslüm Yüce, Yurdusev Özsökmenler, Düzgün Deniz, Faysal Dagli, Mahmut Dogan, Ferhat Tugan, Nursel Polat, Dogan Guzel, Muhacir Kuas, Hüseyin Solgun, Mehtap Gürüz, Ali Seyhan, Mehmet Balamir, and Semsettin Ecevit. PEN is deeply troubled by reports that these individuals may have been subjected to torture and we urgently ask you to ensure that the eighteen are not being mistreated while in detention.

During the day-long raid, reports indicate that the police uncovered two pistols, gas masks, and documents relating to the Kurdish Workers' Party (PKK). Lawyers for the newspaper maintain that the guns are licensed and that the gas masks were to be shipped to employees at the Diyarbakir offices of the newspaper, which is

Mr. Nahit Mentese
Minister of the Interior
İçişleri Bakanligi
06644 Ankara, Turkey
Fax: 90-312-418-1795

Mr. Fikri Sağlar
Minister of Culture
Kultur Bakanligi
06100 Ankara, Turkey
Fax: 90-312-417-0476

Seyfi Oktay
Ministry of Justice
Adalet Bakanligi
06659 Ankara, Turkey
Fax: 90-312-425-4066

PEN Branches

PEN Gulf South
Co-chairs
Fredrick Barton
Carol Gelderman

PEN Midwest
Chair
G.E. Murray

PEN New England
Co-chairs
James Carroll
Joan Mark

PEN Northwest
Co-chairs
Carlos Reyes
Robert Sheckley
Joel Weinstein

PEN West
Chair
Brenda Webster

apparently underground. Telephone lines at all of *Özgür Gündem's* offices were cut off on December 10 and 11 and the newspaper was unable to publish its normal Saturday edition. The police reportedly confiscated most of the newspaper's computer files, and all its accounting records. Several pieces of newspaper's equipment were either damaged or broken during the raid; the Turkish authorities have refused to comment on any aspect of the operation.

The newspaper was reportedly published again on December 14, but three bus loads of police officers have stationed themselves outside the newspaper's offices, intimidating staff and disrupting the newspaper's activities.

On December 11 police also raided *Özgür Gündem's* Adana, Izmir, Elazig, Batman, Van and Antep bureaus, detaining all those found on the premises at the time. İlaes Çetinkaya and Beyhan Günyeli from the Adana Bureau are still said to be in detention and Serdar Karakoç, Rıza Zingal, Namik Alkan, Emin Unay, and Leyla Akgül from the Izmir bureau, Cengiz Taş, Menaf Avcı, and Yalçın Sevinç from the Elazig office, Salih Dinç from the Batman office, Bülent Çiftçi, İrfan Uçar, Soraffetin Özalp, Adil Harmanca and Meşruk Çiftçi from the Van bureau and Ahmet Çaldıran, and İsmail Kelleci from the Antep bureau all remain in detention under police custody. None of the journalists has been formally charged and PEN fears that they may be subjected to inhumane treatment. The reasons for the raid are unclear, but a police source is said to have confirmed that the action was taken because of two court rulings in late November granting two 15 day closure orders against the newspaper for spreading separatist propaganda. Newspaper officials maintain that they did not observe the closure order because the decision was still pending in appeal court.

In an earlier incident on December 9, the Diyarbakir office of *Özgür Gündem* was raided and several reporters arrested. Those still said to be in detention include Hasan Özgün, M. Sıraç Koç, Necmiye Aslanoglu, Mehmetşah Yıldız, Nuran Tekdag and Bitan Önen, none of whom has yet been charged with any criminal activity. One of the journalists now in custody, Necmiye Aslanoglu, had been previously detained on November 25 in the village of Biric but released a few days later. She and another reporter from *Özgür Gündem*, Nalan Alici, had been assisting an investigative mission to the southeast organized by a group of Kurdish and British journalists and trade unionists. Reports indicate that they were both physically mistreated, insulted, and threatened with death if they recounted their treatment while in detention. The police were said to have beaten Ms. Aslanoglu so that she might confess to having had associations with the PKK, but they were unable to extract any admissions.

Equally disturbing are the reports that Yılmaz Yakut, a 19-year old distributor for *Özgür Gündem*, was shot and injured in the back on December 3 and that Adnan Işık, another distributor for the newspaper in Van province, was shot dead on November 27. He had allegedly been warned by police to stop distributing copies of the newspaper.

In its eighteen months of publication, *Özgür Gündem* has been the object of some one-hundred seventy judicial proceedings. Nine of its reporters and eleven of its distributors have been murdered and two hundred issues of the newspaper have been confiscated. PEN notes with deep dismay that police investigations into the killings have uncovered no clues as to the identity of the murderers and that no one has yet been charged for any of the deaths.

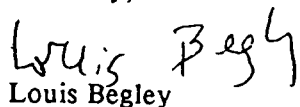
PEN is deeply perturbed by the continued reports of harassment and intimidation against those working for *Özgür Gündem*. We call on your government to release

all those now detained, if they cannot be shown guilty of any criminal activity, and we further urge you to take every possible step to investigate all reports of torture and mistreatment. We also ask that you ensure that all the confiscated material is returned to Özgür Gündem and that the newspaper is compensated for all damages to its equipment and offices.

While we appreciate that these are turbulent times in your country, we also believe that it is exactly at these junctures in a nation's history that the freedoms of speech and association are both at their most vulnerable and most indispensable. The Turkish government has therefore an obligation to defend these freedoms to the best of its ability concrete steps to end the continued harassment and intimidation of Özgür Gündem and all those affiliated with it.

We thank you for your attention and we await your response.

Sincerely,



Louis Begley

President, PEN American Center



Faith Sale



Rose Styron

Co-Chairs, Freedom-to-Write Committee

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

FRA0143 4 I 0146 IRK /AFP-LY64
Irak-Kurdes

Trois tués dans des affrontements inter-kurdes dans le nord de l'Irak

ERBIL (Irak), 15 déc (AFP) — Des combats ont opposé deux formations kurdes rivales durant quatre jours dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde, faisant au moins trois tués et plusieurs blessés, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Les affrontements, qui ont cessé mardi, ont mis aux prises le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), et une aile du parti socialiste dirigée par Hama Hacı Mahmoud, a indiqué un porte-parole du "gouvernement" kurde installé dans les régions échappant au pouvoir du régime

du président Saddam Hussein.

Des armes lourdes, dont l'artillerie, ont été utilisées dans les combats qui se sont déroulés notamment à Erbil, siège du "gouvernement" kurde, et Souleimanieh, selon des sources de sécurité kurdes.

ls-mch/lba/br

AFP 150940 DEC 93

Le Monde — 15 décembre 1993

Les Kurdes sont victimes de plusieurs conflits régionaux

Alors que l'aviation turque bombarde par intermittence, depuis la fin novembre, des cibles dans le Kurdistan irakien, deux attentats, qui pourraient avoir été commis à l'instigation du régime de Bagdad, ont visé, lundi 13 décembre, des locaux d'organisations humanitaires, à Souleimaniyé, faisant plusieurs victimes.

Les avions turcs ont attaqué, lundi 13 décembre, des bases du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le nord de l'Irak, a indiqué un responsable turc à l'agence Reuter. Le raid a été mené à la suite d'une attaque des séparatistes kurdes de Turquie, la veille, contre un poste militaire à Uzumlu, dans la province de Hakkari. Le 29 novembre déjà, l'aviation turque avait effectué des raids dans le nord de l'Irak, contre des rebelles kurdes qui « s'apprêtaient à perpétrer des actions » sur le territoire turc, selon la version officielle d'Ankara.

Le Kurdistan irakien est ainsi devenu l'abcès de fixation des conflits qui opposent les régimes turc et iranien à leurs minorités kurdes. Il est vrai que, placé sous le parapluie aérien de la coalition occidentale anti-irakienne depuis avril 1991, il est le refuge d'un certain nombre de combattants de ces minorités.

Cela autorise-t-il pour autant, sans susciter d'autre réaction occidentale que verbale – et encore du bout des lèvres! – les bombardements aériens et terrestres auxquels se livrent les Iraniens et les Turcs? Car quoi qu'en disent les porte-parole de Téhéran ou d'Ankara, ces pilonnages ne sont pas vraiment « chirurgicaux »; ce sont des civils kurdes irakiens qui sont tués ou blessés. C'est également la souveraineté du territoire irakien qui

est ainsi bafouée. Le 29 novembre déjà, le représentant du « gouvernement » kurde irakien à Paris, Mohamad Ismaïl, s'était indigné des « allégations » turques au sujet de la présence du PKK en territoire irakien. « Il y a environ deux semaines, et en la présence d'un observateur turc, les Kurdes irakiens ont entrepris un véritable ratissage de l'ensemble du Kurdistan, de Zakho jusqu'à la frontière iranienne. Cela nous a permis de constater qu'il n'y avait aucun camp d'entraînement, ni aucune présence militaire de combattants du PKK », nous avait déclaré M. Ismaïl.

Selon lui, le « gouvernement » kurde irakien respecte à la lettre l'accord conclu avec la Turquie à l'automne 1992, à la suite de la vaste offensive turque en territoire irakien contre le PKK. Et cet accord avait mis fin à la présence militaire de ce dernier dans le Kurdistan irakien.

Mais M. Ismaïl demeure perplexé. Sauf à admettre, dit-il, qu'il existe au sein du gouvernement et des forces armées turques des fractions qui sont hostiles à de bonnes relations entre Ankara et les Kurdes d'Irak, comment comprendre, en effet, que la Turquie envoie d'une part une assistance humanitaire à ces derniers – 13 millions de dollars ont été consacrés à cette fin – et pilonne d'autre part des localités du Kurdistan.

Car, affirme notre interlocuteur, ce sont bien des agglomérations civiles qui ont été victimes des raids aériens turcs, le 29 novembre. L'un a visé la localité de Barzan – à une cinquantaine de kilomètres de la frontière turque – au moment même où les deux principaux dirigeants kurdes irakiens, Massoud Barzani et Jalal Talbani, tenaient une réunion à Silopi, avec des responsables militaires turcs. Les raids turcs, précise-t-il, ont tué quatre civils et blessé six autres.

Les Kurdes irakiens s'inquiètent au demeurant de la consultation périodique instaurée entre Ankara, Téhéran et Damas sur la situation dans le Kurdistan irakien dont la « liberté » relative risque de donner des idées à leurs propres minorités kurdes.

Indifférence des Occidentaux

Sans faire de concessions à la thèse du « complot », il existe en effet une certaine similitude entre le comportement de la Turquie et celui de l'Iran. Depuis la mi-novembre, indique M. Ismaïl, il n'y a plus eu de bombardements iraniens sur le Kurdistan irakien. Mais tout laisse à penser que ce n'est qu'un répit, car depuis le printemps dernier, l'armée iranienne a régulièrement pilonné ce secteur, sous le prétexte qu'il abrite une base des rebelles kurdes iraniens.

Selon des témoignages recueillis l'été dernier par une commission d'enquête de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FILDH) et de la Fondation France-Libertés, les Iraniens utilisent l'aviation et l'artillerie à longue portée. En juillet dernier il y a même eu une incursion de l'armée en territoire irakien. « Nous rapportons tous les incidents au commandement militaire de la coalition occidentale à Zakho. Les Occidentaux nous affirment qu'ils font pression par les voies diplomatiques », indique M. Ismaïl. Ces pressions ne paraissent pas très efficaces.

Les Kurdes irakiens sont d'autant plus amers que les bombardements iraniens et turcs ne font que compliquer une situation déjà très difficile. A l'instar du reste de la population irakienne, les Kurdes demeurent en effet soumis à l'embargo imposé par la communauté internationale à l'Irak, mais qui se double d'un embargo arbitraire pratiqué par

le gouvernement irakien lui-même, qui contrôle la distribution de l'assistance alimentaire.

Sans oublier les attentats que les Kurdes irakiens imputent aussi bien à Bagdad qu'à Téhéran, selon les circonstances. Lundi 13 décembre encore, selon un communiqué de l'organisation humanitaire Handicap International, une charge de 10 à 20 kilos d'explosif, placée à l'intérieur du centre d'appareillage tenu par Handicap à Souleimaniyé, a détruit totalement les locaux et fait au moins une vingtaine de victimes parmi les patients. Le même jour, un attentat à l'explosif a visé les bureaux de l'organisation australienne CARE dans la même ville, blessant grièvement deux employés.

Handicap international, qui n'identifie pas les auteurs de ces attentats, indiquent néanmoins, que, selon un communiqué du contingent de l'ONU en Irak, des combats auraient opposé le même jour « des partis politiques rivaux » qui seraient manipulés « en sous-main par l'Irak ou l'Iran ».

« Alors que les Kurdes ont été à l'origine d'une résolution – du Conseil de sécurité (688) – considérée par certains comme l'expression d'un devoir d'ingérence de la Communauté internationale, ils ont le sentiment aujourd'hui d'être tragiquement abandonnés », écrit la commission d'enquête de la FILDH. Les responsables kurdes irakiens nourrissent également des craintes de voir progressivement réhabilité le régime irakien, après sa récente acceptation de la résolution 715 du Conseil de sécurité lui imposant une surveillance à long terme de son désarmement. Cela se fera, disent-ils, aux dépens de l'ensemble de l'opposition irakienne et de la minorité kurde en particulier.

MOUNA NAÏM

Turquie : Hassana, village chrétien, n'existe plus

Le 7 novembre, le maire de Hassana (Kösrü, en turc), petit village assyrien catholique de deux cent dix habitants, dans le sud-est de la Turquie, lançait un appel urgent à la communauté internationale : l'armée turque, affirmait-il, a averti que le village serait bombardé s'il n'était pas évacué avant le 20 novembre.

La seule réponse à l'appel a été la mise à exécution de la menace... Dans un communiqué publié deux jours plus tard à Zurich, l'organisation de défense des droits de l'homme, *Christian Solidarity International* (CSI) a annoncé que Hassana avait été rasé et ses habitants provisoirement accueillis dans les trois villages assyriens qui subsistent dans cette région où s'affrontent forces de sécurité turques et militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'Association des mésopotamiens de Suisse a dénoncé pour sa part « l'intolérance politique et religieuse » de l'Etat turc, l'accusant de vouloir vider la région de toute présence chrétienne.

FRA0553 4 GI 0135 FRA /AFP-QC30

Turquie-presse

Reporters sans Frontières défend le quotidien pro-kurde Ozgur Gundem

PARIS, 15 déc (AFP) — L'association de défense de la liberté de la presse Reporters sans Frontières proteste mercredi dans un communiqué contre "la vaste opération policière" menée vendredi en Turquie contre le quotidien pro-kurde Ozgur Gundem.

L'association affirme que "cinq jours plus tard, au moins 18 salariés, dont les principaux responsables de la rédaction, sont toujours détenus" et que "certains auraient été soumis à la torture".

Reporters sans Frontières déclare qu'Ozgur Gundem "est un journal kurde qui rend compte de la réalité du pays, sans appel à la violence", et demande "la libération immédiate et sans conditions de tous ses salariés encore détenus simplement pour faire partie de ce journal".

cr/et

AFP 151850 DEC 93

Le PKK n'est pas interdit... 24 HEURES mais Berne caresse la Turquie 15 décembre 1993

Ankara ne l'a pas emporté. Le Gouvernement suisse s'est prononcé contre l'interdiction du Parti des travailleurs du Kurdistan sur le territoire de la Confédération. Il a eu bien du mérite à le faire. Premièrement, les chefs des Départements des affaires étrangères et de justice et police étaient invités par certains de leurs collaborateurs à adopter une ligne ferme en imitant l'Allemagne et en tenant compte de la France. Certains à Berne n'hésitaient pas à dire que, Bonn ayant parlé, la cause était entendue. Il y a des diplomates suisses qui ont acquis une telle habitude de s'incliner devant Washington ou Bonn qu'ils ne se redressent même plus entre deux courbettes. Ils attendent qu'on les prie de relever la tête.

Deuxièmement, la chute de l'empire communiste n'a pas entraîné l'extinction de réflexes anticommunistes. Le Parti des travailleurs du Kurdistan est d'appellation communiste. C'est suffisant pour qu'on lui prête une attention teintée d'une hostilité que l'on ne témoigne pas à égale mesure aux mouvements d'extrême droite. Peu importe que l'appui de ce qu'il reste de com-



FRANÇOIS GROSS

rédacteur en chef de Radio suisse internationale

munisme international lui soit calculé au plus juste. L'étiquette fait davantage de l'occurrence que le contenu. Sur les pâturages de la police fédérale paissent encore des taureaux que la moindre tache rouge excite.

Troisièmement, l'interdiction juridique et policière d'un parti exercé à la clandestinité est d'une efficacité douteuse. On surveille mieux un sous-marin en surface qu'en plongée.

Berne n'est, cependant, pas tombé dans l'angélisme. Le PKK est ce qu'il est: le fer de lance d'un mouvement nationaliste cruellement opprimé. Il ne recule devant aucune tuerie, devant aucun crime pour faire avancer la cause des Kurdes. Odieuse, cette violence ne devrait susciter aucune sympathie chez les avocats et les partisans d'une ethnie persécutée. Comme le FLN dans la guerre d'Indépendance de l'Algérie, comme l'IRA luttant pour l'unité irlandaise,

le PKK recourt au terrorisme. Question: aurait-il à le faire si Ankara pratiquait le faire si Ankara pratiquait à l'endroit des Kurdes une politique autre que celle du feu et du sang?

A la merci d'une armée décidée à en découdre par les armes, le Gouvernement turc couvre massacres, tueries et torture. Viendrait-il à s'en distancer pour emprunter l'étroit sentier d'une négociation éventuelle qu'il serait sous la menace d'un coup d'Etat militaire. Ainsi, on rencontre des politiciens et des diplomates turcs qui ne sont de loin pas des barbares et qui justifient l'injustifiable sans l'ombre d'une réserve; comme, avant eux, des Français, des Blancs d'Afrique du Sud et des Israéliens. Et — comme l'Algérie prétendument française, l'apartheid ou les territoires conquis par Israël au détriment de leurs légitimes habitants — il se trouve des Suisses pour se faire les complices des tyrans. «Le marché n'a ni conscience ni miséricorde», a écrit Octavio Paz, cité tout récemment à la télévision française par l'ancien ministre communiste Jack Ralite.

On ne s'étonnera pas que les marchands suisses

intéressés à vendre ou à investir en Turquie illustrent le plus souvent cet aphorisme. Plus surprenante est, en revanche, l'attitude de fonctionnaires fédéraux à genoux devant la montée en puissance de la Turquie au point d'en perdre toute lucidité. Faut-il leur apprendre qu'il n'y a de grand Etat que celui ayant gagné le respect de la communauté internationale par la façon dont il a trouvé une solution à ses problèmes de minorités? Ce rayonnement manque totalement à Ankara, où le pouvoir a opté pour la force sans le droit. Interdire purement et simplement le PKK en Suisse aurait fait le jeu de la Turquie sans avoir la certitude d'une efficacité à tous crins. La Suisse — qui sait à quoi s'en tenir depuis la fusillade devant l'ambassade turque à Berne et n'a plus à Ankara d'ambassadeur — n'a pas à faire des cadeaux aux Turcs. C'est au PKK de se comporter sur le sol de la Confédération de telle sorte que l'on n'ait pas recours à l'interdiction. Il se sait en sursis et sous surveillance. En faisant preuve de beaucoup de retenue, il regagnerait la confiance que ses crimes ont érodée chez les amis qu'il compte en Suisse.

F. G. □

Yvan Tellier entre deux voyages Le Kurdistan en bus et en auto-stop

Ouest — France - 15 décembre 1993

Lors d'une conférence à la cantine, Yvan Tellier a présenté ses diapositives et livré ses impressions sur le peuple kurde. Témoignage...

Curieux de tout, Yvan Tellier a visité le Moyen-Orient. S'intéressant plus particulièrement aux Kurdes « forts de 25 millions d'âmes, les Kurdes constituent sans doute le plus grand peuple de la terre qui soit privé d'État ». Impossible de montrer du doigt le Kurdistan, pays sans frontière, sur une mappemonde « le peuple kurde s'étale sur une superficie d'environ 500 000 km carrés à cheval sur trois pays : la Turquie, l'Iran et l'Irak ».

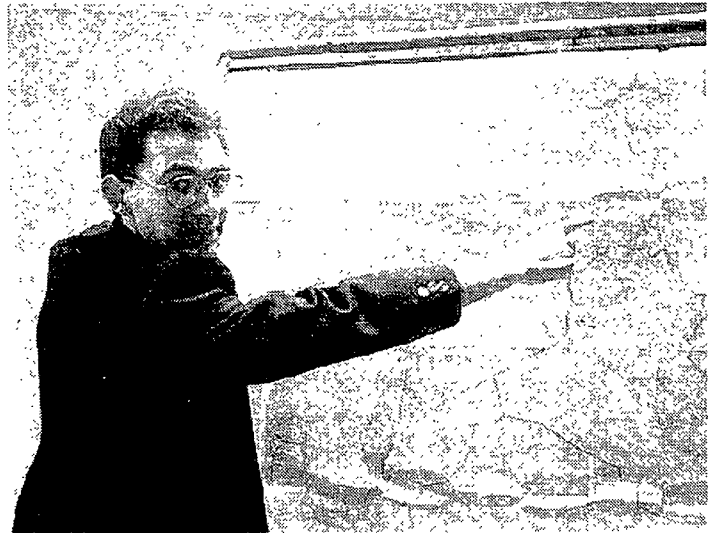
Yvan Tellier raconte les hommes dans leur quotidien, leurs coutumes selon le pays qu'ils habitent. Ils parlent des Kurdes à travers l'histoire et présente leur

culture. Cette région, le jeune aventurier l'a traversée en bus et en auto-stop, « c'est mieux pour être plus proche des gens ». Plus proche pour comprendre. Plus proche pour ne plus fermer les yeux.

Yvan Tellier est reparti chez ses amis kurdes. Non pas en simple touriste, mais pour mener une enquête économique. A son retour, il ne manquera pas d'animer des débats et d'écrire à nouveau des petits articles sur sa démarche.

● Club des aînés ruraux

En raison des fêtes de fin d'année, la réunion mensuelle aura lieu exceptionnellement le mercredi 22, à 14 h, à la cantine. Aux intéressés qui souhaitent recevoir la revue « Les retraités au village », il sera réclamé 30 F. Comme chaque année, la bûche de Noël viendra agrémenteur le goûter.



Yvan Tellier le montre sur la carte, le Kurdistan est ici.

LE COURRIER - 16 décembre 1993

SOLIDARITÉ

Des Genevois se mobilisent pour défendre les Kurdes

Des Genevois lancent un appel pour faire pression sur l'Etat turc afin qu'il respecte les droits de l'homme.

Le 12 décembre dernier, la Genevoise Josiane Hausser, mandatée par le Parti socialiste suisse pour suivre l'évolution des droits de l'homme en Turquie, a appris qu'un grand nombre de journalistes avaient été arrêtés par la police deux jours auparavant. Elle a reçu ce témoignage de la part de M. Ercan Kanar, vice-président de la Ligue des droits de l'homme de Turquie (IHD) et président de la section d'Istanbul. Il a communiqué à Mme Josiane Hausser que quatorze journalistes seraient actuellement torturés. La socialiste genevoise demande ainsi que des messages de protestation – et de soutien envers ces journalistes détenus – soient envoyés par télécopie au ministre de la Justice M. Seyfi Oktay (312/418 64 85) et au ministre de la Culture M. Firki Saglar (téléphone 312/324 03 22).

De son côté, la délégation suisse de l'Assemblée européenne des citoyens (HCA) – de retour d'Ankara où s'est tenue la troisième réunion de cette

organisation – demande au Gouvernement turc de respecter les droits de l'homme et de garantir la sécurité des associations œuvrant pour ces droits. Le HCA demande également que le Parti démocratique et le PKK, tous deux kurdes, soient légalisés, car ils représentent une partie importante de la population kurde, et que de réelles négociations soient entamées avec les associations kurdes. Le Gouvernement suisse est également sollicité par la délégation helvétique afin « de tout mettre en œuvre, sur son territoire et dans ses rapports diplomatiques, pour inciter le Gouvernement turc à agir de la sorte ».

L'association genevoise « Kurdistan indépendant » affirme en outre que plusieurs sympathisants du PKK de Genève ont été renvoyés. Cette association a donc écrit au chef du Département de justice et police afin qu'il annule toute expulsion en cours.

DENIS INKEI

LA CROIX - 15 décembre 1993

HISTOIRE (S)

Le flambeau kurde d'« Özgür Gundem »

■ Le tribunal de sûreté de l'État d'Istanbul a choisi la date du 10 décembre, journée mondiale des droits de l'homme, pour porter un coup au quotidien kurde de langue turque *Özgür Gundem*. La police judiciaire a effectué une perquisition dans les locaux du journal à Istanbul, plaçant 110 personnes en garde à vue. Des opérations similaires ont été menées à Mersin, Adana et Izmir. Dimanche, 39 collaborateurs du journal étaient encore détenus.

Cette opération spectaculaire n'est pas une surprise. *Özgür Gundem* est depuis sa création, en avril 1992, au centre de toutes les passions, symbole d'un activisme kurde démocratique pour les uns, face légale d'un mouvement terroriste, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) pour les autres.

Yasar Kaya, propriétaire du journal, a été libéré le 7 décembre après un mois et demi de prison pour avoir tenu un discours jugé séparatiste en Irak du Nord.

Inculpations, saisies, sont

des événements presque mineurs à *Özgür Gundem*. Sept de ses journalistes ont été assassinés en dix-huit mois.

Le journal, il est vrai, allume la polémique. Ali Fırat, l'un de ses chroniqueurs, ne serait autre qu'Abdullah Öcalan, le chef du PKK. Le 15 octobre, dans l'un de ses éditoriaux, il accusait la presse turque d'être partielle. Deux jours plus tard, le PKK interdisait à tout organe de presse... excepté *Özgür Gundem*, de travailler dans le sud-est du pays, place forte de la guérilla.

La saisie, lors de la perquisition du 10 décembre, d'une vingtaine de masques à gaz et de deux pistolets, a enflammé la presse turque. Mais le quotidien a reçu des soutiens de poids : ceux de Yasar Kemal, le romancier turc le plus populaire, ou de Necmettin Erbakan, le principal leader islamiste. Le journal devait retrouver sa place dans les kiosques mardi matin.

Claude ORTACQ
(À Istanbul)

Human Rights Diary

The Ankara State Security Court (DGM) sentences journalist-author Haluk Gerger to a one year and eight month prison term and fines him TL 208 million on the grounds that he has spread separatist propaganda, violating Article 8 of the Anti-Terrorism law.

(TDN, Dec. 10)

The Ankara DGM files a case against Human Rights Association (IHD) Chairman Akın Birdal, Contemporary Jurists' Association Executive Board Member lawyer Ali Yıldırım, Dr. Alpaslan Berktaş (one of the founders of the IHD), former deputy Hüsnü Okçuoğlu and writer-journalist Yalçın Küçük because of their speeches on the 44th anniversary of the Human Rights Declaration. They will be tried for disseminating propaganda against the nation's sovereignty.

(Newspapers, Dec. 10)

Journalist members of human rights group Amnesty International stage a demonstration outside the Turkish Embassy in London to protest the deaths of media colleagues in Turkey. About 20 demonstrators from Amnesty's Journalists' Network hand in a petition with 300 signatures demanding an inquiry into the cases of at least 12 reporters and newspaper distributors missing or killed in Turkey over the past year.

(Newspapers, Dec. 11)

The Kurdish rebellion in the Southeast has led to "appalling" human rights abuses in Turkey in 1993, according to a Human Rights Watch world report. It says that security forces have shot and killed civilians in house raids and used torture as an interrogation technique. "The government has chosen to deal with these problems by shooting and killing suspected members of extremist groups in violation of international agreements and standards. A large number of suspects have been killed in raids described as shootouts by authorities but in which security forces are rarely killed or wounded, creating a strong presumption that the suspects were deliberately executed," it says. "Contrary to international agreements, 38 demonstrators sympathetic to the Kurdish rebellion were shot by police in four cities in southeast Turkey," it claims.

(TDN, Dec. 11)

Hayrettin Yıldız, 38, an elementary school teacher in the Çarıklı village of the southeastern province of Diyarbakır, is murdered by an as yet unidentified assailant in the city center.

(Newspapers, Dec. 11)

On the 45th anniversary of the universal declaration of human rights (Dec. 10), Sabri Yavuz, the head of Parliament's Human Rights Commission, says it is not possible to paint a rosy picture regarding human rights in Turkey. The Union of the Turkish Bar Associations (TTB) says that the fact that capital punishment has again been put on Turkey's agenda is clear evidence of the lack of respect for human rights.

(Newspapers, Dec. 11)

Turkish police acting on orders from the DGM, raid the pro-Kurdish daily Özgür Gündem, detaining employees in various cities. A total of 107 Özgür Gündem employees are detained in Istanbul alone on Friday. Özgür Gündem offices in Izmir, Adana, Mersin and Batman are raided on Saturday, its Diyarbakır office on Thursday. A DGM statement claims that PKK members captured by security forces have testified that the newspaper's employees maintain organizational links with it. Strong reaction against the operation emerges. The International Federation of Journalists (IFJ) issues a strongly-worded condemnation Saturday. It says it sees the banning of the Turkish newspaper as part of a general increase in attacks on freedom of expression by all sides in the Kurdish conflict. "Violations have included the killing of journalists, newspaper vendors and media workers and the expulsion of the media from the southeast of the country," it says. Meanwhile, Mustafa Ekmekçi, president of the Contemporary Journalists' Association (CGD), and Necmi Tanyolaç, president of the Turkish Association of Journalists, Turkey's Press Council Chairman Oktay Ekşi and Turkey's Human Rights Association (IHD) all denounce the action.

(Newspapers, Dec. 11-12)

A group of PKK terrorists gun down 13 peasant men, women and children in the houses of two civil defense guards in Agaçkonak village of the southeastern province of Adiyaman.

(Newspapers, Dec. 14)

Police arrest two television journalists on charges of broadcasting material that encouraged Turks to evade military service. Erhan Akyıldız, 46, a news producer, and Ali Tefik Berber, 34, a journalist, are called into Istanbul police headquarters for questioning. Both men work at the Istanbul-based private television station HBB and last week they broadcast a TV program on draft dodgers and deserters from the army. Akkaya says the two will be tried in a military court and could each face a sentence of two months to two years imprisonment if found guilty.

(Newspapers, Dec. 14)

turkish daily news — 16 décembre 1993

PKK terrorism leads

Türkeş says MHP vote over 10%, offices

Former MHP members win administrative posts in DYP, ANAP, crescent-star necklace 'in thing' in Turkish high society

MHP gesture 'wolf salute' spreads like wildfire throughout country, even in military academies

Following TV debate between Türkeş and DEP's Orhan Doğan, public interest in Türkeş reported growing

By Hayri Birler

Turkish Daily News

ANKARA- A striking development has occurred throughout Turkey in the past five to six months that has affected all segments of society. A political movement, which, though dating back to 1944, did not have any significant impact until recently, has started drawing great public attention and enjoyed growth on an unprecedented scale.

Public opinion polls indicate that the Nationalist Movement Party, the political representative of the movement whose voter support had never exceeded 4 percent, now enjoys 8 to 9 percent voter support.

Bizim Ocak (Our Hearth), a youth organization that shares the same political ideas as the MHP, now has over 800 provincial offices throughout the country. The "wolf salute," a gesture favored by the MHP youth — dubbed "idealists/ulkuçuler" — by the public, is reported to be spreading like wildfire through schools. Reports that military students have started "wolf-saluting" are not disclaimed by military officials. The current sympathy and interest has acquired such proportions that "crescent and star" necklaces — Turkish symbols — have become the "in" thing among members of Turkish high society, which in the past refused to side with any extremist political creed whatever.

This sudden display of interest in the movement is being witnessed in other parties of the right as well. A number of key positions both in the senior coalition partner True Path Party (DYP) and main opposition Motherland Party (ANAP) are occupied by people who served as MHP members prior to the coup of Sept. 12, 1980.

"Our staff is so large that we help out other parties, too," jokes MHP Chairman Alparslan Türkeş.

Commenting on the reflection of such interest on Turkish bureaucracy, MHP Deputy Chairman Rıza Müftüoğlu says his party has fully penetrated bureaucracy.

"Formerly, when our party served as a coalition partner, we had to search for party members to

appoint to posts at ministries. Now there are so many of them that we now have to pick out those with better qualifications among them. Those days are over."

Analysts agree that this sudden, unprecedented interest in the MHP and Türkeş stems from the fact that "terrorist activity by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leads to the MHP's growth."

Growing interest following TV program

Increasing terrorist activity by the PKK in the Southeast has been feeding anti-Kurdish sentiment in other parts of the country.

Especially in the Black Sea and Thrace regions, campaigns have been started against Kurds to prevent their employment and settlement there. Turkish nationalism is on the rise. Such developments manifested themselves most conspicuously following a discussion on Nov. 11 between MHP leader Türkeş and Orhan Doğan, a deputy of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) on a public affairs program broadcast on TV.

Türkeş showed Doğan, who refused to denounce the PKK as a terrorist organization, pictures of three-month-old babies murdered by the PKK. "How can a human being massacre these babies?" asked Türkeş, adding out loud, "We are not going to allow this nation to be divided."

The majority of those that watched Türkeş that night started backing him, the foremost proponent of Turkish nationalism. Türkeş' speech was applauded even by those that did not back him. Such approval has led people that are not MHP members to probe into such large-scale support for the MHP.

Prime Minister Tansu Çiller immediately ordered a public opinion poll. It revealed that 68 percent of the masses believed that Turks should rise up against Kurds. In other words, two-thirds of the people believed that the Kurdish question must be solved by means of harsh measures and that the person they believed capable of doing so was MHP leader

to MHP growth of Turkic association exceeds 800

Alpaslan Türkeş. It was clear that the nationalist sentiment, free from state control, was veering towards the MHP. A conspicuous manifestation of which was at the funeral ceremonies of those killed by the PKK. At one point, things seemed to have gotten out of hand when the people of Erzurum started moving towards the Kurdish-dominated section of the city. When security forces proved insufficient, authorities had to ask the MHP provincial organization for help. It was MHP officials that finally stopped the angry crowd.

How large has the MHP grown?

In the general elections of 1989, just before the PKK stepped up its terrorist campaign, the MHP garnered 4.5 percent of the vote. Before the general elections of 1991, the party formed an alliance with the Welfare Party (RP) and Reformist Democracy Party (IDP). This prevents an accurate numerical estimation of its vote. The alliance won 16.8 percent of the vote. MHP officials said 7 percent was the MHP's.

The MHP administration commissioned a public opinion poll in November. The results revealed that the MHP would garner 6.66 of the vote. About at the

same time, another poll conducted by the Yeni Düşünce newspaper said the MHP enjoyed an 11 percent support, excluding the Kurdish-dominated Southeast. However, polls conducted after the TV program have indicated a great increase in the support for the party. According to such polls, 18 percent of Turkish voters now say they will vote for the MHP. The percentage of those that believe it is Türkeş who can put an end to PKK terrorism is as high as 32.

Asked his estimate, Türkeş says he expects a "little over 10 percent."

"That means we won't have to form a temporary alliance with any other party to break through the 10 percent barrier erected before us by the election law," he adds.

Türkeş believes that the Grand Union Party (BBP), formed by seven breakaway MHP deputies, will not manage to "steal" votes from his MHP.

"Because basically they are all by themselves. The provincial organizations they set up afterwards have already started uniting with us," he says.

Another striking example indicating MHP growth is the sudden interest Turkish businessmen have recently developed in the MHP leader. At a number of meetings, wealthy business tycoons have applauded Türkeş for such statements as the following: "Turkey is suffering problems relating to education,



Türkeş says staff so large MHP even helps out other parties, Deputy Chairman Müftüoğlu argues their cadres fully in control in Turkish bureaucracy

health, housing. Income distribution is inequitable. The foreign trade deficit is \$13.5 billion.

The current account deficit is \$5 billion. Its foreign debt is \$50 billion. The domestic debt is now TL 245 trillion. The budget deficit is TL 122 trillion, 10 percent of the national income. The deficit of the State Economic Enterprises (KİT's) is in excess of TL 81 trillion. The Public Sector Borrowing Requirement-Gross National Product (PSBR/GNP) ratio is 16.3 percent. In addition to all these, southeast Anatolia is in flames. No country in the world can improve its economy while there is a war going on. Therefore, Turkey must give priority to wiping out PKK terrorism."

MHP-origin people in other parties

In addition to the MHP, former MHP members now in such political parties of the Turkish right as the ANAP and DYP have risen to prominence as well.

The underlying reason for Mesut Yılmaz's victory at the ANAP convention of 1991, won despite opposition from the late President Turgut Özal, was the backing of former MHP officials that had become ANAP members.

Agah Oktay Güner, MHP deputy chairman before the military takeover of 1980, is now a member of the ANAP central administration. Yaşar Okuyan, former MHP deputy secretary-general and former president of the "Ülkücü" Journalists' Association, is not only a member of the ANAP administration now, he is also the right-hand man of ANAP leader Yılmaz. ANAP Deputies Burhan Kara, Mustafa Taşar, Lütfullah Kayalar, Alpaslan Pehlivanlı, Halil Özsoy, Murat Başesgioğlu, and Halit Dumankaya are known for the close relationship they maintain with the MHP. They are referred to as members of the "nationalist flank" in the ANAP.

DYP's Baki Tuğ, Veysel Atasoy, İbrahim Yaşar Dedelek, Ayvaz Gökdemir, Sadık Avundukluoğlu are also known for their close relations with the MHP. Dedelek, a former MHP provincial chairman, for instance, was appointed a deputy chairman responsible for the party's youth organization.

Speaking of his old friends, Türkeş, despite his jocular remark that the MHP helps out other parties as well thanks to its large staff, says they cannot be looked upon as MHP members any longer.

"Those employed by other political parties are not MHP members any longer. They are not 'ülküçü,' either. I do not regard them as such. Neither should anyone.

They do not maintain any relations with our party at all. They are people who have opted for the platform of the parties that they belong to and have complied with their particular regulations," he argues. MHP Deputy Chairman Rıza Müftüoğlu goes one step further and maintains that the parties that former MHP members join use them for window-dressing for a while but that when they come to realize that they cannot sway the views of MHP supporters, they withdraw them to the back benches.

Children of the rich and high society

Those whose nationalist sentiments have been awakened by PKK terrorism are not limited to politicians. High society women and the children of the Turkish rich, who have traditionally refused to align



Tarkan (L), pop singer cum nationalist, sporting a moustache the downward ends of which betray his sympathy for the "ülküçü" cause, seen with a high society female wearing the now ubiquitous crescent-and-star necklace.

themselves with politicians, have developed an unprecedented interest in the MHP.

For instance, Bizim Ocak, an association sympathetic to the "ülküçü" cause, have staged a striking performance for the past year, increasing its branch offices up to over 800 in 73 provinces out of 76. While businessmen contribute financially to the organization, the children of the rich join up and receive training under banners depicting the "wolf and the crescent," Pan-Turkic symbols.

Azmi Karamahmutoglu, the president of the European side of Istanbul's Bizim Ocak Association, says rich youths meet all expenses now.

"Formerly, we found grassroots support only in peripheral areas in the city. The districts of the rich were sort of off-limits to us. But now we're opening branches in districts where rich people live because

rich youths themselves come up to us and ask us to open branches in their districts," he reveals. Tarkan, a young pop singer, for instance, has grown a moustache with ends pointed downwards in true Pan-Turkic fashion. He wears a "crescent-star" necklace as well. The "crescent and the star" has suddenly become the "in" thing in Turkish high society. Fashion designers, eager to exploit the strong anti-PKK and nationalist sentiment, have talked world-class top models visiting Turkey into posing with "crescent-star" necklaces around their necks.

Rachel Hunter, wife of the famous rock singer Rod Stewart, for instance, wore the crescent and the star during a photo session for bikinis made by a Turkish firm. Asked to offer his comments on this new fashion in Turkish high society, MHP Chairman Alpaslan Türkeş laughs merrily and then adds:

"Yes, all these indicate that a strong public reaction exists against separatist acts of terrorism."

To conclude, acts of terrorism gradually intensified by the PKK have finally awakened the dormant nationalist sentiment in the Turkish population of the country, a sentiment that was always there but which Turks did not deem necessary to wake up. As a result of the failure of the state to stop terrorism, the awakening nationalist sentiment has started sympathizing with the MHP. In short, the PKK has added to the strength of the MHP.

Democracy Party's newly-elected chairman Dicle decides to remain silent

With this decision, Dicle reportedly aims to obstruct resignations from his party
Parliament Speaker Cindoruk postpones visiting DEP indefinitely

TDN Parliament Bureau

ANKARA- The Democracy Party's (DEP) newly-elected chairman, Hatip Dicle, who has met with adverse reaction both from his party and the nation because of his pro-PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party organization) speech delivered at his party's first emergency convention last Sunday, decided Wednesday to remain silent and not to make a statement.

While Dicle claimed that the press had misled the public by distorting his speeches and this was why he had decided not to make a statement, some DEP deputies expressed the view that Dicle was trying to prevent resignations from his party due to the negative impact of his speech on the DEP rank and file.

In a statement to the TDN, Dicle claimed that his party had had a magnificent convention, however some of the media had tried to cast a shadow over it. He said that the message given by the

convention was one of peace and brotherhood.

He alleged that some circles were threatening the DEP's integrity. Dicle continued that deputies or party spokesmen selected by him and his colleagues would make statements on behalf of the party.

He said that the accusation that he had acted like someone chanting war cries was an unjust accusation. A DEP deputy said that hardly any of the DEP deputies had approved of the speech made by Dicle at the convention. The same deputy said Dicle's decision to remain silent after making a speech concerning the PKK was of no meaning now.

He said since Dicle's speech had led to turmoil in the party, Dicle had decided not to make a statement in order to prevent the intraparty crisis from turning into resignations from the party. Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk, who meets with the leaders of those political

parties that are represented in Parliament to discuss parliamentary activities, postponed visiting DEP Chairman Hatip Dicle indefinitely, because of Dicle's controversial speech at the convention. Cindoruk said he did not agree with Dicle on his definition of a political party.

Cindoruk emphasized that a political party cannot have militia and that a terrorist organization cannot be considered a party.

During his speech at the convention, Dicle claimed that the PKK was not a terrorist organization but a political party, and that the military wing of the PKK could serve as a local defense unit in the event of peace prevailing. He also claimed that the Kurdish matter could not be solved without the PKK.

On Wednesday, Cindoruk visited Democratic Left Party (DSP) Chairman Bülent Ecevit and Reformist Democracy Party (IDP) leader Aykut Edibali with regard to parliamentary activities.

Bomb blast wounds at least 10 people in Adana

Turkish Daily News

ANKARA- At least 10 people were wounded following an explosion at a coffee house in the southern port city of Adana on Wednesday, the Anatolia news agency reported.

The news agency said one of the injured was a policeman and that the blast occurred after three unidentified people left a parcel under a table inside. Witnesses said the explosion occurred about an hour after the group left the building. Initial reports said one of the victims was 15 years old and had lost both legs in the explosion.

Other victims were between the ages of 14 and 16. No one has claimed responsibility for the attack.

In two separate explosions in the Southeast, meanwhile, five people died and seven others were injured.

Local officials said that a village minibus travelling near the town of Erüh in Siirt province hit a land mine. Three people were killed in that explosion.

In the Arıcak district of Elazığ, another village minibus hit a land mine leaving two people dead and seven others wounded. Officials suspect that the mines were planted by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) which has been waging a violent war on Ankara since 1984. More than 11,000 people have been killed in this campaign.

Police arrest Kurdish politician in Istanbul

Two journalists placed in prison

Turkish Daily News

ISTANBUL- Police in Istanbul arrested a senior Kurdish politician on Tuesday, and a court on Wednesday placed two television newsmen into prison. The two cases were linked to the Kurdish dispute in southeast Turkey.

The Anatolian news agency, quoting security officials, said the police had arrested Ibrahim Aksoy, secretary-general of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), for two speeches he made in Konya and Adana cities earlier this year.

It was not immediately clear what charges he faced. The DEP has 17 deputies in the 450-member national legislature. In a separate report, Anatolia said on Wednesday that producer Erhan Akyıldız and reporter Ali Tevfik Berber of the popular television news program "Antenna" had been arrested and sent to prison.

The two were detained on Tuesday for spreading propaganda aiming to turn the people against compulsory military service. Akyıldız and Berber are to be tried at a chief of staff military court while Aksoy is expected to appear at a state security court.

Ankara claims Human Rights Watch report on Turkey biased

Foreign Ministry criticizes the report for labeling PKK as a fighting side instead of terrorist organization

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey accused the Human Rights Watch's 1993 annual report on Turkey of being biased and attempting to "give PKK legitimacy by branding it as a fighting side, rather than a terrorist organization."

Foreign Ministry Acting spokesman Ferhat Ataman said in his weekly press conference Wednesday that the report was inspired by the

Helsinki Watch reports which held certain prejudices against Turkey.

Ataman also accused the report of ignoring the existence of terrorism in the country.

"The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is labeled a fighting side instead of a terrorist organization which tries to give PKK legitimacy in the international platform. The United States, France, Germany accept the PKK as a ter-

rorist organization. The PKK activities in Germany and France are actively hampered and there are movements in other European countries for taking measures," he said.

"Meanwhile, it is amazing that they are against the CMUK, which is considered as a reform proposal and includes articles that are against torture and custody periods which were accepted by European Human Rights Commission," he added.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0184 4 I 0221 TUR /AFP-TK74

Turquie-Kurdes-Syrie

Arrestation en Syrie du chef du PKK, selon la presse turque

ANKARA, 16 déc (AFP) - Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), Abdullah Ocalan dit "Apo" qui réside généralement à Damas, a été arrêté par les autorités syriennes, affirme la presse turque de jeudi.

L'arrestation du chef de la rebellion kurde en lutte armée contre Ankara depuis 1984 aurait eu lieu sur ordre du président syrien Hafez Al-Assad, selon ces informations. Il serait détenu par les services secrets syriens (Moukhabarat).

Interrogé jeudi matin par des journalistes sur ces affirmations des quotidiens turcs Hurriyet et Yeni Gunaydin, le chef de la diplomatie turque Hikmet Cetin, a affirmé ne pas pouvoir confirmer l'information.

"Nous ne disposons d'aucune information" sur l'arrestation d'Apo, a-t-il déclaré avant un entretien avec son homologue italien Beniamino Andreatta, arrivé mercredi soir à Ankara pour une visite officielle en Turquie. "Les autorités syriennes, contactées par l'ambassade de Turquie à Damas, n'ont pas d'information sur cette arrestation", a-t-il ajouté.

Apo aurait demandé à se rendre en France, affirme par ailleurs le quotidien Yeni Gunaydin qui ajoute toutefois que les autorités syriennes auraient refusé de transmettre cette demande à Paris.

CE/pht /ed

AFP 161131 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0257 4 I 0160 TUR /AFP-UA01

Turquie-Liban

Arrivée à Ankara du Premier ministre libanais

ANKARA, 16 déc (AFP) - Le Premier ministre libanais, Rafic Hariri, est arrivé jeudi à Ankara pour une visite officielle de quatre jours en Turquie consacrée au renforcement des relations économiques ainsi qu'à des entretiens sur la sécurité axés sur le problème des rebelles kurdes de Turquie réfugiés au Liban.

Le Premier ministre turc, Tansu Ciller, qui a accueilli M. Hariri à l'aéroport, a souligné "l'importance pour la Turquie" de cette première visite en Turquie d'un chef de gouvernement libanais.

"La Turquie a suivi avec grande inquiétude les phases difficiles que le Liban a traversées depuis 1975 et se félicite des développements positifs actuels", a-t-elle ajouté.

M. Hariri a indiqué que son pays "s'apprêtait à reconstruire" le Liban dans le cadre d'un plan étalé sur 10 ans et qu'il s'attendait à ce que la "Turquie y apporte une contribution importante".

ce/nev /ed

AFP 161255 DEC 93

Rafles anti-Kurdes



CONTRE-ENQUETE SUR UNE INTOX

**Sous couvert
d'une opération
antiterroriste,
la communauté kurde
réfugiée en France a
été victime d'un vaste
coup de filet policier.
Au-delà de l'impact
médiatique ne s'agit-il
pas en réalité d'un
échange de services
entre gouvernements
français et turc ?
Retour sur un scénario
prémédité.**





Tarihi karar

Genelkurmay Başkanı Orgeneral Gürüş, PKK lider kadrosu ve başının bu kişi yok edilmesi kararı alındığını açıkladı.

Genelkurmay Başkanı Orgeneral Gürüş, PKK militanlarını "kandırılmaz, gaspçı, hırsız, emniyet dışı" olarak nitelendirdi.

Hedefteki KADRO

- PKK'nın yönetim kadrosunu imha etmek için, netice operasyonlar düzenlenecek. Operasyonlara, soruc alınmaya kadar analize devam edileceği bildirildi.
- Başta Apçullan Öcalan, ARGK Komutanı Cemil Bayık, Amed Komutanı Şemdin Sakık, Merkez Komite Üyesi Osman Öcalan, Dersim Eyalet sorumlusu Dr. Baran kod adlı Müslüm Durğun, Avrupa Şözesü Ali Sapan ve ERNK'nın Avrupa temsilcisi olan Kani Yılmaz öncelikli hedef.
- Örgütün Türkiye'deki yöneticileri de hedef. 'Serhat' eyaleti sorumlusu kod adı Şukrî olan PKK'nın 'Botan' sorumlusu Nizamettin Taş, 'Garzan' sorumlusu Halil Alar, 'KAP' sorumlusu Hasan Oğaç, 'Güneybatı' sorumlusu Ali Ömrücan, diğer kesimlerden sorumlu Engin Karanistan. ● 14. sayfa

Almanya
Kani Yılmaz (ERNK Almanya sorumlusu)

Çekdar (ERNK Eyalet Temsilcisi) Diyarbakır-Bingöl-Muş

Dr. Baran (ARGK Dersim Komutanı) Tunceli-Erzincan

Şemdin Sakık (Amed Eyalet Sorumlusu) Diyarbakır-Bingöl-Muş

(Abdullah Öcalan) Apo (PKK Genel Sekreteri) Suriye

Ali Sapan (PKK diplomatik ilişkiler sorumlusu) Paris

Cemil Bayık (ARGK komutanı) Suriye-Lübnan

Osman Öcalan (Kuzey Irak-İran sorumlusu)

Gürüş, bu kararı Diyarbakır'da Hürriyete şu kelimelerle ifade etti: "Gerberip gidecekler. Yok olup gidecekler. Hatta o örgütün başı dahil."

Yeni silahlar geliyor

Org. Gürüş, "Bölgeye yeni silahlar gönderilecek. Artık Kaşgarlıklar vs. çok yetersiz. Çok daha etkili ve modern silahlar bölgeye gönderilecek. Korucu sayısını artırıyoruz," dedi.

Kimsede yılmık yok

Gürüş şöyle devam etti: "Bütün komutanlar, subayından orna kadar inançlı ve kararlı. Hiçbir yılmık yok. Beni üzen, Boğaz'a bakıp içkiyi yudumlayarak ahkâm kesenler. Bunlar panik havası yaratıyor."

Hükümet de kabul etti

Gürüş'le birlikte Diyarbakır'da bulunan Millî Savunma Bakanı Mehmet Göbhan da, "Yakında önemli gelişmeler olacak. PKK'nın lider kadrosu yok edilecek" diyerek Hükümet'in de bu karara katıldığını gösterdi. ● 13. sayfa

Suriye ŞENGÜN - Sakık, SENYUZ

Extrait du quotidien turc progouvernemental « Hürriyet ». Une décision historique. Le général des armées et chef d'état-major, Gürüş (en haut à gauche), a déclaré que la décision d'anéantir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et ses cadres dirigeants avait été prise. Apparaissent à la une les premières cibles visées dans différents pays dont la France et l'Allemagne. Des opérations clés vont être organisées et se poursuivront sans arrêt jusqu'à obtention de résultats! Gürüş confirme ses visées meurtrières en affirmant au journal : « Ils vont crever et disparaître. Ils vont être éliminés et disparaître. » Un appel à la liquidation de la résistance kurde dans le monde.

de nature à jeter le trouble au sein d'une communauté jusqu'ici paisible. La France représentant pour eux le pays des libertés, la majorité des Kurdes était respectueuse de ses lois et de ses principes. Par contre, nous savons que bon nombre d'Etats se redistribuent actuellement les cartes aux alentours d'Ankara. Le bazar d'Istanbul est connu pour être le rendez-vous de tous les barbouzes de la planète. Passage obligé entre l'Orient et l'Occident, la Turquie a toujours su négocier au plus haut prix sa position privilégiée.

Ainsi le 3 décembre, à l'occasion d'une réunion du Comité turco-iranien sur la sécurité, Ankara et Téhéran ont conclu un protocole similaire à celui signé le 20 novembre entre la Turquie et la Syrie sur la coopération inter-Etats visant « le règlement de la résistance kurde ». Le représentant iranien n'était ni plus ni moins qu'Oulam Hussein Bouladian, chargé de la sécurité au ministère de l'Intérieur. Cet accord faisant suite à la mise en place

conjointe entre les deux Etats de commissions militaires ayant les mêmes objectifs, on peut penser que la résistance kurde sur le terrain va se trouver confrontée à une coalition des forces répressives des deux Etats. Or, à la mi-novembre, lors d'un voyage en Israël, le ministre turc des Affaires étrangères, Hikmet Cetin, déclare qu'« une nouvelle ère s'ouvre dans les relations entre la Turquie et Israël. Il y a une convergence de projets pour une coopération entre les deux pays en vue de la restructuration de la région ». Première visite historique du chef de la diplomatie turque en Israël depuis la création de l'Etat hébreu. Un des buts de la négociation indique un échange de « techniques antiterroristes » contre les « extrémistes ». Dans la ligne de mire : la résistance kurde.

Selon une source proche des services secrets israéliens, « l'accord en question concerne l'assistance d'instructeurs de l'Etat hébreu auprès des services turcs en contrepartie d'un engagement de la Tur-

quie à faire pression sur les pays arabes dans le cadre des négociations israélo-palestiniennes... »

Comment s'étonner de l'ouverture des portes françaises pour les services secrets turcs, lorsque le chef d'état-major turc, Gürüş, déclare à la une du quotidien progouvernemental « Hürriyet » du 28 octobre dernier son intention (photos et cartes à l'appui) d'éliminer tous les cadres dirigeants du PKK dans le monde.

Objectif des services d'Ankara : éliminer la résistance kurde dans le monde

Les services du ministre de l'Intérieur français, si prompts à « terroriser les terroristes », n'ont pas fait saisir pour autant la diffusion de ce journal en France. Alors que les manifestations pacifiques de la communauté kurde sont brutalement réprimées, voire interdites, l'organisation extrémiste turque Les loups gris, l'un des paravents des services secrets d'Ankara (MIT) en France et antichambre de la CIA en Turquie, manifeste impunément à Paris sous la protection de la police. Des éléments des services français tout dévoués au Quai d'Orsay ne semblent rien refuser à Ankara. Dès lors, on comprend mieux que la « grande

Jeu­di 18 novem­bre : suc­cé­dant à l'opé­ra­tion anti-FIS de la se­maine pré­cé­dente, le mi­nis­tère de l'In­té­rieur dé­clen­che une des­cente du même type contre des Kurdes. Nous ne sa­vions pas que cette com­mu­nauté com­ptait au nom­bre des cibles prio­ri­taires des ser­vices anti­ter­ro­ristes. Jus­qu'à ces der­niers évé­ne­ments, les Kurdes étaient pré­sen­tés comme un peuple sans Etat, vic­times sé­cu­laires de san­glantes ré­pres­sions (lire égale­ment, page 20, « Com­pre­ndre la ques­tion kurde »).

Ven­dredi 19 novem­bre : la ma­jori­té des mé­dias fran­çais titrent : « Ter­ro­risme », « Un vé­ritable racket or­ga­nisé », « Ils s'ap­prê­taient à frapper en France », ac­cusant di­rec­te­ment les Kurdes. Une pro­vi­den­tielle « Note con­fi­den­tielle re­mise aux mem­bres du Conseil in­ter­mi­nis­té­riel de sé­cu­rité » au­torise sou­dain un grand nom­bre de nos confrères à de­venir « bien in­formés ». Dé­jà 48 et 72 heures au­pa­ra­vant, l'an­nonce de la grande rafle était connue. Tous les pa­par­ra­zi se trou­vaient à l'affût.

Les quelques feuillets de la DST ne pouvait suffire à déclencher une telle opération

Six heures du matin, menottes aux poignets, les « méchants » sont conduits sans ménagement, et parfois très brutalement, au Quai des Orfèvres. L'affaire peut commencer. Bilan de la rafle : 110 arrestations, dont les dirigeants présumés du « redoutable » Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en France. Quelques heures avant son arrestation, nous avions rencontré Gultekin Kavak sous le nom de Saïd Botan. Nous ne pensions pas nous adresser à un redoutable « terroriste », présenté 24 heures plus tard comme « le chef du PKK ». La discussion porta principalement sur la culture ancestrale du peuple kurde, ses racines, sa langue interdite par les autorités turques.

La jeune fille aux grands yeux tristes qui nous servait d'interprète s'appelait Rojine Ayaz. Elle fut arrêtée le lendemain matin, comme tous les membres du Comité du Kurdistan présents ce matin-là au siège de la rue La Fayette. Aujourd'hui, Rojine est en résidence surveillée à Saint-Pardoux dans les Deux-Sèvres, objet d'un décret ministériel en « urgence absolue » dont le motif n'est toujours pas connu ! Elle n'était, au sein du Comité du Kurdistan, qu'une simple collaboratrice chargée de la communication. Délit d'informer ?

Dossier vide tout autant que celui des 21 dernières personnes gardées en détention ou en résidence surveillée.

Accusation de racket ? Faux. Nous avons interrogé plus de 130 commerçants kurdes et turcs dans Paris en une semaine. Tous, y compris des associations turques, déclarent être solidaires de la cause de leurs compatriotes qui luttent au Kurdistan contre la répression du gouvernement d'Ankara et contribuer volontairement à leur apporter, dans la mesure de leurs possibilités, un soutien financier, si faible soit-il. L'Union de solidarités des commerçants affirme « qu'il est totalement faux de vouloir faire porter des accusations de racket contre le PKK » tout en précisant « que les services secrets français et l'ambassade de Turquie à Paris ont également tenté de produire de faux témoignages par des commerçants contre les personnes arrêtées dernièrement ». Il est vrai que la communauté kurde est loin d'être riche et organisée.

Transport d'armes en relation avec une entreprise terroriste ? Faux. Au point qu'un haut fonctionnaire de police ayant suivi l'opération nous a déclaré : « Nous

actions les plus spectaculaires ont été dirigées contre la Banque du Bosphore et une d'elles ne fit que deux blessés. Il est vrai que certains bruits ont pu courir faisant état de tentatives probables d'attentats contre des personnalités turques en France. La première cible aurait été le ministre turc des Transports. Mais, là encore : aucune preuve.

La France et la Turquie viennent de signer un important marché d'armement

Le rapport de quelques feuillets réalisé par la Direction de la surveillance du territoire (DST) ne pouvait suffire à déclencher une telle opération de police au plan national. Mais alors, qui donc a pu informer et « convaincre » les services français de la préparation d'un complot imaginaire ?

La prochaine visite du premier ministre turc Tansu Ciller en France a très certainement offert l'occasion d'« échanges d'informations privilégiées » entre Paris



19 novembre, le jour se lève, menottes aux poignets, les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan sont arrêtés. Invités par le Quai des Orfèvres, les médias étaient sur place. Photos Gilles Bassignac/Gamma.

n'avons trouvé en tout et pour tout que quelques pistolets à grenaille. Ce n'est pas sérieux. Si j'avais les services turcs à mes trousses, je pense que j'aurais d'autres calibres sur moi. » Par ailleurs, au lendemain de la rafle, plusieurs policiers s'étonnaient d'avoir eu à mener des perquisitions domiciliaires parfois brutales dans le cadre juridique limité d'une simple information préliminaire.

Ils allaient frapper ? Rien pour le prouver. Les Kurdes, en France, sont davantage considérés par les services de police comme « remuants » que dangereux. Les

et Ankara. D'autant que le récent marché d'armement signé entre la France et la Turquie a pu être utilisé par Ankara comme monnaie d'échange contre une opération « antikurde » en France ; celle-ci tombant à pic pour favoriser la réélection du premier ministre turc en confirmant le prétendu « succès » de sa politique extérieure. Le matraquage médiatique de la télévision turque relayant toutes les heures l'opération française permet à tout le moins de le penser.

Les Kurdes étaient-ils vraiment dangereux ? Non, mais ce type d'opération est



Hürriyet

27 Kasım 1993 Cumartesi

Kurucusu: Sedat Simavi 1896-1953

D 7636 A	
ABD	173,75
Almanya	DM 120
Avustralya	CG 10
Brezilya	R\$ 200
Ekvador	CG 9
Fransa	FF 16,5
İtalya	LI 17,5
Japonya	Y 100
Letonya	SK 4
Orke	SH 120
Rusya	L 220
Ukrayna	UAH 10
Yeni Zelanda	NZ\$ 16
Yunanistan	Y 100

AVRUPA'DA PKK'ya AĞIR DARBE

En allemand à la une du même journal : « Merci Monsieur Kohl », l'appel a été entendu. Perquisitions, opérations coup de poing, se sont déroulées presque au même moment en France et en Allemagne. Peut-on parler de décisions concertées ?

Türk halkından Almanya'ya teşekkür

Danke Herr Kohl

Almanya dün sabah PKK'yı terör örgütü ilan ederek, bütün yan kuruluşlarıyla birlikte kapattı. PKK böylece Avrupa'daki en büyük siyasi ve mali desteğini kaybetti.

Kararın açıklanmasından önce, sabah saat 06.00'da Alman Polisi yıldırım harekâtı başlatarak, 11 eyalette birden 35 Kürt dernek ve kuruluşuna baskın yaptı.

Bütün belgeler toplandı

Aachen, Bonn, Bielefeld, Duisburg, Düsseldorf, Düren, Dortmund, Hagen, Köln ve Leverkusen kentlerindeki baskınlara 600'ü aşkın polis katıldı. Bu kuruluşlardaki pek çok belgeye el kondu, sonra da savcılığa incelenmeleri için kamyonlarla taşındı.

Evler didik didik arandı

Yapılan baskınlarda, kaç kişinin gözaltına alındığı konusunda polis herhangi bir bilgi vermedi. Çok gizli tutulan ve bütün eyaletlerde aynı anda başlatılan seri operasyonlarda, PKK yandaş örgüt binaları ile yöneticilerin evleri de polisçe didik didik arandı.

Malvarlıklarına el konuyor

İçişleri Bakanlığı, yasadışı ilan ettiği PKK ve yandaş örgütler ile yöneticilerinin bütün malvarlıklarına ve banka hesaplarına el koymayı da planlıyor. Böylece terör örgütü PKK, Almanya'daki çok önemli para kaynaklarını yitirmiş olacak. ● 14. sayıya



PKK'YI YASAKLAYAN ADAM

Siz de Türkiye'de Almanları koruyun

Cesur bakan

Kanlı terör örgütünü yasaklayan Almanya-Kanther Bakanları Manfred Kanther PKK'nın Türkiye'deki Alman temsilcilerine veya kuruluşlarına karşı girişilebilecek saldırılara karşı, Türkiye'nin gerekli



22 novembre 1993, sur la place de la République à Paris, une manifestation de Kurdes est violemment réprimée par les CRS.

LEVINSURE

satisfaction » avec laquelle Ferhat Ataman, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, accueille l'opération menée en France contre la communauté kurde n'ait d'égale que l'empressement de son homologue français, Richard Duqué, à en faire une « affaire intérieure française ». C'est oublier un peu vite que si le ministère de l'Intérieur a été l'exécutant de cette opération, MM. Edouard Balladur, premier ministre, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères et François Léotard, ministre de la Défense nationale, sont les trois responsables politiques

français. Ayant scellé ce qu'il convient d'appeler des liens de sang avec les dictateurs d'Ankara, ils ont politiquement inspiré et autorisé cette intervention. Il semble que, depuis la nuit des temps, le peuple kurde n'ait jamais eu de chance. Dans le concert des nations moyen-orientales et à l'aube du III^e millénaire s'annonce contre les Kurdes une opération de répression supplémentaire à grande échelle. Un nouveau génocide? La France avait-elle réellement besoin de prêter concours à cette farce macabre?

Jean-Loup Izambert et Jean Bernard

Opérations franco-allemandes. Au petit matin du 19 novembre dernier, dans plusieurs grandes villes françaises, des policiers encerclent les domiciles de militants kurdes. Les occupants sont emmenés comme des malfaiteurs menottes aux poignets. 110 personnes seront interpellées. Il s'agit, justifie Charles Pasqua, de refuser que « quelque organisation que ce soit n'exerce en France une activité de nature à nuire à l'intérêt du pays ou qui soit contraire à ses lois ». Le résultat de cette rafle, organisée par la DST, se solde par un maigre butin : les perquisitions n'ont permis de trouver ni armes, ni drogue, ni plans secrets d'attentat en préparation. Tout au plus quelques faux papiers, des tracts et des ordres de versement du PKK. Quelques jours plus tard, à Cologne en Allemagne, la police fait une descente au siège du Comité du Kurdistan et embarque tout. Le gouvernement allemand vient de décider d'interdire le PKK et 35 associations réputées proches de lui. Manfred Kanther, ministre de l'Intérieur, utilise les mêmes arguments que son homologue français : « L'Allemagne ne peut pas servir de théâtre de guerre aux terroristes étrangers. »

Comprendre LE PROBLEME KURDE

Gros plan

La question kurde a resurgi dans l'actualité française d'une manière bien peu glorieuse. Comment se noue la tragédie de ce peuple sans terre, de ces militants nationaux réfugiés en France et traqués non seulement par les services des dictatures locales, mais aussi par la police d'un ministre de l'Intérieur manœuvrier, désireux de faire de ces militants des victimes expiatoires, des gages laissés aux populismes antiémigrés ?

Les Kurdes luttent pour exister en tant qu'Etat indépendant. Un combat engagé dès la fin de la Première Guerre mondiale.

Si les Kurdes possèdent une culture et une langue originales depuis des siècles, s'ils sont répartis sur une vaste zone de peuplement relativement homogène, leur drame est de n'avoir jamais existé en tant qu'Etat indépendant. Les quelque vingt-cinq millions de Kurdes constituent une nation écartelée entre cinq entités étatiques différentes : la Turquie, la Syrie, l'Iran, l'Irak et un petit morceau de la CEI. La plupart de ces puissances ont réprimé avec la plus grande violence la moindre velléité d'autonomie.

La tragédie kurde, dans sa dimension actuelle, s'est nouée à la fin de la Première Guerre mondiale. L'Empire ottoman, allié de l'Allemagne, défait par les puissances alliées, a été partagé sans qu'il soit tenu compte de l'existence d'un Kurdistan. Les grandes puissances vainqueurs étaient davantage préoccupées par les richesses du sous-sol local que par le sort des peuples de la région.

C'est ainsi que le pétrole, objet de tant de convoitises et de conflits cruels au Proche-Orient, a joué un rôle déterminant dans l'éviction des Kurdes. La Grande-Bretagne a délibérément torpillé un projet de reconnaissance d'un Etat, craignant que certaines régions kurdes, riches en or noir (Mos-soul et Kirkouk), n'échappent au contrôle d'un Irak qu'elle tenait sous tutelle.

Depuis cette date, l'histoire des Kurdes, en Irak, en Iran et en Turquie, n'est plus qu'une suite de luttes, de combats et de révoltes suivies de représailles sanglantes, de répressions policières contre les militants des différents mouvements indépendantistes. La question kurde a été récupérée sans vergogne à plusieurs reprises par l'un des Etats pour déstabiliser le rival voisin. Ainsi les Kurdes d'Irak se sont-ils alliés au régime de Téhéran pour combattre Bagdad et inversement. Jusque dans la guerre du Golfe, le mouvement kurde a été utilisé puis abandonné par les Etats-Unis.

Dans la partie orientale de la Turquie, où vit la majeure partie des Kurdes, le conflit entre les forces de sécurité du régime d'Ankara et le mouvement de libération a pris ces dernières années un caractère de plus en plus sanglant : massacres de villageois, assassinats de journalistes ou d'intellectuels sympathisants. Dans ce contexte, côté kurde, l'organisation indépendantiste qui a choisi la lutte armée (le Parti des travailleurs kurdes - PKK), s'est illustrée, elle aussi, par quelques faits d'armes redoutables. Son audience dans la population est grandissante, en réaction notamment à la sauvagerie criminelle des groupes paramilitaires proturques.

Bruno Odent

Ce qu'ils en pensent



Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris

« Voilà 70 ans que ce problème empoisonne les relations entre les Etats de la région (...). Il serait temps que la communauté internationale rappelle aux Turcs (...) qu'il leur faudrait s'asseoir autour d'une table avec les représentants élus du peuple kurde, avec ceux des Etats ayant des communautés kurdes, et avec les grands pays (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne, Russie) qui ont des responsabilités dans la tragédie vécue par notre peuple. »
 (« Libération » du 27.12.1992.)



Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés

« Depuis des dizaines d'années, les populations kurdes sont soumises à une répression sanglante, qui font d'elles d'abord vingt-cinq millions de victimes. Tout défenseur des droits de l'homme fait confiance à l'opinion publique qui, fidèle à la tradition de la France, terre d'asile, doit se garder de faire l'amalgame condamnant à la suspicion l'ensemble de la communauté kurde. »

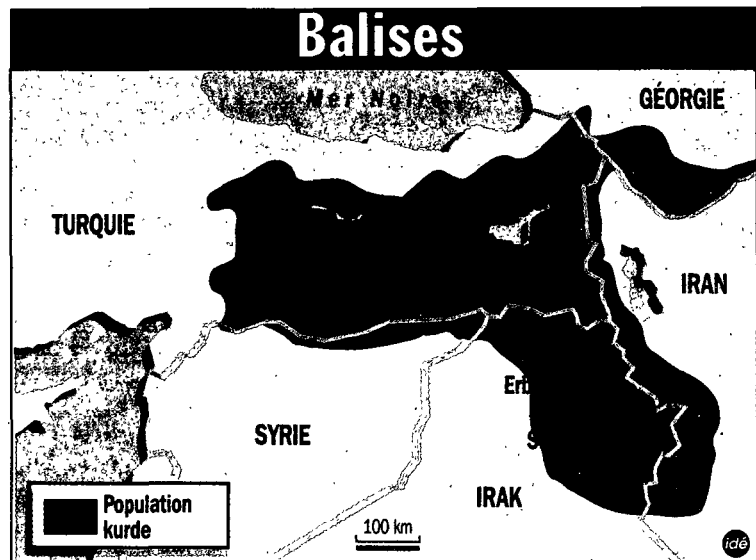


Vingt-cinq millions de Kurdes en quête d'une existence politique.

Les forces du Mouvement national kurde

Le mouvement kurde reste très divisé : pas moins d'une quinzaine de partis dans les quatre grands Etats d'implantation. En Irak (environ 4 millions de Kurdes), les deux grandes formations (avec députés) sont l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Avec sept autres partis, beaucoup plus modestes (dont la branche kurde du PC irakien), ils ont formé en 1988 le Front national du Kurdistan, qui a organisé, en mai dernier, les premières élections libres d'un Parlement de la région kurde d'Irak. En Iran (6 millions de Kurdes), le Parti démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI) re-

cueillait quelque 80 % des voix des électeurs de la région de peuplement kurde avant l'avènement de Khomeyni en 1979. Aujourd'hui dans la clandestinité, son principal dirigeant a été assassiné en 1989. Rival et clandestin lui-aussi, le Komala (comité marxiste léniniste du Kurdistan). En Turquie (12 millions de Kurdes), à côté du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Ocalan, qui se revendique du marxisme léninisme et mène la guérilla contre Ankara depuis août 1984, existe un Parti travailliste du peuple (HEP). Semi-légal, il compte une dizaine de députés depuis 1991. Enfin, en Syrie (900.000 Kurdes), les formations kurdes sont dispersées.



En bref

Traité de Lausanne Signé en juillet 1923, il consacre le partage du Kurdistan et la domination de quatre puissances sur les régions kurdes : la Turquie, l'Iran, la Grande-Bretagne (pour l'Irak) et la France (pour la Syrie).

Une république kurde a existé pendant près d'un an en 1946. Moustapha Barzani, chef d'un soulèvement national réprimé par des bombardements anglais en Irak, a gagné les régions kurdes iraniennes bordant la frontière et profité du vide laissé alors dans cette sorte de no man's land par Téhéran pour y proclamer la république. Capitale : Mahabad.

Les ancêtres des Kurdes sont des populations pastorales établies depuis plusieurs millénaires dans la région. Ils parlent des langues du groupe iranien : gorani, kurmanji, zazaï ou dumeli. Elles s'écrivent en caractères arabes en Irak, en Iran et en Syrie, en caractères latins en Turquie et en cyrilliques dans la CEI.

Religion Les Kurdes sont pour la plupart des musulmans sunnites. Leur islamisation a commencé tôt, mais s'est faite lentement. Les différentes tribus kurdes ont pu jouir d'une certaine autonomie au sein de l'empire ottoman.

Activité économique Elle se fonde essentiellement sur l'agriculture (riz, maïs, tabac, blé, orge), l'élevage (ovins, caprins) et l'artisanat. L'industrie reste embryonnaire. Les Kurdes sont quasi totalement exclus des installations pétrolières (puits et raffineries) présentes sur leur territoire en Irak et en Iran.

Superficie Les experts évaluent la dimension du Kurdistan à environ 500.000 kilomètres carrés (soit pratiquement la taille de la France). Les régions kurdes occupent 30 % de la Turquie, 17 % de l'Irak, 5 % de l'Iran et 2 % de la Syrie.

La répression de l'Etat turc contre les Kurdes s'est déchaînée dès 1925, deux ans après le partage du Kurdistan au traité de Lausanne. Le pouvoir turc a pratiqué une véritable politique de la terre brûlée, détruisant des villages rebelles, interdisant l'usage de la langue kurde et ordonnant, par tribunaux d'exception interposés, la pendaison, le bannissement ou l'emprisonnement des insurgés locaux.

Une sainte alliance antikurde, baptisée pacte de Bagdad, a été passée en 1955 entre la Turquie, l'Iran et l'Irak sous l'égide de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Elle prévoyait déjà la répression coordonnée des révoltes kurdes qui viendraient à éclater sur le territoire de l'un ou l'autre des Etats. Quelque temps plus tard, les contradictions entre les puissances ont fait éclater le pacte, ce qui n'a pas empêché l'organisation, jusqu'à aujourd'hui, d'actions de répressions multilatérales.

«La levée de l'embargo provoquera un durcissement du régime»

INTERVIEW

Pierre Martin
Spécialiste de l'Irak

Patiemment, le régime irakien se rapproche des gouvernements occidentaux. Peut-il se targuer d'un changement dans sa politique de répression à l'égard de sa propre population ?

Pierre Martin : Certainement pas. La situation est particulièrement grave aujourd'hui dans le sud du pays, à dominance chiite (1), où des campagnes militaires se poursuivent. L'opposition a affirmé, en septembre, que des gaz toxiques avaient été utilisés par l'armée irakienne. C'est quasi certain. Une mission de l'ONU qui s'est rendue à la frontière irako-irakienne a estimé ne pas pouvoir confirmer. L'absence d'une condamnation par les Nations Unies, alors même que l'Irak est censé, sous leur supervision, se débarrasser de tout son arsenal chimique, est très grave. Cela signifie que de tels agissements peuvent se réitérer. La situation des chiites est aujourd'hui alarmante. Environ 10000 km² de terre ont été assés-

chés entre Amara, Nasiriyah et Bassorah, jusqu'à la frontière irakienne. Et une lente normalisation entre Téhéran et Bagdad rend plus délicat l'accueil par l'Iran de réfugiés irakiens.

Depuis plusieurs mois, des purges frappent en outre l'appareil sunnite, qui constitue

avoir critiqué les programmes du réseau privé de télévision appartenant à Odaï, l'un des fils de Saddam, et qui diffuse beaucoup de feuilletons américains...

- Qui en est-il des Kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak sous la surveillance aérienne des Occidentaux ?

- Ils sont toujours soumis à un embargo irakien même s'ils viennent de signer un accord avec Bagdad leur permettant d'acheter du fuel en Irak. De plus en plus, les alliés occidentaux leur conseillent de reprendre contact avec Saddam. Ce qu'ils ont fait. Eux qui figuraient parmi les plus ardents défenseurs des positions américaines et européennes, au sein de l'opposition irakienne, réévaluent leur position. Le soutien de la Turquie, seule fenêtre sur l'extérieur, leur paraît moins acquis car l'opinion et le Parlement turcs poussent à une reprise des relations diplomatiques entre Bagdad et Ankara. Par ailleurs, les Kurdes ont réinterprété l'attitude des Etats-Unis.

Malgré les visites répétées de dirigeants de l'opposition à Washington, ceux-ci estiment que l'administration Clinton considère en fait le régime de Saddam comme son véritable

interlocuteur. L'envoi de quelques missiles Cruise sur Bagdad, au printemps, constituait en fait une sorte de dialogue dans lequel les Etats-Unis fixaient quelque limites à Bagdad. Cela est aujourd'hui très clair pour les Kurdes.

- L'opposition irakienne représente-t-elle aujourd'hui une alternative crédible au régime de Saddam ?

- On assiste à l'effondrement des tendances pro-occidentales. Le Congrès national irakien, basé à Londres et qui a réussi un temps à réunir la plupart des grandes organisations de résistance kurdes, chiites ou nationalistes arabes, est aujourd'hui déserté. Les Kurdes font cavalier seul et un Front patriotique est en constitution sous le patronage de la Syrie et de l'Iran.

Il devrait regrouper les islamistes chiites et les nationalistes arabes, aujourd'hui violemment anti-occidentaux.

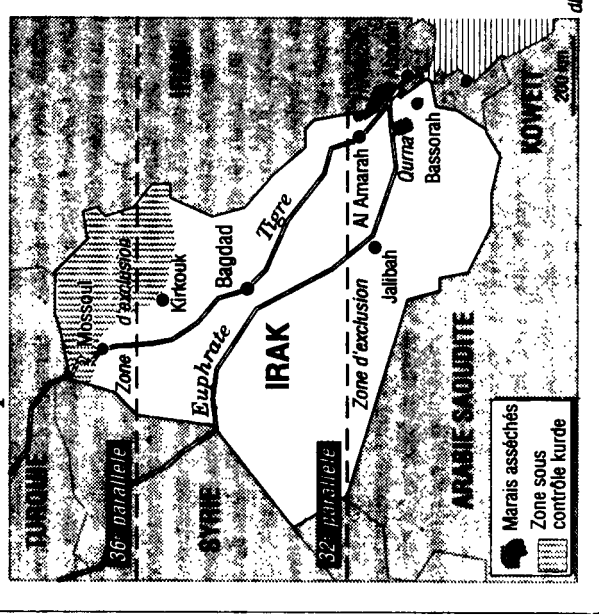
- Si l'ONU décidait de lever l'embargo pétrolier sur l'Irak, quelles seraient les répercussions pour la population, qui souffre aujourd'hui terriblement ?

- Cela accroîtrait la marge de manœuvre de Saddam Hussein. Il pourrait organiser la pénurie dans telle région, l'abondance dans telle autre. Cela a toujours été sa stratégie : développer un territoire contre un autre. Aujourd'hui, on trouve de tout à Bagdad, à condition d'avoir les moyens. La frontière avec l'Iran est grande ouverte. Qui a aujourd'hui la haute main sur la distribution des denrées alimentaires ? Le clan de Saddam qui s'est approprié les réseaux d'approvisionnement privés. La levée de l'embargo n'entraînera pas une amélioration du niveau de vie mais un durcissement du régime qui aura reçu le signal clair de sa reconnaissance par l'Occident.

Recueilli par
Jean-Christophe PLOQUIN

(1) Les chiites représentent environ 40 % de la population irakienne et sont concentrés au sud du pays.

Une intégrité territoriale souhaitée par l'Occident



TURQUIE

Le principal parti pro-kurde radicalise sa position

Hatip Dicle a été élu, dimanche 12 décembre, président du Parti démocratique (DEP, pro-kurde). L'élection de M. Dicle, qui figure parmi les plus radicaux des députés kurdes au Parlement turc - il est l'un des dix-sept élus contre lesquels une procédure de levée d'immunité parlementaire est en cours - marque un durcissement de la politique du DEP, le principal parti pro-kurde de Turquie.

ISTANBUL

de notre correspondante

Malgré la pression exercée sur les nationalistes kurdes à l'approche de leur congrès, avec la nouvelle suspension du quotidien pro-kurde *Ozgür Gundem* et l'arrestation de quelque 200 journalistes et employés de ce journal (*le Monde* daté 12-13 décembre), les membres du parti ont choisi une direction plus radicale, plus proche du PKK.

« Le PKK n'est pas une organisation terroriste. Puisque les voies démocratiques sont fermées en Turquie, le PKK est un parti qui a choisi la violence plutôt que la lutte politique. C'est également une organisation militaire, » a déclaré M. Dicle. « Le problème kurde ne peut pas être résolu sans le PKK, » a-t-il ajouté.

Si la presse turque, qui a fait une large place à ce congrès, a relevé ces déclarations polémiques de M. Dicle, elle a également souligné l'atmosphère modérée qui régnait dans la salle du congrès où un grand drapeau turc côtoyait, pour la première fois, les portraits du président sortant, Yasar Kaya - qui est également le propriétaire de *Ozgür Gundem* - et celui de Mehmet Sincar, le député kurde assassiné en septembre. Les slogans étaient moins provocateurs qu'à l'accoutumée et les déclarations des divers candidats à la direction du DEP plus modérées. Hatip Dicle a déclaré que le DEP était en faveur de l'unité de la Turquie, mais il a ajouté que d'autres options devaient être discutées ouvertement.

« Un rôle de martyr »

Dans un commentaire, le quotidien *Hürriyet* a souligné qu'en dépit de l'élection d'un dirigeant radical le DEP avait atteint un

nouveau degré de maturité. Mais cette sagesse nouvelle - en partie le résultat du « ras-le-bol » de la population kurde après dix ans de conflit - arrive probablement trop tard pour sauver le parti, menacé d'interdiction. Jugé trop proche des séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) - même si Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, vient de critiquer sévèrement les députés nationalistes trop confortablement installés à Ankara - le DEP ne semble plus pouvoir jouer le rôle d'intermédiaire entre les communautés turque et kurde que l'entrée de ses membres au Parlement en 1991 avait laissé espérer. « Le DEP n'a plus d'espace politique, le rôle de martyr est le seul qui lui reste à jouer », observe un diplomate européen.

La menace d'interdiction ne semble pas décourager les membres du DEP, ni d'ailleurs les journalistes d'*Ozgür Gundem* qui, libérés, ont repris la publi-

cation du quotidien mardi, en dépit d'une nouvelle perquisition le jour même. Trente-neuf personnes sont toujours en garde à vue et deux sont inculpées.

Ozgür Gundem n'est certes pas impartial - certains de ses éditoriaux, publiés sous un pseudonyme, sont attribués à Abdullah Ocalan lui-même - mais il présente un point de vue et une version des faits différents, particulièrement importants dans une situation de conflit. Avec une diffusion de 30 000 exemplaires, il ne représente guère un danger pour la Turquie. Fréquemment confisqué, interdit de vente dans certaines localités, le quotidien a également perdu neuf de ses correspondants, tués par des assaillants non identifiés. D'autre part, deux journalistes de la chaîne de télévision privée HBB ont été arrêtés mardi après la diffusion d'un programme dans lequel sont intervenus des membres d'une association pacifiste

qui se sont explicitement déclarés contre le service militaire, obligatoire en Turquie.

NICOLE POPE

Une centaine de séparatistes kurdes tués en trois jours. - Cinquante rebelles kurdes ont été tués au cours de l'opération de l'aviation turque, lundi, dans le nord irakien (*le Monde* du 15 décembre) et un dépôt de munitions a été détruit, a affirmé mardi 14 décembre à Ankara le premier ministre turc, Tansu Ciller. Ce bilan porte à 105 le nombre de morts depuis samedi, en Turquie et dans le nord de l'Irak, d'après les chiffres fournis par les autorités qui avaient fait état de quarante-deux morts au cours de diverses opérations dans le sud-est turc à majorité kurde, pour la seule nuit de dimanche à lundi. - (AFP, Reuter.)

Dernières Nouvelles d'Alsace — 16 décembre 1993

Kurdes : une entrevue

Le directeur de cabinet du préfet, Dominique Blais, a reçu hier en présence du procureur de la République, Edmond Stenger, une délégation du Collectif de soutien à l'association des travailleurs du Kurdistan à Strasbourg (1) ainsi que deux représentants de la communauté Kurde de Strasbourg.

« L'entrevue s'est déroulée dans un esprit de respect mutuel », a souligné Pierre Greib, président du CLAPEST (Comité de liaison pour l'alphabetisation des immigrés en Alsace). Lors de cet entretien, les

membres de la délégation ont affirmé leur opposition à la dissolution de l'Association des patriotes du Kurdistan de Strasbourg. Ils ont également fait part des dangers d'un amalgame entre les membres d'une association kurde, insérés dans la vie publique et sociale, et les terroristes.

En réponse, le directeur de cabinet du préfet et le procureur de la République ont fait une distinction entre les procédures administratives qui ont déjà été prises et les procédures judiciaires qui défini-

ront les responsabilités de chacun.

Un recours devant le Conseil d'Etat a été engagé contre la dissolution d'associations kurdes en France, qui était intervenue par décret, le 2 décembre dernier.

(1) Le collectif de soutien est composé des associations : Strasbourg-Fraternité, SOS Racisme, Ras l'Front, les Amis du peuple Kurde-France, le SNU-IPP 67, la Ligue des droits de l'homme, l'Association des amis et résidents du Neudorf, le CLAPEST.

L Républicain — 16 décembre 1993

Les Kurdes existent, parlons-en !

Neuf associations françaises, dont la Maison du monde à Evry, ont tenu, jeudi 9 décembre, une conférence de presse, présidée par Mme Geneviève Jacques, secrétaire générale de la Climade, et maître Daniel Jacoby, président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, pour lancer une campagne d'opinion pour le respect des droits du peuple kurde.

En 1991, l'opinion publique s'émeut de la situation des Kurdes fuyant les persécutions du régime de Saddam Hussein. Un vaste élan de solidarité amène les pays occidentaux à protéger la population kurde et garantir son retour sur une partie de la région kurde d'Irak.

Mais l'aide humanitaire ne peut résoudre le problème politique de l'existence et de la reconnaissance des droits des quelque trente millions de Kurdes qui vivent en Turquie, Irak, Iran et Syrie essentiellement, où ils subis-

sent une répression violente depuis de nombreuses années, dans la plus grande indifférence.

C'est dans ce contexte que neuf associations lancent une campagne d'opinion pour demander au gouvernement français de ne pas sacrifier le sort des Kurdes au nom d'intérêts géostratégiques.

Cette campagne poursuit deux objectifs: la création d'un groupe d'études parlementaires sur ce sujet et la livraison à la Turquie de vingt hélicoptères Super Puma à partir de 1995. Les associations demandent que la France ne livre ces hélicoptères que si la Turquie accepte une clause de non utilisation de ces armes contre la population civile.

La campagne est diffusée sous la forme d'un document de huit pages et de cartes postales. Documents à commander auprès de la Maison du monde, 32, allée J.-Rostand, 91000 Evry. Tél. 60.78.55.00.

La Montagne — 16 décembre 1993

PROTESTATION

Une réaction de maires

Les maires d'Auzon, Bournoncle-Saint-Pierre, Lempdes et Sainte-Florine ont uni leur désapprobation et le font savoir, en réaction aux différents reportages télévisés relatifs à l'opération de police organisée le mois dernier contre les membres du parti des travailleurs du Kurdistan d'origine turque (PKK).

« France 2 et TF1 ont utilisé des images provenant d'anciens reportages effectués dans le Bassin minier et qui concernaient les familles kurdes irakiennes accueillies en novembre 1989 dans les communes d'Auzon, Bournoncle-Saint-Pierre, Lempdes et Sainte-Florine. L'amalgame de ces images peut laisser penser que les familles sont, soit liées, soit même partie prenante ou membres du PKK ».

« Les maires de ces communes s'élèvent contre de tels procédés qui font planer la suspicion sur une communauté durement touchée par le génocide du gouvernement irakien à leur encontre et qui ne demande qu'à s'intégrer ».

Dernières Nouvelles d'Alsace — 16 décembre 1993

Kurdes emprisonnés

La grève de la faim continue

UNE vingtaine de Kurdes de Turquie continuent depuis quinze jours un mouvement de grève de la faim pour protester contre l'arrestation de vingt de leurs camarades lors de la rafle effectuée le 18 novembre dans l'immigration kurde par la police française. Les grévistes de la faim, réfugiés dans le local d'une association kurde (23, rue du Faubourg-Saint-Denis, à Paris) protestent également contre la dissolution et l'interdiction, décidées le 30 novembre par le gouvernement français, de plusieurs associations culturelles de travailleurs kurdes et du Comité du Kurdistan.

Faire pression sur Ankara

Depuis une semaine, les 17 Kurdes maintenus en détention depuis le 18 novembre se sont joints au mouvement et refusent de s'alimenter. Rappelons que 20 travailleurs kurdes avaient été maintenus en détention après la rafle du 18 novembre sous l'accusation de « association de malfaiteurs en relation avec une organisation terroriste » et « extorsion de fonds ». Trois d'entre eux ont été libérés la semaine dernière, faute de la moindre preuve contre eux dans leurs dossiers.

Les audiences continuent et les avocats, affirmant que tous les dossiers sont vides, continuent d'exiger la libération de leurs clients.

A Strasbourg, lors de la session en cours du Parlement européen, le groupe Coalition des gauches a déposé un projet de résolution, notamment signé de René Piquet, demandant aux gouvernements de France et d'Allemagne de ne pas expulser de réfugiés kurdes vers la Turquie. Le texte condamne les sanglantes exactions de l'armée turque et les actes terroristes du PKK. Il demande au gouvernement turc de mettre fin à la répression et d'entamer des négociations avec les représentants du peuple kurde. Il demande aux autorités communautaires et aux Etats membres d'utiliser leurs relations politiques et éco-

nomiques avec Ankara pour faire pression en ce sens.

● Hatip Dicle, trente-huit ans, député de Diyarbakir, a été élu, dimanche soir, président du Parti de la démocratie (DEP), réuni en congrès à Ankara. Le DEP défend les droits des populations kurdes du sud-est de la Turquie et, en premier lieu, la reconnaissance de leur identité et de leurs droits culturels et politiques. Il dispose de 17 députés à l'Assemblée nationale de Turquie, tous menacés de levée de leur immunité parlementaire. Le parti lui-même est actuellement objet d'une enquête judiciaire pour « activité séparatiste ». Lors de son congrès, le DEP s'est prononcé contre la violence et pour une solution politique et démocratique du problème kurde.

Irak-France : des retrouvailles sous roche ?

Jean-Luc Barrière, le technicien français de 25 ans détenu pendant six mois en Irak et libéré mardi à Bagdad, est arrivé hier en fin de matinée à l'aéroport de Roissy, affirmant qu'il avait été « bien traité » et que ses conditions de détention avaient été « correctes ». Le jeune homme, technicien de la société France Electronique au Koweït, avait été arrêté le 18 juin dernier à la frontière koweïtienne et condamné à huit ans de réclusion pour « entrée illégale » en Irak. Cette libération est-elle le signe que la France et l'Irak préparent leurs grandes retrouvailles ?

BIEN que toujours au ban des Nations, l'Irak bénéficie-t-il néanmoins d'une « exception diplomatique » française ? Relancée avec la libération, hier, par Saddam Hussein, du technicien français Jean-Louis Barrière, la question se pose en fait depuis plusieurs mois déjà. Le rapprochement, ou plutôt les « retrouvailles » franco-irakiennes, seraient devenues possibles, avancent les tenants de cette thèse, par le retour au pouvoir en France de la droite gaulliste et libérale, créditée depuis le temps du général de la poursuite d'une audacieuse politique arabe en général, et irakienne en particulier.

Ainsi la présidence Giscard évoque-t-elle à Bagdad l'époque des grands contrats d'équipement (par exemple la centrale nucléaire civile de Tammouz, réduite en cendres par l'aviation israélienne en 1981) et d'armement : pendant l'opération Tempête du désert, l'aviation alliée eut à affronter des Mirage irakiens. Mitterrand ne rechignera pas à reprendre le flambeau, sous l'influence notamment d'un Jean-Pierre Chevènement fasciné par le progressisme laïc du Baas de Saddam Hussein. Mais à Bagdad, on ne pardonnera jamais vraiment au président français de s'être laissé enrôler dans l'armée de George Bush allée libérer le Koweït (août 1990-février 1992). Toujours est-il qu'à tort ou à raison, les Irakiens ont accueilli avec joie la victoire au printemps dernier des amis de Jacques Chirac.

Avec raison, semble-t-il, bientôt. Fin juin, alors qu'un Bill Clinton en mauvaise posture intérieure expédie sur la capitale irakienne une salve de missiles Tomahawk, la France prend, pour la première fois, ses distances avec la politique du tout répressif menée par l'administration américaine. S'abstenant bien sûr de condamner l'ancien allié de la guerre du Golfe, Paris se borne ostensiblement à « comprendre » la réaction américaine — l'ex-président Bush avait échappé à une tentative de complot lors d'une visite au Koweït — et profite de l'occasion pour « clarifier » sa conception des sanctions contre l'Irak. Le but, rappelle-t-on, n'est en aucun cas de dépecer ce pays, indispensable à « la stabilité géopolitique », ni même d'éliminer son régime. Mais, plus simplement, de

l'amener à appliquer dans leur intégralité les dispositions des diverses résolutions de l'ONU qui ont fait suite au cessez-le-feu dans la guerre du Golfe.

Surveillance de l'industrie militaire

Lesquelles résolutions prévoient, pour l'essentiel, le démantèlement de l'arsenal de destruction massive irakien (armes chimiques, nucléaires, biologiques, ainsi que les missiles capables de frapper à plus de 150 km) et la surveillance à long terme de l'industrie militaire du pays. Le Conseil de sécurité exige également du régime de Saddam Hussein, dont la férocité répressive envers les Kurdes au nord et les chiites au sud ne s'est malheureusement pas amoindrie, de traiter humainement les minorités d'Irak. Il est enfin demandé au « rais » de reconnaître le nouveau tracé, dressé par l'ONU, de la frontière irako-koweïtienne, qui avantage l'émirat (toujours revendiqué, de longs mois après la guerre du Golfe, comme la « dix-neuvième province »).

Or, sur la plupart de ces points, Bagdad joue depuis l'été dernier d'un registre nouveau, celui de la conciliation. Il vient notamment d'accepter, sous forme d'une lettre adressée au président du Conseil de sécurité, la résolution 715 sur le contrôle à long terme. Une bonne volonté aussitôt remarquée par la France, qui commence par saluer l'« inflexion », puis le « premier pas » dans la bonne direction. Déjà, lorsque le mois dernier le Conseil avait reconduit comme il le fait tous les deux mois l'intégralité des sanctions — dont un embargo économique aux conséquences dans certains cas très dures pour le peuple irakien —, les Français avaient insisté pour que les efforts de l'Irak soient signalés. Et pour que l'on envisage, pour la première fois, la possibilité d'une levée de l'embargo pétrolier.

Là réside, en fait, l'enjeu essentiel. Dans un marché pétrolier plus déprimé que jamais, le retour d'un producteur de ce niveau (les secondes réserves du monde après l'Arabie), inquiète les partenaires de l'OPEP, même en tenant compte du fait qu'une partie du pétrole irakien transite déjà, malgré l'embargo, dans les « tuyaux » iraniens. En

revanche, les « pro-irakiens », que l'on trouverait parmi des groupes industriels français habitués dans le passé à traiter avec Bagdad, font remarquer qu'à chaque fois que les pourparlers entre le vice-Premier ministre Tarek Aziz et l'ONU paraissent en bonne voie, « quelque chose » vient tout gâcher : le complot contre Bush et le raid de représailles ou, tout récemment, un rapport de la commission des droits de l'homme des Nations unies sur la répression anti-chiites dans les marais du sud. Voire les informations, non confirmées, sur l'utilisation dans cette région de gaz chimiques.

Tester le terrain

Les Français, quoi qu'il en soit, préparent le terrain. Pas tellement sur le plan diplomatique. Outre M. Barrière, un prisonnier allemand, trois Britanniques et un Américain (comme la France, ces pays ont renoué des liens diplomatiques restreints avec l'Irak) ont été libérés dernièrement. Et le Quai d'Orsay, s'il y règne une ambiance favorable à une levée de l'embargo, ne s'y résoudra pas à n'importe quel prix : « Il faudra d'abord tester sur le terrain la bonne volonté des Irakiens, voire s'ils autorisent les équipes d'inspection de l'ONU à installer caméras, capteurs, etc. Cela reviendrait, en somme, à une période probatoire de six mois », indiquait hier un diplomate à Paris.

C'est donc plutôt sur le terrain commercial que les choses s'agissent. Le mois dernier, le CNPF a organisé à l'intention des industriels et investisseurs français une réunion de travail sur l'Irak et les perspectives liées à l'embargo. Le ton, il est vrai, était surtout à l'attentisme. Mais certains affirment que lors de son séjour à Paris, officiellement pour « raisons médicales », Tarek Aziz a eu des entretiens avec des représentants d'entreprises du bâtiment et de compagnies pétrolières. A ces dernières, il aurait même soumis une « shopping list », où figurait notamment l'envoi d'une quarantaine de techniciens. Mais les Italiens, eux, auraient déjà de l'avance. Et tant à Bagdad (où ils sont libres d'aller et venir tant qu'ils ne contreviennent pas à l'embargo) que lors des réunions OPEP à Vienne ou Genève, les lobbystes français ne sont pas les seuls à faire le siège des Irakiens : on y croise aussi nombre d'Américains.

Henri VERNET

Draft dodging the Turkish way

The nation will probably never forgive them... those who should really be sorry for what is happening are the families of the people who will do anything to avoid military service and thereby have lost their principal values."

These words came in early December from the spokesman of Turkey's Chief of Staff, who promised to the Turkish nation that all draft dodgers would certainly be punished "the way they deserve, and will live with this disgrace for the rest of their lives."

Col. Doğu Silahçioğlu's statement, quoted by the Anatolia news agency, was but part of Ankara's overall drive for military recruitment, which is partly an attempt to cope with terrorism. It also reflected the irony which lies behind the Turkish system.

President Süleyman Demirel, for instance, was a draft dodger until the age of 31 and did his military service only after the 1960 military coup.

I myself was a draft dodger until 1985 when I was dragged into military service.

And I have known many other draft dodgers over the past decade, mainly people who have families and jobs and are afraid of losing both while serving compulsory military service on an incredibly low wage.

According to the Defence Minister, a total of 250 thousand people in Turkey — where the army numbers around 500 thousand — are draft dodgers. He too accepts that a majority of these are from the troubled Southeast region.

This week, when two Turkish television journalists attempted to cover the issue and showed footage of interviews with draft dodgers, they were arrested. A military court is now to charge them with encouraging draft evasion.

This alone shows how sensitive Turkey has become on this issue. And to what extent the issue can be freely debated without ending up in trouble.

In the words of one security officer, draft dodging appears to have become part of the Turkish culture and its roots should not only be sought in separatist violence. Nor is it news that a majority of the children of the rich do not serve in the troubled Southeast region.

In the words of a police officer at Istanbul's international airport, "We never see anyone dressed properly heading there. Always the soldiers going to the region are children of the poor or the middle class."

Indeed, the system itself has adapted to the conditions over the years. Many officials have exercised their political influence to "help" relatives and friends, basing them in other and safer parts of the country.

As a result, it can be seen that many of the Turkish "heroes who have earned the respect of the nation" in that region, as it was expressed by Col. Silahçioğlu, are actually middle class or peasant children, mainly from the Black Sea region. Another side of the coin is obviously those who have so much influence on the overall system that they have managed to avoid military service altogether — turning draft dodging into a sort of profession.

The real irony which has surfaced in the recent months, though, is the fact that as Turkey's military command searches for these potential recruits under a new policy, the most senior commander of the Turkish armed forces is failing to see that the rules are kept. Recent reports imply that Gen. Güreş has no say even over his own son, while officers from his department are saying openly

that it is the families of draft dodgers who should be sorry for the situation.

As result of Serdar Güreş's own attempts at dodging military service, reaction has now rightfully targeted Gen. Güreş. "First send your son, Pasha," was how the headline of a Turkish newspaper read on Dec. 6.

Serdar Güreş is less known by the foreign community than he is by the Turkish public — and especially by those readers who closely follow scandal magazines. His name is associated with television serials, where he was readily given a job, and with some gang fights. Once there was a report that, at the head of a group of soldiers, this young draft dodger had exhibited his powers of command by raiding a night club where he had had an argument.

Most of all, however, Serdar Güreş is now a symbol in the Turkish press of how crooked the system is. As thousands of young and patriotic children were giving their lives for their country over the past years, Güreş has been having the time of his life.

Acting, using parental influence to go about his business, having fun and avoiding military service.

Now we learn from an Istanbul press conference that Serdar

was not even a student, as he had claimed to be for over the past four years. Is the Güreş family so divided that the Pasha father did not know of this? Or is a son too valuable to serve the country?

On Tuesday, a group of teachers from the State Conservatory held a press conference which they referred to as "informing on a crime," and declared that Güreş forced his way into the school in 1988 with the assistance of an officer and his father's aide-de-camp. In other words, they were "ordered" to accept him. And their story continues: Serdar gradually started to drop out of classes and by the end of the first year, failed because he had not attended enough. In 1990, when he did not attend classes again he was about to fail but an exception was made and he stayed. At one point, he was elevated from the second class

"The question now is why Serdar, or any other children, can have this kind of immunity, while those without influential parents have to go and fight -- and die-- for their country. And how far those who keep on talking of courage and heroism will tolerate this."

to the fourth, and so on.

The issue was so controversial that, angered by Serdar's immunity, one of his lecturers even resigned in protest. The general view among his teachers is that the son of Turkey's Chief of Staff has used his school registration only to dodge military service. In other words, he is among the 250 thousand who, according to Col. Doğu Silahçioğlu, "will probably never be forgiven by the nation."

How much of this Gen. Güreş knows, and how far his influence over Serdar extends, is not quite clear, but looking at what Serdar's teachers are saying, it appears that he is fully aware of what is going on.

The question is why Serdar, or any other children, can have this kind of immunity, while those without influential parents have to go and fight —and die— for their country. And how far those who keep on talking of courage and heroism will tolerate this.

Serdar, we've all done our military service and served this country. Now we are waiting for you to make your own decision to do the same. Otherwise what we are being told about determination, combat, and the great values which some institutions represent, won't have any meaning, will it?

Fighting breaks out among Iraqi Kurds

The Associated Press

NICOSIA- Recent fighting between Kurdish factions in northern Iraq left a number of people killed or wounded, Kurdish sources and an Iraqi newspaper said Wednesday.

They said the violence was between the Kurdistan Democratic Party led by Massoud Barzani and a smaller group, the Kurdistan Socialist Party.

A spokesman for the KDP in London, who spoke on condition of anonymity, said the fighting began during attempts to disarm gu-

errillas of the Socialist Party in line with a policy of controlling "paramilitary" groups.

The spokesman said the fighting led to "a few" casualties, but he could provide no figures. The fighting spread to neighboring Irbil and Kirkuk provinces, but was later brought "under control," he said.

The state-run Baghdad newspaper Al-Iraq said the fighting led to "mass killing" of men, women and children after Socialist Party guerrillas "attacked and occupied" a

facility run by Barzani's group in the city of Sulaymaniyah.

The KDP spokesman denied the Iraqi casualty report, saying the Baghdad state-run newspapers "always exaggerate in their reports."

"They want to show the world there is no law and order in Kurdistan," he said. "They want to stab the democratic process in the back."

No spokesman for the Socialist Party was available for comment.

The KDP and the other large Iraqi Kurdish faction, the Patriotic Union of Kurdistan, have been ruling an autonomous Kurdistan region in a coalition government.

The government of Saddam Hussein, which opposes any moves toward Kurdish independence and rejects the United Nations' imposition of a "safe haven" in the

region, has sought to portray the self-styled Kurdish government as chaotic and violent.

The safe haven was established after the 1991 Gulf War in an attempt to protect Kurdish civilians from the wrath of Saddam's forces after twin Kurdish and Shiite Muslim rebellions failed. Despite waging war against a common enemy -- the Baghdad government -- the Kurds have been far from united. Last year the Iraqi Kurds joined forces with Turkish government soldiers in fighting Turkey's Kurdish rebels. Infighting among the Iraqi Kurdish factions also is common.

The 20 million Kurds, an Indo-European people, are spread around five states -- 10 million in Turkey, 5.5 million in Iran, and 3.5 million in Iraq, with small enclaves in Syria and the former Soviet Union.

Libération — 17 décembre 1993

TURQUIE - SYRIE

Le chef du PKK aurait été arrêté en Syrie

Abdullah Ocalan, qui dirige la rébellion kurde contre l'Etat turc, serait détenu à Damas sur ordre d'Assad.

Les services secrets syriens ont-ils arrêté l'ennemi numéro un de la Turquie? La presse d'Ankara l'affirme: le dirigeant du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) Abdullah Ocalan, dit « Apo », serait détenu à Damas. La décision aurait été prise par le président Hafez el-Assad en personne. Un porte-parole du PKK en Allemagne, Kani Yilmaz, cité par Reuter, a qualifié l'information de « sans fondement », et dénoncé un nouvel épisode « de la guerre psychologique livrée par l'Etat turc contre le peuple kurde ». De son côté, Ankara dit tout ignorer de cette affaire. « Ce ne serait pas une surprise », a cependant lancé le chef de la diplomatie turque, Hikmet Cetin, selon l'agence officielle Anatolie.

Apo a déjà connu les geôles syriennes. Le régime baassiste. l'a déjà interné

deux fois, mais jamais plus de vingt-quatre ou quarante-huit heures. La Syrie abrite Ocalan depuis le début de l'insurrection dans le Sud-Est anatolien, en 1984. A maintes reprises, Ankara a exigé de son voisin qu'il mette fin aux activités des séparatistes kurdes à partir de son territoire. Au cours d'une visite à Ankara le mois dernier, un responsable de la sécurité syrienne avait affirmé que son pays considérait bien le PKK comme un groupe terroriste.

Mais Damas a toujours su utiliser la carte du PKK dans ses négociations avec Ankara. Les deux pays n'ont toujours pas réussi à s'entendre sur une répartition équitable des eaux de l'Euphrate. Grâce au barrage Atatürk, la Turquie peut à tout moment peser sur son voisin, réduire sa production hydroélectrique, frapper son agriculture.

Au terme d'un protocole signé en avril 1992, les deux parties avaient condamné le terrorisme et s'étaient engagées à empêcher toute activité illégale sur leurs sols respectifs. Cinq mois plus tard, un accord intervenait sur le partage des eaux. Avant d'être dénoncé. Entre-temps, Damas avait fermé les bases du PKK dans la plaine libanaise de la Bekaa, placée sous son contrôle. L'annonce en mai par Ocalan de la reprise de la lutte armée, après un bref cessez-le-feu, avait été aussi partiellement attribuée à un nouveau blocage des pourparlers syro-turcs concernant les eaux de l'Euphrate.

L'arrestation d'Abdullah Ocalan, si elle est confirmée, s'inscrirait donc dans ce jeu compliqué entre les deux puissances. La Turquie poursuit ses pressions, notamment via les Etats-Unis. Hafez el-Assad s'appête également à rencontrer le 16 janvier à Genève le président Bill Clinton. Or la Syrie figure toujours sur la liste établie par le département d'Etat des pays soutenant le terrorisme.

Ch.B.

Colleagues fear for life of Özgür Gündem editor

46 newspaper employees in custody, may be tortured

Turkish Daily News

ANKARA- Colleagues of daily Özgür Gündem's editor-in-chief Gurbetelli Ersöz fear for her life after a police officer informed them she was ill following her detention.

total of 46 newspaper employees, including Ersöz and the whole editorial board, are still in custody being questioned by the political police.

Authorities have banned attorneys from visiting or speaking to the suspects and there is concern in Özgür Gündem that they may be tortured.

One executive of the newspaper who was among the 88 suspects released by the police last weekend said he had seen his colleagues being physically harassed.

"What is the state hiding?" Özgür Gündem asked in a front page banner headline on Friday, noting that the police consistently prevented lawyers from seeing the suspects.

The International Federation of Journalists (IFJ) said in a statement, meanwhile, that there was serious concern over the attitude of the Turkish state with regard to press freedoms.

The London-based PEN Writers in Prison committee also condemned the treatment of Özgür Gündem and appealed for urgent action.

The Paris-based Journalists Without Frontiers (RSF) organization appealed for the international community to join in the protest.

RSF director Robert Menard called on Turkey to respect press freedoms and human rights, demanding that all of the detained employees of Özgür Gündem be set free. Colleagues of the detained journalists fear that the Turkish police may be attempting to force the "suspects" into signing false confessions under torture.



The United Nations Committee Against Torture had said in a November dated report that there was "habitual, widespread, deliberate and systematic torture in Turkey."

Most of the torture in police custody aims at extracting confessions which can later be used against suspects, in cases where there is a lack of substantial evidence, according to a leading human rights activists.

According to journalist-author Haluk Gerger, who was recently sentenced to nearly two years jail for a controversial article, many of Özgür Gündem's former staff have now returned to the paper to keep it in print.

Gerger, together with the newspaper's first editor-in-chief Ragıp Duran, and Semra Somersan are among the writers who are now working on a daily basis to publish the paper in the absence of its detained editorial board.

Last Friday, police in Istanbul cracked down on the Özgür Gündem building where they detained 107 people. On Saturday, raids on other newspaper offices continued. Although 88 of those in custody in Istanbul were released, arrests continued nationwide.

According to the U.S.-based Committee to Protect Journalists, which sent a message of protest to Prime Minister Tansu Çiller, the State Security Court, which had failed to close down Özgür Gündem using legal methods "has succeeded in closing the newspaper for three days by arresting its employees."

Following the raid, Özgür Gündem could not print until the following Tuesday.

Hariri's message to Ankara: Terrorist activities will be prevented as Beirut takes control

'We won't allow any terrorist groups to use our land to harm our neighbors,' he says

Turkish Daily News

ANKARA- Lebanese Prime Minister Rafik al-Hariri assured Ankara during his two-day visit that terrorist activities would be prevented as Lebanon increased its authority over its Syrian-controlled Bekaa Valley.

Turkish sources quoted Hariri as saying that as Lebanese sovereignty increased in the Bekaa Valley, terror-

ist activities would be decreased and eventually stopped. Hariri also told the Voice of Turkey that Lebanon would not allow "any terrorist groups to use our territories to harm our neighbors." "It is not in our interest to harbor terrorist activities, our interest lies in reconstructing our war-torn country," Turkish sources quot-

ed Hariri as saying during the official talks. Inside sources said they believed this message was delivered to Ankara after Lebanese-Syrian consultations and was made with the knowledge, if not at the suggestion, of Damascus. Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yılmaz, who also held a half-hour meeting with Hariri, asked the Lebanese prime minister outright whether Abdullah Öcalan, the PKK leader, who held a press conference in Lebanon last year, was "still in Lebanon." "Certainly not," Hariri was quoted as saying. "He came to Lebanon a year ago, but he never lived there."

But both Hariri and his Turkish counterpart Tansu Çiller were at pains to stress that the focus of the talks was "mainly economic," although neither ruled out discussing terrorism and security.

Economic cooperation

While the "security dimension" in the talks was played down, the "economic dimension" was often mentioned in press statements during the visit. Çiller said, both in her remarks at the beginning of the visit and in her speech during a

dinner given in Hariri's honor that "Turkey was determined to help Lebanon with its reconstruction."

Çiller's words were echoed by Treasury acting Undersecretary Osman Ünsal, who said Turkey could take at least 10 percent of the 25 billion dollar budget that Lebanon had allocated for reconstruction.

"The total market in Lebanon is worth \$20-25 billion. So we are talking of \$2-2.5 billion if Turkey can get a 10 percent share," Ünsal said.

Hariri, who arrived in Ankara on Thursday, was accompanied by his finance, industry and oil and communications ministers. He toured the Nurol-FMC factory, just outside the capital, where armored vehicles are produced under U.S. licence. Ünsal said Turkish officials briefed Hariri on Turkey's privatization efforts, free trade zones and construction sector as well as possible regional projects and financing. He told reporters Turkey's Eximbank would provide an undisclosed amount of credit for projects. Turkish officials would visit Lebanon next month

for detailed talks, he added. Turkish diplomats said after holding talks with Lebanese officials that they discussed the establishment of a Turco-Lebanese business council.

Turkey can make an important contribution to the construction of roads and to electrification.

While in Istanbul, Hariri will be visiting Tekfen and Enka Holdings, both leading names in construction.

UN surveys gamma emissions over Iraq to check nuke arms

Reuters

UNITED NATIONS- The United Nations said it tracked gamma emissions over Iraq in an effort to detect any remaining nuclear weapons materials and flew over Baghdad for the first time without Iraqi objections.

A statement from the U.N. Special Commission, in charge of scrapping Iraq's weapons of mass destruction, said the recent aerial surveys were to verify Iraq's declarations of its nuclear weapons program, which has been largely eliminated. A recent helicopter survey plotted the location of the electromagnetic radiation, particularly that above normal levels, and included five new sites in and around municipal Baghdad and in central and northwestern Iraq.

Iraqi authorities in the past had objected to overflights in and around Baghdad but there was no sign of protest for this flight. The survey was to verify current knowledge of radioactive materials, investigate new sites and periodically check any change in the level of radiation.

"Major changes in emission levels might be indicative of movements of radioactive materials which should be subject to monitoring and verification," the statement said.

The commission is about to embark on a long-term monitoring program to make sure Iraq does not reacquire nuclear, chemical biological and ballistic weapons.

It estimated at least six months were needed to test and implement the program before reporting to the Security Council it is satisfied Iraq no longer possesses its most dangerous weapons, banned since the Gulf War. The council then must decide whether to lift the oil embargo, in place since Iraq's troops invaded Kuwait in August 1990. U.S. Ambassador Madeleine Albright believes the commission should take up to a year to test the monitoring program.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0293 4 I 0122 RFA /AFP-II91

Allemagne-Kurdes

Des autoroutes bloquées par des Kurdes

CASSEL (Allemagne), 18 déc (AFP) - Plus de 2.000 Kurdes venus de toute l'Allemagne ont manifesté samedi à Cassel (ouest) malgré l'interdiction de la municipalité et ont bloqué des autoroutes, a-t-on constaté.

Devant la patinoire où devait avoir lieu le rassemblement interdit, les manifestants ont crié: "vive le Kurdistan, vive le PKK".

Auparavant, plus de 1.000 Kurdes et des sympathisants avaient bloqué les accès des autoroutes pour Cassel et pour la ville de Goettingen voisine.

Le ministre allemand de l'intérieur, M. Manfred Kanther, a interdit le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et des associations proches le 26 novembre.

jlp/fbc/mfo

AFP 181925 DEC 93

LA MANCHE LIBRE — 19 décembre 1993

opération contre les activistes kurdes

Une vaste opération policière a été menée, à Paris et sur tout le territoire, contre des réseaux soupçonnés de couvrir les activités du PKK, le parti des travailleurs kurdes d'inspiration marxiste. Deux associations ont été dissoutes en Conseil des ministres et plus d'une centaine de leurs membres interpellés en vue d'une éventuelle expulsion. Ces décisions, a tenu à préciser le ministre de l'Intérieur, ne sont en rien dirigées contre le peuple kurde lui-même "dont chacun sait les souffrances et les difficultés". Elles visent exclusivement à empêcher les actions terroristes qui ont déjà eu lieu sur notre sol contre des établissements turcs, et menaçaient de prendre une plus grande ampleur.

MANIFESTATION

Danses contre l'indifférence

Une centaine de ressortissants Kurdes se sont rassemblés à Lyon hier après-midi, place Bellecour. Pour redire leur détresse et demander la libération de leurs compatriotes interpellés récemment. En musique

« Qui se soucie de nous » fredonne Dutronc entre deux siestes corses pour tourner en dérision l'indifférence ambiante... Vérité d'artiste.

Valable, entre autre, pour le peuple Kurde qui interpelle l'humanité depuis des lustres sur le registre de la détresse. Ils étaient une centaine de ressortissants hier après-midi à Lyon, à s'être rassemblés place Bellecour pour essayer encore de faire entendre leur voix et protester contre la récente rafle subie par la communauté installée sur le sol français. A la mi-novembre, 234 Kurdes ont été ainsi interpellés.

Plusieurs d'entre eux sont emprisonnés et d'autres en résidence surveillée en attendant leur expulsion. Au motif de sympathie ou d'appartenance au PKK, parti se

livrant à des menées terroristes contre les intérêts turcs en Europe. « Les dossiers sont vides » assureraient hier les manifestants, en demandant que soient relâchés leurs compatriotes. En exigeant aussi la levée de l'interdiction frappant les associations Kurdes établies en France.

A leurs yeux, ces mesures ne se justifient que par « le souci du gouvernement français de complaire à la Turquie » sur fond d'enjeux économiques. Les Kurdes en veulent pour preuve la venue en France, en Janvier prochain, de Madame le Premier ministre turc « avec à la clé la livraison de vingt hélicoptères de combat à la Turquie ». Au regard de la terrible répression subie par le peuple Kurde en Turquie, les manifestants ont appelé hier le gouvernement français à s'aligner sur l'Al-

lemagne qui, par clause contractuelle, exige que les hélicoptères vendus ne servent pas contre les populations civiles. Et d'inciter par ailleurs l'Europe à faire pression afin que la Turquie engage des négociations avec les mouvements représentants du peuple, « pour une solution pacifique au conflit ».

Hier, le rassemblement s'est achevé par des danses folkloriques rythmées par les sons d'instruments traditionnels. La plupart des ressortissants arboraient un morceau d'étoffe épinglé dans le dos, portant l'inscription « Moi aussi, je suis au PKK ». Symboliquement, une mère en avait même orné la capote de la poussette ou souriait un chérubin au minois plus angélique que frondeur...

Y. A.

□ KURDES

Les Kurdes existent. Au lendemain de la Guerre du Golfe, la mobilisation de la Communauté Internationale a soulevé l'espoir d'une solution enfin juste pour les Kurdes, peuple persécuté dans cinq pays depuis plus d'un siècle, et surtout en Irak et en Turquie.

Aujourd'hui, tout est oublié. La France vient de signer un contrat de vente de vingt hélicoptères de combat avec l'armée turque. Il faut exiger qu'une clause de non-utilisation de ces armes contre la population civile en Turquie soit introduite. Une campagne nationale est lancée. Certains intellectuels gardois y participent déjà. On peut écrire pour exiger cette clause à "Agir Ici", 14 passage Dubail, 75010 Paris.

Pour sensibiliser la population, l'association "Agir Ici" a édité une petite affiche copiant le film bien connu, appelée "Kurdistan Park". Les dinosaures ont disparu. Les Kurdes aimeraient changer d'ère !

Le Méridional — 19 décembre 1993

Dernières Nouvelles d'Alsace — 18 décembre 1993

COURRIER

Les Kurdes

D^r Georges Federmann de Strasbourg:

« J'étais étranger et vous m'avez accueilli. Ceux qui s'offusquent de l'occupation de la cathédrale par des Kurdes devraient relire et méditer ce passage de l'Évangile selon saint Matthieu. Tout comme ces représentants du peuple qui envisageaient de faire voter une loi pour criminaliser les squatters. Je voudrais réagir aussi à un ar-

ticle du 28-11 dans la rubrique des faits divers, où des suspects étaient désignés comme étant des « gitans ». Cette différenciation ethnique qui risque de stigmatiser l'ensemble des membres de ce groupe relève purement et simplement de la discrimination raciale. »

M. Sébastien Weiss, de Strasbourg:

« Lieu symbolique par excellence, la cathédrale a été investie par les Kurdes pour exprimer leur révolte (...). C'est bien l'attitude de l'archevêque qui a refusé de soutenir les manifestants,

qui fait rupture avec la tradition chrétienne. L'Église est l'institution qui, d'emblée, doit s'ouvrir aux persécutés. »

M^{me} Evelyne G. Helmlinger, de Strasbourg:

« Je viens de lire trois lettres de lecteurs à propos de l'occupation de la cathédrale par les Kurdes. Fichtre! Qu'ils aillent donc au diable ces Kurdes, selon le vœu de vos lecteurs... mais nous aussi, puisque nos églises ne peuvent plus servir de dernier refuge à ceux qui sont dans l'adversité. »

M. Philippe Mairel, de Lingolsheim:

« Je ne pense pas être le seul à avoir été écoeuré par les propos de certains lec-

teurs, relatifs à l'occupation de la cathédrale de Strasbourg par les Kurdes. Plus que jamais, l'intolérance sert de défouloir contre l'autre, le différent, le marginal, l'étranger. De plus, que dire de l'attitude de la hiérarchie catholique qui, tel Ponce Pilate, fait appel aux forces de l'ordre pour évacuer la cathédrale? Il est vrai que c'était l'heure de la messe pour les gens-bien-pensants-qui-aiment-les-étrangers-quand-ils-sont-chez-eux! Après la fermeture des frontières, celle des églises È. »

(N.d.l.r. Nous avons largement donné la parole aux uns et aux autres. Nous considérons donc ce débat comme clos. »

«En Turquie, j'ai peur, plus encore qu'avant le coup d'Etat de 1971»

Yachar Kemal est un très grand écrivain contemporain qui ne supporte plus le sort réservé aux Kurdes dans son pays. Il le crie, quitte à risquer encore la prison et peut-être sa notoriété.

«**A** 70 ans, je ne devrais pas avoir peur, mais j'ai peur.» Yachar Kemal parle, un verre de whisky à la main, calmement, dans son appartement tranquille des quartiers nouveaux loin du centre historique d'Istanbul. Peur, lui, sacré «écrivain de l'année 1992» par le Ministère de la culture turc, qui a notamment érigé deux statues en son honneur? Peur, lui, membre fondateur de l'Académie universelle des cultures aux côtés d'Elie Wiesel, de Jorge Amado, de Wassily Léontieff, ou de Javier Perez de Cuellar? Peur oui, pourtant. Car ce Turc, né dans une famille kurde en même temps que la république kémaliste, ne supporte plus le sort réservé aux Kurdes. Et le dit. Le crie. Quitte à risquer encore la prison. Quitte à ne pas aller au bout de son œuvre de «nobélisable», lui qui a encore tellement envie d'écrire.

— Vous venez de prendre la tête d'un mouvement d'intellectuels pour protester contre la nouvelle loi que prépare le Gouvernement turc sur la presse et le terrorisme. Pourquoi?

— Il y a déjà de nombreuses mesures qui permettent de réduire la liberté de la presse dans ce pays. Or le gouvernement, qui a choisi une politique répressive dans le Sud-Est anatolien, veut renforcer les lois qui permettront d'assimiler encore plus facilement ceux qui parlent des Kurdes et ceux qui agissent en «terroristes». Il y a déjà de nombreuses poursuites intentées contre des journalistes ou des intellectuels. Il ne faut pas que cette nouvelle batterie de mesures répressives passe. C'est une loi de terreur d'Etat, une loi arbitraire qui permet n'importe quoi.

— Vous êtes un écrivain internationalement reconnu, Kurde d'origine, même si vous avez toujours écrit en turc. Que dites-vous à ceux qui insinuent que vous prenez un peu tard la cause des Kurdes?

— Ce sont des rumeurs orientales. On dit n'importe quoi. Dès 1950, j'ai été le premier à écrire sur la situation de milliers de villages qui vivaient sous la terre, comme des bêtes. Et pour écrire, je suis allé dans ces villages où les gens parlaient en kurde en ne sachant pas que je parlais le kurde. Il y a beaucoup de personnages kurdes dans mes 30 romans. Toute ma vie, j'ai parlé des gens opprimés. Il y a même un livre sur moi qui s'intitule: «La réalité kurde dans l'œuvre de Y. Kemal.» Et puis, en 1992 — peu de gens le savent — le président Ozal, qui est l'un des premiers à

avoir osé parler du problème kurde en reconnaissant notamment que sa mère était Kurde, m'a demandé un rapport sur la question. Que j'ai fait, mais dont il n'a pas eu vraiment le temps de se servir avant sa mort.

— Un rapport pour demander le respect des droits des Kurdes?

— Evidemment Ozal a reconnu implicitement les Kurdes en ajoutant que depuis plus de mille ans, les deux peuples vivent en bonne entente, «comme des frères». Alors moi, j'ai demandé à Ozal s'il trouvait normal de couper la langue à un frère? Et la première chose que j'ai mis en avant, c'est l'histoire de ce peuple et ses traditions.

” Nous vivons en Turquie une sorte de fascisme latent. “

Officiellement, depuis septante ans, la position de l'Etat turc, c'est de nier les Kurdes. On dit: «Ce sont des Turcs dont la langue est dégénérée.» C'est faux et je lui ai donné des tas d'exemples comme celui du grand poète des oiseaux, Faqî Teyran, une sorte de Fra Angelico kurde.

— Vous avez osé parler du Kurdistan qui reste un mot tabou?

— Evidemment, il y a une nation kurde. Ces gens ont le droit d'être reconnus et d'avoir leurs écoles, leurs universités, leur identité. Je dis cela pour les Kurdes, mais aussi pour toutes les ethnies qui pourraient faire une mosaïque formidable ici. J'ai toujours répété que le monde est un jardin où doivent fleurir mille fleurs. Et qu'il ne faut pas qu'une seule de ses fleurs disparaisse. Elles se nourrissent les unes les autres. Moi-même, je suis d'origine kurde, je me suis nourri de cela, mais je pense en turc. C'est une question d'époque. De mon temps, on n'avait pas le droit de parler kurde et accéder à la culture se faisait par le turc. Ozal voulait vraiment étudier la question. Mais il a eu du mal à faire passer ses idées parce que les hommes politiques turcs sont très ignorants de l'histoire.

7

24 HEURES

SAMEDI-DIMANCHE
18-19 DECEMBRE 1993

GA

MONDE

ETCÆTERA

UN ÉCRIVAIN
ENGAGÉ

Toute l'œuvre de Y. Kemal est parue chez Gallimard, à commencer par son livre le plus traduit et le plus vendu dans le monde, «Memed le mince», écrit en 1955, mais publié en France vingt ans plus tard. Pour bien connaître Yachar Kemal, un passage obligatoire: ses récents «Entretiens avec Alain Bosquet», Gallimard toujours.

” La conscience humaine, aussi dégénérée soit-elle, ne peut continuer d'ignorer 35 millions de Kurdes! “

— Les intellectuels jouent-ils leur rôle?

— Depuis septante ans, les écrivains et les intellectuels font preuve d'un courage monumental. Peu d'entre eux ont échappé à la prison. Pour les écrivains de mon âge, la prison a été une sorte de première école obligatoire. Aller en prison n'est pas grave pour un écrivain ou un intellectuel, mais on a toujours peur de mourir. Or, depuis un an et demi, une douzaine d'intellectuels qui écrivaient dans le journal *Ozgur Gundem* ont été tués. Je tiens à dire que ce journal n'est pas un journal pro-KK comme le prétend le gouvernement, mais un journal qui dit la vérité sur ce qui se passe au Kurdistan.

— Que dites-vous à ceux qui reprochent à *Ozgur Gundem* de ne pas être assez critique envers le PKK et d'y laisser APO, chef du PKK, y écrire sous pseudo?

— *Gundem* fait ce qu'il faut. Il dit aussi des choses sur les atrocités commises aussi par le PKK, les assassinats d'enfants ou les massacres dans les villages. Et moi, je suis le premier à dénoncer des choses pareilles, comme ce qui s'est produit à Sirmak.

— Vous sentez-vous plus « engagé » au sens politique du mot aujourd'hui?

— J'aimerais, mais c'est tout le contraire. J'ai été extrêmement engagé, comme marxiste, dans ma jeunesse et en vieillissant, j'aurais envie d'être moins engagé. Mais c'est impossible de se taire. Je trouve insupportable que la conscience humaine, aussi dégénérée soit-elle, continue d'ignorer une nation de 35 millions de personnes sur cinq pays. Je l'ai dit au président Mitterrand. Et il faut répéter qu'il y a des gens déportés, bombardés, massacrés. Il y a des milliers d'assassinats dont on sait qu'ils ont été commis par la contre-guérilla. La ville de Lice a été assiégée et il y a eu des centaines de morts, une horreur.

— Pensez-vous que la presse turque fait son travail d'information sur le problème kurde?

— C'est difficile de travailler quand on a peur. Beaucoup de gens ont peur. *Ozur Gunde* est sans cesse interdit. D'ailleurs, pour protester contre cela, nous sommes un groupe de 30 écrivains — dont deux Kurdes — qui avons décidé d'écrire chaque jour dans ses colonnes pour dire notre soutien. Et, pour faire cette action, j'ai contacté des gens que j'estime et qui ont refusé parce qu'ils ont peur. Moi-même, je me considère comme un romancier de la peur à cause de livres comme «Salman le solitaire», «La



Yachar Kemal, le «sage vivant» en turc, est un conteur d'épopées d'un autre âge, un poète de la terre et des brigands.

Horst Tappe

grotte» ou «La voie du sang». Et, à 70 ans, je me dis que je ne devrais pas avoir peur, mais j'ai peur quand même. Mais l'oppression continue et je parle.

— Avez-vous l'impression que l'histoire bégaie?

— Oui. Je pense que depuis septante ans, nous vivons en Turquie une sorte de fascisme latent. Et il n'y aura jamais de démocratie en Turquie si on ne résout pas le problème kurde autrement que par les armes. Et je préviens tout le monde. La démocratie en Turquie, ce n'est pas seulement important pour les Kurdes ou les Turcs. C'est fondamental pour l'équilibre du monde entier dans cette région sensible. De ce point de vue, je trouve que l'Europe n'aide pas assez la Turquie à apprendre la démocratie.

— Avez-vous peur d'une guerre civile?

— Oui, si l'on s'obstine à ne penser qu'à une solution militaire. La politique actuelle n'est qu'une politique de provocations. Mais je dois dire une chose; j'ai confiance dans la grande amitié entre les peuples kurde et

turque. Après tout ce qu'il y a eu ces derniers mois, tous les massacres, il devrait y avoir déjà eu une guerre civile, d'autant qu'il y a plus de Kurdes à Izmir ou Istanbul que dans le sud-est du pays. Dans mon rapport à Ozal, j'ai rappelé que dans la guerre du Vietnam, ce n'est pas seulement le peuple vietnamien qui a vaincu l'Amérique, mais aussi le peuple américain! Et les peuples du monde entier avec.

— Que dites-vous à ceux qui expliquent que la solution est dans le développement économique de cette région?

— Je suis un peu méfiant. Ceux qui parlent d'abord économie sont ceux dont les affaires avec le Kurdistan sont affectés par la guerre. Il y a un Dieu capitaliste qui n'a pas d'état d'âme. Il s'occupe de ses intérêts. Quant au projet du gouvernement dans le sud-est, dit projet GAP, il ne sera pas suffisant et, de toute façon, il faudra au moins dix ans pour qu'il ait des effets. On vit dans une situation pire qu'avant le coup d'Etat de 1971.

Propos recueillis par
Christine Saramito □

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0058 4 I 0276 /AFP-J096

Irak-Kurdes

Le PKK a transféré sa base de la Bekaa (Liban) au Kurdistan d'Irak, affirme Massoud Barzani

MANAMA, 19 déc (AFP) - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) Massoud Barzani a affirmé dimanche que le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK, séparatiste) avait transféré sa base de la pleine libanaise de la Bekaa vers le nord de l'Irak.

"La base du PKK (qui mène la guérilla contre le gouvernement irakien) a été transférée de la Bekaa à Zéli (dans le Kurdistan d'Irak) où ses combattants s'entraînent", a déclaré M. Barzani, dans une interview publiée par le quotidien arabe al-Hayat.

Il a estimé le nombre de ces combattants à un millier, ajoutant que ce transfert "viole un accord (entre le PKK et le +gouvernement kurde+) interdisant au premier toute activité militaire ou d'entraînement au Kurdistan d'Irak".

Le "gouvernement" kurde irakien avait démenti le 11 novembre l'existence de base du PKK dans le nord de l'Irak sous son contrôle.

M. Barzani, dont le parti participe au "gouvernement kurde" s'est déclaré "hostile aux méthodes du PKK", qu'il a qualifié de "parti le plus dangereux pour la nation kurde".

"Il faut empêcher le PKK d'avoir la moindre présence dans notre région (...) et nous ne pouvons accepter cette présence", a ajouté le chef du PDK, menaçant d'"utiliser la force au besoin pour prévenir ces combattants d'entrer" dans le nord de l'Irak.

"Nous soutenons les aspirations nationales de nos frères kurdes en Turquie, en Syrie et en Iran mais nous n'intervenons pas dans leurs affaires intérieures et ils n'ont pas le droit d'interférer dans les nôtres", a ajouté le chef kurde.

mh/bmk

AFP 190922 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0130 4 I 0187 TUR /AFP-KF55

Turquie-Kurdes-Irak

Près de 200 rebelles kurdes mis hors combat dans le nord irakien, selon les autorités turques

ANKARA, 19 déc (AFP) - Près de 200 rebelles kurdes de Turquie ont été mis hors combat lors d'une opération aérienne turque dans la région de Mazi-Zhori dans le nord irakien à 25 km au sud de la localité de Cukurca (sud-est anatolien), a-t-on annoncé officiellement dimanche.

Des chasseurs turcs ont détruit samedi un convoi de cinq véhicules qui transportaient quelque 200 "terroristes" (pour désigner officiellement les rebelles kurdes) et ont "mis hors combat la quasi totalité des rebelles", indique un communiqué de la préfecture de Diyarbakir, responsable des provinces régions sous état d'urgence de la région.

Il s'agit de la troisième opération des forces turques contre des positions du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en territoire kurde irakien depuis le 30 novembre.

Le communiqué ne donne pas de bilan exacte de victime dans les rangs du PKK qui a perdu au moins 113 de ses militants dans les dix derniers jours, selon une compilation de chiffres officiels.

ym/bmk

AFP 191346 DEC 93

Protesting Kurds bring German town to a halt

Reuters/Anatolia Agency

BONN- Thousands of Kurdish protesters demonstrating against Germany's ban on the activities of militant Kurdish groups brought the town of Kassel to a standstill on Saturday. Police said about 3,000 Kurds marched into the center of the town after abandoning their buses on approach roads, bringing traffic around Kassel to a halt for several hours.

The protesters were trying to

attend a rally that had been banned by local authorities on the grounds that it was in support of the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK). Germany banned the PKK and 35 affiliated groups last month, saying they used violence to achieve their aims and were a domestic security threat.

Kurds living in Germany have staged protests across the country ever since and 150 Kurds are due to end a two-week hunger strike today.



BANNING OF KURDS CONTINUE: A Kurdish cultural festival was canceled on Saturday in Kassel, Germany. Thousands of Kurds protested the cancellation and some of them were arrested by the German police. *Reuter Wirephoto*

turkish daily news
December 20, 1993

Turkish jets raid PKK convoy

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish jet fighters raided a convoy of Kurdish militants on Saturday in northern Iraq killing an unspecified number of guerrillas, authorities announced Sunday. According to a written statement from the office of the Emergency Rule Governor, security forces received intelligence reports that a group of 200 terrorists of the clandestine Kurdistan Workers' Party (PKK) were moving

in northern Iraq towards the Turkish border, 25 kilometers south of the Çukurca township in the province of Hakkari.

The statement said the reports were confirmed, and Turkish jets had attacked the convoy of five vehicles carrying the terrorists in the Mazı Zhorı region in northern Iraq. The vehicles were destroyed and many militants who survived the attack were killed while trying to escape, the statement concluded.

turkish daily news — Monday, December 20, 1993

Barzani: PKK bases moved from Bekaa to N. Iraq

*Iraqi Kurdish leader threatens to
use force if necessary to oust
PKK from the region*



Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani

Turkish Daily News

ANKARA- The bases of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which used to be in the Syrian-controlled Bekaa Valley, have now moved to Northern Iraq, Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani said Sunday.

Barzani said in an interview with the al-Hayat daily that he believed about 1000 militants of the organization had come to Northern Iraq, the Anatolia news agency reported from Cairo. He added that the PKK would be considered as having violated a previous agreement between the organization and the Iraqi Kurdish peshmergas if they move their bases there.

Nevertheless, "they have moved their bases to Zeli in northern Iraq. The military maneuvers are carried out there," he said, adding that they were not concerned with this organization's activities in Turkey but their activities in Northern Iraq was another matter.

"They see themselves as an alternative to the Northern Iraqi administration," Barzani said.

He added that he had had a meeting with a Turkish delegation that was chaired by a special envoy of Prime Minister Tansu Çiller.

The Kurdish peshmergas had carried out an operation the search the border region between Iraq

and Turkey three weeks ago but announced that they found no Turkish presence.

A week later, Turkey launched an air raid in the region, which was criticized by the Iraqi kurds, who claimed that not PKK but Iraqi Kurd civilians were killed by the attack.

Barzani told al-Hayat that he received a message from Çiller, in which she said Turkey would compensate for the damage caused by the raid and take precautions that it does not happen in the future.

"We have to stop the PKK, which only has insubstantial activity in our region," he said, adding that the peshmergas would use force if necessary to prevent PKK infiltration into the region.

In a related development, Barzani and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Leader Jalal Talabani held a joint meeting in Erbil Saturday.

They discussed the current security situation in northern Iraq and the arrangement of a long-term strategic agreement that would consolidate cooperation between the two parties and strengthen Kurdish unity.

At the end of the meeting a statement including the following points was released:

●The meeting addressed the security situation in Kurdish towns and discussed the circumstances of recent violent incidents that followed the attack by

a group of armed militia on the HQ of the 24 Brigade of the Kurdish Regional Government unified Peshmerga defence force,

●Both parties agreed to control the security situation jointly and resolve all outstanding issues in a spirit of brotherhood and cooperation. It was also agreed to regulate the bearing of arms by law.

●The implementation of all resolutions that were reached between the leadership of the two parties and the decisions reached by the dialogue committee of the two political bureaus.

●Both parties pledge to unify their practical policies over all major issues affecting the Kurdish movement in general, regional powers and armed militias in Iraqi Kurdistan.

●The establishment of an eight member joint leadership council between the two parties which will include Barzani and Talabani, the Speaker of the Kurdish Assembly, the head of the regional government and two other leading members of each organization, The new council will lead the Kurdish movement in Iraqi Kurdistan.

●Both sides recognized the need of a joint policy and a unified position to promote the interest of Kurdish movement and preserve the Kurdish Assembly and the regional government in a spirit of partnership.

U.S. Hardens Stand On Iraq in Move to Keep UN Oil Ban

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Hardening its position toward Saddam Hussein's government, the Clinton administration wants to impose tough new requirements for lifting the United Nations ban on Iraqi oil exports.

The United States is urging other members of the Security Council to insist that Iraq recognize Kuwait as an independent country and stop persecuting dissident Kurds and Shiite Muslims.

These conditions would be in addition to the council's demands, made at the end of the Gulf war, that Iraq disarm and let the UN monitor its military industries.

The U.S. position, supported by Britain, France and Russia, three of the council's other four permanent members, stems from mistrust

of Mr. Saddam, officials said. It makes it less likely than seemed to be the case a few months ago that Iraq will start selling oil again soon. The position of China, the fifth permanent member, is not known.

Over the last year, the price of oil has dropped from about \$19 a barrel to about \$14.50. This was mainly because of weak demand but also because the market concluded that Iraq was trying to strike a deal with the Security Council that would allow it to sell oil again.

The tougher U.S. policy could lead to a rise in prices.

Setting out the administration's position in an interview Friday, Madeleine K. Albright, the U.S. representative at the United Nations, called for "a two-phased approach" to lifting the ban on Iraqi oil sales.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

MONDAY, DECEMBER 20, 1993

First, she said, Rolf Ekeus, head of the UN commission overseeing Iraq's disarmament, must certify that Iraq has abandoned its nuclear, chemical and biological weapon programs as called for in Security Council Resolution 687.

The special commission must also show, she said, that it is able to monitor Iraqi industry to make sure Iraq does not try to make such weapons again.

"I've said we want a proven track record of six to 12 months' monitoring," Mrs. Albright said.

But in addition, she said, Iraq's compliance with other Security Council resolutions must be taken into account in "any assessment of its readiness to rejoin society."

This means the Iraqi president must give "clear evidence of respect for Kuwait's borders" and also "show respect for his own people" by ending his blockade of the Kurds in the north and his attacks against dissident Shiite Muslims in the south.

This summer, Mr. Ekeus got a green light from Washington, Paris

and London before going to Baghdad to try to persuade Iraqi officials their best chance of getting the oil embargo lifted was by cooperating with the disarmament requirements imposed at the end of the Gulf War.

Mr. Ekeus based his talks on a literal reading of Resolution 687, which says the ban on foreign countries' buying Iraqi oil "shall have no further force or effect" once the council decides Iraq has complied fully with its disarmament demands.

Iraq would thus be free to resume oil exports, and reap billions of dollars in revenue, though the Security Council is expected to insist that a third of the money be used as compensation for victims of Iraq's invasion of Kuwait.

But U.S. officials now argue that the council is effectively being asked to judge the likelihood that Mr. Saddam will continue respecting those provisions after the ban on oil sales is lifted.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0391 4 G 0335 FRA /AFP-VY80

Divers-incendie

Incendie de Mulhouse : l'enquête s'annonce difficile alors que le propriétaire soupçonne les séparatistes kurdes

MULHOUSE, 20 déc (AFP) — Au lendemain de la confirmation de la thèse criminelle dans l'enquête sur l'incendie d'un immeuble occupé par des Turcs qui a fait six morts et cinq blessés, le 21 novembre à Mulhouse (Haut-Rhin), l'enquête s'annonçait délicate, mardi, alors que le propriétaire de l'immeuble affirmait soupçonner les séparatistes kurdes.

Les résultats des analyses de prélèvements ont révélé des traces d'hydrocarbures dans la cage d'escalier, notamment au premier étage, où se trouvait l'appartement du propriétaire, Bayram Gocurucu.

Les enquêteurs n'excluaient, mardi, aucune piste, vengeance d'ordre privé ou commercial, acte raciste. Mais ils ont également entendu le propriétaire qui leur a détaillé les tentatives de prélèvement "d'impôt révolutionnaire" par des inconnus de la mouvance du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, en lutte contre le régime d'Ankara). Une pratique selon la police répandue en Alsace, où est installée une forte communauté turque.

M. Gocurucu, qui a toujours soutenu la thèse d'un acte criminel, a réitéré, mardi, à des journalistes ses soupçons à l'encontre des séparatistes kurdes.

Affirmant "avoir toujours peur", M. Gocurucu a expliqué qu'entre septembre et fin octobre derniers, différents groupes d'hommes, inconnus de lui et se réclamant "de la cause kurde", étaient venus quatre ou cinq fois à son magasin ou à son étal au marché lui réclamer une somme de 15 à 20.000 francs.

Devant ses refus réitérés, les hommes, sans proférer de menaces explicites, auraient indiqué à leur dernier passage qu'ils auraient "de toutes façon cet argent". M. Gocurucu, qui avait ouvert son commerce en 1990, affirme n'avoir été victime d'aucune demande "d'impôt révolutionnaire" avant cet automne.

Le 3 novembre, le commerçant déposait plainte contre X au commissariat pour tentative d'extorsion de fonds.

FRA0519 4 I 0233 IRK /AFP-RS66

Irak-Kurdes

Affrontement inter-kurde dans le nord de l'Irak: 10 morts ou blessés

ERBIL (Irak), 20 déc (AFP) — Deux formations kurdes irakiennes se sont affrontés lundi dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad, ont indiqué des responsables kurdes dans cette région, ajoutant que l'affrontement a fait dix morts ou blessés.

Six combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) et deux de la Ligue islamique du Kurdistan (LIK) ont été tués ou blessés dans ces combats, selon des responsables du "gouvernement" kurde

autoproclamé dans le nord de l'Irak.

Les combats, ont-ils précisé, se sont déroulés dans les localités de Rania et Koysengak, près de la frontière avec l'Iran.

Parmi les victimes figurent deux personnes non-identifiées, ont-ils indiqué.

De sources proches du PDK, on a accusé le LIK d'avoir provoqué les combats à l'instigation de l'Iran. Le LIK s'est refusé pour sa part à fournir les raisons des combats.

Des affrontements ont eu lieu il y a une semaine entre le PDK et une aile du parti socialiste kurde dirigée par Hama Haci Mahmoud, personnalité proche de l'Iran, faisant au moins trois morts.

Le PDK, qui constitue avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) les deux principales formations kurdes d'Irak, avait accusé M. Haci Mahmoud d'exécuter un plan iranien pour destabiliser la région.

ls-mch/mfo

AFP 202238 DEC 93

Le Monde-20 décembre 1993

DIPLOMATIE

La Turquie et le Liban renforcent leurs relations

Le premier ministre turc, Tansu Ciller, et son homologue libanais, Rafic Hariri, ont abordé « tous les aspects » des relations bilatérales, jeudi 16 et vendredi 17 décembre, au cours de la première visite officielle en Turquie d'un premier ministre libanais, qualifiée de « très importante » par une source gouvernementale turque. Les entretiens ont notamment porté sur la coopération en matière de sécurité, en particulier contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a indiqué la même source. La Turquie, qui souhaite aussi procéder à des échanges d'informations, a demandé au Liban de ne pas autoriser le PKK — qui dispose d'un camp d'entraînement dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien — à agir sur son territoire. On indique de source turque qu'Ankara s'est félicité de « l'attitude constructive » de M. Hariri sur le dossier du PKK. — (AFP)

L'Humanité

20 décembre 1993

Attaque turque au Kurdistan

A Ankara, on annonçait officiellement, dimanche, que « près de 200 rebelles kurdes » avaient été mis hors combat lors d'une opération aérienne turque dans la région de Mazi-Zhori dans le nord irakien, à 25 km au sud de la localité de Cukurca, elle-même située au Kurdistan turc. Les combattants kurdes auraient péri dans le bombardement de leur convoi par des chasseurs turcs. Il s'agit de la troisième opération des forces turques contre des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan en territoire kurde irakien depuis le 30 novembre.

A Paris, les 23 Kurdes, qui observaient depuis 15 jours une grève de la faim pour protester contre l'interdiction de leurs associations, ont annoncé hier qu'ils cessaient leur mouvement.

Libération — 18 décembre 1993

EXPULSION. Un Kurde débouté du droit d'asile risque de prendre l'avion de force dimanche, à Nice, à destination de la Turquie. Il avait refusé d'embarquer le 12 septembre. La préfecture des Alpes-Maritimes semble vouloir le mettre sous escorte policière dans le vol Nice-Istanbul. Cette initiative est contraire à la demande de ne pas reconduire de Kurdes à la frontière turque sans l'avis de l'administration centrale, demande faite le 20 novembre dernier aux préfets par le ministère de l'Intérieur.

World Fax News — 20 décembre 1993

DIYARBAKIR (Turquie) (AP) — Environ 200 personnes ont trouvé la mort samedi au cours des derniers raids de l'aviation turque contre des combattants kurdes de Turquie qui se trouvaient en territoire irakien, a-t-on appris dimanche auprès du bureau du gouverneur de la région de Diyarbakir (Sud-Est de la Turquie).

turkish daily news / December 21, 1993

Iraqi Kurds join leadership, prepare to crackdown on PKK

Turkish Daily News

ANKARA- The two majority parties in Kurdish-controlled northern Iraq are expected to take stronger action against Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the coming days.

On Saturday, the politburos of Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) met to conclude an agreement to create a strategic alliance between their forces.

The process had started on Oct. 18 when the KDP and PUK established a joint communique to prepare the grounds for a strategic agreement.

Having finalized work in this field, Talabani and Barzani signed this weekend a major decision to create a joint leadership committee, for all of Iraqi Kurdistan.

One of the highlights of the agreement was the decision to send all questions concerning domestic and foreign issues to the new leadership council. The KDP and PUK would thus act according to the decisions of this committee.

Based on Iraqi Kurdish sources, the council is to consist of Barzani, Talabani, the Parliament speaker, the Kurdish prime minister and two members from both the KDP and the PUK. Kurdish relations with Baghdad and neighboring countries will be decided by this council.

In a statement issued after the meeting, the Kurds stressed that this council "will decide on all major issues regarding Kurdistan." The statement also noted that "relations with other Kurdish movements and specifically the PKK," would be decided by this council as well.

Sources now report that preparations in northern Iraq are underway to introduce serious measures against the PKK and to obstruct this organization's activities against Turkey. Barzani, who has lashed out at the PKK for not

abiding by its previous agreements with the Kurds, is also inclined to throw the organization out of the Zaleh region on the Iranian border. About a thousand militants are based in Zaleh, some 250 kilometers from the Turkish border, where they train and head back into Turkey either over Iran or through northern Iraq. "Very soon, there will be serious measures introduced against the PKK," a source close to Barzani told the Turkish Daily News on Monday.

"We will use force if necessary to prevent its elements from entering our territory," Barzani told the London-based Arabic Al Hayat newspaper over the weekend. "I am against the methods of the PKK. It presents the most significant danger for the future of the Kurdish nation," he said.

Barzani currently describes the PKK as a terrorist organization and argues that its methods of warfare, which have so far claimed more than 11,000 lives in the Turkish southeast, justify this definition.

PUK leader Talabani, on the other hand, brands the PKK as "a nationalist movement with extremist policies."

Asked whether Talabani was less enthusiastic to contend with the PKK, Barzani said recently, "Sometimes my brother Jalal is even more enthusiastic but sometimes he is less. My enthusiasm, on the other hand, is permanent."

Barzani and his KDP have suffered the most from PKK activities in the region

which have frequently sparked off Turkish air raids during which civilian settlements allegedly have been hit as well.

The KDP is a dominant political force in the border area. On several occasions, in retaliation to PKK attacks, Turkish warplanes have even hit Barzani's hometown of Barzan. The Kurdish leader claimed such activities were meant as a warning to him, but cautioned in turn that such policies would backfire on Turkey.

The border area was evacuated by Kurdish peasants two years ago following an Iraqi attack and has since been uninhabited. The Iraqi Kurds insist that to repopulate these areas, Turkish air raids must cease. "The people are otherwise afraid to return," Barzani said.

The Kurds have a trained army force of some 4,000 peshmergas in northern Iraq in contrast to Turkey's 140,000 troops in the southeast region.

The Kurds insist that border security is a joint task and Turkey, with its greater resources, could have a much better chance of guarding the border area than they. Talabani recently told the TDN that most of the PKK militants were crossing into northern Iraq from Turkey and called on Ankara to do more to secure its borders.

Observers believe that with the new agreement between the PUK and KDP, the Iraqi Kurds will be obliged to take the strong action they have promised against the PKK and prevent that organization from using the area to attack Turkish targets.

Report: Western oil firms talk with Iraq

Reuters

NICOSIA- Several Western oil companies, including U.S. majors, have held extensive exploratory talks with Iraq on future oil production, the Middle East Economic Survey (MEES) said on Monday.

The newsletter said Iraq had been holding intermittent talks with foreign oil firms since mid-1991.

"It can only be assumed that the American firms have received some sort of green light from Washington before holding such senior level meetings," MEES said.

It said senior Iraqi oil officials and representatives of a sizeable number of American and European oil companies held extensive rounds of exploratory talks in Amman over the past three weeks on possible upstream activities and projects. Discussions covered possible production sharing agreements and technical service contracts.

Any agreements would depend on the lifting of U.N.

sanctions, but Iraq plainly wants to position itself to move quickly once they are lifted.

Diplomats and analysts say the earliest the general ban on buying Iraqi oil could be lifted is mid-1994 and many say it is unlikely before the end of 1994 or early 1995.

MEES said the areas being discussed included discovered but undeveloped fields in south Iraq, and exploration and appraisal of other acreage such as the western desert, the central area and the northwestern region near the Syrian border. "Iraq offered to provide the companies with seismic and geological data during the next round of talks, provided that these meetings are held in Baghdad from now on," MEES said. The newsletter said the firms Iraq had earlier been holding talks with had been principally France's Total SA and Elf Aquitaine and Italy's Agip SpA, as well as some independent U.S. oil companies.

"It is expected that a strong competitive play will gather momentum during the next few months over the establishment of a stake in the highly promising and rewarding acreage that Iraq is opening for foreign joint ventures when the sanctions are lifted," MEES commented.

The newsletter interpreted the freeing over the past two weeks of British, French and German prisoners as the removal of one more obstacle in the way of the lifting of sanctions.

Defense Minister Gölhan: PKK wiped out by summer

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Defense Minister Mehmet Gölhan said on Monday that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) would be finished off by winter's end.

"We'll break its backbone and chop off its head. And before the onset of summer, the greater part of the job will have been done," he said.

Parliament passed a TL 77,669,445 million Defense Ministry budget for 1994. The Defense Ministry budget makes up 9.4 percent of the total budget. In 1983, its percentage was higher, at 10.4.

Addressing Parliament, Gölhan said it was compulsory for Turkey to base its defense industry upon natural resources, citing the current 60 percent share of domestic industry in the production of fighter planes as a very auspicious development for Turkey. Referring to Turkey's 250,000 draft evaders, the defense minister said that his ministry had only pointed out the gravity of the problem and had not drafted any evaders. He added that if those university students who failed classes for two consecutive years were forcibly drafted, approximately 80,000 students would have to join up. Gölhan disclosed that 30 percent of those of conscription age had had their military service deferred to a later date. Of evaders, 22 percent are muster evaders or draft dodgers in hiding, he said, adding that 7 percent were medically unfit to do their military service.

"Totally, they constitute 60 percent of those old enough to be conscripted," Gölhan said. The defense minister added that a total of 250,000 youths, including those who have had their compulsory military service deferred, are old enough to be conscripted.

He added that the en bloc recruitment of all such people was out of the question, considering the limited housing capacity of military training facilities.

Touching on the Greek position on the PKK problem, Gölhan said that Greece's approval of PKK terrorism was regrettable, adding that humanitarian aid to Armenia had only been sent after the Azeri authorities consented. Referring to defense projects, Gölhan said \$1 billion's worth of

equipment and services would be purchased from abroad for Turkey's F-16 fighter planes project, adding that \$853 million had been allocated to the project from the national budget. Gölhan said \$2.5 billion's worth of finances had been obtained via U.S. foreign military sales loans. He disclosed that 130 fighter planes had been given to the Turkish Air Force up to Dec. 1 and that 30 more would be produced. Gölhan said that 46 F-16s were being produced for the Egyptian Air Force at Ankara's Muried facilities. He added that CASA light transport planes would soon roll off the production line there and that the production of Stinger missiles had also started.

The defense minister revealed that 35 general-purpose helicopters had so far been delivered to Turkey by the United States. "Ten more will be delivered in January," he added. The minister said the delivery of 20 transport helicopters purchased from France would start in 1994.

Gölhan said four of eight frigates purchased from the United States had been delivered and that the remainder would be delivered next year.

Criticism of the budget

Criticism directed against the Defense Ministry budget was aimed more at the internal processes of the Turkish Armed Forces than at purchases made by the ministry. Welfare Party (RP) Van Deputy Feullah Erbaş criticized regulations preventing the entry of religious high school graduates to War Academies.

He demanded that "battalion prayer leaders" be appointed, adding that his party was extremely disturbed by the expulsion of Turkish military officials on the grounds that their spouses wore headscarves or refrained from certain social activities violating their religious beliefs.

He also opposed what he called the politically-motivated awarding of defense industry contracts to certain countries in an attempt to enter the European Union.

Hasan Basri Eler, a Republican People's Party (CHP) representative, said he was opposed to the exploitation of the defense industry by political means.

"Certain contracts awarded to certain

countries to win them over to our side will turn Turkey to a garbage dump of defense products," he said.

Referring to PKK terrorism in the South-east, Eler said security forces had to differentiate between innocent locals and terrorists. He further criticized the failure of the Turkish Chief of Staff headquarters to brief members of Parliament in a secret session following the briefing of Prime Minister Tansu Çiller and press members.

Saying borders were still controlled by the gendarmerie, Eler argued that border security must be handed over immediately to the Land Forces. "So that the gendarmerie could be more effective in effecting internal security," he said.

True Path Party (DYP) Manisa Deputy Tevfik Diker argued that nationalist movements in the Balkans and Caucasus threatened security, adding the Russian stand on CFE (Treaty on Reducing Conventional Forces in Europe) stemmed from the United States' meek approach. He maintained that Turkey had to increase its national defense power because it was dependent on the protection of U.S. nuclear power.

The RP Sakarya deputy claimed that the designs of the Czarist Russians were still valid today, adding that a crusader mentality had been displayed in Bosnia, that Western powers ignored the fact that Algerian Muslims had won the elections in that country, and that more funds had to be allocated to research in the defense industry. Motherland Party (ANAP) Istanbul Deputy Burhan Çelebican argued that following the developments in Russia, justifications for NATO's existence had been annulled and that Turkey had to opt for a new defense strategy.

He demanded that the upcoming decision on extending the term of stay of Operation Provide Comfort had to be taken very carefully given its aim to establish a federated Kurdish state in northern Iraq. He further demanded that the main opposition leader and the interior minister be accorded permanent status within the National Security Council (MGK).

The Defense Ministry budget passed through Parliament with all deputies present voting "yes."

Les Turcs reconnaissent que le conflit kurde est une guerre

La rébellion kurde s'intensifie et l'armée ne peut pas exercer un contrôle réel des montagnes-forteresses du PKK.

Le ministre d'Etat turc Necmettin Cevheri vient d'aller soutenir le moral des rares habitants restant à Lice, ville partiellement détruite lors de combats contre la guérilla kurde: en hélicoptère parce que les routes sont trop dangereuses, et aussi entouré de dizaines de gardes puissamment armés.

CONTRÔLE DIFFICILE

Le Gouvernement turc ne cache plus qu'il mène une véritable guerre aux séparatistes kurdes mais, s'il leur a infligé de rudes revers, il n'arrive encore à exercer qu'un contrôle très partiel sur leur bastion dans le sud-est montagneux du pays, région très pauvre où le Parti des travailleurs du Kurdistan, plus connu sous ses initiales de PKK, a lancé voilà une dizaine d'années son combat pour réclamer l'autonomie. Les combattants du PKK, estimés à 7000 par le Gouvernement et à plus de 15 000 par eux, maintiennent toute la région en otage.

Ces derniers mois, le conflit local s'est transformé en véritable guerre, qui menace l'économie et l'équilibre social de toute la Turquie. Ce pays est un allié vital pour les pays occiden-

taux, en raison de sa situation géographique: aux portes des remuants pays du Caucase et à l'entrée du Moyen-Orient. Selon certaines analyses, le Gouvernement consacre chaque année à la guerre plus de 36 milliards de FF, et les tensions ethniques se sont accrues.

PLUS QUE DU TERRORISME

Pendant des années, le Gouvernement d'Ankara a traité ce foyer comme un problème de terrorisme localisé, ignorant les demandes des Kurdes qui réclament une autonomie et la protection de leur langue et de leur culture. Aujourd'hui, le Gouvernement a engagé 140 000 soldats dans cette guerre.

Les brutalités du PKK lui ont aliéné la plupart des six millions de Kurdes de la région et ont révolté le pays tout entier. Les militants du PKK n'hésitent pas à assassiner des enseignants et les civils qui ne coopèrent pas. Presque chaque semaine, les obsèques d'un soldat turc sont l'occasion d'un rassemblement anti-PKK. Exemple récent: 33 soldats, tous âgés d'une vingtaine

d'années, ont été exécutés froidement d'une balle dans la tête après avoir été capturés.

OPÉRATIONS CRITIQUÉES

Mais les opérations de l'armée ont aussi déclenché des critiques. L'armée, en effet, abuse des évacuations forcées de villages, de tabassages et de destructions de maisons. Le Gouvernement a toujours dit que les excès étaient punis.

Lice, une ville située à 110 km de Diyarbakir, la principale ville du Sud-Est, a été le théâtre d'un des plus gros «coups» du PKK: l'assassinat d'un général lors d'une bataille le 22 octobre dernier. Plus de 10 000 personnes sont mortes depuis le début de l'offensive du PKK en 1984, et près de 1000 depuis août.

RÉGION DANGEREUSE

La région de Diyarbakir est devenue un véritable coupe-gorge: il est risqué d'emprunter les routes du sud-est et toutes les écoles sont fermées, à cause des menaces du PKK. Au moins 500 000 personnes ont fui la violence et se sont réfugiées à Diyarbakir (1,5 million d'habitants).

Les efforts de la Turquie ont été soutenus récemment par des opérations en France et en Allemagne contre les représentations du PKK - qui s'est aussi engagé ces derniers mois dans des prises d'otages occidentaux, ensuite libérés. AP

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0255 4 I 0209 RFA /AFP-UK69
Allemagne-Kurdes

Les organisations kurdes interdites vont déposer un recours en justice

BONN, 21 déc (AFP) - Les avocats du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des 35 autres organisations kurdes qui ont été interdites le 26 novembre en Allemagne ont annoncé mardi à Bonn leur intention de déposer une plainte devant la Cour administrative fédérale pour faire annuler les interdictions.

Cette mesure, qui touche le PKK, en lutte armée contre le pouvoir en Turquie, ainsi que de nombreuses associations culturelles soupçonnées de lui servir de couverture, "tue toute la vie culturelle et politique" des Kurdes en

Allemagne, a déclaré l'avocat Carl Heydenreich lors d'une conférence de presse.

L'interdiction prononcée par le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther "est la continuation de la politique d'oppression de l'Etat turc", a plaidé Me Heydenreich.

Les avocats ont distribué un document attribué à un "Comité pour la défense des droits des Kurdes en RFA", qui justifie "la lutte armée du peuple kurde, car tous les autres moyens ont échoué".

Le texte regrette néanmoins les affrontements qui ensanglantent le sud-est de la Turquie et exprime l'espoir de voir émerger une solution politique au problème kurde.

cpb/sp
AFP 211432 DEC 93

FRA0254 4 IA 0159 TUR /AFP-UK27

Turquie-presse

29 employés du journal pro-kurde Ozgur-Gundem toujours "en garde à vue"

ANKARA, 21 déc (AFP) - Vingt-neuf employés du journal pro-kurde Ozgur-Gundem (30.000 exemplaires) se trouvaient toujours mardi en garde à vue après leur arrestation par la police le 10 décembre, journée internationale des droits de l'Homme, lors de perquisitions au siège et dans les bureaux provinciaux du quotidien.

Les 19 collaborateurs arrêtés à Istanbul doivent comparaître devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul (CSE) au plus tard vendredi, selon des sources judiciaires.

Me Osman Ergin, l'avocat du journal, a déclaré à l'AFP qu'aucune accusation n'avait encore été retenue contre ces personnes, ni contre les 10 arrêtées dans des bureaux provinciaux. Le procureur de la Cour soupçonne le quotidien d'être un organe du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon Me Ergin qui rejette catégoriquement cette accusation.

YM/sp

AFP 211430 DEC 93

Le Monde
21 décembre 1993

IRAK

Une base des séparatistes kurdes de Turquie a été transférée dans le nord du pays

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), Masoud Barzani, a affirmé que le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK, séparatiste) avait transféré sa base de la plaine libanaise de la Békaa vers Zéli, dans le nord de l'Irak, « où ses combattants s'entraînent ». Dans un entretien publié, dimanche 19 décembre, par le quotidien arabe *El Hayat*, M. Barzani a estimé le nombre de ces combattants à un millier. Ce transfert constitue une « violation d'un accord (conclu entre le PKK et le « gouvernement » kurde) interdisant au PKK toute activité militaire ou d'entraînement au Kurdistan d'Irak », a-t-il souligné. Le chef du PDK, dont les propos contredisent un récent démenti du « gouvernement » kurde irakien concernant la présence de bases du PKK sur ce territoire, a menacé d'« utiliser la force au besoin » pour les déloger. — (AFP.)

L'Indépendant
20 décembre 1993

Turquie : raid aérien contre des Kurdes du nord irakien

ISTANBUL. — L'aviation turque a attaqué des positions rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, déclare l'agence anatolienne de presse.

Un convoi de cinq véhicules appartenant à des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été détruit au cours de l'opération, menée dans la région du Mazi Zhorî, au sud-est de la province turque de Cukurca. Un raid similaire avait provoqué la semaine dernière la mort d'une cinquantaine de rebelles du PKK.

Presse de la Manche — 23 décembre 1993

Aide aux agriculteurs du Kurdistan

Serge Mouhedine (1) qui s'occupe de l'association aide aux agriculteurs du Kurdistan d'Irak, continue son action qui débuta au cours de l'été 92.

Lors d'une rencontre à Hambye, il a bien voulu nous apporter quelques informations sur les actions entreprises.

« En effet, lors de notre voyage en juillet 1992 dans cette région du monde durement touchée par la guerre, nous avons pu constater les dégâts : 3.400 villages complètement détruits et une agriculture réduite à néant.

Face à cette situation, nous ne pouvions pas rester insensible et naquit en nous une volonté de venir en aide à ce peuple. Les besoins étaient nombreux mais nous avons voulu commencer par la base, c'est-à-dire : aider l'agriculture.

En 1993, nous avons réalisé deux projets :

- Réalisation d'une pépinière à Dohuk, grâce aux dons de 70.000 jeunes plants (pommiers, poiriers, pêchers).

- Distribution de 45 kg de semences (choux, carottes, aubergines, oignons, poireaux, laitue) offertes par des sociétés productrices de graines.

- Le 3^e projet est en cours de réalisation, c'est la reconstruction du village de Paraki.

Aujourd'hui, l'agriculture recommence doucement mais les besoins restent nombreux et lors de notre voyage en juillet 93, nous avons reçu de nombreux projets ».

Et, Serge Mouhedine nous fait part des besoins actuels :

- **Graines et jeunes plants** : pommiers, poiriers, pruniers, pêchers.

- **Semences** : lentilles, pois chiche, pomme de terre, coton, tournesol, tomates, pastèques, haricots verts, concombres, fèves, oignons, courgettes, radis, carottes, aubergines, navets, melons, haricots blancs, betteraves, choux, choux-fleur, sésame, poivrons, lentilles noires, riz et orge, blé, luzerne (aliment pour le bétail).

- **Engrais** : phosphates, engrais simple, engrais composés.

- **Produits phytosanitaires** : fongicides, insecticides, herbicides.

- **Produits vétérinaires** : antibiotiques, médicaments gastro-intestinaux, médicaments respiratoires, vitamines, hormones, vermifuges, vaccins (peste, variole, brucellose, fièvre aphteuse et charbonneuse etc), besoins pour les inséminations artificielles (gants de fouille etc) et instruments (ciseaux, seringues, stérilisateurs, microscopes etc).

- **Matériel pour un centre d'apiculture** : équipements et instruments, pour les apiculteurs, matériel pour la ruche.

- **Besoins pour un élevage de poules pondeuses** : poussins d'un jour, aliment, médicaments et vaccins, antibiotiques, etc.

- **Matériel agricole usagé** : l'université de Soulaïmaniya recherche pour sa station expérimentée : 2 stations de pompage, des tracteurs, charriots, pulvérisateurs, pesticides et citernes.

CALLISTEPHUS

(1) Association aide aux agriculteurs du Kurdistan d'Irak, « La Martinière », 50450 Hambye, tél. 33.50.74.27 ou 33.90.42.07, fax 33.51.93.10.

Offensive contre les séparatistes kurdes

Turquie : la guerre diplomatique

Après l'interdiction du PKK en France et en Allemagne, Ankara espère le soutien de Téhéran.

A défaut d'initiative politique, l'offensive diplomatique et militaire d'Ankara contre les séparatistes kurdes du PKK se précise et s'étend. La visite, aujourd'hui en Turquie, du vice-président iranien Habibi et le mitraillage, dimanche au Kurdistan d'Irak, d'un convoi de maquisards du PKK (200 rebelles « hors de combat ») l'atteste.

Abdülkadir Ates, député social-démocrate du sud-est et ministre du Tourisme, explique au *Figaro* pourquoi le gouvernement de M^{me} Tansu Ciller s'interdit de négocier avec le PKK : « On ne peut pas tendre un rameau d'olivier à des gens qui attaquent les écoles et tuent des constructeurs de barrages hydro-électriques. »

On assiste depuis l'échec de la trêve de mai à l'accélération du cycle terrorisme-répression et à la banalisation des incursions terrestres et aériennes de l'armée turque au Kurdistan d'Irak. Le raid de dimanche est le troisième depuis le 30 novembre. Sur le territoire turc, quelque 200 000 militaires font la chasse à environ 10 000 ou 15 000 guérilleros, appuyés par plusieurs dizaines de milliers de « résér-

vistes ». Aux assassinats perpétrés par les « barbouzes » de la « contre-guérilla » et aux pacifications meurtrières de bourgades comme Lice (140 morts, en octobre, selon les Kurdes) font écho les exactions du PKK décidé à mettre la population kurde au pas : des dizaines de villageois massacrés comme progouvernementaux et une quarantaine d'instituteurs « exécutés » comme propagandistes de la langue turque. A Ankara, les « durs » ont obtenu la suspension d'Ozgur Gundem, le seul journal kurde et réclament l'expulsion des députés kurdes du Parlement.

L'état-major est persuadé que le « terrorisme » cessera s'il prive le PKK de ses « sanctuaires ». Il a conclu des accords avec les dirigeants kurdes d'Irak, et tout particulièrement avec Massoud Barzani. Barzani et son allié rival Jalal Talabani savent que leur région, qui est coupée de Bagdad depuis le printemps 1991, ne peut survivre sans les marchandises qui transitent par la Turquie. Cette coopération satisfait de moins en moins l'armée turque. D'où la multiplication des incursions et bombardements...

et une déclaration, fort attendue à Ankara, de M. Barzani accusant le PKK de violer un accord avec le gouvernement kurde d'Irak en entraînant un millier de guérilleros dans la base de Zeli (Kurdistan d'Irak).

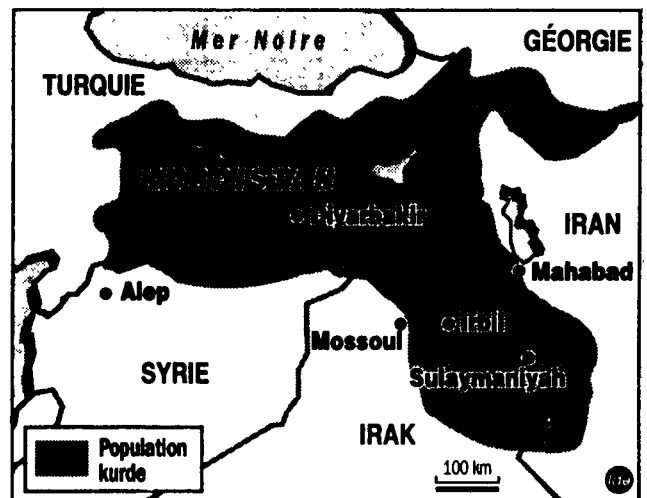
Coopération

Les efforts des diplomates turcs pour « verrouiller » le PKK commencent à donner des résultats. L'Allemagne puis la France ont donné un coup d'arrêt à ses activités sur leurs territoires. La Syrie et le Liban ont promis leur assistance... La visite à Ankara du vice-président irakien M. Habibi est importante. Les Turcs attendent de l'armée de Téhéran qu'elle interdise au PKK de transiter par le territoire iranien. M. Habibi a déjà promis une plus grande coopération. Il attend en retour un contrôle renforcé des

autorités turques sur les opposants iraniens - moudjahidine du peuple et PDKI (kurdes) - très présents en Turquie.

Dans quelques jours, le Parlement turc doit débattre du renouvellement du mandat de l'opération interalliée « Provide Comfort » déclenchée en 1991 pour protéger les Kurdes d'Irak des foudres de Saddam Hussein. Traumatisés par les « exploits » du PKK, les députés sont très partagés sur le bien-fondé du soutien occidental à une « entité » kurde qui embarrasse toutes les puissances régionales. Le gouvernement, qui aide économiquement les Kurdes d'Irak, considère cette solution comme un moindre mal. Il n'a pas oublié l'exode en Turquie de centaines de milliers de malheureux fuyant, durant l'hiver 1990-1991, les hordes irakiennes ! Il ne veut pas que ce drame se renouvelle.

Claude LORIEUX



Le Parisien — 21 décembre 1993

L'incendie de Mulhouse n'était pas accidentel

● L'enquête sur l'incendie, dans lequel six Kurdes sont morts et cinq autres ont été blessés à Mulhouse (Haut-Rhin), le 21 novembre dernier, accreditte la thèse d'un acte criminel. En effet, les expertises ont révélé des traces d'hydrocarbures dans les prélèvements effectués dans les débris de l'immeuble où ils habitaient. Le magistrat a requalifié son information en « destruction volontaire ». Le Kurde propriétaire de l'immeuble incendié avait porté plainte, début novembre, en affirmant que des hommes du PKK tentaient de le racketter.

LE FIGARO-21 décembre 1993

MULHOUSE Incendie criminel

□ Des traces d'hydrocarbures ont été retrouvées dans les prélèvements effectués dans les débris d'un immeuble dont l'incendie avait fait six morts et cinq blessés, tous des Kurdes, le 21 novembre à Mulhouse (Haut-Rhin), accreditant la thèse d'un sinistre d'origine criminelle. Les premières expertises font état de traces d'hydrocarbures dans la cage d'escalier, au niveau du premier étage de l'immeuble.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0339 4 I 0208 TUR /AFP-JA92

Turquie-Allemagne

Le journaliste allemand Waldberg gracié par le président turc

ANKARA, 23 déc (AFP) — Le journaliste allemand Stefan Waldberg, condamné à une peine de prison en Turquie pour "coopération" avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a été gracié par le président Suleyman Demirel, a-t-on appris jeudi de source présidentielle à Ankara.

Le président Demirel "a annulé le reste" de la peine de prison prononcée en janvier 1993 contre le journaliste allemand, à la suite d'une expertise médicale selon laquelle M. Waldberg souffre d'une "psychose chronique", a déclaré à l'AFP une source présidentielle.

M. Waldberg, 29 ans, collaborateur d'une radio privée de Fribourg-en-Bresgau, avait été condamné en janvier 1993 à Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde) à trois ans et neuf mois de prison pour "coopération" avec le PKK. Il avait été arrêté en octobre 1992 à la frontière turco-irakienne de retour du nord irakien où il avait séjourné dans des camps du PKK, selon la justice turque.

Les autorités turques avaient évoqué la possibilité d'une extradition dans le cadre des conventions du Conseil de l'Europe lors d'un voyage du chancelier Helmut Kohl en Turquie en mai 1993.

CE/ms

AFP 231754 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0251 4 I 0200 TUR /AFP-IB51

Turquie-Kurdes-Irak

Le gouvernement pour la reconduction de la force multinationale

ANKARA, 23 déc (AFP) — Le gouvernement turc s'est déclaré jeudi en faveur de la reconduction, pour une période de six mois, du stationnement en Turquie de la force multinationale chargée de la protection des Kurdes d'Irak et de l'aide en leur faveur, a-t-on appris de source officielle.

La décision du gouvernement de coalition droite-gauche de demander au parlement cette reconduction est due à "l'instabilité et à l'insécurité" qui règnent en Irak, notamment dans le nord du pays contrôlé par les Kurdes d'Irak, a expliqué le porte-parole du gouvernement, Yildirm Aktuna.

Mercredi, le Conseil national de Sécurité avait émis un avis allant dans le même sens. Cette instance, formée de militaires et de membres du gouvernement, s'était déclarée en faveur d'une prolongation pour une période "convenable".

Une éventuelle prorogation de la durée de mission de la force multinationale, basée notamment à Incirlik (base aérienne américano-turque près d'Adana, sud) depuis juillet 1991, doit être prononcée par le parlement turc d'ici au 31 décembre, date d'expiration du mandat de cette force.

YM/chm

AFP 231527 DEC 93

War against Kurdish separatists becomes matter for all Turks

'They are trying to destroy the social fabric of the country'

By Daniel J. Wakin
Associated Press Writer

ANKARA- The scenes and strains of war have finally begun to grip this country after 10 years of a faraway fight against Kurdish rebels.

The body bags keep coming home, the financial burden is growing and intolerant nationalism is emerging.

With a recent surge in the violence, the war is dominating public discourse and worrying many Turks and foreign diplomats about its effects on the country.

Once the government dismissed Kurds as "mountain Turks" and referred to attacks in the remote and poor southeast by the autonomy-seeking Kurdistan Workers' Party as isolated terrorist incidents.

But 10 years of fighting have gone by, and the government's reported death toll has gone beyond 10,000, nearly 2,000 in the past year alone.

From September through October, 453 villagers and 200 security officials were killed, said Governor Ünal Erkan, who has police and administrative authority over 13 provinces in the southeast. Pictures of dead women and children often appear on the front pages of newspapers.

Last month, the military chief of staff acknowledged the fight amounted to a "low intensity war."

The government has devoted 150,000 soldiers and paramilitary police to the fight against the guerrillas, who the authorities say number 7,000, less than half what the PKK claims.

Turkey, already burdened with nearly \$60 billion of debt and 67 percent inflation, is spending about \$6.6 billion a year on the war, a figure expected to rise. That compares to a projected 1994 budget of \$32 billion.

The economy in the southeast has been devastated. Banks are pulling out, sales of consumer goods are down 20 percent and private investment has nearly ceased, the Ankara Chamber of Industry said in a study. Hundreds of thousands of Kurds have moved westward.

The psychological and social effects run deep. Even though only a minority of the country's 12 million Kurds support the PKK, the violence has forced many of them, as well as Turks with Kurdish roots, to confront their "Kurdishness," whether they want to or not.

That plays into the PKK's hands, according to Volkan Vural, Premier Tansu Çiller's top adviser.

"They are trying to destroy the social fabric of the country," he said in an interview.

Funerals for soldiers often become fist-waving, anti-Kurdish demonstrations. Ultranationalist politicians who urge iron-fist tactics have become frequent talk show guests and are gaining in popularity. Necklaces with the Turkish flag's star and crescent have become popular fashion accessories.

Growing "like a snowball among the Turkish republic is the opinion that whatever the consequences, the Kurds should be made to pay for what is happening," the English-language Daily

News said in a recent commentary.

The steady military casualties are taking a toll on a country with a tradition of military pride that dates back centuries to the earliest Seljuk rulers and Ottoman sultans.

No organized peace protests have emerged, but anti war feelings are evident and draft-dodging is growing. A military spokesman took the unusual step earlier this month of condemning evaders.

The government has suggested it will introduce legislation to punish them.

"This is a dirty war. Nobody wants to send their kids to it," said Semih İdiz, Ankara bureau chief of the Turkish Daily News.

Hanım Tan, 48, the wife of a janitor in a building inhabited by military and government families, leaned against the doorway of her barren apartment. Her son had just come back from the front, tormented by the deaths of his companions.

"It's better for it to come to an end," she said. "Everybody's son is dying. We have to stop this anarchy."

Upstairs, in a carpeted apartment with chintz curtains, five officers' wives in their 50's had gathered for cups of Turkish coffee.

"Our hearts bleed every day when we hear of a killing," said Sıdıka Kibaroğlu. But when pressed, the women agree with the government's tough military policy. "This is our country. We can't allow them to destroy our unity," said Nezahat Sözer.

Wednesday, December 22, 1993

Çiller announces 'joint action' with Iran on terrorism

Karayalçın refuses to meet Iranian Deputy President

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller said on Tuesday, "We have agreed with Iran on joint action against terrorism. This action can be on our territory or on Iran's territory. The details will be handled by the security forces and the interior ministry." Çiller, who was informing her True Path Party's parliamentary group about her meeting with Iran's first Deputy President Hassan Habibi on Monday, did not elaborate on the subject beyond this.

Security talks between Turkey and Iran at the level of senior officials from the minis-

tries of interior at the beginning of the month had resulted in an accord under which the sides had agreed to send observers to follow each other's "search and destroy" operations against terrorist bases.

Officials said at the time that the idea behind this accord was that both governments would have the right to complain to the other side about the activities of separatist or anti-government organizations based there and working against its interests.

The side making the complaint would then have the privilege of monitoring the

operations in the other country against such groups. It would not however engage in joint action aimed at eradicating these groups.

This accord was specifically aimed at the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), on the Turkish side, and the activities of the Iranian Kurdistan Democracy Party (IKDP) and the Mujahedeen Khalq organization, on the Iranian side.

Although using the term "joint action," Prime Minister Çiller's announcement on Tuesday appeared to be no more than a reference to the accord arrived at the technical level earlier in the month.

Çiller's foreign policy adviser, Volkan Vural, later told reporters the two leaders

had agreed on Monday to cooperate in Turkey's battle against the PKK.

"The two sides share a very close understanding on terrorism and security," he said without any reference to the Mujahedeen Khalq or the IKDP.

Vural also said the two leaders decided to exchange information for better cooperation against terrorism and hold a meeting at ministerial level soon.

Iran has been pressing Turkey to crack down on supporters of the Mujahedeen Khalq and the IKDP in Turkey, but Ankara has announced no new measures on this to date.

The issue of terrorism was also high on the agenda of Habibi's talks on Tuesday with Parliamentary Speaker Hüsamettin Cindoruk and President Süleyman Demirel. Both men received the Iranian deputy president separately on the second day of his official visit to Turkey.

During his meeting with Cindoruk, Habibi reiterated what he had said on Monday and indicated that they were against all forms of terrorism.

In various interviews with the Turkish press published on Tuesday, Habibi said they were perfectly aware of the evil of terrorism because they had suffered from it for years. He also referred to their "having called on the world on countless occasions" because of this, only to see their cries fall on deaf ears.

Some analysts took this as an indirect complaint about Turkey's allowing the activities of the Mujahedeen Khalq on its territory.

Turkey for its part has complained in the past about PKK camps in Iran and accused Tehran of aiding this organization in various ways.

In a separate development on Tuesday, Murat Karayalçın, leader of the junior coalition partner, the Social Democratic Peoples Party (SHP), and deputy prime minister, re-

fused to meet Habibi. An aide to Karayalçın confirmed reports that he had scrapped the meeting because he was upset over Habibi's refusal to visit Atatürk's mausoleum, a customary procedure for visiting foreign leaders.

Since Iran's 1979 Islamic revolution, its leaders have refused to visit the tomb of the man who put Turkey into a secular mould and overturned the rule of Shariah, the Islamic religious and legal system which governs Iran.

In recent years Turkey has swallowed its pride and not insisted that Iranian leaders visit the mausoleum, but Karayalçın's party (SHP) sees itself as a guardian of Atatürk's legacy.

Yet there was little sign that Habibi's talks had been clouded by Karayalçın's cancellation of his meeting with Habibi.

Following the announcement that Habibi had cancelled the last leg of his visit to Turkey, during which was due to visit Istanbul today, there were unconfirmed reports that the Iranian side had decided on this as a response to Karayalçın's snub.

Habibi's Press Conference

Addressing a press conference at the end of his official talks in Ankara on Tuesday Habibi refrained from responding to questions about terrorism in detail.

He said this was technical subject and recalled that there was a Joint Security Committee between the two countries where these issues were discussed.

Habibi also denied that PKK militants infiltrated into Turkey from Iran.

He acknowledged however there were militants based on the border region between Turkey, Iran and Iraq and said these militants filtered into Turkey over Iraq after travelling to there from the Iranian border region.

He said his country would be taking added measures to prevent these movements.

Habibi also denied that Iran was acting as mediator between Turkey and Syria in order for an early meeting by the three countries to discuss Northern Iraq and other regional issues.

Sources say Syria wants to link the terrorism issue -- which Ankara is sensitive about -- with the issue of regional waters -- which Damascus is sensitive about before such a meeting is held. Turkey refuses such a linkage saying the two are separate issues.

Habibi said that all the Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati was doing in this context was to act as coordinator between the Turkey and Syria in order to establish a date for the meeting.

Libération - 22 décembre 1993

HAUT-RHIN

Le PKK soupçonné de flammes meurtrières

Un racket kurde pourrait être à l'origine de la mort de six personnes il y a un mois à Mulhouse.

Strasbourg, correspondance

Rukiye, une fillette de 3 ans, tout comme Ibrahim, 13 ans, Satie, 17 ans, Satilmis, 18 ans, et leurs parents, sont vraisemblablement morts asphyxiés dans la nuit du 20 au 21 novembre dernier à Mulhouse, victimes du racket révolutionnaire du PKK, le Parti communiste du Kurdistan. Cette nuit-là, un incendie éclatait dans un immeuble vétuste du centre-ville de Mulhouse occupé par des famille turques. Au dernier étage, les pompiers devaient retrouver les six victimes, entassées asphyxiées dans la même pièce. Selon toute probabilité, l'appartement n'ayant pas été atteint par les flammes, les occupants réveillés par le feu avaient tenté de sauver les enfants avant d'être tous asphyxiés. Rapidement les pompiers ont situé l'origine du sinistre à l'extérieur des appartements,

sur le palier du premier étage. L'expertise judiciaire rendue publique lundi révèle une origine criminelle, de l'essence white spirit ayant été décelée à l'origine du feu. Madame Marie-Christine Marchioni, juge d'instruction, a aussitôt requalifié son dossier en incendie volontaire. Les enquêteurs s'intéressent à l'hypothèse du racket kurde. En effet, le propriétaire de l'immeuble, exploitant une épicerie au rez-de-chaussée et résidant au premier étage, Bayram Gocurucu, la nuit de l'incendie, avait aussitôt rappelé qu'il était en butte aux militants kurdes du PKK qui l'avaient contacté pour prélever un impôt révolutionnaire. Lui-même kurde d'origine, il avait été sommé de verser 15 000, puis 20 000 francs, à la cause. S'y refusant, M. Gocurucu avait porté plainte le 4 novembre.

Michel SOUSSE

FRA0306 4 IG 0278 RFA /AFP-CP87

Allemagne-Iran-France

Meurtre de kurdes iraniens: la justice allemande veut entendre un témoin dans l'affaire de l'assassinat de Chapour Bakhtiar

BERLIN, 22 déc (AFP) - La justice allemande a demandé à la France de lui laisser auditionner un témoin dans l'affaire de l'assassinat à Paris de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, afin d'éclaircir les circonstances du meurtre en 1992 à Berlin de quatre dirigeants kurdes iraniens. Aucune indication n'a été fournie sur l'identité du témoin.

Le procureur fédéral Bruno Jost a indiqué à Berlin lors d'une audience du procès des auteurs présumés du quadruple meurtre que le parquet examine l'éventualité d'un lien entre cette affaire et l'assassinat de M. Bakhtiar le 6 août 1991, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

Depuis le 28 octobre, cinq hommes, quatre Libanais et un Iranien, comparaissent à Berlin pour le meurtre de quatre responsables du parti démocratique du Kurdistan iranien -PDKI, illégal en Iran et en résistance ouverte contre le régime islamique- dont son secrétaire général Sadegh Sharafkandi.

Pour la première fois dans un pays occidental, les services secrets iraniens (Vevak) ont été directement mis en cause dans l'acte d'accusation du parquet fédéral allemand, en charge des affaires de terrorisme.

L'instruction du meurtre de Chapour Bakhtiar, poignardé en même temps que son secrétaire le 6 août 1991 à Suresnes (Hauts-de-Seine) est terminée depuis début novembre.

Quatre personnes sont inculpées dans cette affaire dont un secrétaire administratif à l'ambassade d'Iran en Suisse. Sept autres personnes font l'objet de mandats d'arrêt internationaux.

fka/mfo

AFP 221553 DEC 93

FRA0250 4 I 0196 IRK /AFP-BZ11

Irak-Kurdes

Au moins 22 tués lors d'affrontements inter-kurdes dans le nord de l'Irak

ERBIL (Irak), 22 déc (AFP) - Vingt-deux personnes au moins ont été tuées au cours des trois derniers jours lors d'affrontements entre formations kurdes dans le nord de l'Irak, qui se poursuivaient mercredi, a-t-on appris de sources concordantes.

Les combats, qui ont éclaté lundi, opposent l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), une des deux principales formations qui contrôlent le nord de l'Irak, et une organisation pro-iranienne, la Ligue Islamique Kurde (LIK).

Les affrontements se déroulent notamment dans les localités de Halabja, Rania et Chamchamal, situées dans l'est du Kurdistan irakien, une région frontalière de l'Iran, selon l'UPK.

Le principal axe routier de la région, reliant les villes de Souleimanieh et d'Erbil, a été coupé, et le personnel de l'ONU a reçu ordre de ne pas se déplacer, a-t-on appris auprès des organisations non-gouvernementales occidentales présentes dans le Kurdistan irakien.

Des gardes de l'ONU sont déployés depuis 1991 dans cette région pour y superviser l'acheminement de l'aide internationale.

ls-mch/bw

AFP 221422 DEC 93

SOLIDARITE**Il a disparu, il y a dix ans**

Jabbar Rashid Shifki appartenait au clan kurde Barzani. Il vivait avec sa famille dans un complexe de réimplantation au nord de l'Irak, où on les avait obligés à se réinstaller dans les années 70, après les avoir chassés de leur région.

Au début du mois d'août 1983, les forces irakiennes ont attaqué ces habitations. En une semaine, elles ont raflé et emmené 8 000 hommes kurdes âgés de 8 à 70 ans. Jabbar Rashid Shifki était parmi eux. Il avait 15 ans. C'était il y a dix ans. On ne l'a jamais revu. Ni vivant, ni mort : il a "disparu". Comme s'il n'avait jamais existé.

Devant des disparitions" comme celle-ci, devant des assassinats politiques perpétrés par des gouvernements, nous n'avons pas le droit de nous taire. Vous pouvez refuser la résignation et l'oubli. Vous pouvez personnellement agir pour exiger la vérité sur la "disparition" de Jabbar Rashid Shifki.

Il vous suffit de renvoyer la carte postale que vous trouverez auprès d'Amnesty International aux autorités irakiennes.

Bien sûr, l'histoire de Jabbar Rashid Shifki n'est qu'un exemple de ces "disparitions" et assassinats politiques qu'Amnesty veut dénoncer.

Ces exactions sont le plus souvent le fait d'une répression délibérée exercée par les autorités d'un pays sur des opposants politiques et les membres de leur famille, des minorités ethniques ou tout simplement des "gêneurs".

"Notre mission est de faire savoir ce que nous savons, de demander des comptes à ces gouvernements. Nous voulons rendre leur identité, leur histoire à ces victimes devenues anonymes. Afin qu'elles ne soient pas oubliées, afin que justice soit faite", explique Michel Forst, directeur d'Amnesty.

Pour aider cette action, vous pouvez envoyer vos dons et vous procurer des cartes postales à Amnesty International, 4 rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris cedex 11, tél. (16.1) 49 23 11 11.

Le Monde — 22 décembre 1993

La visite à Ankara du premier vice-président iranien

La Turquie et l'Iran se disent décidés à «anéantir le terrorisme séparatiste» kurde

La Turquie et l'Iran ont confirmé, lundi 20 décembre, leur volonté d'«anéantir le terrorisme séparatiste» dans leur zone frontalière, à l'occasion de la visite à Ankara, jusqu'à mercredi, du premier vice-président iranien, Hassan Habibi. Le dossier des activités du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a constitué le principal sujet des entretiens de M. Habibi, qui a déclaré que les deux pays donneront «un coup dur au terrorisme avec de nouvelles mesures frontalières».

Le premier ministre turc, Tansu Ciller, a souhaité de son côté que la frontière commune «devienne celle de la paix». Cette

visite est qualifiée de source diplomatique turque de «nouveau printemps» dans les relations bilatérales. Les deux parties devaient décider de la date d'une réunion tripartite turco-irano-syrienne de hauts fonctionnaires sur la sécurité frontalière et le «terrorisme du PKK», selon des sources gouvernementales turques. Téhéran et Damas, accusés par Ankara de soutenir la rébellion kurde, ont récemment annoncé «ne pas vouloir permettre les activités du PKK» dont la Turquie veut parachever l'encerclement grâce à une coopération étroite avec ses voisins immédiats et ses alliés européens. — (AFP.)

Affrontements entre deux formations kurdes. — Une dizaine de personnes ont été tuées ou blessées lors d'affrontements entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et la Ligue islamique du Kurdistan (LIK), lundi 20 décembre dans le Kurdistan irakien. Les combats, selon des responsables

kurdes, se sont déroulés près de la frontière avec l'Iran. Des sources proches du PDK ont accusé le LIK d'avoir agi à l'instigation de l'Iran. Des heurts, qui avaient fait trois morts, avaient eu lieu il y a une semaine entre le PDK et une aile du Parti socialiste kurde proche de Téhéran. — (AFP.)

Le Monde — 25 décembre 1993

A la suite de tirs contre une patrouille dans le Kurdistan

Washington, Londres et Paris demandent des explications à Bagdad

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont protesté auprès de l'Irak jeudi 23 décembre, à la suite d'un incident armé qui, selon eux, avait opposé mardi des soldats irakiens aux forces de la coalition alliée dans le nord du pays.

Les représentants à l'ONU des trois pays alliés ont effectué cette démarche à New-York, lors d'une réunion avec leur homologue irakien, Nizar Hamdoun. «L'incident a été assez sérieux pour justifier cette protestation vigoureuse», a

déclaré l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée.

Le Pentagone avait affirmé que vingt-cinq observateurs des trois pays alliés et de la Turquie, ainsi que des gardes kurdes, circulant à bord de quatre véhicules, avaient essuyé des tirs d'armes légères à partir de positions irakiennes. Selon des diplomates occidentaux, l'incident se serait produit dans la région de Faydah, dans le Kurdistan. Bagdad a affirmé que cette information était «sans fondement». — (AFP, Reuter.)

Thursday, December 23, 1993

turkish daily news

Crisis erupts over resignations in Democracy Party

Despite DEP arguments to the contrary, two deputies reported to have resigned, two others are not even DEP members

TDN Parliament Bureau

ANKARA- With the resignation of its deputies, a crisis has erupted within the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) following its recent extraordinary convention. Despite assurances by the party administration to the contrary, two DEP deputies are reported to have resigned. Another fact that has come to light is that two others are not even DEP deputies.

Arguing that such rumors were spread by circles aiming to harm the DEP image, DEP spokesman Van Deputy Remzi Kartal said his party "stands united."

He added, however, that it was only normal that there should develop differing views within party ranks, adding speculation that deputies would resign was part of the negative propaganda launched against the DEP.

Informed sources, on the other hand, say that the four deputies have refrained from making their decisions public upon insistent demands by other deputies.

They add that because the DEP has not notified the office of the Parliament speaker of the four deputies' decisions, the validity of their action is questionable.

DEP Muş Deputy Mehmet Emin Sever and Diyarbakır Deputy Mahmut Uyanık are reported to have failed to apply for DEP membership fol-

lowing the closure of the People's Labor Party (HEP). Despite the fact that they are not members of the DEP, the party administration has chosen to place them on its list of deputies submitted to the Parliament Speakership.

The TDN has also learned that Şırnak Deputy Mahmut Alınak and Mus Deputy Muzaffer Demir submitted their petitions to resign from the party before the Constitutional Court opened a case against the DEP demanding its closure.

The party administration, however, has so far failed to consider the petitions. Because they have not been submitted to the Parliament Speakership, either, their validity is questionable.

The four deputies are said to have decided to announce their decision following the convention but they later chose to defer it to a later date.

The four did not attend the convention, nor are they present at the party's parliamentary group meetings.

Speaking at the DEP parliamentary group meeting Wednesday where only seven DEP deputies were present, Remzi Kartal said party Chairman Hatip Dicle had decided to end his policy of not making public statements.

He added that his party would participate in the local elections of March 27, 1994, and that they would decide on their policies in the upcoming days.

"Local elections that we're not allowed to participate in will not be legal," he argued, adding if local elections were held without the DEP, the result would not "reflect the free will of the people."

"The current problems would also assume far worse dimensions," he maintained.

"Those frustrated by the strength and popularity of our party are trying to put up barriers before us."

The Constitutional Court case for the DEP's closure is still continuing. The court granted the party an additional 15 days to prepare its preliminary defense. The DEP is expected to demand verbal defense afterwards.

If the court closes the DEP before March 27, the party will not be able to run in the elections. The parliamentary immunity of its deputies will have been lifted and members of the party's central administration will have been banned from politics for a period of 10 years.

Referring to the debate over the extension of the stay of Operation Provide Comfort, Kartal said his party had not as yet determined its stance. During previous parliamentary voting, the party had allowed its members to vote according to their individual views.

"Personally," Kartal said, "I believe both Operation Provide Comfort and other foreign powers in the region must withdraw."

US seeks support for tough stance on Iraq oil

By Evelyn Leopold

Reuter Staff Writer

UNITED NATIONS- The United States has lobbied new U.N. Security Council members to convince them not to lift the oil embargo against Iraq until President Saddam Hussein's policies have changed toward Kuwait and on human rights, diplomats said. By doing so, U.S. Ambassador Madeleine Albright is saying clearly what she has indicated all along: that Iraq's compliance with weapons requirements will not be enough to lift the oil sanctions imposed after Baghdad's troops invaded Kuwait in August 1990.

"If Iraq's behavior in every other way demonstrates disdain or rejection, that will undermine the confidence we need to lift the oil embargo," a U.S. official said.

"Otherwise what happens to the weapons of mass destruction the day after we lift the embargo?" the official added. While the United States, one of five permanent council members with veto power, can stop any lifting of sanctions, U.S. officials apparently want strong support for their view. The

U.S. official said Argentina, the Czech Republic, Nigeria, Oman and Rwanda had been approached both at the United Nations and in capitals as well as other key members of the council. The five nations become members of the 15-member council in 1994. But Washington's public political interpretation of the 1991 Gulf War cease-fire resolution, which ties the oil embargo to weapons demands, is making the

ANALYSIS

other four permanent council members uncomfortable. France and China have already voiced outright disagreement over the past few months.

France's ambassador Jean-Bernard Merimee said he had "made it clear several times to the council we are sticking to resolution 687 as it is" and that position had not changed.

"Of course we recognize the necessity for Iraq to recognize the boundaries and the sovereignty of Kuwait but resolution 687 is perfectly clear as far as the relationship between the oil embargo and the destruction of weapons."

British and Russian envoys were said to be uneasy that the issue was raised far in advance of when they will be forced to make a decision.

One British source said that Iraq's flouting of the border with Kuwait would figure into the "context of lifting the oil embargo." But he said that human rights demands might be more difficult as they were not part of resolution 687.

To this end, the United States, France, Britain and Russia early in 1994 intend to protest to Iraq's ambassador Nizar Hamdoon for his country's treatment of minority Kurds and Shiites as well as new political assassinations, including some from President Saddam Hussein's own village.

But that "doesn't mean that all the people who are making the demarche have signed up to a particular posture on the oil embargo" one key council envoy said.

The issue is still moot -- the U.N. Special Commission in charge of dismantling Iraq's weapons does not expect to declare it is satisfied until at least six months after it begins a

long-term monitoring program in 1994.

Albright has told the council she wanted the monitoring program, accepted by Iraq recently after almost two years of objections, to be tested for six to 12 months.

She also said in a New York Times interview that Saddam Hussein must give "clear evidence of respect for Kuwait's borders" and "show respect for his own people" by ending his blockade of the Kurds and his attacks against dissident Shiite Muslims.

According to one council source, who spoke on condition of anonymity, some U.S. officials now regret that resolution 687 linked the ban of oil exports to weapons only. Other demands are tied to lifting the embargo on imported goods to Iraq. Former President George Bush ignored the legalities, saying bluntly that sanctions won't be lifted while Saddam Hussein held power. The Clinton administration has formulated more elegant explanations.

"But our policy never changed," said one U.S. source. "The hardline taken by the Bush people has not been renounced by Clinton."

Syria may use Armenian card on PKK

Turkish Daily News

ANKARA- Recent speculation that, under pressure from Damascus, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is gearing up to move its headquarters from Syria to Armenia, is suspected in Turkey of being disinformation to ease Turkey's own pressure on that country to deal with the terrorists.

Unconfirmed reports, coming from Middle East sources, have it that PKK leader Abdullah Öcalan has felt the Syrian grip on his organization tightening up and is now seeking a better base for the movement.

Through his own contacts with Armenians in Syria and Lebanon, sources claimed, Öcalan is currently making arrangements to base the PKK in Kurdish areas of Armenia where the organization has increasing mass support.

Observers here suspect that such reports aim at putting Turkey's policy with regard to Syria off track and forcing it to ease its pressure on the PKK.

Recently, Turkish officials signed a security protocol with the Syrians, accepting the exchange of terrorists and the extradition of draft dodgers. A majority of PKK militants are known to be draft evaders. Syria also guaranteed it would not allow terrorist organizations to use its territories. Turkey observes a com-

plete embargo on Armenia and has no diplomatic ties with the country. Turkish contacts with Armenia only take place on a multilateral level and are limited to such things as the Black Sea Economic Cooperation scheme, CSCE and the North Atlantic Cooperation Council.

With Syria, however, Turkey has strong bilateral ties and there is considerable U.S. pressure on that country as well. Official sources in Ankara suspect that the message given via speculation on the PKK leadership's intention to move is that if Syria is further pressurized, Turkey may lose any indirect control it has on this organization.

In other words, the message could be that if Turkish pressure goes too far and the Syrian's get more disturbed over Ankara's tightening grip, it could send the PKK off to a country where it will flourish freely. If the PKK is based in Armenia, it would be literally impossible to prevent its organizational activities there with the lack of diplomatic contact.

Meanwhile, security sources on Tuesday denied a report which appeared as a banner story in the Turkish daily *Hürriyet* and said

there had been no contact between the National Intelligence Organization (MIT) and the Syrian secret service, Mohabarat.

Hürriyet claimed in its report that two MIT officers had secretly travelled to Damascus last week and were taken to the house where PKK leader Abdullah Öcalan lived. The report said the agents saw someone in the garden who "looked like" Öcalan but could not be sure. It also noted that it was not clear whether the PKK leader was under custody or only protected very closely. The Syrians reportedly claimed he was detained. An intelligence source, who asked not to be identified, told the Turkish Daily News that no one from MIT had visited Syria recently for the said purpose. He said "the scenario" described in the paper was not possible "since such relations do not exist between our service and theirs."

Turkey and Iran sign accord for expanding their economic ties

Turkish Daily News

ANKARA- Iranian First Vice President Hassan Habibi's official visit to Turkey as the guest of Prime Minister Tansu Çiller ended on a high note on Wednesday with the sides signing a memorandum of understanding covering a broad range of subjects in the field of economic cooperation.

According to the accord Turkey will buy up to four million tons of crude oil from Iran in 1994.

The political will to cooperate against terrorism, a key agenda item of the high level talks in Ankara between Turkey and Iran, was also reemphasized by the sides just prior to Habibi's departure for his country.

Addressing a joint press conference with Habibi at Ankara's Esenboga airport, Prime Minister Tansu Çiller told reporters that they had arrived at an important understanding with the Iranian First Vice President concerning the subject of securing the border between the two countries.

Underlining the contribution this would make to the fight against terrorism, Çiller expressed her "deep satisfaction" at this outcome and said she expected positive results

to come out of this within a short space of time.

Under an accord between the two countries, announced earlier, Iran's security forces will prevent, separatist militants from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) from operating against Turkey on its territory. Turkey will also be able to observe any security operations against the rebels although it will not participate actively in these operations.

Emphasizing that an important portion of her talks with Habibi had concentrated on economic cooperation issues Çiller said that the ministers and technicians from both sides had worked very hard over the past two days to draw the outlines of this cooperation.

She said that according to the memorandum of understanding signed at the airport before Habibi's departure agreement had been reached for Turkey to purchase three to four million tons of crude oil over the next year.

Çiller added that the details of this purchase would be worked out by officials from the Turkish petroleum company TÜPRAŞ

and the Iranian National Petroleum Company.

She said that these negotiations would also bring to the agenda the possibility of bartering Turkish goods in return for the oil to be purchased from Iran.

According to information provided by Çiller at the joint press conference some of the items incorporated in the memorandum of understanding are as follows:

- The purchase by Turkey of more crude oil than planned from Iran at world prices in return for exports to Iran.

- The transportation of Iranian natural gas to Turkey by means of a pipeline and by tankers as liquefied natural gas. A working group will be set up to study this issue.

Agreement has also been reached for the Turkish pipeline company BOTAŞ to participate in talks aimed at working out means of transporting Iranian oil by means of pipeline to Europe.

- The increase of the volume of border trade between the two countries to the level of \$50 million.

- Unhindered access for the two countries

over each others territory for transit overland transportation. The will be valid for overland transportation between the two countries as well.

■ The connecting of the railway networks of Turkey and Iran with those of the Central Asian Republics.

■ Railway transportation fares will be harmonized. - The agreement on maritime transportation for which the negotiations have been concluded will be signed by February 1994.

■ Cooperation in the field of the automotive industry will be expanded. Joint research will be conducted in determining and utilizing the idle capacity of the two countries in this field.

■ The next joint economic commission meeting between Turkey and Iran will take place in February 1994.

Iranian First Vice President Hassan Habibi for his part told reporters at the joint press conference that he hoped the positive results of his visit to Turkey would be reaped soon. Referring to the question of terrorism, Habibi said that as Iran they were perfectly aware of this problem having suffered from it for 15 years. As for the cooperation projects he said he felt the most important among these were the projects for linking Europe and Central Asia by road and rail over Turkey and Iran. Meanwhile, an Iraqi newspaper lashed out on Wednesday at the Turkish and Iranian agreement to coordinate operations against Kurdish separatists and anti-government groups in their countries. The influential Babel, owned by President Saddam Hussein's eldest son Uday, said the pact was essentially directed against Baghdad.

"The recent security agreement between

Turkey and Iran... includes one principal target among its undeclared aims - - to continue meddling in Iraq's affairs," Babel was quoted by Reuters as saying.

"The repetition of attacks by the Iranian and Turkish armed forces against Iraqi territory and people...underlines Ankara's and Tehran's persistence to inflict more harm on our country. "It seems enmity towards Iraq is continuing to be part of the official policy of both Turkey and Iran," Babel said. The ruling Baath party newspaper al-Thawra, for its part, said on Monday Iraq had a sincere desire to normalize ties with Iran but insisted that the neighbour with which it fought a bitter eight-year war had to meet certain conditions, notably a halt in cross border incursions. Iraq has also been floating the idea of normalization with Turkey, urging Turkish government and businessmen to circumvent U.N. trade sanctions.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Press

FRA0446 4 I 0383 USA /AFP-KD48

ONU-Irak

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France demandent des explications à Bagdad

NEW YORK (Nations unies), 23 déc (AFP) - Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont protesté et demandé des explications à l'Irak jeudi, à la suite d'un incident armé qui selon les Occidentaux avait opposé mardi des soldats irakiens aux forces de la coalition alliée dans le nord du pays, a-t-on indiqué de sources diplomatiques.

Les représentants à l'ONU des trois pays alliés ont effectué cette démarche à New York lors d'une réunion au siège des Nations unies avec leur homologue irakien, M. Nizar Hamdoun, a-t-on précisé.

"L'incident a été assez sérieux pour justifier cette protestation vigoureuse", a déclaré à l'issue de la réunion l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée.

"Nous lui avons demandé une explication de ce qui était arrivé et l'ambassadeur d'Irak nous a dit que Bagdad n'était pas au courant, et qu'une enquête serait menée", a ajouté M. Mérimée.

Son homologue britannique, Sir David Hannay, a précisé que les trois pays avaient demandé à M. Hamdoun "un clair engagement, afin que ce genre d'incident ne se reproduise pas", en ajoutant que cela pourrait entraîner de "graves conséquences".

Mercredi à Washington, un responsable du département d'Etat parlant sous le couvert de l'anonymat a affirmé que des membres des forces alliées "effectuant une patrouille routière dans la zone de sécurité" avaient répliqué après avoir "essuyé des coups de feu depuis des positions irakiennes", mais il n'a pas pu préciser le lieu exact de l'incident. Aucun blessé n'a été signalé.

Selon des diplomates occidentaux, l'incident se serait produit dans la région de Faydah, dans le Kurdistan.

Bagdad a démenti jeudi ces informations, en affirmant qu'elles sont "sans fondement" et "créées de toutes pièces".

En avril 1991, les alliés ont instauré une zone d'exclusion aérienne au nord du 36ème parallèle, mais cette disposition, destinée à protéger les populations kurdes, ne prévoit pas des patrouilles terrestres sur le territoire irakien.

Comme on lui demandait ce que les troupes alliées faisaient sur le sol irakien, Sir David a répondu: "Je ne discute jamais les mouvements militaires devant les caméras de télévision".

1t1/sp

AFP 232251 DEC 93

Le Monde ● Jeudi 23 décembre 1993 ●

IRAK

Les membres du Conseil de sécurité sont divisés sur la levée de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad

Contrairement à ce que laissaient entendre des informations de la presse américaine, la France est fermement décidée, vis-à-vis de l'Irak, à s'en tenir au régime de sanctions « tel qu'il a été fixé » par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Paris, nous a expliqué l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée, respectera à la lettre la résolution 687 du Conseil de sécurité.

envers l'Irak. Selon le journal, Washington et les trois autres « grands » envisagent de poser de nouvelles conditions très dures à la levée de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad. Citant l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Madeleine Albright, le *New York Times* indiquait que Bagdad devait reconnaître la souveraineté du Koweït et arrêter les exactions contre les Kurdes et les chiites pour que l'embargo soit levé.

« Une volte-face totale »

Toutefois, ces deux conditions ne sont pas incluses dans la résolution 687, dont l'article 22 prévoit que Bagdad doit appliquer les résolutions du Conseil de sécurité concernant spécifiquement son désarmement, pour que l'embargo pétrolier

soit levé. Pour la France, il n'est en tout cas pas question de renégocier ces résolutions, nous a déclaré Jean-Bernard Mérimée, selon lequel l'article du *New York Times*, « donne une description totalement fautive de la situation au sein du Conseil ».

Quant à la position de la France sur la levée de l'embargo pétrolier, « il n'y a aucune ambiguïté », insiste l'ambassadeur de France aux Nations unies. Aux yeux de Paris, la lecture de la résolution 687 reste « au premier degré, légale et juridique, telle qu'elle a été écrite ». Au demeurant, fait valoir M. Mérimée, au moment de la rédaction de ce texte, les Etats-Unis avaient « insisté » pour que la levée de l'embargo pétrolier soit liée « uniquement » au désarmement de l'Irak. Maintenant que Bagdad coopère avec la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, « Washington fait une volte-face totale ».

S'agissant de la Grande-Bretagne, certains diplomates « assurent » qu'elle est « nettement plus nuancée » que ne le laisse entendre l'article du *New York Times*. La Chine pour sa part soutiendrait le point de vue français, tandis que les deux

pays musulmans membres non permanents du Conseil, le Maroc et le Pakistan, auraient adopté des attitudes différentes : Rabat réclame, selon ces diplomates, une application de la lettre de la résolution 687, alors qu'Islamabad estime qu'« il faudra surveiller le comportement de Bagdad » quant à son désarmement, avant de décider « quoi que ce soit ».

Bien que la levée de l'embargo pétrolier ne soit pas liée à la résolution 688, qui impose à Bagdad le respect des droits de l'homme, un diplomate n'exclut pas que le dernier compte rendu du rapporteur spécial des Nations unies, Max Van der Stoel, accusant Bagdad de « violations flagrantes » des droits de l'homme soit « brandi » par Washington « pour vendre la position américaine à l'opinion publique, non seulement aux Etats-Unis mais aussi en France ».

Il reste que, comme le fait remarquer le *New York Times* les « rumeurs » sur une possible levée de l'embargo pétrolier auront fait baisser le prix du pétrole de 18 dollars environ à 14 dollars.

AFSANÉ BASSIR POUR

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Dans un article publié dimanche 19 décembre, le *New York Times* indiquait que quatre membres permanents du Conseil de sécurité, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Russie, étaient convenus d'un durcissement de stratégie

LIBÉRATION - 25 décembre 1993

Au moins 22 morts dans des combats entre Kurdes d'Irak

Cinq jours d'affrontements entre formations kurdes rivales dans le nord de l'Irak ont fait au moins 22 tués et auraient abouti hier à un cessez-le-feu. L'Irak, après avoir bombardé pendant plusieurs mois la zone frontalière de l'enclave kurde dans le nord de l'Irak placée sous la protection des Nations unies, semble avoir choisi de la déstabiliser par l'intermédiaire de la Ligue islamique kurde (LIK), une formation qui lui est acquise. Les combats entre la LIK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) se seraient arrêtés hier après une médiation du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, qui n'a pas participé aux combats contre la LIK et a des relations équilibrées avec Téhéran. Les affrontements ont coupé la route reliant Souleimanieh à Erbil, qui constitue le principal axe routier de la région, contribuant à asphyxier un peu plus une région qui ne survit qu'artificiellement. Des combats avaient déjà mis aux prises l'UPK et la LIK il y a deux mois, faisant quelque 50 tués.

Mardi, toujours dans l'enclave kurde, une patrouille de 25 observateurs britanniques, français et turcs, accompagnés de quatre gardes kurdes, ont essuyé des tirs d'armes légères depuis des positions irakiennes. Washington, Londres et Paris ont vivement protesté. Jeudi, le gouvernement turc a accepté de demander au Parlement qu'il reconduise à nouveau pour six mois le mandat des forces de l'ONU (opérant à partir du sol turc), qui protègent la population contre un retour offensif des troupes de Saddam Hussein. J.-P.P., avec AFP, Reuter

LE MONDE - 25 décembre 1993

TURQUIE

Arrestation et inculpation de deux responsables d'un quotidien pro-kurde

Deux responsables du quotidien turc pro-kurde *Ozgur Gundem*, le rédacteur en chef Gurbetelli Ersoz et l'un des directeurs Ali Riza Halis, ont été placés en état d'arrestation jeudi 23 décembre à Istanbul, sur décision de la Cour de sûreté de l'Etat, et inculpés d'« appartenance à une bande armée ». Une commission parlementaire a demandé jeudi la levée de l'immunité de quatre députés du Parti démocratique (DÉP, principal parti pro-kurde) qui risquent d'être inculpés pour sédition. Un journaliste allemand, Stefan Waldberg, condamné en janvier à trois ans et neuf mois de prison pour « coopération » avec les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été gracié par le président Suleyman Demirel, à la suite d'une expertise médicale selon laquelle il souffre d'une « psychose chronique », a-t-on appris jeudi.

Enfin, 150 intellectuels kurdes venus du monde entier ont entamé à Bonn une marche de douze jours vers Bruxelles pour protester contre la « politique de massacres » de la Turquie. - (AFP, Reuter.)

Demirel says Özgür Gündem is the PKK

İMSET: What happened to Özgür Gündem seems to be an outstanding example of press freedoms. What do you have to say about this?

DEMİREL: I'll give you the note which has been given to me with regard to the search conducted at Özgür Gündem. Can you defend this? No one can defend this:

According to telephone conversations between Özgür Gündem Editor in Chief Gurbetelli Ersöz and PKK European representative Mustafa Karasu (code named Hüseyin) as well as Faysal Dumlayıcı, who is making press statements under the name of Kani Yılmaz as the ERNK representative (recorded with permission from the public prosecutors office), information has been obtained that the newspaper is completely affiliated to the PKK. Under a decision taken by the State Security Court, a search was conducted of Özgür Gündem and the Zagros printing house, and it revealed the bloodstained diary and the bullet-riddled identification card of private Muzaffer Ulusata, who

was martyred on March 9, 1993, in a clash with terrorists in the Fındıklı district of Şırnak.

This is what has been found. Documents showing that articles written by Abdullah Öcalan were published under the name Ali Fırat. Documents which show that all of the executives of the newspaper are appointed by the PKK and are people known in the past to have carried out executive duties in the PKK organization. In fact, Editor in Chief Gurbetelli Ersöz is known to have been the Çukurova regional PKK executive in the past. An ERNK invoice of 400 million liras which shows that donations have been collected for the PKK.

Now you are calling this a newspaper office and write: "Today them, tomorrow us." Can you defend this?

ÇEVİK: But we are not defending this. Sir, when you were prime minister, we wrote about these things and said them. Especially then there were orders being received from the PKK. We were even made into a target.

DEMİREL: What is Özgür Gündem for you that you show it as an example for democracy in Turkey?

ÇEVİK: But sir, something done to one place could be done to another tomorrow. I am talking not only about what has been done to a newspaper. This has been done even to you.

DEMİREL: No sir, I was neither an arsonist...

ÇEVİK: But they did it despite this!

DEMİREL: They did nothing to me. What did the man do to me? He forced me to stay in my house. Did I stay in my house? I broke through the walls and came out. I had neither a gun, nor a knife nor anything else. I was only right. I mean this man is going to collect money for the PKK, and the same PKK will go and massacre 29 innocent citizens in the Sündüz plateau. It will kill so many soldiers and then what is being done? What else can be done?

At least 18 said killed in Iraqi Kurdish clashes

'It's a vendetta which started a few months ago and seemed to have settled down but has now erupted again'

By Alistair Lyon

Reuters

ANKARA- Clashes in northern Iraq between rival Iraqi Kurdish groups have killed at least 18 people in the past few days, a Kurdish official said on Friday.

Safeen Dizayee, Ankara-based representative of the Kurdish Democratic Party (KDP), said the KDP would mediate between the Kurdish Islamic Party (KIP) and the leftist Patriotic Union of Kurdistan (PUK) if the two sides agreed to a ceasefire. "It's a vendetta which started a few months ago and seemed to have settled down but has now erupted again," he told Reuters. "Both sides are on the alert." The fundamentalist KIP, said to have links with both Iran and Saudi Arabia, has long refused to integrate its forces within the united peshmerga army set up by the regional Kurdish government which holds sway in northern Iraq. Dizayee said the clashes began after the burial of a KIP man in the Northeastern town of Raniya four days ago. KIP fighters stormed a PUK office in the town, killing five PUK members.

The PUK then retaliated with an attack which killed four KIP members in the nearby town of Khoi Sanjak.

Five PUK fighters and three PUK men, including a major named Karzan, were killed in clashes on Thursday in the mountainous Haybat Sultan area between Khoi Sanjak and Suleymaniya. Clashes between the two groups have also been reported in Chamchamal on the Suleymaniya-Kirkuk road, and in Shaqlawa. KDP leader Massoud Barzani and PUK leader Jalal Talabani met in Irbil last Saturday and agreed to form an eight-man security committee comprising themselves, the head of the regional government, the parliament speaker and two other leading members of the KDP and PUK with a mandate to enforce the rule of law.

The two men, who command large followings in northern Iraq, urged "the resolution of all differences and problems through brotherly ways and political means and (without) use of arms". That move was prompted by an attack on government forces by fighters loyal to a renegade mem-

ber of the now-dissolved Kurdish Socialist Party, named Mohammed Hajji Mahmoud.

Dizayee said three people had been killed and six wounded in a shootout in Suleymaniya earlier this month between government forces and Mahmoud's men, whom he said were backed by Iran. Kurds gained control of a big swathe of northern Iraq after the 1991 Gulf War.

Since then Western warplanes based in Turkey have protected them from Iraqi government forces.

The Turkish Cabinet agreed on Thursday to ask Parliament to renew for a further six months the mandate of the Western force, known as Operation Provide Comfort Two.

The United States, Britain and France have protested to Iraq about an incident on Tuesday in which they said Iraqi soldiers fired on a patrol of 25 U.S. British, French, Kurdish and Turkish personnel in a four-vehicle convoy in northern Iraq. They warned Iraq of unspecified serious consequences if its troops fired again at an international patrol.

Turkish Probe November 25, 1993

5

Middle East Peace is Key to Turco-Syrian Dispute

Murat Yetkin

The Middle East peace process is playing an increasingly important role in the search for a solution to the dispute between Turkey and its southern neighbor Syria over Kurdish secessionism.

Kurdish secessionism is the leading problem the Turkish government has to solve, and Ankara has been accusing Syria of sheltering the leaders of the Kurdistan Workers' Party (PKK) since the early 1980s.

Two security protocols were signed between the Turkish and Syrian governments in 1987 and 1992, stating that neither country will permit subversive activities against each other from their own territory.

A new protocol was added to the former ones on Nov. 20, 1993, at the end of three days of meetings in Ankara with Maj. Gen. Badr Al-Hassan, the head of the security desk at the Syrian Interior Ministry.

Observers have voiced their doubts as to whether this third protocol will work. Moreover, they say that the protocol is Damascus' favor to Ankara to save the domestic credibility of the government -- a new opportunity for the prime minister to promote the effectiveness of the government in working against Kurdish secessionism. They claim that sheltering armed groups active in the Middle East is a major "and perhaps the main" factor in Syrian foreign policy, and the Hafez Al-Assad regime is in no way inclined to give it up so easily.

There is truth to this approach since Ankara has heard nothing but categorical denial from Damascus on the presence of PKK leadership in Syria, despite firm evidence -- addresses and telephone numbers of PKK leader Abdullah Öcalan in Damascus -- presented in person by former Prime Minister Süleyman Demirel to Assad in late 1992.

The fourth round of the tripartite talks between Turkey, Syria and Iran on regional security matters and Iraq, which was to be held on Nov. 25 in Ankara, has been quietly canceled because of Syrian reluctance to meet.

But it seems that neither Ankara nor Tehran is complaining about not having the talks at the scheduled time. There are two main reasons for this: First, all three countries want to solve more problems at the bilateral and technical levels before having tripartite and general talks in which foreign ministers are to express their political wills in one direction or another. Secondly, they all want to see what is going to happen in the Middle East peace process as regards Syria's role.

December is Awaited : The next month is expected to bring answers to many problems regarding regional security and stability.

Before December, Iranian Interior Minister Ali Mohammed Basharati is expected to pay an official visit to Turkey. Kurdish secessionism is expected to be the top issue on his agenda in talks with his Turkish

host, Nahit Menteşe. In early December, Turkish Interior Minister Menteşe is expected to go to Syria with the same subject in mind. Menteşe's visit was arranged during Al-Hassan's visit to Ankara. U.S. Secretary of State Warren Christopher is expected to pay a visit -- an historic one -- to Syria at the same time. The aim of the visit is to convince Syria to contribute fully to the Middle East peace process.

It is clear to anyone who has the slightest interest in the subject that without Syrian approval, peace and stability in the region will only be a pleasant dream. Reasons for this are not only the former Soviet- or North Korean-made tactical missiles that Damascus possesses, but also a number of armed groups, from Islamic fundamentalists to Marxist-Leninists, sheltered by Syria.

Apparently, Damascus says that unless Israel withdraws from Golan Heights, which it has occupied since 1967, there will be no peace. But another, perhaps stronger, factor is expected to be the real bargaining tool during Christopher's talks in Damascus: Syria wants the United States to exclude it from its list of "terrorist states." This seems essential in order for the Assad regime to be accepted back into the international community, a process initiated with its goodwill gesture in 1990-91 when it took sides with the alliance during the Gulf War against Iraq's invasion of Kuwait. And it seems that if Damascus gets a hint, if not an official statement, that it will be excluded from that list, the handing over of the internal security of the Gaza Strip and the small West Bank town of Jericho to Palestinian Liberation Organization (PLO) police by Israelis will be smoother than has been feared. But how will this be possible with a number of armed groups, including the PKK, either active or standing by to undermine the stability of Syria's neighbors?

If the U.S. excludes Syria from its list of "terrorist states," giving the impression that Syria's policy of sheltering those groups has changed, then it will no longer be possible to take the list seriously. Tomorrow, Iran will start mobilizing all the Islamic fundamentalist organizations that it has been supplying to take more action, in order to further pressure the U.S. to exclude it from the mentioned list.

If Christopher is able to convince Syria to give up turning its territory into a free zone for clandestine groups, it will mean an absolute change in Syria's foreign policy and a major improvement in regional stability.

Will this be to Turkey's advantage, since the PKK is expected to be among those groups to be expelled from Syria if such an agreement is reached?

That depends on bargaining between the U.S. and Syria over a full contribution to the Middle East peace process and acceptance into the international community ■

Turquie

Députés et journalistes kurdes sous la menace



Soldats turcs à l'œuvre au Kurdistan.

Quatre élus du Parti de la démocratie risquent la peine de mort. Un journal d'Istanbul est suspendu: Leur crime est de dénoncer la répression et de prôner une solution politique.

LA commission de la Constitution et de la Justice de l'Assemblée nationale turque a demandé, jeudi, la levée de l'immunité parlementaire de quatre des députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP). Leur groupe comprenait dix-huit élus jusqu'à l'assassinat de Mehmet Sincar, le 4 septembre dernier, par un escadron de la mort.

Hatip Dicle, le président du parti, Leyla Zana, Ahmet Turk et Mahmut Alinak risquent d'être inculpés de sédition et passibles de la peine capitale. Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara entend en poursuivre un cinquième que la commission parlementaire a, pour l'instant, refusé de sanctionner.

Depuis leur élection en 1991, les Kurdes sont en butte à l'hostilité des autres membres de

l'Assemblée. Gens de droite ou sociaux-démocrates, les députés font tous assaut de nationalisme. Ils refusent un règlement politique de la question kurde que préconise le DEP. L'intimidation n'ayant pas réussi à les faire taire, le pouvoir les accuse d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui anime la lutte armée dans le sud-est de l'Anatolie.

Les quatre élus menacés nient catégoriquement tout lien avec le PKK. Lors du congrès du DEP qui, ce mois-ci, l'a élu à sa présidence, Hatip Dicle a néanmoins souligné l'évidente représentativité du PKK. Ces propos raisonnables sont jugés par le gouvernement de M^{me} Tansu Ciller, le président Souleyman Demirel et l'état-major militaire comme la preuve évidente d'une activité subversive et terroriste.

« Notre pays est transformé en un bain de sang. Chaque jour, des dizaines de personnes sont assassinées », déclarait, le 23 novembre dernier, à Paris, Sirri Sakik, député du DEP, venu, à l'invitation de la Ligue des droits de l'homme, témoigner avec son collègue Sedat Yurtdas de la répression sauvage exercée par l'Etat turc. En plus de Mehmet Sincar, huit autres dirigeants du DEP ont été

tués depuis juin dernier par les militaires. Quarante-sept autres membres de cette formation — interdite au printemps dernier sous le nom de Parti du travail du peuple et à nouveau légale sous l'appellation de Parti de la démocratie — ont été exécutés par les tueurs à la solde d'Ankara.

La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul a ordonné, jeudi, la fermeture pendant quinze jours du quotidien « Ozgur Gundem », qui exprime le point de vue de la communauté kurde. Le rédacteur en chef et le directeur de la publication ont été inculpés. Six autres membres du personnel sont encore détenus. Depuis le début de sa parution, en avril 1992, ce journal, distribué à 30.000 exemplaires environ, a été saisi deux cents fois, poursuivi soixante-dix fois et frappé d'amendes s'élevant à des millions de livres turques. Seize de ses journalistes et distributeurs ont été assassinés. Quatre de ses directeurs successifs sont emprisonnés. Le pouvoir lui reproche, cette fois-ci, d'avoir publié une interview d'Abdallah Ocalan, le principal dirigeant du PKK. De là à présenter « Ozgur Gundem » comme l'or-

gane du parti qualifié de terroriste, il n'y avait qu'un pas, aisément franchi par la justice turque. L'état-major exige que le journal soit interdit.

Un journal appelle à l'aide

A la suite de la perquisition menée le 10 décembre dernier au siège central du quotidien « Ozgur Gundem », à Istanbul, et dans ses bureaux de province, l'équipe rédactionnelle, des journalistes et des écrivains connus en Turquie ont lancé un appel à l'aide à leurs collègues européens. Ils leur proposent :

- de venir travailler quelque temps à la rédaction du journal menacé de fermeture;

- d'envoyer des articles contre toute forme d'atteinte à la liberté de la presse qui seront publiés par le quotidien d'Istanbul;

- de dénoncer dans leurs journaux les atteintes aux droits de l'homme en Turquie.

La suspension d'« Ozgur Gundem », l'inculpation de deux des dirigeants de la rédaction, le maintien en garde à vue de plusieurs de ses employés rendent cette aide encore plus urgente.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0150 4 GI 0149 FRA /AFP-PR56

Divers-Kurdes

Manifestation en faveur des Kurdes à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne)

IVRY-SUR-SEINE, 25 déc (AFP) — Environ 2.000 personnes ont participé, samedi après-midi, le jour de Noël, à une manifestation en faveur du "Peuple kurde" sous un chapiteau à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) avec le soutien de la municipalité communiste.

Ce rassemblement était organisé par le MRAP (Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples) SOS Racisme et le Croissant rouge du Kurdistan.

Jean Bellanger, responsable de la CGT pour l'immigration, a indiqué que selon lui, "il est bon de rappeler qu'il n'y a nulle part, pour les associations kurdes, de place pour la célébration de leurs fêtes en France".

Le responsable de la CGT a fustigé également les "mesures expéditives de Charles Pasqua qui tendent à faire accréditer l'idée que tous les Kurdes sont des terroristes".

jpd/chb

AFP 251916 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0093 4 I 0202 TUR /AFP-QX19

Turquie-Kurdes

133 rebelles kurdes tués depuis le début du mois, selon le ministre de l'Intérieur

ISTANBUL, 26 déc (AFP) — 133 rebelles kurdes ont été tués lors d'opérations des forces de l'ordre effectuées depuis le début du mois de décembre, dans l'Est et le Sud-Est de la Turquie, a indiqué dimanche le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese, cité par l'agence Anatolie.

Au cours de ces opérations, 84 "terroristes" (terme officielle désignant les rebelles kurdes) ont été arrêtés et 381 fusils automatiques, 157 pistolets, 7 lance-roquettes et deux mortiers ont été saisis, a-t-on ajouté de mêmes sources, qui n'ont pas fait état de pertes dans les rangs des forces de l'ordre.

Selon une compilation de l'AFP à partir de chiffres officielles, 10 soldats et 17 civils ont été tués depuis le début du mois de décembre dans des incidents en relation avec la rébellion kurde.

Au moins 10.645 personnes (civils, membres des forces de l'ordre, rebelles) ont été tuées, selon une compilation de l'AFP, depuis que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a déclenché en 1984 une lutte armée contre le pouvoir centrale d'Ankara dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde.

KG/bm/br

AFP 261325 DEC 93

La Marseillaise — 26 décembre 1993

MANIFESTATION EN FAVEUR DES KURDES DANS LE VAL-DE-MARNE

Environ 2.000 personnes ont participé, hier après-midi, le jour de Noël, à une manifestation en faveur du "Peuple kurde" sous un chapiteau à Ivry-sur-Seine dans le Val-de-Marne avec le soutien de la municipalité communiste. Ce rassemblement était organisé par le MRAP (Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples) SOS Racisme et le Croissant rouge du Kurdistan. Jean Bellanger, responsable de la CGT pour l'immigration, a indiqué que selon lui, "il est bon de rappeler qu'il n'y a nulle part, pour les associations kurdes, de place pour la célébration de leurs fêtes en France". Le responsable de la CGT a fustigé également les "mesures expéditives de Charles Pasqua qui tendent à faire accréditer l'idée que tous les Kurdes sont des terroristes".

FRA0109 4 I 0201 TUR /AFP-PB91

Turquie-Kurdes

Quatre correspondants du quotidien pro-kurde Özgür Gündem arrêtés à Elazığ

ISTANBUL, 26 déc (AFP) - Quatre correspondants du quotidien pro-kurde Özgür Gündem ont été arrêtés à Elazığ (est), après la saisie au bureau local du journal de documents concernant le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a annoncé dimanche la Super-préfecture de l'état d'urgence à Diyarbakir.

"Des documents, de la correspondance, des publications interdites, des photos de terroristes et des tracts" ont été saisis dans les locaux du quotidien, a déclaré la super-préfecture qui coordonne la lutte contre le PKK, dans un communiqué cité par l'agence semi-officielle Anatolie. Les 4 correspondants ont été écroués et ils ont dénoncé 7 autres membres supposés du PKK qui ont également été arrêtés, selon la même source. Trois grenades et des tracts ont été également saisis chez ces 7 personnes, ajoute-t-on.

Deux responsables de Özgür Gündem, publié en turc à Istanbul, le rédacteur en chef Gurbet Ersoz et chef de l'administration Ali Rıza Halis, avaient été arrêtés jeudi dernier à Istanbul par la Cour de sûreté d'Etat, pour "appartenance à une bande armée", rappelle-t-on.

KG/php/mfo

AFP 261458 DEC 93

« A midi, le restaurant est réservé aux SDF »

Le Courrier de l'Ouest

27 décembre 1993



« Réservé aux SDF » : M. Azad Rachid (à droite, avec l'un de ses fils) est même allé chercher certains de ses hôtes en voiture...

A la porte du restaurant, rue Bressigny, une pancarte pour le moins originale : « Réservé aux SDF »... Samedi 25 décembre, un restaurateur angevin d'origine kurde invitait les « sans domicile fixe » dans son établissement pour le repas de midi. « Pour faire un petit plaisir au Bon Dieu ».

« J'ai quatre beaux enfants et pour moi, c'est une manière de remercier le Bon Dieu ».

Restaurateur à l'enseigne « Sur le pouce », rue Bressigny à Angers, Azad Rachid tient de ses ascendants kurdes

de Syrie un sens aigu de l'hospitalité. Dans son établissement, on n'a jamais refusé un casse-croûte à un errant de passage... Mais en ce jour de Noël 94, le patron a voulu aller plus loin : samedi midi, la salle du restaurant était réservée

aux SDF, invités à partager un repas de fête typiquement kurde aux frais de la maison.

« C'est une tradition orientale pour les jours sacrés »

explique Azad Rachid. « Une jolie tradition, je crois. Et puis vous savez, les Kurdes sont un peu les SDF du monde, aujourd'hui. Une raison supplémentaire pour que je me sente proche des exclus ».

L'an prochain au « Sur le pouce »

Le restaurateur a lancé ses

invitations au cours de la semaine, par un appel sur une radio locale et une distribution de tracts à tous les points de rassemblement des SDF de la ville.

Samedi, il s'est mis aux fourneaux tôt le matin aidé par sa famille et quelques amis. Ses fournisseurs — le boucher, le marchand de fruits et légumes — avaient tenu à s'associer à son geste : à midi « Sur le pouce » avait de quoi accueillir 200 personnes, avec « riz fassoulia » le plat de fête kurde à base de riz, haricots et viande de bœuf, et vin à volonté, kataïf, baklava et « cheveux d'ange » au dessert.

Petite déception pour Azad Rachid : incrédulいたé, résignation ou timidité, les invités sont venus moins nombreux que prévu, encbre le restaurateur a-t-il parcouru la ville jusqu'à 13 h 30 passées pour ramener en voiture les mal informés et les indécis.

Mais Azad est bien décidé à répéter l'invitation l'an prochain. En espérant que son initiative soit imitée...

Qui sait ?

Voilà une tradition « locale » qui serait sympathique !

C.-H. G.

Monday, December 27, 1993

turkish daily news

PKK activities increase by two-fold this year

Separatist attacks reach record mark Civilians killed increases 100 percent

Turkish Daily News

ANKARA- Despite official statements that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) received a major blow in 1993, official figures show a twofold increase in terrorist activities during the first 11 months of the year in comparison to the same period in 1992.

According to official figures provided by Turkish security sources and the Interior Ministry, the number of civilians killed this year increased by 100 percent compared to last year's statistics.

Official data shows that in all of 1992 there were 1,920 PKK-related incidents throughout Turkey while this figure reached 3,901 in only the first 11 months of this year. Meanwhile, the civilian death toll was recorded at 1,249 as of Nov. 30, 1993, representing an increase of about 100 percent from 1992's year-end figure of 618.

During the same period in 1993, a total of 676 security officials, including tem-

porary village guards, soldiers and policemen, were killed. Last year, this figure stood at 634. Official figures, provided in writing to the Turkish Daily News, revealed an increase in PKK casualties and injuries in 1993 with 1,552 terrorists killed and 121 wounded, in contrast to last year's figures of 1,228 killed and 52 wounded.

However, the number of alleged terrorists caught by security forces so far in 1993 was 7,640, lower than the 7,908 terrorists caught in 1992.

While 853 civilians were wounded in 1992, the figure rose to 1,389 in 1993. The number of wounded security personnel also increased in this year's figures.

During the first 11 months of 1993, security forces confiscated 3,028 long-range rifles, 1,221 guns, 2,164 bombs and 463,378 bullets. In all of 1992, security forces had managed to seize 3,109 long-range rifles, 1,290 guns, 2,368 bombs and 352,959 bullets.

Aydınlık claims regional countries will clamp down on Kurds in January

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish Daily *Aydınlık* claimed on Sunday that Turkey, along with Iran and Syria, was preparing to clamp down on separatist Kurdish movements on a set date.

The *Aydınlık* report said the joint operation would be launched on Jan. 15 and would target Kurdish secessionist movements in all of the three countries as well as in northern Iraq. It said the tripartite summit between foreign ministers of Syria, Turkey and Iran would be held before the operation was launched. Quoting unidentified sources in the Foreign Ministry, *Aydınlık* said a secret agreement had been signed between the three countries and that all had agreed on dealing with the Kurds. The report said that Damascus insisted on Turkey signing a formal agreement by Dec. 31 at the latest, and solving the regional water issue before the operation was launched. According to the newspaper, Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) representative to Ankara Safeen Dizai held a meeting with Gendarmerie Operation director Gen. Yusuf Soybaş on Dec. 22, and that the Iraqi Kurds would also participate in an operation. Under a separate headline, the paper said the Iraqi Kurds were preparing to crack down on the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq.

Çiller: TL 400 trillion allotted to Army for '94

PM warns against frustrating Army, calls for support for security forces fighting in the Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller has revealed that TL 400 trillion, 5.6 percent of the Gross National Product, would be spooned out to the Turkish Armed Forces in 1994 for its modernization and to finance the fight against terrorism. In an exclusive interview with the rightist daily *Türkiye*, Çiller warned against attempts to frustrate the Turkish military, and demanded support "for those who are bravely fighting against terrorism in the Southeast."

"Turkey must emerge victorious from its fight

against terrorism because the success of Turkish economy is contingent upon it," the prime minister said.

Admitting that tourism had been dealt a heavy blow by increasing acts of terrorism, Çiller said that in the southern resort city of Antalya alone, a seasonal loss of \$1.5 million had been reported. Çiller added that Operation Provide Comfort was a bulwark against the threat posed by Saddam Hussein, and that it was only the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) that did not the operation.

FRA0155 4 I 0152 TUR /AFP-UI99

Turquie-Kurdes

Onze rebelles kurdes tués en Anatolie

ANKARA, 27 déc (AFP) — Onze rebelles kurdes ont été tués et une trentaine d'autres arrêtés dimanche dans des opérations de l'armée turque dans l'est et le sud-est anatoliens, a-t-on annoncé de source officielle lundi.

Il s'agit notamment d'une opération terrestre soutenue par des hélicoptères au sud de la bourgade de Semdinli à l'intersection des frontières turque, iranienne et irakienne. Onze rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui essayaient de s'infiltrer en territoire turc ont été tués et des munitions saisies lors de cette opération, selon la même source.

Au moins 175 personnes (148 rebelles, 17 civils et 10 membres des forces de l'ordre) ont péri depuis le 1er décembre dans des incidents entre le PKK et les forces de l'ordre, selon un décompte établi par l'AFP à partir de chiffres officiels.

YM/sp

AFP 271432 DEC 93

Are They Helping Iran Go Nuclear?

By William Safire

WASHINGTON — Something very strange is going on, behind closed doors, among the governments of Israel, Germany, the Czech Republic and Iran. Blinded again by the urge to recover hostages and the delusion of Iranian "moderates," Israel may unwittingly be providing the intelligence cover that could help Tehran acquire Western nuclear technology.

I have only fragments of the Skoda story, and may be putting them together mistakenly; but rather than exhort the Washington pursuers of Whitewatergate, let me lay out a few curious connections picked up last week in Central Europe.

Three months ago, the head of Iranian intelligence paid a visit to Germany at the invitation of Bernd Schmidbauer, Chancellor Helmut Kohl's intelligence chief. The meeting was arranged at the secret request of the Israeli government, which had its representatives in a room 50 feet down the hall from the Iranians and Germans.

The subject of the proximity talks was, presumably, Israelis held hostage by the Hezbollah in Lebanon, which operates under Syrian sufferance but under the primary control of Iran. The meeting in Bonn went badly, and the Iranians publicly made known their presence in the German capital.

This triggered a vigorous U.S. protest — why were the Germans secretly playing host to the Iranians? — and embarrassed Mr. Kohl, who has been tight as a tick with President Bill Clinton. It forced the Israelis (whose presence down the hall may or may not have been known to the Iranians) to acknowledge that the meeting had been held at Prime Minister Yitzhak Rabin's request. Two weeks ago, Mr. Rabin met Mr. Kohl in Bonn.

So the Israelis will go to great lengths to get their people back, and the Germans comply. What's the big deal? It is that this back channel overlaps — and muddies up — other activity between the Germans and Iranians, with the Czechs as interme-

diaries, that could transform Iran into a nuclear terrorist power.

For years, Iran has been trying to get Germany's Siemens AG, whose nuclear technology is far in advance of Russia's or China's, to build its nuclear facilities. Iran already has enough cheap oil to satisfy energy needs for generations; its only interest is in acquiring the ability to build nuclear bombs.

At the request of the United States, the Kohl government has restrained the Siemens chief executive, Heinrich von Pierer, from making a nuclear deal with Iran. But Siemens may have developed what spooks call a "cutout," or intermediary, through a joint venture with the Czech company Skoda Plzen.

As Stephen Engelberg of The New York Times reported Dec. 15, Israeli journalists discovered that Skoda's director, Lubomir Soudek, had been in Iran from Nov. 23 to Dec. 3 meeting with Riza Amoralahi, the head of Iran's nuclear energy department. The company said it was about trolley cars and "energy cooperation." Sure.

When U.S. officials protested to Prague, the Czech government claimed that shipment of nuclear technology to Iran was "not decided." Intelligence sources tell me some Czechs are eager to sell Iran "Tamara" radar, sensitive enough to spot U.S. Stealth bombers, as well as Semtex explosives, the preferred plastic of terrorists worldwide.

Let's now review the bidding. Israeli defense policy, articulated by Mr. Rabin, is centered on countering a long-term missile threat from nuclear Iran, not any conventional tank threat from Syria. U.S. strategic doctrine agrees. Germany, after being burned in Libya and Iraq, has a policy of restraining export of nuke-tech to terrorist states, but its executives are looking for ways to

circumvent it. The Czechs are hungry and want to sell to anybody.

Into this mix comes Israel's back-channel approach to Iran. It confuses the Germans, irritates the Americans, amuses the Iranians and splits the Israelis.

What to do? Jerusalem journalists should keep up the heat on back-channel dealings with consequences that endanger national survival. Bonn should keep a close eye on the use of cutouts by its industrial giants.

And Prague should be told that if it sees its future as a merchant of death, it can expect no membership in NATO, not even a halfway "partnership for peace." If the Russian bear again begins to growl, do Czechs really want to turn for their security to nuclear customers in Tehran?

The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD

TRIBUNE, TUESDAY,

DECEMBER 28, 1993



Tuesday, December 28, 1993

turkish daily news

Power of Islam grows in officially secular Turkey

By Daniel J. Wakin

Associated Press Writer

ISTANBUL- Bumper stickers proclaim "Power belongs to God." The power of Islam is growing in Turkey, a predominantly Muslim but constitutionally secular nation of 60 million people. As it does, the division widens between religious activists and people dedicated to secularism.

Radical Islam is not considered likely to dominate the country, as in neighboring Iran, but its anti-Western message conflicts with Turkey's position as a NATO member and aspirant to the European Community. Enforcement of sanctions on Iraq and the protection of Kurds in northern Iraq depend on Turkey's cooperation.

"The ground is fertile for polarization," said Cengiz Çandar, a columnist for the Istanbul daily Sabah. "There is a feeling of revolt in the conscience of the people. We feel our Muslim identity much more strongly."

Some see the Islamic revival as a belated reaction against how the modern republic was founded 71 years ago by Mustafa Kemal, later named Atatürk.

He ruthlessly sought to rid Turkey of its Ottoman and religious past, using Western-oriented secular nationalism to unite it. He closed religious schools and a few mosques, turning them into museums; banned the public wearing of religious garb and changed to the Roman alphabet

from the Arabic, the language of the Koran.

Nowadays, mainstream politicians take care to be observed going to mosques and the U.S.-educated female premier, Tansu Çiller, says, "Thank God I am a Muslim." The circulations of Islamic newspapers are increasing.

Although no statistics are available, analysts say Turks are becoming more observant. Women in ankle-length black robes, showing only a small triangle of face, are common in some quarters of Istanbul, a city of 11 million.

The fundamentalist Welfare Party, a well-organized group led by Necmettin Erbakan, won 40 seats in the 450-member Parliament in 1991 and captured six Istanbul districts in local elections a year ago. It is expected to do well in nationwide local elections in March.

Erbakan claims his followers have doubled in number to 1.6 million over two years. He draws support from those who are dissatisfied with corruption and from the masses of rural migrants to the cities, many of whom find refuge from unemployment and poverty in the promises of religion. "Islam will make a revolution in civilization," said one Welfare Party supporter, Firat Oruc, a 19-year-old sociology student at Istanbul University.

He spoke during noon prayers one Friday in December at the 16th-century Beyazit mosque, where worshippers spilled out into the courtyard.

Islamic revival takes different forms in Turkey. One is a kind of "cultural expression" that harkens back to the Ottoman past as the center of the Islamic world, said Doğu Ergil, a political scientist at Ankara University.

Analysts also point to a "liberal capitalist Islam." The best example of that is Ihlas, a \$200 million-a-year holding company that puts its profits back into operations and is modeled after Muslim charitable foundations.

Ihlas owns the largest-selling Islamic paper, *Türkiye*, which has a room for prayer at its Istanbul headquarters, and runs a fundamentalist television station. It also has interests in construction, hospitals and publishing, and distributes Islamic books free outside Turkey.

A third kind of Islamic revival is more threatening. On July 2, thousands of fundamentalists rampaged in the central town of Sivas to protest a meeting of a group of liberal intellectuals. They set fire to the hotel and 36 people were killed. Prominent critics of Islamic extremism have been murdered, most recently columnist Uğur Mumcu in January 1992. Hundreds of thousands of people marched in his funeral procession to show support for secularism.

When Turgut Özal, Turkey's first president to openly embrace Islam, died two months later, millions marched in what Çandar, the Sabah columnist, called a pro-Muslim demonstration.

Iraqi Kurds say Moslem Kurd headquarters falls

Reuters

PARIS- A coalition of Kurdish groups has overrun the headquarters of an Iranian-backed Moslem Kurdish movement in northern Iraq after five days of fighting, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said on Monday.

In a statement received in Paris, the PUK said the Moslem fighters were still holding on in Halabja but their defenses were collapsing.

The PUK said the headquarters of the Islamic Movement of Kurdistan (IMK) in Sulaimanya and Erbil fell early on Monday and their bases near the Iranian border were captured earlier. It

said PUK forces were taking the captured IMK leader, Osman Abdul Aziz, to Erbil.

"Following its resounding defeat, the militancy of the IMK is believed to have received a devastating blow both militarily and politically," the PUK statement said.

There was no independent confirmation of the reports. The Iraqi News Agency (INA), in a report carried by the Iraqi government newspaper al-Jumhuriyah, reported on Saturday that more than 100 people had been killed or wounded in the clashes. The statement said fighting between the IMK and Jalal Talabani's PUK fighters broke

out last week after Islamic militants killed six PUK members in Ranya despite an agreement to settle differences between Kurds peacefully.

Kurdish sources in Baghdad have reported serious rifts between the PUK and Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party (KDP) and the Islamic fundamentalists over the latter's collaboration with Iran and militant religious views.

Kurdish guerrillas took control of most of northern Iraq after the 1991 Gulf War when Western warplanes began patrolling the region following the collapse of a Kurdish-led revolt against President Saddam Hussein.

Parliament ends duties of martial law courts :

Parliament passed a draft bill on Monday which ended the duties and the powers of the martial law courts and transferred pending cases to civilian courts. Also, under the new law, cases at the Military High Appeals Court will be sent to the High Appeals Court. On Monday, the parliamentary plenary session worked rapidly and managed to debate 10 separate draft bills and proposals. Among the draft bills which have now become law are the changes made in the Political Parties Law and the Election Law, the law regarding the establishment of three new towns, the law concerning the adoption of an international accord on water birds and the protection of environment, and the law terminating the duties and the powers of the martial law court, which had still been operating in spite of the ending of martial law.

Coalition to discuss constitutional amendment: Social Democrat People's Party (SHP) Chairman and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın, said that the government would make some changes in the Constitution in order to remove political barriers. Karayalçın said that his party, together with its coalition partner DYP, would bring the constitutional amendment issue forward in the new year.

11 PKK militants killed: Eleven terrorists were killed during the operation carried out in the Şemdinli town of Hakkari, according to a press release from the Office of the Emergency Rule Governor on Monday. Thirty hand grenades, 12 mines and large quantities of ammunition were seized in the operation. Experts combing the terrain of Diyarbakır, Batman, Mardin, Tunceli, Muş and Bingöl, are reported to have found 7 hideouts where 16 tons of food were stored. In the Bismil town of Diyarbakır, two people lost their lives when unidentified individuals threw a bomb at their house.

FRA0318 4 I 0165 SYR /AFP-CFO2
Irak-Kurdes

M. Barzani rend la Ligue Islamique Kurde responsable des affrontements inter-kurdes

DAMAS, 28 déc (AFP) — M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des deux principales formations kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak, a attribué mardi à la Ligue Islamique Kurde (LIK-pro-iranienne) la responsabilité des combats inter-kurdes qui ont fait des dizaines de mort.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP, M. Barzani a souligné la responsabilité de "la LIK qui a commencé les attaques" mais a critiqué l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) pour n'avoir pas "respecté les décisions prises par le comité du cessez-le-feu", d'arrêter les affrontements.

Les combats entre l'UPK et la LIK ont fait dimanche et lundi au moins 31 morts et 134 blessés dans la seule ville de Souleimanieh, s'ajoutant à 22 tués la semaine dernière, selon des sources kurdes. Le PDK a indiqué qu'il menait une médiation entre les deux parties.

rm/hj/mfo

AFP 281944 DEC 93

FRA0103 4 I 0145 IRK /AFP-XR66
Irak-Kurdes

Au moins 31 morts et 134 blessés dans des affrontements inter-kurdes

SOULEIMANIEH (Irak), 28 déc (AFP) — Les affrontements entre formations kurdes rivales dans le nord de l'Irak ont fait au moins 31 morts et 134 blessés et se sont poursuivis jusqu'à lundi soir, en dépit d'un cessez-le-feu, selon des sources kurdes.

Les combats entre l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et la Ligue Islamique Kurde (LIK, pro-iranienne), qui ont éclaté il y a dix jours, s'étaient interrompus samedi après la signature d'un cessez-le-feu.

Les affrontements ont cependant repris dimanche dans deux des principales villes kurdes dans les régions du nord de l'Irak qui échappent au contrôle du régime du président Saddam Hussein, Erbil et Souleimanieh. Ils se sont achevés lundi matin à Souleimanieh et dans la soirée à Erbil.

ls/at/lba/br

AFP 281131 DEC 93

LE MONDE — 28 décembre 1993

TURQUIE

Un quotidien nationaliste kurde est de nouveau condamné

ISTANBUL

de notre correspondante

La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul a prononcé deux nouvelles condamnations, vendredi 24 décembre, contre le quotidien nationaliste kurde *Ozgür Gundem*, en vertu de la loi contre le terrorisme : le quotidien devra cesser de paraître durant deux mois au total et l'éditeur responsable du journal a été condamné

à quatre ans de prison et l'équivalent de 80 000 francs d'amende. Cela étant, ces condamnations, comme les précédentes, devant encore être confirmées par la Cour de cassation, *Ozgür Gundem* continue à paraître normalement.

Dix-sept des dix-neuf journalistes placés en garde à vue lors de la rafle dans les locaux du journal, le 10 décembre, ont été

relâchés, jeudi 23 décembre, par le même tribunal, mais la rédactrice en chef, M^{me} Ersöz, et le directeur administratif, M. Halis, ont été arrêtés. Les journalistes ont déclaré avoir été torturés lors de leur détention. Trois des quatre correspondants du journal à Elazig (dans l'est du pays), en garde à vue depuis quinze jours, ont été mis en état d'arrestation dimanche.

Cette campagne d'intimidation entre dans le cadre du durcissement de la politique de l'Etat contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'armée ne cache pas son irritation croissante à l'égard de ce quotidien

qu'elle considère comme un organe du mouvement séparatiste. Vendredi 24 décembre, le chef d'état-major, le général Güres, a prononcé un discours très dur contre « les nabots brailards » qui seraient « les collaborateurs des organisations terroristes ». Cette nervosité s'explique aussi par le sérieux revers subi par l'armée la semaine dernière : une puissante campagne de l'ensemble de la presse a, en effet, contraint la cour militaire à relâcher deux journalistes de la télévision privée HBB, arrêtés, à la demande du chef d'état-major en personne, pour avoir fait une émission sur les réfractaires au service militaire. — (Intérim.)

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0193 4 I 0203 TUR /AFP-AV83

Turquie-Kurdes-Irak

Reconduction de la présence alliée pour surveiller l'Irak

ANKARA, 28 déc (AFP) — Le parlement turc a voté mardi la reconduction de la présence en Turquie de la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak depuis la base turco-américaine d'Incirlik (sud, près d'Adana) dans le cadre de la phase 2 de l'opération "Provide Comfort".

Le gouvernement turc avait décidé la semaine dernière de soumettre au

parlement la prolongation pour six mois de la présence à Incirlik des forces aériennes alliées chargées de protéger les Kurdes d'Irak qui vient à échéance le 31 décembre.

Ces forces aériennes alliées --américaines, françaises et britanniques-- avec 48 chasseurs-bombardiers et appareils d'observation plus leurs avions de ravitaillement et des "radars volants" AWACS, ont pour mission de surveiller la zone d'exclusion de vol imposée aux appareils irakiens au nord du 36ème parallèle.

Elles ont aussi pour mission de surveiller les mouvements de troupes irakiennes en direction de la zone de sécurité établie par la coalition dans une bande de territoire du nord de l'Irak proche de la frontière turque, dans une zone sous contrôle kurde irakien depuis octobre 1991.

YM/sp

AFP 281550 DEC 93

L'Humanité — 27 décembre 1993

TURQUIE. Quatre correspondants

du quotidien kurde « Ozgur Gundem » ont été arrêtés à Elazig (est de la Turquie), après la saisie au bureau local du journal de documents concernant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé hier la super-préfecture de l'état d'urgence à Diyarbakir. A Ankara, le ministère de l'Intérieur a indiqué que 133 personnes ont été tuées par l'armée depuis le début du mois au Kurdistan turc. Selon un décompte de l'AFP, au moins 10.645 personnes ont été tuées dans les opérations de répression menées par l'armée turque au Kurdistan depuis 1984.

Le Courrier de l'Ouest — 27 décembre 1993

Une réaction du RPR à propos de la jeune Kurde

La fédération RPR des Deux-Sèvres estime que la jeune Kurde Gurbet Ayaz n'est pas assignée à résidence à Reffanes « sans preuve ». Selon Lucien Boutineau, secrétaire départemental du RPR, « tout étranger résidant sur notre sol est tenu à un droit de réserve. Notre territoire ne doit en aucun cas servir de base arrière ou logistique à des associations terroristes... Comme tout citoyen français, l'étranger a des droits mais également des devoirs ». Le RPR souligne enfin que « les quatre inspecteurs des Renseignements généraux chargés de la sécurité de cette jeune personne n'ont pas passé la fête de Noël en famille. Pourtant personne n'en parle... ».

MISSION HUMANITAIRE

La vie comme passion

Marie-Madeleine Girodias, infirmière à l'hôpital d'Aubagne est retournée six semaines au Kurdistan avec "Médecins du Monde". Témoignages de visions d'un autre temps, où la misère cotoie la mort et où la vie semble un merveilleux message d'amour...



Marie-Madeleine Girodias vaccinant quelques enfants. "C'est un peuple extraordinairement attachant". (Photo D.R.)

Le Provençal - 28 décembre 1993

Marie-Madeleine met de plus en plus de temps à s'acclimater à la France. Après six semaines passées au Kurdistan à panser les plaies gangrenées des hommes, à soigner les enfants qui ont perdu une jambe ou un bras sur les mines, les Français semblent bien tristes, bien avides, égoïstes, tout simplement...

"Et dans les hôpitaux, quel gaspillage..." sourit Marie-Madeleine lorsqu'elle voit ses collègues infirmières utiliser, comme le veut l'hygiène, pléthore de compresses.

Quand au Kurdistan, les souris courent sur le bloc opératoire, que le flacon de désinfectant dure plusieurs jours pour des dizaines et des dizaines d'opérés.

Destination l'hôpital de Rania

Depuis 1988, Marie-Madeleine Girodias, infirmière à l'hôpital d'Aubagne, "profite" de ses congés annuels pour partir en mission avec Médecins du Monde. Après la Côte d'Ivoire, la Pologne et l'Irak, elle est de nouveau retournée, cette année, au Kurdistan pour s'occuper de l'hôpital de Rania, avec un chirurgien et un infirmier anesthésiste bénévole.

"La guerre est finie, souligne Marie-Madeleine, depuis que les Kurdes ont obtenu leur indépendance. Mais le pays est exsangue : à cause de l'embargo de l'Irak, la menace permanente d'une invasion des frontières par Saddam Hussein, le Kurdistan subit en plus les affrontements journaliers des différentes factions kurdes. Et là-bas, tout se règle au kalachnikov..."

Economie exsangue

Chaque habitant est d'ailleurs armé pour se protéger des pillages. L'économie est au plus mal. Si

l'aide alimentaire permet aux habitants de survivre, l'inflation est telle que les Kurdes ne peuvent acheter le minimum pour couvrir les enfants.

Marie-Madeleine, entre deux cours de français et des campagnes de vaccination massives, a travaillé dans les salles de l'hôpital où les opérations se sont succédées. "On voit des choses incroyables. Des pathologies que l'on ne peut rencontrer en France : des tumeurs énormes, des calculs rénaux sur de tout jeunes enfants, des femmes enceintes ayant besoin d'une césarienne et qui arrivent à l'hôpital avec une jambe du gamin sortant

déjà de l'utérus... Mais le plus gros des opérations touche les blessés qui arrivent par dizaines. Tous ont sauté sur des mines."

Opérations de déminage

Malgré les importantes opérations de déminage, les champs sont encore infestés. Et la situation est telle que lorsqu'un enfant arrive, les intestins perforés, les jambes arrachées parce qu'il a sauté sur une mine en gardant une vache, la famille pleure autant sur lui que sur le sort de l'animal, si précieux en ces temps de disette...

Marie-Madeleine n'a pas le temps de s'apitoyer, pas le temps de s'émouvoir de ces images insoutenables. Il lui reste simplement une grande nostalgie, et un immense désir de revoir ce peuple "si attachant, si extraordinaire". Et, avant de préparer le prochain voyage, Marie-Madeleine raconte son expérience, histoire de relativiser un peu nos notions de misère humaine, et recommence à accumuler médicaments, vêtements chauds, fourniture scolaire : "6 000 enfants suivent assidument l'école qui fonctionne grâce à de nombreuses associations : France Libertés, Equilibre, l'UNICEF, et surtout, les



L'hôpital de Rania : pas de couverture ni de draps sur les lits. Quant aux familles, elles mangent à même le sol. (Photo D.R.)

instituteurs eux-mêmes qui partagent leur maigre salaire pour assurer la fourniture scolaire des enfants. Pour eux, l'enseignement est le seul moyen de

sortir les enfants de cette situation. Et ils ont sûrement raison."

◆ Tous vos dons sont les bienvenus. L'association Médecins du Mon-

de recherche également des chirurgiens et des infirmiers bénévoles. Renseignements auprès de Marie-Madeleine Girodias, au 42.03.69.44.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0245 4 I 0340 IRK /AFP-FZ95

Irak-Kurdes

Le "gouvernement" kurde satisfait de la reconduction du mandat de la force alliée de protection

ERBIL (Irak), 29 déc (AFP) - Le "gouvernement" kurde de nord de l'Irak a accueilli avec satisfaction la reconduction pour six mois par la Turquie de la présence sur son sol de la force multinationale de protection des Kurdes irakiens, en réitérant toutefois sa demande d'un mandat de deux ans.

"Cette extension est la bienvenue, mais deux ans auraient constitué un meilleur mandat pour notre peuple qui s'efforce de reconstruire son économie", a affirmé à l'AFP le "ministre" kurde des Affaires militaires, Cabbar Ferhan.

Les régions kurdes du nord de l'Irak, dotées depuis 1992 d'un "gouvernement" établi à Erbil et non reconnu internationalement, échappent depuis octobre 1991 au contrôle du régime du président irakien Saddam Hussein.

Des affrontements y ont opposé ces derniers jours l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) -- qui forme, avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), le "gouvernement" kurde -- et la Ligue islamique kurde (LIK), une formation pro-iranienne.

Selon des sources kurdes, ces combats ont fait dimanche et lundi au moins 31 tués et 134 blessés dans la seule ville de Souleimanieh, s'ajoutant à 22 tués la semaine dernière. Aucun bilan n'était disponible pour l'ensemble du Kurdistan d'Irak.

La reconduction du mandat de la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak, basée dans le camp turco-américain d'Incirlik (sud, près d'Adana), s'est effectuée dans le cadre de l'opération "Provide Comfort", mise en place par les alliés après la guerre du Golfe.

Cette force, constituée d'unités aériennes américaines, britanniques et françaises, est déployée depuis juillet 1991 pour protéger les populations du nord irakien contre les troupes de Bagdad.

Les alliés ont également interdit à l'Irak de survoler les régions situées au nord du 36^{ème} parallèle, où se trouvent les principales villes du Kurdistan irakien.

ls/jhd/sp

AFP 291724 DEC 93

Libération — 29 décembre 1993

TURQUIE. Le mandat de la force de protection des Kurdes d'Irak a été prolongé de six mois par le Parlement. Les forces aériennes alliées basées à Incirlik (sud-ouest du pays) ont pour mission de surveiller la zone d'exclusion aérienne imposée aux appareils irakiens au nord du 36^e parallèle.

Le Figaro — 29 décembre 1993

**KURDISTAN
IRAKIEN
Protection alliée
reconduite**

□ Le Parlement turc a voté hier la reconduction pour six mois de la présence en Turquie de la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak

depuis la base turco-américaine d'Incirlik, dans le cadre de la phase 2 de l'opération « Provide Comfort ». Le mandat de cette force - américaine, française et britannique - qui a pour mission de surveiller la zone d'exclusion aérienne au nord du 36^e parallèle, devait arriver à échéance le 31 décembre.

FRA0207 4 I 0217 TUR /AFP-FK26

Turquie-Kurdes-presse

Arrestation de quatre collaborateurs du quotidien pro-kurde Ozgur Gundem

ANKARA, 29 déc (AFP) - La police turque a arrêté mardi soir quatre collaborateurs du bureau d'Ankara du quotidien pro-kurde "Ozgur Gundem" (libre ordre du jour), a-t-on appris mercredi auprès du quotidien.

Il s'agit de deux journalistes et de deux employés administratifs, qui ont été placés en garde à vue sans que l'on sache de quoi ils sont soupçonnés, selon le bureau du quotidien à Ankara.

La police, qui a fouillé le bureau du journal, a saisi "pour examen" un calendrier 1994 qu'avait fait imprimer Ozgur Gundem pour l'envoyer à ses clients, selon la même source.

Les 10 et 14 décembre, la police, lors de perquisitions au siège du quotidien à Istanbul, avait arrêté 108 personnes dont deux sont toujours écrouées.

La publication du quotidien avait été interrompue pour trois jours à partir du 10 décembre dans toute la Turquie où 28 autres journalistes et collaborateurs du journal avaient été arrêtés lors de perquisitions similaires dans d'autres bureaux.

Les enquêtes policières ont pour but de "prouver l'existence d'un lien organique entre le journal et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste)", avaient affirmé des responsables du quotidien à l'AFP.

ym/dch/mfo

AFP 291539 DEC 93

FRA0112 4 I 0300 IRK /AFP-ED15

Irak-Kurdes

Au moins 72 morts dans les combats inter-kurdes en Irak

ERBIL (Irak), 29 déc (AFP) - Au moins 72 personnes ont été tuées dans les affrontements inter-kurdes qui se sont achevés lundi dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde, selon un bilan provisoire de sources kurdes compilées par l'AFP mercredi à Erbil (nord).

Quelque 250 personnes ont été blessées dans ces combats, depuis le 20 décembre. Ils se sont terminés par la défaite de la Ligue islamique kurde (KIL), une formation pro-iranienne, face à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Ce bilan inclut les victimes des combats à Souleimanieh et Erbil mais ne comprend pas la région de Rania (est), où des affrontements ont également eu lieu mais d'où aucune information sur d'éventuels morts et blessés n'est encore parvenue.

Le "Premier ministre" kurde, Abdoullah "Kosrat" Ressous (UPK), a déclaré à l'AFP que l'UPK avait pris le contrôle de toutes les bases de la KIL dans le Kurdistan irakien et qu'il n'y avait plus de possibilité que les combats reprennent.

La plupart des combattants de la KIL ont été désarmés par l'UPK, puis relâchés, a constaté la correspondante de l'AFP. La formation de M. Talabani a assuré avoir saisi une grande quantité d'armes lourdes.

Le "gouvernement" kurde, non reconnu internationalement, a été formé en 1992 par l'UPK de M. Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, dans les régions qui échappent depuis octobre 1991 au contrôle du régime du président Saddam Hussein.

Le chef de la KIL, Mollah Osmane, se trouve pour sa part depuis mardi soir dans le quartier-général du PDK de M. Barzani, a indiqué un dirigeant du PDK qui a requis l'anonymat. "Il est notre hôte et sera traité avec respect", a-t-il dit.

ls/lba/br

AFP 291114 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0078 4 I 0173 TUR /AFP-DP54

Turquie-divers

4 personnes blessées dans un attentat à la bombe revendiquée par le PKK

ANKARA, 29 déc (AFP) - Quatre personnes ont été blessées dans un attentat à la bombe perpétré mardi soir à Ankara contre les locaux du parti gouvernemental de la Juste Voie (PJV, droite traditionnelle) et revendiqué par le mouvement séparatiste kurde de Turquie, a annoncé la police.

Deux engins explosifs ont été jetés par une personne non identifiée en direction du bâtiment du PJV du Premier ministre, Mme Tansu Ciller, situé dans le centre-ville, faisant quatre blessés dont un membre de la sécurité, et provoquant des dégâts matériels, selon les mêmes sources.

L'individu a ensuite mitraillé les locaux et pris la fuite avec une autre personne qui guettait les lieux au moment de l'attaque revendiquée par le Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans des appels téléphoniques anonymes à plusieurs quotidiens.

Il s'agissait d'engins explosifs à fragmentation de fabrication artisanale, selon la police.

CE/jm/br

AFP 290908 DEC 93

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0270 4 I 0262 TUR /AFP-GF87

Turquie-Kurdes lead

Au moins 22 tués, dont 12 soldats, depuis mardi dans le sud-est anatolien

ISTANBUL, 29 déc (AFP) - Au moins 22 personnes, dont 12 soldats, ont été tuées et une vingtaine de civils blessés depuis mardi dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon un nouveau bilan rapporté par l'Agence Anatolie.

Les 12 soldats ont été tués à Dargecit (près de Mardin) quand un camion les transportant a sauté mardi soir sur une mine placée par des rebelles kurdes sur la route reliant Dargecit à Mardin, selon la même source.

Neuf rebelles kurdes du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués mercredi par des forces de l'ordre effectuant des opérations dans la région montagneuse de Hakkari (sud-est), a déclaré dans un communiqué la super-préfecture d'état d'urgence à Diyarbakir, citée par l'agence Anatolie.

Un autre rebelle kurde a été également tué à Baykan (sud-est, sous-préfecture de Siirt), a-t-on indiqué à la super-préfecture, qui coordonne la lutte contre le PKK.

16 autres personnes, dont plusieurs étudiants, ont été blessées mercredi par une bombe qui explosé dans la cantine de l'Université de Dicle (sud-est, Diyarbakir). La responsabilité de cet attentat a été attribuée au PKK.

Le PKK a revendiqué l'explosion de deux grenades dans les locaux du parti gouvernemental de la Juste Voie (PJV) à Ankara, faisant 4 blessés dont un grave.

Au moins 204 personnes ont trouvé la mort dans des incidents entre forces de l'ordre et rebelles dans l'est et le sud est Anatoliens depuis le début du mois.

KG/mb/mfo

AFP 291801 DEC 93

Poised Hammer extended for six months

Coalition government gains slim majority in Parliament after tough debate with opposition parties

ANKARA- Despite widespread objection from the opposition as well as from some deputies of the ruling parties, Poised Hammer's (currently dubbed Operation Provide Comfort) mandate was extended another six months by Parliament on Tuesday. During the voting, of the 358 deputies present, 196 voted for the extension, 160 voted against and two abstained. The voting had been delayed for two hours by the opposition parties, whose strong objections caused a disruption in the general debate. In a move to appease three True Path Party (DYP) deputies who had submitted an alternative draft on Poised Hammer, Prime Minister Tansu Çiller added a new statement to her proposal, reaffirming "the importance Turkey attached to the territorial integrity of Iraq and the protection of human rights in northern Iraq."

Despite Çiller's statement, 10 DYP deputies as well as some opposition members, supported DYP Istanbul Deputy Coşkun Kırca's draft, which called for only a three-month extension of Poised Hammer.

On the other hand, the Republican People's Party (CHP) argued that the allied coalition force should leave its current position inside Turkey.

The Motherland Party (ANAP) proposed that the force's mandate be extended for only three months with monthly reports submitted to Parliament on the issue. "Extending the force for three months would be a serious warning to our allies and would show that Turkey is determined to hold the strings of the force," ANAP Istanbul Deputy Engin Güner said in the debate. However, the proposal was challenged by Foreign Minister Hikmet Çetin who claimed that information was provided to Parliament only when it was deemed necessary.

Çetin assured Parliament that the activities of the Poised Hammer forces were "under the strict control of Turkey." "It is wrong to think that the global interest in northern Iraq would end if we drove out the Poised Hammer forces," Çetin said in reply to deputies' criticism.

"Neither will driving out the force solve Turkey's economic problems in southeast Anatolia," he added.

Çetin stressed that Poised Hammer's mandate was in accordance with the chief of staff's directives.

"There is a Turkish commander who has the same status as his American counterpart," he said. "Moreover, there is a Turkish officer that accompanies each flight."

Ankara had required that a Turkish officer participate in each sortie from the Incirlik air base, where the force is stationed, after increased press reports that the operation was providing food and military aid to the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party).

Çetin also repeated the government's traditional line that the absence of Poised Hammer forces could result in another Kurdish exodus from Iraq to Turkey, as had been the case in April 1991. "A new migration might create chaos in the region, which would mean an increase in PKK power," Çetin said.

The foreign minister added that the presence of the Poised Hammer forces made it easier for Turkey to carry out cross-border operations against PKK militants stationed in northern Iraq.

"If its presence were terminated, this would make such operations difficult," Çetin said.

Deputy Prime Minister and SHP Chairman Murat Karayalçın, who spoke before Çetin, said the Turkish government was in favor of protecting Iraq's territorial integrity.

Despite Çetin's firm conviction of the benefits of Poised Hammer, several of his own party members were apparently not as convinced and challenged him

during his address to SHP members. SHP Ankara Deputy Mümtaz Soysal, joined by Sivas Deputy Azimet Köylüoğlu and Adıyman Deputy Celal Kürkoğlu, expressed their opposition to the extension of the Poised Hammer force. Köylüoğlu, who also spoke during the debate in Parliament said:

"If we are to allow foreign flags in our territory, then why did we engage in the War of Liberation? Atatürk and İnönü are now turning in their graves. We are not a one-night hostel for Poised Hammer. We are not some 'banana republic,' nor are we Washington's Middle East guard, or front line or springboard." The SHP deputy was applauded by the opposition deputies for his remarks.

Welfare Party (RP) Kayseri Deputy Abdullah Gül claimed that, "As long as Poised Hammer was deployed in Turkey, Turkish security is shaken."

"Is the Greek, the Armenian government any less dangerous than the Iraqi one? Then why don't we demand a Poised Hammer against them as well?"

"I want the desires of the Turkish, not the American public to be discussed in the Turkish Parliament," Democratic Left Party (DSP) Chairman Bülent Ecevit said.

"Poised Hammer has not only created a power vacuum in northern Iraq, it has also created a lack of authority in the Turkish Southeast," Ecevit said. "Extending this force's mandate will mean suicide for Turkey."

Öztürk claims PKK engaged in fictitious exports

Further alleges that one of the attorneys of the fictitious exporters now serves as deputy from DEP

By Hayri Birler
Turkish Daily News

ANKARA- True Path Party (DYP) Aksaray Deputy Mahmut Öztürk, the head of the Parliamentary Commission for investigating fictitious exports, claimed Tuesday that members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were also involved in fictitious exports and receiving tax rebates of milli-

ons of Turkish lira through the firms they have established.

Öztürk claimed that it was the PKK which directed fictitious exports in Turkey's southeastern region, and that one of the attorneys who had undertaken the defense of a defendant involved such activities was now a member of Parliament for the Democracy Party (DEP).

"Furthermore, the firms are also

imaginary. You find a cemetery or an empty field when you investigate them. One of these companies turned out to be a police station," Öztürk said. Pointing out that the commission had completed its work and that the report regarding the conclusion of the commission's findings had been presented to the Office of the Parliament Speaker, Öztürk said that the total amount of the tax rebate paid on exports which had been proved to be fictitious had reached TL 47 trillion. He added that the amount had exceeded TL 100 trillion including exports which had not yet been identified as fictitious or not.

Öztürk continued, "As a matter of fact, we have documented the fact that the state has been robbed through imaginary exports. There are neither goods nor a company that has transported them. There is no other document except the customs clearance form. There is no country of destination. The state has lost trillions of liras through the tax rebate system. Most of the firms turn out to be false. That is to say, they do not exist."

**"Judiciary ratifies
Özal's treachery"**

Öztürk noted that the commissi-

on had examined a total of 1,100 export files which pertained to 467 companies, including the firms which belonged to DYP Trabzon Deputy Mehmet Ali Yılmaz, and that he and his colleagues had not exerted any efforts either to clear or to defame anybody. He declared that they had tried to document all the information which they had obtained and that they had only included in their report claims for which documentation existed.

Öztürk said, "We have discovered that all the legislation which has encouraged fictitious export had been passed by Parliament during the premiership of late President Turgut Özal. In view of this fact, which emerged as our examination went on, I even accused Özal of treason. He later filed a lawsuit against me but I was acquitted in court. Özal appealed against the decision but the High Court of Appeals had upheld the ruling of the lower court. That is to say, the courts had found my statement about Özal, whom I had accused of treason, valid." Pointing out that he had been left on his own during his work and that a certain section of the DYP had even disturbed him as he was carrying out his duties, Öztürk said, "I don't feel regret, however I am worried about my political future, because I can read the signs."

Noting that the information which the commission had requested from the relevant institutions or organizations contained discrepancies which stemmed from "deliberate and ill-intentioned" acts. However he stated that the members of the commission had taken information from the Central Bank into consideration during their investigation. He said they had also revealed the link between terrorism and fictitious exports.

"PKK engaged in fictitious export"

Öztürk said that the documents which they had obtained as they were probing the fictitious export issue had revealed the existence of a direct link between fictitious exports and the PKK. He continued, "The nephews of the Armenian Yankyan, who had made a martyr of Turkey's consul general in Los Angeles in 1973, had sent fictitious export money to Turkey through a secret account in Switzerland. In other words, the transactions had been carried out so as to make it look as if the money had been sent in return for an item exported from Turkey. There were no exported goods however. Only the cash. This episode has been documented. Think about the connections involved in

this matter of fictitious exports... I hereby explicitly declare that the documents have shown that it has been the PKK that has directed the fictitious exports in the Southeast. One of the lawyers who defended the fictitious exporters now serves as a DEP deputy under the roof of Parliament."

Noting that in general, fictitious exports took place through small customs checkpoints having "one director and one seal," Öztürk said between many new customs posts

of this kind had been opened between 1984 and 1987.

Öztürk said, "It is noteworthy that 70 percent and even 80 percent of the top personnel employed at the customs offices are from three or four southeastern provinces. Most of them have been hired on the basis of letters of recommendation.

The commission has also examined the files pertaining to these cases." In

reply to a question as to how the money taken from the state through fictitious exports had gone to the PKK, Öztürk said, "The money reaches the PKK in two ways.

First of all, PKK members themselves have set up firms engaged in fictitious exports and have received their money abroad, mostly from banks with a single branch. Individuals' links with the PKK have been documented by the police. It was us who investigated these companies and discovered that they were all imaginary. Often you find a graveyard or an empty field at the given address. Once there was even a police station.

"The second method used by the PKK to gain money through fictitious exports is extortion. They discover fictitious exporters and extort money from them, or they organize the business and take their cut. I can confirm that if the PKK has two major sources of finance, one of them is drug trafficking and the other is the state treasury."

TL 200 billion approved for starting work on Urfa Tunnels

Turkish Daily News

ANKARA- The Public Works and Housing Ministry has approved the first half of the TL 400 billion loan that the Akpınar firm has demanded from the Turkish Development Bank. The loan is for the construction of the Urfa Tunnels, the most critical component of the Southeast Anatolia Project (GAP).

The construction of the tunnels had been halted for several months due to the financial crisis of the contracting firm Akpınar. The company had stopped work on the tunnels, claiming that skyrocketing cement prices had created serious financial problems for the company.

The firm then submitted a request for government assistance to resolve the matter, though the articles of the original contract mentioned no such option.

Akpınar had applied to the Turkish Development Bank for a low-interest TL 400 billion loan to start the work. The Anatolia

news agency reported that TL 200 billion of this amount had been approved and sent to the Public Participation Administration (KOI).

The Public Works and Housing Minister, Onur Kumbaracıbaşı, told Anatolia that the loan, which will come from the KOI's financial resources, will be extended to the firm under the supervision of the State Hydraulic Works (DSI). Kumbaracıbaşı said that the ministry plans to complete the tunnels one year before the scheduled time, and that the irrigation of the Harran valley will start next irrigation season. "If the company does not start work after it gets the loan, the contract will be cancelled, and we will reopen public bidding for the project," said the minister.

Akpınar executives had announced earlier that the cement prices over the past few years have gone up significantly above the rate of depreciation of the Turkish lira against the dollar and this has put the company into serious financial jeopardy.

Kurdish party proposes truce in separatist fight

Reuter

ANKARA- Turkey's Kurdish-based Democracy Party (DEP) proposed on Tuesday a ceasefire between Turkish government forces and Kurdish separatists until nationwide local elections on March 27.

"If a lasting truce is not possible, then we invite the sides to mutual ceasefire

from January 1 to March 30 during the election timetable," DEP party council said in a statement. The separatist Kurdistan Workers Party (PKK) has said it may disrupt the elections in the mainly-Kurdish southeast and east. The PKK killed eight Turkish soldiers in two overnight attacks on a border post in Siirt province and on military buildings in Idil township, the Anatolian news agency said. Another soldier and a civilian were shot dead in Diyarbakır city by gunmen on Monday. About 10,500 people have been killed in Turkey since 1984 when the PKK launched a war for a separate Kurdish state.

Kurd militants threaten travellers to Turkey

Turkish Daily News

BONN- Militant Kurds on Tuesday warned European tourists to stay out of Turkey or risk death in separatist attacks. Militants of the outlawed Kurdistan Worker Party (PKK) fighting for secession from Turkey would launch a campaign against tourism in the spring. Kani Yılmaz of the Kurdistan National Liberation Front (ERNK) told the German magazine Stern.

"I warn all Europeans: anybody who travels to Turkey puts their life at risk," Yılmaz was quoted by Reuters as saying in an interview released before the weekly goes on sale on Wednesday.

"Every German mark that a tourist spends in Turkey means the death of one person in Kurdistan. That is why the tourism industry is a serious target for us."

Stern said the ERNK speaks on behalf of the PKK, whose bloody war has killed more than 10,000 people since 1984.

Germany banned the PKK and 35 affiliated groups last month, branding them a domestic security threat after a wave of Kurdish attacks on Turkish stores and offices in Europe.

Turkey unable to confirm reports that Öcalan killed

The Associated Press

ANKARA- The Turkish government said on Tuesday that it was checking out news reports that fugitive Kurdish guerrilla leader Abdullah Öcalan was killed but that it couldn't confirm them.

Turkish papers ran stories that Öcalan, chairman of the illegal Kurdistan Workers' party, or PKK, was either killed or wounded.

"These reports that he was either killed or wounded also reached us. But, it was not possible to confirm them," Nahit Menteşe, the interior minister, told state television.

The PKK is fighting a guerrilla war for self-rule in Turkey's Kurdish-dominated southeast.

There was a similar stir two weeks ago when a Turkish newspaper reported that Öcalan was arrested in Syria and he would be soon extradited to Turkey.

Those reports were never confirmed. The 44-year-old guerrilla leader has resided in Syria since 1980.

Turkey has been pressing Iran and Syria to cease logistic support to the PKK.

Le Monde — 29 décembre 1993

Aligreurs gréco-turques

LE retour au pouvoir des socialistes à Athènes n'a pas amélioré les relations entre la Grèce et la Turquie, ancrées dans une inimitié historique qui date de l'Empire ottoman : les deux pays s'accusent mutuellement de créer des tensions dans la région.

Une fois de plus, l'abcès chypriote est à l'origine de cet échange d'amabilités. Athènes, qui fait désormais du nationalisme un mot d'ordre officiel, vient de définir une nouvelle doctrine militaire incluant Chypre dans ses plans de défense. Autant dire qu'Ankara, qui occupe militairement — et illégalement — le nord de l'île depuis 1974, est directement visé. Certes, il ne s'agit que du nouvel épisode d'un long feuilleton, et Suleyman Demirel, le président turc, qui reprochait cette nouvelle doc-

trine à la Grèce, lundi 27 décembre, n'a pas voulu dramatiser.

MAIS les gouvernants turcs — toujours sensibles aux provocations verbales de leur voisin — ont des raisons d'être nerveux à l'approche du premier semestre 1994, qui verra Athènes assurer la présidence de l'Union européenne : nul besoin d'être grand clerc pour prédire que la Grèce ne fera rien, pendant ces six mois, pour rendre la vie facile à la Turquie. Celle-ci s'emploie avec opiniâtreté à resserrer ses liens avec une communauté à laquelle elle rêve d'appartenir un jour.

Alors que le problème kurde n'en finit pas d'empoisonner la vie politique de la Turquie, c'est le moment qu'a choisi le bouillant ministre grec des affaires européennes, Théodore Pangalos, pour encourager les Kurdes à défendre leurs droits face au régime d'Ankara, accusé de « traîner ses bottes ensanglantées sur les tapis européens »...

Néanmoins, sur ce « front »

kurde, la Turquie vient de remporter quelques succès. D'abord, avec les mesures prises en France et en Allemagne contre les sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ; ensuite, parce que, si ses voisins proche-orientaux tiennent leurs promesses, ils devraient cesser d'apporter leur soutien aux séparatistes.

MAIS voilà que de Moscou arrivent de nouveaux « signaux » propres à réactiver le vieux complexe d'encerclement des Turcs. Lors de la même conférence de presse où il dénonçait l'attitude de la Grèce, M. Demirel s'est inquiété de la montée en puissance de la « tendance Jirinovski ». Le dirigeant ultra-nationaliste, vainqueur des élections du 12 décembre en Russie, a accusé la Turquie de visées expansionnistes dans le Caucase et en Asie centrale, en la traitant d'« ennemi historique » de la Russie. La Turquie risque, décidément, d'avoir le sentiment dangereux qu'elle ne peut compter que sur elle-même.

Thursday, December 30, 1993

turkish daily news

Terrorist attacks continue:**12 soldiers killed, 22 civilians wounded***Turkish Daily News*

ANKARA- At least 12 soldiers were killed and 22 university students and employees injured in southeastern Turkey in two separate acts of terrorism, the Anatolian news agency reported on Wednesday.

Twelve Turkish gendarmerie commandos were killed during and after an attack on a military post by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Anatolia said five soldiers and seven terrorists were killed when the PKK attacked the gendarmerie post in the village of Kilavuz in Mardin on Tuesday night.

Seven soldiers died later when their vehicle struck a land mine apparently planted by the escaping terrorists. In another explosion, at a cafeteria in the Dicle University complex in Diyarbakir on Wednesday morning, 22 students and employees were wounded.

Anatolia said the two blasts were heard from inside as employees and students entered the cafeteria for lunch. The condition of three of the

wounded was reported as critical and a fire caused damage in the building.

No one claimed responsibility for the attack.

On Tuesday, two bombs exploded at an Ankara office belonging to Turkey's ruling True Path Party (DYP) wounding four people. An unidentified attacker wounded a guard, two party officials and a doorman and caused material damage at the building in the residential district of Anittepe.

No one claimed responsibility for this attack either, but the Marxist group Dev-Sol (Revolutionary Left) is known to have carried out similar attacks on security and political targets in big cities.

Security officials believe the Dev-Sol and PKK are cooperating in urban activities.

The attacks on Tuesday and Wednesday follow the proposal by the Kurdish-based Democracy Party (DEP) for a cease-fire between government forces and the PKK in preparation for the local elections which are to be held in March.

The DEP said the truce should go into effect by Jan. 1 and run until the end of March. The elec-

tions are scheduled for March 27.

A statement issued by the party added that the DEP was considering withdrawing from the election race if "it is to be held under the shadow of arms."

But it also stated that the legality of any election without the participation of the DEP would be questioned.

There was no immediate reaction to the truce proposal from the government. The PKK had said earlier that it was possible for talks to begin with Ankara but only if its demands were met. In orders to his regional commanders last month, PKK leader Abdullah Öcalan had said his organization may consider a new cease-fire "for tactical reasons," before launching its attacks for 1994.

A previous cease-fire declared unilaterally in March by the PKK broke down after about two months when the PKK said it had failed to draw the Turkish government into negotiations. Ankara argued that the terrorists had used this period to regroup and organize for a new wave of violence.

25 MPs from coalition parties do not attend voting on Poised Hammer**Nine SHP deputies vote against the extension while two DYP deputies abstain***TDN Parliament Bureau*

ANKARA- A total of 25 deputies of the ruling coalition parties, the True Path Party (DYP) and the Social Democrat People's Party (SHP), did not attend the parliamentary voting for the extension of Operation Provide Comfort's mandate for another six months.

Despite intensive objection from the opposition, Parliament extended Operation Provide Comfort's mandate, also referred to as Poised Hammer, for another six months.

Nineteen deputies from the senior coalition partner DYP and six deputies from the SHP did not participate in the voting while nine other SHP deputies voted against the extension.

Also two DYP deputies -- Coşkun Kırca and Mustafa Tınaz Titiz -- abstained during the voting. Kırca and Titiz had earlier presented a motion for the extension of the

Poised Hammer's mandate for only three months; their motion, however, was rejected then.

The SHP deputies who voted against the extension are: Mümtaz Soysal, Nami Çağan, Celal Kürkoğlu, Abuzer Tanrıverdi, Cemalettin Gürbüz, Mehmet Kerimoğlu, Ercan Karakaş, Mustafa Yılmaz and Sinan Yerlikaya.

The majority of the 17 pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies did not participate in the voting. Five of the DEP deputies who participated in the voting -- Hatip Dicle, Zübeyir Aydar, Ali Yiğit, Remzi Kartal and Nizamettin Toguç -- cast no votes against the extension. Seven independent deputies were also among those who did not attend the parliamentary voting. Of the 358 deputies present during the voting, 196 voted for the extension, 160 voted against and two abstained. The extension will be effective as of Dec. 31.

Democracy Party opposes changes in Election Law

Claims amendments aim to create a fraudulent electoral system

Turkish Daily News

ANKARA- Democracy Party (DEP) Chairman Hatip Dicle claimed on Wednesday that the recent amendment to the Electoral Law aimed to create a fraudulent electoral system.

At a press conference in Parliament, Dicle said he and his colleagues would not take political responsibility for an election where undemocratic provisions of the Electoral Law would be applied.

Dicle added that if such election fraud contin-

ued to be supported, his party would reconsider participating in the elections.

Asked if that meant his party would decline from participating in the upcoming elections, Dicle said that the issue first had to be discussed within the party before any decision could be given.

Dicle said that the DEP wanted to be certain that the elections take place under free conditions.

The DEP chairman criticized President

Süleyman Demirel, Chief of Staff Gen. Doğan Güreş and presiding Judge of the Constitutional Court Yekta Güngör Özden for adopting positions against his party.

Dicle claimed that the lawsuits filed in an attempt to close down the DEP and the removal of diplomatic immunity from some deputies, were all politically motivated.

He further claimed that those cases violated both international accords to which Turkey was a signatory and Article 90 in the Constitution.

Northern Iraq reported calm after Kurdish clashes

'Iran and other countries in the region are not happy with the Kurdish democratic, multi-party experiment. They fear the democratic system'

By Alistair Lyon

Reuters

ANKARA- An Iraqi Kurdish spokesman said on Wednesday that calm had returned to northern Iraq after a week of fighting between his faction and Islamic fundamentalists in which about 30 people were killed and up to 150 wounded.

"The clashes have subsided. It is finished," Latif Rashid, London-based spokesman of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani, told Reuters by telephone. A PUK statement on Tuesday said all the fundamentalists' bases had been captured and scores of its fighters arrested, but spoke of isolated pockets of resistance in remote locations. Rashid said about 30 people had been killed and 100 to 150 wounded in battles which began on December 21. The two sides used mortars, rocket launchers and heavy machine guns.

He said the PUK had handed Mullah Osman Abdul Aziz, the captured leader of the Islamic Movement of Kurdistan (IMK), to Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani. Barzani had repeatedly appealed for a cease fire and offered to mediate in the conflict which engulfed wide areas of the north and spread to major cities such as Irbil and Sulaimaniya.

A U.N. official in Baghdad also said that the violence had died down and aid distribu-

tion was back to normal. "Now the situation is quiet. We're doing our work normally," Mohammed Zejjari, the U.N. coordinator in Iraq, told Reuters. He said trucks carrying relief goods were moving as usual, but a U.N. official in Ankara said trucks were piling up at the Turkish border after convoys were suspended late on Monday. Zejjari voiced concern on Tuesday for the safety of his 500 international staff in the area. They include 287 lightly armed U.N. guards who protect aid convoys and relief workers.

The violence, the latest in a series of clashes involving the Islamic Movement, was among the worst between Iraqi Kurdish groups since they took control of a large swathe of northern Iraq after the 1991 Gulf War, backed by allied air power. Western warplanes based in Turkey still patrol northern skies to deter the Baghdad government from attacking the Kurds. The KDP and PUK, the biggest guerrilla groups in the north, emerged as joint winners from parliamentary elections held in 1992 and form the backbone of a regional Kurdish government.

They have generally put their past disputes behind them in an effort to build a credible Kurdish authority backed by an integrated force containing guerrillas from all factions. The Islamic Movement has refused to obey government rules or to merge its militia with the unified peshmerga force. Friction with

pro-government forces, particularly those loyal to the determinedly secular PUK, has sometimes flared into violence. The PUK statement said the Kurdish leadership was discussing arrangements to assess how "the resurgence of the threat from militant fundamentalism could be avoided in the future". Rashid blamed Iran for inciting the IMK to defy the fragile Kurdish government and undermine its authority.

"The Islamic Movement was encouraged by Iranian groups, by the Iranian government," he said. "Iran and other countries in the region are not happy with the Kurdish democratic, multi-party experiment. They fear the democratic system." He said Iran had mobilized forces on the border during the past week's fighting and had shelled villages in the Qala Dizeh and Raniya areas. This could not be independently confirmed. Rashid said the IMK was welcome to operate like any other political party in the north within the parliamentary system.

"They got only four percent of the vote in the elections, but they want to impose their will on the other 96 percent. They want a government according to sharia (Islamic law)." "We are not against Islam. We are all Moslem. But we think people should have the freedom to choose," he added. "We want to change from a militia society to one ruled by law and order."

Ankara prepares to deepen ties with Baghdad

Turkish official says high-level Iraqi delegation due to arrive after new year

Turkish Daily News

ANKARA- The highest level official Iraqi delegation to visit Turkey since the Gulf War is expected to arrive in Ankara after the new year for technical talks, a senior Turkish official said on Wednesday.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said the exact date of the visit, and the names of the Iraqi officials to come to Ankara, had not yet been set, but noted that contacts on the issue between the two countries was continuing.

Foreign Minister Hikmet Çetin earlier confirmed the reports and said the Iraqi side had for some time been wanting to hold talks, and that a reply had been sent in favour of strengthening contacts. Yet he played down the importance of the upcoming meetings.

"There is not a very important situation at hand. We will simply evaluate the issue of the petroleum pipeline," he said, without elaborating further.

In his weekly meeting with journalists Ataman said that the talks would be a continuation of the technical contacts between the two countries. He also added that Turkey was continuing its deliberations with the United States on this issue. Foreign Ministry sources said the talks would be held at the level of ministry undersecretaries, and that the focal point would

be Turkey's access to oil from the Kirkuk-Yumurtalik pipeline, which has been closed down since the war. During her recent visit to the United States, Turkish Prime Minister Tansu Çiller had reportedly tried to convince American officials that owing to her Gulf War losses, Turkey should be allowed to obtain oil from the pipeline.

Çetin had said last September that Turkey had lost \$600 million because of the closure of the Iraqi-Turkish pipeline. It was shut down as part of the U.N. embargo on Iraq in August 1990, after the Iraqi invasion of Kuwait.

The 986km long twin oil pipeline connecting the rich Kirkuk fields to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan has a pumping capacity of 1.5 million barrels per day. Since it was shut down, Turkey has not been able to obtain any oil or income from this source.

According to Turkey's ambassador to the United States, Nüzhet Kandemir, Turkey's losses due to the U.N. embargo have totalled \$20 billion in four years.

After a meeting between Çiller and President Bill Clinton last October, Clinton said Turkish and U.S. experts would seek ways of alleviating Turkey's losses without involving government-to-government transfers.

According to a government official, Baghdad and Ankara decided on the upcoming visit after Iraqi Prime Minister Ahmed Hussein Hidayir sent a message to Çiller calling for Turkish cooperation.

Sources said that, during the talks, Turkey was preparing to raise the issue of getting a 50 percent share of the petroleum in the Kirkuk-Yumurtalik pipeline, and believed Iraqi officials would cooperate on this issue.

But both sides would then have to take the demand to the United Nations for approval.

Another issue which Turkey is reportedly preparing to raise at the meeting is the threat of a possible Kurdish state coming into being in northern Iraq. Officials said Ankara was uncomfortable with the authority vacuum in the region and would repeat its support for the territorial integrity of Iraq. The Associated Press quoted a Turkish official as saying that Turkey would also recommend that Iraq open a dialogue with the Kurds and comply with U.N. Gulf war resolutions, and thus bring an end to the international economic embargo on their country. Turkey has been trying to persuade the United Nations to allow it to receive Iraqi oil imports.

Le Monde — 30 décembre 1993

IRAK

Des affrontements entre Kurdes ont fait des dizaines de morts

Le Parlement turc a voté, mardi 28 septembre, la reconduction pour six mois de la présence en Turquie de la force multinationale de protection des Kurdes irakiens, alors que des affrontements entre Kurdes ont fait des dizaines de morts et de blessés dans le nord de l'Irak.

Ces affrontements ont opposé l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) — qui forme, avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), le «gouvernement» kurde — à la Ligue islamique kurde (LIK), une formation pro-irannienne. Selon des sources kurdes, ces combats ont fait, dimanche 26 et lundi 27 décembre, au moins 31 tués et 134 blessés dans la seule ville de Souleimanyé. Vingt-deux per-

sonnes avaient été tuées la semaine dernière.

En visite en Syrie, M. Talabani a affirmé, mardi, que les combats avaient cessé et que la LIK avait déposé les armes. Toutefois, le même jour, l'UPK a fait état, dans un communiqué, de l'existence «de quelques poches isolées de résistance de la part de fuyitifs de la LIK, dans certaines régions éloignées», bien que le retour à la normale ait commencé partout ailleurs dans le Kurdistan, notamment à Erbil et à Souleimanyé, théâtre des derniers affrontements. «Les bases et quartiers généraux de la LIK ont été neutralisés et des dizaines de ses miliciens arrêtés», ajoute le communiqué. — (AFP)

LIBÉRATION — 30 décembre 1993

IRAK. Les combats interkurdes ont fait au moins 72 morts et 250 blessés dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde. Les affrontements avaient débuté le 20 décembre. Ils se sont achevés lundi par la défaite de la Ligue islamique kurde (pro-irannienne) face à l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani.

24 Heures — 30 décembre 1993

Les Kurdes se battent maintenant sur deux fronts distincts

Au moins 12 soldats ont été tués et une vingtaine de civils blessés lors d'incidents depuis mardi dans le sud-est anatolien, rapportait hier l'agence turque anatolie. Les 12 soldats ont été tués à Dargecit lorsqu'un camion les transportant a sauté mardi soir sur une mine placée par des rebelles kurdes sur la route reliant Dargecit à Mardin.

Seize autres personnes, dont plusieurs étudiants, ont été blessés mercredi par l'explosion d'une bombe dans la cantine de l'université de Dicle. La responsabilité de cette explosion a été également attribuée aux rebelles du PKK. Celui-ci a par ailleurs revendiqué l'explosion de deux grenades aux locaux du parti gouvernemental de la Juste Voie (PJV), à Ankara, qui a fait quatre blessés dont un grave.

Quelque 200 personnes ont trouvé la mort dans des incidents entre forces de

l'ordre et rebelles dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurdes depuis le début du mois.

D'autre part, au moins 72 personnes ont été tuées et quelque 250 autres blessées dans des affrontements interkurdes qui se sont déroulés entre les 20 au 27 décembre, à Souleimanieh et Erbil, dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde, selon un bilan provisoire de sources kurdes.

Les combats se sont terminés par la défaite de la Ligue islamique kurde (KIL), une formation pro-iranienne, contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Des affrontements ont également eu lieu dans la région de Rania (est). Le «premier ministre» kurde, Abdoullah «Kosrat» Ressous (UPK), a déclaré que l'UPK avait pris le contrôle de toutes les bases de la KIL dans le Kurdistan irakien et qu'il n'y avait plus de

possibilités que les combats reprennent.

«Attristés»

Le gouvernement kurde, non reconnu internationalement, a été formé en 1992 par l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, dans les régions qui échappent depuis octobre 1991 au contrôle du régime du président Saddam Hussein. «Nous sommes attristés de ces combats. Nous aurions préféré résoudre le problème d'une autre manière, mais la KIL ne nous a pas donné le choix. Nous devons réagir», a affirmé Ressous.

Selon ce gouvernement kurde, la LIK pourra poursuivre ses activités politiques mais ne pourra plus utiliser les mosquées à des fins de propagande après avoir été accusée d'exécuter un plan iranien pour déstabiliser la région. — (afp)

L'Agriculteur Normand — 30 décembre 1993

Agriculteurs du Kurdistan

« Ils ont besoin d'aide ! »

Serge Méhoudin, qui s'occupe de l'Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan (Irak), lance un véritable cri d'alarme, « ils n'ont plus rien et ils ont réellement besoin d'aide ».

■ Brimés par le gouvernement irakien, coincés entre la récente guerre du golfe et leur propre lutte pour leur indépendance, les Kurdistans ont de quoi désespérer. « 3400 villages ont été détruits par la guerre. L'agriculture, élément vital de la vie kurdistanaise, a été complètement détruite ». Bref, Serge Méhoudin et son équipe ont du pain sur la planche.

DEUX PROJETS REALISES
l'action effectuée par l'association

basée à Hambye (Manche) a conduit à la réalisation de deux projets. « La construction d'une pépinière à Dohuk, grâce aux dons, notamment de 70 000 jeunes plants de pommiers, pêcheurs, poiriers, puis la distribution de 45 kilos de semences (choux, carottes, aubergines, poivrons etc...) Semences gracieusement offertes par des sociétés productrices de graines. Enfin pour 1993, nous avons un troisième projet, celui de la reconstruction d'un village, en l'occurrence Paraki ». C'est pourquoi

Serge Méhoudin demande pour ces agriculteurs des graines et jeunes plants d'arbres fruitiers, des semences de légumes mais aussi de riz, d'orge et de luzerne, des engrais simples et composés, des produits phytosanitaires, des produits vétérinaires (médicaments, vaccins, instruments d'insémination et de soins) du matériel pour un centre d'apiculture et un centre d'aviculture. Par ailleurs, l'université de Souleimaniyah recherche pour sa station expérimentale deux stations de pompage, des tracteurs, des charrues, des pulvérisateurs etc, même usagés. Un dernier mot, pour bien cerner l'im-

portance de l'aide qui sera apportée, l'agriculture dans cette partie du monde est indissociable de la culture kurdistanaise, c'est en effet dans cette région que l'on a retrouvé les premières traces de plantations bien avant que le sol européen ne soit cultivé.

E.C.

Pour tous renseignements et dons : Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan d'Irak, "La Martinière", 50450 Hambye. Téléphone : 33.50.74.27. ou 33.90.42.07. Fax : 33 51 93 10

CINÉMA

La salle du Scala fait (re)découvrir le premier film kurde de l'histoire

Alors que le peuple kurde affronte une nouvelle offensive, le Scala propose «Mem et Zin» d'Ümit Elcit, une œuvre qui a déjà été projetée lors du Festival des films du Sud.

Le film d'Ümit Elcit raconte une légende ancestrale du peuple kurde. Mais à travers le martyre de deux amants, il évoque en réalité la tragique histoire de cette population persécutée. La nuit du Nouvel-An kurde, le Novro (le 21 mars), un vieil homme conte à un auditoire attentif l'histoire de Mem et Zin, une légende transmise oralement de génération en génération depuis la nuit des temps. En 1695, le grand poète Ehmedê Xani la rédigea pour la première fois en langue kurde. Deux frères, doux et braves, rencontrent, un soir de Novro, deux sœurs belles et fragiles comme des perles de rosée. Dès que leurs regards se croisent, leurs cœurs s'unissent à jamais. Tandis que les aînés peuvent se marier, les cadets, Mem et Zin, voient leur union sans cesse repoussée. Mais plus fort que les machinations des intrigants, leur amour blessé les portera jusqu'à la tombe.

UNE ŒUVRE SYMBOLE

Derrière la tragédie de ces deux amants, comparable à celle de «Roméo et Juliette» ou de «Tristan et Iseult», se cache l'histoire du peuple kurde. Représenté par Mem – celui-ci est coupé de la patrie qu'il chérit – incarnée par Zin, depuis l'aube des siècles. Dans ce film, les personnages ne se limitent pas à de simples rôles. Ils prennent des valeurs symboles qui se traduisent par leurs attitudes, leurs gestes. De fil en aiguille, la narration présente ainsi les traditions kurdes et explique le comment et le pourquoi du pourrissement de la situation. L'obéissance absurde et obstinée à des règles ancestrales contraint les personnages à subir des événements dictés par une implacable logique.

Par son traitement, «Mem et Zin» fait penser aux grands mélodrames du cinéma indien, eux-mêmes calqués sur le modèle de la tragédie classique.

Gros plans sur des regards chargés d'émotions contenues, jeu des comédiens qui touche à la pantomime et usage systématique du symbolisme. Mais qu'importe si les ficelles sont plus grosses qu'une corde à sauter, elles sont en tout cas solides. Et on se prend au jeu, avant d'être foudroyé par l'ampleur de la tragédie. Tout est beau dans ce film, à commencer par les magnifiques paysages et la musique.

ADG

Entretien

Ümit Elcit a officiellement dû tourner «Mem et Zin» en langue turque. Puis, il a synchronisé le son en kurde.

Pourquoi ce film?

– Cette vieille légende m'a permis de présenter la beauté de la culture kurde. Bien peu de Kurdes savent qu'ils ont



«Mem et Zin» est une légende ancestrale qui traduit aussi l'actuelle situation du peuple kurde.

un passé aussi doré. Je voulais leur montrer qu'ils pouvaient être fiers de leur identité.

Etes-vous vous-même Kurde?

– Je n'aime pas tellement cette question, car je suis Turc avant tout et je m'identifie totalement à ce pays. Par le passé, le problème des Kurdes ne se posait pas avec la même acuité. Nous étions tous embarqués sur le même navire. Mes grands-parents sont originaires d'Anatolie orientale, et j'ai sûrement du sang kurde dans mes veines.

Peut-on considérer «Mem et Zin» comme la première étape d'un travail?

– Oui, mais ce n'est pas simple. Car il faut affronter non seulement la censure gouvernementale, mais aussi celle, encore plus dangereuse peut-être, des extrémistes. J'ai déjà reçu des menaces voilées. Certains trouvent en effet que je ne suis pas allé assez loin avec «Mem et Zin». Moi, je ne suis pas un anarchiste, je ne suis pas agressif. Toutefois, je considère que ce film n'est qu'une première étape pour présenter le Kurdistan. Je ne pouvais et ne

voulais pas lui donner une teneur politique plus prononcée.

Quels sont les problèmes que rencontrent les cinéastes turcs?

– Le problème numéro un, c'est l'argent. Le cinéma américain colonise totalement les salles du pays. Les films que nous faisons ne sont vus que par très peu de personnes. Et pas la peine de penser à l'exportation... En Turquie, l'argent que vous injectez dans un film ne vous procure rien en retour. En le réalisant, nous faisons de la résistance.

Propos recueillis par
ALFIO DI GUARDO

turkish daily news — December 31, 1993

PM Çiller in Diyarbakır today for New Year

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller is travelling to the Southeastern provincial capital of Diyarbakır today to spend New Year's Eve with security personnel fighting separatist terrorism in the region and boost local morale.

Çiller, under heavy protection, will also attend the drawing for the national lottery and New Year's Eve celebrations. Following this, she is to travel to the town of Lice, which, on Oct. 22, 1993, was pulled to the ground after security forces opened fire on it. Sources said the program encountered serious problems from the very beginning. They said even the senior ministers of Çiller's government were against what they branded as her "window-show," emphasizing

Ankara's argument that Turkey had control everywhere in its territories. Ministerial sources told the TDN that they had voiced this reaction to the prime minister but she insisted on going to the Southeast.

According to one official, who asked not to be named: "If Turkey does have control everywhere, why does she make such a show? It gives a wrong message and a mistaken image." Another problem which surfaced before the visit was the fact that some well-known singers and groups publicly refused to travel to the region for celebrations on the grounds that it was dangerous and the pay was low.

As for the Lice leg of her visit,

many measures have been taken both for Çiller's protection and to restore the city, at least the areas where the prime minister will be visiting. Lice was subject to fierce gun and heavy artillery fire on Oct. 22 after an alleged attack on local security forces by militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Locals have claimed since that there had been no

clash and security forces opened fire on the town at random. Not a single official building but the municipality was hit during the incidents which reportedly claimed 30 lives. But 70 percent of the town's population migrated to nearby Diyarbakır in fear.

Many districts of the settlement were completely destroyed with artil-

lery fire, and the issue turned into a major debate. Officials accepted afterwards that at least TL 5 billion had to be allocated for the reconstruction of Lice.

This week security forces in the town speeded up their efforts to fill in holes opened by machine gun fire and lift the debris of unrepairable homes. Meanwhile, it was reported that cans of paint have been distributed to the local population so they could work on the reconstruction project themselves. Reports have reached Ankara that certain districts of the town which the prime minister has refused to visit for the past two months are being fully repaired. These districts are said to be ones which Çiller will be visiting. Even soldiers are said to be working on the construction project.

DEP Deputy Aydar claims troops kill two villagers

Turkish Daily News

ANKARA- A Kurdish-origin member of the Turkish Parliament claimed this week that two villagers had recently been killed by government troops in the Southeast. Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Siirt Deputy Zübeyir Aydar claimed that both victims were villagers and demanded an explanation from the Interior Ministry on why and how they had been killed.

In a written motion to Parliament, Aydar relayed the cases of villagers Emin Kaya and Cevat Tokdemir.

Tokdemir was allegedly executed by a special crack team in front of his children while Kaya's body was found in a river with his stomach split open and filled with stones -- following his detention.

Aydar said that gendarme soldiers from the Güçlükonak post raided the village of

Düğünürdu (Taruni) on Dec. 24 and, after a complete search, demanded the village chieftain.

When they could not find the chieftain, however, they demanded that Kaya, 30, a father of three and a member of the village council, accompany them.

After one day passed, the villagers went to the station to ask about Kaya but were told by an unidentified commander that he knew no one by that name.

According to Aydar's account, villagers found the remains of Kaya's burned clothing near the Tigris river on the evening of Dec. 26. On Dec. 27, they spotted his body in the river. Marks on the body reportedly indicated that Kaya had been hanged.

Also, his stomach had been slit open and filled with stones. Aydar said that the whole village had witnessed gendarme troops escorting Kaya from

his home.

In the second incident, which Aydar said had occurred on Dec. 28, a group of soldiers accompanied by special crack teams entered the village of Çevrimtepe (Girdaka) in Siirt at about 10:00 p.m. local time.

Aydar claimed that the soldiers went to the house of 35-year-old Cevat Tokdemir and demanded that he open the door. When he refused in fear, they allegedly barged inside and opened fire on him in front of his children.

Tokdemir, father of six, was later reported in an Emergency Law communique as "a terrorist" killed during a security operation.

In his two written motions, Aydar demanded that the interior minister explain what was happening, and that he inform the Parliament whether any investigations had been launched regarding what he referred to as "these murders."

PKK targets press again

New bans imposed on newspaper distributors

Turkish Daily News

DIYARBAKIR - The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) resumed its self-style ban on the Turkish press this Thursday, and ordered newspaper distributors to halt all activities.

Sources said the PKK orders were issued by telephone, and that distributors in this Southeastern provincial capital were warned against bringing Turkish newspapers to the area.

The PKK had previously banned newspapers and journalists in the region but later told them that they could continue activities until further notice.

Observers believe the new ban is in retaliation to security operations directed against the pro-Kurdish *Özgür Gündem* daily. Dealers of *Özgür Gündem* in the region have been detained and allegedly tortured in the past days.

The newspaper's manager and editor in chief in Istanbul, as well

as many correspondents throughout Turkey, are still in custody.

Meanwhile, an unidentified caller told newspapers that the PKK's so-called Popular Liberation Front (ERNK) claimed responsibility for Wednesday's explosion at the cafeteria of Dicle University in Diyarbakir.

A total of 22 students and university employees were wounded, and officials said three of the victims were in critical condition.

The PKK had earlier banned all educational institutions from functioning in the Southeast region. The daily *Aydınlık* reported on Thursday that the caller had said such attacks would continue if the organization's orders were not obeyed.

Officials said Wednesday's explosion could have claimed several dozens of lives had it occurred at lunchtime. But the bomb reportedly went off just when the students were entering the cafeteria.

Le Monde — 31 décembre 1993

TURQUIE

Attentat kurde contre les locaux du parti du premier ministre

Quatre personnes ont été blessées dans un attentat à l'explosif et à l'arme à feu perpétré mardi 28 décembre dans le centre d'Ankara contre les locaux du Parti de la juste voie (DYP, droite) dirigé par le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a revendiqué cette action dans des appels téléphoniques anonymes à plusieurs quotidiens.

Par ailleurs, la police a fouillé les locaux du bureau d'Ankara du quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem* et a arrêté mardi deux journalistes et deux employés, a-t-on appris auprès du journal, dont plusieurs dizaines de collaborateurs ont déjà été interpellés lors de perquisitions similaires dans d'autres bureaux. Selon des responsables du quotidien, les enquêtes policières ont pour but de «prouver l'existence d'un lien organique entre le journal et le PKK». - (AFP, Reuter.)

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0298 4 I 0146 EXT /AFP-PP7E

Turquie-Kurdes

Mme Ciller affirme que le PKK sera anéanti en 1994

ISTANBUL, 31 déc (AFP) - Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a affirmé vendredi que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) serait anéanti en 1994, lors d'une conférence de presse télévisée, dans le campus de l'Université de Dicle, à Diyarbakir (sud-est de la Turquie).

Mme Ciller a déclaré que l'Etat turc avait versé quelque 55 milliards de dollars en 10 ans pour poursuivre la lutte contre le PKK et a regretté que cette somme n'ait pas été investie dans l'est et le sud-est pour développer ces régions.

"Nous allons exterminer ceux qui nous empêchent de dépenser nos ressources pour la prospérité du sud-est", a-t-elle déclaré, visant le PKK.

Elle a par ailleurs promis que quelque 250 millions de dollars seraient investis en 1994 dans le sud-est anatolien.

KG/bs/mfo

AFP 311929 DEC 93

FRA0278 4 G 0313 FRA /AFP-PK84

Turcs-incendie

Manifestation à Mulhouse après l'incendie ayant fait six morts parmi la communauté turque

MULHOUSE, 31 déc (AFP) - Un demi-millier de manifestants, selon la police, ont défilé vendredi après-midi à Mulhouse sans incident à l'appel du Centre culturel turc de la ville pour réclamer la "vérité" sur l'incendie dans lequel ont péri le 21 novembre dernier cinq membres d'une famille turque, ainsi qu'une fillette de trois ans.

Après la prière dans une mosquée de Mulhouse, les manifestants, tous des hommes, se sont rassemblés à 15h00 et ont défilé durant plus d'une heure jusqu'à l'immeuble où avait éclaté l'incendie, et où une gerbe de fleurs a été déposée par le Consul général de Turquie à Strasbourg, M. Ezcan Davaz.

A la suite de la découverte de traces d'hydrocarbures dans les décombres de l'immeuble accréditant la thèse d'un sinistre d'origine criminelle, l'information judiciaire avait été requalifiée le 20 décembre en destruction volontaire par incendie ayant entraîné la mort de six personnes. De son côté, le propriétaire de l'immeuble a affirmé soupçonner des séparatistes kurdes.

Des cris hostiles au parti indépendantiste kurde PKK ont été lancés au cours de la manifestation, dont les organisateurs avaient annoncé qu'elle serait silencieuse.

Des banderoles, déployées au côté de drapeaux turcs, demandaient notamment que "justice soit rendue" et que "la vérité soit établie". Dans un tract, le Centre culturel turc de Mulhouse estime que l'incendie "ne peut en aucune façon être accidentel".

La manifestation avait été autorisée par la sous-préfecture de Mulhouse en dépit de la demande du maire de la ville, M. Jean-Marie Bockel, de l'interdire pour des "motifs d'ordre public". Des organisations kurdes qui avaient annoncé leur intention d'organiser une contre-manifestation ne sont finalement pas passées à l'acte.

dro/pre

AFP 311827 DEC 93

L'HEBDO DE L'ACTUALITÉ SOCIALE — 31 décembre 1993

PARIS-BONN

Les Kurdes dans la ligne de mire

En interdisant, simultanément, en novembre 1993, plusieurs associations kurdes sur leurs territoires, la France et l'Allemagne, États réputés démocratiques, ont offert leur soutien au gouvernement semi-autoritaire de Turquie qui les a remerciés pour le service rendu. Ankara, on le sait, exerce une répression violente contre le peuple kurde qui lutte pour ses droits, y compris celui à l'autodétermination. Un peuple sans terre, de vingt millions de personnes dispersées dans cinq pays (Turquie, Iran, Irak, Syrie et Azerbaïdjan). En France, où vivent quelque 80 000 Kurdes, l'interdiction de leurs associations a été précédée d'une rafle et de l'emprisonnement de vingt personnes. Parmi elles se trouvaient quatre militants de la CGT. Cet acte ne peut que contribuer à l'intolérance et encourager au rejet de l'autre, outre qu'il remet en question le système des libertés dans notre pays.



Hedson/Gamma

Human Rights Diary

Necmiye Arslanoğlu, a reporter for the pro-Kurdish daily *Özgür Gündem*, claims that security forces who detained her and an *Özgür Gündem* distributor on Dec. 9 on the Diyarbakır-Bağlar highway in the troubled Turkish Southeast tortured them to unearth any possible links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The State Security Court (DGM) releases her for lack of evidence proving her connection with the PKK.

(Cumhuriyet, Dec. 22)

The members of the Joint Parliamentary Constitutional and Justice Commission decide to remove the immunity of four pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies, namely, Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk and Mahmut Alınak. It also asks two other DEP deputies, Orhan Doğan and Sırrı Sakık, to present their defense petitions within 10 days. They face charges of sedition carrying the death penalty. It votes to maintain the immunity of a fifth deputy. Ankara's state security prosecutor wants to put the five on trial on charges of threatening Turkey's national unity and attempting to form another state on Turkish territory.

(Newspapers, Dec. 24)

The DGM arrests the editor and general manager of the pro-Kurdish newspaper *Özgür Gündem*. Employees say the court arrested Editor Gurbetelli Ersöz and General Manager Ali Rıza Halis on charges of being PKK members. It releases 16 other *Özgür Gündem* journalists. Police raided the offices of the newspaper in Istanbul and other cities two weeks ago and detained all of its employees. All but eight have been released.

(Newspapers, Dec. 25)

Turkish authorities deport a German journalist who was jailed on charges of helping rebel Kurds. Stefan Waldberg, 26, is released from jail in Izmir on a presidential pardon and flown home to Germany. President Süleyman Demirel pardons him after receiving a medical report that he was suffering from "chronic psychosis." A court sentenced Waldberg to three years and nine months in January for helping and sheltering PKK terrorists. He was arrested in November 1992 on suspicion of being a PKK courier. Tape cassettes and documents of separatist Kurds were found in his possession.

(Newspapers, Dec. 25)

Can Yücel, a famous Turkish poet, is tried at an Istanbul criminal court on charges of having insulted the name of Mustafa Kemal Atatürk, the founder of the Turkish Republic, in an essay he wrote for *Gerçek* magazine. Yücel refers to an incident in his piece

where members of Izmir's Society for the Protection of Animals bring a flower to an Atatürk monument. The flower happens to be carried by a dog. The prosecutor demands that Yücel and Yücel Özdemir, the editor in chief of the magazine, be punished for insulting Atatürk. The judge prevents Yücel from reading out his defense in which he argues that the report by the expert appointed by the court is not acceptable. The court defers the hearings to a later date.

(Cumhuriyet, Dec. 25)

Fourteen high school students are detained in Izmir's Konak district. At the time of their detention, they are at the office of the district education authority, having brought a petition bearing about 1,500 signatures of students from various high schools in the province complaining about disciplinary regulations. Speaking to reporters in front of the entrance to the building, they say the disciplinary regulations in force are "fascist, reactionary" ones. They demand their immediate annulment. Some time later, plainclothes policemen arrive at the scene, detain the students. Eyewitnesses say they treat them roughly while forcing them into a police van.

(Cumhuriyet, Dec. 25)

Police in Istanbul's Kartal district open fire on passengers in a minibus which fails to comply with an order to halt. Two persons, identified as Osman Tarlacı, 25, and Yılmaz Okumuş, 34, are wounded.

(Cumhuriyet, Dec. 26)

The DGM orders the closure of *Özgür Gündem* for two months and sentences its former editor to four years in jail. Employees say the Istanbul court on Friday ordered the closure of the daily for publishing articles deemed to be separatist propaganda. The court also sentenced its former editor, Işık Yurtçu, to four years' imprisonment. Appeals have been lodged against both rulings. The newspaper will continue publishing until the verdict on the ban is approved by an appeals court.

(Newspapers, Dec. 26)

The High Court of Appeals upholds a sentence and fine passed on Associate Professor Fikret Başkaya, a lecturer at the law department at Abant University, for alleged sedition in his book "Westernization, Modernization, Development, and the Bankruptcy of Paradigms." The Istanbul DGM had sentenced Başkaya to 20 months' imprisonment and fined him TL 41.6 million. He had earlier appealed the court's decision. Following the Court of Appeals' ruling, Başkaya tells reporters that he will refer the case to the European Human Rights Commission.

(Cumhuriyet, Dec. 27)

أكد انه لا يهتمنى تغيير النظام في بغداد اذا لم يكن البديل ديموقراطياً

بارزاني لـ 'الحياة': كردستان العراق ليست الصومال وستتصدى للعصابات وممارسات حزب العمال

□ صلاح الدين (شمال العراق)
- من زهير قصيباتي:

■ تعهد زعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني الرئيس المشارك للجبهة الكردستانية السيد مسعود بارزاني التصدي لـ 'العصابات' والخارجين على القانون، وقال: 'كردستان العراق ليست الصومال، ونفى ان تكون عناصر تنتمي الى حزبه اطلقت النار على متظاهرين في السليمانية، متهماً الاستخبارات العراقية والارمنية بالتحريض 'لائارة الفوضى والبليلة'.

واكد بارزاني في حديث الى 'الحياة' اجريته معه في صلاح الدين شمال العراق انه لا يهتمنى (اي تغيير) للنظام العراقي 'سواء بالقوة او باي طريقة اذا لم يكن البديل ديموقراطياً'. وقال: 'لا اتمنى اطلاقاً ديكتاتور محل ديكتاتور، واذن ان 'معسكر البقاع' انتقل الى معسكر زلي، في شمال العراق، ملوحاً باستخدام القوة ضد حزب العمال الكردستاني 'اذا تطلب الامر وستتصدى لممارساته، وحذر من 'كارثة' في حال سحب الحماية الغربية للاكراد. وهنا نص الحديث:

● مبرر قيام الادارة الكردية هو التخلص من الفع كما تقولون. كيف تبرر اطلاق النار على متظاهرين في السليمانية هذا الاسبوع من قبل عناصر تنتمي الى حزبكم كما تريد؟

ليس صحيحاً ان عناصر من الحزب الديموقراطي الكردستاني اطلقت النار على متظاهرين، وهذه التهمة يراد الصاقها بالحزب من بون وجه حق. وارسلنا وزير البشمركة وزير الداخلية للتحقيق في الموضوع واتخاذ الاجراءات بحق كل من ثبت انه اطلق النار على المتظاهرين في السليمانية.

● لماذا لم يترك الحزب الديموقراطي لحكومة اقليم كردستان معالجة 'تجاوزات' الحزب 'الاشتراكي'؟

ليس هناك حزب اشتراكي. الاشتراكي حل نفسه وانضم الثامن من اعضائه الى الاتحاد الوطني الكردستاني، وكل قيادته انضمت الى الحزب الديموقراطي من خلال عملية التوحيد التي تمت في المؤتمر الحادي عشر بين الديموقراطي وحزب الوحدة الكردستاني. ليس هناك حزب اشتراكي، بل انتحلت مجموعة هذا الاسم خلافاً لقانون الاحزاب الذي شرعه برلمان كردستان، وهو يمنع اي تنظيم من انتحال او اتخاذ اسم حزب اخر. ثانياً هذه المجموعة ارتكبت جريمة هي الهجوم على مقر لواء تابع لقوات البشمركة. ونهبت اسلحة وممتلكات اخرى من المقر. الحزب الديموقراطي الكردستاني يعني نصف



الحكومة ونصف البرلمان، وكما كان باكثرية الاصوات (في الانتخابات البرلمانية) وتنازل عن حقه فقبل بالمنافسة مع الاتحاد الوطني الكردستاني. انتظرنا فترة وطلبنا من حليفنا الاتحاد الوطني ان يقوم بمسؤولياته تجاه الدفاع عن هبة الحكومة وفرض سلطة القانون، لكنه تهرب من تحمل مسؤولياته معنا وتخلي عن اداء واجبه. لذلك نفذت القوات الحكومية المحسوبة على الحزب الديموقراطي عملية تاديبية ضد المجموعة التي ارتكبت الجريمة بتحريض من جهات خارجية.

● لمن سمح لمجموعة خارجية على القانون بان تهاجم مقرات حكومية وتنهب ممتلكاتها ونحن نتفجر. هناك برقية من رئيس الوزراء واخرى من وزير البشمركة اللذين يتعميان الى الاتحاد الوطني الكردستاني، بامر ان فديهما قوات السليمانية بالتحرك لتاديب تلك العصابة. القائد العسكري لمنطقة السليمانية الذي ينتمي الى الحزب الديموقراطي تسلم اوامر من رئيس الوزراء ووزير البشمركة لتنفيذ عملية عسكرية.

● ومن في الجهات الخارجية التي تتهمها بالتحريض؟
- محمد حاجي محمود مرتبط ببايران والعراق، وحاول اقامة علاقات مع تركسيا، لكن ما فعله (في السليمانية) كان بتحريض من ايران والعراق. انه مرتبط باجهزة الاستخبارات التابعة للدولتين، افعل هذه المنطقة. حزبنا فخور لانه دافع عن الديموقراطية والقانون، ولسنا نادمين على ما قمنا به.

● طالباني اكد ان الاغتيالات في كردستان العراق طاولت شخصيات وعناصر من كل الاحزاب باستثناء الديموقراطي.

- هذا ليس صحيحاً، وانكر اسماء عناصر من الحزب الديموقراطي اغتيلت، مثل مثلا عبدالرحمن في اربيل، فقي لاجاني عضو الفرع الحادي عشر للحزب في منطقة رانية، المهندس عزيز خوشناو وملا طيفور في شمسمال، وضربت مقرات الديموقراطي مرات كثيرة من قبل العصابات المرتبطة بجهات كثيرة لا تروق لها التجربة الديموقراطية في كردستان. اعتقد ان كل الدول التي تحيط بنا ليست مرتاحة من تجربتنا.

● هل تتوقع تجد الاضطرابات؟
- نعم لان هناك عصابات، والوضع الاقتصادي السيء يسهل مهمتها، وهناك تامر اقليمي على تجربتنا.

● وفي حال تكررت الاضطرابات كيف ستواجهونها؟

الكردستاني الايراني (المعارض) في الشمال:

- بعد الانتفاضة لم تكن هناك حدود مفتوحة مع ايران او اي امكانية لتلقي المساعدات الاقتصادية الايرانية على كردستان. لذلك فان اخلاق الحدود او بقاها مفتوحة لا يغير شيئاً من الناحية الاقتصادية. وكل ما كان يدخل الى المنطقة الكردية كان عبر التهريب وليس بطريقة قانونية او بموافقة السلطات الايرانية. نحن نطمح الى علاقات طبيعية مع ايران وتعاون على اساس الاحترام المتبادل، ونرفض ممارستها اي ضغط.

● اتوافق على قول طالباني ان ايران تريد تجويع الاكراد العراقيين؟

- لا افهم ماذا تنوي ايران، لكن الواضح انها لم تقدم اي مساعدة اقتصادية للمنطقة بعد الانتفاضة، خصوصاً بعد الانتخابات البرلمانية التي جرت في كردستان وتشكيل حكومة الاقليم.

● ايران قصفت على مدى اسابيع قري كردية عراقية على الحدود بحجة ضرب مواقع الديموقراطي الكردستاني الايراني.

- الصيف الماضي نقل الحزب مقراته الى مسافة ٤٠ - ١٠٠ كلم داخل الأراضي الكردية، وطاولت عمليات القصف قري على الحدود واخرى تبعد عنها ٥٠ كلم. للأسف استمر القصف الايراني منذ الربيع الماضي وتوقف قبل اسبوع، وظهر ان تزعم ان هدفه تمجير قواعد الحزب، لكننا نعتبر ذلك نوعاً من الضغط على حكومة اقليم كردستان وندين هذه العمليات.

● مشكلة معسكر زلي في شمال العراق، الذي يضم عناصر من حزب العمال الكردستاني ما زالت معلقة بين الجبهة الكردستانية وتركيا التي تصف قري في المنطقة وتؤكد ضرب مواقع للحزب. هل هذه العناصر مسلحة في المعسكر؟

- نعم، معسكر البقاع انتقل الى معسكر زلي، وكنا منذ البداية ضد انتقال هؤلاء الى زلي، ولكن لاسباب لا استطع الخوض فيها سكتنا عن ذلك. معسكر زلي فيه مسلحون يتدربون، ما يناقش الاتفاق المبرم مع حكومة اقليم كردستان، الذي يقضي بالا يمارس حزب العمال اي نشاط عسكري واي تدريب داخل اراضيها.

● كم عدد مسلحي الحزب داخل المعسكر؟

- العدد ليس ثابتاً، لكنه في حدود الف، يزداد وينقص.

● طالباني اكد لـ 'الحياة' انه اقل حماساً منك حيال التشديد في هذا الموضوع.

اما اذا كان لاهداف اخرى فلن نؤيد.
● كيف تقوم المساعدات الاميركية والغربية للمعارضة العراقية والادارة الكردية خصوصاً؟
- ليست لدي اي معلومات عن المساعدات الاميركية والغربية للمعارضة. اما المساعدات للادارة فتاتي عن طريق وكالات الامم المتحدة او المنظمات الانسانية غير الحكومية. ونحن نقدرها ونشكر الدول والمنظمات التي تقدمها؛ على رغم انها ما زالت محصورة في الاغاثة. ما تحتاجه كردستان مساعدات لتسهيل البنية التحتية واقامة مشاريع انتاجية ليعود الشعب الكردي منتحاً ويخرج من حالة الشعب المستهلك كي يبني قاعدة اقتصادية بحيث يعتمد على نفسه.
● المعارضة العراقية احزاب وتنظيمات. تعتقد انه ما زالت هناك امكانية لتوحيدها؟
- جرت محاولات عديدة، واعتقد ان المؤتمر الوطني العراقي الموحد، هو افضل صيغة شكلت الى الان، على رغم انه لا يخلو من النواقص. الافضل هو تطوير المؤتمر ونحن لا نوافق على تعديل، بل يجب ان نبذل كل جهد لتطويره وتحسينه. فليس معقولاً ان نهدم شيئاً لنبني شيئاً آخر كل يوم. هذا ليس وارداً. وحسب التششتت ساعدت النظام للاسف.
● بم تفسر مثلاً عدم انتقال السيد محمد باقر الحكيم رئيس المجلس الاعلى للثورة الاسلامية، في العراق من ايران الى كردستان؟
- الافضل ان يوجه السؤال اليه. لا افهم السبب فالمفروض ان يكون في بلده وليس في بلد آخر. في كل الاحوال علاقتنا جيدة تعود الى الستينات.
● اهم مشكلة في رأيك يفترض ان تصدى لها الادارة الكردية...
- الفساد وخرق القانون والوضع الاقتصادي.

ستتحول الى لاجئين او تتعرض الى اشد انواع التكنيل، الى حملة ابادة. ستنتقل الحرب الى الجبال ويصبح الوضع مأسوياً.
● اذاً، هل تتوقع بقاء الحماية الغربية؟
- لا نتمنى ان تبقى الى الابد. نريد ان تبقى الى ان يحل نظام ديموقراطي.
● يعتقد بعض المراقبين ان الحوار بين الاكراد وبغداد سيبدأ منقطعاً ما دامت تلك الحماية موجودة.
- هذا ليس صحيحاً. عندما يدانا المفاوضات مع بغداد كانت قوات التحالف موجودة في المنطقة. نهب الاخ جلال الى بغداد ورأس وفدنا. ثم رأست انا الوفد واجرينا جولات من المفاوضات.
● الرئيس صدام حسين في السلطة، والعقوبات الدولية باقية. هل ترى ان هناك وسائل لتخفيف معاناة العراقيين؟
- افضل علاج لاوضاع الشعب العراقي ان ينفذ مجلس الامن قراره الرقم ٦٨٨، فيدخل القرار في الفصل السابع (من ميثاق الامم المتحدة) ليكون التنفيذ ملزماً، ويقرض.
● تعني ارسال مراقبين دوليين؟
- نعم مراقبين من الامم المتحدة ليشرفوا على توزيع المواد الغذائية، وبيع النفط وعلى اوضاع حقوق الانسان وتطبيق القانون، وليشرفوا ايضاً على اجراء انتخابات ديموقراطية نزيهة في العراق.
● هل تزيد تدخلاً غريباً جيداً؟
- يجب ان نفهم اهداف التدخل.
● سمعنا ان طائرات اسقطت مناشير باسم المؤتمر الوطني العراقي الموحد، فرق جنوب العراق، تدعو الى اطاحة النظام.
- قرأت هذا الخبر في الصحف، وهناك وسائل عديدة لايصال المناشير الى الجنوب. انا لا افهم ولا استطيع ان اجزم بان هذه المناشير اسقطت من الجو او وصلت الى الجنوب عن طريق البر. يجب ان نفهم اهداف التدخل ثم نعلن موقفاً منه. اذا كان من اجل مساعدة الشعب العراقي لاقامة نظام ديموقراطي سنؤيده بالتاكيد.

لتعويض المتضررين واتخاذ الاجراءات الكفيلة بعدم تكرار مثل هذه الاحداث المؤسفة.
● هل اجريت اتصالات معكم لمعاودة الحوار بين الاكراد وبغداد؟
- ليست هناك اي اتصالات واذ حدثت ستكون علنية. نحن لا نقبل ان نقيم علاقات او اتصالات مع بغداد بصورة سرية.
● اتقبل باستئناف الحوار؟
- هذا القرار متروك للبرلمان (الكردي) ولا يحق لي ابدأ ان اتخذه.
● اتعتقد ان هناك مخرجاً من الوضع الملغى للبلاد؟
- البديل هو اقامة نظام ديموقراطي، ويجب ان تنصب كل الجهود على ذلك.
● هل ما زلت تعتقد بإمكان تغيير النظام؟
- عملية ليست سهلة، وانا لا استسهل الامر كما يفعل بعضهم.
● في رأيك يمكن التغيير بالقوة؟
- لا اتمنى ان يتسلم الحكم جنرال او ديكتاتور. اذا لم يكن البديل ديموقراطياً لا اتمنى اي تغيير سواء بالقوة او باي طريقة اخرى.
● بمعنى اخر انت تفضل بقاء الوضع الحالي على نظام عسكري...
- لا اؤيد احلال ديكتاتور محل ديكتاتور. على الاقل النظام الحالي وقع في عزلة دولية، في ازمة، وهناك قرارات من مجلس الامن. اذا حل نظام عسكري محل النظام القائم ربما ترفع عنه هذه القيود، وقد يتفرغ بكامل الته العسكرية للقضاء على الشعب الكردي وعلى كل امل بالديموقراطية في العراق ككل.
● طالباني يقول ان تغيير النظام مهمة العراقيين وحدهم.
- صحيح... اذ استطاعوا.
● ماذا لو سمحت الدول الغربية الحماية الجوية للاكراد العراقيين؟
- نتوقع حدوث كارثة لن تكون اقل من تلك التي حلت بالشعب الكردي في ربيع ١٩٩١. بالطبع سنقاوم لكن الاكثرية الساحقة من الشعب الكردي

- احياناً الاخ جلال اكثر مني حماسية، سيبقي مسافة طويلة، وحياناً يكون اقل حماسية. اما حماستي فمستقرة: انا ضد أسلوب حزب العمال وسلوكه وممارساته، واعتبر هذا الحزب اكبر خطر على مستقبل الامة الكردية.
● وهل تزيد الوصف التركي للحزب بأنه ارهابي؟
- لماذا الوصف التركي وليس الوصف الدولي؟ ان اطلاق صفة الارهاب لا يأتى من دون أدلة ومبررات، وممارسات حزب العمال تبرر تلك الصفة.
● في ما يتعلق بوجوده في شمال العراق، كيف ترى امكانية معالجة الموضوع؟
- يجب الا يكون لحزب العمال اي وجود في مناطقنا. ما يقوم به داخل تركيا ليس شأننا ولا علاقة لنا به، ولكن لا يمكن ان نقبل بوجود هذا الحزب في مناطقنا ونستخدم القوة اذا تطلب الامر لمنع عناصره من دخولها سنقف بحزم ضد سلوك حزب العمال، ونسأل لماذا تؤيده ايران وتعارض الادارة الكردية. نحن مع تطوعات اشقائنا الاكراد، وحقوقهم في تركيا وسورية وايران، لا نسمح لانفسنا بالتدخل في شؤونهم ولا يجوز لهم التدخل في شؤوننا. عناصر حزب العمال تعتبر نفسها بديلاً عن الادارة الكردية في شمال العراق وتتدخل في كل شيء. هذه الممارسات سنوقفها، ونرى ذلك واجباً مقدساً، فلا يمكننا القبول بالاستالينية والبوليوتية في كردستان العراق.
● استقبلت وفداً تركيا برئاسة ممثل خاص لرئيسة الوزراء تانسو تشيلر. ما الذي دار خلال اللقاء؟
- السيدة تشيلر بعثت الي برسالة رداً على رسالة اعترضت فيها على القصف الجوي (التركي) الذي طاول قرى في العمق في منطقتي بارزان وبيرواري، واعربت تشيلر عن اسفها لما حدث واكدت ان حكومتها مستعدة

Al Hayat — December 16, 1993

الادارة الكردية العراقية دانت القصف التركي لقرى

وزيران كرديان يحققان في حادث السليمانية

□ اربيل - «الحياة»:

عراقية قرب بيرواري بالا في محافظة بهوك.
وجاء في بيان وقعه رئيس الوزراء الكردي السيد عبدالله رسول ان قرية شيفكه تعرضت لقصف الطيران التركي الذي استهدف السكان المدنيين بحجة ضرب قواعد حزب العمال الكردستاني، واكد البيان انه لا توجد قواعد لهذا الحزب في هذه المنطقة وهذا ما اكتمت تحقيقات قام بها قبل شهر ضباط اترك ولم يعثروا على ادلة تثبت العكس.

اول من امس للاحتجاج على الاعمال المسلحة داخل المدينة ما ادى الى اشتباك مع عناصر من الحزب الديموقراطي الكردستاني اسفر عن سقوط ثلاثة قتلى وعدد من الجرحى. وكسائت الادارة الكردية دانت عمليات الاستيلاء التي قام بها محمود الذي اتهمته مصانير في الجبهة الكردستانية بالتعاون مع ايران وحزب العمال الكردستاني. على صعيد آخر (اف ب) دانت الادارة الكردية العراقية امس القصف التركي الذي اصاب الاثني قرى كردية

الحزب الكردستاني الموحد الذي قرر الاندماج بالحزب الديموقراطي الكردستاني في اب (اغسطس) الماضي. وانتخب محمود عضواً في المكتب السياسي للحزب ولكنه عاد فانسحب منه بعد نحو شهر وقرر تشكيل جناح في الحزب الاشتراكي الكردستاني واستولى على مقرات في اربيل والسليمانية كانت تابعة للحزب الموحد الذي انتقلت ملكيته الى الديموقراطي الكردستاني بعد الاندماج. وخرجت تظاهرة في السليمانية

بدا وزير الداخلية وشؤون البشمركة (المقاتلين) امس الاربعة التحقيق في الحادث الذي ادى اول من امس الى سقوط قتلى وجرحى في السليمانية. وكان مقاتلون تابعون للحزب الديموقراطي الكردستاني شنوا هجوماً على مقرات تابعة للسيد محمد حاجي محمود الذي كان اشيق على الحزب واستولى على هذه المقرات. ويذكر ان محمود كان عضواً في قيادة

Asharq Al-Awsat

December 15, 1993

في أعقاب انشقاق في صفوف حزب البارزاني

قتال داخلي بين مجموعات كردية يخلف 5 قتلى و65 جريحاً في السليمانية

لندن: من عدنان حسين

تدهورت الأوضاع الأمنية أمس في مدينة السليمانية أكبر المدن الكردية في شمال العراق على خلفية نزاع مسلح بين الحزب الديمقراطي الكردستاني الموحد برئاسة مسعود البارزاني ومجموعة منشقة عنه أدى إلى مصرع 5 أشخاص في الأقل وجرح 65 آخرين معظمهم من المدنيين.

واستناداً إلى مصادر كردية اتصلت بها «الشرق الأوسط» أمس في مقرها في شمال العراق فإن المئات من الأكراد كانوا لغاية بعد ظهر أمس يحاصرون مقر الحزب الديمقراطي الكردستاني في السليمانية مطالبين بتسليمهم مقاتلين في الحزب أطلقوا النار أول من أمس على متظاهرين مدنيين كانوا ينادون بوقف الاقتتال بين المجموعتين الكرديتين.

وكانت سلسلة الأحداث قد بدأت حسب رواية مسؤولي المكتب الأوروبي للحزب الديمقراطي الكردستاني في لندن، عندما اقتحمت مجموعة مسلحة بقيادة العضو السابق في المكتب السياسي للحزب حجه حاج محمود مقراً للواء الرابع والعشرين التابع للجيش الكردي المحلي يوم الجمعة الماضي واستولى عليه وعلى ما فيه من أسلحة وتخاثر، مما دفع الحزب الديمقراطي إلى اتخاذ قرار بتأديب هذه المجموعة، حسب تعبير هؤلاء المسؤولين الذين أفادوا بأن القتال استمر حتى يوم الاثنين الماضي وأسفر عن مقتل أحد أفراد المجموعة المنشقة. وأضافوا أن حكومة إقليم كردستان، شكلت لجنة برئاسة محافظ السليمانية ضم ممثلين عن القوى الكردية الأخرى وهذه اللجنة وجهت إنذاراً إلى أفراد المجموعة المنشقة لتسليم أنفسهم واسلحتهم دون قيد أو شرط وللثقل رئيس المجموعة أمام المحكمة.

ويذكر أن حجه حاج محمود كان أحد القادة العسكريين للحزب الاشتراكي الكردستاني الذي شكل في العام الماضي مع حزبين آخرين هما «حزب الشعب الكردستاني» و«الحزب الاشتراكي الكردي ياسون»، حزباً موحداً عرف باسم «يكرتين - الوحدة» الذي حل نفسه في وقت سابق هذا العام وتوزع قيادته وأعضاؤه بين الحزبين الكرديين الرئيسيين: الحزب الديمقراطي الكردستاني برئاسة مسعود البارزاني والاتحاد الوطني الكردستاني برئاسة جلال الطالباني في عملية استقطاب حد بين الحزبين. العام الماضي والتي أسفرت عن تقاسم الحزبين السلطة في كردستان العراق مناصفة. وكان حجه حاج محمود ضمن المجموعة التي التحقت بحزب البارزاني الذي عقد في أغسطس (آب) الماضي مؤتمراً عاماً أنتخب فيه حاج محمود عضواً في المكتب السياسي للحزب، لكنه ما لبث أن ترك الحزب منذ بضعة أسابيع وأعلن عن إعادة تشكيل «الحزب الاشتراكي الكردستاني»، وطالب بان يعيد حزب البارزاني إليه مقرات وقوات الحزب الاشتراكي التي التحقت بالحزب الديمقراطي الكردستاني الذي تنهم

مصادره حاج محمود بتلقي الدعم المالي والعسكري من إيران. وأفادت المصادر التي اتصلت بها «الشرق الأوسط» في كردستان العراق أن مقاتلين للحزب الديمقراطي الكردستاني هاجموا صباح أول من أمس مواقع للمجموعة المنشقة في مدينة السليمانية وأندلع قتال بين الطرفين دام عدة ساعات دفع بسكان المدينة إلى التظاهر من أجل وقف القتال إلا أن مقاتلي الديمقراطي الكردستاني - حسب هذه المصادر - أطلقوا النار على المتظاهرين وقتلوا 4

منهم وجرحوا 65 آخرين مما أثار غضب المتظاهرين والسكان الذين لاحقوا 3 مسؤولين للديمقراطي حتى سبوا المحافظ فطوقوا المبني واحرقوا عدداً من السيارات واستولوا على أسلحة أفراد الحماية مطالبين بتسليم المسؤولين عن إطلاق النار المذكورة أن مظاهرات أخرى اندلعت أمس في مدينة السليمانية وطوق المتظاهرون مقراً للحزب الديمقراطي الكردستاني. وأغربت هذه المصادر عن

الخشية من انفجار الموقف وقوع المزيد من إطلاق النار. لكن مصادر في الاتحاد الوطني الكردستاني اتصلت ب«الشرق الأوسط» أفادت أن الزعماء الأكراد كانوا مجتمعين بعد ظهر أمس للبحث عن طريقة للسيطرة على الموقف. وقالت هذه المصادر أن الزعيم الكردي جلال الطالباني الذي أدان الهجوم على مقبر اللواء الرابع والعشرين وإطلاق النار على المتظاهرين «يبدل جهوده للمساعدة على إيجاد مخرج سريع للزمة».

«إيران تريد تجويعنا ولا نمانع في التعامل التجاري مع بغداد»

طالباني لـ «الحياة»: الحماية الغربية لن تستمر و«الحرس الثوري» يتغلغل في كردستان

نظام الرئيس هاشمي رفسنجاني بارسال سيارات مفخخة وفرق اغتيالات إلى شمال العراق لتصفية المعارضين له.

وكشف أيضاً أن الرئيس صدام حسين أبلغ شخصيات كردية في بغداد أن قضية معاودة الحوار مع الأكراد أصبحت في يد أميركا، وأنه لا يرى أملاً في مفاوضات. وحمل بشدة على «ديكتاتورية النظام العراقي»، مشيراً إلى أن الدول الغربية لا تشجع الأكراد على استئناف الحوار مع صدام. لكنه شدد على ضرورة اعتماد طريق آخر يتعدى انتظار نتائج الحصار الاقتصادي الدولي للعراق من أجل اطاحة النظام. وقال: «لا يجوز أن ينتحصر شعب من أجل التخلص من شخص».

وأعرب عن اقتناعه بأن الحماية الغربية للأكراد العراقيين «ستنتهي يوماً وعلى شعبنا أن يستعد (...) ولا يمكن الاعتماد على القوى الخارجية إلى ما لا نهاية». ولفى إلى أن الحصار الاقتصادي بدأ يعطي ثماره في التضيق على الديكتاتورية، لكنه يؤخر في الوقت ذاته في شكل رهيب على الشعب: تدهور أخلاقي مفرج وفساد لا مثيل له (...) أصبح مجتمعنا العراقي مريضاً فكيف ستعالجه ولو تخلصنا من صدام». ودعا دول التحالف إلى ممارسة ضغوط على بغداد لإرغامها على تطبيق «القرارين ٧٠٦ وال٧١٢ اللذين» - معاً - ببيع كمية من النفط العراقي تحت إشراف الأمم المتحدة، تقطع نسبة من عائداتها لتحويل شراء الأغذية للعراقيين. الدينار الكردي

وأشار إلى «محاولة عراقية لإلغاء الأوراق النقدية من فئتي ١٠ و١٠٠ دينار، إذا نفذت ستصير الإدارة الكردية الدينار العراقي الكردي، وتفتتح مصرفاً مركزياً في الشمال. لكنه أكد حرصه على «الفيدرالية والبقاء ضمن الكيان الواحد».

الدوري، أن الإدارة الكردية لا نمانع في تعامل تجاري مع بغداد، وهو في مصلحة الحكومة العراقية، نافياً وجود اتصالات معها ومجدداً حملته على «الديكتاتورية». (راجع ص ٧)

«لن نكون عملاء إيران» وكشف أن عناصر من «الحرس الثوري» والاستخبارات الإيرانية موجودة في المناطق الخاضعة لسيطرة الجبهة الكردستانية، تحت ستار الهلال الأحمر وجمعيات أخرى. وسئل عن اغلاق إيران حدودها المتاخمة للمناطق الكردية شمال العراق، فأجاب أن هدفها «تجويع شعبنا وإجبارنا على اتخاذ مواقف مستهدفة ضد الأكراد الإيرانيين، المعارضين الموجودين في مناطق الجبهة الكردستانية. وزاد أن طهران «لا ترغب في صداقتنا بل في العمالة ولستنا مستعدين لنكون عملاء». واتهم

النفط العراقي يهرب بكميات ضخمة إلى باكستان وإيران

□ بيشاور - من أحمد موفق زيدان:

أبلغت مصادر موثوق بها «الحياة» أمس أن كميات ضخمة من البترول العراقي والأسمدة والمنتجات الأخرى وجدت طريقها إلى إيران، ووصلت كميات منها إلى باكستان. وقالت المصادر نفسها أنه يتم بيع هذه المنتجات العراقية في الأسواق الحرة في البلدين عبر سماسرة وتجار كبار، ويشكل ذلك خرقاً واضحاً للحظر المفروض على العراق. وكانت السلطات الباكستانية صادرت أخيراً صهريج نفط وصل من إيران إلى مدينة كويتا الباكستانية وتقدر حمولته بعشرة آلاف لتر. وقال ناطق باسم وكالة التحقيقات الفيدرالية الباكستانية في مدينة كويتا الحدودية والمحاذية للأراضي الإيرانية أن صاحب الصهريج الإيراني وكان برفقة سائق باكستاني يعمل في تهريب المنتجات والبضائع من وإلى العراق. وأشار الناطق الباكستاني أن صهريج النفط مر عبر الحدود الإيرانية - الباكستانية في منطقة بلوستان حيث يتشاطر المقيمون على جانبي الحدود عرقاً واحداً، ويعتمدون في عيشهم على التهريب ومنه تهريب المخدرات. ويعتبر المعبر البلوستان طريقاً دولياً لتهريب المخدرات بين أفغانستان وإيران. وقال السائق الباكستاني واسمه قادر بخش أنه أحضر الصهريج من منطقة تربت الإيرانية إلى كويتا لكنه لم يكشف إذا كانت هذه هي المحاولة الأولى أو سبقتها محاولات عدة.

Al Hayat — December 16, 1993

باسم المؤتمر الوطني، تحض مجدداً على اطلاق النظام.

- علمت من الدكتور احمد الجليبي (رئيس المجلس التنفيذي للمؤتمر) ان طائرات لم يحدد هويتها اسقطت المناشير فوق البصرة والجنوب. وأعتقد انها طائرات التحالف (الغربي).

● المناشير اسقطت من دون معرفتك؟
- نعم ولم استشر مسبقاً.

● اتعتقد ان اللجوء الى القوة ما زال خياراً لدى المعارضة لاطاحة النظام؟
انزيونه بدعم غربي؟

- هناك سبيل عدة اولها انتفاضة شعبية جديدة في الوسط والجنوب والشمال مدعومة بقطعات عسكرية، فاي انتفاضة من دون دعم وحدات عسكرية أو تحييد الجيش لا تحقق نجاحاً. ثانياً، قيام تنسيق بين بعض اوساط المعارضة والمعارضين داخل الجيش والحزب الحاكم. والاحتمال الثالث تمرد بعض المدن الكبيرة مثل الموصل ما يشكل قاعدة لتحرير باقي المناطق الكردية. وهناك الانقلاب العسكري المدعوم من الشعب، لكنني لا اصيل الى هذا الطريق أو الاعتماد الكلي على الغرب. اسقاط النظام مهمة العراقيين، وعليهم كسب العطف الاقليمي والدولي. أما الاعتماد على الغرب باعتباره حلاً حاسماً فهو خطأ، ولا يمكن ان نتوقع من الغرب ان يأتي مجدداً الى العراق بعدما ضيع الرئيس جورج بوش الفرصة التاريخية حين كانت قوات التحالف في الناصرية. في المقابل أي تغيير يجريه الآخرون يكون لهم وليس للشعب العراقي.

أنا ادعو المعارضة الى الخارج الى الانتقال للعمل داخل العراق وتشكيل الخلايا والاتصال بالضباط الأحرار، بدل البقاء في لندن.

● ماذا عن المساعدات المالية الأميركية للمؤتمر الوطني، وهل تلقيتم وعوداً جديدة من ادارة كلينتون؟

- حين زرت أميركا تساءلت اين هي مساعداتها المزعومة للمعارضة. نحن طرف أساسي في المعارضة ونسمع ان ٤٢ مليون دولار خصصت لها، ولو أعطيت هذا المبلغ لتمكنت من تشكيل جيش لتجريب العراق. لا ادري اين تصرف هذه الأموال، ولا نعرف شيئاً عن مساعدة أميركية محددة. فلنعرف ان كانت هناك جهة تقدم مساعدات للمعارضة. قبل لنا في واشنطن ان منشورات وكتبا طبعت ضد نظام صدام.

● سورية تستضيف التيار القومي وتكرر استعدادها لدعم جهود توحيد المعارضة العراقية. كيف تقومون هذه الجهود؟

- لنا علاقة خاصة مع سورية التي انطلق منها الاتحاد الوطني الكردستاني وتلقي مساعدات مكنته

من تحقيق الكثير. ولا ابالغ في القول ان وجودنا هنا في بيت السيد عزت ابراهيم الدوري وفي مدينة اربيل المحسرة لا يخلو من الصعوبات السورية. سورية كانت دائماً معنا لم تبدل موقفها منذ بداية عهد الرئيس حافظ الأسد، واليهما التجأت المعارضة العراقية. لم تضغط علينا بشدة لاتخاذ أي موقف على رغم حساسيتها ازاء القضية الكردية. وكان لنا مكتب فيها ينشر مقالات وكتبا تتعارض كلياً مع مواقفها.

زرت دمشق الصيف الماضي وأمضيت فترة طويلة حاولت خلالها مع الاخوة السوريين اعداد صيغة لتوحيد المعارضة العراقية لكننا لم نوفق، وأنا ذاهب الى دمشق قريباً لأجدد المحاولة.

● علاقة طالباني مع الحكومة التركية متوترة لانه منهم بدعم حزب العمال الكردستاني.

- لا ندعم حزب العمال، وتركيا أو بعض الأوساط فيها يتهمنا بذلك ظلماً. نحن نحتمي الحدود ونمنع التسلسل من كردستان العراق الى الأراضي التركية، لكن تركيا لا تمنع التسلسل من أراضيها الى كردستان العراق. وموقفي من النزاع مع حزب العمال واضح دائماً، وأؤمن بأن الحل الأمثل في تركيا يبقى في اطار وحدة أراضيها، حلاً ديموقراطياً يستند الى الاعتراف بحقوق الانسان وعدم انتهاكها.

وفي تركيا وايران لا تحترم حقوق الانسان، كما يؤكد تقرير وزارة الخارجية الأميركية والبرلمان التركي ايضاً. يتهموننا بمساعدة حزب العمال وعدم الحماسة في محاربته كان هذه مهمتنا. بالطبع نختلف مع الحزب وكنا اضطررنا فاقبل اننا نحاربه من اجل تركيا. والواقع ان بعض أساليبهم القديمة كاحتلال سفارات واللجوء الى القوة، يلحق الأذى بالقضية الكردية، لكن هذا لا يعني ان نحمل السلاح لمحاربة حزب العمال. وأعلننا مرات اننا ضد كل اشكال الارهاب، ارباب الدولة وارباب الجماعات.

● انا هل توافق على كلمة ارمابي التي تستخدمها أنقرة في وصف الحزب؟
- هذا وصف تركي، وأنا اعتبر حزب العمال حزباً قومياً كردياً على رغم مغالاته في ادعائه اليسارية.

● وما الحل لمشكلة وجود بعض عناصره في مناطقكم؟
- الحل في التزامهم الاتفاق المبرم مع الحكومة الاقليمية في كردستان العراق، الذي يترك لهم حرية النشاط السياسي في هذه المنطقة وليس الانتقال بالسلاح الى داخل تركيا لمقاتلة قواتها. ان حكومتنا ملتزمة حسن الجوار مع الجيران ولا يجوز ان

تسمح باستغلال أراضيها لعمليات عسكرية ضد تركيا أو ايران.

منذ انتهاء القتال (الكردية - الكردية) في الشمال لم يحدث خلال عشرة شهور أي تسلسل باعتراف السلطات التركية. خلال شهرين فقط ادعت أنقرة أربع حالات تسلسل، ولو صح ذلك فهو يتعلق بمجموعات مقاتلة هربت من تركيا ورجعت اليها. وأنا أجزم بعدم وجود معسكرات لحزب العمال على طول الحدود العراقية - التركية.

في اجتماعنا الأخير مع قائد الدرك التركي الذي عقد في سيلوي تم تأكيد الاتفاق على ان نتولى حماية حدودنا ويحمي الأتراك حدودهم. لم تكن لديهم أي مأسخذ علينا، بل عاتبناهم لعدم التزامهم وعوداً قطعوا العام الماضي. مثلاً مساعدتنا لتعمير قرى كردية حدودية وشرق طرق وفتح معابر وتقديم مساعدات انسانية للأهالي في المنطقة الحدودية. لكنهم لم يفوا وعودهم.

● أكدت الجبهة الكردستانية ان ايران أغلقت الحدود مع شمال العراق قبل أيام، وعلى مدى اسابيع كانت تفرى كردية عراقية هدفاً لقصف ايراني.

- هدف ايران ممارسة ضغوط على الحكومة الكردستانية وتجويع شعبنا في الشتاء، وإجبارنا على اتخاذ مواقف متشددة ضد الأكراد الايرانيين (المعارضين) الموجودين في كردستان العراق. طالبتنا الجمهورية الاسلامية بموقف (اتفاق) مماثل للذي اتخذناه مع الأتراك وقلبنا. وطلبنا من الأكراد الايرانيين الانتقال من منطقة الحدود فرسخوا ونقلوا مقراتهم الى عمق شمال العراق. مثلاً الحزب الديموقراطي الكردستاني الايراني أصبح مقره في مدينة كويسنجق التي تبعد مسافة ساعة عن اربيل. ثم جاء الايرانيون وطلبوا منا اعتقال المعارضين وتسليمهم، وبالطبع رفضنا لأن ذلك مناقض لحقوق الانسان. ثم طالبونا بنزع أسلحتهم وأكدنا استعدادنا لأن نطبق ما نطبقه على عناصر حزب العمال التي تحتفظ بأسلحة خفيفة للحماية. ففي هذه المنطقة لا يمكن هؤلاء (الايرانيون المعارضون) البقاء من دون أسلحة، خصوصاً ان ايران تتعقبهم وتقتلهم وترسل اليهم سيارات مفخخة وفرق اغتيالات.

«عمالة لا صداقة»

قضية أخرى ان طهران تتعرض لضغوط دولية بعدما فتحت الحدود مع الحكومة العراقية (مناطق الوسط)، فأغلقت الحدود مع منطقتنا من اجل التخفية. ولا نحفي تازم علاقتنا مع الجمهورية الاسلامية، وندريها جيدة لكن الحكومة الايرانية

لا ترغب في صداقة بل عمالة، ولسنا مستعدين لأن نكون عملاء في مشكلة سياسات الآخرين. هذا جوهر المشكلة مع الجمهورية الاسلامية التي تملك مقرات هنا باسم الهلال الاحمر أو جمعيات، هي في الواقع مراكز لـ «الباسدران» (الحرس الثوري) ولعناصر استخبارات ايرانية غير مسلحة.

● سقط ٤ قتلى وعشرات الجرحى حين اطلقت النار على مظاهرين أكراد في مدينة السليمانية الاثنين. وقبل يومين تحدثتم في اربيل عن اغتيال حزبين ومسؤولين في الادارة الكردية. هل هي مؤشرات الى تفاسخ الوضع الأمني في المناطق الخاضعة للإدارة؟

- الوضع الأمني يتحسن، وفي منطقة مثل كردستان حيث المجتمع ديموقراطي مفتوح حتى لـ «مساغي» الحكومات العراقية والتركية والايرانية، هناك احتمالات حدوث مخالفات قانونية وجرائم. وهناك خلافات بين الأحزاب الكردية تحل أحياناً بالسلاح بدل الحوار.

قبل فترة حدثت اشتباكات في حزب الوحدة فانضم جناحان الى الحزب الديموقراطي الكردستاني، ثم انشق أحدهما. وقبل ثلاثة أيام نزح قائد هذا الجناح، الذي سمي نفسه الاشتراكي الكردستاني، سلاح عناصر في فوج من «البيشمركة» كان تابعاً له. وقرر الديموقراطي معالجة الأمر بنفسه، فجمع قواته ووقع صدام. طلبنا من كل الأطراف ابعاد مدينة السليمانية عن الاقتتال لكن الحزب الديموقراطي احتل مقرين للاشتراكي ووقع اشتباكات عنيف حول مقر ثالث ثم تدخل المحافظ الا ان القتال تجدد فمظاهر عشرات الألوف من جماهير السليمانية مطالبين بمنع سفك الدماء ووقف اقتتال الاخوة. بعض المتهورين اطلق النار على المظاهرين، وتوسط الاتحاد الوطني فتم التوصل الى اتفاق لاطلاق أسرى من الحزب الاشتراكي واعادة مقره.

أما قضية الاغتيالات فلم تعد سراً، وأوفدت منظمة العفو الدولية مندوبة للتحقيق، نحن ندين الاغتيالات التي تطاول شخصيات سياسية مختلفة، وحدثت في اربيل تجاوزات واعتداءات على أعضاء في الاتحاد الوطني، وقتل امس أحد عناصر الاتحاد الذي نعتقد انه مستهدف بالدرجة الاولى. قتل أشخاص من كل الأحزاب باستثناء الديموقراطي الكردستاني. هذا يثير تساؤلات ويعد ظاهرة خطيرة، وفي كل الأحوال، نحن مصممون على انهاء ظاهرة انتشار الاسلحة، لننصرف العام المقبل الى شؤون التنمية والانتخابات البلدية وتحسين الخدمات العامة وتعزيز تجربتنا الديموقراطية.

انتقد المساعدات المالية الأميركية المزعومة للمعارضة العراقية

طالباني لـ "الحياة" : الاتصالات مع بغداد اشاعة ولا يجوز الانتحار للتخلص من صدام

□ اربيل (شمال العراق) -
من زهير قصبياطي:

أكد الأمين العام للاتحاد الوطني الكردستاني السيد جلال طالباني ان تغيير النظام في العراق هو مهمة العراقيين، وان الحماية الغربية ستنتهي يوماً ما وعلى الاكراد الاستعداد لذلك، ونفى في حديث الى "الحياة"، وجود اتصالات بين الاكراد وبغداد، وقال ان ما تردد عن ذلك، اشاعة روجتها الاوساط العراقية، وحصل بعنف على "ديكتاتورية" النظام، مشيراً الى ان انعكاسات العقوبات الدولية تؤثر على الشعب في شكل رهيب (...) ولا يجوز ان ينتحر شعب من اجل التخلص من شخص، وهنا نص الحديث:

● سفير العراق في انقرة أكد احيراً ان الاتصالات مستمرة بين بغداد والاكرد. هل هناك جديد على هذا الصعيد؟

- لا توجد أي اتصالات رسمية بين الجبهة الكردستانية، والاتحاد الوطني الكردستاني خصوصاً، والحكومة العراقية. سرت اشاعة روجتها اوساط الحكومة والسفير عن اتصالات مع الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني)، وعندما سألنا الاخوة في الحزب نفوا ذلك نفياً قاطعاً، وبالتالي لا مفاوضات ولا اتصالات عن طريق قنوات خاصة.

والرئيس صدام حسين أعلن احيراً امام شخصيات كردية استقبلها في بغداد ان القضية لم تعد في ايدي الاكراد أو الحكومة العراقية بل أصبحت في ايدي اميركا، وانه يعتقد ان لا أمل في مفاوضات.

● بعم انكم لستم مستعدين أيضاً لمعاودة الحوار.

- شاركت في الحوار مع بغداد منذ العام ١٩٦٣. مرت ثلاثون سنة ونحن نتفاوض مع الحكومات العراقية المتعاقبة ولم نتوصل الى أي نتيجة، والسبب غياب الديمقراطية في العراق التي من دونها لا يمكن حل أي قضية في البلاد بما في ذلك القضية الكردية. أنا يائس من امكان التوصل الى حل لأي مشكلة عراقية في ظل الديكتاتورية الرافضة أي نوع من التغييرات الديمقراطية في النظام.

● هناك من يعتقد ان تجربتكم في الادارة الكردية في ظل الحماية الغربية لـ المنطقة الآمنة، تدفعكم الى التصلب في رفض أي حوار مع بغداد ما دامت هذه الحماية قائمة؟

- هذا التعليل ليس صحيحاً. ذهبت الى بغداد مرات وذهب الاخ مسعود بارزاني مرات والحماية الدولية موجودة والقوات الدولية مرابطة في سهول كردستان وجبالها.

وبعد صدور القرار ٦٨٨ تمينا الى بغداد لاعتقادنا ان دروس المغامرات الفاشلة اعطت ذهنية جديدة للحكومة بحيث تستوعب حل المشكلة الكردية بطريقة سلمية اخوية. ذهبنا ونحن نعرف ضعف الحكومة بعد هزيمتها في الحرب إثر المغامرة العدوانية التي طاولت الكويت، وفيما كان العراق معزولاً عن العالم، على أمل ايجاد حل من دون ان يغربنا وجود القوات الحليفة بالامتناع عن الحوار.

وبعد مفاوضات طويلة اقنعنا الحكومة العراقية مجدداً بأنها لا تقبل، أي حل جدي للقضية الكردية أو القضية الأساسية وهي الديمقراطية. الحكومة وحدها مسؤولة عن انقطاع المفاوضات مع الاكراد، تدعي ان الغرب والأميركيين يدفعوننا الى القطيعة. وسأكشف سرّاً: بعد عودتي من بغداد اتصلت بالعديد من المسؤولين في وزارات الخارجية الأميركية والبريطانية والفرنسية، والجميع شجعنا على التفاوض مع الحكومة العراقية خلافاً لما تدعيه.

● ماذا عن موقف الغرب والأميركيين الآن؟

- الادارة الأميركية الجديدة لها موقف متقدم عن موقف الادارة السابقة، وتوافق على طروحات المؤتمر الوطني العراقي الموحد. وفي رسائل الرئيس بيل كلينتون الى الكونغرس يرد دائماً اسم المؤتمر باعتباره ممثلاً للمعارضة وبدلاً ديمقراطياً في عراق المستقبل. ان المؤتمر يعارض المفاوضات بين الاكراد وصدام، وموقف الغرب هو عدم الثقة بصدام وبالتالي عدم تشجيع هذه المفاوضات.

● ألا تتوقعون ان تنتهي يوماً الحماية الغربية لاکراد العراق؟

- نقائل في جبال كردستان منذ ايلول (سبتمبر) ١٩٦١ ولم تكن لدينا حماية جوية أو برية من الجيران أو الغرب. نعتقد ان الحماية الدولية ستنتهي يوماً ما، وعلى الشعب الكردي الاستعداد لهذا اليوم بتهيئة القوات والجهامير وتعبئة القوى الاقتصادية والسياسية، بحيث تستطيع المعارضة اتخاذ موقف موحد من الحكم العراقي ويتكون نوع من التحالف المصيري بين جنوب العراق وشماله ووسطه ليهب كل جزء الى مساعدة الجزء الآخر اذا تعرض لعدوان.

نحن مقتنعون بان الحماية الدولية لا يمكن ان تستمر وأن تحول عليها الى ما لا نهاية. ولا بد من الاعتماد على قوانا الذاتية ومن ثم نسعى الى استكمال هذه القدرات بالدعم والمساعدات الاقليمية والدولية.

● توقعتم احيراً رفع العقوبات عن العراق. هل يتعكس ذلك على مستقبل علاقتكم مع بغداد؟

- شعبنا العراقي يعاني الأمرين من الحصار بينما عصاة صدام تستطيع تأمين المستلزمات الحياتية لها. لذلك يجب رفع الحصار عن العراق، ولكن عبر تطبيق القرارين ٧٠٦ و٧١٢، وعلى دول التحالف ان تمارس ضغوطاً وتبادر الى تطبيقهما لانهما في مصلحة الشعب العراقي، والشعب الكردي جزء منه. اذا رفعت العقوبات من دون اشراف دولي على توزيع المواد الغذائية قد تكون في مصلحة صدام. صحيح ان الحصار الاقتصادي بدأ يعطي ثماره في التضيق على الديكتاتورية، لكنه في الوقت ذاته يؤثر في شكل رهيب على الشعب: تدهور أخلاقي مفرج وفساد لا مثيل له، وليس هناك موظف عراقي واحد لا يرتشي. وبالتالي أصبح مجتمعنا مريضاً كفيف سعالجه ولو تخلصنا من صدام. شعبنا العراقي، خصوصاً ذوي الدخل المحدود، يعاني الفاقة، وهذا ينطبق على كردستان على رغم ان احوالنا أفضل بكثير من احوال مناطق الوسط والجنوب. أنا أعرف ان هناك الافاً من الموظفين والمدرسين بدأوا يبيعون ابواب غرف منازلهم. انه وضع لا يمكن إلا ان يثير مشاعر الوطنية العراقية.

نحن نشدد على تطبيق القرارين ٧٠٦ و٧١٢ وعلى الشعب ان يسلك طريقاً آخر لاسقاط النظام، فلا يقتصر الأمر على الحصار الاقتصادي بل يشمل النضال السياسي والتعاون بين القوى داخل الجيش وصفوف الشعب، وطريق الانتفاضة الشعبية المدعومة بقطاعات عسكرية، والانتفاضة العسكرية المدعومة بانتفاضة شعبية. اذا هناك اساليب متعددة ولا يجوز ان ينتحر شعب من اجل التخلص من شخص.

● لكن بغداد تصر على رفع الحظر التفطي في شكل كامل.

- استبعد رفع الحظر بالطريقة التي يحلم بها صدام، فالغرب - خصوصاً اميركا وبريطانيا - لا يوافق على ذلك من دون شرط سبب ثان ان الحكم لا يساعد العالم على مساعدته ان يمتنع عن تطبيق القرارات الدولية بصدق، ويعتمد التحصيل والمراوغة. كان يمكنه في البداية ألا يقبل كل هذه الشروط ولكن من أجل بقائه قبل بكل شيء.

● ما المخرج من رأيكم لاتها، معاناة العراقيين؟

- لا مخرج الا بالخلاص من الديكتاتورية واقامة نظام ديمقراطي. بالنسبة الى المنطقة الكردية هناك حلول موقته، وياشرنا احياء الزراعة واعادة بناء القرى، وكانت المحاصيل

الزراعية جيدة العام الماضي، بيعت منها كميات الى الخارج. وبدان العمل لبناء مصفاة نפט متقلة لحل مشكلة النقص في الوقود التي تعاني منها كثيراً.

والتجارة مسألة اخرى تبين ان الحكومة العراقية هي التي تريد فصل كردستان. نريد التعامل التجاري مع الحكومة وهو في مصلحتها. مثلاً، لدينا فائض خضروات وفاكهة يمكننا ارساله الى بغداد. لم نمنع هذا التعامل، لكن الحكومة هي التي فكرت في خلق اقتصادنا وفشلت، وباستثناء



الوقود كل شيء في المنطقة الكردية اخص مما هو في بغداد.

حين ألغت الحكومة العراقية الورقة النقدية من فئة ٢٥ ديناراً ألحقت بمنطقتنا خسائر تقدر بنحو ٥٠٠ مليون دينار، ما دفعنا الى التفكير في اصدار عملتنا. وهدف بغداد من دفعنا الى نوع من المواقف الاستقلالية هو تخويف تركيا وايران، الثنتين تخشيان كثيراً استقلاليتنا، وبالتالي دفعهما الى التعاون مع الحكومة ضدنا، سواء عبر ترغيب تركيا للضغط على الغرب أو عبر التعاون العراقي - التركي - الإيراني ضدنا كما كانت السياسات القديمة.

هناك الآن محاولة عراقية لإلغاء الأوراق النقدية من فئتي ٥ و ١٠٠ دينارين، وإذا طبق ذلك لدينا دراسات لافتتاح بنك واصدار الدينار العراقي الكردي، ببساطة، بدل رسم صدام نضع على أوراق العملة رسم جبل مثلاً، ولن نكرر في القطيعة الاقتصادية الكاملة مع بغداد، فالتمسك بالدينار بصون وحدة الاقتصاد العراقي الكردي - العربي المشترك، ويؤكد حرصنا على الفيدرالية والبقاء ضمن الكيان العراقي الواحد.

● لم يعرف كيف أسقطت من الجو فوق مناطق في جنوب العراق منشائر موقعة

في اعقاب انتصار دول الحلفاء في الحرب العالمية الأولى، برز التنسيق المشترك بين المسيحيين وممثلهم طبرس آغا والإكراد وممثلهم الجنرال شريف باشا بصورة واضحة. وفي الثلاثينات اطلقت الحكومة العراقية حملة اعتقالات كبيرة في صفوف الإكراد والأثوريين بحجة التنسيق بين الجانبين والاتصال بالانكليز بغية انشاء دولة كردية مسيحية مشتركة. كما أن اشتراك المسيحيين في الانتفاضات المسلحة بعد عام ١٩٦١ كان ذا اثر محسوس. وكذلك الحال بالنسبة الى بقية الطوائف الأخرى، الأزيدية والكاثائية والشبك.

على رغم كل ذلك، لم يمنع صفاء العلاقة بين الديانات والطوائف ضمن نسيج المجتمع الكردي، قيام احتفادات متفرقة هنا وهناك بين الغالبية الكردية المسلمة على المذهب السني، واتباع قبيلة الديانات والطوائف الأخرى، ففي النصف الأول من القرن التاسع عشر قاد القائد الكردي محمد باشا رواندوزي حملات تقنيلية كبيرة ضد الأزيديين. وفي بداية القرن العشرين ساهم بعض الاقطاعيين الإكراد في المذابح التي استهدفت الأرمن ومن ثم الأثوريين. لكن الملاحظ أن هذه الحوادث لم تؤثر على متانة الحياة المشتركة بين المجتمعات الدينية الكردية التي كانت تشعر على الدوام بالخطر القادم من خارج جبال كردستان.

يضم المعتقد الديني في المجتمع الكردي، حتى الإسلامي منه، جذوراً وتأثيرات واضحة من الاعتقادات الدينية التي كانت تسود إيران وكردستان في العصور التي سبقت وصول الديانة الإسلامية الى المنطقة في العقد الثاني من ظهورها في الجزيرة العربية.

كانت تلك الاعتقادات تستند الى عبادة القوى الطبيعية من رياح وأشجار ونار وشمس ونباتات المياه. ويمكن للمرء بسهولة ايجاد الرابطة بين التقديس الكبير الذي يديه الإكراد المسلمون لأشجار معينة والشؤم الذي يتوقعونه من الرياح العاصفة، التي يصفونها في منطقة السلیمانانية بالرياح السوداء، وبين كون الشجرة إحدى مصادر الخلق الثلاث في نظرية الخلق الزرادشتية القديمة والرياح التي حملت الهة الشر (هريمن)، التي يواجهها الهة الخير (هرومزدا). كما يمكن أرجاع المنزلة الاجتماعية الكبيرة للملاي اليوم، في جانب العوامل الاقتصادية والاجتماعية، الى المنزلة الكبيرة التي كان يحتلها رجال الدين الزرادشت وسلطنتهم التي تشمل تنظيم الحياة الاجتماعية ورعاية الناس والإشراف على شؤونهم الحياتية.

* كاتب كردي مقيم في بريطانيا.

حياته بالمعتقدات الأزيدية في تلك المنطقة.

أدى اجتماع هذه العوامل، التاريخية والجغرافية والطوبوغرافية، الى تنوع النسيج الديني في المجتمع الكردي من دون أن يؤدي التنوع الى قيام تصاميمت مذبذبة بين اتباع الديانات والاعتقادات المختلفة، تهدد بانحلال الرابطة الجماعية لوحدة الساكنين في البلاد الكردية، على غم قساوة الاحتماد الديني في الشرق الاوسط على مر التاريخ. وإذا استثنينا الحالات القليلة للتصادم لوجدنا هدوءاً عميقاً بل تناغماً ملحوظاً في علاقات الأديان وطرائق معيشة اتباعها الاجتماعية والاقتصادية المشتركة.

على رغم أن غالبية اتباع الديانات المختلفة كانت تعيش في قرى منفصلة، إلا أن قرى وقصبات كثيرة أخرى كانت تضم جماعات مشتركة من هذه الديانات. ففي قرية بارزان كان يعيش ويعمل المسلمون والمسيحيون واليهود بنسب متقاربة، فيما كانت تسود بينهم علاقات مودة كبيرة على رغم أن القرية كانت تضم الشيوخ من العشيرة البارزانية. وقصبة سنجان كانت تضم اتباع الديانات الثلاث الى جانب الأزيديين الذين كانوا يشكلون غالبية كبيرة في القصبة. وقصبة بحزاني، غرب الموصل، كان يتوزعها الأزيديون والمسيحيون. وفي مناطق سوردش، غرب السلیمانانية كان الصوفيون القارديون واتباع طائفة الحقبة النقشبندية ويعيشون في مستوطنات مشتركة. كما أن احد اهم مراكز التعليم الديني اليهودي كان يقوم في قرية سندور شرق مدينة دهوك، وسط قرى مسيحية ومسلمة عديدة. كما أن الكثير من الجاليات الفلاحية والتجارية اليهودية كانت تتوزع في القرى الكردية المسلمة.

كانت هذه المعيشة التاريخية المشتركة، كثيراً ما تؤدي الى تداخل في العادات والتقاليد، بل حتى في التفاعل بين الاعتقادات، فالأزيديون والكاثائيون، على رغم اختلافهم في الديانة والمذهب، يجيزون اتخاذ الشيخ الديني من بعضهم بعضاً، إضافة الى الزيارات والتشاور الديني المتبادل بين شيوخ الطائفتين. وطائفة الشبك تمزج بين تعاليم الكاثائيين والبيكتاشيين وتعتبر شيوخهما مراجع دينية لها. إضافة الى الزيارات المتبادلة التي كان يقوم بها المسلمون والمسيحيون واليهود الى منازل بعضهم ومزاراتهم وأماكن العبادة.

كان من الطبيعي أن تتبع هذه الوشائج الدينية والاجتماعية والاقتصادية، قيام ترابط سياسي بين اتباع هذه الديانات. ففي انتفاضة الشيخ عبيدالله النهري (١٨٨٠) كان للمسيحيين دور لا يستهان به في قيامها. وفي مؤتمر الصلح في باريس

وفي هذا الصدد يمكن اعتبار ظهور الاعتقاد الهيليني القديم بالعناصر الطبيعية الأربعة (النار والماء والهواء والقراب) بين أسلاف الإكراد، بل حتى وقتنا الراهن، خصوصاً بين الأزيديين، امتداداً لهذا الأمر. كما يمكن أرجاع انتقال الديانة الميثرائية (عبادة الشمس) التي كانت رائجة بين الإكراد قبل الإسلام، الى اليونان ومنها الى ايطاليا وبريطانيا في القرون الأربعة قبل الميلاد الى ذلك التفاعل التاريخي.

عوامل الطوبوغرافيا

لم تكن البلاد الكردية تمتاز بموقعها الجغرافي فحسب، بل أن مميزاتها الطوبوغرافية من حيث طبيعتها الجبلية الوعرة وكثرة الوديان السحيقة في شعابها وانعزال مناطقها عن بعضها بعضاً بجوانج طبيعية، ووفرة المياه فيها، خلقت اجواء ملائمة لانعزال واستمرار تلك الأفكار والمعتقدات التي كانت تنبعث من تفاعل الأديان او مرورها، من دون تعرضها لآخطار الفناء. وحين كان الخطر يدهم اصحابها، كانت التضاريس الجبلية الوعرة تؤمن لهم ملاذاً آمناً للاختباء. وإذا اخذنا بصحة ما يقوله الأزيديون من أنهم تعرضوا خلال التاريخ الى أكثر من ٧٢ حملة ومذبحة من دون أن يمحووا من الوجود، لتبين لنا مقدار الأهمية الطوبوغرافية لأراضي الإكراد في الاحتفاظ بأديانهم ومعتقداتهم الدينية. كما يمكن، في الصدد نفسه، ملاحظة القرى المسيحية المنتشرة في وديان معزولة على رغم الماسي التي احاقق بهم، خصوصاً في زمن ابادتهم الجماعية من قبل العثمانيين في بداية هذا القرن.

في حالات أخرى كانت البلاد الكردية تشكل الاطراف الجبلية العصبية من بعض الامبراطوريات، كالامبراطورية الإسلامية مثلاً. لذلك كانت تشكل مأوى للكثير من اصحاب الاعتقادات الباطنية والصوفيين الملاحقين من السلطنة المركزية في عاصمة الخلافة الإسلامية في بغداد، زمن هارون الرشيد، الصوفي الباطني بهلول المجنون، التجا الأخير الى جبعل هورامان الكردية ليواصل دعوته من هناك، تلك الدعوة التي تمخضت عنها الطائفة الباطنية الكاثائية التي ما زالت تنتشر في المنطقة. وحين ظهرت الدعوة الاسماعيلية وقائدها حسن الصباح، كانت المناطق الشرقية من بلاد الإكراد معقلاً حصيناً لهذه الدعوة. وحين طارت الدولة القاجارية الداعية الباطني بهاء الله، احتسب باحدى كهوف منطقة سركلو الكردية غرب السلیمانانية في العراق. وكذلك الحال بالنسبة الى الصوفي الإسلامي الكبير عدي بن مسافر الأموي الذي اختار جبال هكاري الكردية للاعتكاف والخلوة الصوفية، لا ملاذاً للاختباء من الملاحقة، حيث تداخلت فيما بعد

أن كانوا قد لاقوا مصاعب على يد الزرادشتيين الأوائل.

الى جانب ذلك، كانت أراضي أسلاف الإكراد تتمتع بمزايا جغرافية كبيرة من حيث وقوعها عند ملتقى استراتيجي مهم بين الشرق والغرب. وكانت قوافل التجارة وجيوش الامبراطوريات تمر عبر طرقها وبواباتها الجبلية المهمة، كطريقي ديار بكر وكرمانشاه التي تعرف في التاريخ بطريق الحرير. وكانت هذه الجيوش، الارمنية والآشورية واليونانية والاربابية، والقوافل تحمل معها اعتقادات دينية سائدة في بلادها، سرعان ما تنتشر معتقداتها الدينية في اكثر المواقع التي تستقر فيها. الآشوريون، مثلاً، حين استقروا في قلعة اربيل (حدياب)، حولوها الى احدى مراكزهم الدينية، وبنوا فيها معابد كمعبد الآلهة عشتار. والبابليون اسسوا معبداً كبيراً في هتر في شمال بلاد الرافدين، تعرف بقاياها اليوم بـ «الحضر» جنوب شرقي مدينة الموصل. إضافة الى وقوع تلك الأراضي عند ملتقى عظيم من الشعوب والثقافات والحضارات الإنسانية الكبيرة كالمصريين والبابليين الى الجنوب والآشوريين الى الغرب والميتانيين والآرارتو الى الشمال، إضافة الى الشرق الإيراني ذي الجذور الدينية الهندية الواضحة.

لذلك كله شهدت الارض الكردية تفاعلاً غير قليل بين الاعتقادات الدينية والصوفية التي انتقلت عبرها. ويمكن بهذا الصدد الإشارة الى بعض التشابه في النظرة الدينية للإكراد والشعوب التي مرت تجارتها او جيوشها عبر الجوابات الطبيعية لكردستان.

يحتوي كتاب زرادشت «أفيستا» وشروحات الكتاب «الزند» على اشارات جغرافية لمناطق في جبال زاغروس، مثل الإشارة الى منطقة «زهاب» القريبة من قصر شيرين على شكل «زاو» و«جيسال» «سانوش» في اطراف مدينة كرمشاه وسلسلة جبال «بوميالو» المتفرعة من جبال زاغروس. وترد اشارات لاسماء «أربيل - اربيل» ونهر خابور في سفر حزقيال من كتاب العهد القديم. كما يؤكد الكثير من المصادر التاريخية الخاصة بدراسة تاريخ انتشار الديانة المسيحية ان المراكز التبشيرية الأولى للمسيحية في الشرق قامت في المناطق الواقعة بين مدينتي اربيل وكرسوك من كردستان العراق الحالية، وأن انتقال المسيحية الى أرمينيا القديمة وإيران في القرن الأول الميلادي لم يتم الا عبر الأراضي الكردية.

ويمكن هنا، أيضاً، الإشارة الى ان الجيوش اليونانية حين استخدمت بلاد الإكراد طريقاً للاتصال بين دولتها الهيلينية في إيران وموطنها الاصلي في اليونان، حوالي القرن الرابع قبل الميلاد، تركت في مجيئها ورواحها عبر بوابة ديار بكر تأثيراً واسعاً على الحياة الدينية للإكراد.

الى شعور بكرهية متبادلة. هناك عناصر و افراد ضمن الجالية الكردية التركية، وبعضهم متعاطف مع حزب العمال، يعتقدون بان الحزب «اضر كثيراً بالموقف الكردي داخل تركيا، وألحق ضرراً مائلاً على صعيد تعامل الدول صاحبة القرار مع هذه القضية، وخصوصاً ألمانيا التي ابدى شعبها تفهماً واسعاً لضرورة فرض بعض التراجعات في موقف السلطة التركية ازاء التعامل مع الشعب شرق الأناضول. والعمل الاخير «الفعل ورد الفعل» سيحجم هذا التفهم وإن لا يقضي عليه تماماً.

هذا عندما اعتبرت الخطوة الألمانية عملاً لا يتسم بالود ازاها. اما على الصعيد الأمني فإن القرار لن يؤدي بالضرورة الى تعزيز الأمن في البلاد قدر تسببه في ترتيب اعباء جديدة على السلطات المتخصصة في مكافحة الإرهاب، لأن اكراد تركيا يشكلون جالية ضخمة يقدر عدد افرادها بعشرات الآلاف، وإمكان ضبطهم بهذه الطريقة امر صعب ربما يؤدي الى نتائج معكوسة. ولا يمكن، في حال السيطرة على انفجالات مثل هذه الاعداد الكبيرة، عندما يتحول الإحساس بالمرارة من الموقف الألماني

وزارة الداخلية الاقتصادية، التي اتخذت القرار، تدرك جيداً ابعاده من الناحيتين السياسية والأمنية. فسياسياً فقد الإلزام ورقة مهمة كانت لأعباء استمرار في ما يتعلق بالشسائين الكردي والتسري، واستجابوا بهذا الفقدان الى تحقيق مطلب مهم وأمنية للحكومة وسلطات الأمن التركية، وهو تصرف ادى الى اثاره حفيظة احد شركائهم في الجماعة الأوروبية وهي الحكومة اليونانية التي سارعت الى انتقاد الموقف الألماني «الودي» ازاء الحكومة في أنقرة، التي تضطهد الاقلية الكردية، وذهبت اثينا الى ابعد من

داخل ألمانيا، ويعتبر ان أي موقف متسبب من السلطات الألمانية في مواجهة اعمال حزب العمال سيؤدي الى جعله نقطة ضعف تسجل عليه شخصياً، وفي النتيجة على حزبه المسيحي الديمقراطي، وهو يستعد لخوض الانتخابات البرلمانية العام المقبل. وعلى هذا الأساس فإن الخيار الوحيد في ايدي السلطات الألمانية والسياسة الألمانية بقي محصوراً في حظر نشاطات الحزب وإغلاق مقراته ومقرات الجمعيات والهياكل والوكالات المرتبطة به والعملية من داخل ألمانيا، وهي تقدر بالعشرات.

Al Hayat — December 19, 1993

مقدمات التسامح وحركة عناصره في التجربة التاريخية للمجتمع الكردي

ويتفق اكثر الباحثين والمختصين في ديانات الشعوب الشرقية القديمة، على القول بغنى الحياة الدينية للاقوام الهندو ايرانية وعبادتهم قوى الطبيعة ومظاهرها المختلفة. ويمكن ملاحظة الغنى الديني للقبائل المديية، من اشارات عابرة في كتاب المؤرخ اليوناني القديم هيرودتس «التاريخ» خصوصاً قوله ان احدى القبائل المديية كانت ترسل كهنتها الى بلاد السارثيين للتعليم الديني واقامة الشعائر.

بعد استقرار الميديين في مواطنهم الجديدة وانشغالهم بالزراعة وتجنين الحيوانات، ومن ثم نجاحهم في القرن السادس قبل الميلاد في تأسيس اول امبراطورية في الهضاب والجبال الكردية غرب ايران حتى السواحل الشرقية لسهل بجلة، استطاعت الديانة الزرادشتية، الآتية من شرق ايران، ايجاد فسحة واسعة للانتشار بين الميديين والقبائل المتجانسة معهم في جبال زاغروس.

لكن الملاحظ تاريخياً، ان كل القبائل المديية لم تعتنق الديانة الزرادشتية، بل بقيت القبائل المديية الرحل، خصوصاً في المناطق الجبلية، محافظة على ديانتها الطبيعية. وعلى رغم ان الدعوة الزرادشتية واصلت وصف هؤلاء باتباع الشيطان «بف»، الا ان اتخاذ الديانة الزرادشتية، الآتية اصلاً من شرق ايران، طابعها الكردي، بعد انتشارها في غرب ايران الكردية حوالي القرن السادس قبل الميلاد، وازدياد اهمية المراسم والمعتقدات الطبيعية فيها كتقديس النار والشمس ومصادر المياه، وتعظيم دور الالهة «ميسنرا» و«دناهيتا» الايرانيين الغربيين في المعتقد الزرادشتي، اوجدت عوامل عديدة لنشوء تالف وانسجام كبيرين بين الزرادشتية الايرانية الغربية واعتقادات سكان اسيا الصغرى وجبال زاغروس. وكانت النتيجة الطبيعية لهذه الحالة ان الاكراد من اتباع الاعتقادات الطبيعية، ومن بقاياهم الايزيديين استطاعوا العيش بهوء ضمن المجتمع الكردي الزرادشتي اذذاك، بعد

الشخصية ذات المسحة الإلهية الايزيدية (شيخ ادي) إلا نتيجة التشابه في لفظ الإسمين «عدي» و«أدي». كما يضم المجتمع الكردي تجمعات مسيحية كالآثورية والكلدانية والأرمن والآرثوذكس، كما كانت هناك طائفة يهودية كبيرة نسبياً تعيش في كردستان منذ ازمان سحيقة ثم هاجرت في بداية الخمسينيات الى اسرائيل، مكونة طائفة تعد اليوم، حسب الباحث عمر شيخموس، أكثر من مئة وخمسين ألف يهودي ما زالوا محتفظين بطابعهم وتقاليدهم الكردية السابقة، من ملابس وغناء وعبادات اجتماعية.

عوامل التاريخ والجغرافيا

يبدو ان عوامل التاريخ والجغرافيا شجعت، الى حد كبير، هذا التنوع في التسنج الديني للمجتمع الكردي. كما ان المميزات الطبوغرافية للأراضي الكردية الممتدة من الأطراف الجنوبية للبحر الأسود حتى سهوب العراق العربي جنوب جبال حميرين، ومن سلسلة جبال طوروس وانتي طوروس حتى هضاب إيران، هيات اجواء ملائمة امام هذا التنوع لاحتفاظ كل طائفة أو دين بمقومات بقائه ضمن مجتمعات مغلقة معزلة عن الآخرين، من جانب، وتناغم هذه المجتمعات الدينية والصوفية المتنوعة اجتماعياً واقتصادياً وسياسياً، من جانب آخر، مع اقل ما يمكن من احتدامات ومشاكل.

يعتبر الاكراد احد اقدم التكوينات الاثنية في منطقة الشرق الاوسط حيث يعود ظهورهم الاول، حسب اكثر الباحثين والدارسين، الى امتزاج القبائل الهندو ايرانية، خصوصاً المديية التي كانت قد هاجرت من الأطراف الشمالية للبحر الاسود باتجاه السفوح الشرقية من جبال زاغروس، مع القبائل التي كانت تستوطن اصلاً تلك السفوح كاللوبيين والكاتيين والكاسيين، وذلك في الالف الثاني قبل الميلاد.

وهمدان، ومنطقة درسيم «تونجلي» في كردستان تركيا.

اضافة الى معتنقي المذهب الاثني عشري، تنتشر بين الشيعة الاكراد طوائف باطنية شيعية عديدة كالطائفة «الكاكائية» (تعرف في ايران بطائفة اهل الحق او طائفة يارسان) في اطراف مدينة كركوك وجبال هورامان المتاخمة للحدود الايرانية ومدينة كرمانشاه في غرب ايران، والطريقة الصوفية «نعمه الالهية» بين اكراد إيران، وعلى الالهية، بين اكراد تركيا، والشبكية، والباجوانية، بين اربيل والموصل، والقلم حاجية، في مدينة مندلي شرق بغداد، والسارلو، شمال الموصل.

اضافة لذلك، تعتنق مجاميع كردية غير قليلة في شمال الموصل وسنجار والشيوخان، اضافة الى اكراد من ارمينيا وجورجيا، الديانة الايزيدية التي يطلق عليها بعض المؤرخين والدارسين المسلمين، خطأ، اسم «عبد الشيطان»، فيما يرجعون منشاهم الى الخليفة الأموي «يزيد بن معاوية» ومعتقداتهم الى تحريفات زرادشتية أدخلها بعض الشيوخ الايزيديين على جوهر ديانتهم الاسلامية السنية. كما يخطئ مثل هؤلاء الدارسين في تنسب الطائفة الى الشيخ الصوفي عدي بن مسافر الأموي الذي هاجر في القرن الثاني عشر من مدينة بعلبك اللبنانية للإعتكاف في جبال هكاري في كردستان: فللحقيقة التي توضحها الدراسات العديدة التي اجراها باحثون اكراد من أمثال توفيق وهبي وخليل جندي وخسري سليمان ومستشرقون روس من أمثال فلاديمير مينورسكي وباسسيل نيكتين واوروبيون من أمثال فليب كرينبورك ترجح كون الايزيدية من بقايا إحدى الديانات الكردية القديمة «الميثراية»، التي انتشرت في اسيا الصغرى وشمال بلاد الرافدين في العصور التي سبقت ظهور الاسلام، وكانت معتقداتها تقوم على مزيج من الاعتقادات الهيلينية القديمة والزية الزرادشتية. أما الشيخ عدي الأموي فلم تتداخل شخصيته الصوفية مع

سامي شورش*

تعتنق غالبية الاكراد الديانة الإسلامية على المذهب السني الشافعي. ويقدر البعض نسبة المسلمين السنة في المجتمع الكردي عموماً بـ ٨٥ في المئة من مجموع الاكراد المسلمين. وهناك جيوب سنية تتبع المدرسة الفقهية الحنفية، خصوصاً في اطراف مدينتي كركوك وكفرى في كردستان العراق. وتنتشر بين الاكراد السنة طريقتان صوفيتان، «القادرية» و«النقشبندية» خاصة بين القرويين الاكراد الذين يولون ثقة كبيرة بشيوخهم الدينين. فيما يحظى بعض الشيوخ الصوفيين الاكراد، كالشيخ النقشبندي عثمان طوية والشيخ القادري شيخ محمد كرجنة، باحترام كبير في اوساط المسلمين في العالم نتيجة انتشار مريدتهم لا بين العرب والأتراك الايرانيين فحسب، بل حتى في اندونيسيا وسنغافورة وباكستان والمجتمعات المسلمة في افريقيا.

ويلاحظ ان الطريقة النقشبندية، التي ظهرت في كردستان على يد الشيخ الكردي مولانا خالد النقشبندي في القرن الثامن عشر، افرزت في مراحل لاحقة بعض الحركات الباطنية السنية كطائفة الحق بفروعها الثلاثة «مار رضا» و«حمة سوره» و«اهل الشيخ»، في اطراف مدينتي السليمانية وكركوك في بداية العشرينات من هذا القرن، والطائفة البارزانية في قرية بارزان في بداية الثلاثينات من القرن نفسه.

وتتبع نسبة غير قليلة من الاكراد مذهب التسنج، خصوصاً الفرع الاثني عشري منه. وينتشر هؤلاء في الأطراف الجنوبية من كردستان العراق، خصوصاً في مناطق خانقين ومندلي وبدره وداخل العاصمة العراقية بغداد، حيث يعرفون بالاصمارة القبيلة، وفي جنوب غربي كردستان الايرانية، مدن ايلام وكمرمنشاه

علاقات الألمان بحزب العمال الكردي

فقدت بون ورقة سياسية كانت تضغط بها على أنقرة

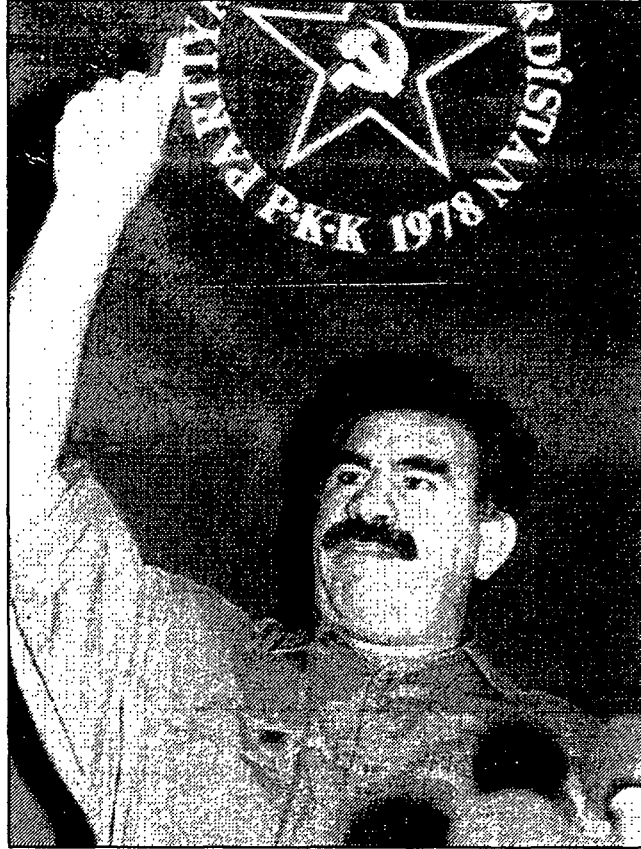
□ بون - من حسن ال بلال:

■ القرار الذي أصدره وزير الداخلية الاتحادي بتعطيل نشاطات حزب العمال الكردي - التركي لم يكن مفاجأة لكوادر الحزب السياسية والإعلامية المقيمة فوق الأراضي الألمانية. فهو أمر متوقع منذ فترة بالنسبة للواجهات السياسية الألمانية التي كانت حتى صيف العام الجاري تقدم علاقات تعاون وتبادل معلومات مع هذا الحزب اليساري الماركسي.

قبل تولي وزير الداخلية مانفريد كاتر مهمات منصبه في ١٢/٧/١٩٩٢، عقب سقوط الوزير السابق رودولف زايتراس. ضحكة أخطاء الأجهزة الأمنية لدى محاولة اعتقال عضو الجيش الأحمر فولف غانغ غراس، كان حزب العمال قد حفر الحفرة بنفسه ليسقط هو فيها بدل إسقاط خصمه، فقد شن أفراد من الحزب عدة عمليات مسلحة استهدفت تلك المؤسسات. كانت العمليات الأولى في ٢٥/٦/١٩٩٣ قد أبقت السلطات المسؤولة عن الأمن الألماني، بينما أعطت مبرراً قوياً للحكومة التركية كي ترقد «قبريرة العين». والغريب في طبيعة تلك العمليات التي جرت فوق أراضي ٢٤ مدينة أوروبية، أن تصرف الفاعلين تميز بنوع من الوثوق، كما لو أنهم ضامنون متأكدون من كونهم وجهوا ضربة لخصومهم المفترضين، فقدموا طلبوا رئيس الدولة الحاكم هيلموت كول بالتوجه إلى مبنى محطة التلفزيون الرئيسية لعموم ألمانيا، وإذاعة بيان يعبر فيه عن «إدانة ممارسات الجيش التركي ضد أبناء الشعب الكردي»، كما ورد في البيان الذي أذاعه محتلو القنصلية التركية في مدينة ميونيخ.

طبعاً لم يفعل الزعيم الألماني ما اراده محتلو القنصلية، وحدث العكس تماماً من الهدف، فقد انسحبوا في ليلة الهجوم ذاتها، مخلفين وراءهم خليطاً متفاسوياً من ردود الفعل الغاضبة، التي كان بعض أصحابها متعاطفاً مع معاناة الأكراد عموماً. ثم جرت في ما بعد اتصالات مع المسؤولين عن تنظيم حزب العمال في محاولة لوضع حد لتلك التصرفات التي تسيء إلى القضية الكردية بالقدر نفسه الذي تعرض فيه الأمن الداخلي الألماني إلى المضايقات.

وينبغي الإقرار بأن قواعد حزب العمال الكردي، بأعلامها الحمر وشاراتهما المعلنه عن الاتجاه «اليساري الماركسي»، كانت تشكو طيلة فترة وجود سفارة قوية للاتحاد السوفياتي في بون، من مواقف المانية غير ودية أزاء حزبهم، لكن هذا لم



زعيم حزب العمال الكردي التركي في مؤتمر صحفي عقده في بيروت. (رويتر)

تركي الرسمي بالإكراد كإقليد عرقية. واعتبر تشرين الثاني (نوفمبر) من عام ١٩٩١ تاريخاً مهماً قد يؤشر بداية تحول في العلاقة بين الأكراد من جهة، وحكومة أنقرة من الجهة الأخرى. وتوقعت مصادر المانية أقدام تركيا في مرحلة لاحقة على الإعلان عن إجراءات أخرى، تتضمن تحسين مستوى المعيشة في المحافظات الكردية الثلاث عشرة، ورفع حال الطوارئ بالتدريج. والتعاطف الشعبي الأوروبي نفسه كان السبب في إعلان الرئيس الراحل أوزال السماح للأكراد باستخدام اللغة الكردية في تعاملهم اليومي وحياتهم العامة.

وقد دفع مهاجمة المصالح التركية إلى تغليب الرأي بشن هجمات واسعة على المناطق الكردية. وفعلت بدات تلك في تموز/يوليو، عام ١٩٩٣، وشارك فيها أكثر من مئة ألف جندي فادي الوضع إلى سقوط مئات الضحايا.

مصادر في الحزب الكردي أشارت مراراً إلى «أن حزبنا لم يكن قد بدأ الكفاح المسلح عام ١٩٨٤ حيناً منه للحل العسكري، لكنه اضطر إلى ذلك اضطراراً بسبب استمرار الحكومة التركية بسياسة تجاهل الوضع الإنساني للشعب الكردي الذي وصل إلى حدود لا تقاوم». ويكثف الحزب الانتظار إلى أنه تقدم باقتراحات عديدة من أجل البدء بإجراء مفاوضات سلمية، كانت الحكومة تتجاهلها دائماً.

والعلاقات غير المستقرة مع أطراف الحكم الألماني كانت عصباً استغلته أحزاب المعارضة الرئيسية في فتح قنوات تخالف مهمة مع حزب العمال وصل حداً من النمو. واتهم بعض وسائل الإعلام الحزب الاشتراكي الديمقراطي، زعيم المعارضة، بتمويل تظاهرات ضخمة شارك فيها حوالي ٢٠٠ ألف متعاطف كردي مع حزب العمال قدموا إلى بون، مطلع الصيف الماضي، من مختلف الدول الأوروبية وخصوصاً فرنسا.

والواقع أن أحداً لا ينكر وجود مثل هذه العلاقات مع الاشتراكيين في السابق، لكنها اتخذت شكلاً آخر بعد حملة التفجير الأولى ضد المصالح التركية، فقد اضطر الحزب إلى شجب «إرهاب حزب العمال»، واعتباره أمراً لا يمكن تفهم مبرراته، كما فعل الحزب ومعظم أحزاب المعارضة الأخرى الأمر نفسه عندما أقدمت عناصر من أكراد تركيا على تنفيذ الحملة الثانية، بعد الحملة الأولى ببضعة شهور. وأدى التصرف الكردي الأخير إلى وضع وزير الداخلية الاتحادي كاتر تحت منظرقة رد الفعل الملحة، فهو نفسه جاء نتيجة أخطاء في مكافحة الإرهاب

العمال الكردي وبعض المؤسسات الأخرى المرتبطة به مع السلطات الألمانية تميزت في الواقع بنوع من عدم الوضوح، كما هو الحال مع المعارضة الأجنبية الموجودة هنا، فلم تنقطع أبداً الصلات بين ممثلي الحزب وأطراف في الدوائر الأمنية، على رغم إصدار هيئة حماية الدستور تقريراً نهاية عام ١٩٩٢ اعتبر بموجبه الحزب الكردي منظمة إرهابية. وعندما سقطت أربعة من زعماء الأكراد الإيرانيين ضحايا إطلاق النار في أحد المطاعم في مدينة برلين سارع المدعي العام الألماني إلى وضع الشكوك في جانب هذا الحزب، وتأكيد «احتمال أن يكون هو المسؤول عن هذه الجريمة».

من المؤكد أن أعمال العنف التي لجأ إليها أفراد في الحزب لم تخدم القضية العادلة لأكراد تركيا، بل تسببت في تراجع نسبة التأييد القوي، لقطاعات أوروبية واسعة، كي يمارس الشعب الكردي في منطقة «جنوب شرق تركيا» حقّه في الإدارة الذاتية. وهذا التعاطف الواسع كان سبباً في أقدام سليمان ديميرل، رئيس الوزراء التركي آنذاك، على إعلان اعتراف

بمنع تلك القواعد من ممارسة حق التظاهر والاحتجاج العلني ضد حكومة أنقرة، على رغم أن تلك كانت تضغط دوماً في اتجاه وضع حد لوجود «العصاة الإجرامية»، ويذكر أن حكومة الائتلاف المسيحي الحاكم لم تلجأ إلى سياسة استعراض العضلات ضد الوجود الكردي المتحدر من تركيا، وفضلت على ذلك ترك الأمر وشأنه، والرغبة في الاستفادة من العلاقات بين تركيا وألمانيا.

وفي زيارته الأخيرة للعاصمة بون تعرض رئيس الجمهورية تورغوت أوزال إلى حملة احتجاج قوية من جانب خصومه الأكراد، واضطر إلى إلغاء موعد له بعد تعرضه إلى رشقات عديدة من البيض والطماطم، ومن الطبيعي أن يكون هذا الحدث قد سبب بعضاً من الحرج للمسؤولين عن البروتوكول الألمان، لكن السياسيين وجدوا الأمر مناسباً لمطالبة الراحل التركي بالانتباه إلى ترتيب بيته أولاً قبل أن يطلب عضوية الجماعة الأوروبية.

العلاقات التي ربطت جماعة حزب

مجل الانتقادات الموجهة الى عمل المؤتمر ويرد بالقول: «ان عمر المؤتمر عام واحد، وفي هذه المدة القصيرة من اعمار القضايا المصرية المهمة لا يمكن أن تبرز عملاً واضحاً بحيث يمكن أن يكون رقماً في حساب المعادلات السياسية، ومع ذلك فقد تمكن في ظرف هذه المدة ان يؤسس وجوداً على الأرض يتحرك من خلاله لعمل ميداني واعلامي وسياسي قد يكون في وقت قريب محسوباً.

كما انشأ علاقات دولية في زيارته المتعددة وعلى مختلف المستويات، واستطاع ان ينقل القضية العراقية الى الواجهة الدولية، وقد تفهم الرأي العام العالمي المأساة الكارثية التي تحل بالعراق وشعبه. وكذلك قدم مشاريع عملية على المستوى الاعلامي والميداني الى بعض الجهات الدولية والاقليمية لمساعدته في تحقيقها وانجازها. وهذه النقاط وان كانت قليلة وصغيرة لكنها في تصوري مضيئة في حياة المؤتمر خلال عامه الأول.

أما الانتقادات الموجهة فلا أحسب ان عملاً ما يخلو من نقد، والنقد كما نعرفه دلالة العافية. وإذا كنا حريصين على تطوير المشروع وتحقيق أهدافه فلا بد من أن نأخذ بالتوجيهات الأساسية البناء منها ونعمل على اصلاحها بما ينسجم وآلية العمل. وكذلك نطلب من المنتقدين الاستجابة لدعوات المؤتمر المتكررة الى العمل معه على تجاوز السلبيات وتحقيق تطور أليات عمله.

● لماذا فشل المؤتمر الوطني في إحراز تغيير فعلي على الأرض على رغم الدعم الدولي الذي تلقاه في أيامه الأولى؟

– الواقع اني لا أتصور ان المؤتمر الوطني العراقي الموحد فشل في احداث تغيير فعلي على الأرض فهو استطاع ان يؤسس هياكل ادارية وسياسية واعلامية داخل الوطن ويؤدي عمله كمعارض للنظام على أرض العراق نفسه وفي صورة صريحة وواضحة على المستوى الاعلامي والميداني بما يميزه عن سائر التجارب السياسية الأخرى وهذه نقلة نوعية واضحة في العمل ضد النظام.

والشيء الذي لا بد من ان يشار اليه ان الدعم الدولي من بدايته لم يكن على مستوى الحدث حتى نستطيع ان نُدعي انه كان دعماً مسانداً الى درجة الدفع لمواجهة النظام كما يتصور بعضهم فلم يتلق من الجهات الدولية خلال مسيرته الا الوعود والأفكار التي طرحت وبنيت عليها الجماهير أمالها.

وقد تحقق شيء يسير منها مثل الحظر الجوي في جنوب العراق. وفي هذه الحال من الضروري ان تكون رأياً عاماً تضغط فيه على المجتمع الدولي لكي يعمل على انهاء هذه المأساة التي يعيشها الشعب العراقي. ولا ننسى ان شراسة النظام واحتفاظه بقوة عسكرية وأسلحة فتاكة محرمة دولياً وعدم الضغط عليه لالتزام القرار 1٨٨ تخلق صعوبات ميدانية.

● الى أي مدى تؤيد احداث تغيير في نمط عمل المؤتمر في المرحلة المقبلة؟

– نظراً الى كوني ممن وضعوا اللبنة الأولى لهذا المؤتمر فاني أذهب الى أبعد ما يمكن عمله في احداث تغيير في نمط العمل الذي تقتضيه المرحلة المقبلة للقضية العراقية.

فمن الخطأ ان ينهج السياسي على سلوك نمط واحد في مسيرته الجهادية من أجل اسقاط نظام له قوته القمعية وامكانياته العسكرية التي بناها خلال ربع قرن من الزمن. فالعمل على اسقاط مثل هذه السلطة لا بد من أن يكون مرحلياً، ولا بد من أن يجري التغيير في الأساليب والأدوات بما تقتضيه تلك المرحلة، وعلى كل حال فأمر التغيير وأبعاده موكول الى الجمعية الوطنية للمؤتمر الوطني العراقي الموحد التي ستجتمع في بداية العام المقبل، وهي صاحبة الحق في اجراء أي تغيير يرفع من كفاءة عمل المؤتمر ويطور فاعليته نحو تحقيق أهدافه ■

جديدة لجهة مصالح الغرب التي تقتضي تأجيل التخلص من هذا النظام. أو ربما ان التخلص من هذا النظام لم يعد في جدول أعمال القوى الغربية. وانما أصبح الضغط على هذا النظام بغية تأمين مصالح الغرب في المنطقة هو أفضل للدول الغربية، خصوصاً بعد تسارع العملية السلمية في المنطقة بين العرب واسرائيل. ان قوى المعارضة العراقية فشلت حتى الآن في تحريك الداخل العراقي وبخاصة بغداد تحريكاً فعالاً.

ان جميع الأعمال التي قام بها المؤتمر الوطني لم تشكل تهديداً حقيقياً للنظام، بل يمكن اعتبارها تأتي في مجال التشويش على النظام وازعاجه اعلامياً. ان المؤتمر في جميع سياساته لم يكن مبادراً وانما كان تابعاً للحدث لاحقاً وراءه. وأرى ان النظام في بغداد بدأ منذ أشهر باستعادة المبادرة، وينشط اقليمياً ودولياً، وحتى على الصعيد الداخلي العراقي. ومن هنا فإن هذا يستدعي من المؤتمر اعادة النظر في الخطاب السياسي والشعارات وأساليب العمل والهيكلية وربما حتى في أشخاصه والعناصر المتصدية لبعض المسؤوليات. ان امسك المؤتمر بزمام المبادرة من جديد أمر ضروري.

● ما الذي يهدد المؤتمر بالانفراط؟
– الجمود السياسي، ولذلك على المؤتمر اعادة النظر في خطابه السياسي، اما اذا بقي أسير نظرة سياسية واحدة ورهان سياسي واحد وأداء سياسي واحد، فستتجاوزته الحياة.

● هل المؤتمر بصيغته الحالية سيستمر عاماً آخر؟

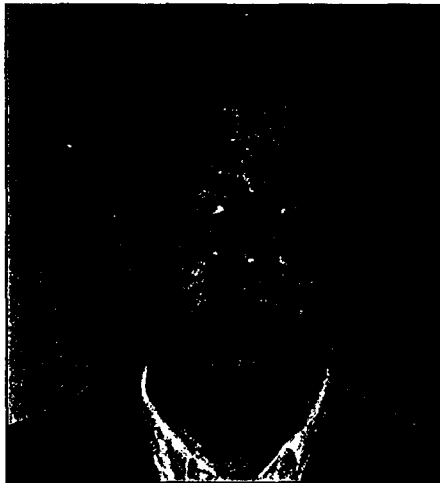
– نعم سيبقى، لكن أداءه سيتقلص.

● وماذا عن اختراق النظام العراقي

المؤتمر الوطني وبعض أركانه؟
– يصعب في الحياة السياسية عموماً العثور على حصانة كاملة حيال الاختراقات. وآخر حدث سمعناه اختراق الموساد المنظمة، وقد يكون للمنظمة اختراق داخل الأجهزة الاسرائيلية. ومثل هذا قد ينطبق على المؤتمر الوطني العراقي. حتى الآن لسنا في موقع يمكننا من تحديد نوع الاختراق وطبيعته.

● هل توجد شكوك؟

– نعم توجد شكوك وتساؤلات وشبهات سواء داخل المؤتمر أو خارجه. ويجب ألا ننسى أن نظام صدام حسين حريص على اظهار المؤتمر بهذه الصورة حتى يفقد ثقة الناس.



د. شعبان، الرهان على العنصر الخارجي لم يحرز نتائج.

ممثل بارزاني: علاقات واضحة

ويعترف السيد محسن دزه نبي الممثل الشخصي للسيد مسعود بارزاني بوجود سلبيات في عمل المؤتمر ويقول ان قيادته تبذل جهوداً لتلافي وجود أي خلل في المستقبل. وينفي دزه نبي الذي شغل مناصب وزارية في حكومات عراقية سابقة ان تكون الحركة الكردية حاولت الافادة من عمل المؤتمر لتحقيق أهدافها.

ويرد على اتهامات بعضهم بعدم سماح الأكراد للمؤتمر الوطني بالتدخل في شؤونهم في الشمال بالقول: «حتى الحكومات المركزية العراقية بما فيها حكم صدام حسين الحالي كان يترك للأكراد أمر تسيير شؤونهم بأنفسهم». ويشدد على «ان حل القضية العراقية يجب أن يتم بأيد عراقية وأن علاقات المؤتمر بأي دولة أجنبية يجب أن تكون واضحة». ويشير الى «ان النظام العالمي الجديد هو الذي ولد حاجة دول وشعوب مثل شعوبنا الى الدعم الغربي، بدليل أن المنطقة الآمنة في شمال العراق هي بحماية دول مثل الولايات المتحدة وبريطانيا وفرنسا وغيرها، لكن مثل هذه العلاقة يجب أن يكون واضحاً وصريحاً ومعروف الأهداف والتوجهات».

ولا يوافق السيد محمد بحر العلوم عضو الهيئة الرئاسية الثلاثية على

ورفض اتجاهات التسويات الجانبية، شمال العراق وجنوبه.
 ٤- تحديد دائرة الشرعية في قرارات المؤتمر وحصر التمثيل في حدود حركة المعارضة.
 ٥- توسيع دور جمهور العراقيين المستقلين ومشاركة مؤسساتهم في مشروع المؤتمر.
 ٦- توسيع دائرة ممارسة المهمات والمسؤوليات وعدم حصرها باللجنة التنفيذية.
 ٧- معالجة ضعف إرادة المؤتمر ودرجة استقلالية القرار أمام التأثير الأميركي.
 ٨- رفض ظاهرة تسييس الفوارق العرقية والدينية ورفض اعتمادها أساساً في هيئات المؤتمر».

ويوضح كبه «ان هذه النقاط مثلت مواضيع بحث دائم ونقاش مستمر إضافة الى ان مسألة تأثير تمويل المؤتمر في سير المشروع السياسي وصناعة القرار كانت هي إحدى أبرز المواضيع الحساسة التي يواجهها المؤتمر». ويقول: «ان الدكتور أحمد الجلي عرض على لجنة الاعداد لمؤتمر فيينا تمويل المؤتمر في شكل جزئي من قبل سبعة تجار عراقيين وتحفظ عن طرح أسمائهم لأسباب أمنية، إلا أنه تعهد هو تغطية النفقات لانجاز المؤتمر. وسعت وقتها لجنة الاعداد من أجل اخضاع التمويل والانفاق الفردي للانفاق بواسطة لجنة مختارة أو منتخبة، إلا أنها لم تفلح وبعد نجاح مؤتمر فيينا وولادة هيئته، توسعت عملية الانفاق توسعاً كبيراً يفوق القدرات المحدودة للتجار المجهولين. وصارت تتطلب موازنة انفاق كبيرة وأصبح سير العمل خاضعاً لإرادة الممول وادارته، ولم تتوقف سلطة الفرد الممثل لقناة التمويل عند السيطرة على الصرف، وإنما صارت الاتفاقات السياسية العراقية والقرارات الوطنية والاتصالات الدولية كلها رهينة بالشريان الممول، وأصبحت ارادته تحكم سير العمل بسبب ارتباط العمل كله بشريان التمويل». وينتهي كبه الى القول «ان فشل المؤتمر في مراجعة طريقة انتخاب الهيئة العامة لاعضاء اللجنة التنفيذية وتوسيع دائرة الممارسة الانتخابية لكي يتغير الاسلوب اللاديموقراطي وتحالفات ما وراء الكواليس وعدم توسيع دائرة ممارسة المهمات والمسؤوليات وعدم حصرها باللجنة التنفيذية كانت الى جانب الأسباب التي ذكرت وراء تجميد نشاطي في المؤتمر».

عزلة عن الشارع العراقي

ويعترف السيد هاني الفكيكي نائب رئيس المجلس التنفيذي للمؤتمر بأن «من أسباب ضعف المؤتمر عزلته عن الشارع العراقي، إضافة الى أن معظم قياداته اعتقد بأن تطابق مصالح الغرب وبعض الدول الإقليمية مع مصالح المؤتمر الوطني العراقي وأهدافه هو الذي سيغير معطيات كثيرة، الأمر الذي جعل الرهان على الغرب والأخريين قائماً بالمطلق بدلاً من الرهان على العقلانية والمصلحة واستثمار وتوظيف هذا التطابق الموقت مع مصلحة الشعب العراقي. ولا يزال بعض الاخوة حتى الآن يراهن على أن مصلحة الغرب الأخلاقية تقتضي التخلص من صدام حسين. وفي هذا المجال فأنني لا أتفق مع كثيرين في ذلك، وأقول ان المبدأ والقانون الأساسي هما المصلحة، وان مصلحة الغرب في مرحلة من المراحل اقتضت التخلص من هذا النظام، وأرى الآن معطيات

أبدينا ملاحظات عدة حول المجلس الرئاسي وأكدنا رفضنا ان نكون صدى وإفرازاً للوضع الاقليمي ولكن في الوقت نفسه أبدينا حرصنا على الان نكون في وضع مواجهة مع بلدان مثل سورية وإيران. ولذا من الطبيعي ان يقوم المؤتمر بخطوات تطمئن سورية وإيران، لا ان يكون في مواجهة معها. ان عدم استخدام المعايير الصحيحة للكفاءات والتفرد في اتخاذ القرارات والتصرف كأننا ممثلون للحال الخارجية إضافة الى الطعون الموجهة الى المؤتمر عن اوضاعه المالية كانت عوامل أخرى عجلت في انسحابنا من المؤتمر الوطني».

اللواء الركن حسن النقيب عضو الهيئة الرئاسية الثلاثية للمؤتمر الوطني التي تضم أيضاً السيد محمد بحر العلوم ومسعود بارزاني زعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني، أكد «ان المؤتمر الوطني هو البنية الوحيدة التي تجمع اطراف المعارضة العراقية». لكنه قال: «ان ثمة تفرداً في اتخاذ القرار داخل المؤتمر، كما ان تمويل نشاطه على الصعيد المادي لا يزال من القضايا الغامضة لشخص مثلي يحتل موقعا قياديا بارزاً».

وأضاف: «القدر رفض السيد أحمد الجلي وضعنا في خلفيات عمليات التمويل وتفصيلها. ونحن نرفض أن يكون المؤتمر خاضعاً لسلطة أجنبية توجه نشاطه وتتحكم بمصالح الشعب العراقي. ولهذا فإن سيطرة السيد الجلي على نشاط المؤتمر وما يؤديه ذلك الى تفرد في اتخاذ القرار مسألة مرفوضة».

واعترف النقيب بأن موقف المؤتمر من المسألة الكردية، خصوصاً موضوع تأييد الفيدرالية أثار حفيظة عدد من الدول الإقليمية المهمة. ولهذا فإن من أهم أولوياتنا هو طمأنة الدول الشقيقة والمجاورة».

● قلت انك كنت أول المتصددين للسيطرة على الموارد المالية للمؤتمر، في أي مجال حدث التصدي؟

- على رغم انني عضو الهيئة الرئاسية الثلاثية للمؤتمر، لا أملك صلاحية صرف فلس واحد ولا أملك موازنة للقيام بنشاط في مجالي.

● إذا استمر الوضع على حاله، هل ستواصل نشاطك داخل المؤتمر؟

- سأحاول مع زملائي في المجلس الرئاسي اصلاح الأوضاع داخل المؤتمر اصلاً جذرياً. وإذا لم يتم ذلك فكل حدث حديث. ان استمرار المؤتمر في نشاطه الحالي في المستقبل سيكون كارثة كبيرة. ولهذا فأننا لن نوفر جهداً في محاولة اصلاحه لأنه الهيئة الوحيدة التي تجتمع فيها فصائل المعارضة العراقية تحت سقف واحد.



السيد دزه ثي: الحل بأيد عراقية وال... (الوسط)



بحر العلوم: الدعم الدولي لم يكن على مستوى الحدث. (الوسط)

كبه: الممارسة الانتخابية

ويعزو الدكتور ليث كبه الذي تولى منصب الناطق باسم المؤتمر الوطني لفترة من الزمن قبل أن يجمد نشاطه، أسباب توقفه عن مزاولة مسؤولياته الى جملة من الأمور السلبية عددها على الشكل الآتي:

- ١- معالجة تأثير التمويل على سير المشروع وصناعة القرار.
- ٢- مراجعة طريقة انتخاب الهيئة العامة لاعضاء اللجنة التنفيذية وتوسيع دائرة الممارسة الانتخابية في المؤتمر لتغيير الاسلوب اللاديموقراطي وتحالفات ما وراء الكواليس.
- ٣- تثبيت مركزية القضية العراقية في البرنامج السياسي للمؤتمر



قيادة المؤتمر: هل تعيد النظر في هيكلته وأدائه، (سبيا)



وفد المؤتمر الوطني العراقي مع جون ميغور في لندن. (الوسط)



... ويتوسطهم جيمس بيكر في واشنطن. (الوسط)

مع المسؤولين فيها، والنشاط الاعلامي الذي اقتصر على بث اذاعي محدود وبيانات يومية تصدر هنا وهناك.

ويعترف قياديون في المؤتمر بأن الوعود الاميركية التي اعطيت على اعلى المستويات ظلت وعوداً. ويشيرون الى ان اقامة «منطقة امنية» في الجنوب و«محاكمة صدام على جرائمه» والعمل على تهيئة الاجواء الدولية المناسبة لاسقاط نظامه شعارات لم يتحقق منها شيء يذكر. ويلاحظون ان انتقادات بدأت توجه الى قيادات المؤتمر وهيئاته، خصوصاً لجهة الاعتماد كثيراً على دعم الولايات المتحدة والتمويل على سياستها. وتوجه حالياً الى بعض قادة المؤتمر اتهامات بالتفرد بالقرار والسلطة من خلال السيطرة على مصادر التمويل وقرارات الصرف. ولوح بعض قادة المعارضة بالاستقالة اذ لم يشهد المؤتمر «انتفاضة داخلية تعيد توحيد الصفوف وجمع شمل المعارضين على سياسة واضحة وخط مستقيم».

موقع القضية الكردية

وتقول شخصية عراقية معارضة واكبت ولادة المؤتمر الوطني العراقي منذ الدقائق الأولى لـ «الوسط» ان المؤتمر «واجه اشكالات عدة، كان أبرزها الاختلاف الجوهرى على تحديد مكانة القضية الكردية في المشروع الوطني العراقي». وتشير هذه الشخصية التي فضلت عدم ذكر اسمها الى ان سير العلاقة مع الحركة الكردية «اتجه نحو استغلال مشروع المؤتمر الوطني العراقي لتعميق الفصل بين القضية الكردية والقضية العراقية، خصوصاً بعدما أقر مؤتمر صلاح الدين الاخير ان ليس من حق المؤتمر الوطني العراقي في المرحلة الحاضرة التدخل في شؤون منطقة كردستان، بينما كان الامل ان تتبنى الحركة الكردية فعلياً العمل في اطار المؤتمر، الامر الذي جعل بعضهم يعتبر ان المؤتمر بات جسراً لتمرير المشروع السياسي الكردي في المنطقة، ما افقد المؤتمر صديقية تمثيله الاطار الوطني العراقي».

وانتقدت الشخصية المعارضة الطريقة التي تمت فيها عملية تحديد قنوات الاتصال مع الادارة الاميركية وحصرها بأحد اعضاء اللجنة التنفيذية للمؤتمر. ورفضت كشف اسم هذا العضو، وقالت: «ان من سلبيات التحركات الغامضة انها اوحت للزعامة الكردية بوجود ضوء اخضر وامكان لتبني مشروع الفيدرالية. وتسبب ذلك في اندفاع الزعامة الكردية عبر البرلمان المحلي الى اعلان هذا المشروع. وقد استخدم عضو الاتصال سلاح الصلة مع الادارة والايحاء بأن اميركا ترضى بمشروع الفيدرالية ولا جدوى من معارضته. وتكررت السلبيات في مؤتمر صلاح الدين مع اصرار القناة نفسها على القول ان اميركا تريد قيادة ثلاثية للمؤتمر وانها لا ترضى بعضوية السيد محمد باقر الحكيم فيها، ولا تقبل بعنصر اسلامي لرئاسة اللجنة التنفيذية. وادى هذا الاسلوب الى اشكالات اثرت في سير اعمال المؤتمر».

شعبان: بغداد نقطة الضعف

ويقول الدكتور عبدالحسين شعبان امين سر المؤتمر «ان هناك آراء مختلفة في سير عمل المجلس التنفيذي والمؤتمر الوطني العراقي عموماً. وعلى رغم ان المؤتمر حقق بعض النجاحات خصوصاً في الميدان الخارجي من خلال حصوله على الاعتراف الدولي ومقابلة عدد من المسؤولين في الدول المتنفذة، خصوصاً الدول الدائمة العضوية في مجلس الامن، لكنه تعثر في علاقاته العربية والاقليمية. واستطيع القول انه لم يحقق الشيء المطلوب على هذا الصعيد. بل انه ما زال معزولاً عن الشارع العراقي العام، وما زال الجدار سميكاً بينه وبين الشارع العربي. ولهذا اذا اراد المؤتمر ان يتخلص من الحال التي يعيشها وينطلق الى مدى ارقى وأعلى عليه ان يوثق صلته مع الشارع العراقي من جهة وليس مع كردستان فحسب، بل مع العمق العراقي، واعني بغداد بالتحديد. وهي كانت نقطة الضعف التي برزت ابان انتفاضة عام 1991 وشملت 14 محافظة وأجهضت لظروف نعرفها جميعاً».

1968 ثم بدأ يتصلص منه مع تزايد اضطهاد الناس وسخطهم. هذه نقاط كانت مسجلة ضده حين بعث في طلبه ضابط مخابرات برتبة مقدم. قال له: «نريد ان تثبت بانك عراقي». ولتأكيد هذا الانتماء طلب منه القبول بتسفيره الى ايران كمهجر في الظاهر ومن اجل مهمات «تخدم بلدك، في الحقيقة».

● هل حدد تلك المهمات؟
- لا. قال «تشوف شكو ماركوس» (تعبير عامي عراقي يعني ماذا هناك). دخل علي بالبساطة. لو تجاوبت كانت المهمات ستحدد ويزداد وزنها. رجوته اعفائي من «الشغلة» فهددني. قال: تندم! تمسكت بموقفي. بعد عشرين يوماً من ذلك اللقاء جزى استدعاؤنا وكان ما كان.

● لماذا اختارك؟
- هناك نقطة ضعف.. ان جنسيات قسم من ابناء عشيرتنا «تبععة ايرانية».

تحقيقات قصيرة. ذات يوم استدعي وقال له ضابط «بخشي» (ارجو المعذرة بالفارسية). هل تحب رؤية اهلك؟ اطلق سراجه وعاد الى المخيم حيث حظر عليه الخروج منه الا باذن رسمي.

يعيد «ابو مصطفى» حبسه الى نفوره من تلك التنظيمات وامتناعه عن مجازاة مظاهر خارجية. سألته: ما شعورك حين وجدت «خولة» متزوجة؟ اجابني بلوعة: تمنيت لو يعيدوني الى السجن، لم يكن «الولد» بالزوج المناسب ابدًا، لقد تعاون مع «اطلاعات» (المخابرات الايرانية) ضدنا.

كانت «ام مصطفى» قد ذكرت اسبابا لا تكفي لتهجير عائلة تحمل جنسية «تبععة عثمانية»، مثل تهرب زوجها من الجيش الشعبي (تنظيم عسكري يتبع الحزب الحاكم). «ابو مصطفى» أكد ذلك وقال انه انتمى للحزب الحاكم مع تسلمه السلطة عام

اشعرنا باننا ضيوف في دعوة. نقلته الى جو عمل حين بدأت أسأله وشرع يتكلم.

مشروع تجسسي مزدوج.

قال ان مكتب «المجلس الاعلى للثورة الاسلامية» في مخيم جهرم طلب منه التجنيد للمشاركة في المجهود الحربي الايراني ضد العراق. وعندما رفض تقلص حجم الطلب الى مناقشته التجسس على آخرين في المخيم فلم يستجب ايضا. ودفع الثمن بتوقيفه في سجن سمنان (محافظة في قلب الصحراء) لمدة سنتين ونصف السنة دون محاكمة.

● باي تهمة سجنك الايرانيون؟
- جاسوس للعراق. وهذه التهمة شائعة بين العراقيين في الاوردكاه (المخيم).

واكد تعرضه في السجن للاهانات، وضرب بالكيبل، وشيء من الحرب النفسية كعصب العيون خلال

حين تزوجت في المخيم الايراني من شاب عراقي امي يبلغ من العمر حاليا 24 عاما. كانت العائلة تبحث عن حماية في غياب «ابو مصطفى» الذي سجن في ايران. ويتنسب الزوج الشاب الى «المجلس الاعلى للثورة الاسلامية». فصيل عراقي معارض يحظى بدعم ايران (وممثل في المؤتمر الوطني العراقي الموحد). عندما عادت «خولة» مع اهلها الى العراق رفض الالتحاق بهم. ثم عاد وهو اليوم يعيش في السليمانية وقد انفصل عنها في يونيو (حزيران) الماضي. لديها منه طفل (3 سنوات) وطفلة (10 شهور). عبرت «خولة» عن كراهية شديدة لزوجها «بسبب انعدام احساسه بالمسؤولية نحو ونحو ولديه».

قبل انتهاء زيارتنا وصل «ابو مصطفى» الى المنزل عائدا من مشوار. وسرعان ما احاطنا باحتفاء بالغ

العراق

العلاقة مع الاكراد والرهان على الخارج وافتقاد المبادرة

التمويل يثير خلافات ويعصف بالمعارضة العراقية

انتقادات سياسية وادارية وخيبة متزايدة من الوعود الغربية

تحقيق بقلم زكي شهاب

بعد انتهاء الزيارة الى التأكيد ان الوفد لم يطرح موضوع الدعم المادي للمعارضة العراقية، بل ناقش مع المسؤولين الكويتيين عدداً من الوسائل لتعزيز التعاون بين الجانبين، خصوصاً العمل على اسقاط النظام القائم في بغداد الذي لم يوافق على الترسيم الدولي للحدود بين العراق والكويت. ... الا ان نفي هذه الانباء، لم يحل دون طرح كثيرين عدداً من الاسئلة عن نشاط المؤتمر الوطني العراقي. ابرزها: ماذا حقق خلال اكثر من عام على بدء نشاطه. باستثناء زيارة وفوده اهم الدول الكبرى والتقاط الصور التذكارية

انتهز منتقدو المؤتمر الوطني العراقي المعارض الفرصة لفتح ملف نشاط المؤتمر، بعدما ترددت انباء عن مطالبة احد قادته الكويت بمبلغ خمسمئة مليون دولار لاعلان موافقته على ترسيم الحدود العراقية - الكويتية استناداً الى قرار مجلس الامن. وكان وفد من المؤتمر برئاسة الدكتور احمد الجبلي رئيس المجلس التنفيذي زار الكويت قبل اسابيع عدة والتقى امير الدولة الشيخ جابر الاحمد الصباح وولي العهد رئيس الوزراء الشيخ سعد العبدالله الصباح. وقد سارع الجبلي

بشلل الدماغ. لقد وقعت ركلة الشرطة على رأسها وهي جثث. في بداية 1987 حملت العائلة من السجن ودفعت مع آخرين صوب إيران من جهة منطقة كلر (السليمانية). لم «بوق»، المرحلون إلى الوصول بسبب انفجار لغف قتل ثلاثة أفراد وبتر ساق فتاة. رجعا فأودعوا السجن أياما حتى دبرت لهم الشرطة العراقية طريقا آمنا إلى إيران عبر نجوين. كان لدى العائلة ما يكفي من المال ليومين.

شرطة الحدود الإيرانية نقلتهم إلى مخيم يقع في منطقة معزولة من قضاء جهرم (محافظة شيراز). عاشوا فيه سنة أعوام. كانوا يتلقون أرزاقا شهرية فقيرة: فمثلا كانت العائلة المؤلفة من 6 أفراد تتلقى 6 أرغفة خبز لليوم الواحد. عمل «مصطفى» بائع أحذية في المخيم ليحصل الأسرة. لم يتعلم مهنة ويقول أنه كبير على المدرسة (حاليا 13 عاما).

في 1991 سمعوا أن «كردستان تحررت» بعبارة «دام مصطفى»، ففروا مع 23 عائلة أخرى التوجه إليها. وأق الإيرانيون وطلبوا من كل عائلة 3 آلاف تومان (30 دولارا) لقاء نقلها إلى حدود العراق. ان «مصطفى» لم يبق في العراق. كان الأرض كانت ثقيلة على أقدامهم في إيران. حين دخلنا العراق قبلنا أرقام السيارات. استقبالهم البيشمه ركة الأكراد استقبالاً جيدا وأوهم لشهر تحت الخيام في الحدود. ثم نقلوهم إلى مجمع سكني (يسمى النصر) في منطقة عربت (التابعة للسليمانية). قضوا فيه سنة. تنقل المياه اليهم بالسيارات وتوزع القوات الدولية (أباعة للامم المتحدة) عليهم الأرزاق.

تباع شحة المياه اضطرتهم إلى ترك المجمع والرحيل إلى السليمانية. حيث حصلوا على غرفة في مقر الجيش الشعبي (حكومي مهجور) سكنوا فيها 18 شهرا وتلقوا الأرزاق من نفس المصدر الذي زودهم بمقعد طبي للطفلة المعوقة. ثم بدأت الأرزاق تقل، ونحن نتبع الماء والكلاء: قالت الأم باستسلام. في 1993/7/1 جاؤوا إلى شقلاوة حيث أفضل وضع يرونه منذ 1986. يقع منزلهم في مجمع شقق سياحية، ويتألف من ثلاث غرف نوم وصالون صغير ومطبخ وحمام. الابنة البكر حولة (18 سنة) كانت قد نجحت إلى الصف السادس ابتدائي عام 1986. عمرها 15 عاما

اقترحتها علينا «دام مصطفى» للتمويه، فلها كنية أخرى في «شقلاوة»، والكنتان معا «حريكيتان». لأن للعائلة أقارب درجة أولى في مدينة الحل (100 كلم جنوب بغداد) تخشى عليهم من السلطات، فكل وأزرة تزر عشرات هناك. للابوين ثلاث بنات وصبي. كان «ابو مصطفى» غائبا خلال معظم وقت زيارتنا عائلته. كان صاحب معرض سيارات وزوجته موظفة قبل «الكارثة».

خضايها الجنسية

عندما قامت دولة العراق عام 1921 وضع نظام خاص للجنسية يتم بموجبه التاشير على التبعية الأصلية لحامل الجنسية: عثمانية أو إيرانية (والنسبة إلى إيران). ولا يعني هذا بالضرورة انتماء قوميا أصليا لها، فأغلبية هؤلاء عرب حصلوا على الجنسية الإيرانية للنهروب من الجندية وقد خسروا هذا «الامتياز» على منر اليهود اللاحقة، إلا أن «اللعنة» ظلت تطاردهم على شكل ملاحظة مثبتة في جسياتهم العراقية تشير إلى ان «تبعة الأب الأصلية» الإيرانية، قبيل وخلال الحرب العراقية الإيرانية «الآيرانية هجر نحو نصف مليون عراقى من هؤلاء إلى إيران.

تبعة الأب الأصلية، في جنسية «ابو مصطفى»: عثمانية. رأيتها بأم عيني. فقد بعث في طلبها وحصل عليها اقرباؤه عبر وساطات وارسلوها اليه على عنوان بلد ثالث ووصلت اليه: انها موضع اعتزازهم مع وثيقة تصدر احد جدران غرفة الاستقبال هي شهادة الصف الثاني ابتدائي لـ «مصطفى»، وكل درجاته فيها 10 من 10. وكانت تلك سنته الدراسية الأخيرة. لماذا ان هجرت عائلة «عثمانية»؟

تروي «دام مصطفى» (44 عاما) ان رجال امن طرقوا الباب واطفوا الزوج امرا باستدعاء العائلة كلها إلى «المركز». زعموا ان الامر يتعلق باستجواب لمدة نصف ساعة إلا انه أستغرق سنة قضتها العائلة سجينة في مديرية الامن العامة ببغداد. كانت الزوجة حاملا وجاعها الطلق يوم جمعة. ازعج ذلك شرطيا لانه نفض عليه راحة معتادة في يوم عطلة فركلها بقدمه. تزفت وأغمى عليها فنقلت إلى «مستشفى العلوية»، وانجبت بعملية قيصرية بنتا مصابة

لتمتين العمل المؤسسي وتعزيزه من خلال انشاء هيئات مدانة للمؤتمر. اما موضوع التجنيزات فالمؤتمر لا يشجع عمليات المركبات المفخخة ولا هو ميال لهذا النمط. المؤتمر حريص على إعادة الاعتبار لتقاليد العمل السياسي والنقابي والمؤسسي بوجه عام.

غير الدكتور احمد الجليبي، لم نر في «صلاح الدين» من الاعضاء العرب في المجلس التنفيذي سواك. وانت بدورك زائر ولست مقيما. لماذا؟

اتخذ المجلس التنفيذي سلسلة قرارات تلزم اعضاءه واعضاء الجمعية الوطنية بالوجود على أرض الوطن وخصوصا في صلاح الدين مقر قيادة المؤتمر. ولكن كما ترى لا تستطيع جميع العناصر تنفيذ تلك القرارات.

هذا موضوع يجب ان يعالج بسرعة اما باعادة النظر في تشكيل المجلس التنفيذي واشترط عضويته بالوجود على أرض الوطن، او بتخصيص امكانيات مالية لتفريغ بعض العناصر الشابة من اعضاء المجلس ومن غير اعضائه للعمل داخل الوطن. يجب ان يبذل المؤتمر جهدا ويوفر امكانيات لاستخدام عناصر من مختلف بقاع الشتات العراقي في كردستان.

ولقد رافقت مرحلة التأسيس اخطاء بسبب السرعة والحاجة الملحة إلى اقامة المقر وجهازه الاداري، فاستعنا بالاخوة الأكراد الموجودين في اهملنا العرب الموجودين في السليمانية وفي اربيل. كما كانت مرحلة التأسيس اسيرة نظرة التوازنات السياسية التي ينبغي على المؤتمر تجنبها في كتابته ومؤسسته ليعتمد الكفاءة بغض النظر عن الولاء السياسي حتى يتاح العمل لعناصر عربية كثيرة موجودة في كردستان ومناطق عراقية أخرى ولم تحر الاستفادة منها او توظيفها في المؤتمر. ولعبت ميزانية المؤتمر دورا في استخدام الكفاءات المحلية. مثلا نحن ندفع رواتب من 500 إلى 2000 دينار (أي 60 دولارا كحد أقصى) لعناصر الداخل، في حين يكلف استدعاء عناصر من الخارج عشرات اضعاف تلك الرواتب.

في المجمع السكني التابع لمقر تجمع ثوار الانتفاضة، بمصيف «شقلاوة»، وقعت زيارتنا بالصدفة على عائلة (ابو مصطفى): هذه الكنية

موجودة اصلا بينهم ونقلوها معهم في حين كان الأفضل تعيين ادارة من غيرهم، مثقفة وصورة ومتسامحة تقدر عداياتهم. والطريق لهذه الخطوة بدأ ونحن بصدد نقل ادارتهم إلى مجموعة متفهمة.

ان مسالتهم لا تحلها اموال وغذية وادوية بل ايضا وقيل ذلك هيئات متخصصة تساعد في ازالة آثار الدمار النفسي والعقلي.

سألته: فهمت ان المسكر اقيم لقتل الفراغ... هل هذا صحيح؟

اصدرت اللجنة الميدانية في الجمعية الوطنية (هيئة بمناخ سلطة تشريعية في المؤتمر) عند انعقاد مؤتمر صلاح الدين في العام الماضي توصيات باقامة معسكرات للتدريب وتشكيل وحدات عسكرية مسلحة، وايضا تأسيس قيادة عسكرية ميدانية. عند دراسة تلك التوصيات تبين ان تنفيذها يستهك اموالا طائلة هي خارج قدرات «المؤتمر» سابقا واليوم وفي الظروف الرئية مستقبلا. من هنا جاء تشكيل المعسكر محدود الفاعلية ومحدود الهدف كنواة لمشروع مستقبلي اكبر عندما تتوفر امكانيات مالية. وفعلا ان الاغلبية الذين لجأوا يقضون معظم اوقاتهم في شبة فراغ، الامر الذي دفع رئاسة المجلس التنفيذي للاستعجال بايجاد المعسكر لتدريبهم عسكريا والحفاظ على لياقتهم رياضيا وابعادهم عن الكسل والمخاطي.

تعبير «مقاولي الانفار» شائع هنا كناية عن تكليف رئاسة المجلس التنفيذي للمؤتمر افرادا للقيام بتوزيع منشورات او مداومة مقرات او القيام بتفجيرات وسط او جنوب العراق لقاء اموال.

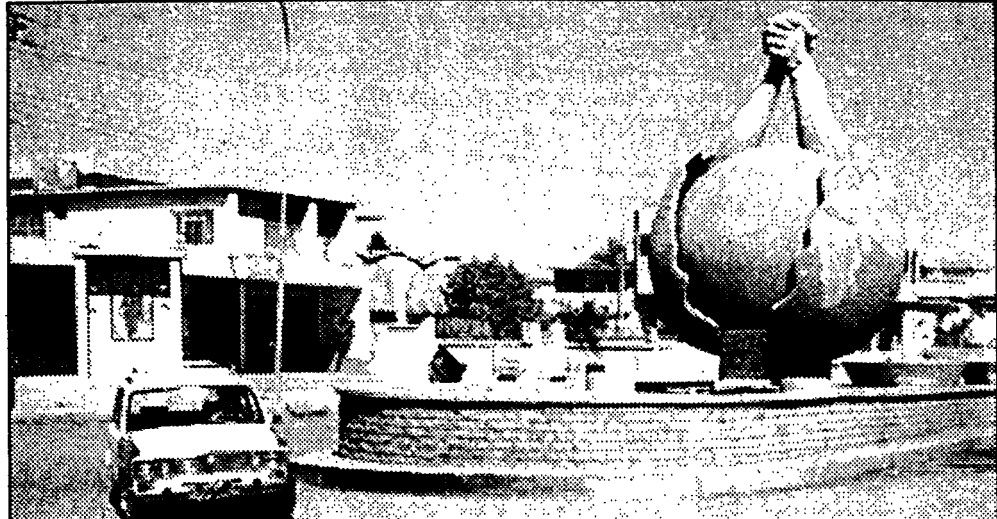
سمعت من الشيوعيين - اكبر فصائل المعارضة (العربية) حجما في كردستان - نقدا لهذه الطريقة. مسؤول بارز منهم اعتبر «مقاولي الانفار» مرتزقة جاهزين لتغيير اتجاه فعالياتهم، وراى عملياتهم عديمة القيمة بل مضرة سياسيا. ما رأيك؟

لا انكر ان «المؤتمر» او بعض اطرافه يستخدم المال لتوظيف او استخدام هذا الرجل او ذاك الفصيل في توزيع منشورات او القيام بمهام خاصة في بغداد او في الجنوب. لكن هؤلاء الناس ليسوا ماجوريين بل عناصر شاركت في الانتفاضة او كانت معارضة لنظام بغداد قبل انتقالها من مناطق سكنها إلى الشمال. وبالتالي فان ما يدفع لها عن تنفيذها مهمات لصالح «المؤتمر» ليس أجورا وانما لتغطية مصاريف وتكاليف تلك المهمات.

هناك قرارات حصرت العمل الميداني بهيئة رئاسة المجلس التنفيذي (مكونة من احمد الجليبي رئيسا وثلاثة نواب: الشيخ همام باقر حمودي، لطيف رشيد، وهاني الفكيكي) وبالرئاسة الثلاثية العليا (السيد محمد بحر العلوم، اللواء حسن النقيب، ومسعود البرزاني). أي

بحث النشاطات الميدانية ليس من اختصاص المجلس التنفيذي بكامل اعضاءه، ولا يوجد دليل على تفرد او افراد الاخ احمد الجليبي بقيادة العمل الميداني.

نعترف بان المؤتمر يفتقر إلى اجهزة سياسية تمثل كجسد سياسي واحد في اواسط العراق وجنوبه. بدون شك هناك منظمات اساسية ممثلة في المؤتمر لها وجود بالداخل، لكن التحرك كمؤتمر يحتاج إلى ايجاد هيئات سياسية متخصصة مسؤولة عن القيام باعماله. وانا لا أؤيد العمل الميداني وفقا للنهج القائم وادعو



مجسم الوحدة الكردية: نفذ في عام 1992

كردستان العراق من الداخل (الأخيرة)

عراقيون من الجنوب والوسط
لاجئون سياسيون في الشمال

● قيادة المعارضة تقرر الوجود في كردستان مع وقف التنفيذ
● معسكر «المؤتمر الوطني العراقي» يستهدف «قتل الفراغ»

كردستان: من احمد المهنا



هاني الفكيكي (مع جلال الطالباني): «المؤتمر» لا يشجع أسلوب السيارات المفخخة

«صلاح الدين» اليوم يشبه من بعض الوجوه بيروت الغربية في ظل المقاومة. فقد أصبح المصيف السابق «عاصمة سياسية» للمعارضة العراقية. وبدلاً من المصطافين هناك قادة وينشدهم ركة (المقاتلون الكرد) وحواجز السيد مسعود البرزاني واللواء حسن النقيب يقمان هنا وهما اثنان من اصل ثلاثة أعضاء في «المجلس الرئاسي» اعلى هيئة قيادية في «المؤتمر الوطني العراقي الموحد» وهو تشكيل يضم اغلبية من فصائل وشخصيات المعارضة. ورئيس المجلس التنفيذي للمؤتمر، الدكتور احمد الجليلي أيضاً مقر اقامة مؤقت في «صلاح الدين» يتنقل بينه وبين مقره الآخر في العاصمة البريطانية. «السدير» الذي كان فنذاً خمسة نجوم، صار مقر «المؤتمر» او INC كما يدعى هنا اختصاراً لاسمه بالانجليزية (Iraq National Con-gress). مسؤول ادارة المقر هو الدكتور سامي عبد الرحمن عضو المكتب السياسي للحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود البرزاني) وهو أيضاً عضو المجلس التنفيذي للمؤتمر، ووزير سابق في الحكومة العراقية مطلع السبعينات. ويتولى الدكتور كمال فؤاد عضو المكتب السياسي للاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال الطالباني) مسؤولية المكتب الحالي في المقر. وبالجملة فإن ادارة الـ (INC) كردية من ارفع مسؤول الى ايسط عامل، فلا يوجد فيها غير موظف عربي واحد. وهذا الطابع يغطي - وان بصورة اقل حدة - بقية مؤسسات «المؤتمر» في صلاح الدين: اذاعتته (تيت 7 ساعات) وصحيفته الاسبوعية التي تحمل اسمه (المؤتمر). لكن للاخيرة وضعاً مختلفاً، فقد تأسست بايد كردية ثم عدت هيئة تحريرها الاساسية عربية (يقوم اغلبها في لندن).

لاجئين في وطنهم

وجود صحيفة واذاعة في قرية يشكل سابقة غربية، فالاعلام ظاهرة مدنية، ويفسر بنسب امنية. تقع «صلاح الدين» على قمة جبل يبعد عن اربيل - حيث طبع «المؤتمر» - بنحو 30 ميلاً. والضعود اليها عمودياً يقضي بقطع 14 لفة حادة تغلظها الثلوج خلال الشتاء، والى هذا الموقع الاستراتيجي من الناحية الامنية

شهيرة: 700 دينار للمقاتل، 400 دينار للعازب، 500 دينار للعائلة المؤلفة من خمسة افراد ولها 50 ديناراً اضافية عن كل فرد زيادة فيها، وذلك الى جانب توزيع مواد غذائية (3 وجبات مجانية يومياً للجمع) وعلاج صحي مجاني. بين هؤلاء البشر من تعرض لصنوف مربعة من الظروف: شاب اشترك في الانتفاضة وحين امسكته السلطات الامنية في العراق قطعت لسانه واطلقت سراحه وهو نصف ميت لترويع الآخرين بمصيره. الذين فروا من اهل الانتفاضة، الى ايران ويعيشون حالياً في «شقلاوة» يتحدثون عن اجواء صدمة في بلاد فارس، فهم من طائفة الشيعة وكانوا ينتظرون استقبالا آخر. واحد من هؤلاء سعى للخلاص بالرحيل الى دولة ثالثة فالتقت «اطلاعات» (المخابرات الايرانية) القبض عليه اثناء محاولته الهرب الى باكستان ثم اطلقت سراحه بعد شهرين ولكنه كان قد جن تماماً: شاب تخرج من كلية الادارة والاقتصاد عام 1990 لديه هنا اصدقاء من منطقتهم في جنوب العراق يحكون قصته بالنيابة عنه.

لاستمرار هؤلاء تحت رعاية «المؤتمر» فإن عليهم التقيد ببعض الضوابط: عدم التغيب 7 ايام عن «المقر»، اجمل القيام باعمال عدوانية بين بعضهم عموماً او ضد الحراس خصوصاً، وعدم ادخال خمور. والخالف يفصل فوراً. ايضاً فسان من ينتسب الى «المعسكر» ثم يتركه لا يستقبل في «المقر». ولذلك ترى نحو ثلاثين شخصاً من المفصولين في مقهى يتوسط شقلاوة. اجمل مصابيح العراق - يقاومون التشرد بالشاي والكلام والخصومات الصغيرة التي يقتضي بعضها تدخل الشرطة. ومن المعروف ان حكومة اقليم كردستان التي تأسست في العام الماضي انشأت جيشاً نظامياً تتبع وزارة الدفاع ودوائر امن وشرطة تتبع وزارة الداخلية. والملاحظ ان هذه الاجراءات قلصت من مظاهر السلاح التي كانت تملأ شوارع المنطقة قبل 20 عاماً. خلال وثام قصير العمر بين بغداد والاكرا.

عرب شقلاوة

خلال حديث خاص عن «عرب شقلاوة» قال احدهم ان للمكلف ادارة «مقر تجمع نوار الانتفاضة» ثلاثة اشقاء يشكلون قوة لتثبيت سلطته على المنتسبين، وانشأ الى ممارستهم التعذيب في حالة واحدة اشتهرت هنا على الأقل. السائق «نحاة»، من ابناء المنطقة. اكد سماعه الحادثة، سألته: مشاكلكم كثيرة، ما رأيك: رد بحمية: «الله يساعدهم هؤلاء مثل اسرى».

بمقر الـ (INC) في «صلاح الدين» اعدت هذا الحديث على السيد هاني الفكيكي عضو المجلس التنفيذي للمؤتمر الوطني. قال: «للاسف الشديد نحن العراقيين نتعسف دائماً في استخدام السلطة مهما صغرت. الاخوة ربما استخدموا شيئاً من القسوة. المشكلة ان المنتسبين جاؤوا (من الجنوب او مخيمات من ايران) مصابين كغالبية العراقيين باحباط شديد وتوتر نفسي كبير. كانوا مندفعين للقيام بعمل حاسم لاسقاط النظام وتصوروا ان «المؤتمر» قادر على ذلك في ايام او اسابيع. وحين اكتشفوا ان الامر اعقد واطول فجعلوا ونحن اخطائنا بانتدابنا ادارة لشؤونهم من بينهم. فقد ولد ذلك

والبعض الاخير ما يزال يهرب من الجنوب او الوسط ليلجأ الى الشمال. عندما سمع هؤلاء بانشاء المؤتمر الوطني (اكمل عامه الاول في اكتوبر 1993) اتلقى ممثلون عنهم الدكتور احمد الجليلي في «صلاح الدين» وشكوا له اوضاعهم. كانوا يعيشون على مساعدات الاحزاب الكردية ومنظمات الامم المتحدة وما يتيسر لهم من مهن بسيطة. فتقرر استيعابهم في مؤسسة سميت «مقر تجمع نوار الانتفاضة» وانشئت في 4/1/1993 بمصيف «شقلاوة» (20 ميلاً عن صلاح الدين)، وتضم فئتين للعراب ومجمعا سكنياً مع بيوت متفرقة للعوائل. وهي اليوم تؤوي ثلاثين عائلة و70 عازباً بينهم اصحاب مهن حرة، عمال، فلاحون، طلبة، مهندسون، مدرسون، معلمون، خريجو علوم سياسية ومعاهد تكنولوجية، رسام، واخيراً مطرب.

ويقول المشرف على «مقر تجمع نوار الانتفاضة» ان تكرار اعداد العزاب وتوقع مستوياتهم التعليمية وعطاءاتهم ادت الى مشاكل كثيرة. ولراء «الفراغ القاتل» افتتح في يوليو (تموز) الماضي معسكر للشباب ينتسب اليه حالياً 130 نفرًا، بينهم جنود وضباط صف هاربون. خصصت لهؤلاء جميعاً رواتب

يعود وجود تلك المؤسسات. وهي معرضة لتهديدات من الحكومة العراقية اكثر من تلك التي يمكن ان تواجهها مؤسسات الادارة. او الاحزاب. الكردية التي يوجد معظمها في مدن كردستان الكبيرة (اربيل، السليمانية، دهوك).

الموظفون العرب القلة في الاذاعة او الصحيفة، يتناهبهم قلق عاصف. يشعرون بان عملهم غير ثابت، وغير مضمون، وان وجودهم برمته طارئ في بيئة غريبة. ان وجود القادة العسبر للمؤتمر، في الخارج، وانشغال القلة القليلة الموجودة مؤقتاً هنا عنهم، لا يساعدهم على الاحساس بالثقة ولا يغذي ارواحهم بالصمود. قال لي احدهم: «ليس هناك سبب يدعونا للاعتقاد بان مظلة «المؤتمر» تغطينا. لم نبلغ بذلك في كلام او في تصرف».

لاجئون في وطنهم: هذا ما يمكن قوله عن مجموعة من العراقيين تعد بالعشرات. هؤلاء عوائل وافراد كانوا قد هربوا من وسط او جنوب العراق الى دول محاورة بعد فشل انتفاضة 1991، ثم تركوا تلك الدول والتحقوا بكردستان اثر انسحاب الحكومة العراقية منها. بعضهم الآخر كان قد هجر الى ايران مطع الشمانينات وعادوا حين سئحت الفرصة،

اتهم طهران وبغداد بتحريض «عصابات» لافتعال أحداث السليمانية

بارزاني لـ «الحياة»: اوجلان نقل معسكره من البقاع الى شمال العراق

□ صلاح الدين (شمال العراق) - من زهير قصباتي:

■ اتهم زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني الرئيس المشارك للجبهة الكردستانية السيد مسعود بارزاني الاستخبارات الإيرانية والعراقية بتحريض «عصابات» لافتعال الصدامات في السليمانية شمال العراق. وشرح في حديث الى «الحياة» ملاحظات الأحداث التي توقع تجديدها لأن هناك عصابات والوضع الاقتصادي السيء يسهل مهمتها وهناك تأمر اقليمي على تحريكنا (راجع ص 6). وانتقد موقف الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه السيد جلال طالباني) وقال: «طلبنا من حليفنا ان يتحمل مسؤولياته تجاه الدفاع عن هيبة الحكومة (الكردية) وفرض سلطة القانون، لكنه تهرب من تحمل مسؤولياته معنا (...) ولسنا نادمين على ما قمنا به».

وهاجم بشدة ممارسات حزب العمال المحظور في تركيا، وأعلن ان معسكر البقاع انتقل الى معسكر زلي، في كردستان العراق، معتبراً ان الحزب الذي يتزعمه عبدالله اوجلان هو «أكبر خطر على مستقبل الأمة الكردية، وممارساته «تبر» وصفه بالارهاب».

بارزاني وطالباني يعلنان «قيادة مشتركة» لحزبيهما

□ لندن، اربيل - «الحياة»:

■ وقع الحزبان الرئيسيان، الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني، أمس السبت «اتفاقاً استراتيجياً» ينص على تشكيل قيادة مشتركة تضم ثمانية اعضاء «قيادة حركة شعبنا في كردستان العراق».

وقال قياديون في الحزبين في اتصال هاتفي مع «الحياة» في لندن ان بياناً مشتركاً صدر اثر اجتماع للمكتبين السياسيين للحزبين في حضور طالباني وبارزاني جرى في مقر الاول في اربيل نص على ان هذا «التحالف الاستراتيجي والمصري» هدف «حماية مكاسب شعبنا» عبر معالجة الازمات وترسيخ حكم القانون، وهو تأكيد لجميع الاتفاقات

الثنائية بين زعمي الحزبين.

وأضافوا ان بين أهم النقاط التي ينص عليها الاتفاق «تحریم اللجوء الى العنف والسلاح» بين الحزبين واتباع سياسة موحدة تجاه النظام العراقي والدول المجاورة والحركات الكردية في هذه الدول.

وصرح السيد عبدالله رسول (كوسرت) عضو المكتب السياسي للاتحاد الوطني الكردستاني رئيس وزراء الاقليم لـ «الحياة» في اربيل اثر الاجتماع الذي استغرق سبع ساعات ان الهيئة الرئاسية ستباشر اعمالها قريباً. وتوقع ان يصدر قانون لتنظيم اعمالها.

وقال السيد آزاد بروربي عضو المكتب السياسي للحزب الديمقراطي الكردستاني ان «من عادة الاكراد ان يفاخروا الناس بأحداث متناقضة. اجتمع الحليفان وتم البحث في العلاقات المشتركة بين الحزبين والوضع الأمني في كردستان عموماً والموقف من الأحداث والقوى التي تؤثر على الساحة السياسية في كردستان العراق».

واكد ان الهيئة الرئاسية تعتبر «بمثابة قائد الحركة التحررية الكردية». وتابع: «نحن على يقين بان هذا الاتفاق الاستراتيجي سيتحرك بصماته ويدفع الامور في اتجاه مصلحة شعب كردستان العراق. وهذا هو نتاج شهرين من المحادثات والمداولات في لجنة الحوار بين المكتبين السياسيين التي بدأت في ١٨ تشرين الاول (اكتوبر) الماضي وانتهت أمس. اننا متفائلون أكثر من اي وقت مضى بتوحيد الصف الوطني الكردي وتطبيق سيادة القانون على الجميع».

الحريزي: 'اوجلان غير مرغوب فيه وسنلقي به خارج لبنان' نائب الرئيس الايراني الى أنقرة والمحادثات عن 'التعاون الأمني'

مسلاً ضد انقرة بهدف اقامة دولة كردية مستقلة. وسقط في هذه الحرب منذ عام ١٩٨٤ ما لا يقل عن عشرة الاف قتيل.

وعلى صعيد زيارة حبيبي، اعلن مصدر رسمي تركي ان محادثات المسؤول الايراني مع رئيسة الوزراء التركية تانسو تشيلر ستتناول أيضاً العلاقات الثنائية والقضايا الاقليمية والدولية ذات الاهتمام المشترك.

ويرافق حبيبي وفد رفيع المستوى يضم وزيري النقل والصناعة الثقيلة. ومن المقرر ان يستقبله الرئيس التركي سليمان ديميريل ورئيس البرلمان حسام الدين جيندوروك.

وتأتي زيارة المسؤول الايراني الى تركيا بعد الزيارة التي قام بها مطلع هذا الشهر الى انقرة مدير الامن في وزارة الداخلية الايرانية غلام حسين بولانديان وتقرر خلالها التعاون بين البلدين في المجال الأمني ولا سيما في مجال مكافحة «حزب العمال الكردستاني».

ووعدت تركيا في المقابل بإبعاد عناصر «مجاهدين خلق» المعارضة المسلحة الرئيسية للنظام الايراني.

ونكر سفير ايران في تركيا محمد رضا باقري في مؤتمر صحافي عقده في انقرة ان ديميريل وتانسو تشيلر سينورون ايران قريباً.

■ انقرة - ا ف ب، رويتر - يصل نائب الرئيس الايراني حسن حبيبي الى أنقرة غدًا (الاثنين) مستهلًا زيارة رسمية تستغرق ثلاثة ايام، ويتوقع ان تتركز محادثاته مع المسؤولين الاتراك على موضوع التعاون الأمني المشترك وخصوصاً مكافحة حركة التمرد التي يقودها «حزب العمال الكردستاني» بزعامه عبدالله اوجلان.

وفي وقت كثر الحديث عن اوجلان ومصير حركته، نقلت وسائل الاعلام التركية عن رئيس الوزراء اللبناني السيد رفيق الحريري قوله ان اوجلان «شخص غير مرغوب فيه... وسنلقي به خارج لبنان» اذا القي القبض عليه. ومعلوم ان الحريري زار انقرة وتناولت محادثاته مع المسؤولين فيها قضية اوجلان الذي كانت قواته تقيم معسكر تدريب في سهل البقاع اللبناني الخاضع لسيطرة القوات السورية. واعلن في وقت سابق ان مقاتلي الكردستاني اغلقوا معسكرهم بعد تهديدات تركية بقصفه وضموط مورست على دمشق وبيروت.

الموقف اللبناني

وطمان الحريري المسؤولين الاتراك الى ان لبنان يرفض ان تستخدم اراضيه منطلقاً لاعمال ارهابية تستهدف الدول المجاورة. ومعلوم ان اوجلان يقود كفاً كفاً